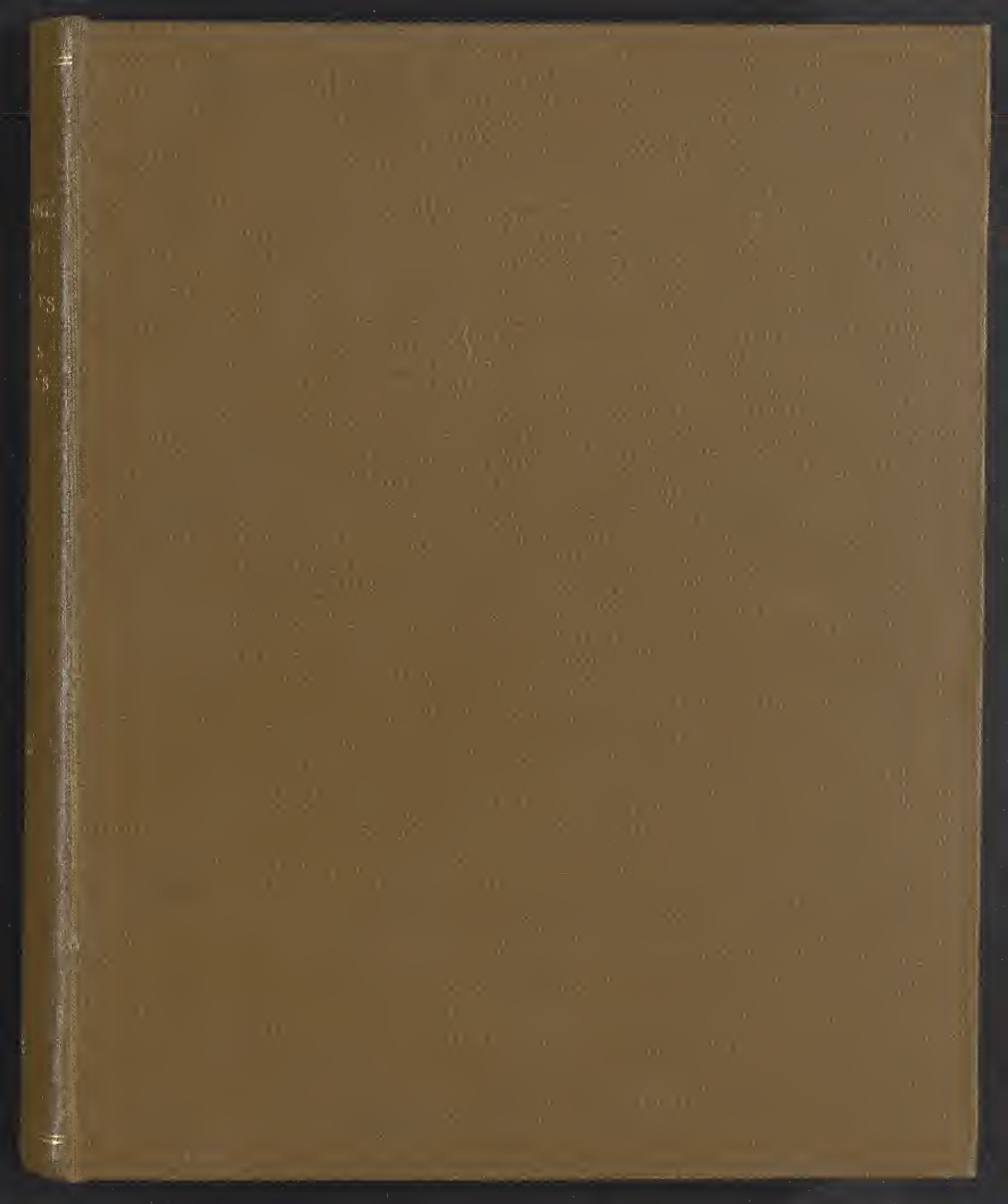


MÉMOIRE

SUR

LES CHLORURES D'OXIDES.

MÉMOIRE

SUR

LES CHLORURES D'OXIDES,

EN RÉPONSE A LA QUESTION SUIVANTE, PROPOSÉE PAR

L'ACADÉMIE ROYALE DES SCIENCES

ET BELLES-LETTRES DE BRUXELLES :

« SOUS QUELLE FORME ET A QUEL DEGRÉ DE SATURATION LE CHLORE SE TROUVE-T-IL DANS LES CHLORURES D'OXIDES SOLUBLES? A QUELS CORPS PEUT-ON UNIR CES COMPOSÉS CHIMIQUES SANS ALTÉRER LEUR NATURE? ENFIN QUEL EST LEUR MODE D'ACTION COMME MOYEN DÉSINFECTANT? »

Le vrai seul a des succès durables. Les lauriers dont l'erreur quelquefois se couronne, n'ont qu'une verdure éphémère. HELVETIUS.

PAR M. MARTENS,

DOCTEUR EN SCIENCES ET EN MÉDECINE.



BRUXELLES,

M. HAYEZ, IMPRIMEUR DE L'ACADÉMIE ROYALE.

1834.

AVANT-PROPOS.

Si l'on réfléchit aux nombreuses et importantes applications quc les chlorures d'oxides solubles présentent soit dans les arts, soit en médecine, on a lieu de s'étonner que leurs propriétés chimiques et leur modc de composition n'aicnt point été cxaminés avec plus de soin. On ne trouve, en effet, dans les ouvrages de chimie que des détails peu circonstanciés et généralement peu exacts sur les diverses propriétés des chlorures d'oxides; et quant à leur mode de composition, on sait que les chimistes sont divisés sur ce point. Les uns, avec Gay-Lussac et une foule d'autres chimistes distingués, pensent que le chlore est combiné cn nature aux oxides, formant avec eux des composés de *chlorures d'oxides.* Les autres, cmbrassant l'opinion du célèbre chimiste suédois, croient que les chlorures d'oxides nc sont que des mélanges de *chlorites* et de chlorures métalliques, dans le rapport d'un atome de chlorite contre trois atomes de chlorure.

Ces deux opinions sont également défendues par des hommes d'un rare talent; ce n'est donc qu'après un examen scrupuleux

de leur mérite respeetif, que nous pourrons nous prononeer en faveur de l'une ou de l'autre. Afin dc répandre sur eette question toute la elarté désirable, nous serons obligé de passer en revue les prineipales propriétés des ehlorures d'oxides, en nous arrêtant surtout à celles qui n'ont point été examinées avee assez de préeision. Nous traiterons d'abord de l'aetion du ehlore sur les oxides tant par la voie sèehe que par la voie humide, et à eette oeeasion nous nous oeeuperons de répandre de nouvclles lumières sur les divers proeédés de préparation du ehlorate de potasse, qui, comme on sait, n'est que le produit indirect du ehlorure de potasse. Nous examinerons ensuite sueeessivement l'aetion de la chaleur, de l'air atmosphérique et des oxaeidcs sur les ehlorures d'oxides. Nous reehereherons quelle est la manière d'agir de ces eomposés sur les substanees hydrogénées, et par suite quel est leur mode d'aetion comme moyens désinfectans et décolorans. Nous étudierons leur aetion sur les sels métalliques, et nous tâcherons d'en déduire quelques conséquences au sujet de leur mode de eomposition ou de la manière dont le ehlore s'y trouve engagé. Enfin, nous terminerons par l'examen des faits principaux qui peuvent nous faire eonnaître à quel degré de saturation le ehlore se trouve dans les ehlorurcs d'oxides.

MÉMOIRE

SUR

LES CHLORURES D'OXIDES.

Action du chlore sur les oxides ; composés qui en résultent.

1. On sait depuis long-temps que le chlore réduit à une température élevée tous les oxides métalliques basiques, en donnant naissance à des chlorures métalliques avec dégagement d'oxigène. Mais on n'a point déterminé avec assez de précision le degré de température, auquel quelques-unes de ces réductions ont lieu. Pour éclaircir ce point qui peut jeter quelque lumière sur l'histoire des chlorures d'oxides et sur la manière dont le chlore s'y trouve engagé, j'ai fait passer un courant de chlore desséché, sur des fragmens de chaux vive, mis dans un tube de verre et chauffés simplement à 200° environ à l'aide de quelques charbons ardens placés au-dessous du tube; j'ai reconnu que même à cette température peu élevée la chaux était décomposée et convertie en chlorure de calcium; il se dégagait de l'oxigène en abondance et le chlore était absorbé. En laissant refroidir le tube qui contenait la chaux, le chlore passait sans être absorbé et sans mélange d'oxigène. Quand, au lieu de chaux vive, j'employais de l'hydrate de chaux sec, la décomposition de l'oxide avait lieu

à une température encore moindre, à celle de 130° à 160° ; mais dans le résidu, presqu'entièrement formé de chlorure de calcium, j'ai rencontré parfois un peu de chlorate de chaux. La présence de l'eau favorise donc ici la décomposition de l'oxide calcaire, probablement à raison de la grande affinité de ce liquide pour le chlorure de calcium résultant de cette décomposition ; à moins que l'on ne veuille admettre que dans la circonstance actuelle, l'eau elle-même est décomposée par le chlore, et qu'il en résulte de l'acide hydrochlorique qui s'unit à la chaux et de l'oxigène qui se dégage, au moins pour la majeure partie.

Si l'on fait passer du chlore sec sur de la barite anhydre mise dans un tube de verre, j'ai reconnu que la barite devait être échauffée jusqu'au rouge obscur avant que sa réduction par le chlore ait lieu. Cette réduction est accompagnée d'une vive incandescence ; il se dégage beaucoup d'oxigène et on obtient pour résidu un simple chlorure de barium.

2. A la température ordinaire le chlore n'a point d'action sur les oxides métalliques anhydres ; mais mis en contact avec ces oxides hydratés, il est absorbé par plusieurs d'entre eux et particulièrement par les oxides solubles ou alcalins, en formant avec eux des composés décolorans, généralement connus sous le nom de *chlorures d'oxides*. Quelques-unes de ces combinaisons ne peuvent se former, comme je l'ai reconnu, que pour autant que l'oxide est dissous dans l'eau ; ainsi le chlore ne contracte pas d'union directe avec la potasse hydratée sèche, ce qui à ce que je sache, n'avait pas encore été constaté ; j'ai reconnu qu'en faisant passer un courant de chlore sur des fragmens de potasse caustique mis dans un tube de verre, tout le chlore était,

à la vérité, absorbé et la potasse augmentait beaucoup de volume; mais le produit de l'opération, pendant laquelle il ne s'était dégagé aucun gaz, n'était point comme je l'avais présumé, un composé *décolorant*, mais un simple mélange de chlorure de potassium et de chlorate de potasse; car en y versant de l'acide sulfurique, il s'en dégageait d'abord de l'acide hydrochlorique et puis de l'oxide de chlore très-reconnaissable à son odeur et à son pouvoir décolorant; d'ailleurs le composé étant projeté sur les charbons ardens, en activait légèrement la combustion. Il faut donc admettre que la potasse ou que son eau de combinaison est décomposée à froid par le chlore, quand on opère à sec.

3. Presque tous les chlorures d'oxides sont solubles dans l'eau, et ces solutions peuvent même être obtenues directement en faisant passer le chlore à travers les dissolutions des oxides solubles, ou à travers de l'eau dans laquelle les oxides alcalins ont été délayés. Mais ici il se présente un phénomène remarquable; c'est que plusieurs de ces dissolutions ne peuvent être obtenues dans un grand état de concentration sans que le chlorure d'oxide ne subisse une décomposition spontanée, et ne se transforme en hydrochlorate et en chlorate. Cette décomposition spontanée, dans laquelle l'eau peut être censée intervenir, a lieu toutes les fois que l'un ou l'autre des deux sels qui en proviennent est insoluble dans la quantité d'eau sur laquelle on opère; elle n'est qu'une suite de la loi générale qui règle la décomposition mutuelle des substances dissoutes, et en vertu de laquelle cette décomposition a lieu toutes les fois qu'il peut en résulter un ou plusieurs composés insolubles. Ainsi un chlorure d'oxide ne pourra être obtenu en dissolution concentrée que lorsque le

chlorure métallique et le chlorate qui peuvent résulter de sa décomposition spontanée dans l'eau, ou lorsque l'hydrochlorate et le chlorate qui proviennent de la décomposition mutuelle de l'eau et du chlorure d'oxide, sont très-solubles l'un et l'autre; dans le cas contraire, il y aura décomposition par l'influence de la force de cohésion ou de cristallisation, et il se précipitera soit un chlorure, soit un chlorate; voilà pourquoi les chlorures de potasse et de soude ne peuvent pas être obtenus en solution concentrée comme le chlorure de chaux, qui, à raison de l'extrême solubilité de l'hydrochlorate et du chlorate de la même base, peut être dissous dans une très-petite quantité d'eau sans subir de décomposition; ce qui le rend d'un emploi plus fréquent et plus général que les autres chlorures d'oxides. De même, en faisant passer du chlore à travers une solution concentrée de potasse ou de soude, il ne se fait pas un simple chlorure de potasse ou de soude, comme quand la solution alcaline est très-faible, mais il se dépose en même temps des cristaux de chlorate de potasse pendant que la solution potassée se sature de chlore, et on trouve dans le liquide une quantité correspondante de chlorure de potassium; c'est qu'à mesure que la potasse se transforme en chlorure de potasse, celui-ci finit par devenir assez abondant pour que tout le chlorate qui pourrait résulter de sa décomposition dans l'eau ne puisse pas rester dissous, il se décomposera donc alors, au moins en partie, et il ne restera en dissolution à l'état de chlorure d'oxide que la portion de chlorure de potasse qui, lors de sa décomposition, ne pourrait pas donner naissance à un sel insoluble dans la quantité d'eau sur laquelle on opère. Aussi se dépose-t-il d'autant plus de chlorate

pendant le passage du chlore à travers une solution potassée, que celle-ci est plus concentrée et tenue plus froide pendant l'opération. J'ai même reconnu qu'en maintenant à la température de 80° c. une forte solution de potasse faite avec une partie de potasse du commerce sur 1 ½ partie d'eau, il ne se déposait presque pas de chlorate pendant le passage du chlore, tandis qu'une solution absolument pareille, mais tenue froide ou à 10° c. a fourni, pendant qu'elle se saturait de chlore, un dépôt considérable de chlorate de potasse. Toutefois la première solution, tenue chaude, absorbait autant de chlore que l'autre, et après l'opération, elle a laissé déposer, lors du refroidissement, exactement autant de chlorate, que la solution froide en avait fourni pendant le passage du chlore [1]. La décomposition spontanée du chlorure de potasse dans l'eau, et la formation du chlorate qui en résulte n'est donc que le résultat de l'insolubilité de ce dernier et nullement, comme l'assure *Morin* (*Ann. de Chim. et de Phys.*, tom. XXXVII, p. 146), celui de la chaleur qui se développe pendant la combinaison de la potasse avec le chlore. Ce chimiste ayant reconnu que le chlorure de chaux était moins décolorant et contenait du chlorate de chaux lorsque la matière s'était très-

---

[1] J'ai reconnu, d'après cela, qu'un excellent moyen d'empêcher, dans la préparation du chlorate de potasse, que le tube qui conduit le chlore dans la solution alcaline ne s'obstrue pendant l'opération, c'est de tenir dans de l'eau très-chaude le flacon ou l'éprouvette qui contient la solution. Alors il ne dépose point de sel dans le courant de l'opération; mais lorsque celle-ci est achevée, ce que l'on reconnaît à ce que le liquide est saturé de chlore, ou à ce qu'il ne précipite plus une solution de sublimé corrosif (*voir* plus loin, n° 22), il suffit de laisser refroidir pour que le chlorate de potasse se dépose en masse et parfaitement cristallisé.

échauffée pendant le passage du chlore, crut que la formation du chlorate de potasse était aussi subordonnée à la chaleur produite pendant la saturation de la potasse par le chlore, et que la concentration de la solution potassée n'influait sur la quantité de chlorate formé, que parce que, lors du passage du chlore, une solution forte, en absorbant plus de gaz, doit s'échauffer davantage qu'une solution faible; mais cette conclusion est inexacte, puisque, comme je l'ai reconnu, deux solutions de potasse pareilles, quoique très-inégalement échauffées pendant qu'on les sature de chlore, produisent en définitive la même quantité de chlorate de potasse. La théorie pouvait d'ailleurs aisément faire prévoir ce résultat. Car, si le chlorure de chaux, quand on n'a pas eu soin de maintenir l'hydrate de chaux froid pendant le passage du chlore, renferme quelquefois du chlorate de chaux, c'est que pendant sa préparation la température de la masse peut s'élever jusqu'au degré auquel il se décompose; d'où formation de chlorure de calcium et mise en liberté d'oxigène, qui, à l'état de gaz naissant, se trouvant en présence du chlore arrivant continuellement dans la chaux, pourra s'unir avec lui et produire de l'acide chlorique et par suite du chlorate de chaux. Ce qui fait croire que la chose doit se passer ainsi, c'est que Morin a reconnu que lors même que pendant le passage du chlore, l'hydrate de chaux s'échauffait à 119°, il ne se dégageait pas d'oxigène (*Ann. de Chim. et de Phys.*, tom. XXXVII, pag. 145), tandis que le chlorure de chaux se décompose à cette température avec dégagement d'oxigène, comme nous le verrons plus tard. Mais pendant la formation du chlorure de potasse, il ne se développe jamais autant de chaleur pour pouvoir attribuer à

celle-ci la décomposition du chlorure d'oxide; d'ailleurs, en faisant même bouillir une solution de chlorure de potasse, on ne parvient pas à le décomposer avec dégagement d'oxigène, comme cela a lieu avec une solution de chlorure de chaux, et le liquide conserve son pouvoir décolorant, à moins qu'il n'ait été tellement concentré par la chaleur, que le chlorure de potasse a dû se décomposer à raison du peu de solubilité du chlorate de potasse (12).

4. Il est facile de déterminer par le calcul la quantité relative d'hydrochlorate et de chlorate de potasse dans lesquels le chlorure de potasse se transforme lors de sa décomposition spontanée dans l'eau, et leur rapport avec le chlorure d'oxide dont ils proviennent. En effet, le chlorure de potasse, dont la composition est sans doute analogue à celle du chlorure de chaux liquide, est formé de deux atomes de chlore et d'un atome d'hydrate de potasse (5); ce qui résulte, au reste, de ce qu'en versant une solution de carbonate de potasse dans une solution de chlorure de chaux, il se produit du carbonate de chaux et du chlorure de potasse neutres sans effervescence. Or, pour qu'il puisse se former un atome d'acide chlorique ou de chlorate de potasse, il faut cinq atomes d'oxigène et deux atomes de chlore; mais cinq atomes d'oxigène exigent la décomposition de cinq atomes de protoxide de potassium et, par suite, la formation de cinq atomes de chlorure de potassium, qui ne pourront provenir que de la décomposition de cinq atomes de chlorure de potasse. Ainsi pendant qu'il se formera un atome de chlorate de potasse, il se produira cinq atomes de chlorure de potassium, et ces six atomes de sels résultent de la décomposition de six atomes de chlorure

d'oxide. On arrive au même résultat en admettant que lors de la décomposition du chlorure de potasse, l'cau se trouvc déeomposée plus tôt que l'oxide alcalin, ce qui n'est pas invraisemblable vu la facilité avec laquelle on sait que lc ehlore dissous dans l'eau la déeompose. Dans ce eas cinq atomes d'eau en se déeomposant avcc six atomes de chlorure d'oxide donneront naissanee à cinq atomcs d'hydrochlorate et à un atome de ehlorate ; et, eu égard aux poids respectifs des atomes de ees corps, le chlorate de potasse formé sera à l'hydrochlorate dans le rapport de

$$1530,55 : 1045,05 \times 5 \quad \text{ou} \quad :: 1 : 3,42,$$

ct comme le chlorate de potasse pèse $2\frac{1}{2}$ fois autant que la potasse qui entre dans sa eomposition, et que le chlorate formé par la déeomposition du chlorure d'oxide renfcrme le sixièmc de la potasse cmployée, son poids scra à celui de cette dernière dans le rapport de

$$2\tfrac{1}{2} \text{ à } 6 \quad \text{ou} \quad \text{de } 5 : 12.$$

Dans la pratique il est impossible de réaliser ces rapports. Ainsi comme on ne peut jamais séparer eomplétement tout le chloratc de potasse de l'hydrochlorate par eristallisation, il est elair quc la quantité relative de ces deux sels obtenus dans l'aetion du chlore sur une solution de potasse sera telle que l'hydroehlorate se trouvera proportionnellement en masse plus considérable que le ehlorate; aussi Chenevix avait obtenu pour le rapport du chlorate à l'hydrochlorate

$$16 : 84 \quad \text{ou environ} \quad 1 : 5$$

rapport qui s'éearte considérablement de eelui que fournit la thćorie. Mais c'est surtout dans le rapport du chlorate obtenu à la potassc employée que les déviations d'avee les données théoriques paraissent ětre considérablcs; car les auteurs assurent généralcment que la potasse ordinaire du commerec ne donne guère plus de 10 % de chlorate (Dumas, *Chimie appl.*, tom. II, pag. 293). Cependant si l'on eonsidère quc la potasse du commcrec, surtout quand elle n'a pas été privée par la chaleur de la majeure partie de l'cau hygrométrique qu'elle renferme, ne contient généralemcnt pas 50 % de potasse réclle, on conviendra que les données pratiques précédentcs ne peuvent fournir aucune lumière sur la quantité relative de ehlorate, que l'on peut produire avcc un poids déterminé dc potasse. Pour savoir donc jusqu'à qucl point les données pratiques s'écarteraient des indications fournies par la théoric, j'ai pris le parti de préparer avec le plus grand soin du chlorate de potassc en employant un poids déterminé tantôt de carbonate de potassc pur obtenu par déflagration, tantôt de potasse du commcrce dont j'avais préalablement déterminé la richesse à l'aide de l'acide sulfurique. En opérant sur 100 grammcs de earbonate de potasse sec, j'ai obtenu du ehlorate et de l'hydroehlorate dans le rapport de

10 : 41 ou 1 : 4,1

rapport plus rapproché dcs données théoriqucs quc le rapport de Chenevix. Cc même earbonate de potassc m'a donné 14 grammes environ dc chlorate de potassc. Or, 100 parties de carbonate de potasse renferment 68 de potasse; ce qui donnc pour le

rapport du chlorate à la potasse dans cette circonstance

14 : 68 ou environ 1 : 4.

Dans une autre expérience, en opérant sur un kilogramme d'une solution de potasse du commerce ne contenant que 340 grammes de potasse réelle [1], j'ai obtenu 130 grammes de chlorate et 480 grammes d'hydrochlorate ; ce qui donne pour le rapport du chlorate à l'hydrochlorate 13 : 48, et pour celui du chlorate à la potasse employée 13 : 34. Ces rapports ne s'éloignent pas tant de ceux donnés par la théorie pour qu'on ne puisse pas attribuer les différences obtenues aux erreurs ou plutôt aux pertes inséparables de pareilles opérations. Je ne dois pas omettre de faire remarquer ici qu'en tout cas pour obtenir tout le chlorate possible d'une solution de potasse, il ne faut pas se contenter de recueillir celui qui se dépose au fond du vase pendant le passage du chlore, en supposant qu'on opère sur une solution d'une partie de carbonate de potasse sur deux parties d'eau ; mais il faut aussi évaporer au bain-marie le liquide restant, jusqu'à ce qu'il soit réduit au quart environ, puis laisser refroidir, recueillir le sel qui cristallisera et le purifier par une nouvelle cristallisation, en le dissolvant dans trois fois son poids d'eau bouillante et laissant refroidir ; on obtient alors encore un dépôt assez considérable de chlorate de potasse cristallisé pur. Avec ces précau-

---

[1] Cette solution avait été faite avec parties égales de potasse du commerce et d'eau, et j'en avais déterminé la valeur en neutralisant 50 grammes d'une solution exactement pareille, à l'aide d'acide sulfurique dont la densité était de 1,36 à la température de 15°.

tions on obtient, comme nous l'avons vu, un tiers au moins de chlorate de potasse d'une partie de potasse anhydre, ou un septième de chlorate du carbonate de potasse obtenu par déflagration.

5. La petite quantité de chlorate que l'on retire généralement d'un poids déterminé de potasse du commerce en soumettant celle-ci à l'action du chlore, a porté les chimistes à rechercher d'autres procédés plus avantageux pour la préparation de ce sel, et on s'est surtout occupé à le préparer par double décomposition à l'aide du chlorure de chaux. C'est ainsi qu'on a proposé de décomposer le chlorure de chaux tantôt par une solution de carbonate de potasse, tantôt par une solution de sulfate de potasse, tantôt enfin par une solution d'hydrochlorate de potasse. Mais tous ces procédés reviennent à peu près au même, puisque, dans tous, le chlorure de chaux est remplacé, lors de la réaction, par une quantité proportionnelle de chlorure de potasse, et que c'est par suite de la décomposition de ce dernier, quand il est en solution concentrée, qu'il se forme de l'hydrochlorate et du chlorate de potasse. Ainsi, quand on verse une dissolution de carbonate de potasse dans une solution de chlorure de chaux, il doit se précipiter du carbonate de chaux et il reste en dissolution du chlorure de potasse, qui se décompose facilement dans l'eau en hydrochlorate et chlorate de potasse. Le phénomène est à peu près le même en employant du sulfate de potasse, à raison de l'insolubilité du sulfate de chaux; mais si à une solution de chlorure de chaux on ajoute une solution d'hydrochlorate de potasse, il n'y aura d'abord aucune réaction parce qu'il ne peut pas se former un sel insoluble; laissant ensuite le liquide s'évaporer

à l'air ou à une douce chaleur, on verra, à mesure que la solution se concentre, qu'il s'y déposera également des cristaux de chlorate de potasse et on trouvera dans la dissolution de l'hydrochlorate de chaux et de l'hydrochlorate de potasse. Ici encore le chlorure de chaux et l'hydrochlorate de potasse se décomposent dès qu'ils peuvent donner naissance à un sel insoluble, du chlorate de potasse. Six atomes de chlorure de chaux liquide, en se décomposant avec six atomes d'hydrochlorate de potasse, donneront six atomes d'hydrochlorate de chaux, cinq atomes d'hydrochlorate de potasse et un atome de chlorate de potasse; ou, si l'on veut, six atomes de chlorure de chaux contenant douze atomes de chlore donneront avec six atomes d'hydrochlorate de potasse, six atomes d'hydrochlorate de chaux et six atomes de chlorure de potasse, qui se transforment par leur décomposition, en cinq atomes d'hydrochlorate de potasse et en un atome de chlorate contenant deux atomes de chlore; de sorte que le sixième seulement du chlore du chlorure de chaux contribue à la formation du chlorate. Or le chlorure de chaux sec parfaitement saturé et pur renferme à peu près le tiers de son poids de chlore d'après les analyses les plus récentes (¹); donc le chlorate de potasse qui peut

---

(¹) D'après Grouvelle la composition du sous-chlorure de chaux est de :

Hydrate de chaux.	67,914	ou en atomes de	Hydrate de chaux, 2 atomes.	937,02
Chlore	32,086		Chlore, 2 atomes	442,64
	100,000			1379,66

et celle du chlorure de chaux liquide, équivalent au précédent, de :

Hydrate de chaux.	51,416	ou en atomes de	Hydrate de chaux, 1 atome.	468,51
Chlore.	48,581		Chlore, 2 atomes.	442,64
	100,000			911,15

(Voir le *Supplément au système de chimie*, de Thomson, pag. 259 et 262). Comme

se former ne contiendra qu'une portion de chlore qui ne saurait excéder en poids la dix-huitième partie du chlorure de chaux employé; et par conséquent en opérant sur 100 grammes de chlorure de chaux saturé et pur, le chlorate de potasse qui pourra en provenir contiendra 5 gr. 55 de chlore; et comme ce sel renferme à peu près 29 pour cent de chlore, il s'en suit que 100 gr. de sous-chlorure de chaux pourront donner par double décomposition tout au plus 19 grammes de chlorate de potasse; ce qui donne pour le rapport du chlorate à celui du chlorure de chaux à peu près

1 : 5,3

Voulant m'assurer combien ces données théoriques étaient confirmées par l'expérience, j'ai fait une dissolution de 100 grammes de chlorure de chaux dans 500 grammes d'eau, et j'y ai ensuite dissous 30 grammes d'hydrochlorate de potasse. Le tout a été soumis à une évaporation lente, et en évitant que la température du liquide ne s'élève pas au-dessus de 50° c. pour ne pas s'exposer à voir se transformer par la chaleur une portion de chlorure de chaux en chlorure de calcium avec dégagement d'oxigène, d'où résulterait une perte de produit. Lorsque l'évaporation a été

---

il est rare d'avoir dans le commerce du chlorure de chaux parfaitement saturé et sec, les auteurs ne s'accordent pas tous sur sa composition. Dumas (*Chim. appl.*, t. II, f. 808) croit que le chlorure sec ne renferme que le 5[e] de son poids de chlore, et que le chlorure liquide est formé d'un atome d'hydrate de chaux et d'un atome de chlore; mais c'est une erreur, car puisque le chlorure liquide peut se transformer en chlorure métallique ou en hydrochlorate et en chlorate, sans excédant de base, il doit contenir deux atomes de chlore sur un atome d'hydrate.

portée jusqu'à un certain point, il a commencé à se déposer du chlorate de potasse en belles lames cristallines, et en continuant de laisser le liquide s'évaporer lentement, j'ai vu au bout de quelque temps s'y déposer également du chlorure de potassium, facile à reconnaître à sa cristallisation. Le dépôt a alors été recueilli et redissous dans trois fois environ son poids d'eau bouillante; par le refroidissement il s'y est déposé du chlorate de potasse en belles lames cristallines, qui, séparé de l'eau-mère et séché, pesait un peu plus que 6 grammes. Ainsi il y a eu dans le produit de notre opération une différence en moins assez notable d'avec celui indiqué par la théorie, et que nous aurions dû obtenir en employant du chlorure de chaux bien saturé et sec (1) et en évitant, si possible, toutes les pertes inséparables de pareilles opérations. Ces pertes sont ici considérables et tiennent à différentes causes: 1° à ce que le chlorure de chaux employé n'est pas toujours également riche en chlore; 2° à ce que pendant sa dissolution dans l'eau, la partie de la chaux qui ne se dissout pas retient toujours une portion notable de chlore, surtout quand on fait une dissolution concentrée de chlorure de chaux comme celle que nous avons employée; 3° à ce que le chlorure de chaux dans sa réaction sur l'hydrochlorate de potasse n'est jamais entièrement décomposé, puisque pour éviter qu'il ne se dépose trop de chlorure de potassium avec le chlorate de potasse, on est obligé de ne pas pousser trop loin l'évaporation

---

(1) On sait que le chlorure de chaux exposé à l'humidité, absorbe une grande quantité d'eau, qui peut même aller jusqu'à quatre fois le poids du chlorure avant que celui-ci ne devienne humide en apparence. (*Ann. de Chim. et de Phys.* t. VII, p. 383.)

du liquide, ce qui fait qu'une portion de chlorure de chaux et une partie de chlorure de potassium resteront indécomposées; 4° enfin à ce qu'il reste toujours du chlorate de potasse dans les eaux-mères où on le fait cristalliser.

6. Il est facile d'entrevoir, d'après ce qui précède, l'erreur de ceux qui ont cru faire plus avantageusement du chlorate de potasse par double décomposition avec le chlorure de chaux, qu'en faisant passer du chlore à travers une solution de potasse. Car, comme nous venons de le voir, le chlorure de chaux ne peut pas donner plus de chlorate, que celui que l'on obtiendrait en faisant absorber le chlore qu'il renferme par une solution de potasse. Ainsi le chlore nécessaire à la préparation du chlorure de chaux donnera, *par le procédé direct*, toute la quantité de chlorate de potasse que l'on pourrait obtenir avec le chlorure de chaux lui-même; et si l'on considère qu'en employant le chlorure de chaux, on est censé avoir fait pour la préparation du chlorate de potasse deux opérations au lieu d'une, et que chaque opération est accompagnée d'une certaine perte de chlore, il s'en suit que le procédé le plus avantageux pour préparer le chlorate de potasse est toujours l'ancien procédé ou le procédé direct, à moins toutefois que l'on ne puisse obtenir du chlorure de potassium à un prix considérablement inférieur à celui du carbonate de potasse du commerce, relativement à la quantité de potasse qui s'y trouve. Cette dernière considération a engagé, il n'y a pas long-temps J. Liebig à proposer de préparer le chlorate de potasse par double décomposition du chlorure de chaux et du chlorure de potassium (*Ann. de Chim. et de Phys.*, tom. XLIX, pag. 300 et suiv.); mais les raisons qu'il fait valoir pour préférer son pro-

cédé au procédé direct ne sont pas bien concluantes; car il observe que dans le procédé ordinaire on n'obtient de dix parties de potasse qu'une partie de chlorate, et que par conséquent il faut sacrifier les $\frac{9}{10}$ de la potasse employée; mais ceci est inexact, puisqu'on ne doit perdre par l'ancien procédé que les $\frac{5}{6}$ de la potasse et que si l'on n'obtient généralement en chlorate que le dixième de la potasse employée, c'est qu'on opère sur la potasse ordinaire du commerce qui, à raison de l'eau hygrométrique et des sels étrangers qu'elle renferme, ne contient généralement pas la moitié de son poids de potasse réelle. Quoi qu'il en soit, voici comment Liebig propose de préparer le chlorate de potasse. « On prend, dit-il, du chlorure de chaux; on le chauffe à » l'état sec ou de solution jusqu'à ce qu'il cesse de détruire les » couleurs végétales; on sait que dans ce cas on obtient un mé- » lange de chlorure de calcium et de chlorate de chaux. On le » dissout dans de l'eau chaude, on rapproche la dissolution, » puis on y ajoute du chlorure de potassium et on laisse refroi- » dir; il se cristallise alors du chlorate de potasse. » Ainsi préparé, ce sel reviendra, dit Liebig, à un prix sensiblement moins élevé, puisque d'abord le chlorure de potassium est lui-même à un bien plus bas prix que la potasse, et que de plus on n'en emploie que le dixième du poids du chlorure de chaux. La seule difficulté, dit-il, qui cependant dans la fabrication en grand sera facile à lever, est que le chlorure de chaux ne se décompose pas par la chaleur aussi facilement qu'on le croit communément. Liebig considère donc la décomposition préalable du chlorure de chaux comme nécessaire pour la réussite de l'opération; mais en ceci il a commis une erreur grave. Car en décomposant du

chlorure de chaux par la chaleur, qu'il soit sec ou en solution, les deux tiers au moins du composé sont transformés entièrement en chlorure de calcium en laissant dégager leur oxigène, et un tiers seulement se transforme, d'après les observations de Morin, et comme je l'ai également constaté après lui, en chlorure de calcium et chlorate de chaux, dans le rapport d'un atome du dernier sel contre cinq atomes de chlorure (*Ann. de Chim. et de Phys.*, tom. XXXVII, pag. 149 et 150); de sorte que le tiers seulement du chlorure de chaux, quand on le décompose préalablement par la chaleur, pourra concourir à la formation du chlorate de potasse; tandis qu'en prenant le chlorure de chaux liquide non décomposé par la chaleur, ainsi que l'a conseillé en premier lieu un chimiste italien nommé *Ganassini*, y dissolvant du chlorure de potassium et laissant le liquide s'évaporer lentement à une température inférieure à celle à laquelle le chlorure de chaux peut se décomposer *avec dégagement d'oxigène*, on utilise alors tout le chlore du chlorure de chaux, et il se forme autant de chlorate de potasse qu'il peut en résulter de la décomposition mutuelle du chlorure de potassium et du chlorate de chaux qui pourrait provenir de la décomposition spontanée du chlorure de chaux *sans dégagement d'oxigène*. Or, le chlorate de chaux qui peut se former dans cette dernière circonstance est, suivant Morin, le triple de celui qui se forme quand on décompose le chlorure de chaux à la température de l'ébullition; on n'obtiendra donc en suivant le procédé de Liebig qui conseille de faire bouillir le chlorure de chaux liquide jusqu'à ce qu'il cesse de décolorer (*Ann.*, tom. XLIX, pag. 302), que le tiers de la quantité de chlorate de potasse qu'on pourra se pro-

curer en prenant du chlorure de chaux non décomposé, et en évitant même pendant l'évaporation de la solution de donner lieu à la décomposition spontanée de cette substance. Or nous avons vu (5) qu'en opérant de cette manière on peut obtenir 190 parties en poids de chlorate de potasse de 1000 parties de chlorure de chaux ; ainsi le procédé de Liebig ne donnera au plus que 63 parties de chlorate de potasse pour 1000 parties de chlorure de chaux employé ; et en effet, ayant opéré à deux reprises avec 150 grammes de chlorure de chaux de bonne qualité, je n'ai pu en retirer par le procédé de Liebig que 2,5 de chlorate de potasse. Le rapport du chlorure de chaux employé au chlorate de potasse obtenu est donc ici de 60 : 1 ; tandis qu'en employant du chlorure de chaux non décomposé par la chaleur, nous avons obtenu de 100 grammes de chlorure de chaux, 6 grammes au moins de chlorate de potasse ; ce qui donne pour le rapport de l'un à l'autre, environ 16 : 1 ; de sorte que le produit donné par le procédé de Liebig est même encore moindre que le tiers de celui que fournit en pratique le procédé de Ganassini ; ce qui est dû sans doute à ce que les pertes inséparables d'une pareille opération doivent influer davantage sur le produit du procédé de Liebig, comme étant moins abondant.

7. Un des principaux avantages du procédé de Ganassini, celui par lequel il l'emporte sur les autres procédés analogues indiqués pour la préparation du chlorate de potasse par double décomposition, c'est qu'il permet de convertir en chlorate presque toute la potasse employée. En effet, quand on veut décomposer entièrement le chlorure de chaux par le carbonate de potasse, il faut employer pour chaque atome de chlorure de chaux

liquide un atome de carbonate de potasse, et par conséquent une quantité de carbonate égale à celle qu'on doit employer quand on veut faire agir sur elle directement tout le chlore du chlorure de chaux. Ce procédé ne peut donc en aucun cas présenter de l'avantage sur le procédé direct, puisqu'il exige la même quantité de potasse et la même quantité de chlore. Mais en décomposant le chlorure de chaux par le chlorure de potassium, il est inutile d'employer autant d'atomes de ce dernier que du précédent; car quoique six atomes de chlorure de chaux liquide semblent exiger pour leur décomposition six atomes de chlorure de potassium; puisqu'il ne résulte de cette décomposition qu'un atome de chlorate de potasse et qu'il reste en dissolution cinq atomes de chlorure de potassium (4), ces derniers pourront de nouveau réagir sur cinq atomes de chlorure de chaux et donner naissance, en supposant toujours que la solution soit assez concentrée, à une nouvelle quantité de chlorate de potasse; et la réaction continuera ainsi tant qu'il y aura du chlorure de potassium et du chlorure de chaux en présence, c'est-à-dire tant que tout le chlorure de potassium ne sera pas transformé en chlorate de potasse. Ainsi pour décomposer entièrement 120 atomes de chlorure de chaux liquide ou leur équivalent en chlorure sec, il ne faudra que 20 atomes de chlorure de potassium ou d'hydrochlorate de potasse (1), et eu égard aux poids respectifs des

(1) Cela résulte aussi de ce que 6 atomes de chlorure de chaux liquide, étant formés de 12 atomes de chlore et 6 atomes de chaux, pourront, dans leur réaction sur 1 atome de chlorure de potassium, formé de 2 atomes de chlore et 1 atome de potassium, donner naissance à 1 atome de chlorate de potasse (composé de 2 atomes de chlore, 6 atomes d'oxigène, 1 atome de potassium) et à 6 atomes de chlorure de calcium.

atomes de ces corps ([1]), 100 parties en poids de chlorure de chaux sec demanderont pour leur décomposition complète 12,6 parties d'hydrochlorate de potasse, et donneront 11,4 parties en poids de chlorate de potasse. Si donc le chlore fixé dans le chlorure de chaux n'était pas plus coûteux que la même quantité de chlore gazeux, il serait certes plus avantageux de faire le chlorate de potasse par double décomposition par le procédé de Ganassini que d'avoir recours au procédé direct dans lequel on perd toujours une certaine quantité de chlore.

8. Ganassini n'a décrit son procédé que d'une manière peu exacte. Il conseille de faire dissoudre une once et demie d'hydrochlorate de potasse en cristaux dans une livre de solution concentrée de chlorure de chaux; il laisse réagir le tout pendant quelques jours, puis il concentre la liqueur, et par le refroidissement il cristallise, dit-il, environ dix gros de chlorate de potasse. En donnant la théorie de ce procédé, ce que Ganassini a négligé de faire, nous avons établi d'une manière exacte les proportions des matériaux à employer pour la préparation du chlorate de potasse. Nous avons montré aussi que les avantages de ce procédé consistent surtout en ce qu'il permet d'épargner une

---

([1]) 2 atomes d'hydrate de chaux. . . . 937,02
2 atomes de chlore 442,64

Poids d'un atome de chlorure de chaux sec 1379,66 équivalant à un atome de chlorure liquide.
1 atome de chlorure de potassium 930,55
1 atome d'eau. 112,48

Poids de 1 atome d'hydrochlorate de potasse . . . 1043,03

Ainsi 1379,66 × 6 parties de chlorure de chaux demandent pour leur décomposition 1043,03 parties d'hydrochlorate de potasse, ou 100 de chlorure demandent 12,6 d'hydrochlorate de potasse.

grande quantité de potasse ; puisque pour décomposer, par exemple, 120 atomes de chlorure de chaux, renfermant 240 atomes de chlore, et pouvant donner naissance à 20 atomes de chlorate de potasse, on n'a besoin que de 20 atomes d'hydrochlorate de potasse, tandis que la même quantité de chlore, dans le procédé direct, exige 120 atomes de potasse pour être saturée et pour produire 20 atomes de chlorate. Ainsi, quand on voudra faire du chlorate de potasse par double décomposition avec le chlorure de potassium et le chlorure de chaux, on dissoudra six parties de ce dernier dans soixante parties d'eau (quand on fait une dissolution plus concentrée, la chaux non dissoute retient trop de chlore) ; on y fera dissoudre, après l'avoir filtrée, une partie de chlorure de potassium ou d'hydrochlorate de potasse sec; on concentre le liquide à une douce chaleur qui n'excède pas celle de 50° c., et lorsque les neuf dixièmes au moins du liquide seront évaporés, on laisse refroidir. Le dépôt salin qui s'y forme est ensuite redissous dans trois fois environ son poids d'eau bouillante, et par le refroidissement on obtient alors le chlorate de potasse pur.

9. Nous avons vu (7) qu'on peut aussi préparer le chlorate de potasse en décomposant le chlorure de chaux par le carbonate de potasse; mais que lorsqu'on emploie assez de carbonate de potasse pour transformer tout le chlorure de chaux en carbonate de chaux, comme on l'a conseillé, on ne peut retirer aucun avantage de l'emploi de ce procédé. Toutefois, ce procédé pourrait devenir aussi avantageux que le procédé de Ganassini en observant d'employer moins de carbonate de potasse qu'il en faut pour précipiter toute la chaux à l'état de carbonate. Car supposons qu'on n'ait précipité qu'une portion de la chaux, il res-

tera alors dans le liquide du chlorure de chaux et du chlorure de potasse, et ce dernier venant à se transformer en chlorure de potassium soluble et en chlorate de potasse qui se dépose, on aura dans le liquide du chlorure de chaux et du chlorure de potassium, qui réagiront l'un sur l'autre comme dans le procédé de Ganassini et fourniront une nouvelle dose de chlorate de potasse. Ainsi, si le carbonate de potasse était à un prix inférieur à l'hydrochlorate proportionnellement à la quantité de potasse qui s'y trouve, il y aurait plus d'avantage à employer le carbonate que l'hydrochlorate de potasse. Aussi un pharmacien de Maestricht m'a assuré qu'en mêlant ensemble à chaud une solution de deux parties de chlorure de chaux bien saturé avec une solution d'une partie de carbonate de potasse, filtrant et évaporant le liquide avec précaution, il a obtenu un quart de la potasse employée en chlorate; et certainement la proportion de ce sel aurait été plus considérable, s'il eût employé une plus forte proportion de chlorure de chaux.

On pourrait aussi, au lieu de carbonate de potasse, employer du sulfate de potasse, mais il en résulterait du sulfate de chaux, qui, à raison de son degré de solubilité, serait difficile à séparer entièrement du chlorate de potasse.

Action de la chaleur sur les chlorures d'oxides.

10. Quand on chauffe du chlorure de chaux sec dans une fiole portant un tube recourbé plongeant sous des éprouvettes remplies d'eau sur la cuve, j'ai remarqué que, déjà avant que la température du chlorure se soit élevée à 100°, il se dégage un peu

de gaz qui n'est que du chlore pur; ce qui semble annoncer que ce dernier est combiné en nature à la chaux, mais qu'il y tient faiblement. En continuant de chauffer, dès que la température du chlorure a été portée à 100° ou un peu au delà, il se dégage beaucoup d'oxigène mêlé de plus ou moins de chlore; mais vers la fin de la décomposition, qui, pour être complète, exige qu'on élève la température jusqu'à 150° au moins, il ne se dégage plus que de l'oxigène pur. Plus le chlorure de chaux est sec, plus il laisse dégager du chlore mêlé à l'oxigène, quand on le chauffe. Le résidu contenu dans la fiole ne renferme plus de chlorure d'oxide, puisqu'il ne décolore plus et ne dégage plus à froid du chlore par un acide faible; mais il se compose de chaux libre et de chlorure de calcium mêlé d'un peu de chlorate de chaux.

Si on chauffe du chlorure de chaux en solution ou délayé dans de l'eau, sa décomposition commence déjà un peu avant que l'ébullition du liquide ait lieu; il ne se dégage que de l'oxigène, que quelques-uns assurent être mêlé d'un peu de chlore, mais que j'ai toujours reconnu pur dans les nombreuses expériences que j'ai faites à ce sujet. Dans tous les cas, on n'obtient tout au plus que les deux tiers de la quantité d'oxigène représentée par le chlore du chlorure de chaux, ainsi que Morin l'avait également reconnu (*Ann. de Chim. et de Phys.*, tom. XXXVII, pag. 149—150); le reste de l'oxigène passe à l'état d'acide chlorique; aussi obtient-on pour résidu un mélange de chlorure de calcium et de chlorate de chaux, qui, d'après Morin, est toujours formé dans le rapport d'un atome de chlorate contre dix-sept atomes de chlorure de calcium (ouvr. *cité*, pag. 150).

Cette facile décomposition du chlorure de chaux n'a rien qui doive surprendre, si nous réfléchissons à la facilité avec laquelle le chlore décompose l'oxide de calcium à chaud, surtout quand il y a présence d'eau (1). Peut-être aussi l'oxide n'est point ici décomposé, mais seulement l'eau; et en effet, puisque le chlore décompose celle-ci sous l'influence de la lumière, puisqu'une solution aqueuse d'iode se transforme par la chaleur en acide hydriodique et acide iodique, il ne serait point étonnant que le chlore d'un chlorure d'oxide dissous puisse décomposer l'eau, d'autant plus que la base alcaline du chlorure a beaucoup d'affinité pour les acides qui peuvent résulter de cette décomposition.

11. Le chlorure de chaux se décompose même, à la longue, à froid, qu'il soit sec ou dissous dans l'eau, exposé ou non au contact de l'air ou de la lumière. Cependant quand il est dissous, sa décomposition est beaucoup plus prompte que quand il est à l'état sec, probablement à raison de l'affinité de l'eau pour les nouveaux composés ou sels qui se forment par suite de cette décomposition, et qui sont, comme on sait, le chlorure de calcium et le chlorate de chaux. Par la même raison, le chlorure de chaux humide se conserve bien moins long-temps que le chlorure de chaux sec. Il convient donc, quand on veut préparer un chlorure de chaux qui doive se conserver quelque temps, de n'employer que de l'hydrate de chaux sec, fait dans la proportion de trois parties en poids de chaux vive sur une d'eau; on obtient alors un chlorure de chaux sec, qui, conservé à l'abri de l'humidité, de l'air, du soleil et de la chaleur, pourra se garder plusieurs mois sans perdre sensiblement de sa force. Mais quand il est exposé à l'humidité, il absorbe une grande quantité d'eau, devient

humide et alors sa décomposition a lieu presqu'aussi promptement que s'il était dissous; il se transforme dans ce cas entièrement en chlorure de calcium d'après Morin (*Ann. de Chim. et de Phys.*, tom. XXXVII, pag. 153).

12. La décomposition spontanée du chlorure de potasse m'a toujours paru moins prompte que celle du chlorure de chaux liquide, et, quoiqu'en aient dit plusieurs chimistes, je n'ai jamais pu remarquer qu'elle s'accompagnait d'un dégagement d'oxigène, pas même quand on fait bouillir le liquide; c'est ce que j'ai constaté plusieurs fois, en opérant soit sur des chlorures de potasse préparés par la voie directe, soit sur des chlorures préparés par double décomposition en précipitant une solution de chlorure de chaux par du carbonate de potasse; jamais l'ébullition du liquide ne donnait lieu à un dégagement d'oxigène, et le chlorure de potasse conservait même après une ébullition assez prolongée son pouvoir décolorant, à moins qu'il n'eût été concentré au point de donner lieu à la formation du chlorate de potasse [1]. Ceci peut conduire à des règles de pratique fort utiles pour la préparation du chlorate de potasse, et montre que quand on veut obtenir ce dernier à l'aide d'une solution de chlorure de potasse que l'on évapore, il est indifférent de faire l'évaporation à chaud ou à froid; tandis que si le chlorure de potasse pouvait se décomposer à 100°, comme le chlorure de chaux liquide, il

(1) Le chlorure de potasse ne se décompose donc pas par la chaleur de la même manière que le chlorure de chaux liquide, comme l'a prétendu Morin, et ne se transforme pas, comme ce dernier composé, en chlorure métallique et chlorate dans le rapport de 17 atomes de chlorure contre 1 atome de chlorate.

faudrait faire l'évaporation à une basse température ; sans cela une portion de chlorure de potasse se transformerait en simple chlorure de potassium avec dégagement d'oxigène, et il se produiraitpar conséquent moins de chlorate. Morin avait pensé que, de même que dans la préparation du chlorure de chaux, la chaleur produite par la combinaison du chlore avec l'oxide hydraté, peut donner lieu à la décomposition d'une portion du chlorure formé et à sa conversion en chlorate et chlorure métallique; que de même aussi, dans le passage du chlore à travers une solution de potasse, le chlorate qui se forme dans cette circonstance est le résultat de la chaleur développée par la combinaison du chlore avec l'alcali ; mais puisque, comme nous venons de voir, le chlorure de potasse ne se décompose pas spontanément par la chaleur seule, il est clair qu'il faut attribuer à d'autres causes la formation du chlorate de potasse et notamment à l'insolubilité de ce sel, comme nous l'avons montré précédemment (3). Au reste, quelle que soit cette chaleur de combinaison produite par l'union du chlore avec la potasse, et en la supposant même telle que le chlore puisse, par son intermède, décomposer la potasse comme il décomposerait la chaux en pareille circonstance, il n'en résulterait pas pour cela proportionnellement plus de chlorate que si le chlore s'était simplement uni à la potasse sans la décomposer. Et en effet, supposons que dans cette décomposition de la potasse il ne se dégage point d'oxigène, ce qui est le cas le plus favorable pour la formation du chlorate, alors encore pour chaque atome de chlorate formé, il devra se produire cinq atomes de chlorure de potassium, puisqu'il faut cinq atomes d'oxigène provenant de cinq atomes d'oxide décomposé pour produire un

atome d'acide chlorique; ainsi il ne se formera pas dans ce cas une plus forte proportion de chlorate qu'il ne s'en forme lors de la décomposition spontanée du chlorure de potasse dans l'eau par l'insolubilité relative du chlorate. Quel que soit donc le degré de force de la solution alcaline employée, et quelle que soit la chaleur développée pendant sa saturation par le chlore, on pourra toujours en retirer la même quantité relative de chlorate de potasse. Aussi une quantité donnée de potasse, en solution concentrée ou affaiblie, absorbe la même quantité de chlore, et par l'évaporation, donne toujours la même quantité de chlorate; ce que *Morin* au reste avait déjà remarqué, et il en avait tiré la conséquence qu'il est indifférent d'employer pour la préparation du chlorate de potasse une dissolution de potasse plus ou moins concentrée (*Ann. de Chim. et de Phys.*, tom. XXXVII, p. 155).

Action de l'air sur les chlorures d'oxides.

13. L'air atmosphérique n'agit sur les chlorures d'oxides que par l'acide carbonique qu'il renferme. C'est par ce dernier qu'il sépare la chaux du chlorure de chaux liquide à l'état de carbonate de chaux en dégageant son chlore. Cette décomposition n'a lieu que petit à petit et donne lieu ainsi à un dégagement lent mais continuel de chlore, ce qui rend l'emploi du chlorure de chaux si précieux pour remplacer dans les salles des malades les fumigations guytonniennes dont l'emploi est souvent nuisible aux poitrines délicates.

Welter a observé (*Ann. de Chim. et de Phys.*, tom. VII, pag. 384) que la solution de chlorure de chaux exposée à l'air

après avoir été filtrée, se couvre dans le principe de pellicules comme l'eau de chaux, *sans perdre de sa force décolorante ;* mais qu'ensuite, l'action de l'air continuant, la solution de chlorure de chaux s'affaiblit promptement. Il attribue ce phénomène à un peu de chaux libre qu'il croit exister dans le chlorure de chaux liquide, et qui, étant carbonisée la première, laisse à la solution toute sa force décolorante ; mais je suis plutôt porté à croire que si dans le principe de l'action de l'air sur le chlorure de chaux liquide, celui-ci conserve toute sa force décolorante même après qu'il s'est déjà formé un peu de carbonate de chaux, il faut l'attribuer à ce que le chlore mis à nu dans cette circonstance a pu rester dissous dans la solution et concourir ainsi à sa force décolorante comme lorsqu'il était encore combiné à la chaux ; le chlorure de chaux continuant ensuite à se décomposer, le chlore mis à nu ne pouvant plus rester entièrement dissous, se dégage, et alors la solution commence à perdre de sa force. Toutefois le phénomène pourrait aussi être dû en partie à un peu de chaux libre existant dans la solution et provenant de ce qu'en traitant par l'eau le sous-chlorure de chaux, il peut se dissoudre indépendamment du chlorure neutre une petite quantité de la chaux qui sera devenue libre. Aussi en évaporant à la température de l'ébullition une solution de chlorure de chaux, j'ai remarqué que le résidu contenait un peu de chaux libre, quoique pendant la concentration et la décomposition du chlorure liquide il ne s'était point dégagé de chlore.

14. Les chlorures de potasse ou de soude ne se décomposent pas aussi promptement par l'influence de l'acide carbonique de l'air que le chlorure de chaux liquide, et cela par une raison

fort simple : c'est que le chlore et l'acide carbonique agissant en concurrence sur la base alcaline et formant avec elle des composés à peu près également solubles, doivent, d'après la loi de Berthollet, se partager cette base proportionnellement à leur capacité de saturation et à leur masse. Ainsi, de même que les hydrosulfates de potasse et de soude ne sont décomposés ordinairement qu'en partie par l'acide carbonique de l'air, de même les chlorures de potasse et de soude ne se décomposeront que partiellement dans les mêmes circonstances, et MM. Van Mons et Hensmans pensent même que cette décomposition dans l'air ne dépasse jamais la moitié du chlorure [1]. Ces chimistes admettent que dans ce cas il se forme un *carbonato-chlorure* ou une combinaison en proportions fixes d'acide carbonique, de chlore et de potasse, plutôt qu'un simple mélange de carbonate et de chlorure (*Répertoire de Chimie*, tom. I, pag. 23). Ils se fondent : 1° sur ce que le mélange de carbonate et de chlorure à atomes égaux forme un produit plus stable à l'air que le chlorure simple; mais cette stabilité, qui d'ailleurs n'est point absolue, dépend uniquement de ce que le chlore et l'acide carbonique agissant simultanément sur la potasse, tendent à se partager cette base comme le feraient dans la même circonstance l'acide hydrosulfurique et l'acide carbonique; de sorte qu'une fois que le chlorure de potasse ou de soude sera transformé à moitié en

---

[1] Ceci ne s'accorde pas avec mes propres observations; car j'ai reconnu que du chlorure de potasse que j'avais laissé exposé à l'air, mais à l'abri de la lumière, s'était presqu'entièrement converti en carbonate au bout d'un mois, et ne laissait plus dégager que de l'acide carbonique par l'addition d'un acide.

carbonate, l'acide carbonique de l'air, qui d'ailleurs n'agit qu'à la surface de la solution, n'aura plus la même facilité à séparer le reste du chlore de la base alcaline; 2° sur ce que le *carbonato-chlorure* de potasse ne peut pas donner naissance, par la concentration, à du chlorate neutre, mais seulement à du sous-chlorate ou hypo-chlorate de potasse (*Répertoire de Chimie*, tom. I, pag. 462 et 463). Ceci n'est qu'une suite de la présence du carbonate alcalin dans la solution; ce qui fait que l'acide chlorique, au moment de sa formation, ne pourra pas former un sel neutre avec la potasse, mais seulement un sous-sel. Aussi en dissolvant du carbonate ou du bicarbonate de potasse dans une solution de chlorure de potasse, j'ai reconnu que la solution ne cristallisait que difficilement et d'une manière confuse, et que le dépôt salin qui s'y forme après une forte concentration et dans lequel on reconnaissait quelques aiguilles cristallines fines, présentait une réaction alcaline, décrépitait et scintillait légèrement sur les charbons ardens; ce qui annonce que c'est un mélange d'hydrochlorate et de chlorate avec excès d'alcali. J'ai obtenu le même produit en concentrant au bain-marie du chlorure de potasse converti en partie en carbonate par une exposition prolongée à l'air. Ainsi, puisque la présence du carbonate de potasse n'a pas empêché le chlorure de se transformer en hydrochlorate et en chlorate ou sous-chlorate, on peut en inférer, ce me semble, que le carbonate n'était point combiné au chlorure, mais seulement mêlé avec lui.

Le phénomène de la décomposition des chlorures de potasse ou de soude par l'acide carbonique, et réciproquement celui des carbonates de ces bases par le chlore, est tout-à-fait analogue

à l'action par laquelle l'acide hydro-sulfurique dégagé en grand excès à travers une solution de carbonate de potasse, en déplace entièrement l'acide carbonique, tandis que ce dernier peut déplacer complétement dans les mêmes circonstances l'acide hydrosulfurique des hydrosulfates de potasse ou de soude. Ainsi le carbonato-chlorure dans lequel la potasse se transforme au bout de peu de temps par son exposition à l'air, n'est que le résultat du partage qui s'établit de la base entre le chlore et l'acide carbonique, conformément à la loi de Berthollet (1).

15. Le *carbonato-chlorure* de potasse se produit naturellement toutes les fois que l'on fait passer du chlore à travers une solution de carbonate de potasse ; dans ce cas les premières portions de chlore absorbées ne dégagent point d'acide carbonique, parce que celui-ci est retenu par le carbonate de potasse non encore décomposé, qui passe ainsi à l'état de bicarbonate ; ce n'est que lorsque la moitié de la potasse sera saturée de chlore et l'autre moitié transformée par suite en bicarbonate, que le dégagement d'acide carbonique commencera, et il continuera ensuite jusqu'à la fin de l'opération. Ainsi à une certaine époque il y aura dans le liquide un mélange de bicarbonate et de chlorure de potasse, et parce que ces deux composés sont difficilles à isoler l'un de l'autre, quelques-uns ont cru qu'ils devaient être considérés comme combinés entre eux et formant un carbonato-chlorure.

Quand on fait passer du chlore à travers une solution de

---

(1) J'ai reconnu aussi, conformément à cette loi, que par une exposition *long-temps prolongée* à l'air, le chlorure de potasse se transformait entièrement en carbonate.

bicarbonate de potasse, on observe un dégagement ou une effervescence d'acide carbonique dès les premières portions de chlore absorbées par le liquide; ce qui prouve que si dans le passage du chlore à travers une solution de carbonate de potasse, il ne se dégage pas d'acide carbonique dès le principe, cela tient, non point à ce que l'acide carbonique reste uni à la potasse en même temps que le chlore; mais à ce que pendant la formation du chlorure de potasse, il se forme en même temps un bicarbonate de potasse.

Action des oxacides sur les chlorures d'oxides.

16. Les chlorures d'oxides forment sans doute des combinaisons peu stables, puisque les acides les plus faibles, même l'acide carbonique, les décomposent à froid et en dégagent tout le chlore qui leur était combiné. Ce phénomène doit faire penser que le chlore est combiné en nature avec l'oxide métallique hydraté. Cependant ceux qui admettent avec Berzelius que le chlore dans son action sur les oxides hydratés à froid donne lieu, non point à un chlorure d'oxide, mais à un mélange de chlorure métallique et de *chlorite* (combinaison d'une base avec l'acide chloreux qui est le deutoxide de chlore de la plupart des chimistes), expliquent le phénomène du dégagement *total* du chlore par les acides, en disant que le chlorite est décomposé en premier lieu par l'acide ajouté, et que l'acide chloreux mis à nu se décompose spontanément en présence du chlorure métallique restant, cède son oxigène au métal de ce dernier et

en dégage le chlore, qui s'échappe ainsi en même temps que le chlore de l'acide chloreux (Dumas, *Chimie appl.*, tome II, page 216); mais cette explication suppose que l'oxigène, au moins à l'état de gaz naissant, puisse décomposer les chlorures métalliques; ce dont il est permis de douter, quand on considère la grande affinité du chlore pour les métaux, affinité qui est telle que plusieurs oxides alcalins, tel que la chaux, sont même décomposés par ce gaz à une température peu élevée (1).

17. Quand on verse une solution de chlorure de chaux dans de l'acide sulfureux liquide, il se fait un précipité de sulfate de chaux avec effervescence de chlore; et en ajoutant assez de chlorure de chaux, tout l'acide sulfureux se trouve converti en acide sulfurique qui entre en combinaison avec la chaux du chlorure décomposé. La théorie rend facilement raison de ces résultats :

ATOMES EMPLOYÉS.		ATOMES PRODUITS.		
1 at. acide sulfureux =	1 at. soufre. 2 at. oxigène.	1 at. sulfate de chaux =	1 at. chaux. 1 at. acide sulf. =	1 at. soufre. 3 at. oxigène.
1 at. chl. de chaux =	2 at. chlore. 1 at. chaux hydr.	2 at. acide hydrochl. =	2 at. chlore. 2 at. hydrogène.	
1 atome eau =	2 at. hydrogène. 1 at. oxigène.			

Il se produit donc dans cette réaction beaucoup d'acide hydrochlorique; aussi le liquide devient très-acide; mais cet acide s'unit de suite, au moins en partie, à la chaux d'une autre portion de chlorure de chaux, et de là une forte effervescence de chlore.

Voyons maintenant quels devraient être les résultats, en admettant avec Berzelius que le chlorure de chaux est formé d'un mélange de trois atomes de chlorure de calcium et d'un atome de chlorite de chaux. Comme l'acide sulfureux n'a point d'action sur le chlorure de calcium, nous pouvons faire abstraction de ce dernier, et nous aurons alors :

ATOMES EMPLOYÉS.	ATOMES PRODUITS.
1 at chlorite de chaux = { 1 at. chaux. 1 at. acide chl. = { 2 at. chlore. 3 at. oxig.	1 at. sulfate de chaux = { 1 at. chaux. 1 at acide sulf. = { 1 at. soufre. 3 at. oxig.
1 at. acide sulfureux = { 1 at. soufre. 2 at. oxigène.	2 at. oxigène.
	2 at. chlore.

Nous devrions donc avoir une effervescence d'oxigène en même temps que de chlore; mais les partisans de la doctrine de Berzelius observeront peut-être que les deux atomes d'oxigène, au moment de leur séparation d'avec le chlore de l'acide chloreux, peuvent agir simultanément et sur le chlorure de calcium mêlé au chlorite de chaux et sur l'acide sulfureux, convertir ainsi un atome de chlorure de calcium et un atome d'acide sulfureux en un atome de sulfate de chaux, avec dégagement de deux atomes de chlore. Ici donc, le dégagement de chlore ne serait point subordonné à la formation d'un acide qui décomposerait une certaine quantité de chlorure de chaux; cependant il est facile de reconnaître que pendant la réaction le liquide est très-acide, lors même que toute odeur sulfureuse a disparu : car en le décantant et en en versant quelques gouttes dans de l'eau pure, on trouve qu'elle précipite très-abondamment par le nitrate d'argent, preuve que l'acidité du liquide est due à de l'acide hydrochlorique.

Observons encore ici que le chlorure de chaux, abstraction faite de la chaux, exerce sur l'acide sulfureux liquide absolument la même action que l'eau de chlore; car cet acide est aussi transformé par l'eau de chlore en acide sulfurique pendant que le chlore lui-même passe à l'état d'acide hydrochlorique; et de cette similitude d'action on doit naturellement inférer que le chlore existe sous la même forme dans le chlorure de chaux que dans l'eau de chlore, c'est-à-dire qu'il ne se trouve point dans le chlorure de chaux à l'état d'acide chloreux.

L'action de l'acide sulfureux, à sec, sur le chlorure de chaux se bornera sans doute à s'emparer de la base et à mettre le chlore en liberté.

Action des substances hydrogénées sur les chlorures d'oxides.

18. Une des réactions chimiques qui tend le plus à prouver que, dans les chlorures d'oxides, le chlore est combiné en nature à l'oxide alcalin, mais qu'il n'y est uni que par une faible affinité, c'est l'action de ces composés sur les substances hydrogénées que le chlore à l'état libre décompose en général facilement. Ainsi l'acide hydrosulfurique, l'ammoniaque liquide, sont décomposés instantanément par le chlorure de chaux comme ils le sont par le chlore isolé. Que l'on verse du chlorure de chaux sur de l'acide hydrosulfurique liquide, et à l'instant même l'odeur fétide de ce dernier sera détruite, et il se sera formé un précipité de soufre comme quand on opère avec l'eau de chlore. Si on laisse deux éprouvettes semblables remplies de gaz acide hydrosulfurique

renversées l'une sur l'eau de chlore, l'autre sur une solution de chlorure de chaux, on observe que dans toutes deux le gaz est absorbé et décomposé avec la même rapidité, et même plus vite par le chlorure de chaux que par l'eau de chlore; de sorte que l'union de la chaux au chlore n'empêche pas ce dernier d'agir sur l'hydrogène sulfuré avec la même activité que s'il était libre. La même chose s'observe avec l'ammoniaque liquide; en versant ce dernier sur du chlorure de chaux en poudre, il y a vive action, forte effervescence de gaz azote et l'ammoniaque se trouve entièrement décomposé. Si on verse d'une part de l'eau de chlore dans une éprouvette jusqu'à un demi-pouce près de son bord; que d'autre part on verse de la même manière une solution de chlorure de chaux dans une éprouvette semblable et qu'on achève de remplir les deux éprouvettes avec de l'ammoniaque liquide, en les renversant ensuite sur des capsules remplies d'eau, on verra que dans toutes deux l'ammoniaque sera également décomposé et que les deux éprouvettes se rempliront en même temps de gaz azote. Cette similitude d'action serait difficille à concevoir si le chlore agissait autrement que comme chlore dans les deux circonstances, et s'il était engagé dans le chlorure de chaux à l'état d'acide chloreux comme le pense Berzelius. Ces expériences montrent aussi que le chlore n'est point uni à la chaux avec une grande affinité; mais on peut admettre avec raison que si le chlore, quoique combiné à la chaux, agit aussi facilement sur les substances hydrogénées que le chlore libre, c'est que l'affinité de la chaux pour l'acide hydrochlorique qui peut se former dans cette circonstance favorise la combinaison du chlore avec l'hydrogène.

19. Puisque nous voyons les chlorures d'oxides exercer sur

les composés hydrogénés inorganiques la même action décomposante que l'eau de chlore, il ne sera pas étonnant qu'ils puissent, aussi bien que le chlore, décolorer les substances végétales, détruire les miasmes putrides et décomposer les gaz qui s'élèvent des matières en putréfaction. Bien plus, l'emploi des chlorures d'oxides en solution est préférable, pour cet objet, à celui du chlore gazeux, vu que ce dernier, dont il est difficile de ménager le dégagement, ne laisse pas que d'être souvent nuisible à raison de la vive irritation qu'il détermine sur les organes pulmonaires, ce qui empêche communément d'avoir recours aux fumigations guytonniennes dans les appartemens des malades. L'eau de chlore elle-même n'est pas d'un usage aussi avantageux que les solutions des chlorures d'oxides, parce que sa force désinfectante est toujours très-limitée à raison du peu de solubilité du chlore, tandis que les solutions des chlorures d'oxides, et particulièrement celle du chlorure de chaux, peuvent être obtenues dans un grand état de concentration ([1]). D'un autre côté ces

---

([1]) Tous les chlorures d'oxides ne sont pas toujours également propres à la désinfection. Il est des cas où le chlorure de soude doit être préféré comme désinfectant à celui de chaux; c'est lorsqu'il s'agit non-seulement d'arrêter momentanément la putréfaction, mais encore de l'empêcher de renaître. Je m'explique: dans l'acte de la désinfection d'une matière animale putride, le chlorure passe à l'état d'hydrochlorate, et l'hydrochlorate de chaux ayant la propriété d'absorber l'humidité, la fixe sur le corps désinfecté et tend ainsi à favoriser le retour de la putréfaction. Le chlorure de soude, au contraire, en passant à l'état d'hydrochlorate, donne naissance à un sel très-sec qui agit comme conservateur de la matière animale et tend à empêcher la putréfaction. Voilà pourquoi le chlorure de soude convient surtout pour les applications sur les plaies gangréneuses ou fétides, de même que pour désinfecter et conserver les cadavres dans les salles de dissection.

solutions n'ont point une odeur aussi piquante que l'eau de chlore, qui laissant échapper avec bien plus de facilité le gaz qu'elle renferme, incommode beaucoup ceux qui l'emploient. Mais le plus grand avantage que nous présentent les solutions des chlorures d'oxides comparativement à l'eau de chlore pour le blanchîment, c'est de ne pas former comme cette eau, lors de la décoloration, un acide libre qui attaque toujours plus ou moins les tissus à blanchir. En effet, l'acide hydrochlorique qui se forme par l'union de l'hydrogène de la matière colorante avec le chlore du chlorure, se combine avec l'oxide alcalin de ce dernier et ne peut dès lors exercer aucune action nuisible : aussi se sert-on maintenant généralement de chlorure de chaux de préférence à l'eau de chlore pour le blanchîment.

20. Une particularité qu'il ne faut pas perdre de vue, c'est que la présence d'un acide favorise toujours l'action désinfectante et décolorante des chlorures d'oxides, au point que plusieurs chimistes et entre autres Dumas (*Chim. appl.*, tom. II, pag. 215 et 216), prétendent qu'ils ne détruisent les couleurs végétales que pour autant que, par la présence d'un acide, leur chlore est mis à nu. Ceux qui admettent la théorie de Berzelius sur le mode de composition des chlorures d'oxides sont même absolument forcés de recourir à cette influence des acides : car sans ceux-ci les chlorites, et par suite l'acide chloreux, ne pourraient pas être décomposés, et il n'y aurait par conséquent point d'action décolorante ni désinfectante. Or, on sait d'après les observations de Berthollet que du chlore, dissous simplement dans de l'eau ou dans une solution de potasse ou de chaux avec lesquelles il se combine, décolore dans les deux cas la

même quantité d'indigo; preuve que dans les chlorures d'oxides tout le chlore agit comme décolorant (*Ann. de Chim. et de Phys.*, tom. X, pag. 427); c'est ce que Berzelius ne peut expliquer dans sa théorie qu'en admettant qu'au moment où, par l'influence d'un acide étranger, l'acide chloreux se trouve mis à nu, il se décompose spontanément, et que son oxigène naissant décompose le chlorure métallique mêlé au chlorite et en dégage également le chlore. Ainsi l'action décolorante des chlorures d'oxides ne peut s'expliquer dans l'hypothèse de Berzelius qu'en admettant le concours d'un acide qui puisse décomposer ces chlorures et mettre tout leur chlore en liberté.

Mais la présence d'un acide n'est pas indispensable pour rendre les chlorures d'oxide capables de décolorer ou de désinfecter; elle favorise seulement leur action décolorante ou désinfectante, et la rend souvent plus rapide en mettant le chlore à nu; c'est ce que prouveront les expériences suivantes.

L'encre à écrire, l'infusion de choux rouges, plusieurs fleurs à couleurs fugaces, telles que des roses, sont instantanément décolorées par le chlorure de chaux liquide comme par l'eau de chlore, sans que l'acide carbonique de l'air ait eu le temps d'exercer son influence décomposante sur le chlorure d'oxide. Mais la teinture de tournesol ne se décolore pas promptement par l'addition du chlorure de chaux comme elle le fait par celle de l'eau de chlore. Ceci paraît dépendre de l'alcali qui, d'après les observations de Vauquelin, se trouve naturellement contenu dans le tournesol, et qui, s'opposant, avec la chaux du chlorure, à la mise en liberté du chlore, empêche ainsi jusqu'à un certain point son action décolorante; et en effet, en saturant cet alcali par un acide

qui rougira le tournesol, et versant ensuite dans cette teinture rougie la solution de chlorure de chaux, le liquide devient instantanément incolore. De même, versant une goutte d'acide sulfurique faible dans de la teinture de tournesol bleue, étendue avec une solution de chlorure de chaux, la couleur, qui jusqu'alors était restée intacte, disparaît de suite par l'addition de l'acide. Aussi ai-je reconnu qu'un des réactifs les plus sensibles pour découvrir le pouvoir décolorant, quelque faible qu'il soit, d'une solution de chlorure d'oxide, c'est du papier de tournesol rougi par un acide faible ou de la teinture de tournesol rougie.

Quoique la présence d'un acide semble au premier abord indispensable pour permettre aux chlorures d'oxides de décolorer le tournesol, elle n'est cependant point absolument nécessaire. Car ayant rempli exactement un flacon de teinture de tournesol avec addition d'une solution de chlorure de chaux, l'ayant bouché de suite et renversé sous l'eau pour que l'acide carbonique de l'air ne puisse avoir aucune influence, j'ai reconnu qu'au bout de peu d'heures le liquide se trouvait décoloré. La décoloration a encore lieu en ajoutant au mélange liquide, dans le flacon, de l'eau de chaux pour être sûr d'absorber le peu d'acide carbonique qui pourrait se trouver accidentellement dans les liquides sur lesquels on opère. Il n'y a donc point de doute que même dans l'absence d'un acide qui puisse décomposer le chlorure de chaux, celui-ci peut encore détruire les couleurs végétales par la seule affinité du chlore pour l'hydrogène des matières colorantes. Toutefois l'affinité, quelque faible qu'elle soit, du chlore pour les bases alcalines s'opposera bien jusqu'à un certain point à sa séparation d'avec ces bases et pourra par con-

séquent rendre son action décolorante plus ou moins lente ; et voilà pourquoi la présence d'un acide favorise ou accélère toujours le pouvoir décolorant des chlorures d'oxides ; mais elle n'est point indispensable, comme l'ont cru certains chimistes, et la seule affinité du chlore pour l'hydrogène des matières organiques, jointe à l'affinité de la base alcaline pour l'acide hydro-chlorique, suffit pour déterminer la séparation du chlore d'avec l'oxide alcalin et donner lieu ainsi au phénomène de la décoloration. Ce fait que j'ai établi d'une manière irrécusable par les expériences qui précèdent ne saurait se concilier avec l'hypothèse de Berzelius sur le mode de composition des chlorures d'oxides.

21. Puisque la présence d'un acide n'est point nécessaire pour rendre les chlorures d'oxides susceptibles de décolorer, on conçoit qu'ils doivent de même pouvoir désinfecter sans être préalablement décomposés par un acide. Cependant on croit généralement le contraire, et Gauthier de Claubry a même cherché à étayer cette opinion de quelques expériences. Il a fait passer de l'air rendu fétide par son séjour sur du sang putréfié à travers du chlorure de chaux en solution, il est sorti désinfecté en précipitant du carbonate de chaux. En le faisant passer à travers une solution de potasse caustique avant de lui faire traverser le chlorure, il est sorti avec une odeur très-fétide ; de là M. Gauthier de Claubry infère que ce n'est que par l'intermède de l'acide carbonique de l'air que le chlorure de chaux désinfecte (*Ann. de Chim. et de Phys*, tom. XXXIII, pag. 274 et 275). Ces conclusions ne sont pas exactes. Pour qu'elles le soient, il aurait fallu faire passer l'air fétide privé de son acide carbonique, à travers une assez grande masse de chlorure de chaux,

pour que, dans ce passage rapide, celui-ci ait eu le temps de le désinfecter; car nous avons déjà vu que l'action décolorante du chlorure de chaux, quoique n'ayant pas toujours lieu instantanément quand il n'y a présence d'aucun acide, se fait cependant à la longue et aussi complétement que si le chlore du chlorure avait été mis à nu par l'action d'un acide. Il est donc probable qu'il se passera quelque chose d'analogue dans l'action désinfectante du chlorure de chaux, et que cette action, accélérée et facilitée par l'influence d'un acide, pourra cependant avoir lieu aussi, mais plus lentement, dans l'absence de ce dernier. Pour savoir ce qu'il en était, j'ai versé dans un flacon sur du sang très-fétide, nullement acide, une solution de chlorure de chaux, que j'avais même eu soin de rendre alcaline par l'addition d'une assez grande quantité d'eau de chaux, afin d'écarter entièrement l'influence de l'acide carbonique, et celle du chlore qui pourrait se trouver accidentellement libre dans la solution; le flacon ayant été entièrement rempli fut soigneusement bouché et même renversé sous l'eau, afin d'écarter tout contact avec l'air; au bout de peu d'heures tout le sang était non-seulement décoloré, mais il avait perdu toute odeur fétide. Il est donc constant que le chlorure de chaux peut désinfecter comme le chlore, et que l'influence de l'acide carbonique de l'air ne concourt qu'à accélérer cette action désinfectante en mettant le chlore en liberté. Il y a cependant ici une remarque à faire, c'est que la solution de chlorure de chaux exposée à l'air ne concourt efficacement à la désinfection de ce dernier que par l'influence de l'acide carbonique, parce que celui-ci en décomposant le chlorure peut seul mettre partout le chlore en con-

taet avec les miasmes répandus dans l'air, et étendre ainsi à toute la masse d'air de l'appartement l'action désinfectante du chlorure, qui sans cela ne s'exercerait que sur la couche d'air infecté immédiatement en contact avec la solution de chlorure de chaux.

Action des chlorures d'oxides sur les sels métalliques.

22. Une des propriétés des chlorures d'oxides, qui n'a point été suffisamment examinée jusqu'ici, et qui cependant peut jeter beaucoup de lumière sur leur mode de composition, c'est leur action sur les sels métalliques ou plutôt sur les sels dont le métal appartient aux quatre dernières sections des métaux dans la classification de M. Thenard. Dans cette action, les chlorures d'oxides, comme nous allons le voir, se comportent constamment comme des composés très-peu stables de chlore et d'une base alcaline; de sorte que connaissant l'action du chlore et celle de l'alcali sur le sel métallique soumis à l'expérience, on peut en inférer facilement quelle sera l'action du chlorure d'oxide. Ainsi tous les sels dont l'oxide est précipité par la base du chlorure, prise séparément, le seront aussi, en général, par le chlorure lui-même, à moins que l'oxide hydraté qui doit se précipiter ne soit soluble dans le chlore mis à nu lors de la réaction du chlorure d'oxide. Par exemple, les sels de zinc et ceux de deutoxide de mercure ne sont point précipités par le chlorure de chaux, quoiqu'ils le soient par la chaux prise séparément; mais c'est que l'oxide qui pourrait être précipité est soluble dans le chlore, et en effet en précipitant de l'oxide de zinc ou du deutoxide de mercure par un alcali, on peut faire disparaître le pré-

cipité par l'addition de l'eau de chlore. Le sulfate de zinc quand il est en solution concentrée fournit bien un précipité avec le chlorure de chaux; mais c'est un précipité de sulfate de chaux, qui se dissout dans une grande quantité d'eau.

Les sels dont l'oxide peut passer aisément à un degré d'oxidation plus avancé sont ceux sur lesquels l'action du chlorure de chaux liquide est la plus remarquable. Qu'on verse sur du protohydrochlorate de fer une solution de chlorure de chaux, il se fait instantanément un précipité de peroxide de fer, et quand les solutions sont concentrées, il se dégage, surtout vers la fin de la réaction, une quantité sensible de chlore. Ce dernier devient libre dès le commencement de la réaction; mais il reste d'abord dissous dans le liquide et le rend décolorant; ce n'est que lorsque le chlore mis en liberté devient trop abondant pour pouvoir rester dissous, qu'il se dégage. Avec des solutions très-étendues, on n'observe jamais de dégagement de chlore; ce gaz reste alors dissous dans le liquide, mais on peut par une faible chaleur l'en dégager entièrement et faire perdre ainsi au liquide le pouvoir décolorant que le chlore lui avait communiqué (¹). Nous voyons donc ici la chaux, qui seule n'aurait produit qu'un précipité de protoxide de fer, donner, lorsqu'elle est unie au chlore, un précipité de peroxide par l'influence oxidante

---

(¹) Quelques-uns ont cru qu'il devrait se former pendant la peroxidation du fer, de l'hydrochlorate de fer, comme quand on verse de l'eau de chlore sur du protoxide de fer hydraté (*Répertoire de Chimie* du Dr Hensmans, tom. II, pag. 366); mais on n'en retrouve aucune trace en versant dans le liquide qui surnage le dépôt de peroxide de fer, du ferro-cyanure de potassium. La raison en est très-simple : c'est que l'acide hydrochlorique qui se forme pendant que le chlore suroxide le protoxide de fer, ne

du chlore qui devient librc au moment de la précipitation; c'est donc comme si dans le protohydrochlorate de fer on eût versé simultanément, ou l'un après l'autre, de l'eau dc chaux et de l'eau de chlore.

Si au licu de protohydrochlorate de fer, on emploic du protosulfate de manganèse, on obtient un précipité noir de peroxide ou de sclquioxide de manganèse, accompagné d'unc légère cffervescence dc chlorc si les solutions sont concentrées.

Avec le proto-nitrate ou le proto-chlorure de plomb dissous, on n'obtient d'abord qu'un précipité blanchâtrc floconneux de protoxide de plomb, uni peut-êtrc à un pcu de chlore; mais ce précipité passe très-promptement au jaune, ct enfin au brun ou à l'état d'oxide puce de plomb par l'action oxidante du chlore.

Les sels de peroxide de fer, ceux de deutoxide de cuivrc ct en général ceux dont la base n'est pas susceptible d'oxidation ultérieure, sont également décomposés par le chlorure de chaux, à peu près comme si la chaux était isolée. L'oxidc métallique insoluble se trouve précipité et le chlore se dégage, au moins en partie. Lc plus souvcnt l'oxide précipité retient une certaine quantité de chlore ct forme avec lui un *oxi-chlorure ;* c'est surtout le cas de l'oxide de cuivre, comme il est facile dc le rcconnaître en versant sur le précipité recueilli et lavé, de l'acide nitrique qui le dissout en donnant lieu à une légère effervescence dc chlore. M. Hensmans pense que lors dc ces précipitations la

---

peut s'unir à aucune portion de ee dernier par suite de la présenee du ehlorure de chaux. Cet acide se trouve neutralisé par la chaux du ehlorure qui est par là décomposé, d'où le dégagement de chlore qui a lieu pendant la réaction.

moitié seulement du chlore du chlorure décomposé se dégage, et que l'autre moitié reste unie à l'oxide précipité, formant avec lui un sous-chlorure d'oxide (*Répertoire de Chimie*, tom. II, p. 369) ([1]).

Le nitrate d'argent se comporte un peu différemment des autres sels, à raison de la grande insolubilité du chlorure d'argent. Ce sel ne donne point avec le chlorure de chaux un précipité d'oxide d'argent; mais un précipité blanc de chlorure d'argent, et il reste en dissolution dans le liquide du chlorate d'argent, ainsi que l'a très-bien reconnu M. Gay-Lussac (*Ann. de Chim. et de Phys.*, tom. II, pag. 108 et 109).

D'après la manière d'agir du nitrate d'argent sur le chlorure de chaux, il semblerait qu'avec le proto-nitrate de mercure, on dût aussi obtenir un précipité de proto-chlorure de mercure; mais il n'en est point ainsi; on obtient d'abord un précipité blanc d'oxi-chlorure, qui devient promptement jaune-orangé et passe à l'état de deutoxide de mercure. La raison en est simple; c'est que l'oxide mercuriel du sel employé peut passer à un degré plus avancé d'oxidation, ce qui n'est pas le cas de l'oxide d'argent, et ainsi le chlore du chlorure de chaux sera employé à cette oxidation plutôt qu'à former avec le mercure un chlorure insoluble.

Le chlorure de chaux se comporte donc avec les sels métalliques absolument comme un composé peu stable de chlore et de chaux, dont les élémens ont si peu d'affinité l'un pour l'autre, que réunis ou combinés ils agissent à peu près comme s'ils étaient simplement mélangés.

([1]) Cette opinion est basée sur l'analogie de composition, qu'on suppose exister entre les chlorures des oxides métalliques insolubles et le sous-chlorure de chaux.

Le chlorure de potasse se comporte de la même manière avec les sels métalliques, avec cette différence qu'il ne précipite pas les carbonates et les sulfates solubles comme le fait généralement le chlorure de chaux à raison de l'insolubilité du carbonate et du sulfate de chaux. Il faut aussi, pour ne pas obtenir des résultats inexacts, employer un chlorure de potasse recemment préparé; car celui qui a été long-temps exposé à l'air et qui par là est devenu alcalin ou qui s'est transformé, comme le dit Hensmans, en *carbonato-chlorure* donne des résultats tout différens par suite du carbonate de potasse qu'il renferme. Un tel chlorure, par exemple, précipite la solution de sublimé corrosif ou de dento-chlorure de mercure; ce que ne fait point le chlorure de potasse récent et bien saturé de chlore; ce qui fournit même le moyen de reconnaître si la potasse se trouve saturée de chlore, essai que l'on est souvent obligé de faire dans la préparation du chlorate de potasse par la voie directe.

Examen des opinions émises sur la composition des chlorures d'oxides.

23. Les composés que forme le chlore à froid dans son union avec les oxides métalliques hydratés ont été considérés, dès le principe, comme des chlorures d'oxides, et personne ne se doutait alors, eu égard surtout à leurs propriétés chimiques, que leur composition pût être différente de celle d'une simple union du chlore avec l'oxide. Mais depuis, Berzelius ayant reconnu que les composés que forme le soufre avec les bases alcalines n'étaient point des sulfures d'oxides, mais des mélanges de sul-

fures métalliques et d'hyposulfites ou de sulfates, et considérant d'ailleurs que le chlore, le soufre et le phosphore sont des substances analogues et qui manifestent la plus grande similitude dans leurs différentes propriétés chimiques, il a cru que, de même que le soufre dans son action sur les oxides par la voie humide forme avec eux des hyposulfites et des sulfures, de même aussi le chlore doit former, dans ces circonstances, avec les oxides, des chlorures métalliques et des combinaisons salines analogues aux hyposulfites, c'est-à-dire des chlorites, en considérant l'acide chloreux comme formé de deux atomes de chlore et de trois atomes d'oxigène. Cette nouvelle théorie, basée uniquement sur l'analogie, n'est point confirmée par les faits; ceux-ci semblent au contraire la contredire, comme nous l'avons déjà vu plus haut (16, 17, 18, 20, 22) et comme nous allons chercher à le démontrer plus amplement. Mais avant d'aller plus loin, observons que l'analogie invoquée ici par Berzelius est loin de conduire toujours à des résultats exacts; car en parcourant les annales des sciences, on y trouve une foule d'hypothèses admises par simple analogie et qui plus tard ont été démenties par l'expérience. Ce n'est donc que pour autant que les faits seraient conformes à l'opinion que le célèbre chimiste de Stockholm s'est faite de la composition des chlorures d'oxides qu'on pourrait l'adopter pour expliquer les propriétés de ces composés. Aussi Berzelius a-t-il cherché à appuyer sa théorie sur des expériences, et on trouve dans les *Annales de chimie et de phys.* tom. XXXVIII, pag. 208—219, une série d'expériences d'après lesquelles il cherche à établir que les chlorures d'oxides doivent être considérés comme des mélanges de chlorures métalliques et de chlorites. Nous

allons le suivre pas à pas dans cette discussion, et j'espère pouvoir démontrer de la manière la plus convaincante que les faits invoqués par le célèbre chimiste suédois sont loin de fournir la moindre preuve en faveur de son opinion.

24. Berzelius observe d'abord (*ouvr. cité*, pag. 210 et 211) qu'ayant fait passer du chlore à travers une solution de carbonate de potasse, chargée autant que possible de chlorure de potassium, il s'était d'abord précipité du chlorure de potassium ne contenant que quelques traces de chlorate de potasse; d'où il déduit que dans le principe, le chlore a dû s'unir principalement à l'oxigène de la potasse précipitée à l'état de chlorure métallique et a dû former avec lui un acide particulier, qui plus tard, quand on continue à faire passer du chlore à travers la solution, passe à l'état d'acide chlorique par son union avec une nouvelle dose d'oxigène provenant de la potasse décomposée. Ainsi, d'après Berzelius, dans l'action du chlore sur une solution de potasse, il se forme en premier lieu du chlorite de potasse et du chlorure de potassium qui se précipite aussitôt que le liquide en est saturé; et ce n'est que lorsque l'alcali se trouve saturé jusqu'à un certain point, qu'il se forme du chlorate de potasse par la décomposition spontanée du chlorite qui se transforme alors en chlorate et en chlorure. Mais cette manière de voir n'est guère admissible; car il est facile de s'assurer que si dans l'expérience de Berzelius il ne s'est formé dans le principe que peu de chlorate, c'est que par la décomposition des premières portions de chlorure de potasse produites, il ne pouvait s'en former une quantité sensiblement plus forte que celle que le liquide pouvait tenir en dissolution, tandis qu'il devait se précipiter du chlorure de

potassium en quantité plus sensible, d'abord parce qu'il se forme cinq atomes de chlorure pour un seul atome de chlorate, et puis parce que le liquide ayant été préalablement saturé de chlorure de potassium, ne pouvait plus en tenir davantage en dissolution. Ainsi la précipitation plus abondante de chlorate de potasse vers la fin de l'opération prouve seulement qu'à cette époque l'eau ne pouvait plus tenir en dissolution celui qui pouvait résulter de la décomposition de tout le chlorure de potasse formé; et en effet, on remarque dans la préparation de ce sel, qu'il en cristallise d'autant plus dans les solutions potassées à travers lesquelles on fait passer du chlore, que ces solutions sont plus concentrées et maintenues plus froides pendant l'opération. Au reste, en examinant avec soin tout ce qui se passe dans cette opération, on observe qu'il ne se forme dans le principe qu'une combinaison entièrement soluble de chlore et de potasse, et qu'à mesure que ce composé augmente dans le liquide par l'absorption du chlore, il se dépose du chlorate de potasse à raison de son peu de solubilité : rarement il se dépose en même temps du chlorure de potassium, et si cela a lieu, ce n'est que vers la fin de l'opération et lorsqu'on opère sur une solution de potasse très-concentrée.

Berzelius observe encore (*ouvr. cité*, pag. 212) que la nature cristalline sous laquelle Faraday est parvenu à obtenir le chlorure de soude en l'évaporant rapidement, semble indiquer que sa composition doit être analogue aux sels ou aux chlorures métalliques; mais cette apparence cristalline ou saline, très-difficile d'ailleurs à obtenir sans décomposer le chlorure d'oxide, ne prouve rien pour la nature du composé auquel elle appartient.

25. Berzelius faisant la remarque que la simple chaleur de

l'ébullition suffit pour dégager l'oxigène d'une solution de chlorure d'oxide et transformer celui-ci en chlorure métallique, en conclut que l'oxigène est retenu très-faiblement dans ce composé, qu'il doit par conséquent être uni à du chlore avec lequel il a peu d'affinité et qu'ainsi le chlorure d'oxide est tout autre chose qu'une simple combinaison de chlore et de potasse. (*ouvr. cité*, pag. 212) ([1]). Mais si nous réfléchissons à la grande facilité avec laquelle le chlore décompose les oxides de la première section ou les oxides alcalins, décomposition qui est encore facilitée par la présence de l'eau (1), nous ne devrons plus être surpris qu'en chauffant au degré de l'ébullition une solution d'un chlorure d'oxide, tel que celui de chaux, le chlore décompose l'oxide en s'unissant au métal : et notez bien que le chlore doit pouvoir opérer cette décomposition plus facilement lorsqu'il est déjà combiné à la chaux ou à tout autre oxide, parce qu'il est alors soustrait à l'influence de la force expansive qui s'oppose toujours jusqu'à un certain point à la combinaison des gaz avec les solides.

26. Berzelius examinant l'action du nitrate d'argent sur le chlorure de chaux a cru remarquer qu'en versant une solution de nitrate d'argent neutre dans une solution de chlorure de chaux, il se formait un précipité *noir, à cause*, dit-il, *de l'oxide précipité par l'excès de base; mais à mesure que l'excès de base décroissait par la saturation, le liquide devenait de plus en plus dé-*

([1]) Berzelius suppose ici que le chlorure de potasse se décompose à la chaleur de l'ébullition en chlorure métallique avec dégagement d'oxigène ; cela est vrai pour le chlorure de chaux, mais ne l'est point pour celui de potasse, comme nous l'avons reconnu (12). Il est donc inexact de dire que toutes les solutions de chlorures d'oxides laissent dégager facilement leur oxigène.

colorant, et enfin une vive effervescence d'oxigène s'est faite instantanément et la propriété décolorante avait disparu (*Ann. de chim. et phys.*, tom. XXXVIII, pag. 213). Ces observations ne s'accordent pas avec celles que Chenevix et Gay-Lussac ont faites sur le même sujet (*Ann. de chim. et de phys.*, tom. XI, pag. 108) ni avec celles que j'ai faites moi-même. J'ai reconnu, comme Gay-Lussac, que quand on verse du nitrate d'argent dans une solution de chlorure de chaux, il ne se fait qu'un précipité *blanc* de chlorure d'argent et non point un précipité noir d'oxide d'argent; il ne se dégage ni oxigène, ni chlore, et il reste dans le liquide du chlorate d'argent, que l'on peut en extraire par l'évaporation. Ici la réaction est facile à concevoir : six atomes de nitrate d'argent décomposant six atomes de chlorure de chaux, donnent naissance à cinq atomes de chlorure d'argent insoluble, et à un atome de chlorate d'argent soluble. Aucune portion d'oxide d'argent ne devient libre, à moins que la solution de chlorure de chaux ne renferme de la chaux libre et que l'on ait versé du nitrate d'argent en excès. Ce phénomène de décomposition est absolument analogue à celui que l'on observe en dissolvant du chlorure de potassium dans une forte solution de chlorure de chaux et laissant le liquide s'évaporer lentement à l'air ou à une douce chaleur. Dans ce cas, la décomposition réciproque des deux composés se fait par suite de l'insolubilité relative du chlorate de potasse; aussi à mesure que la solution se concentre, on voit se déposer des cristaux de ce sel en lames brillantes, et il reste en dissolution du chlorure de calcium et du chlorure de potassium. Les produits de la réaction sont absolument pareils à ceux obtenus avec le nitrate d'argent : six atomes de chlorure de chaux

en se décomposant avec six atomes de chlorure de potassium, donnent naissance à six atomes de chlorure de calcium, cinq atomes de chlorure de potassium et un atome de chlorate de potasse; et ce n'est que pour autant que ce dernier ne peut rester dissous dans la solution que la décomposition s'opère (9).

27. Berzelius passant à l'examen de l'action des sels de plomb sur le chlorure de chaux, observe qu'en versant dans le chlorure de chaux liquide une dissolution de nitrate neutre de plomb en excès, il se précipite de suite une masse blanche formée, suivant lui, de sous-chlorure de plomb, et que ce précipité devient bientôt jaune et enfin brun par l'oxidation successive du sel de plomb basique précipité; qu'en filtrant rapidement le mélange avant la suroxidation du précipité, on a obtenu un liquide décolorant avec excès de nitrate de plomb. « Ce liquide, dit-il, s'est troublé peu » à peu, est devenu acide et a laissé déposer un précipité brun » de peroxide de plomb, en même temps qu'il s'est dégagé du » chlore. » Or cette suroxidation du plomb avec dégagement de chlore n'a pu se faire, suivant Berzelius, que parce que l'oxide de plomb, tant du nitrate que du chlorite de plomb, a réduit en chlore l'oxide chloreux pendant qu'il s'est lui-même suroxidé (*Ann. de chim. et de phys.*, tom. XXXVIII, pag. 214 et 215). Ainsi, d'après Berzelius, le proto-nitrate neutre de plomb versé dans une solution de chlorure de chaux ne donnerait d'abord qu'un précipité de chlorure de plomb, dû au chlorure de calcium existant, suivant lui, dans le chlorure de chaux, et ensuite le proto-nitrate et le chlorite de plomb restés dans le liquide laisseraient déposer du peroxide de plomb par la décomposition de l'acide chloreux, d'où le dégagement de chlore qui accompagne

cette précipitation, en même temps que le liquide devient acide, suivant Berzelius, par l'acide nitrique mis à nu. Ayant répété plusieurs fois cette expérience avec le plus grand soin, j'ai reconnu qu'en versant dans une solution de proto-nitrate neutre de plomb une solution de chlorure de chaux et réciproquement, il se fait instantanément un abondant précipité floconneux blanc-jaunâtre, qui devient de plus en plus jaune par l'agitation et finit par devenir entièrement brun si on a ajouté assez de chlorure de chaux : pendant cette réaction, il se dégage un peu de chlore; mais le liquide ne devient pas acide comme Berzelius croit l'avoir observé; seulement, il décolore, sans doute par un peu de chlore libre dissous; car j'ai reconnu que par une ébullition instantanée, le liquide laisse dégager un peu de chlore et perd en même temps sa faculté décolorante. Il est facile de se rendre raison de ce qui se passe ici. Un atome de nitrate de plomb en se décomposant avec un atome de chlorure de chaux, donne naissance à un atome de nitrate de chaux, un atome de protoxide de plomb et deux atomes de chlore, qui, dans le principe, paraissent combinés, au moins en partie, avec le protoxide de plomb et former avec lui un sous-chlorure d'oxide ou un composé analogue au produit connu sous le nom de *jaune minéral;* mais bientôt le chlore fait passer le protoxide de plomb à l'état de peroxide, en donnant naissance, par la décomposition de l'eau, à de l'acide hydrochlorique qui fait passer une portion de chlorure de chaux à l'état d'hydrochlorate de chaux ou de chlorure de calcium en dégageant son chlore. Ce dégagement de chlore sera lent ici, à raison de la lente suroxidation du plomb; il pourra même échapper à l'œil de l'observateur, à moins que l'on n'agisse

sur des quantités de liquide un peu considérables et sur des solutions suffisamment concentrées; car quand celles-ci sont faibles, le chlore mis à nu reste presqu'entièrement dissous dans le liquide comme je l'ai remarqué, et ce dernier acquiert par là un certain pouvoir décolorant; on peut cependant s'assurer que même dans ce cas il y a du chlore mis en liberté, en tenant au-dessus du liquide un bouchon de verre mouillé par de l'ammoniaque liquide.

Il n'est donc point exact de dire, avec Berzelius, que le protonitrate de plomb donne avec le chlorure de chaux d'abord un précipité de chlorure ou de sous-chlorure de plomb; il ne se forme dès le principe, comme je l'ai reconnu, qu'un précipité floconneux entièrement insoluble dans l'eau et qui n'est par conséquent qu'un oxide de plomb, uni peut-être à plus ou moins de chlorure de plomb; et si la suroxidation de cet oxide ne se fait que lentement, cela ne prouve point qu'il se soit formé un chlorite de plomb, qui se décompose petit à petit en chlore et peroxide de plomb, mais seulement que l'action oxidante du chlore sur le protoxide précipité ne se fait que graduellement, ainsi qu'on l'observe également en faisant agir du chlore sur du protoxide de plomb hydraté; et même ici l'oxidation est encore plus lente que lors de l'emploi du chlorure de chaux, parce que le chlore au moment de sa séparation de la chaux est dans un état plus favorable pour produire les diverses réactions chimiques.

Ce qui prouve que c'est ainsi qu'il faut envisager le phénomène, c'est que si l'on verse une solution de chlorure de chaux dans une dissolution d'un proto-sel neutre de fer ou de manganèse, il se fait *instantanément* un précipité très-abondant de

peroxide de l'un ou de l'autre métal, et il se dégage, surtout vers la fin de la réaction, une quantité sensible de chlore. Ici la suroxidation n'est point lente et progressive, comme elle devrait l'être si elle était le résultat de la décomposition successive d'un chlorite de fer ou de manganèse; elle est au contraire très-prompte et comme instantanée; de sorte que si la même chose ne s'observe point avec les sels de plomb, il faut l'attribuer à la moindre affinité du protoxide de plomb pour l'oxigène. Dans aucun cas le liquide qui surnage le précipité de peroxide de fer ou de manganèse est acide, mais il décolore par le chlore libre qu'il tient en dissolution. C'est parce que ce gaz dans le principe de son dégagement peut rester dissous dans le liquide des dissolutions que l'on mêle, que l'effervescence de chlore n'est guère sensible dans le commencement de la réaction, et qu'elle ne se manifeste qu'au bout de quelques instans, lorsque le liquide est déjà saturé de chlore : encore cette effervescence ne se remarque-t-elle que quand les solutions sont concentrées (22).

28. Ce qui tend encore à montrer que le chlorure de chaux ne doit pas se composer de chlorite de chaux, mêlé de chlorure de calcium, c'est que le chlorure de plomb en solution précipite aussi *instantanément* par la solution de chlorure de chaux; il se forme d'abord, comme avec le nitrate de plomb, un précipité blanc-jaunâtre sans dégagement de chlore; mais bientôt la couleur du précipité se fonce de plus en plus et on remarque un léger dégagement de chlore, sensible à l'odorat et à un tube de verre mouillé avec de l'ammoniaque liquide, tenu au-dessus du mélange. Ici, sans doute, il n'a pu se faire, dans le principe, un précipité de chlorure de plomb, comme Berzelius présume que

cela a lieu en employant du nitrate de plomb; il ne s'est donc précipité que du protoxide de plomb, que le chlore provenant du chlorure de chaux décomposé fait passer à l'état de peroxide de plomb. L'identité de ces résultats avec ceux que fournit le nitrate de plomb doit nous faire conclure que, dans les deux circonstances, le chlorure de chaux agit de la même manière, que la chaux décompose le sel de plomb et que le chlore mis à nu fait passer le protoxide de plomb précipité à l'état de peroxide.

29. Berzelius, pour renverser l'ancienne théorie des chlorures d'oxides, a imaginé de dissoudre du sous-chlorure de chaux dans de l'acide nitrique, et d'examiner les propriétés de cette dissolution. Il observe d'abord que cette dissolution n'a point l'odeur de chlore quoique blanchissant instantanément le papier de tournesol (*Ann. de Chim. et de Phys.*, tom. XXXVIII, pag. 215 et 216); ce qui est un signe, suivant lui, qu'elle renferme encore de l'acide chloreux ou du chlorite de chaux. Ayant versé petit à petit de l'acide nitrique faible sur une bouillie de chlorure de chaux, jusqu'à complète dissolution de la masse, j'ai obtenu, comme Berzelius, un liquide qui décolorait encore le papier de tournesol d'une manière sensible; mais c'est que le chlore, mis en liberté par l'union de l'acide nitrique avec la chaux du chlorure, et qui s'est dégagé en abondance pendant l'addition de l'acide, est resté partiellement en dissolution dans le liquide : aussi ce dernier a-t-il l'odeur manifeste de chlore, quoiqu'en dise Berzelius, et à la première impression de la chaleur, il laisse dégager ce gaz qu'il tenait en dissolution, et en élevant sa température jusque près du degré de l'ébullition, il perd à la fois son odeur

de chlore et sa vertu décolorante, preuve que cette dernière était due à du chlore libre dissous dans le liquide. Ainsi après la dissolution du sous-chlorure de chaux par l'acide nitrique, le liquide ne peut plus décolorer qu'à la manière de l'eau de chlore et en vertu de la portion de chlore libre restée dissoute. On arrive à des résultats semblables en dissolvant du chlorure de chaux dans de l'acide hydrochlorique.

30. Quand, dans la solution nitrique neutre de sous-chlorure de chaux, on verse du nitrate d'argent neutre en excès, il se forme d'abord, suivant Berzelius, un précipité de chlorure d'argent. Le liquide filtré rapidement a conservé, suivant lui, son odeur de chlore et sa faculté décolorante; mais bientôt il s'est troublé, a laissé déposer du chlorure d'argent et a perdu alors son pouvoir décolorant (*Ann. de Chim., etc.*, tom. XXXVIII, pag. 216 et 217). De cette action successive du nitrate d'argent, Berzelius conclut qu'il n'a d'abord décomposé que le chlorure de calcium de la solution, et qu'ensuite seulement il a décomposé l'acide chloreux qu'il croit exister dans le liquide après la neutralisation du chlorure de chaux par l'acide nitrique. En répétant cette expérience avec tous les soins possibles, j'ai toujours reconnu que l'action du nitrate d'argent sur la solution nitrique de chlorure de chaux est, pour ainsi dire, *instantanée* et due sans doute au chlore libre qui se trouve dans la solution; car après l'addition du nitrate d'argent, le liquide avait perdu son odeur de chlore et son pouvoir décolorant, et en le filtrant rapidement, il ne s'est plus troublé d'une manière sensible, à moins qu'on ne l'ait filtré avant que, par une légère agitation, le nitrate d'argent et la solution chlorurée aient été suffisamment mêlés

et mis partout en contact immédiat pour que la réaction puisse être complète.

Berzelius assure plus loin que si l'on précipite avec un excès de nitrate de plomb, du chlorure de chaux neutralisé avec soin avec de l'acide nitrique, on obtient instantanément un magma de chlorure de plomb blanc qui se suroxide promptement et se transforme bientôt en oxide brun de plomb avec dégagement de chlore (*Ann.*, tom. XXXVIII, pag. 217). En répétant cette expérience, j'ai reconnu que toutes les fois que le chlorure de chaux avait été entièrement décomposé par l'acide nitrique, il ne précipitait plus le nitrate de plomb, pas plus que ne le fait l'eau de chlore, à laquelle on peut dès lors assimiler sa solution, abstraction faite du nitrate de chaux qui s'y trouve et qui n'a point d'action sur le nitrate de plomb. Quand au contraire l'acide nitrique n'a neutralisé qu'une partie de la chaux du chlorure, et a ainsi laissé une partie de ce dernier intact, alors le liquide agit comme agirait une simple solution de chlorure de chaux, dont nous avons déjà précédemment examiné l'action (27).

La solution de chlorure de chaux dans laquelle cette dernière a été entièrement neutralisée par l'acide nitrique, ne précipite pas non plus, comme je l'ai reconnu, par le proto-hydrochlorate ou proto-chlorure de fer, ni par le chlorure de plomb, pas plus que ne le fait l'eau de chlore; ce qui indique suffisamment qu'elle ne doit son léger pouvoir décolorant qu'à du chlore libre qui y est resté dissous.

Ainsi parmi les divers faits sur lesquels Berzelius cherche à étayer sa théorie de la composition des chlorures d'oxides, il n'en est aucun qui prouve qu'ils doivent être considérés

comme des mélanges de chlorures métalliques et de chlorites.

31. J. Liebig a invoqué quelques autres faits pour prouver que le chlore cxiste à l'état d'acide chloreux dans les chlorures d'alcalis. Il observe qu'en faisant passer du chlore à travers une solution d'acétate de potassc, il se produit du chlorure de potasse sans que l'acide acétique soit décomposé, de sorte que ce dernier se trouve ainsi déplacé, au moins en partie, par le chlore. Or, dit-il, il n'y a qu'un acide qui puisse ainsi tenir en équilibre l'affinité de l'acide acétique pour la potasse; d'où il infère qu'il s'est formé dans cette circonstance non un simple chlorure de potasse, mais un *chlorite* (*Répertoire de Chimie* dc Hcnsmans, tom. III, pag. 216). Liebig a aussi observé que le chlore enlève une partie de la base au chlorate oxigéné dc potasse, ce qui lui paraît cncore indiquer que le chlore doit dans cette circonstance avoir passé à l'état d'acide chloreux. Mais puisque le chlore peut déplacer entièrement l'acide carbonique des carbonatcs, à raison dc son affinité pour les oxides alcalins hydratés, pourquoi ne pourrait-il pas déplacer de même, au moins cn partie, d'autres acides faibles tels que l'acide acétique? surtout si l'on considère que la formation du chlorure d'alcali est subordonnée ici à la grande masse de chlore que l'on fait agir sur la base en concurrence avec l'acide faible qui y est combiné. L'alcali doit donc, d'après la loi de Berthollet, se partager entre l'acide et le chlore; mais par la même raison lorsque le nouveau composé ou le mélange d'acétate acide et de chlorure de potasse sera abandonné à lui-même, l'acide acétique en excès va tendrc à déplacer le chlore, et comme ce dernier cst gazeux ct quc par conséquent dès qu'il devient libre, il quittc la solution et ne

peut plus contrebalancer l'affinité de l'acide acétique pour la potasse, ou agir en concurrence avec lui, il est clair qu'il finira par être entièrement chassé du liquide, conformément à ce qu'à observé Liebig lui-même, qui a reconnu que ce liquide décolorant exposé à l'air dégage du chlore et perd sa propriété décolorante au bout de quelques jours. (*Répertoire de chimie*, tom. III, pag. 215) [1].

---

[1] Nous avons plus d'une fois invoqué la loi de Berthollet au sujet du partage d'une base salifiable entre plusieurs acides qui agissent simultanément sur elle. Je sais que quelques chimistes sont tentés de rejeter cette loi, qu'ils ne croient pas pouvoir se concilier avec la théorie atomistique; mais il est aisé de voir qu'elle n'est pas en contradiction avec cette théorie. En effet, je suppose que l'oxide *A* se trouve en présence d'un égal nombre de molécules des acides *B* et *C*; supposons que la capacité de saturation de l'acide *B* soit le double de celle de l'acide *C*, alors une molécule de *B* pourra s'unir à deux fois plus de molécules de *A* qu'une molécule de *C*, ou, en d'autres termes, l'affinité d'une molécule de *B* pour une ou plusieurs molécules de *A* équivaudra à celle de deux molécules de *C* pour le même nombre de molécules *A*; de sorte que, pour qu'il y ait équilibre entre les affinités réciproques des acides *B* et *C* pour *A*, il faut que *A* se partage entre eux de manière à ce que l'acide *B* soit uni à deux fois plus de molécules de *A* que *C*. Mais s'il y avait dans le mélange deux fois plus de molécules de *C* que de *B*, alors comme à deux molécules de *C* il ne répondrait qu'une molécule de *B* et que les affinités propres à deux molécules de *C* et à une molécule de *B* sont égales, il est clair que *C* prendra dans ce cas autant de base salifiable *A*, que *B*; de sorte que, dans tous les cas, *A* se partagera entre les deux acides proportionnellement à leur capacité de saturation et à leur masse moléculaire. Ceci suppose, comme on sait, qu'il ne peut point se former avec l'un de ces acides et la base un sel insoluble; car dans ce cas la base pourrait être soustraite complétement à l'action de l'autre acide, et se précipiter tout entière à l'état de sel insoluble par l'influence de la force de cohésion. Celle-ci agit comme une nouvelle affinité surajoutée à celle de l'acide pour la base; de sorte que lorsque l'affinité de l'autre acide pour la base se trouvera inférieure à ces deux forces moléculaires réunies, il se formera un sel insoluble composé uniquement de l'un des deux acides, l'autre acide ne pouvant contre-

32. Les faits qui, en apparence, sont les plus favorables à l'existence hypothétique des *chlorites* décolorans, s'expliquent donc aussi parfaitement dans la supposition qu'il n'existe que des chlorures d'oxides, proprement dits. Mais il est aussi des faits qui ne s'interprètent convenablement que dans cette dernière manière de voir, et qui ne permettent point d'adopter l'autre hypothèse. Nous avons déjà rapporté quelques-uns de ces faits dans le courant de ce mémoire (16, 17, 20). En voici d'autres : Si on admet que le chlore, en agissant sur les protoxides alcalins par la voie humide, donne naissance à un chlorure métallique et à un chlorite, il semble qu'en le faisant agir sur le peroxide de barium, on devrait obtenir un chlorure mêlé de chlorate; mais il n'en est rien ; on n'obtient dans ce cas, comme l'a reconnu Grouvelle (*Ann. de chimie et de phys.*, tom. XVII, pag. 41), qu'un chlorure de barite avec dégagement de la moitié

---

balancer par sa masse l'effet de celui qui donne naissance au sel insoluble, parce que la base se trouve soustraite à son action à mesure qu'elle se précipite.

Pour bien concevoir la manière d'agir de la force de cohésion dans cette circonstance et dans d'autres circonstances analogues où il y a précipitation, on n'a qu'à considérer, comme je l'explique dans mes leçons de chimie, que cette force tend à produire de petits solides ou de petits cristaux par l'aggrégation de plusieurs molécules de même nature, et que par conséquent elle tend à donner naissance à ces molécules, de même que l'affinité de l'acide sulfurique pour l'oxide de zinc tend à donner naissance à de l'oxide de zinc, lorsque le zinc se trouve dans de l'eau aiguisée par l'acide sulfurique. Ainsi quand on a, par exemple, un mélange de deux composés liquides AB et CD, et que l'affinité de A pour C et celle de B pour D soient insuffisantes pour produire la décomposition réciproque de ces deux composés, s'il vient à se joindre à ces affinités une force analogue qui tend à réunir une molécule composée AC à une ou plusieurs autres molécules AC pour en faire un petit solide, c'est-à-dire, un corps insoluble dans

de l'oxigène du peroxide de barium. Or, si le chlore en présence d'un protoxide alcalin en décompose une partie et l'oxide, comme le croit Berzelius, il devrait passer avec les peroxides à un degré plus élevé d'oxidation, surtout si, comme la chose est constatée, le dernier composé oxigène de chlore, c'est-à-dire l'acide chlorique, forme une combinaison plus stable que l'acide chloreux.

33. Une autre observation sur laquelle on n'a point assez insisté, et qui contribue encore à faire croire que les chlorures d'oxides ne sauraient être des chlorites, c'est que le prétendu acide qui entre dans leur composition n'est, suivant Berzelius, que le deutoxide de chore que le comte Stadion a retiré le premier du chlorate de potasse à l'aide de l'acide sulfurique. Or, Berzelius assure que ce composé oxigène de chlore ne peut point se combiner directement aux bases alcalines

---

le liquide sur lequel on opère, alors de même que l'affinité de l'acide sulfurique pour le zinc oxidé tend à donner naissance à du sulfate de zinc et détermine par là l'oxidation du zinc dans l'eau et par suite la décomposition de celle-ci; de même la force de cohésion (force d'attraction moléculaire semblable à l'affinité) qui s'exerce entre les particules composées AC, détermine à la fois et la formation de ces molécules et leur réunion en petits solides et par suite la décomposition des composés liquides AB, CD. En effet, la force de cohésion que quelques-uns ont appelée *affinité d'aggrégation* pour montrer son analogie avec l'affinité chimique qu'ils appellent *affinité de composition*, n'exerce pas seulement sa puissance dans les corps qui sont actuellement solides; mais c'est elle, comme l'a fort bien observé Berthollet (*Statistique chimique*), qui, préexistante à cet état, le réalise. Il suit de là, dit Berthollet, que dans le mélange des substances liquides, les combinaisons qui doivent jouir d'une force de cohésion capable de les séparer, doivent se former et se séparer en effet, par la même raison que l'eau mêlée avec l'alcohol s'en sépare pour se congeler.

(*Traité de chimie*, tom. II, pag. 73) [1]. Ainsi, le deutoxide de chlore présenterait, d'après le célèbre chimiste suédois, le phénomène unique d'un acide qui pourrait exister à l'état libre et qui, malgré cela, ne saurait se combiner que partiellcment aux bases alcalines, lors même qu'il est dissous dans l'eau. Rien dc semblable sans doute ne se rencontre dans aucun composé acide connu, et s'il était permis d'invoquer ici l'analogie, on devrait admettre que le deutoxide de chlore ne rougissant point lcs couleurs végétales, et ne s'unissant point directement aux bases salifiables sans se décomposer, au moins en partie, ne saurait être considéré comme un véritable acide [2]. Berzelius, à la vérité, assimile son action sur les alcalis à celle de l'acide nitreux qui aussi, observe-t-il, se décompose quand il est en contact avec les bases salifiables; mais l'acide nitreux se transforme dans ce cas complétement en deux autres acides, hypo-

---

[1] « Quand on essaie, dit Berzelius, de eombiner immédiatement l'aeide ehloreux avee une base salifiable, par exemple avee la potasse, il se déeompose en partie à l'instar de l'aeide nitreux, et l'on obtient un mélange de ehlorite potassique avee du ehlorate et du ehlorure de potassium, mélange duquel l'aeide sulfurique ou l'aeide nitrique dégage de nouveau l'aeide ehloreux; ee qui prouve que pendant sa saturation il n'est qu'en partie déeomposé en aeide ehlorique et en ehlore. La déeomposition de l'aeide ehloreux par l'aetion des alealis a porté plusieurs ehimistes à le eonsidérer eomme un oxide qui n'est point suseeptible de se eombiner avee les bases salifiables. Mais si on le met à l'état naissant en eontact avee une de ees bases, la eombinaison s'effeetue et il se forme un *chlorite.* »

[2] Nous raisonnons iei dans l'hypothèse de Berzelius, qui croit que le deutoxide de ehlore ne saurait se eombiner eomplétement aux bases salifiables à moins qu'il ne soit à l'état de gaz naissant. Nous verrons tout-à-l'heure qu'il n'en est point ainsi, et que le deutoxide de ehlore se eombine direetement aux bases alealines, mais pour former des composés tout différens des ehlorures d'oxides

nitreux et nitrique, et il ne se produit point de *nitrite*, tandis que l'acide chloreux en présence de la potasse se décomposerait seulement en partie, d'après Berzelius, en chlore et en acide chlorique, et le reste se combinerait à l'alcali sans avoir subi de décomposition. Il n'y a donc point de similitude à établir entre l'action de l'acide nitreux et celle du deutoxide de chlore sur les oxides alcalins.

34. Voulant connaître au juste l'action du deutoxide de chlore (acide chloreux de Berzelius) sur la potasse, j'ai fait une dissolution de trois grammes de potasse à l'alcohol dans vingt grammes d'eau pure, et j'y ai fait arriver tout l'oxide de chlore provenant de quarante grammes de chlorate de potasse décomposé à l'aide de l'acide sulfurique, selon le procédé du comte Stadion. La pâte formée par le chlorate et l'acide a été introduite dans un large tube éprouvette, d'où partait un tube très-étroit qui allait se rendre au fond d'un autre tube éprouvette contenant la solution alcaline, et auquel était adapté un deuxième tube étroit se rendant sous des éprouvettes pleines d'eau sur la cuve, afin de recueillir le gaz oxigène qui aurait pu se dégager dans le cas où l'oxide de chlore en arrivant dans la potasse se fût décomposé. On a eu soin de faire passer très-lentement l'oxide de chlore dans la solution potassée en ne chauffant que doucement et au bain-marie. L'opération qui a dû être conduite avec beaucoup de ménagement pour éviter les explosions, a duré plus de trois jours. Tout l'oxide de chlore qui arrivait dans la solution potassée était absorbé, et il ne se dégageait aucun gaz, à l'exception de quelques bulles d'air commun provenant de celui contenu dans l'appareil. Je devais naturellement penser d'après cela qu'il

s'était formé ici une véritable combinaison de potasse et d'oxide de chlore. Le liquide examiné après l'opération était encore alcalin, mais il ne décolorait en aucune manière le papier de tournesol rougi par un acide faible, comme le fait le chlorure de potasse, même lorsqu'il est avec excès de base. Par l'addition d'un peu d'acide sulfurique étendu de deux fois son poids d'eau, il laissait dégager à froid beaucoup d'oxide de chlore avec effervescence. Le même liquide ayant été fortement concentré au bain-marie a fourni, par le refroidissement, un dépôt salin, cristallisé plus ou moins confusément en lames assez larges qui n'offraient point le reflet nacré des petites lames cristallines du chlorate de potasse. Jeté sur des charbons ardens, ce dépôt salin en activait fortement la combustion sans produire de décrépitation, preuve qu'il ne contenait pas une quantité notable de chlorure de potassium. Par l'addition de l'acide sulfurique étendu de deux fois son poids d'eau [1], ce même dépôt a laissé dégager de l'oxide de chlore avec une vive effervescence et en telle abondance qu'un tube éprouvette dans lequel l'opération fut faite se remplit promptement d'un gaz jaune-verdâtre, qui par l'approche d'un fil de fer chauffé au rouge obscur produisit une explosion, absolument comme le fait l'oxide de chlore dans les mêmes circonstances. Le dépôt cristallin était donc un véritable composé de potasse et

---

[1] J'ai pris à dessein un acide si étendu, pour que le dégagement d'oxide de chlore ne puisse pas être attribué à du chlorate de potasse qui pourrait être contenu dans le dépôt en question ; et en effet, je me suis assuré par une expérience préliminaire que le chlorate de potasse ne dégageait pas d'oxide de chlore à froid par un acide aussi étendu d'eau.

d'oxide de chlore, que l'on pourrait appeler *chlorite de potasse*, en considérant le deutoxide de chlore comme un oxacide faible, vu qu'il s'unit aux bases alcalines et forme avec elles des combinaisons salines. Le chlorite de potasse offrait une réaction alcaline; ce que j'attribuais à ce que la potasse n'avait point été suffisamment saturée d'oxide de chlore; il ne décolorait d'aucune manière, probablement parce que le chlore y est retenu non-seulement par la base alcaline comme dans les chlorures d'oxides, mais encore par l'oxigène; ce qui fait qu'il ne peut s'en séparer aussi facilement.

Ainsi, puisque la combinaison de l'oxide de chlore avec la potasse ne décolore point comme les chlorures d'oxides, puisque par l'addition des acides elle ne laisse dégager que de l'oxide de chlore, elle est donc d'une tout autre nature que le chlorure de potasse; et pour que la différence observée ne puisse pas être attribuée à la présence du chlorure de potassium, que Berzelius suppose exister dans ce dernier liquide conjointement avec le chlorite de potasse, j'ai dissous dans ma solution de chlorite de potasse, préparée par voie directe, du chlorure de potassium en quantité au moins double de celle du chlorite dissous, et par l'évaporation de la solution, j'ai obtenu un dépôt salin qui par l'addition de l'acide sulfurique faible ne laissait encore dégager que de l'oxide de chlore et non point du chlore libre, comme le font les chlorures d'oxides. Cette expérience prouve d'une manière péremptoire que les chlorures d'oxides ne sauraient être considérés comme des mélanges de chlorures métalliques et de chlorites.

Ayant préparé une deuxième fois avec le plus grand soin du

chlorite de potasse par voie directe, je reconnus que lors même que la solution alcaline est saturée d'acide chloreux, ce qui a lieu lorsqu'elle n'absorbe plus d'oxide de chlore et qu'elle a pris une teinte jaunâtre, indice de la présence d'un peu d'oxide de chlore libre, elle offre encore une réaction alcaline, probablement à raison du peu d'acidité de l'acide chloreux, qui, sous ce rapport, peut être comparé à l'acide carbonique. Cette solution de chlorite de potasse ne décolore en aucune manière les couleurs végétales, même lorsque le contact a été très-prolongé, comme je l'ai reconnu en ajoutant un peu de la solution à de l'eau teinte légèrement en bleu par de la teinture de tournesol, remplissant une fiole du mélange et la bouchant exactement pour ôter tout accès à l'air; même au bout de quinze jours il n'y avait pas la moindre apparence de décoloration. Ce n'est que par l'addition d'un acide qui décompose le sel, que le chlorite de potasse décolore jusqu'à un certain point, parce qu'alors l'acide chloreux est mis à nu et peut exercer l'action décolorante qui lui est propre.

La solution de chlorite de potasse se décompose lentement à l'air par l'influence de l'acide carbonique qui déplace l'acide chloreux de la même manière qu'il déplace le chlore des chlorures d'oxides. Aussi une solution de chlorite de potasse, qui, récemment préparée, ne laisse dégager que de l'oxide de chlore par l'addition d'un acide, donne dans les mêmes circonstances, quand elle a été quelques jours exposée à l'air, une quantité sensible d'acide carbonique.

Une solution de chlorite de potasse, saturée autant que possible d'acide chloreux et concentrée ensuite au bain-marie, m'a

donné par le refroidissement du chlorite en bellcs lames eristallines rhomboïdales approchant de la forme earréc, ct dont quelques-unes avaient assez peu d'épaisseur pour offrir lcs coulcurs des lames minces; ainsi j'en ai vu dont le reflct était pourpre, d'autres à reflct vert, quclques-unes à reflet rougc, etc. Ces cristaux lamellaires sont faciles à distinguer dcs lamcllcs nacrées ou ehatoyantcs qu'offrc le chlorate de potasse; ils sont très-solubles dans l'eau, surtout à chaud. Ils ne sont pas déliqucseens dans l'état de sécheresse ordinaire de l'atmosphère; mais ils s'humcetent dès que l'air devient un peu humide et ils finiront alors sans doute par se transformer en earbonate dc potassc, en donnant lieu à un dégagement lent ct prolongé d'oxidc de chlore. Ils fusent sur les charbons ardens à peu près comme lcs chloratcs; mais ce qui les distingue surtout de ees dcrniers, e'est que par l'addition d'un acide minéral quelconque [1], quclque étendu d'eau qu'il puissc être, ils laissent dégagcr avec effcrvesccncc une quantité plus ou moins grande d'acide chloreux. Cette dernière circonstanee montre bien quelle est lcur composition et prouve lcur grandc différence d'avce le chlorure dc potasse, qui ne laisse dégager que du chlore par l'addition dcs acidcs et qui ne peut au reste être obtenu qu'en solution ct non point à l'état solide cristallin.

35. Nous avons vu plus haut (33) que, suivant Berzclius, quand on essaie dc combiner l'aeide chlorcux avec une base salifiable, il sc déeompose en partic et donne naissance à un ehlorite

---

[1] Il faut, peut-être, en exeeptcr les aeides earbonique et borique, dont l'aetion sur le ehlorite de potasse est très-lente et à peine sensible.

mêlé de chlorure métallique et de chlorate. Je n'ai rien aperçu d'analogue en préparant du chlorite de potasse par la voie directe ; j'ai observé au contraire qu'il ne se forme qu'un composé homogène que l'on peut très-bien obtenir cristallisé, et qui ne paraît pas contenir une quantité appréciable de chlorure de potassium, vu qu'il ne décrépite pas sur les charbons ardens. L'absence du chlorure de potassium emporte aussi avec elle l'absence du chlorate de potasse, puisque celui-ci ne peut provenir ici que de la décomposition d'une portion d'oxide de chlore en chlore et en acide chlorique ([1]).

36. J'ai cherché aussi à préparer du chlorite de chaux, en faisant arriver de l'oxide de chlore au fond d'un petit tube éprouvette contenant de l'hydrate de chaux en poudre; mais quelque précaution que l'on prît, il arriva au bout de peu de temps, pendant l'opération, une forte explosion dans la chaux déjà en partie saturée d'oxide de chlore, explosion qui projettait au loin la masse calcaire. Ayant recommencé l'opération, la même explosion se reproduisit au bout de peu de temps, quoiqu'on eût eu soin de ne faire arriver l'oxide de chlore que très-lentement dans la chaux hydratée. Je dus alors renoncer à cette manière de préparer le chlorite de chaux, et je fis ensuite arriver petit à petit de l'oxide de chlore dans un lait de chaux, contenu dans un tube éprouvette. Le gaz était absorbé comme par une solution de potasse, et il

---

([1]) Puisque le chlorite de potasse peut exister en solution assez rapprochée pour cristalliser, sans se partager en chlorure de métal et en chlorate, on peut en déduire que le chlorure d'oxide ne passe pas par l'état de chlorite pour arriver à celui de chlorate, comme Berzelius l'a présumé.

en résulta un liquide qui, avant même que toute la chaux fût saturée d'oxide de chlore, laissa dégager une grande quantité de ce gaz par l'addition d'un peu d'acide sulfurique ou hydrochlorique, même étendu d'eau. La chaux peut dont aussi s'unir à l'oxide de chlore ; le composé qui en résulte est très-soluble dans l'eau et déliquescent; aussi n'ai-je pas pu l'obtenir en cristaux nets par l'évaporation de la solution, et celle-ci ne laissait déposer du chlorite qu'après avoir été presqu'entièrement évaporée. Cette solution de chlorite de chaux se décompose à l'air par l'influence de l'acide carbonique qui fait passer la chaux à l'état de carbonate. Elle ne décolore pas plus que la solution de chlorite de potasse; toutes deux ne montrent quelque vertu décolorante que lorsqu'au moment de leur mélange avec une couleur végétale, on y ajoute un acide qui les décompose, et qui mette en liberté l'oxide de chlore, qui peut alors exercer le pouvoir décolorant qui lui est commun jusqu'à un certain point avec le chlore libre.

Il serait intéressant d'examiner plus en détail les diverses combinaisons que l'oxide de chlore ou l'acide chloreux peut former avec les bases salifiables; mais les embarras et la difficulté attachés à leur préparation, qui demande d'ailleurs beaucoup de temps, rendent cette étude très-pénible; je tâcherai de m'en occuper plus tard, quand j'en aurai le loisir : au reste de plus amples détails sur les propriétés des chlorites sortiraient de l'objet de ce mémoire; il me suffit pour le moment d'avoir prouvé que les chlorures d'oxides ne constituent point des chlorites comme Berzelius l'a présumé.

37. Si l'on considère maintenant que les chlorures d'oxides solubles se comportent dans toutes les circonstances comme des

composés de chlore et de base, qu'ils agissent de cette manière sur les sels métalliques, sur l'acide sulfureux, sur l'acide hydro-sulfurique et l'ammoniaque (17, 18, 22) qu'ils désinfectent et décolorent sans présence d'un acide propre à mettre leur chlore à nu (20), ce que ne font point les vrais chlorites, il ne restera plus de doute qu'il ne faille les considérer comme de simples combinaisons d'un oxide métallique et de chlore, et que par conséquent ce dernier ne s'y trouve point à l'état d'acide chloreux ou d'oxide de chlore.

38. En résumant les faits principaux contenus dans ce mémoire, nous croyons pouvoir en tirer les conclusions suivantes :

1° Le chlore décompose l'oxide de calcium ou la chaux vive à une température qui n'excède guère celle de 200°; il décompose l'hydrate de chaux à une température moins élevée encore, en donnant lieu au dégagement d'oxigène de l'oxide. Les autres oxides alcalins, et notamment la barite, paraissent exiger pour leur décomposition une température voisine du rouge cerise.

2° Le chlore est absorbé à froid par l'hydrate de potasse sec aussi bien que par celui de chaux; mais au lieu de produire avec la potasse un chlorure d'oxide décolorant comme avec la chaux, il ne donne naissance dans ce cas qu'à du chlorure de potassium mêlé de chlorate de potasse.

3°. Les composés décolorans que le chlore forme en s'unissant à froid aux oxides alcalins, par l'intermède de l'eau, se comportent dans toutes les circonstances comme des combinaisons peu stables de chlore et de la base alcaline.

4° Plusieurs de ces composés ne peuvent exister qu'à l'état liquide ou en dissolution dans l'eau; tels sont les chlorures de po-

tasse et de soude. Ces dissolutions se décomposent spontanément quand il peut en résulter un sel insoluble, et de là leur emploi pour obtenir divers chlorates, qu'il serait difficile, pour ne pas dire impossible, de préparer toujours par la voie directe.

5° Le chlorate de potasse que l'on obtient en faisant passer du chlore à travers une solution concentrée de potasse, n'est que le résultat de la décomposition que subit dans l'eau le chlorure de potasse préalablement formé, et cette décomposition spontanée est entièrement subordonnée à l'insolubilité du chlorate de potasse dans la quantité d'eau sur laquelle on opère. La chaleur produite par l'absorption du chlore dans la solution potassée ou par l'union de ce gaz avec l'alcali, n'a aucune influence sur la formation du chlorate.

6° Le chlorate de potasse peut aussi être préparé avantageusement par double décomposition avec le chlorure de chaux et le chlorure de potassium. Il se forme dans ce cas du chlorure de calcium et du chlorure de potasse, qui par sa décomposition spontanée donne naissance à du chlorate de potasse. Cette réaction est encore subordonnée à l'insolubilité du chlorate de potasse.

7° La production du chlorate de potasse par double décomposition à l'aide du chlorure de chaux, n'exige pas, comme le veut Liebig, que le chlorure de chaux ait été préalablement décomposé par la chaleur et transformé en chlorure de calcium et chlorate de chaux. Cette décomposition, loin d'être avantageuse, est nuisible au résultat de l'opération.

8° La chaleur décompose la plupart des chlorures d'oxides. Celui de chaux, quand il est à l'état solide, laisse dégager de

l'oxigène et du chlore; quand il est à l'état liquide ou délayé dans l'eau, il ne donne que de l'oxigène par sa décomposition. Le chlorure de potasse liquide ne se décompose pas par la chaleur, à moins que sa concentration ne soit poussée assez loin pour qu'il puisse donner naissance à un sel insoluble, du chlorate de potasse. Dans aucun cas il ne laisse dégager de l'oxigène quand on le chauffe. Il ne se transforme donc point, à la chaleur de l'ébullition, en chlorure métallique, comme le fait le chlorure de chaux.

9° Les chlorures d'oxides se décomposent à l'air par l'influence de l'acide carbonique qui prend la place du chlore. Quand cet acide agit sur une solution de chlorure de potasse ou de soude, cette solution, par suite du partage qui s'établit de la base entre l'acide carbonique et le chlore conformément à la loi de Berthollet, se transforme d'abord en un mélange ou un composé mixte de carbonate et de chlorure d'oxide, ou en *carbonato-chlorure* comme l'appellent quelques chimistes. Mais l'acide carbonique continuant d'agir, tout le chlorure d'oxide finit par être décomposé et converti en simple carbonate.

10° Les acides les plus faibles, employés en quantité suffisante, décomposent complétement les chlorures d'oxides en mettant tout le chlore à nu; ce qui se concilie difficilement avec l'hypothèse de Berzelius sur la composition des chlorures d'oxides.

11° Les acides sulfureux et hydro-sulfurique ont une action différente de celle des autres acides sur les chlorures d'oxides; ils agissent sur eux comme ils le feraient sur de l'eau de chlore mêlée de quelqu'alcali, en supposant qu'il n'y eût point de combinaison établie entre le chlore et l'oxide alcalin. Ceci tend encore à montrer que les chlorures d'oxides ne sont que des composés

peu stables de chlore et d'un oxide métallique, et non point des chlorites comme le croit Berzelius.

12° Les chlorures d'oxides agissent sur les dissolutions des sels métalliques comme le feraient de simples mélanges d'eau de chlore et d'alcali; ce qui prouve également que l'affinité entre ces deux élémens est très-faible.

13° Les chlorures d'oxides agissent sur les substances végétales et animales, à peu près comme le fait le chlore libre. Leur action décolorante et désinfectante peut avoir lieu sans présence d'un acide qui les décompose, quoiqu'un tel acide favorise ou accélère toujours la décoloration et la désinfection en mettant le chlore à nu.

14° Les faits que Berzelius a invoqués pour appuyer sa théorie sur la composition des chlorures d'oxides ne paraissent guère favorables à cette théorie, et s'expliquent mieux dans la supposition que ces composés ne sont formés que par l'union pure et simple du chlore avec l'oxide métallique.

15° Le deutoxide de chlore (acide chloreux de Berzelius) peut se combiner aux oxides alcalins aussi bien que le chlore, mais les composés qu'il forme sont bien différens de ceux produits par le chlore. On peut en obtenir quelques-uns sous forme cristalline; ils fusent sur les charbons ardens comme les chlorates, sans doute à raison de la facilité avec laquelle l'oxide de chlore laisse dégager son oxigène, propriété que ne manifestent point les chlorures d'oxides. Ils ne décolorent point comme ces derniers et ne laissent dégager par les acides que de l'oxide de chlore, tandis que les chlorures d'oxides, dans les mêmes circonstances, ne donnent que du chlore.

FIN.

MÉMOIRE

SUR

LES TROUBLES DE GAND

DE 1540.

MÉMOIRE

SUR

LES TROUBLES DE GAND

DE 1540,

EN RÉPONSE A LA QUESTION SUIVANTE, PROPOSÉE PAR

L'ACADÉMIE ROYALE DES SCIENCES

ET BELLES-LETTRES DE BRUXELLES :

« QUELS SONT LES ÉVÉNEMENS QUI ONT AMENÉ, ACCOMPAGNÉ ET SUIVI LES TROUBLES ET LES DISSENSIONS QUI, EN 1539, MOTIVÈRENT LE VOYAGE DE CHARLES-QUINT A GAND, ET FURENT CAUSE QU'EN 1540, IL Y FUT CONSTRUIT UNE CITADELLE ? »

PAR M. CH. STEUR,

JUGE AU TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE A GAND.



BRUXELLES,

M. HAYEZ, IMPRIMEUR DE L'ACADÉMIE ROYALE.

1834.

AVERTISSEMENT.

Post ubi contagio, quasi pestilentia, invasit; Civitas immutata, imperium ex justissumo atque optumo, crudele intolerandumque factum.

Crispi Sallustii. *Bell. Catil.*

Il y aurait de la présomption de ma part à n'accorder aux autres que les connaissances historiques que j'aurais pu moi-même acquérir; mais j'oserais bien affirmer, sans crainte d'être contredit, qu'il y a peu de personnes pour qui l'existence de documens inédits sur les troubles arrivés à Gand vers 1540, ne soit encore un mystère aujourd'hui. Il est certain pourtant qu'il existe en ce genre des écrits de différentes espèces, dont presque toutes les pages offrent à l'écrivain judicieux d'excellens matériaux pour composer de ces troubles une histoire intéressante et dramatique. Comment donc se fait-il que jusqu'ici personne ne se soit donné la peine d'y penser? Il suffit néanmoins de posséder quelque notion sur notre histoire pour apprécier tout ce qu'il pouvait y avoir naguère d'intéressant pour des étrangers dans l'étude des diverses phases de nos dissensions civiles. On ne peut d'ailleurs supposer que la diversité de nos mœurs ait dû porter obstacle à ce que les écrivains, qui à l'étranger ont fait de ces événemens le

sujet dc leurs étudcs historiques, ne fussent bicn instruits de ee qui est arrivé à Gand à l'époquc de 1540 ; car cette diversité n'a pu les empéeher d'ětre à même de prévoir dès lors que eette lutte entre une ville et un monarque puissant ne finisse par engendrer, pour les libertés dc la Belgique, une de ces questions de vie ou de mort qui se développent ordinairement dans un avenir très-proehain.

En effct, les princes n'avaient pas eommencé ec conflit sans avoir calculé leurs forces et celles des *communes* qui pouvaient leur être opposées. Déjà même plusieurs épreuves n'avaient été que trop fatales aux droits de ces dernières, et la villc de Gand, pour sa part, s'était vu dépouiller en peu de temps de plusieurs priviléges qui touchaient aux droits les plus cssenticls de ses habitans. Il n'y a done pas lieu de s'étonner que les troubles de 1540, plus graves, cn ce point, que tous ceux qui les avaient préeédés, n'aient eu pour résultat d'êtrc radicalement destructifs de ectte vieille libcrté du moyen âge, à l'acquisition de laquelle nos pères avaicnt si long-temps et si ardemment travaillé.

De tous les historiens, l'anglais Robertson est celui qui s'est le plus judicieusement oceupé de cet épisode de nos guerres civiles. Il en a fort bien vu la portée politique ; et aucun des résultats probables de eet événement n'a échappé à sa haute sagacité. On peut néanmoins lui faire plusieurs reproches, et entre autres celui de ne point rapporter avee une sévère exactitude tous les faits relatifs à l'histoire de eette époque mémorable. Peut-être aussi lui

ferait-on justement le reproche, plus grave, d'avoir ignoré ou méconnu l'origine des différens partis politiques qui s'agitaient alors dans la capitale de la Flandre. En décrivant ces troubles, il a d'ailleurs entièrement négligé d'en indiquer les causes et la tendance. Il ne s'est inquiété ni des traités que les Gantois invoquaient à l'appui de leurs droits, ni des griefs qu'ils objectaient à l'empereur, ni même de la conduite des hommes qui dirigeaient en ce temps nos affaires publiques au nom du souverain. Pour lui la question des troubles est tout entière dans les troubles mêmes; et à part les relations qu'il y trouve et qu'il sait mettre habilement en rapport avec la politique extérieure, Robertson a traité cet événement important de telle sorte, que les Gantois ont dû paraître à ses yeux comme des écoliers irréfléchis qui se révoltent sans motif contre leur maître et s'étonnent un instant après de l'audace qu'ils ont eue. Enfin il a cela de commun avec tous ceux qui ont superficiellement écrit sur nos dissensions civiles, qu'il borne son récit au refus des subsides sans entrer dans le moindre détail des négociations qui eurent lieu entre le gouvernement et la ville à ce sujet.

Il était pourtant essentiel de ne point passer sous silence cette longue série de communications officielles dont les moindres inconvéniens étaient d'entretenir l'effervescence des Gantois et d'exciter des divisions dangereuses en Flandre. Il fallait indiquer aussi les événemens qui, après avoir changé la nature de ces négociations, avaient contribué à faire passer la direction des

affaires publiques d'une bourgeoisie à plusieurs égards excusable, en la puissance d'hommes qui avaient récemment trempé leurs mains dans le sang de leurs concitoyens.

C'est sous ce double rapport que nous avons considéré cet épisode de nos guerres civiles.

L'erreur en effet la plus grave de nos historiens, c'est de confondre constamment la conduite de quelques bourgeois turbulens, auxquels on ne peut reprocher que le sentiment trop vif de leurs droits, avec celle d'une tourbe de prolétaires qui ne cherchèrent dans la guerre civile qu'une occasion d'usurper tous les pouvoirs. C'est pour cela, et on ne saurait trop souvent le répéter, qu'il ne faut jamais séparer, dans l'appréciation des événemens politiques, les effets des causes ou les actes des droits qui les ont produits.

Ainsi à l'époque de 1540 l'esprit public en Flandre et dans la presque totalité des provinces des Pays-Bas était fortement prononcé contre l'excessive hauteur des subsides et la tendance à l'usurpation du pouvoir, deux abus également funestes à la tranquillité de tous les états. A la vérité ce conflit n'était pas nouveau. Né sous le règne orageux du comte Gui de Dampierre, il s'était renouvelé plus vif et plus pressant sous les princes de la maison de Bourgogne. Aussi la paix de Gavre n'avait jamais été regardée par les Gantois que comme un pacte humiliant, imposé par la force, et qui avait eu pour principe la guerre civile et pour résultat une infâme spoliation.

Il était donc naturel de prévoir que tous ceux qui se sentaient

encore au fond du cœur une étincelle de ce vieil esprit d'indépendance ne saisissent toutes les occasions de récupérer leurs anciens droits. Il était même à craindre que, tôt ou tard, abusant des plus légers prétextes pour parvenir à leurs fins, ils ne fussent tout prêts à tremper dans quelque tentative d'insurrection dont le but serait sinon d'arrêter le prince dans son humeur envahissante, au moins de poser des bornes à la trop grande extension de son pouvoir.

Nous avons senti le besoin d'initier le lecteur à la connaissance de ces faits, pour le mettre ainsi mieux à portée de se rendre compte de son étonnement, lorsqu'il en sera venu au point de voir des sujets révoltés plus empressés de détruire des actes devenus par eux-mêmes insignifians, que de jouir des priviléges dont ils s'étaient remis en possession à force ouverte.

Mais le fait de lacérer des parchemins qui contenaient les clauses de la paix de Catsand et les dispositions du décret impérial qui les ratifiaient, n'était point de la part des Gantois l'effet d'une aveugle vengeance contre l'empereur; c'était au contraire une de ces résolutions qui, préparées de longue main, n'avaient d'autre objet que de s'emparer de tous les actes originaux contraires à ce qu'ils appelaient leurs anciens et respectables priviléges.

Que si le lecteur m'accuse de faire trop d'honneur à l'esprit de ceux qui concoururent à ce projet, ou m'en cite comme auteurs les *Creesers* et leur stupide adhérence, j'aurai à cet égard deux questions à faire; et je pense que de leur solution résultera

pour nous la preuve que tel a été le but politique de eeux qui, dans l'intérêt de nos droits de commune, ont dirigé eette grande et dernière insurreetion.

Or voiei les questions que je propose : Qu'étaient les *Creesers* et quelle origine peut-on leur assigner? formaient-ils une faetion qui avait ses principes, sa tendance et son but politique avoués? ou n'étaient-ils guidés dans l'aeeomplissement de leurs desseins que par ee lâehe esprit de vengeance propre à tous les hommes de faetion, qu'un instant d'anarchie fait surgir de la foule et qu'un retour subit à l'ordre fait rentrer dans le néant?

Je me réserve de répondre à la première question avee quelques développemens à la fin de ee volume. Quant à la seeonde, je n'hésite pas à affirmer: Oui les *Creesers* formaient une faetion; et d'autant plus redoutable que ses adhérens étaient influeneés par ees inimitiés eapitales qui saerifient tout au désir de la domination.

Que les *Creesers* formassent une faetion, e'est ce qui résulte clairement des mémoires de D'Hollander qui les appelle *les mauvais*(1), de la sentenee de Charles-Quint qui les eondamne en ee nom, et des enquêtes eriminelles (2) ainsi que des manuserits du temps (3).

---

(1) *Mémoires de Jean D'Hollander*, sur la révolte des Gantois en l'an 1539, *voyez* nos 473 et 480, pag. 216 et 217.

(2) Dépositions de Guill. Demey (1er mars 1539, vieux style), de Matthieu Nachtegale (20 mars 1539) et de Jean Desommere (25 février 1539).

(3) Manuserit sur les troubles de Gand, intitulé : *Prophesie ofte het geen dat in Vlaenderen gebeurt is en nog zal gebeuren*, déposé à la Bibliothéque publique à Gand.

L'Espinoi lui-même avoue que les échevins de 1539 étaient particulièrement connus sous le nom de *magistrat des Creesers*. D'Hollander et les enquêtes criminelles donnent la liste des métiers et des individus spécialement affiliés à cette faction ([1]).

Si l'on en croit l'accusé *Deherde*, qui était bien à même de savoir la vérité comme grand-doyen et l'un des principaux auteurs des troubles, les métiers des meuniers, des tapissiers, des bateliers, des cordewanniers, des maréchaux ferrans et des constructeurs de navires, étaient plus particulièrement imbus des idées subversives que les *Creesers* professaient.

Guillaume Demey, Laurent Claes, Jean Debbaudt, Thomas Vandenberghe, Pierre Huevich et Louis Jooris, dit *Capitein Talkein*, s'étaient non-seulement affiliés de bonne heure aux *Creesers*, mais étaient regardé scomme n'ayant pas cessé d'en être les principaux moteurs. Il n'y a du reste aucun doute que, pendant les dernières phases de l'insurrection, les factieux n'aient eu un grand nombre d'affiliés de la plus basse classe du peuple; gens sans aveu, non inscrits sur les registres de la bourgeoisie, et à tous égards incapables d'aucun droit politique quelconque. Mais les *Creesers* n'exigeaient de leurs candidats d'autre brevet de capacité que l'esprit de faction et l'immoralité de principes; deux conditions qui font des agens de troubles et des partisans d'inno-

---

([1]) *Enquêtes criminelles*, interrogatoire de Lieven Deherde, grand-doyen.

vations politiques, les instrumens aveugles de toutes les révolutions.

Ainsi de tout ce qui précède, il résulte que, quoique formés d'élémens divers, les *Creesers* avaient un système politique fixe; système en vertu duquel supplantant les premiers moteurs des troubles, ils avaient pris les affaires de plus haut, avaient organisé la guerre civile, s'étaient révoltés contre l'empereur et auraient fini, d'empiétemens en empiétemens, par renverser en Flandre le pouvoir de Charles-Quint, s'il y eût eu entre la vaste étendue de leurs projets et de leurs moyens, cette équipondérance sans laquelle toutes les insurrections finissent par succomber à la force ou par dégénérer en pouvoir désorganisateur.

Si après cela il reste encore quelques doutes à lever, quelques préventions à faire taire, nous convenons que c'est tout ce qu'un travail assidu et de nombreuses recherches nous ont fait découvrir, heureux si quelqu'autre ami de son pays, profitant de nos premières indications, parvient à éclaircir d'autres faits, ou à donner à ceux que j'indique de plus grands développemens.

Tout ce qui se rapporte, par exemple, à la complicité de *Simon Bourlut* nous a échappé. — On sait qu'il coopéra d'une manière active à l'insurrection; qu'il fut saisi au corps, condamné, exécuté, mais voilà tout. Dans les enquêtes, aucun accusé n'élève de charges contre lui. Ses réponses aux interrogatoires des commissaires sont rares et portent presque toujours sur des faits insignifians. C'est tout au plus s'il a aidé à fomenter l'insurrection.

Comment donc a-t-on pu confisquer ses biens, les vendre, l'accuser, le condamner, le faire périr sur un échafaud? A-t-on voulu par des réticences officieuses épargner à ses parens la solidarité d'infamie qui semblait retomber alors sur la famille entière d'un criminel condamné pour haute trahison ? C'est ce que l'on ignore, et ce qui nous a engagé à ne point le mettre en évidence, incertains de la conduite qu'il avait tenue pendant le cours de l'insurrection, et des motifs qui l'avaient engagé à faire cause commune avec des factieux dont les principes semblaient devoir être si contraires aux siens.

Nous ne finirons pas cet avertissement sans dire un mot des discours que nous avons mis dans la bouche de quelques-uns des plus dangereux fauteurs de ces troubles. Les enquêtes et les manuscrits du temps nous ont révélé une foule de propos tenus par les principaux adhérens de la faction des *Creesers*. La violence dont ces propos étaient empreints ne nous a pas permis de les rapporter dans le cours de la narration, dont toutes les parties doivent inspirer la plus haute confiance et produire des faits à l'abri de toute contestation. Néanmoins ces propos nous ont semblé de nature à pouvoir jeter du jour sur les opinions qui régnaient alors à Gand, et à donner la clef de certaines délibérations de la *collace*, qui sans ce secours n'auraient plus aujourd'hui le même intérêt. Nous avons donc cru pouvoir, avec la fidélité historique la plus scrupuleuse, réunir toutes ces opinions dans deux discours et les attribuer à des factieux qui, aux

époques et dans les lieux indiqués, en ont réellement prononcé d'équivalens, mais dont les textes ne sont point parvenus jusqu'à nous. — Si cette liberté passe les bornes, nous en demandons pardon ; mais telle était notre faiblesse, qu'après avoir réuni tant de faits, nous éprouvions le besoin d'en tirer tout le parti possible et de faire voir que si, à cet égard, nous avons manqué de discernement, il n'a point tenu à notre bonne volonté que nous réussissions à mériter le suffrage des juges éclairés auxquels nous soumettons ce faible et trop superficiel écrit.

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE.

On ne doit pas espérer d'avoir aujourd'hui quelqu'idée des troubles arrivés en Flandre au milieu du seizième siècle, sans devoir jeter les yeux sur les causes qui naguère ont amené l'institution des communes. Un fait historique incontestable, c'est que presque toutes nos guerres civiles du moyen-âge ont eu leur source dans deux systèmes politiques nés des intérêts opposés des peuples et des seigneurs particuliers, systèmes qui furent la source de toutes ces inimitiés capitales qui ensanglantèrent si long-temps l'Europe. Le premier de ces systèmes n'était autre que celui des corporations libres qui combattaient en faveur des droits les plus sacrés de la nature; le second, que celui des hommes à priviléges qui ne cherchaient qu'à perpétuer l'effet de leurs usurpations. Si les guerres de ce genre, entreprises pour des intérêts qui touchent de si près à l'existence des sociétés civiles, sont ordinairement longues et désastreuses, elles ont cela d'avantageux qu'elles finissent par extirper les abus dont la justice et l'humanité ont toujours eu le plus à souffrir. Il n'est pas de notre sujet de traiter à fond cette haute question politique. Pour le moment, nous devons nous borner à rechercher l'origine de ces anciens priviléges auxquels

nos pères attachaient d'autant plus d'importance qu'ils avaient livré plus de combats pour les extorquer à nos princes, ou donné plus d'argent pour les acquérir de leur bonne volonté. C'est donc une nécessité pour nous de remonter aux sources où ces longues hostilités puisèrent leur origine, pour que rien de ce qui touche essentiellement aux troubles de 1540 n'échappe à notre investigation.

L'histoire des sociétés civiles n'offre que trop d'exemples de cette inertie morale qui affaiblit et altère les institutions les mieux combinées. Les principaux symptômes de cette décadence sociale s'aperçoivent quand tous les ressorts du gouvernement sont relâchés ; quand l'ordre judiciaire est sans force et les lois momentanément oblitérées. On les aperçoit encore quand tous les actes de la vie politique des peuples se ressentent de ce choc violent des passions humaines, à l'ébranlement duquel toute la société a participé; quand nulle part l'homme faible ne peut invoquer de secours contre la tyrannie des hommes puissans; quand la violence enfin a usurpé à tel point la légalité que l'opprimé ne trouve plus de ressource à ses maux que dans un genre de sociabilité extra-légale qui mène droit à la dissolution de toute société bien organisée.

Telle était l'époque d'anarchie du moyen-âge, qu'il faut bien se garder de confondre avec le règne de la féodalité. Les résultats produits alors par l'insubordination des grands vassaux étaient de telle nature, qu'ils ne laissèrent aux peuples d'autre alternative que de recourir à la force ouverte pour conserver leurs droits, ou de périr sous les ruines de l'édifice social, que la plus horrible anarchie avait désorganisé.

Mais les villes qui, pour la plupart, n'étaient plus sous la protection du souverain, n'eurent de secours à attendre que d'elles-mêmes. Arbitrairement gouvernées par d'orgueilleux vassaux, leurs lois, leurs priviléges et leurs finances devinrent en peu de temps la proie du despotisme le plus révoltant. Vainement elles réclamèrent un autre système d'administration, ou protestèrent contre la tyrannie de leurs perfides gouverneurs; des plaintes adressées à ceux qui avaient intérêt à ne pas les écouter, furent naturellement mal accueillies ou durement repoussées. Enfin, sans espérance d'être secourues, mais se confiant dans un meilleur avenir et dans la Providence, qui ne laisse jamais une longue oppression impunie, elles coururent aux armes, s'unirent par la foi des sermens, et mirent tant de patience et de courage à ressaisir leurs anciens droits que bientôt elles en recupérèrent plus qu'elles n'en avaient jamais eu, et finirent par jeter les fondemens de ce système d'associations libres auquel on donna depuis le nom de *communes affranchies*.

Les immunités dont jouissaient les habitans des villes communales étaient en général de choisir leurs magistrats, de ne pouvoir être imposés sans leur aveu, ni distraits de leurs juges naturels; encore moins d'être soumis à la confiscation ou aux corvées.

Les magistrats municipaux autorisaient les impôts, les percevaient ou les faisaient percevoir, en surveillaient l'administration ou l'emploi, et ne rendaient compte de tous ces actes qu'à la commune ou au peuple assemblé. Comme juges naturels des habitans, ils prononçaient souverainement en matière civile et criminelle; et, lors même que sur une contestation judiciaire, les lois existantes ou les usages étaient muets, leur conviction à défaut de

preuve, et leur conscience à défaut de loi, servaient au besoin de règle et de législation souveraines ([1]).

Indépendamment de ces pouvoirs généraux, qui étaient de l'essence de presque toutes les villes communales, les magistrats de Gand jouissaient du droit de bannir, d'accorder ou de refuser le port-d'armes, de battre monnaie, de fortifier la ville ([2]) et de diriger la force armée. A l'aide de ces droits, les communes firent en peu de temps refluer dans leur sein la presque totalité des serfs de la campagne. Tout ce qui constitue la force essentielle des états, l'industrie, la population, les richesses, leur tomba exclusivement en partage. Les princes, qui ne pouvaient plus se dissimuler ces progrès, virent bientôt le but vers lequel tendait la politique de ces villes. En contribuant à les arracher au despotisme des grands, ils avaient, dans l'octroi de nombreux actes de franchises, négligé d'assurer le sort de leurs propres droits. Ruinés par des expéditions lointaines, comme tous les mauvais débiteurs, ils avaient sacrifié l'avenir au présent. A la vérité les sommes qu'ils avaient reçues en retour de leurs concessions étaient très-importantes; mais elles étaient peu de chose en comparaison des droits qu'ils avaient cédés; et souvent même le

---

([1]) *Si forte causa acciderit, quæ in præsenti scripto non continetur, scabini secundum conscientiam suam juste et rationabiliter inde judicabunt.* Art. 32 du diplôme de Mathilde, comtesse de Flandre, de Fl. 1192.

([2]) *Spectat etiam ad libertatem eorum, oppidum suum muris et vallis et quacumque voluerint munitione ad libitum suum firmare, sic et proprias domus.* Art. 4 du même diplôme.

prix n'en était pas sitôt reçu, qu'il passait tout entier de leurs mains dans celles de leurs créanciers.

Telle fut à cette époque la position du comte Gui de Dampierre, l'un des plus puissans vassaux de la couronne de France. Quoique les richesses de Gui fussent naturellement très-considérables, ses guerres étrangères avaient néanmoins beaucoup contribué à les diminuer. Voyant la prospérité toujours croissante de la ville de Gand, son amour-propre blessé lui fit concevoir le mauvais projet de s'immiscer dans la direction des finances de la ville, sans qu'il existât aucun privilége qui pût légalement l'autoriser à cet effet. Pour mettre obstacle à l'exercice de ce droit, qu'il feignit de regarder comme exorbitant dans les mains de ses sujets, il commença par prétexter des malversations, dont il ne put jamais préciser la nature. Le magistrat de Gand, indigné d'une inculpation aussi grave, refusa de répondre à cette accusation. Gui prétendait au contraire qu'il devait se justifier.

Par ce moyen, il espérait trouver indirectement l'occasion de s'immiscer dans les finances de la ville. Voyant l'inutilité des efforts qu'il faisait pour y réussir, il intima l'ordre exprès aux *trente-neuf* de lui rendre compte. Comme les priviléges y formaient obstacle, ce magistrat répondit à cette demande par un refus formel. Plus le comte montrait d'impatience d'obtenir ce qu'il désirait, plus les *trente-neuf* mirent d'opiniâtreté à persister dans leur refus. Ces procédés inusités, qui d'ailleurs n'étaient point exempts de violence, ne tardèrent point à exciter des rumeurs en ville. Ce fut bien autre chose encore lorsque Gui, ne gardant plus aucune mesure, eut ordonné d'emprisonner plusieurs magistrats et fait prononcer contre eux des amendes et des confiscations considérables.

Cet appel à la force mit le comble à l'exaspération des habitans de la ville. En un moment les places publiques furent remplies de monde; on prit les armes, on sonna le tocsin, le peuple ameuté fit main basse sur les officiers du souverain, immola les uns, chassa les autres, sans penser alors que telle serait la première étincelle de ces longues guerres civiles en Flandre, dont aucun historien n'a su convenablement apprécier la grandeur.

En effet, à dater de cette époque, notre histoire offre une foule d'exemples de ces divisions intestines contre lesquelles le pouvoir s'armait en vain, selon l'occasion, de rigueur ou de patience. Des inimitiés de cette espèce manquent rarement d'étendre au loin leurs germes : elles finirent par jeter de si profondes racines en Flandre qu'il n'est presque point d'institution civile ou politique de quelqu'importance qui n'ait plus ou moins ressenti l'effet de ces fatales divisions.

Toutefois, elles n'empêchèrent point nos communes de devenir de jour en jour plus puissantes. Ce fut même à la faveur de ces dissentions intestines, que la plupart d'entre elles étendirent si fort leurs anciens droits. La ville de Gand se signala surtout dans cette carrière d'usurpation et de violence. Aspirant à la suprématie communale en Flandre, elle respecta si peu les droits des autres villes qu'elle prétendit s'assujettir leur pouvoir judiciaire et leur force armée. A l'en croire, nulle levée d'aides ou de subsides en Flandre n'était valable que pour autant qu'elle l'eût sanctionnée. Elle parvint tantôt par la ruse, tantôt par la force, à placer ses bourgeois forains sous sa sauvegarde particulière, et à les distraire ainsi des juges que la nature et le domicile leur avaient donnés. Elle fit plus encore : lorsqu'elle rencontrait de l'opposition

à ses ordres, elle envoyait des satellites armés pour priver, en son nom, de la liberté quiconque inspirait quelqu'ombrage à la commune ou refusait de se soumettre à ce qu'elle avait ordonné.

Cependant ces magistrats si despotiques au dehors n'étaient au sein de la ville que trop souvent les instrumens d'aveugles factions. Ainsi dès qu'un symptôme de troubles intérieurs agitait les habitans, soudain la commune s'emparait de l'administration municipale et gouvernait la ville au gré de ses désirs.

Philippe-le-Bon et ses successeurs furent seuls capables de mettre des bornes à ces prétentions injustes. Ils n'y réussirent que trop bien dans les traités de Gavre et de l'Écluse, en imposant des conditions tellement humiliantes et décisives qu'elles jetèrent le découragement dans l'esprit jusque-là si opiniâtre et si indomptable des Gantois. Finalement Charles-Quint termina ce long enchaînement de guerres civiles. Incapable de réduire ses sujets de la Flandre par la persuasion ou la ruse, il se fit de l'insurrection de 1540, un prétexte pour les traiter en rebelles, confisquer leurs chartes, leurs lois, leurs priviléges et leurs droits de commune, désarmer le peuple et restreindre ou annuler les prérogatives des corporations libres et des magistrats. De plus, pour prévenir dans la suite des excès dont il prétendait effacer jusqu'au moindre souvenir, il bâtit aux pieds des murs de la ville de Gand une citadelle où des forces considérables étaient nuit et jour en éveil pour réprimer la moindre tentative de troubles et s'emparer des principaux moteurs de l'insurrection.

Telle fut la fin de ces sanglans débats entre les communes et les souverains du pays, débats dont le souvenir excite aujourd'hui peu d'intérêt, quoiqu'on doive leur attribuer la ruine de toutes

ces grandes et généreuses institutions municipales sans lesquelles on ne peut concevoir chez aucun peuple ni bonheur, ni puissance réelle, ni liberté durable.

Après avoir indiqué sommairement les causes qui ont amené l'institution des communes, les priviléges dont elles jouissaient, ceux dont la commune de Gand se prévalait en particulier; après avoir exposé l'origine de nos guerres civiles, signalé les empiétemens des Gantois sur les droits des souverains et brièvement indiqué la nature de ce pouvoir sans limite qu'ils s'étaient arrogé sur toute la province, il ne sera pas, je pense, sans intérêt de nous occuper dans la suite de ce chapitre de l'organisation municipale de la ville de Gand aux différentes époques de son histoire. Sans cela on ne comprendrait jamais le dernier épisode de ces longues dissentions civiles dans lesquelles les princes et les peuples, dominés par des intérêts inconciliables, ont joué des rôles si divers et si opposés.

Au temps de Baudouin de Hainaut, l'administration municipale de Gand était composée d'un conseil de treize échevins inamovibles (1). Lorsqu'à la suite du décès ou de la démission de quelqu'un

(1) Avant cette époque, c'est-à-dire vers 1200, la magistrature municipale semblait être à Gand une espèce de propriété héréditaire, dont quelques familles patriciennes, telles que les Bourlut, les Bette, les Sersander, les Sersimon étaient en possession.

On ignore si les lois politiques autorisaient cette espèce de transmission de propriété publique; mais il n'est pas difficile de croire que ces magistrats, étant inamovibles et jouissant du droit de nommer aux places vacantes, aient constamment eu pour règle de ne prendre les élus que dans les familles de leurs parens ou de leurs alliés. Gramaie affirme qu'il en était encore de même au temps du conseil des treize échevins, lorsque le comte Ferrant les soumit à une élection annuelle. Du reste, on trouve dans des actes de

d'entre eux, il était question de procéder à son remplacement, c'était aux membres du collége à y pourvoir et au prince à agréer le choix qu'ils avaient faits. Les jugemens de ces magistrats n'étaient sujets ni à l'appel ni à la révision ([1]).

Quoiqu'on ne connaisse point au juste quels actes répréhensibles ils commirent, le comte Ferrant, sollicité par les Gantois, publia une charte nouvelle qui rendit les échevins annuellement amovibles. D'après cette loi, le prince désignait dans chacune des paroisses de la ville un prud'homme auquel le droit d'élection était déféré. Ces électeurs, au nombre de quatre, élisaient les treize notables bourgeois qui, sous le nom d'*échevins*, étaient destinés à former cette magistrature nouvelle. Le droit d'éligibilité n'appartenait ni aux prud'hommes, ni aux membres du magistrat précédent ([2]).

Cette organisation ne répondit pas à ce qu'on avait droit d'en attendre. Trop d'intrigues signalèrent ces élections annuelles, et les animosités qu'elles firent naître eurent bientôt rempli la ville de troubles et de factions. Après seize ans d'existence on lui substitua une espèce de sénat perpétuel, dont la conception n'était sans doute dépourvue ni de simplicité ni de grandeur.

Les membres de ce conseil étaient au choix de cinq électeurs

1060 et de 1102 la preuve que les échevins n'étaient alors qu'au nombre de huit, appelés en flamand *acht mannen van 't schependom te Gent*. Voy. Meyer, *Ann.*, lib. 16, et *Notes sur les coutumes de Gand*, rub. 1re.

([1]) Meyer, dans ses *Annales*, dit, page 314, que les treize élus étaient pris dans les quatre paroisses, savoir : quatre des paroisses de St-Jean et de St-Nicolas; trois de la paroisse de St-Jacques et deux de celle de St-Michel.

([2]) L'institution du magistrat des *trente-neuf* date de 1228.

magistrats ou bourgeois, que le prince avait laissés à la nomination des échevins. Ces prud'hommes élisaient trente-quatre notables, qui, ajoutés à ceux qui venaient de les nommer, constituaient ce magistrat énergique et redoutable, connu dans l'histoire de Flandre sous le nom des *trente-neuf*. Tout étranger à la commune était incapable d'être élu; et des parens au second degré n'y pouvaient prétendre ensemble.

Les *trente-neuf* furent divisés en trois sections de treize, qui prirent les noms d'*échevins*, de *conseillers* et de *vagues*. Ces sections alternaient de fonctions tous les ans. Ainsi les échevins de la première année prenaient, après l'expiration de leurs fonctions, la place des *vagues*, les conseillers, celle des échevins et les *vagues*, celle des conseillers; de sorte qu'au bout de trois ans tous les magistrats parcouraient successivement le cercle entier de leurs attributions (1).

Les pouvoirs des *échevins* consistaient à rendre la justice civile et criminelle ainsi qu'à régir les biens, les droits et les revenus de la ville; ceux des *conseillers*, à décider les causes de successions, partages et administration des biens de pupilles. Les *vagues* n'exerçaient aucune fonction active. Ce magistrat mixte, institué pour obvier aux inconvéniens des échevins amovibles ou purement annuels, fit éprouver à la ville de Gand, tant qu'il subsista, sa bienfaisante influence. Une foule d'ouvrages et de monumens publics attestent l'étendue de ses vues et les

---

(1) *Diplôme de Ferdinand et de Jeanne*, comte et comtesse de Flandre et de Hainaut, du mois d'avril 1228. — *Archives de la ville de Gand*, extrait du *Livre-blanc*.

soins qu'il mit à l'agrandissement de la cité. Toutefois la prospérité de la ville de Gand vers cette époque ne fut pas sans mélange d'infortune : quelque favorable que fût l'institution des *trente-neuf*, instable et fragile comme tout ce qui sort des mains de l'homme, elle ne fut pas long-temps exempte de vexations et d'abus. Les travaux trop nombreux de cette administration épuisèrent, dit-on, ses finances; et le gouvernement qui n'épiait que la première occasion pour s'immiscer dans ses affaires, se crut suffisamment autorisé à intervenir. Malheureusement les priviléges y formaient obstacle, et le temps n'était pas encore venu où la force pouvait suppléer à cet égard au droit. Le comte essaya néanmoins, et demanda compte au magistrat de l'emploi des deniers de la ville. Les *trente-neuf* s'y refusèrent. Destitués sans jugement, ils réclamèrent l'appui du roi de France leur seigneur suzerain; ils furent réintégrés par arrêt du parlement de Paris, et la condamnation infamante que le comte de Flandre avait prononcée contre eux, fut réduite à une peine pécuniaire de 40,000 livres tournois dont les deux parties feignirent d'être mécontentes [1].

---

[1] Montesquieu, dans son *Esprit des lois*, liv. 28, chap. 28, dit en parlant de cet arrêt qu'il fut décidé que le comte *pouvait prendre cette amende et même plus s'il voulait*. Cet auteur se trompe; loin qu'il fût décidé que le comte *pouvait prendre cette amende et même plus*, l'arrêt du parlement a lui-même arrêté la fixation des 40,000 livres tournois; en voici l'espèce : Le comte avait condamné les magistrats de Gand pour crime de nature à les priver de leur état et à les soumettre à la confiscation de leurs biens. Mais cette décision arbitraire fut cassée par le parlement qui, évoquant le fond du procès, réduisit la condamnation au paiement de la somme de 40,000 livres tournois. Un arrêt postérieur porte en outre que cette somme ne sera pas payée par les magistrats en nom

Après des débats si violens, un arrêt souverain pouvait bien décider en fait touchant des droits réels ; mais il était impuissant pour rétablir entre le comte et le magistrat de Gand cette communauté sincère de sentimens et d'affection sans laquelle il n'est point d'administration municipale possible.

Elle ne subsista plus qu'en apparence entre les *trente-neuf* et Gui de Dampierre, ce qui semble avoir engagé Philippe-le-Bel à abolir cette magistrature, lorsqu'après la déchéance de son vassal il eut prit possession de la Flandre à titre de fief de son royaume.

L'institution que Philippe crut pouvoir y substituer arbitrairement était composée de vingt-six échevins, de droit éligibles tous les ans au 15 août. Leur élection se faisait par huit commissaires, nommés moitié par le prince, moitié par le magistrat. Dans les vingt-six élus le comte en désignait treize comme échevins, et treize autres comme conseillers ou *parchons* [1].

---

personnel, mais comme représentans de la commune et avec les deniers de la ville. Voici ce qu'on trouve de très-authentique à cet égard dans le *Registre-blanc*, aux *archives de la ville de Gand.*

Per nostram curiam (parlement de Paris) *fuit terminatum quod dicti* 39 *legem et statum suum hereditates et mobilia sua amittere non debebant, sed solummodo emendam pecuniariam solvere, quæ taxata fuit ad summam* 40,000 *lib. turnensium. Postmodum fuit declaratum per nostram curiam quod dicta emenda de bonis totius communiæ Gandensis erat solvenda, etc. Actum Parisiis anno domini* 1284 *mense februario.*

[1] Cil huit (éliseurs) ou la plus grant partie de eulx presenteront en la maison de eschevins ces vingt et six partis en deux treizeines a celuy qui en la ville sera de par nous se aucun y est, le quel pourra eslire les qui eux que il voudra des deux treizeines pour demourer eschevins de la dite ville celle année et les autres treize demourront conseillers de la ville celle année. *Privilége de Philippe-le-Bel.*

Quand le prince ne voulait ou ne pouvait faire ce choix, les électeurs étaient autorisés à y pourvoir. Les qualités de l'élu étaient d'être classé au rang des notables.

Tout électeur de l'année précédente était incapable d'être nommé en la même qualité ; aucun échevin, à l'expiration de ses fonctions, n'était rééligible; il fallait qu'il y eût un intervalle au moins de deux ans. Néanmoins les *conseillers* l'étaient après une année révolue. Les premiers, nommés *échevins du haut banc*, avaient l'administration de la justice, des finances et des biens de la ville ; les seconds, nommés *échevins des parchons*, connaissaient des successions, des partages et des biens pupillaires. Ces magistrats rendaient leur compte à la fin de l'an aux nouveaux élus en présence du prince et de la bourgeoisie (1).

De l'aveu de nos meilleurs historiens, cette institution municipale, dont la tendance naturelle était de renouveler tous les anciens abus, ne valait pas celle qu'elle avait remplacée. Elle subit en outre, dans le cours de son existence, plusieurs innovations, dont la plus importante eut lieu vers le milieu du quatorzième siècle; les habitans de Gand furent alors divisés en trois membres, dont le premier comprenait la bourgeoisie, le second les métiers et le troisième les tisserands. Depuis cette époque, les échevins furent régulièrement choisis dans les affiliés de ces trois catégories politiques (2).

---

(1) *Mémoires de Philippe de Commines*, tom. 4, fol. 230, éd. de Bruxelles, 1723.

(2) Les bancs des échevins étaient composés de trois membres de la bourgeoisie, de cinq maîtres artisans des métiers, et d'autant de membres du métier des tisserands en laine. Toutefois ce mode d'élection subit des innovations importantes depuis qu'on ad-

D'Artevelde ensuite, dans la vue d'organiser la force armée des Gantois, classa les sections du peuple en divisions militaires et leur préposa des chefs sous le nom de *doyens*. Cette constitution, née des orages politiques, était empreinte du cachet de l'homme dont on a long-temps méconnu le génie. Après sa mort, on fut forcé de respecter ses œuvres, parce qu'on trouva qu'il avait soumis à une discipline sévère des gens habituellement livrés aux désordres et à l'insubordination [1].

Quoi de plus simple en effet qu'une commune divisée en trois tribus, bourgeois, métiers et tisserands, qui tous en matière judiciaire avaient les mêmes juges civils et criminels; qu'une bourgeoisie, représentée par un doyen suprême, de droit premier échevin; que cinquante-deux métiers divisés en autant de sections distinctes, ayant chacune à sa tête un doyen particulier, et n'étant soumis, en matière de police relative à leurs métiers, qu'au jugement de pairs qu'ils s'étaient volontairement donnés [2]? Si nous ajoutons que pour entrer dans ces métiers il fallait un apprentissage en règle, jurer de défendre les droits de la corporation, s'obliger au service personnel et voler sous les étendards de la commune, partout où le danger menaçait le pays, on conçoit

---

mit dans les corporations les membres de la noblesse au moyen d'une simple inscription sur le registre du métier ; car depuis ce temps les nobles qui briguaient les faveurs populaires (et Jacques d'Artevelde qui s'affilia au métier des brasseurs en est un exemple), ne manquèrent pas de se faire inscrire au nombre des artisans pour d'autant mieux assurer leur nomination à la magistrature. Voy. *Traité de l'origine, des progrès et de la décadence des chambres de réthorique en Flandre*, par M. Cornelissen, pp. 43 et 44.

(1) *Devoranda tamen illi erat molestia, nam mutare non potuit.* Meyer, ad ann. 1343.

(2) Chaque doyen avait sous ses ordres plusieurs jurés en qualité d'assesseurs.

l'énergique impulsion que donnait à l'esprit du peuple un ordre de choses où tout ce qu'il y avait de citoyens était appelé à défendre les lois, la constitution et les libertés du pays.

Ce n'est pas tout, ces membres jouissaient en outre de tous les droits politiques : s'agissait-il d'accorder des aides, il fallait leur consentement. Pour cela, il était d'usage que le magistrat les fît convoquer, et que chaque membre prît la demande en considération.

La bourgeoisie s'assemblait en différens carrefours de la ville. L'*hoofman* de la section présidait l'assemblée, tenait la police, recueillait les voix et arrêtait la décision. De là tous les députés des quartiers se rendaient à l'assemblée générale de la bourgeoisie, et sans autre mission que celle de rapporteurs, énonçaient l'avis de leurs commettans. Le grand-doyen, comme président, dépouillait les suffrages et la majorité des sections formait l'avis général de la *bourgeoisie*.

La même chose avait lieu pour le *membre* des métiers. Les cinquante-deux corporations, présidées par autant de doyens, délibéraient et votaient à part sur la proposition; leurs avis étaient envoyés à l'assemblée générale des métiers et le dépouillement des suffrages y faisait connaître l'avis de la majorité.

Les tisserands avaient aussi leurs comices, des hôtels, des jurés, des votes de sections et une assemblée générale où la demande du gouvernement était ou admise ou rejetée.

Ces premières opérations terminées, on fixait le jour de la réunion des trois membres. Là, présidés par le grand-bailli, tous les députés des trois membres venaient déposer les votes de leurs commettans; on dépouillait les suffrages, on faisait droit aux ré-

clamations, et le président proelamait l'avis des membres qui réunissait la majorité des opinions.

Chaque membre avait un pensionnaire pour rédiger ses déeisions; et e'était sur ees actes, transmis par les députations, qu'était rédigé définitivement la résolution de eette assemblée fameuse, nommée la *Collace*, dont il ne sera parlé que trop souvent dans le eours de eet éerit.

MÉMOIRE

SUR

LES TROUBLES DE GAND

DE 1540.

CHAPITRE PREMIER.

Charles d'Autriche est nommé roi de Castille contre le vœu de la noblesse. — Son départ pour l'Espagne. — Craintes que conçoivent les Gantois. — Finances de l'empereur. — Nouveaux impôts. — Ses ressources avant la guerre et sa puissance après la paix de Cambrai. — Il envoie des armées navales en Afrique. — François Ier saisit ce moment pour envahir l'Italie et les Pays-Bas. — Subside de 1,200,000 florins demandé aux États des provinces pour résister à cette agression. — Opposition de la bourgeoisie, *premier membre*, de la ville de Gand. — Les *métiers* et les *tisserands* consentent à fournir leur quote-part en hommes de la Flandre. — État du système militaire en Europe avant les armées permanentes. — Tentatives des Gantois pour y ramener les souverains. — Opposition du gouvernement. — Emprisonnement de plusieurs contribuables du quartier de Gand. — Appel à l'empereur du magistrat et des doyens de cette ville. — Réponse du grand-conseil de Malines et lettres de l'empereur qui ordonnent au procureur-général de contraindre les habitans au paiement du subside par tous les moyens en son pouvoir.

Dès que les états de Castille eurent proclamé Charles d'Autriche, prince royal des Asturies, il n'y eut pas de projets si chimériques que les Gantois ne formèrent pour récupérer, à la faveur de cet événement, les droits qu'ils avaient naguère perdus à la suite des guerres civiles. Ces mouvemens d'espérance se conçoivent à l'égard des peuples qui s'imaginent avoir long-temps vécu sous l'oppression. Mais on sent bien qu'ils sont toujours

vus d'un œil jaloux par les princes, dont les penchans à la générosité ne sont d'ailleurs que trop souvent contrariés par les intérêts politiques. Il en était du moins ainsi vers le commencement du seizième siècle. Les habitans des villes avaient jeté sur le passé d'inutiles regards d'espérance; tous leurs efforts s'étaient vus paralysés par la honteuse inertie des gens de la campagne et l'active opposition qu'ils rencontrèrent de la part des gouvernans. Les souverains, pénétrés d'ailleurs de l'impuissance où l'on était de limiter leurs prérogatives, ne s'étaient pas fait faute de les étendre au delà de toutes les bornes. Ils en avaient agi de la sorte parce qu'ils étaient intimement convaincus que la balance politique penchait violemment en Europe vers l'agrandissement des droits de la couronne et la concentration du pouvoir souverain. Cependant le prince Charles, nommé, contre le vœu de la noblesse, roi de Castille du vivant de sa mère, ne dut cette élévation prématurée qu'aux intrigues de Ximenès, son ministre espagnol. Quoique la reine Jeanne fût incapable de régner par elle-même, les nobles castillans n'en soutenaient pas moins avec ardeur ses droits à la couronne, et proclamaient hautement qu'il fallait en exclure son fils, dont l'origine et l'éducation étrangères ne convenaient ni aux lois, ni aux mœurs de leur pays. Ximenès sut toutefois, par sa fermeté, conjurer l'orage; mais il était plus que temps que le roi vînt, par sa présence, dissiper cette opposition. Charles, informé de ce qui se passait en Espagne, résolut de ne plus différer le moment de son départ.

Cette résolution subite ne pouvait manquer d'effrayer les Gantois. Elle dissipa soudain leurs espérances, et fut pour eux

le sujet du plus vif désespoir. Leurs appréhensions n'étaient malheureusement que trop bien fondées. Charles, une fois monté sur le trône espagnol, devenait inaccessible aux remontrances de ses sujets des Pays-Bas. Tous ses soins devaient naturellement se porter sur des peuples qui, vivant continuellement sous ses yeux, avaient par cela même plus de moyens de capter sa bienveillance et de s'assurer les effets de sa générosité. Les sacrifices faits en faveur de ceux-ci, ne pouvaient donc avoir pour premier effet que de limiter les effets de sa munificence à l'égard des autres. Éloigné d'ailleurs du pays et possesseur d'une infinie puissance, le prince mettait pour toujours obstacle au retour de ces insurrections partielles et fréquentes, dont les Gantois ne s'étaient jadis que trop habilement servis pour se faire concéder des priviléges exorbitans et un pouvoir politique immense. Les guerres que Charles-Quint fut forcé de soutenir plus tard, ne justifièrent, en outre, que trop les sinistres prévisions des Gantois. En effet, loin de pouvoir dégrever ses peuples, l'empereur dut leur imposer de nouveaux impôts. Des entreprises ruineuses, des intrigues ourdies dans les cours étrangères, l'or répandu à pleines mains pour s'assurer le suffrage de quelque ministre influent, les prodigalités personnelles de l'empereur, le peu de soin qu'il prit à surveiller ses ministres et la rapacité qu'il semblait autoriser, par son indifférence à y porter remède, tout contribuait à rendre son administration des finances un gouffre que les plus grands, comme les plus fréquens sacrifices ne parvenaient point à combler. A cette immense dilapidation de fonds publics, Charles-Quint ne pouvait, dans le principe, opposer que des ressources faibles,

incertaines. Partout, en Espagne, en Belgique, la levée des subsides dépendait de l'assentiment des Cortès et des États. Ces deux peuples, et en partieulier les Belges, n'en avaient pas moins souffert, depuis long-temps, des exaetions en tout genre. Pour restreindre eette exigenee du pouvoir, il ne leur restait que le moyen de s'opposer légalement à des demandes qui surpassaient leurs faeultés de bien loin.

D'autre part, le système militaire de l'Europe ne s'affranehit à eette époque de sa dépendanee seigneuriale, que pour ajouter eneore aux embarras finaneiers des gouvernemens. S'il amena dans la politique des peuples quelques ehangemens favorables, il n'en opéra pas moins dans leurs finanees une fâeheuse révolution. Jusqu'alors le régime féodal était resté en pleine vigueur; et, quoique plusieurs réunions de grands domaines eussent, dans leurs eonséquenees, altéré ses prineipes, les plus puissans prinees ne eessaient de demeurer, à l'égard du pouvoir militaire, dans la dépendance entière de leurs vassaux.

Charles-Quint, à son avénement au trône, ne trouva dans ses eoffres ni trésors, ni épargnes. Toutes ses riehesses eonsistaient en de modiques revenus. Avee des ressources de ee genre on ne fait pas long-temps la guerre; et eelle qui préeéda la paix de Cambrai fut néanmoins beaueoup plus longue qu'aueune autre expédition militaire des sièeles antérieurs. Cette paix affermit la puissanee de Charles-Quint, désormais sans rival en Europe. Voyant son ambition satisfaite de ee eôté, l'empereur tourna ses regards vers un autre hémisphère, et saisissant pour prétexte les intérêts de la religion outragée par les eontinuelles attaques des peuples de l'Afrique, il envoya de nombreuses

armées navales contre eux. Toute la chrétienté applaudit à ce zèle manifesté d'une manière aussi éclatante, et attendait avec la plus vive anxiété l'issue de cette expédition, quand François Ier, au mépris de la paix de Cambrai, profita de l'absence de cette force armée de l'Espagne pour envahir l'Italie et les Pays-Bas. Cette agression inattendue trouva la Belgique tout-à-fait désarmée. Plusieurs villes frontières, du côté de la Picardie, tombèrent sans coup férir au pouvoir des Français. Il n'y avait pas de temps à perdre. Une armée d'au moins trente mille hommes était à créer, et les subsides nécessaires à son entretien pendant six mois, devaient s'élever à 1,200,000 florins pour le moins. Tous les États des provinces consentirent à la demande que leur en fit le gouvernement de la Régente. La ville seule de Gand refusa sa quote-part dans la portion du subside mise à charge du comté de Flandre [1]. Encore n'y eut-il que le premier des trois membres politiques de cette ville qui vota négativement sur la demande du gouvernement d'une manière péremptoire et absolue. Les *métiers* et la *corporation des tisserands* furent bien du même avis que la bourgeoisie dans le sens du refus des subsides en numéraire; mais ils reconnurent en même temps la nécessité d'aider le gouvernement à repousser l'agression étrangère. Ce fut dans cette vue qu'ils demandèrent à fournir leur quote-part du subside en hommes de la Flandre sur le pied de *l'ancien transport.* Pareille offre, d'après l'usage, imposait à ceux qui la faisaient l'obligation d'armer à leurs frais et d'entretenir pendant tout le temps que durait la campagne, autant de gens d'armes

---

[1] Cette portion était de 400,000 fl., et la quote-part de la ville de Gand de 56,400 fl.

qu'en prescrivaient les ordonnances sur les milices en temps de guerre. Cette condition mise à l'acceptation du subside par la majorité des trois membres politiques de la ville de Gand, ne parut d'abord au conseil d'État souffrir aucune difficulté sérieuse. L'hésitation et l'incertitude ne commencèrent à se manifester que lorsqu'il fut question d'en venir aux mesures d'exécution. Au lieu de presser l'enrôlement des Gantois, les conseillers de la Gouvernante mirent en délibération ce qu'il convenait de faire. Les uns ne croyaient plus guère possible de refuser ce qu'on semblait avoir admis sans protestation; les autres voyaient dans cette acceptation conditionnelle des Gantois plus de dangers que s'ils eussent répondu par un refus formel. Dans cette perplexité, le ministère de la reine régente feignit de n'avoir pas compris le sens des termes : *assister par gens du pays de Flandre selon l'ancien transport.* La commune de Gand interpellée de nouveau, déclara, le 29 avril 1537, *que les trois membres de la ville entendaient ce faire par le grand estandart et par gens du pays comme autrefois* [1]. C'était précisément ce que le conseil de la reine voulait éviter à tout prix.

En effet, les nobles et les *communes* étaient obligés d'assister le souverain à la guerre; mais depuis l'érection des *bandes d'ordonnance*, on avait mis cet usage en oubli. Si l'État trouvait plus de garantie à recevoir des aides en numéraire, le peuple exempt de les fournir en nature, paraissait à son tour délivré d'un fardeau pénible. Cet avantage n'était toutefois qu'un piége habilement tendu à ce dernier. La facilité qu'on mit d'abord

---

[1] D'Hollander, *Mém. sur la révolte des Gantois*, p. 23. La Haye, 1747.

à voter les aides en eut bientôt doublé la quotité. Les troupes à la solde des États, s'inquiétèrent peu des ehauees plus ou moins longues d'une expédition militaire; tranquilles sur leur avenir, elles ne demandèrent au présent que les sûretés qui pouvaient les mettre à l'abri des vieissitudes de la guerre. On vit dès lors en Europe des armées plus nombreuses, mieux diseiplinées, plus guerrières, mais on vit en même temps le soldat montrer moins de dévouement à ses chefs, que d'estime pour une haute paie militaire; en un mot, d'un serviee honorable et gratuit, on avait fait un métier lueratif et mereenaire. Malheureusement ce système n'avait dessilé tous les yeux que lorsqu'il était trop tard pour y porter remède; e'était néanmoins dans ee but que les Gantois avaient refusé les aides en numéraire. Le gouvernement, qui n'ignorait pas cette eireonstance, ne eommit pas la maladresse d'agiter eette question. Il en référa tout simplement à la décision de l'empereur; mais plus de trois mois s'éeoulèrent en négoeiations inutiles. Les Gantois, que ne pouvaient émouvoir ni les instances, ni les menaces, persistèrent à maintenir leur première déeision. Dans eet état de choses, le conseil prit la résolution fâeheuse de revenir sur ses pas, et de réputer l'assentiment des Gantois inutile. A l'en eroire, les États de Flandres, quoique eomposés de quatre membres politiques, pouvaient voter les aides à la majorité de trois voix eontre une, et obliger néanmoins eeux qui avaient formé la minorité contraire à la demande du gouvernement (¹). De longs débats s'étaient aneiennement agités sur ee point, sans qu'on eût pris

(¹) *Voy.* Mém. de D'Hollander, pag. 22.

unc résolution définitive; et l'usage de ne réputer obligés que ceux qui avaient consentis, paraissait avoir sans interruption prévalu. Le gouvernement, fatigué de tant de lenteurs, passa des menaces verbales aux voies d'exécution. Il somma les magistrats de fournir la quote-part des habitans de la ville dans le subside accordé par les États de Flandre, mais ces sommations restèrent sans effet. Cependant les aides constituaient des deniers dont le paiement n'admettait point de retard. De plus longs délais compromettaient à la fois l'honneur, le crédit et la sûreté du gouvernement : d'autre part, tous les moyens d'arrangement avaient été en vain mis en œuvre, et les négociations loin d'avoir eu quelque succès, n'avaient fait qu'accroître l'opiniâtreté des Gantois. Désormais décidés à employer la force, les ministres de la reine firent emprisonner à titre d'otages, plusieurs habitans notables de Gand et des châtellenies de la Flandre. Dans l'état d'effervescence où était le peuple, il n'en fallait pas tant pour jeter l'effroi dans toute la province. La commune de Gand ne tarda pas un instant à en faire ses plaintes à la reine; elle cita, pour justifier sa démarche, l'obligation qu'elle s'était imposée par ses priviléges de protéger ses bourgeois forains contre toute oppression étrangère. Quelque égard que pussent mériter ces réclamations, le conseil des ministres refusa de les accueillir. Sous prétexte d'incompétence, on renvoya les Gantois devant les tribunaux ordinaires, mais on leur laissa néanmoins le choix d'exposer leurs griefs à l'empereur en personne ou de les soumettre à la décision des membres du conseil privé. C'était le plus sûr moyen de traîner l'affaire en longueur. La commune de Gand paraissait disposée à se prêter à ce mode

d'arrangement; mais elle exigea avant toute négociation, la mise en liberté de ceux qu'on avait jetés en prison. A cette nouvelle demande elle n'obtint qu'un nouveau refus. Pendant qu'on était encore à négocier sur cet incident, la France consentit à une suspension d'armes. Les magistrats des autres villes de Flandre saisirent cette occasion pour parler en faveur des Gantois; mais le conseil de la reine demeura inflexible. Alors, prenant la justice à témoin, la commune de Gand fit rédiger un acte d'appel à l'empereur, où des faits graves contre les ministres furent divulgués sans ménagement. Cette accusation publique leur inspira des craintes d'autant plus sérieuses, qu'ils semblaient ne plus pouvoir user des voies de douceur sans compromettre leur réputation d'intégrité. Pour parer à cet éclat scandaleux, on sursit à toutes poursuites, et le grand-conseil de Malines fut chargé de rédiger un manifeste en réponse à cet appel.

Le grand-conseil remplit cette commission comme font d'ordinaire les cours de justice qui n'ont pas le courage de secouer l'influence du pouvoir. Les Gantois y furent condamnés sur tous les points en litige. La cour déclara leur acceptation nulle, parce qu'elle était *obscure et ambiguë*, et les tint néanmoins obligés à payer des subsides auxquels ils n'avaient pas consentis. Les priviléges que les Gantois invoquaient, de n'être tenus aux aides qu'avec leur consentement, furent également annulés, attendu qu'ils étaient contraires au bien public (1). Les ministres

(1) *Voyez* D'Hollander, *Mém. sur la révolte des Gantois*, pag. 41. En Brabant, le consentement des ecclésiastiques, des nobles et des villes était non-seulement nécessaire pour la validité des aides, mais en outre il fallait que les trois villes capitales les eussent consenties à l'unanimité. Bien plus, quoique les deux premiers ordres des

ne furent pas toutefois si persuadés de leur bon droit, qu'ils ne consultassent encore les conseils collatéraux et les membres de de la Toison-d'Or. Deux lettres de l'empereur arrivèrent à propos pour les tirer de cet embarras : l'une était à l'adresse des magistrats de Gand, et leur enjoignit de consigner en espèces leur quote-part des 400,000 florins, promettant de la leur restituer plus tard, en cas que leur appel fût jugé recevable et ses motifs fondés; l'autre manda au procureur-général de poursuivre le paiement du subside, et d'y contraindre les habitans par tous les moyens en son pouvoir. Ces ordres étaient péremptoires; mais comment les Gantois auraient-ils pu s'en rapporter à la justice de cette même cour qui venait de les condamner si ouvertement? D'ailleurs, en supposant que la question dépendît du pouvoir judiciaire, aucune loi n'en avait investi le conseil, et l'option des Gantois n'avait encore attribué ce droit à personne. Cependant, quand les lois ne sont pas attributives de juridiction, il n'y a que le consentement des parties qui peut suppléer à leur silence. Nul n'est tenu de paraître devant

---

États, les ecclésiastiques et les nobles, deux villes capitales, Anvers et Louvain, ainsi que le magistrat et le large-conseil de Bruxelles donnassent leur consentement, les *nations*, qui faisaient le troisième membre de Bruxelles, pouvaient, par leur refus, rendre tous ces consentemens inutiles. Les priviléges des Gantois n'allaient pas si loin; mais le grand-conseil avait mauvaise grâce de les déclarer nuls, parce qu'ils étaient contraires au *bien public*. Il était de la nature de nos priviléges en général d'être contraires au droit commun, et la manière dont on les obtenait et leur nom même, indiquent assez qu'il n'en pouvait être autrement. (Manuscrit fort intéressant sur l'ancien gouvernement des Pays-Bas vers 1720, son organisation, celle des conseils collatéraux. etc., etc., appartenant à feu M. Hey-Schautheer, membre de l'Institut de Hollande et secrétaire de la régence de Gand. F° 194 et 195.)

des juges qu'il peut récuser. Cette maxime de droit était surtout vraie dans ce cas particulier, où les motifs de récusation se présentaient en foule.

A la vérité, le refus des bourgeois ne paraissait fondé que sur un privilége abrogé; mais les deux autres membres de la ville avaient consenti à fournir des hommes, et y avaient ajouté l'offre de les payer. Dans ce cas, la majorité faisait la loi; le subside était donc bien loyalement accordé. Devait-il l'être aux termes de la demande du Gouvernement? ou pouvait-on, d'après l'ancien usage, n'accorder que des hommes au lieu d'une certaine somme d'argent? C'était là le véritable état de la question. Pour la résoudre, l'empereur soutint (1) que de son temps cela ne s'était pas vu; qu'à une époque plus ancienne cet usage n'avait eu lieu qu'en des temps de troubles, et qu'un précédent de cette espèce était plutôt fait pour détruire un droit que pour l'établir; enfin il ajouta que les aides même accordées en hommes, se résolvaient, d'après l'usage, en espèces.

La commune répondit qu'anciennement les princes n'avaient de milices que celles des communes et des vassaux; que Philippe de Bourgogne n'en avait pas eu d'autres; qu'au siége de Calais, à Pont-d'Épières, à Blanghy, à Courtrai, plus d'un Gantois avait versé son sang pour la patrie; que le rang autrefois établi dans les marches militaires marquait le droit qu'elle invoquait, et, que loin de convertir les milices en argent, les communes envoyaient à la suite des armées des commissaires, pour protéger les reerues, leur rendre justice et les payer de leurs

---

(1) D'Hollander, *Mém. sur la révolte des Gantois*, pp. 52 et suiv.

deniers (¹). Un usage en détruit un autre quand son existence se rattache à une série non interrompue d'antécédans; mais il faut que l'usage remplacé ne soit pas la règle, l'intrus, l'exception; car rien n'empêche alors qu'ils ne subsistent en même temps. Lorsque Charles-le-Téméraire demanda le premier aux États de son pays de quoi toujours tenir sur pied huit cents hommes, ce fut moins de droit commun que par exception. Exposé aux attaques continuelles de son ennemi, le bien public justifia cette déviation de la règle; mais pour avoir été depuis conservée, maintenue, en était-elle moins restée une exception? C'est, de bonne foi, ce qu'il eût fallu décider. Mais, envisagée sous ce point de vue, le seul qui fut litigieux, la question n'était pas douteuse. Les Gantois soutenaient qu'en offrant des hommes, ils étaient dans le droit commun, tandis que le gouvernement, en demandant des subsides, se plaçait dans l'exception; les aides en numéraire furent jadis réputées une faveur, et il était en effet moins dangereux de payer que de se battre. Mais comme certains bienfaits peuvent obliger à une reconnaissance onéreuse, la justice et la raison autorisent à renoncer à des conventions qui donnent aux faveurs toute l'amertume des disgrâces. C'est ce que la commune de Gand avait bien compris; mais on ne lui laissa pas le choix de revenir à l'ancien usage, et c'est à son acceptation plus qu'à son refus qu'on doit attribuer tous les maux qui plus tard pesèrent sur elle.

(¹) Avant qu'il y eût des corps d'armée permanens, dit l'auteur du manuscrit cité ci-dessus, ce furent les chefs qui l'administraient à ceux qui avaient suivi leurs drapeaux chacun dans son département. A l'égard de la justice civile, elle était tenue en état pendant la guerre au moyen de l'exception *in hostico*.

CHAPITRE II.

Nouveaux besoins du gouvernement. — Élargissement des prisonniers. — Nouvelles exécutions. — Troubles qui en résultent. — Formation des clubs et des assemblées. — Renouvellement du magistrat. — Débats qu'amènent les élections entre les différens prétendans. — Refus des métiers de choisir des candidats à la place de doyen suprême. — Premiers actes d'insurrection. — Emprisonnement de sept échevins. — Le magistrat essaie, mais inutilement, d'organiser une réaction. — Suites fâcheuses qui en résultent. — Premières tentatives des factieux. — Leurs progrès. — Accusations contre les magistrats. — Supposition d'un faux rapport au gouvernement, touchant le consentement des métiers et des tisserands au subside. — Soustraction du prétendu privilége nommé *l'achat de Flandre*. — Origine de cette fable populaire. — Le peuple, afin d'annuler l'élection de Vanuffel, consulte la paix de Casand. — Incident qui arrive pendant cette opération. — Prétendue violation du secret de la ville.

Pendant que le conseil de la reine était à négocier, le gouvernement éprouva de nouveaux besoins. Une nouvelle demande pouvait compliquer les difficultés de l'ancienne, et tout présageait de la part des Gantois un nouveau refus. Pour ne pas s'y exposer, le conseil consentit à élargir les prisonniers; mais ce qui dans toute autre circonstance eût été accueilli comme un bienfait, parut à beaucoup de monde alors une faiblesse extrême. Les conditions de l'élargissement étaient en outre si peu généreuses, que les détenus, plutôt que de s'y soumettre, préférèrent de rester en prison. C'était le sort des ministres de rencontrer des obstacles à chaque pas. Trompés de nouveau dans leur attente, il fallut se résigner à la rigueur; déjà trop long-temps ils avaient,

par de fausses mesures, laissé dériver le vaisseau de l'État; tout désormais les exhortait à donner à leur politique une direction qui sauvât les habitans de la guerre civile et le pays d'un bouleversement général. Quelque longanimité qu'eût montrée le gouvernement dans l'exécution des moyens extrêmes, les Gantois s'étaient attachés à la surpasser par une extrême modération. Mais tout ce qui tient ici-bas aux passions humaines, n'est malheureusement que trop sujet à l'instabilité. Cette modération mise à tant d'épreuves, n'était pas destinée à durer toujours, et l'issue de la lutte paraissait désormais dépendre de la sagesse ou de l'impéritie des hommes qui dirigeaient les conseils du gouvernement.

L'exécution fut d'abord dirigée contre les districts les plus éloignés de la ville de Gand. L'ordre prescrit par les instructions secrètes, enjoignait de n'en venir à la capitale de la Flandre qu'après que les huissiers eussent fait leur devoir partout ailleurs. Cette mesure dénotait une grande circonspection; elle n'eut pourtant pas le résultat que le conseil eut droit d'en attendre. Quelque prudence qu'on mît dans l'exécution de ces mesures extrêmes, des menaces, des voies de faits, des emprisonnemens ne laissèrent pas que de semer partout l'épouvante. Le peuple, toujours disposé à exagérer les torts des gouvernans, peignit ces violences sous les couleurs les plus sombres. La terreur est une prompte messagère, aussi eut-elle soudain agité toute la province : artisans, cultivateurs, riches, pauvres, tout se retira dans les villes; et la campagne fut livrée à des essaims de malveillans, qui ne se montrent jamais en foule que pour attester la présence de quelque commotion politique.

La crainte naturelle au peuple se répandit au loin. Les émigrans accréditèrent tout ce qui pouvait justifier leur effroi; et leurs récits, transmis de bouche en bouche, prirent les couleurs des passions dont la foule était agité.

Cet état d'anxiété dura malheureusement assez de temps pour que des hommes pervers pussent agiter la bourgeoisie et semer sur les affaires de l'empereur et celles de l'État, les bruits les plus alarmans ([1]).

Autrefois la masse du peuple avait beaucoup plus de part aux affaires publiques qu'aujourd'hui. Les villes jouissaient pour la plupart de tant de droits politiques et en avaient réparti la faveur sur tant d'individus, que la démocratie était presque exclusive-

---

([1]) C'est ainsi qu'on chercha pendant quelque temps à accréditer le bruit de la mort de Charles-Quint, et que les orateurs du peuple répandirent dans toute la Flandre que la commune de Gand avait enlevé la régence à la reine et administrait le pays au nom et du consentement de l'empereur. (*Voy.* aux *Enquêtes criminelles*, le procès des accusés pour haute trahison; *Livre des Crimes* de 1539, interrogatoire de Guill. Demey, du 5 mars 1539; archives de la régence de Gand.)

La date du 5 mars 1539 est du vieux style, c'est-à-dire, lorsque l'année commençait la veille de Pâques. Ainsi l'époque du 5 mars dont il est ici question appartenait, d'après l'ancienne méthode de compter, à l'année 1539, et d'après la nouvelle, à l'année 1540. Avant 1575, on commençait l'année en Belgique à différentes époques : tantôt au premier janvier, tantôt à la veille de Pâques; à Gand, l'année civile ne commençait qu'à la mi-août, jour auquel on procédait au renouvellement du magistrat. Le gouvernement, voulant remédier aux inconvéniens qui résultaient de ces divers systèmes, porta, le 16 juin 1575, une loi par laquelle il interdit de commencer l'année à d'autres époques qu'au premier janvier, voulant qu'à cet égard on observât dans tout le pays une règle précise et uniforme. Voy. *Récueil des plac. de Flandr.*, tom. II, pag. 727.

Observez, en outre, qu'en 1583 on retrancha dix jours du mois de février, en sorte que le 11 de ce mois prit la place du 21.

ment de l'essence de leur gouvernement. Dès qu'une question de priviléges venait à s'élever, la commune était en mouvement. On discutait en public avec liberté; tout citoyen émettait son avis, et si dans ce temps la voie de la presse était inconnue, du moins les opinions n'étaient soumises à aucune des entraves imaginées depuis pour empêcher leur libre manifestation. Le droit d'improuver les actes du pouvoir n'était contesté à personne. Dans les clubs, les conciliabules, les assemblées des bourgeois, partout des tribunes publiques étaient ouvertes à ceux qui avaient des infractions à dénoncer; il ne fallait pour cela ni avoir des propriétés ni payer des impôts; tout habitant, bourgeois, compagnon de métier ou tisserand quel qu'il fût, exposait ses griefs dans des réunions de quartier sans qu'un agent du pouvoir eût le droit de le troubler ou qu'il existât une loi pour dissoudre ces assemblées. Alors la parole tenait lieu d'écrit. C'était à la place publique qu'on s'instruisait des affaires du temps.

C'est en vertu de ces droits que les habitans de Gand se réunissaient en conciliabules dans le but de s'expliquer leurs priviléges. Là, des orateurs du peuple exposaient les droits de la commune, invoquaient le serment des souverains et l'ancienne liberté de leurs pères. Quelqu'acte détruisait-il ces priviléges, une foule de preuves étaient citées qui détruisaient son existence ou sa légalité. C'est ainsi, qu'un décret de l'empereur, appelé par dérision *la peau de veau* [1], fut réputé illégal parce qu'il n'était pas l'œuvre de la commune, et que la paix de Casand passa pour

---

[1] Immédiatement après la Joyeuse-Entrée de Charles-Quint, des malveillans

un traité de circonstance quoiqu'elle réunît tous les caractères d'un pacte durable et réel.

S'agissait-il de voter des subsides, l'*achat de Flandre* [1] en restreignait l'acceptation en ne soumettant point le petit nombre à l'assentiment du plus grand. Ces débats ne laissèrent pas d'agiter vivement les esprits; et comme à tout instant on recevait du dehors des nouvelles alarmantes, le peuple eut bientôt mis le comble à son exaspération. Dans tout État démocratique, le temps des élections favorise les troubles. Près de deux ans et cinq mois s'étaient écoulés depuis la première demande des aides, et les négociations sans fruit avaient atteint le 15 du mois d'août 1539; à cette époque, le magistrat de Gand et les doyens déposaient leurs fonctions et la commune en choisissait d'autres.

Dans des momens ordinaires, peu de gens eussent vu dans ce renouvellement autre chose qu'une occasion pour faire éclater leur zèle en faveur du bien public. Mais dans les circonstances

---

avaient répandu le bruit que la paix de Casand n'était plus obligatoire, et que les Gantois étaient rentrés dans tous leurs anciens priviléges; le prince ne crut pouvoir mieux faire pour détromper le peuple que de rappeler les stipulations du traité, et de commander son exécution. C'est ce qu'il fit par un décret que les factieux, en haine du souverain, appelèrent durant les troubles *la peau de veau*, sans doute à cause du parchemin sur lequel ce décret était écrit. *Voy.* Pièces justificatives, lettre *C.*

[1] L'*achat de Flandre*, dont il sera parlé plus loin, était un prétendu privilége que les Gantois invoquaient au commencement des troubles, sans qu'ils aient pu jamais en démontrer l'existence. D'après cet acte, ils prétendaient que chaque membre de Flandre n'était obligé à des subsides que par son consentement personnel, sans que la majorité des suffrages eût quelque influence sur le refus de la minorité.

où l'on se trouvait alors à Gand, cette opération occasionna parmi le peuple une effervescence extrême.

Plusieurs métiers s'étaient depuis long-temps divisés à cause des élections. Les prétendans aux places de doyens suprêmes étaient nombreux, et ils n'avaient négligé aucun moyen pour se faire des partisans. Loin de nuire à la tranquillité publique, ces divisions, naturelles aux gouvernemens populaires, n'en assuraient que davantage la durée, par le zèle que montraient les magistrats à justifier la confiance du peuple. Mais comme les animosités de corps changent souvent d'objet lorsqu'elles s'identifient aux affaires politiques, celles-ci augmentèrent en intensité à mesure que les embarras de l'administration s'accroissaient. Deux partis se signalaient surtout par la violence de leurs procédés; c'étaient ceux à la tête desquels se trouvait d'un coté *Renier Vanuffel* (1) et de l'autre un nommé *Lieven Devoghele*. Vanuffel avait rempli, en 1536, les fonctions de doyen en chef; mais son esprit turbulent et ses principes despotiques l'avaient fait tomber dans la disgrâce de ses administrés. Forcé de s'expatrier au commencement des troubles, il était parvenu à se faire réélir échevin de *la keure* en 1539; mais il ne siégea point, ayant dû chercher encore son salut dans la

---

(1) D'Hollander, dans ses Mémoires, pag. 90, l'appelle Reynier van Oeffleghem, et L'Espinoy, à la pag. 856, écrit Renier Vanhuffleghem. Nous avons préféré écrire Renier Vanuffel, comme l'ont fait les commissaires-rédacteurs des *Enquêtes criminelles* tenues dans le procès des prévenus de haute trahison. Toutes les dépositions portent unanimement Renier Vanuffel, et l'identité de l'individu est suffisamment attestée par les fonctions qu'il a remplies, les poursuites auxquelles il fut exposé et le bannissement temporaire qu'il subit. Voy. *Livre des Crimes* de 1539, archives de Gand, cité ci-dessus.

fuite. Son élévation à la magistrature fit jeter les hauts cris. Elle déplut aux adhérens du parti opposé et au peuple en général. Néanmoins, la paix eût pu n'être pas encore troublée, si, content de sa propre élévation, Vanuffel n'eût en outre intrigué en faveur de son beau-frère, Jean Vanwaesberghe, auquel il destinait une place de doyen. Ce fut là le signal d'une insurrection dont les principaux meneurs furent les constructeurs de navires [1].

D'après la paix de Casand, conforme à l'ancien usage [2], les artisans étaient tenus de présenter au nouveau magistrat, trois notables de chaque métier, à l'effet d'en choisir un pour doyen. Au lieu de suivre cet usage, les métiers s'y refusèrent; en vain le grand-bailli et les échevins haranguèrent les séditieux, loin d'en obtenir la présentation qu'ils désiraient, les mutins insistèrent sur la nécessité de suspendre la ferme des accises. Cette demande était fondée sur les précédentes résolutions de la commune. Toutefois, non contens de cela, ils exigèrent l'emprisonnement des magistrats de 1536; et comme Gilles De Baenst, alors premier échevin était absent, sa tête fut mise à prix. Cependant le sire De Baenst ne s'était distingué dans la magistrature que par son zèle à défendre les droits et les prérogatives de la commune. Rien à cette époque ne prêtait tant aux fausses interprétations des lois que la difficulté d'en avoir des copies. De Baenst avait vu tous les inconvéniens d'un tel état de choses; pour y remédier, il s'était appliqué à les faire imprimer en grande partie à ses frais. Plusieurs milliers d'exemplaires furent ainsi répandus

---

(1) *Voy.* les enquêtes ci-dessus citées, interrogatoire de Guill. Demey, du 5 mars 1539.
(2) *Voy.* le texte de ce traité aux Pièces justificatives, lett. *B.*

dans le public, et de ce nombre était la paix de Casand. Ce brave homme avait à ce qu'il paraît sacrifié une partie de sa fortune à ce métier, sans penser que trois ans plus tard ce bienfait public dût lui valoir, à titre de récompense, un édit de proscription.

Il n'en fallut pas davantage pour jeter le trouble dans l'esprit des magistrats nouvellement élus. Cependant ils commencèrent à déployer une vigueur extrême. Ne pouvant sauver les accusés d'une information judiciaire, ils eurent soin de les faire prévenir en secret. Ceux qui voulurent se soustraire à l'emprisonnement eurent le temps de quitter la ville. La plupart profitèrent de cet avis; mais soit conviction de leur innocence, soit mépris de l'accusation, sept d'entre eux eurent le courage d'en braver les dangers [1]. Prévoyant que rien n'arrêterait, désormais les empiètemens des factieux que la force ouverte, le magistrat résolut d'y avoir recours. Pour contenir cette populace furieuse, il n'y avait que la force armée ou l'appui des bons citoyens. Dans l'organisation de nos communes, au moment du danger tout citoyen prenait les armes; mais, comme toutes choses égales, la force ré-

---

[1] C'étaient Liévin Peyn, Renier Vanuffel, Guill. Devaddere, Liévin Lammens, Liévin Donaes, Corneille Vanderzwalmen et Simon Debuek. *Voyez* L'Espinoy, pag. 858, et les mémoires de D'Hollander, pag. 94.

A l'égard de Renier Vanuffel, L'Espinoy se trompe; car ce magistrat, averti à temps, prit la fuite et se retira à Bruxelles. Quatre députés de la commune l'y ayant suivi, parvinrent à le faire jeter en prison; mais ils réclamèrent en vain son extradition : le magistrat de Bruxelles offrit de le juger d'après les coutumes de Brabant ; les députés s'y étant opposés, Vanuffel fut déchargé de l'accusation et mis sans délai en liberté, malgré l'appel que les Gantois interjetèrent de cette décision. *Mém.* de D'Hollander, pag. 95.

side dans le nombre, les métiers et les tisserands l'emportaient de bien loin. Il n'y avait pour résister à cette puissance qu'à faire un appel au peuple et à se mettre à la tête d'une réaction. Les dangers d'une telle entreprise étaient évidens. Cependant le magistrat ne balança point à s'y exposer; et quelle qu'ait été depuis sa conduite, il n'y a qu'une injuste prévention qui puisse l'accuser d'avoir manqué à ses devoirs. Ses prévisions ne se réalisèrent point. Quelque soin qu'il prît à cacher ses desseins, les préparatifs n'en purent être si secrets que la commune n'en fût bientôt instruite. Partout où les factions dominent, on voit la perfidie et la trahison en honneur. Le secret fut à peine divulgué que le peuple s'attroupa, les métiers prirent les armes, on garda les portes de la ville, les prisons, les carrefours; on fit suspendre les fonctionnaires suspects, surveiller les bourgeois, décréter les saisies, l'emprisonnement, la confiscation (1), et l'on n'entendait retentir partout que ces cris sinistres : Aux traîtres! à la trahison! Dès le commencement des discussions, une foule d'étrangers sans aveu étaient accourus de toutes les parties de la province. Quelques-uns pour se soustraire aux poursuites; le plus grand nombre pour chercher fortune dans les troubles; ceux qui avaient quelques ressources les eurent bientôt épuisées. Assaillis par les besoins, ils mendièrent d'abord des secours; bientôt s'affiliant à quelque club de démagogues et liés par des sermens solennels, on vit cette troupe d'aventuriers organiser avec la populace de la

---

(1) *Voyez* le registre manuscrit des Collaces de 1539, au 22 août, archiv. de la régence de Gand.

ville un système de terreur tel qu'en offrent tous les États où règnent des eommotions politiques. Aussi long-temps, qu'il y eut quelqu'ordre dans les assemblées de la eommune, ees agens de troubles durent rester à l'éeart, mais lorsque les passions eurent enflammé l'esprit du peuple et poussé loin de leurs devoirs quelques ambitieux, alors épiant l'instant où leur intervention pouvait passer inaperçue, ils se glissèrent parmi les membres de la eommune et mêlèrent leurs suffrages à eeux de la bourgeoisie.

Que dans une ville où tout habitant jouissait des droits politiques, il restât eneore des faetieux après tout ee que réeelaient en ee genre les métiers et les tisserands, e'est un mystère qu'il n'est pas faeile de débrouiller. Toutefois il se peut que cela tînt à la nature des projets des agitateurs. Les métiers, en général, ne voulaient, eomme la bourgeoisie, que le rétablissement des aneiens priviléges; mais, dans eette foule de prolétaires oisifs et d'hommes dépravés que renferment les grandes villes, résident les élémens les plus aetifs de destruetion. C'est quand tous les liens soeiaux sont rompus que eommenee le règne des vengeanees particulières, et que la terreur s'emparant de tous les esprits, au lieu de lois qui eonservent, le peuple en exige qui détruisent, partagent les biens, abaissent les eonditions, avilissent les rangs et font de tout ee qui élève l'homme au-dessus des brutes un objet de haine et de proseription. En tous temps, les faetieux qui sortent des derniers rangs du peuple suivent le même système; tout ee qui offense leurs yeux excite en eux le mépris et la haine; ils proserivent les nobles pour leurs manières, les riehes pour leurs biens; mais quelque mépris qu'ils affeetent

pour la considération et les richesses, ils n'en convoitent pas moins les honneurs, le pouvoir, la fortune, toutes choses à leurs yeux fort avilissantes, mais très-dignes de servir de dépouilles aux proscripteurs.

La faction qui, à Gand, tendait à ces fins n'eut d'abord ni chef ni système : une poignée de misérables excités par la faim inspirait moins de crainte que de pitié; mais après que des tribuns ambitieux eurent fait servir ces gens à leurs desseins; qu'ils les eurent introduits dans les clubs, autorisés à voter dans les assemblées; qu'ils eurent ouvert la route du pouvoir à tout ce qui dans la ville était livré à l'infamie, au déshonneur, c'est alors que se déroula cette série d'actes criminels qui déversa sur une insurrection légitime tout l'odieux des factions usurpatrices et rebelles.

A peine les factieux eurent-ils accès dans les délibérations qu'ils y semèrent le désordre et la confusion : enflammés par la haine de toute espèce de supériorité sociale, ils flétrissaient d'épithètes dérisoires tous ceux qui ne se signalaient point par la violence de leurs opinions. A les entendre, on n'était orateur que pour séduire le peuple; chef de parti, que par ambition; on délibérait quand il fallait agir; tant de paroles offensaient leurs oreilles, et les meilleures raisons qu'on pouvait leur donner étaient des clameurs ou des cris d'alarme.

On eut d'abord pour eux tout le mépris que méritait une conduite aussi bizarre; mais quand la populace vit l'espèce d'appui que leur prêtaient les principaux factieux, tout ce qui avait à gagner aux changemens politiques se jeta dans leur parti. Maîtres du pouvoir par le nombre des suffrages, il ne s'agissait plus que

de savoir quel usage on en ferait. Aucun obstacle sérieux ne paraissait les arrêter; car ils avaient pour eux la puissance du nombre et l'unique force armée qui existât alors dans la commune. Le gouvernement sans troupes réglées n'était pas à même d'intervenir, et tandis que le peuple courait aux armes, il en était réduit à perdre en vaines négociations le temps qu'il eût fallu consacrer à agir.

Cependant l'opposition du magistrat donnait des inquiétudes; la bourgeoisie de son côté voyant ses droits méconnus désapprouvait les projets criminels des factieux; l'alliance des bons citoyens pouvait donc, pour peu qu'ils montrassent de l'énergie, rendre inutiles ces projets; malheureusement ces craintes n'étaient pas fondées. Pour donner de la consistance à cette association, il eût fallu que la bourgeoisie se réconciliât avec le gouvernement, qu'elle promît de satisfaire sa part des subsides et qu'elle revînt d'une détermination deux fois sanctionnée; il eût fallu avouer en outre que son refus, loin de lui être utile, était sur le point de l'en faire répentir; et souvent cet aveu coûte plus à la fierté d'un peuple, que le sacrifice auquel l'expose son opiniâtreté. Toutes choses égales, les factieux n'inspiraient pas encore assez de craintes pour balancer l'aversion qu'avait inspirée la conduite des ministres. Rassurés sur les suites d'une alliance si peu naturelle, les perturbateurs commencèrent à déverser sur les magistrats une série d'accusations; à les entendre, ils avaient trahi la commune par de faux rapports au gouvernement, et soustrait l'*achat de Flandre*, le plus beau privilége de la ville. Or, on savait la nouvelle du faux rapport par quelques prêtres auxquels l'avait confiée un certain *Vanhuchem*, qui la tenait lui-même

d'un bourgeois d'Audenaerde en mission à Bruxelles en même temps que les députés de Gand. La soustraction de l'*achat de Flandre* remontait aux premiers ancêtres d'une ancienne famille de Gand, sans doute plus disposée à se parer d'un vain titre qu'à rendre hommage, à la vérité. Dans les momens d'effervescence tout ce qui est absurde est accueilli avec transport; et le peuple prend au sérieux la raillerie amère de ce philosophe, qui, pour montrer la crédulité de certaines gens, avait coutume de dire : « *Credo quia absurdum.* Je le crois parce que cela me paraît absurde. » Du reste, on va voir si le conte du prétendu *achat de Flandre* ne méritait pas d'être relégué au rang des fables populaires.

A l'époque de 1537, vivait à Gand Liévin Bourlut, un des descendans de l'ancienne famille de ce nom, qui jouissait, à cause de son ancienneté et de ses richesses, d'une grande considération; soit vanité, soit faiblesse, les Bourlut en général concevaient une haute idée du pouvoir de leurs ancêtres : à les entendre aucun événement ne s'était passé dans l'histoire sans qu'ils y eussent pris une part active ou déterminé le succès par leurs conseils. Pleins de cette haute idée d'eux-mêmes, les prédécesseurs de Liévin Bourlut s'étaient constamment honorés du titre de libérateurs de la patrie. Cette faiblesse avait été transmise de père en fils et la crédulité, ordinaire apanage de la présomption et de l'ignorance, n'avait que trop enraciné dans la famille une idée que la fierté ne permettait pas de révoquer en doute. Voici cependant sur quoi elle était fondée : un comte de Flandre, grand joueur, ayant perdu tout son argent en Hollande, s'avisa un jour de mettre son pays au hasard d'un coup de dé. La fortune l'ayant

trahi, il en fut pour son eomté; et son patrimoine allait passer infailliblement sous la puissanec de la Hollande, sans l'intervention d'un Bourlut, qui le fit racheter avec l'argent des Gantois ses eoneitoyens. Un tel service ne pouvait manquer d'attirer l'attention du prinee; mais Bourlut, aussi bon eitoyen qu'habile négoeiateur, ne se contenta point d'une vaine et stérile reeonnaissanee. Il exposa au prinee les saerifiees qu'avaient faits les Gantois, eeux qu'ils seraient disposés à faire dans la suite, s'il réeompensait ce premier don par un bienfait digne de lui; le comte approuva son idée et promit de faire ce qu'il voudrait. Muni de ee pouvoir, Bourlut alla trouver sès coneitoyens, se eoneerta avec eux sur la nature de la récompense, et demeura d'aeeord qu'on demanderait au prinee, un privilége en vertu duquel la Flandre ne pouvait être imposée qu'avee le eonsentement des Gantois. C'est cet aete qu'on appela depuis l'*achat de Flandre*.

L'histoire ne dit pas quelle place Bourlut obtint du prince. Peut-être en pensant trop à ses coneitoyens, s'oublia-t-il lui-même; peut-être aussi n'était-ee pas eneore l'usage de réeompenser les sujets fidèles avee des honneurs et des largesses souveraines; quoi qu'il en soit, depuis lors sa famille ne eessa de répéter un événement qui paraissait jeter un si grand lustre sur elle; tapisseries, peintures, statues, tout ee que les arts de l'époque pouvaient produire pour en éterniser le souvenir, fut mis à contribution. Mais hélas! le temps, si peu soigneux des respects que se distribuent les hommes, détruisit tous ees monumens, et à l'époque de 1539, le vieux Liévin Bourlut ne eonservait de tout ce faisceau de gloire qu'un souvenir confus, dont

naguère sa nourricé avait bereé ses jours alors pleins de jeunesse et d'espérance (¹).

Un homme raisonnable eût eu quelque peine à voir autre ehose dans ce eonte qu'une ingénieuse allégorie; mais le peuple n'y entendit pas tant de finesse. Il voyait dans ce réeit un fait historique, et dans l'*achat de Flandre,* un privilége existant.

Cependant l'éleetion de Vanuffel avait été le sujet d'une explosion, et quoique la commune se fût prononcée eontre avee violenee, l'élu n'en persistait pas moins à remplir ses fonetions. Pour l'en empêeher, le peuple eonsulta le texte de la paix de Casand. Un sentiment secret lui faisait eroire qu'il était fondé à en demander l'annulation; mais loin de fournir matière à éloigner Vanuffel, ee traité lu et relu dans tous les sens, montrait aux séditieux une foule d'obligations qu'ils avaient méconnues, de droits qu'ils avaient violés. Ceux qui étaient de bonne foi furent interdits; les plus mutins firent de grands yeux; mais il était faeile de voir que la fureur eoneentrée des factieux ne demandait qu'un prétexte pour eouper ee nœud gordien en deux. Un ineident lui en fournit l'oecasion : pendant que eette seène se passait, et qu'un moment d'hésitation eut fait trève aux débats des orateurs, aux eris des faetieux, un homme perdu dans la foule, erie à haute voix : *il se peut qu'on ait été dans le secret de la ville.* Ce peu de mots produisit sur les assistans l'effet d'une eommotion électrique. Sans attendre la suite d'une aussi étrange alloeution, la foule répéta qu'on avait violé le seeret, falsifié la paix de Casand,

---

(¹) *Voyez* Mémoire de D'Hollander, pages 93 et suiv.

soustrait l'*achat de **Flandre*** et qu'il était urgent de punir les auteurs de ees erimes. Il n'en fallait pas tant pour que le peuple, dans sa fureur, résolût de demander la destitution en masse du magistrat et de ne s'oeeuper avant tout, que de la grande affaire du jour : la violation du secret de la ville ([1]).

([1]) *Voyez* aux *Enquêtes* : interrogatoire de Guill. Demey du 5 mars 1539.

CHAPITRE III.

Description du dépôt des chartes, appelé anciennement *secret de la ville de Gand.* — Formalités autrefois en usage pour en extraire quelque document. — Peine contre ceux qui osaient y pénétrer sans les avoir observées. — Récit de la prétendue violation du *secret.* — Il sert de prétexte à l'emprisonnement des échevins de 1536. — Résolution de la *collace* qui les condamne à la question. — Double épreuve subie par Lieven Peyn; ses aveux, ses tourmens et les infâmes outrages commis sur sa personne; il est injustement condamné à mort et décapité le même jour. — Harangue de Laurent Claeys au magistrat, dans laquelle il demande, au nom de la commune, le décret de l'empereur de 1515 pour le lacérer publiquement. — Proposition faite à cet égard à la *collace.* — Tentative de la bourgeoisie pour la faire rejeter. — Énergique exhortation du grand-bailli à cet effet. — Intervention de *Williken Demey.* — Acceptation de la proposition. — En conséquence le décret de 1515 est retiré du secret, remis au peuple et publiquement lacéré par la main du bourreau. — Ses fragmens servent long-temps de signe de raliment aux factieux qui les portaient en guise de cocarde à leurs chapeaux.

Qu'on s'imagine un chétif coffre de bois, en hauteur et largeur n'ayant pas au delà de deux pieds, ni plus du double en longueur, recouvert sur toutes ses faces extérieures de minces lames et de mauvais cercles en fer, et l'on aura une idée du trésor qui, en 1540, était connu sous le nom de *secret de la ville de Gand.* Mieux connu aujourd'hui sous celui de *coffre de fer*, cette curieuse antiquité renfermait alors les originaux des chartes et des diplômes que la commune avait obtenus, à différentes époques, de nos princes souverains. Ce meuble de féodale origine, que chacun peut voir encore aux archives de la maison de ville

à Gand, était déposé dans une salle obscure du Beffroi, où personne n'avait un libre accès; s'il était nécessaire d'y entrer soit pour en extraire, soit pour y remettre des chartes ou des diplômes, il fallait la triple intervention du grand-bailli, du magistrat et de la commune. Personne à leur insu n'y pouvait pénétrer sans crime capital. Il n'était d'ailleurs pas aisé d'y parvenir; car indépendamment d'une trappe mobile pratiquée dans le haut du plafond, seule entrée par où il était possible de se laisser descendre dans ce lieu redoutable, le coffre lui-même était fermé par trois cadenas différens, dont les clefs étaient gardées par les trois doyens en chef de la ville.

Anciennement ces précautions étaient nécessaires : l'art de l'imprimerie étant inconnu, les priviléges n'avaient d'existence légale qu'autant qu'on les produisît en originaux. Des copies manuscrites n'en pouvaient tenir lieu; il n'était pas sans exemple que la soustraction d'un original, eût annulé les lois qu'il renfermait pour n'en laisser à titre d'usage et de coutumes, que les dispositions qu'une longue série d'antécédans avait consacrées. C'est ce qui avait eu lieu du temps de *Gui de Dampierre* à Bruges, quand l'incendie de la tour consuma toutes les chartes de cette ville, sans que les habitans eussent jamais pu obtenir depuis lors le consentement de ce prince au renouvellement des priviléges que ce désastre avait détruits.

Lorsqu'au commencement des troubles on discutait dans les conciliabules sur la légalité du refus des subsides, le peuple, toujours avide du merveilleux, invoqua l'*achat de Flandre*, dont les Bourlut s'étaient vantés. Mais, comme on ne trouvait point ce privilége dans le *coffre de fer*, on répandit le bruit,

que le secret dc la ville devait avoir été violé, puisque l'*achat de Flandre* n'y était plus. Cela était d'autant moins vraisemblable que personne, sans en cxcepter les Borluut, n'avait pu produire jusqu'alors une copie de cette pièce et qu'aucun inventaire ancien de priviléges n'en cût jamais fait mention. A la vérité, un nommé Jean Vutermeere, avait, disait-on, offert un jour, étant à l'office de saint Jacques, d'en donner lecture et copie à Charles Vanmeerendré; mais, eomme ee dernier, l'un des affiliés à la faction dcs *Creesers*, ne savait ni lire ni écrire, il avait prudemment remercié de sa communication Jean Vutermeere, sans exiger d'autrcs prcuves de l'existence ou de l'autenticité de l'acte en question. Vutermecre fut d'ailleurs accusé depuis d'avoir contribué le premier à répandre ee eonte populairc; et l'importance attaehée à tous eeux qui, dans des momens de troubles paraissent avoir des secrets à divulguer, rendait assez vraisemblable la supposition que Vutermeere n'avait inventé ectte fable, que pour se mcttre en crédit près des factieux [1]. Quoi qu'il en soit, cet homme avait promis de faire du bruit. Il réussit au delà de scs désirs. Soyons juste cependant; et hâtons-nous de dire, que si l'*achat de Flandre* n'était qu'une pièce inventée par une présomptueuse ignorance, la prétendue violation du *secret de la ville* paraissait assez bien fondée pour qu'il fût facile à des artisans de troubles d'induire lcs moins crédules en erreur.

---

[1] *Zegt dat Vutermeere de eerste was die roerde van den coope van Vlaenderen, en ghebuerde eens t' St-Jacops in de kercke die hem p̄senteerde den zelven coop te lesene en consenteerde vut te scrivene dwelcke hy deposant niet en begheerde.* — Voyez *Enquêtes criminelles*, interrogatoire de Charles Vanmeerendré du 23 mars 1539, f° 244.

C'est ce qu'il faut expliquer en peu de mots. Reyner Vanhuffel, le malheureux auteur des troubles qui venaicnt récemment d'éclater en ville, fut dans cette circonstance cncore l'occasion involontaire de troubles beaucoup plus sérieux. Doyen des tisserands en 1536, et dépositaire en cette qualité de l'une des trois clefs *du secret*, il avait par négligence, égaré son dépôt. Après de longues et inutiles recherches pour la retrouver, il fut convenu d'en faire faire une autre [1]. A cet effet, on observa les formalités nécessaires en pareille circonstance, et l'on fit demander le serrurier de la ville. Cet homme, accompagné du grand-bailli et de quelques députés du magistrat et de la commune, entra avec son ouvrier dans l'appartement où le coffre de fcr était déposé; mais il paraît qu'il ne parvint à l'ouvrir qu'après en avoir fracturé un cadenas. Cette opération se fit sans que personne alors songeât au moindre mal, ou conçût l'idée de toucher aux chartes le moins du monde. Mais quand le conte de l'*achat de Flandre* [2] eut pris quelque consistance, les ouvriers serruriers

---

[1] D'Hollander, *Mémoire sur la révolte des Gantois*, pag. 103.

[2] Nous ne pouvons résister à l'envie de copier ce que nous trouvons à ce sujet dans un manuscrit ancien, que l'archiviste de la ville de Gand, M. Parmentier, a cu l'obligeance de nous communiquer. Le titre du manuscrit d'où nous avons tiré cette note porte : *Diversche memorable geschiedenissen 't landt van Vlaenderen ende die stadt van Gent aengaende*. Et à la page 66 de ce titre, on trouve ce qui suit :

Graef Bauduin van Henegauwen geseyt den Schoonen belaste 't landt van Vlaenderen met speelen tot hondert dertig duysent ponden grooten aen de grave Robrecht van Hollandt synen broeder daer die van Vlaenderen seer om bedroeft waeren aenghesien dat graef Robrecht syn landt soo seer overschatte vreesende dat hy hem lieden van gelycken doen soude. Soo syn die van Brugghe ende die van Ypere mette de smalle steden van haerlieder Casselryen ghetrocken naer die stadt van Ghent om met elckanderen te consulteren hoe dat sy aen 't landt van Vlaenderen weder soude geraecken. Soo syn er eenighe

récapitulèrent toutes les circonstances de cet événement, et le silence de la nuit, et le secret qu'on avait gardé, et l'espèce de

---

geweest die welcke ghepresenteert hebben dese penninghen te verschieten, te weten Lieven Borluut *ende* Adriaen Borluut *gebroeders mitsgaeders* Arent Bette *alle drie woonachtig binnen Ghendt op conditie dat sy daer van de renten ontfangen souden op de stadt van Ghendt totten oplege van de penninghen voorseyt; daer aen die van Ghendt hun ghesubmitteert hebben ende belooft 't selve alsoo te doen. Soo hebben sy ontboden dien graef Bauduin huerlieden heere dat hy soude willen commen binnen die stede van Ghendt grootelicx om syn proffyt, 't welcke hy niet doen en wilde want hy vreesde dat hem die van Ghendt eenigen hinder souden gedaen hebben aenghesien dat hy het landt soo seer belast hadde. Soo syn die van Ghendt getrocken met die van Brugghe ende die van Ypere naer Berghen in Henegauwe daer graef Bauduin dan was met ontrent vyftig peerden alle in 't swarte ghecleedt ende syn ghetrocken by den graeve diese seer beschaemdelick heeft ontfanghen, waerop die van Ghendt seer soetelick gheantwoort hebben seggende dat maer eene quaede adventure en was ende hebben hem geseyt hoe dat sy met elckanderen gheconsulteert hadden, dat die van Ghendt de penninghen verschieten souden ende 't landt weder setten vry, gave ende los soot te vooren was op sulke conditie dat hy graeve van Vlaenderen noch syne naercommers 't landt van Vlaenderen niet belasten nochte beswaeren en souden in gheender manieren hoe grooten noot datter op quame, ten soude syn by advise en consente van de stede van Ghendt, 't welk hy heml. minnelick gheconsenteert ende heml. daer af seer bedanckt heeft, ende hy soude syne domeynen hebben ghelyck hy te vooren gehadt hadde, waerom hy seer blyde was, ende heeft hemlieden ghegheven al sulcke privilegien als sy begeerden de welke sy 't sedert altyd gheuseert ende gebruyckt hebben. Ende die van Ghendt syn met die andere ghetrocken naer graef Robbereeht van Hollandt in de stadt van Delft daer hy hem ghemeenelick hielt; ende hebben hem aldaer eere ende reverentie bethoont ende seyden hem dat sy hem ghelt brogten daer 't lant van Vlaenderen mede belast was, 't welcke hy niet gheerne en hoorde want hy hadde liever ghehadt het gebruyck van landen van Vlaenderen dan 't geldt; maer ten fine hy heeft het ontfangen en die van Ghendt syn minnelick van hem ghescheedt en syn wederom ghecommen naer die stadt van Ghendt by den graef Bauduin de welcke hy seer minnelick bedanckt heeft ende minnelick ontfanghen ende die van Brugghe ende Ypere hebben oock ghecreghen aldat sy begeerden ende syn blydelick ghetrocken naer huys den* 16 *in september als men schreef* 1070, *ende thuys synde soo hebben sy ghemaekt eene financie van ghelde tot vier duysent pondt ende hebben die graef Bauduin ghesonden waeraf dat se graef Bauduin seer bedanckt heeft ende is hy weder ghetrocken naer Berghen in Henegauwe*

mystère attaché à l'opération même, tout en un mot paraissait fournir des preuves évidentes de la réalité d'une soustraction

---

al Audenaerde daer hy ghestorven is den 17 *dacg van hoymaent in 't jaer* 1072 *naer annales van Vranckryck en sommighe seggen in 't jaere* 1071. *Alsdan die van Ghendt haer lieder octroyen ende privilegien ontfanghen hadden syn sy mette copien ghetroeken in 't parlement te Parys ende hebben se daer doen enregistreren welcken bouck ofte registre daer nocg is berustende onder die Majesteyt van Vranckryck, ende in thuyswaert commen soo syn sy besprongheen gheweest in den bosch van Nancy van die roovers daer den hoocg bailliu van Ghendt Philips de Baenst ende Geerolfs Bette voorschepenen vander keure verslaeghen waeren ende men brachtse ghebonden op haerlieder peerden t' St-Omaer ende waeren daer begraeren in de kercke, ende elcke was daer een eereliek uytvaert ghedaen ende aen ieder eene particuliere sepulture ghemaeckt; ende dan quamen die resteerende heeren van Ghendt naer huys daer groote rauwe bedreven was omme dat die andere persoonen acgtergebleven waeren.*

Pour que ce récit eût la moindre apparence de vérité, il faudrait que l'auteur pût nous dire comment il se fait que Baudouin-le-Bon ou le Beau ait accordé ce privilége de l'achat de Flandre le 16 septembre 1070, et soit mort le 16 des calendes d'août de la même année ; comment Jacques Bette, l'un des magistrats gantois, à son retour de Paris, la même année, fût assassiné dans le bois de Nanci, tandis que les fastes consulaires à la date de 1359, le placent au rang de premier échevin de la ville de Gand. *Voyez* Meyer, *Ann.*, *lib.* 3, *ad annum* 1067 ; D'Oudegherst, pag. 89 et 90, et surtout Sanderus, *Hist. Gandensis.*

L'on voit d'ailleurs par l'aveu de Lieven Borluut, un des membres de cette ancienne famille, contemporain de l'insurrection de 1540, que jamais ses prédécesseurs ne s'étaient vantés d'avoir racheté la souveraineté de la Flandre prête à passer en la possession du comte de Hollande. — Voici la partie de cet interrogatoire qui regarde le prétendu achat de Flandre : *Verloochent ghezeyt 't hebben dat de grave van Vlaenderen 't landt verspeelt zoude hebben en dat zyn hauders 't zelve landt van Vlaenderen ghelost zouden hebben. — Verclaert dat hy van den* coope van den lande van Vlaendren *niet en weet.* — Interrog. du 22 mars 1539, *vieux style.*

Un témoin ajoute : *Dat hy van den coope van Vlaenderen niet wetende dan wel hebben by straet-maren hooren zegghen, dat by die van Ghent 't lant van Vlaendren ghecocht ende met leerne ghelde betaelt was, hoewel hy 't selve niet en ghelooft maer haudt voor een* ineghenie (*fiction*) Voyez *Boek van crimineele zaeken*, 1538 *ad* 1539, f° 104, *aux archives de la maison-de-ville à Gand.*

perfidement exécutée. Le bruit s'en accrédita promptement en ville. Les magistrats eux-mêmes furent soupçonnés d'en être les auteurs, et l'homme qui avait averti la commune, en criant de la foule à la violation du secret, ne paraissait pouvoir être que le même ouvrier dont on s'était aidé pour consommer ce criminel projet. D'après ces apparences, on décréta les échevins de 1536 de prise de corps (1), et ce fut en vertu de cet acte que Liévin

---

(1) Voici la composition de ce magistrat telle que nous la trouvons dans le registre d'inscription à l'année 1536; nous y avons ajouté les noms des commissaires et des électeurs.

Schepenen van Keure.

Philips Vanden Kethulle, heere Vander Haverien; Jacob van Melle; Gillis Stalins, in den houd-briel; Meester Joos Triest; Jan de Backere, fs.Bertelmeeus; Joos De Graeve; Jan Vanden Eechoute; Willem Deruddere; Jan Van Waesberghe; Lievin Myte; Joos de Brune, fs. François; Lievin Lammins; Jacob de Graeve.

Schepenen van Gedeele.

Lievin Donaes; Jan De Brune; Reynier Vande Velde; Philips Rym; Gillis Van Huffele; meester Pieter Van Dickele; Anthonis de Baenst, fs. Jan; Cornelis Vander Zwalmen; Willem De Smet; meester Lievin Degraeve; Symon de Buck; Anthonis Stalins; Laureyns Everdey.

Commissarissen.

1° Mess. Anthone De Croy, Sr. de Sempy, chr; 2° Philips C. De Lalaing, seigneur de la Moullerie over mynheer Antheunis Van Lalaing, graeve van Hoochstraeten, rudder; 3° Mr Hughes van Gramez, heere van Wynghene over mynenheere Maximiliaen van Hornes, heere van Gaesbeque, rudder; 4° Mynheere Adolf Deprand, rud-

Pyen et ses collégues furent jetés dans les prisons. Trois jours après cette arrestation, l'assemblée de la collace prit une série de résolutions sur des objets qui concernaient la défense de la ville, les biens des émigrés et l'étendard de Gand. A cette même assemblée, il fut décidé que les prévenus de haute trahison (car tel était le crime dont les magistrats de 1536 étaient accusés) subiraient une information criminelle extraordinaire; et qu'en présence de l'officier du prince, des notables de la bourgeoisie, des doyens et autres gens des métiers et des tisserands, ils seraient publiquement mis à la question. Copie de cette ordonnance fut signifiée le lendemain au grand-bailli [1] par plusieurs doyens députés des métiers, et le même jour, Liévin Pyen fut conduit au milieu de la grande salle du château, où l'on était dans l'usage de tenir les assises criminelles. Pour se former une idée de l'horreur de cette information, il faudrait pouvoir se transporter au

---

der, heere van Blasvelt, over mynheere Jan, heere van Ste-Aldegonde ende Noircarmes, rudder.

Kiesers van s'heere weghen.

1° Ghyselbrecht Degrutere; 2° Gillis de Baenst; 3° Lowys Alaert; Andries Van Quiekelberghe.

Kiesers van der stede weghen.

1° Lievin Pien; Jan Seysins; 3° Reynier Van Huffelghem, deken vander Weverien; 4° Pieter Drossate.

[1] Le grand-bailli était *François Vandergracht*, équier, seigneur de Sehardaue, conseiller et chambellan de l'empereur Charles-Quint. L'Espinoy, qui n'aimait par les noms flamands, ne l'appelle jamais autrement que *François Desfossés*. Voyez les *Antiquité de* à la pag. 186.

milieu de cet édifice lugubre, ancien monument de la ville, que dix siècles environ de vicissitudes n'ont pû détruire entièrement, et là, se figurer un vieillard respectable, blanchi dans les fonctions publiques, successivement électeur, grand-doyen, échevin ([1]) et l'un des magistrats députés par la commune de Gand, pour porter à la reine régente la réponse à la demande du subside, entouré d'une troupe d'environ quatre cents factieux armés, en butte pendant plus de six heures, aux traitemens les plus inhumains. Raillé, conspué, honni dans sa misère par ceux-là mêmes qui étaient venus pour le protéger, sans qu'il trouvât au milieu de cette tourbe de députés municipaux, d'agens de la commune et d'adhérens de la faction qui préludait, par ce crime judiciaire, au bouleversement qu'elle méditait, une voix, une seule voix qui osât parler en sa faveur, ou un ami qui voulût invoquer les droits de l'humanité indignement outragés dans sa personne. Liévin Pyen persista néanmoins jusqu'à la fin à nier les faits, dont on l'accusait.

De la violation du *secret*, il n'avoua rien, sinon, que Renier Vanhuffel ayant perdu sa clef, lui Liévin Pyen, comme dépositaire en sa qualité de grand-doyen, avait déposé la sienne sur le buffet des échevins pour en confectionner une autre. Sur le second chef de la prévention, résultant de la prétendue réponse affirmative donnée à la reine, il dit que ses collègues ([2]) et lui

---

([1]) Nommé électeur et grand-doyen en 1536 et deuxième échevin de la keure en 1538. — L'Espinoy, pag. 858.

([2]) Les magistrats députés par la commune de Gand pour porter cette réponse à la reine étaient : 1° Jacques Van Melle, deuxième échevin de la keure ; 2° Jan Vanden

n'avaient porté d'autre adhésion au subside que celle qui se trouvait énoncée dans les instructions écrites dont ils avaient été chargés : il ajouta que si ces instructions étaient contraires au consentement donné par la commune, ce n'était point sur les députés, mais sur ceux qui les avaient rédigées, qu'il fallait s'en venger. Interrogé sur l'administration de la ville en général, ses réponses ne fournirent aucun fait capable de justifier des poursuites criminelles. C'était à quoi les factieux ne s'attendaient pas. Furieux de rencontrer tant de courage et de fermeté dans un vieillard sur la tête duquel ils avaient résolu d'assouvir leur vengeance, il fut dès lors arrêté de ne pas se tenir à la double épreuve, que le patient venait de subir. Cependant, après une information de cette nature, les lois ordonnaient qu'on jugeât le prévenu sur les charges existentes et les preuves acquises contre lui. Or, n'ayant avoué aucun des chefs d'accusation qui pouvaient l'inculper, et l'instruction n'ayant fourni aucune présomption de culpabilité bien établie, il était à croire que son innocence ne pouvait tarder à éclater. Les factieux n'en jugèrent point ainsi (¹), voyant que le magistrat se préparait à recueillir les élé-

---

Eechoute, septième échevin de la keure; 3° Reynier Vanhuffelghem, doyen des tisserands; 4° Lievin Peyn, grand-doyen; 5° et Jan Bars, pensionnaire. — L'Espinoy, pag. 852, prétend que le grand-doyen des métiers, en 1536, était Jean Destuyvere, c'est une erreur; Jean Destuyvere ne fut grand-doyen que l'année d'après.

(¹) Dans le manuscrit ci-dessus cité voici ce que nous trouvons : *Den 23 ougste was men over 't examen tot savonds ten ses uren ende Lieven Pien was soo seer gepynt dat men hem in een treme weeg draghen moeste. Den 24 ougste was den dry leden elck int syne gevraeght wat men Lieven Pien doen soude want hy het weder al loochende dat*

mens de preuve et à prononcer son jugement, les deux membres des *métiers* et des *tisserands* lui envoyèrent plusieurs de leurs députés les plus turbulens, avec la mission spéciale de requérir en leur nom à charge de l'accusé, une information nouvelle. Cette demande, contraire aux formes de la procédure criminelle, violait tous les droits de la justice. Le magistrat fit observer que l'avis de la commune avait été de ne procéder dans cette cause que conformément aux règles établies en matière judiciaire, et que c'était

---

hy ter examen gekent hadde, daer op elken deken syne neeringhe des anderdaegs dede vergaederen, f° 130.

Nous ne trouvons ni dans les Mémoires de D'Hollander, ni dans les résolutions de la collace des 21, 22 et 26 août 1539, aucune trace de cette prétendue rétractation de Liévin Pyen. Si elle a eu lieu, pourquoi le magistrat s'est-il si fort opposé à ce que le patient subît une seconde épreuve judiciaire à laquelle les lois criminelles étaient loin de répugner? Pourquoi, après y avoir été forcé par une résolution formelle de la collace, a-t-il persisté pour qu'on lui adjoignît douze notables bourgeois à l'effet de l'assister dans l'instruction et de requérir, au nom de la commune, ce qu'il plut à cette dernière d'exiger? A cet égard, comme à certains autres, nous en sommes réduits à des conjectures plus ou moins vraisemblables; car tout le cahier d'informations et les interrogatoires subis par Liévin Pyen avant sa condamnation ont été, par ordre de l'empereur, déchirés lors de la réhabilitation de sa mémoire en 1541. C'est ce qui résulte de l'acte qui suit, inséré dans le registre manuscrit déposé aux archives de la ville; intitulé : *Boek van crimineele zaeken*, 1538 *ad* 1539.

Up den 4 *in ougste* 1541, *was ten versoucke van Ph. Pien over hem ende vervangende zyne andere broeders ende zusters kinderen ende hoirs van wyllen Lieven Pyen, volghende den voorgaende laste en ordonnancie van den K. M.* (*) *onsen souveraine heere ende Prince ghetrachiert ende ghedaen vuten boucken van cryme alle de informatien, confessien, verlyden, acten ende anderen noticien die in den zelven bouck gheregistreert stonden den voorschreven Lieven Pyen annegaende van dwelcke de vorn. hoyrs thuerlieden versouke gheconsenteert werdt dese acte. Ghedaen ten daghe en jaere als boven.*

(*) Cette ordonnance de l'empereur ne s'y trouve pas inscrite.

en ces termes qu'on s'était énoncé à la dernière assemblée. Il ajouta que la demande actuelle des métiers et des tisserands, sans intervention de la bourgeoisie, était non-seulement illégale, mais subversive de tout ordre et attentatoire aux droits du peuple souverain; qu'elle compromettait non-seulement la sûreté intérieure, mais qu'elle mettait toutes les existences en danger.

Le magistrat fit de vains efforts pour les convaincre de l'illégalité de cette mesure; les factieux, coupant court à des observations importunes, s'écrièrent tous avec force que la volonté du peuple était que Liévin Pyen fût de nouveau mis à la question et que le poil de son corps fût rasé. Ménacés de subir le même sort, les magistrats consentirent à tout. L'accusé, conduit de la prison au château, fut de nouveau mis à la question les mains liées derrière le dos. Plus il montra de constance à supporter les peines, plus on lui fit subir de mauvais traitemens. Tout son corps mutilé ne présentait qu'une masse de chair horriblement meurtrie. Les tortionnaires lui tirèrent les orteils des pieds, lui firent avaler une masse considérable d'eau, et quand cette série d'inhumanités et de barbaries eut épuisé les forces du patient et que le bourreau lui-même eut déclaré qu'il fallait en finir si on voulait lui conserver la vie, ce spectacle horrible n'empêcha point un nommé Willekin Demey (1), de commettre sur le patient en lui coupant le poil d'infâmes outrages, que la pudeur nous interdit de rapporter (2).

---

(1) C'est-à-dire Guillaume Demey. Le diminutif de Willem en Flamand est *Willemken*, par contraction *Willekin*.

(2) D'Hollander, *Mémoire sur la révolte des Gantois*, pag. 106. — *Dat men Lieven*

Liévin Pyen eût infailliblement succombé à la violence des tourmens, si le grand-bailli et l'exécuteur des hautes-œuvres n'eussent remontré aux factieux l'état désolant où se trouvait l'accusé, son grand âge et ses infirmités. Voyant qu'à la fin rien ne pouvait vaincre la constance héroïque de cet homme de bien, ils consentirent à surseoir, ajoutant par dérision qu'il eût à penser à son affaire pour demain. Cette menace renfermait un arrêt de mort. Il fut prononcé le lendemain par un magistrat d'autant plus coupable, qu'il ne partageait point les excès des agitateurs. Quelque temps incertain entre le danger et la honte, il aima mieux se couvrir d'une éternelle infamie que d'encourir un moment la haine des factieux. L'arrêt ne tarda point à être exécuté. Liévin Pyen, injustement condamné pour trahison le 28 août 1539, subit son arrêt le même jour (1). Cette exécution excita dans le peuple cette espèce d'horreur qui suit toujours l'action d'un premier crime; mais les factieux, dont un grand

---

Pyen anderwarf brenghe zal ter torture ende afscheere al zyn haer onder ende bove. — Résolution de la collace du 26 août 1539. — *Registre der collatien* 1539, aux archives de la maison de ville à Gand.

(1) La procédure ainsi que l'arrêt de mort de Liévin Pyen ont été lacérés, comme nous l'avons dit ci-dessus, par ordre de l'empereur. Ainsi ces pièces ne sont plus trouvables; mais voici ce qu'il y a annoté sur le registre manuscrit des délibérations de la collace en 1539.

Item Lievin Pien wiert ghevanghen te Ghendt by den hoogbailliu der zelve stede den 19 *augusti* 1539, *den* 23 (du mois d'août) *deerste reyse ter bane gheleedt en ghepint op de zale van den Scraven Steene present alle de dekenen en diversehe andere.* — *Den* 28 *der zelve maendt int zelve yaer ter voornaemde plaetse anderwaerf ghepynt ende den* 28 *daernaer, metten zweerde up een schavout bezyden den bailyen voor 't voornoemde easteel metten zweerde by Me Jan Churet naer dat hy voor den noene gewyst was gheexecuteert. Ende also begraeven in Sinte-Niclaus kerke voor Sinte-Anne hautaer.*

nombre s'était mis sous les armes, ne lui laissèrent point le temps de la réflexion. En vain le grand-bailli et les deux doyens en ehef eoururent de métier en métier, pour exhorter les artisans à quitter les armes et à reprendre leurs travaux habituels, les mutins répondirent qu'il restait d'autres articles de la eollaee à exéeuter. Au eloître des Bogards, les magistrats trouvèrent environ huit cents tisserands rassemblés (1). Ils y renouvelèrent leurs instances et ajoutèrent que puisque les échevins avaient fait ee qu'on avait exigé d'eux, rien ne justifiait désormais les démonstrations hostiles qu'ils manifestaient. A peine le grand-bailli eût-il commeneé sa harangue qu'un nommé Laurent Claes, seerétaire de la régenee en 1515, et l'un des eommis aux finanees dernièrement destitués, prenant la parole au nom de l'assemblée, déelara qu'ils ne se sépareraient point avant que le

---

(1) Les Bogards étaient des moines qui, dans l'origne, s'adonnaient à plusieurs métiers et surtout à la tisseranderie. Vers 1455 ils prirent le troisième ordre de Saint-François d'Assises et la vie eommune. Le pape Nieolas V leur donna de nouvelles constitutions; peu à peu ils commeneèrent à se prescrire des heures de chant et de prières; à la fin plusieurs d'entre eux prirent l'habit de la prêtrise, ce qui fut pour tous le signal d'abandonner toute espèee de travail pour ne plus s'adonner qu'à la vie contemplative. Il semble que les Bogards existaient encore à Gand en 1500, époque à laquelle ils furent, au rapport de Sandérus, chassés à cause de leurs déréglemens : *quod licentius viverent extirpati.*

L'habitation de ces moines fut depuis acensée à la corporation des tisserands de laine. Ils en formèrent un hospice; mais eomme la plaine servit durant les troubles de 1539 de place d'armes et de rendez-vous aux factieux, qu'on y transféra illégalement l'assemblée de la eollace, Charles-Quint eonfisqua tout l'établissement et le fit vendre à son profit. *Voyez* Corn. Paul. Hoynek van Papendrecht, ANALECTA BELGICA, *Notæ ad vitam Viglii*, tom. Ier, pag. 66, et Dierickx, *Mém. sur la ville de Gand*, tom. II, pag. 248 et suiv.

calfvel n'eût été déchiré. Les factieux appelaient ainsi par dérision le décret de l'empereur rendu en 1515, pour assurer l'exécution de la paix de Casand, contre l'interprétation abusive qu'en avaient donnée quelques malveillans ([1]). Le magistrat effrayé de leurs empiétemens toujours croissans, eût beau leur représenter que ces attentats aux droits souverains attireraient infailliblement sur leur tête la colère de l'empereur, les factieux n'en persistèrent pas moins dans leur dessein. Voyant que le magistrat était incertain, ils chargèrent le même Laurent Claes, d'aller lui exposer les raisons qui les engageaient à cette démarche. Cet orateur du peuple, ayant à sa suite les deux communs doyens, et une foule de partisans armés, se présenta devant les échevins et leur dit, qu'étant député par la commune de Gand, ils venaient motiver la résolution qu'elle avait prise de lacérer un acte regardé comme contraire à ses droits : « Vous » le savez, magistrats, s'écria-t-il, nous n'avons jamais reconnu » à aucun pouvoir le droit d'annuler nos prévilèges. Tous ce » qui se fait sans l'aveu de la commune est nul. Quand le sou- » verain de ce pays jura de maintenir nos priviléges, le peuple » objecta que la paix de Casand ne pouvait survivre, et que » puisque nous avions satisfait à ses conditions, payé les tributs » qu'elle imposait, nous devions rentrer dans tous nos anciens » droits. Qu'en est-il résulté ? Ceux qui montrèrent alors tant » de zèle pour le bien public furent ou bannis, ou déportés. » Telle était, pour avoir défendu nos droits et nos libertés, la

---

([1]) *Voyez* le texte de cet acte aux pièces justificatives, littera *C.*

» récompense que recevaient alors de courageux citoyens. Le
» prince fut-il satisfait de ces rigueurs? vous savez tous que
» non. Vous vous rappelez encore comment il se plaignait de la
» douceur des peines! accusa le magistrat de tiédeur et de conni-
» vence, comme si, pour réclamer l'exécution de nos lois, on
» eût eu besoin de s'inscrire au rang des mauvais sujets ou des
» traîtres. Après en avoir ainsi agi, le prince ne demeura point
» satisfait : pour mettre le comble à ses mépris, il ordonna, sans
» consulter le peuple, que la paix de Casand serait maintenue,
» et que dorénavant tous ceux qui prêteraient serment jureraient
» de la maintenir au péril de leurs jours. Cet acte arbitraire et
» illégal ne saurait nous obliger. Nos lois n'en reconnaissent
» pas la validité, et nous n'en sommes pas encore à plier nos têtes
» sous une pareille tyrannie. Personne, je le dis à haute voix, n'a
» ici de pouvoir que le peuple. De tout temps, il a exercé ces
» droits qu'ont achetés nos aïeux, et qu'au prix de notre sang
» nous avons nous-mêmes plusieurs fois défendus. Quand, trahis
» par les nôtres, aux champs de Gavre, nous fûmes assez mal-
» heureux pour succomber, vaincus, nous perdîmes et nos droits
» et nos libertés. Ne les avons-nous pas reconquis depuis? En
» quoi la paix de Casand nous a-t-elle été funeste, sinon en
» des subsides que nous avons tous acquittés? personne ici n'o-
» serait, je pense, soutenir qu'elle doive encore être maintenue;
» pourquoi donc l'a-t-elle été jusqu'ici? Y a-t-il ici des magis-
» trats qui, oubliant à ce point leurs devoirs, prétendraient le
» contraire? Eh bien! qui peut nous arrêter? à la fin il est temps
» de montrer que nous sommes encore les enfans de ces braves
» Gantois, qui, aux champs de Roosebeeke et de Courtrai,

» versèrent leur sang pour la patrie. Déjà trop long-temps nous » avons souffert en silence. Il faut que le mal soit réparé, que » le peuple reprenne ses droits, et que les lois punissent les » traîtres qui les ont outragées. »

Quand il eut fini de parler, les magistrats s'efforcèrent de montrer aux députés les dangers auxquels cette action les exposait; mais les doyens n'en parurent nullement alarmés; quittant brusquement la salle, ils promirent que le peuple ne tarderait pas à y mettre ordre.

En effet, la collace s'assembla le lendemain. La bourgeoisie, qui, jusque-là, avait voté avec les autres membres, essaya, mais envain, de faire un pas rétrograde; on ne lui laissa plus la liberté d'agir; depuis long-temps l'objet des soupçons ombrageux des métiers, ils avaient surveillé attentivement toutes ses démarches. La scission s'était prononcée au sujet des procédés illégaux commis à l'égard de Liévin Pyen, et surtout depuis que la faction des *Creesers* s'était emparée du pouvoir. Il fallait donc s'assurer de l'assentiment de la *bourgeoisie* pour ne pas trouver de l'opposition dans un membre qui exerçait sur les habitans une grande influence. La faction envoya donc à l'assemblée de la bourgeoisie environ cinq cents de ses affiliés, tous gens de la plus basse classe du peuple, et ne jouissant d'aucun droit politique. La bourgeoisie réclama contre cette infraction à ses droits; mais les agitateurs arrêtèrent en son nom les résolutions les plus incendiaires; envain les bourgeois s'y opposèrent; intimidés par les menaces des factieux, ils n'eurent que le temps de protester en secret et d'abandonner un pouvoir dont les actes sanguinaires laissaient loin derrière lui la tyrannie qu'il s'était flatté d'extirper.

Le grand-bailli, qui se trouvait à cette assemblée, crut de son devoir de s'opposer avec force à une résolution qui mettait sa tête en danger. Il harangua pendant quelque temps le peuple ameuté, lui fit voir l'inutilité de la mesure et l'indignation qu'en concevrait l'empereur : « Je ne puis, s'écria-t-il, consentir à ce » que vous venez d'entendre, sans mettre mes jours en péril. » Jusqu'ici, vous avez pu, croyant suivre la justice, punir des » magistrats présentés à vos yeux comme des traîtres. Si vous » vous êtes trompés, votre égarement peut, à cause des événe- » mens, paraître excusable. Vous avez d'ailleurs déclaré l'avoir » fait en vue du bien public ; mais ici, la mesure est inutile et » dangereuse, en ce qu'elle ôte entre vous et le souverain tout » espoir d'accommodement ; cependant, vos seigneuries savent » combien l'empereur vous estime et vous aime. Au jour du » danger, vous aurez peut-être besoin de sa clémence. En con- » sommant l'outrage inouï que vous venez de vôter, vous la » rendez impossible, et vous assumez en outre sur vos têtes, la » vengeance du plus puissant monarque de la chretienté. »

Ce peu de mots, prononcés avec énergie et conviction, exerça sur le peuple un pouvoir magique ; soudain, le plus grand silence s'établit, et quand le bailli eût fini de parler, personne ne trouva de raisons pour lui répondre. Willekin De Mey, l'orateur le plus éloquent du peuple (1), feignant d'être indigné de la lâcheté des chefs, sortit contre eux en invectives atroces ; il les accusa de

---

(1) Voyez *Enquêtes criminelles*, déposition de Liévin Hebschaep du 28 février 1539, et le manuscrit à la bibliothéque de Gand sur les troubles des Gantois, *in fine*.

n'oser répondre à un servile ([1]), qui soutenait le pouvoir absolu contre les droits imprescriptibles de la commune. La collace, l'ayant ainsi ordonné, il ne restait qu'à obéir. L'original du décret de l'empereur fut remis en mains des factieux, et le peuple en fureur s'empressa de le déchirer en mille morceaux, comme si ce parchemin eût été la cause de tous les maux qu'il prétendait avoir soufferts. C'était à qui aurait une pièce de cet acte infâme. Ses fragmens nombreux furent portés long-temps par les factieux, qui les attachèrent en signe de ralliement aux bords de leurs chapeaux ([2]). A peine cela fut-il exécuté, qu'on demanda un autre acte émané du conseil en Flandre, et que le peuple appelait le *petit calfvel;* comme le pensionnaire des métiers répondit qu'il était produit dans un procès, au grand-conseil de Malines, on remit l'opération; mais les factieux prétendirent qu'entre temps justice serait faite de la paix de Casand; quelques-uns s'y opposèrent par le motif qu'aucune résolution de la collace n'en parlait; mais d'autres insistèrent en criant qu'ils le voulaient ainsi. Peut-être allaient-ils sur ce débat en venir aux mains, quand Laurent Claes, prévoyant ce qui pouvait en résulter, se leva, et dit que la chose était assez importante pour mériter un sérieux examen. Puis faisant gravement lecture de quelques résolutions de la collace, article par article, il donna aux assistans le loisir de penser aux conséquences d'un acte,

---

([1]) Les factieux donnaient à ceux qui se signalaient par leur attachement au souverain le sobriquet de *vlabakkers*, terme de mépris à l'aide duquel on signalait à la vengeance du peuple ceux qui faisaient ombrage à la commune. — *Voyez* les mêmes enquêtes, *passim*.

([2]) *Voyez* Mém. de D'Hollander, p. 121.

qui, en violant les résolutions du peuple, sapait par sa base le pouvoir ultra-démocrate que les factieux exerçaient. Cette discussion en resta là pour le moment; mais les plus exaltés du parti ne se séparèrent qu'après avoir obtenu l'assurance d'une prompte adhésion de la collace à ce sujet.

CHAPITRE IV.

Les concessions tardives satisfont rarement le mécontentement populaire. — Système des insurgés à l'égard des privilèges et de leur force obligatoire. — Prétentions de quelques bourgeois de Gand au sujet des droits d'entrée et de sortie des autres villes. — Fâcheuse position du magistrat de Gand. — Élargissement sous caution de *Jean Van Waesberghe* et de *Liévin Donaes*. — Tentative malheureuse du premier pour quitter la ville. Il est arrêté malgré son déguisement et reconduit en prison. — Troubles qui en résultent. — Mise à prix de tous les fugitifs. — Ridicule action du premier échevin. — Attentats divers de la commune. — Renouvellement du magistrat. — Protestation secrète de la reine. — Changement du serment des échevins attribué à *Williken Demey*. — État désolant de la commune. — Délabrement des finances. — Tentatives infructueuses d'emprunts forcés. — Listes publiques des principaux propriétaires auxquels on suppose l'intention de prêter leur argent à la commune. — Vaines démonstrations du magistrat pour apaiser l'effervescence des métiers et des tisserands. — Proposition d'un quatrième membre politique de la ville non agréée. — Motifs de rejet mis en avant par les factieux.

On se flatte en vain d'apaiser le mécontentement du peuple par de trop tardives concessions. En des temps de troubles et d'émotions populaires, il faut saisir l'instant propice, et n'obéir à une nécessité inévitable qu'en paraissant céder aux mouvemens d'une conviction libre et spontanée. Loin d'apaiser les séditieux, la faiblesse des gouvernemens les rend plus intraitables, et pour un traître qu'elle soustrait au glaive de la justice, elle sacrifie des milliers de victimes, à l'insatiable fureur de quelques ambitieux. L'insurrection des Gantois, en 1539, avait pour cause l'excessive hauteur des subsides; pour but, l'observation des anciennes

lois. L'annulation de leurs plus importans priviléges avait laissé dans l'esprit des habitans de la capitale de Flandre un souvenir profond de haine et de regret; et plus d'un siècle après les défaites éprouvées à Gavre et à l'Écluse, il n'y eut pas de Gantois à qui le souvenir de ces journées fatales ne fît monter le sang au visage. Il fallut depuis tout l'ascendant de Charles-Quint pour oser, par un simple décret, maintenir l'exécution de la paix de Casand, que le peuple avait cessé de regarder comme obligatoire; ce qui avait excité à tel point l'indignation des Flamands, et surtout des Gantois, qu'ils ne parlaient jamais de ce décret qu'en le flétrissant de l'épithète avilissante et infâme de *peau de veau* (1). Le système fort simple de la commune était donc de se défaire de tous ces actes, et de rentrer dans l'exercice de ses anciens droits. C'est à ce système qu'elle avait donné un commencement d'exécution, en déchirant le décret de 1515. Il s'agissait tout uniment d'en faire autant des autres. Aucun obstacle ne paraissait devoir contrarier l'accomplissement de ce projet. L'opposition du magistrat et de la bourgeoisie eût pu seule l'en empêcher; mais pour obtenir ce résultat, il manquait à l'un et à l'autre ce caractère ferme et décidé qui ne recule ni devant l'emploi des moyens extrêmes, ni devant les conséquences qui peuvent en résulter. La faction des *creesers*, de son côté, n'avait guère favorisé ce projet. Ne respectant rien de ce qui était légal, elle n'était pas et ne voulait même pas paraître

---

(1) D'Hollander à ce sujet dit que cette *déclaration du souverain* a été appelée de ce nom par mépris, parce qu'elle a été dépêchée sur du parchemin. — *Voyez* ses Mém., pag. 100.

scrupuleuse sur les moyens, pour consommer une révolution. Dominer la discussion dans les assemblées populaires de la *collace;* organiser dans les arrières-clubs, un système de terreur qui éloignât la bonne bourgeoisie de la direction des affaires ; voilà quel avait été son but, et l'on conçoit qu'il était directement opposé à toute espèce quelconque d'administration intérieure. Quand de fait la paix de Gavre [1] et toute l'organisation politique de la ville de Gand eurent été remplacées par une sorte de pouvoir démagogique, on trouva des juges pour proscrire d'anciens magistrats [2], des bourreaux pour torturer et assassiner

---

(1) *Voyez* le texte de ce traité aux Pièces justificatives, litt. *A.*

(2) Voici la liste des fugitifs dont la tête avait été mise à 600 florins d'or. Ces noms furent affichés par ordre de la collace de Gand aux portes de toutes les villes de Flandre.

1. Mess. Philips Vanden Kethulle, seigneur d'Haverie, 1er échevin de la keure en 1536.
2. Reynier Vanhuffel, doyen des tisserands en 1536 et deuxième échevin de la keure en 1539.
3. Jacques Van Melle, deuxième échevin de la keure en 1536.
4. Gille Stalins (Haudbriel), troisième échevin de la keure en 1536.
5. Mess. Josse Triest, quatrième échevin de la keure en 1536.
6. Jean de Backere, fils de Bartholomé, cinquième échevin de la keure en 1536.
7. Josse Degrave, sixième échevin de la keure en 1536.
8. Jean Vanden Eechaute, septième échevin de la keure, en 1536.
9. Guillaume de Ruddere (aen de Waelpoorte), huitième échevin de la keure en 1536.
10. Liévin Myte, dixième échevin de la keure en 1536.
11. Josse De Brune, fils de François, onzième échevin de la keure en 1536.
12. Jacques De Grave, treizième échevin de la keure en 1536.
13. Gille De Baenst, premier échevin de la keure en 1537.
14. Antoine de Baenst, septième échevin des parchons en 1536.
15. Jean Van Wychuse, sixième échevin de la keure en 1514.
16. Gille Stalins, neuvième échevin de la keure en 1514.
17. Jean de Block, grand-doyen des métiers en 1538 et 1539.

des malheureux qui ne s'étaient dérobés à la mort que par un exil volontaire. Mais des lois qui cussent pu créer des institutions nouvelles, ct une volonté nationale qui les eût au besoin soutenues ct consolidées, voilà cc qui ne se trouva point. Le désordre et l'anarchie étaient parvenus à s'insinuer dans toutes les branches du pouvoir et à s'emparer de tous les esprits. Ceux qui ne payaient plus d'impôts à Gand n'en voulurent plus entendre parler ailleurs. Plusieurs marchands avaient acheté des marchandises à Audenaerde, on les requit d'en payer les droits. *Nous sommes tous*, dircnt-ils, *de la commune de Gand, la* collace *nous a déclarés francs, et nulle part nous ne payons plus rien.* Dans d'autres temps, les agens de fise se seraient moqués de la *collace* et de ses décisions; mais il fallut bien alors souffrir ce qu'on ne pouvait empêcher. Rien de plus na-

---

18. Jean Devettere (tussehen-poorten), onzième échevin de la keure en 1514.
19. M. Guillaume Dewale, premier échevin de la keure en 1514.
20. Maître Liévin Blomme, pensionnaire dc la ville de Gand en 1537.
21. Jean Scys, fils de Josse, troisième échevin de la keure en 1539.
22. Sébastien d'Haene, pensionnaire.
23. Maître Jean Baert, pensionnaire de la ville de Gand en 1537, et conseiller au parlemcnt de Malines cn 1538.
24. Maître Jcan Dezomerc.

A cette liste il faut ajouter tous les membres du eonseil de Flandre qui, avee François de Brunc, avoeat fiscal, se sauvèrent à Anvers et ne retournèrent en Flandre qu'après l'arrivée de Charles-Quint à Gand. — *Voyez* D'Hollander, pag. 114.

Il faut y ajouter encore les échevins dcs parchons de 1536, qui éehappèrent à l'emprisonnement, savoir : Gille Vanhuffel, cinquième échevin; M[e]. Pierre Vandyckele, sixième échevin; Antoine de Baenst, fils de Jean, septième éehevin; M[e] Liévin Degraeve, dixième échevin; Simon de Buek, onzième échevin, ct Antoine Stalins, douzième échevin. — *Voyez* D'Hollander, *Mém.*, pag. 175.

turel que de pareilles prétentions contribuassent beaucoup à exaspérer les esprits contre les Gantois ; mais les représailles terribles que la commune avait commises autrefois sur tous ceux qui s'étaient opposés à ses vues, rendaient extrêmement circonspects les magistrats des villes voisines. Cependant les empiétemens dont les factieux s'étaient rendus coupables ne laissaient plus aucun doute sur le but qu'ils s'étaient proposé; et l'affranchissement de la Flandre de la domination de l'empereur devait suivre immédiatement la guerre civile, qui n'était qu'un moyen pour parvenir à l'indépendance nationale. Dans ce cas, les gens de la campagne et des communes voisines avaient le plus à craindre et à souffrir. Tout à l'entour de la ville était donc dans l'incertitude et l'appréhension. La commune de Gand seule paraissait jouir de la plus grande sécurité. Toutefois le magistrat, à son avis, ne montrait pas assez de zèle pour le bien public. Plusieurs de ses membres, compromis par les accusations dirigées contre les anciens échevins, s'étaient de gré rendus en exil [1]; d'autres avaient été récusés [2]; le reste se trouvait retenu en fonctions malgré lui. Les meneurs disaient hautement que cela ne pouvait pas durer. Le choix d'un nouveau magistrat était à leur yeux devenu si indispensable, que la sûreté, voire même l'existence de la Flandre en dépendait. Le peuple est

---

[1] De ce nombre étaient Reynier Vanhuffel ou Vanhuffleghem (dans les manuscrits du temps son nom est écrit de deux manières), échevin, et Jean de Block, grand-doyen des métiers.

[2] Josse Seys et Liévin Donaes qui, poursuivis criminellement, n'avaient obtenu leur liberté provisoire qu'à condition de garder la ville pour prison.

parfois singulier, il n'y a de si ridicule et de si absurde accusation qu'il n'intente quand elle a pour but de noircir et de perdre ses ennemis déclarés. La commune avait fait emprisonner le receveur de la ville, nommé *Jean Vanwaesberghe*. Trouvant qu'il n'y avait pas l'ombre d'une accusation, le magistrat avait imploré en sa faveur et en celle d'un nommé Liévin Donaes, également détenu sans motifs. Soit condescendance, soit justice, la *collace* ordonna leur élargissement sous la condition formelle de se constituer en prison dès qu'ils en seraient requis. Jean Vanwaesberghe était parent du proscrit Vanhuffel; ne se croyant point en sûreté au milieu de gens qui avaient assassiné Liévin Peyn et mis à prix la tête de son beau-frère, il tenta dès le lendemain de sortir inaperçu de la ville, dans le dessein de se soustraire à de nouvelles accusations. Pour d'autant mieux parvenir à son but, il prit le déguisement d'une femme du peuple, remplaça ses hauts-de-chausses par un jupon et s'affubla d'une mantille de soie noire. Il parvint ainsi sans malheur à passer les portes et les barrières de la ville, sans que personne connût ou soupçonnât même son évasion. Le sort, ou, ce qui est plus probable, une infâme trahison le fit reconnaître par des gens qui, sans doute, l'attendaient sur son chemin; et quelques instans suffirent pour l'arrêter, le lier, le garrotter, le conduire en spectacle en ville et le jeter au fond d'une étroite et obscure prison. Ce fait insignifiant répandit aussitôt une terreur panique en ville. Officiers, magistrats, tous à la fois furent accusés d'avoir favorisé son évasion. La commune saisit ce prétexte pour courir aux armes, destituer les magistrats, priver le grand-bailli de ses gardes et traîner le canon sur les remparts de la ville. Tout fut

pendant la nuit dans la plus grande agitation. L'assemblée de la *collace* se prolongea jusqu'à une heure après minuit; on y mit à six cents florins d'or la tête des fugitifs; le portier accusé de connivence fut suspendu de ses fonctions, d'autres fonctionnaires furent destitués; poursuites, sequestres, emprisonnemens, tout ce qui pouvait atteindre les biens et les personnes fut décrété. On frappa la ville de réquisitions en poudre, artillerie, boulets, barrières et *ponts-levis ;* des particuliers furent condamnés à creuser des fossés, à élever des digues, à déblayer les glacis. Pour fortifier les points menacés, on n'épargna ni maisons, ni édifices, tout ce qui présentait obstacle à la défense fut sur-le-champ abattu; ainsi la fuite d'un misérable, avait jeté la terreur dans les esprits. Envain, le gouvernement envoya des députés pour calmer cette agitation extraordinaire, leurs jours furent quelque temps en danger, parce que les factieux voulaient des commissaires et non des conseillers [1].

Les choses en étaient venues trop loin; l'impuissance des magistrats avait enflé l'orgueil des agens de troubles. Au lieu d'exhorter les bourgeois à la défense, le premier échevin alla se jeter à deux genoux devant le peuple ameuté, criant à haute voix : *messeigneurs, coupez-moi la tête si cela vous plaît, mais de grâce, laissez-nous tranquilles et allez travailler.*

Tout respirait le trouble et le désordre : l'officier du prince et les magistrats n'étaient plus que les agens des violences de la

---

[1] Les députés envoyés par le reine étaient Messire Adolphe de Bourgogne, seigneur de Bevres, de la Vere, Vlissinghe, amiral de la mer et chevalier de l'ordre de la Toison d'Or, et Messire Lambert de Bryarde, chevalier, président du grand-conseil de Malines. Ils arrivèrent à Gand le 24 septembre 1539.

commune; l'administration des finances leur fut enlevée. Les poursuites criminelles étaient dirigées par les métiers. La commune emprisonnait, bannissait, torturait ceux qu'elle ne pouvait ni convaincre ni s'attacher. Elle défendit le travail des métiers, suspendit les impôts, prononça la confiscation des biens et la perte de la liberté. Non contente de cela, elle haussa les monnaies, fit pourchasser les émigrés, envoya des commissaires pour insurger les villes de Flandre et semer au loin les mêmes germes d'insurrection. La ville n'étant pas à l'abri d'un coup de main, on la fortifia; des ordres furent expédiés à Bruges, à Audenaerde, à Gavre, pour réclamer l'artillerie des Gantois. Enfin, tout ce qui avait l'ombre d'un pouvoir fut usurpé. C'est dans de telles dispositions qu'on procéda à l'élection d'un nouveau magistrat (1).

---

(1) Cette élection eut lieu le 28 septembre 1539. Voici les noms qui sortirent de l'urne électorale :

1. Messire Josse de Joigny, seigneur de Pamele, premier échevin. Sur son refus il fut remplacé par messire Antoine Deleu.
2. Mathieu Vandeynse, deuxième échevin.
3. Rogier Van Sonnemare, troisième échevin.
4. Antoine Deleu, quatrième échevin, remplacé ensuite par Gille Dewilde.
5. Adrien Vandamme, cinquième échevin.
6. Martin Volckaert, sixième échevin.
7. Jean Van Dixmude, septième échevin.
8. Liévin Vanderhaghen, huitième échevin.
9. Josse Vanderzaffele, neuvième échevin.
10. Liévin Vanhuckelghem, dixième échevin.
11. Jean Dekeyzere, remplacé ensuite par Liévin Sleehaut, onzième échevin.
12. François Vanhoute, douzième échevin.
13. Jacob Dewulf, treizième échevin.

Les échevins des parchons ou du second banc restèrent tels que les avaient désignés les élections du mois d'août.

Elle se fit en vertu de la commission du gouvernement; mais la régente ne consentit à la signer que pour ne pas exposer les jours de ses députés. Elle fit dresser à Malines ([1]), en présence de l'archevêque de Palerme, du marquis de Berghes, du comte d'Espinoy, des seigneurs de Neufville, de Winghene et du docteur Schorre, une protestation formelle; et ce ne fut qu'après avoir dressé cet acte, qu'elle consentit à apposer sa signature sur la commission. Cette réserve était nécessaire, car indépendamment de la destitution arbitraire de l'ancien magistrat, l'obligation où se trouva le nouveau de prêter un autre serment, était un acte qui violait les traités existans, ou qui semblait du moins préjuger qu'il n'y fallait avoir aucun égard. En effet, d'après ce nouveau serment, le magistrat n'était plus tenu de se conformer ni à la paix de Casand, ni à l'acte de 1515. Il jurait simplement de maintenir les droits et les hauteurs du souverain, et de garder les priviléges et les libertés de la ville.

Willekin Demey, l'un des chefs de la faction des *creesers*, était l'auteur de ce changement. Par ce moyen qui lui paraissait admirable, il avait d'un seul trait replacé la commune en possession des priviléges que les traités de Gavre et de Casand avaient mutilés. Ce qu'il appelait les usurpations du souverain, était anéanti. La paix de Gavre, celle de Casand, les restrictions aux droits de la ville, tout tombait devant l'obligation vague et

---

([1]) A l'hôtel du marquis de Berghes où elle se trouvait alors.

indéfinie de maintenir les droits souverains [1] et les priviléges de la commune.

En même temps, il remettait en vigueur, les anciennes prérogatives des Gantois; l'usage des *chaperons blancs*, la suprématie sur la Flandre, le pouvoir de juger en dernier ressort, celui de bannir, de battre monnaie, d'appeler la force armée, de fortifier la ville, d'occuper les forts de la Flandre; enfin, tout ce qui constitue l'essence d'un pouvoir indépendant et souverain. Cet acte hardi étant consommé, il ne restait pour renouveler les scènes des Artevelde qu'à nommer un protecteur. Assez d'hommes ambitieux étaient là pour prétendre à cet honneur, et nul doute que dans cette foule de tribuns, il n'y eut plus d'un homme capable d'opérer une révolution. Mais l'énergie, même en des temps de troubles, ne suffit pas. On ne parvient à maîtriser l'esprit d'un peuple qu'après l'avoir vivement ému par quelqu'action d'éclat. Demey, Claes, Deherde, étaient des hommes tels qu'en offrent toutes les phases des révolutions; perdus de dettes et couverts d'infamie, se jetant dans le parti des factieux pour échapper à la justice ou à leurs créanciers; doués de cette éloquence populaire, qui sait flatter au besoin les mauvais penchans du peuple, ou gourmander sa trop prudente indécision; d'ailleurs injustes, cruels, impitoyables pour tous ceux qui s'opposent à leurs desseins factieux, et ne trouvant jamais que les châtimens

---

[1] *Kent dat den peys van Cassant te meuten is. Zeyt dat hy den eet van schepenen veranderen wilde om reden dat hy wilde dat men den eet deden zoude gelyk den keyzer deed onder den* clokreep. *Enquêtes judiciaires*, interrogatoire de Willekin Demey du 1er mars 1539.

sont assez prompts ou assez terribles pour punir ceux qui ne pensent pas comme eux. Bons à quelque chose, quand il s'agit de détruire, ces élémens n'ont plus aucune valeur lorsqu'il faut créer et soutenir des institutions propres à établir un nouveau système politique.

Cependant l'insurrection avait perdu sa cause depuis que la bourgeoisie s'était séparée des factieux. Quoique les magistrats nouvellement élus, partageassent en grande partie les opinions des agitateurs, on s'aperçut bientôt que sans la coopération des bourgeois, il n'était pas de révolution durable. On eût beau vouloir augmenter la valeur des monnaies, les finances de la ville n'en furent pas moins obérées. Aucun fonctionnaire n'avait depuis l'insurrection touché son traitement. Les créanciers de la ville, privés des intérêts de leurs créances, n'envisageaient qu'avec appréhension un avenir qui ne les rassurait aucunement sur le sort de leurs capitaux. Cependant il fallut bien, à défaut d'impôts qu'on avait abolis, recourir à des emprunts publics. Dans l'état d'exaspération des bourgeois, la mesure était impraticable. Ce membre, ayant vu ses droits politiques lâchement trahis, avait conçu contre les métiers la plus vive indignation. Quelques promesses qu'on fît aux capitalistes, ils demeurèrent sourds à l'appel. Les meneurs virent à la fin la faute qu'ils avaient commise. Pour la réparer, on fit défense à tous ceux qui n'étaient ni propriétaires ni pères de famille, âgés d'au moins vingt ans, de paraître aux assemblées de la bourgeoisie [1]. Mais cette mesure eut le sort

---

[1] « Que personne ne s'avanche de s'assembler avec le membre des bourgeois sinon adheritez, tenant maison en la ville, mariés excédans 20 ans. »

réservé à toute justice tardive. On perd à donner par contrainte ce qu'on doit par obligation. Voyant que ce moyen ne réussissait point, on eut recours à des emprunts forcés. Les métiers et les tisserands dressèrent une liste où figuraient les noms des principaux propriétaires. On leur prêta gratuitement le dessein d'offrir à la commune, à titre d'emprunt, les sommes nécessaires à ses besoins [1]. En donnant de la publicité à ces offres simulés, on ne douta point que la majeure partie de ceux qu'on signalait ainsi à l'opinion publique, ne préférassent donner leur argent plutôt que de s'exposer à la haine des agens de troubles; mais quelqu'importantes que fussent les sommes qu'on recueillit de cette manière, elles suffirent à peine à couvrir les premiers besoins [2].

L'argent devenait de plus en plus nécessaire; las de servir un maître qui ne payait pas, les fonctionnaires se retiraient. Les ouvriers depuis long-temps sans travail, ne subsistaient que d'aumônes publiques, et la populace vit, malgré tous les beaux priviléges dont on l'avait prétendûment dotée, que son sort n'en était pas meilleur. Cependant tous les liens qui retiennent les hommes dans le devoir étaient rompus, les fondemens de la société ébranlés, et l'on n'entendait de tous côtés que des fau-

---

(1) Pottelsberghe était taxé à 2,000 livres de gros, M. Charle à 1,000 liv. même monnaie, et les autres propriétaires en proportion de leur fortune. Voyez *Enquêtes criminelles*, déposition de Liévin Gheerts, f° 238. Pottelsberghe, dont il est ici question, était sans doute fils de Liévin Pottelsberghe, équier, seigneur de Vuulcshaute, Merendre, etc. *Voyez* Sanderus, tom. Ier, pag. 160, et Mém. de D'Hollander, pag. 117. Il mourut en 1531.

(2) *Voyez* les *Enquêtes criminelles* susdites, déposition de Liévin Gheerts du 13 mars 1539.

teurs d'anarchie provoquer hautement au renversement de la société. Les pauvres exaspérés contre les riches, menaçaient de renouveler le système des lois agraires et quiconque jouissait de son bon sens était persuadé que tout cela ne pouvait finir que par un bouleversement. Les nouveaux échevins, appelés le *magistrat des creesers* (1), firent d'abord quelques démonstrations pour engager les métiers et les tisserands à présenter des candidats pour les places de doyens ; mais ils ne réussirent pas mieux que leurs devanciers. Les assemblées du peuple étaient devenues des rassemblemens tumultueux d'individus de toute espèce. Le privilége de porter des armes rendait la dernière classe du peuple un objet continuel d'appréhension, et le règne de la terreur commençait à prévaloir. Les principaux meneurs voyant que la faction des *creesers* dominait par le nombre, commencèrent eux-mêmes à craindre que le pouvoir qu'ils avaient confié à la lie du peuple, ne leur échappât bientôt à leur tour. En effet, les factieux s'impatientaient des lenteurs; toutes ces résolutions de la *collace* leur paraissaient absorber un temps précieux, n'aboutir qu'à des mesures inutiles; et ils délibérèrent quelque temps pour savoir s'ils ne devaient pas s'en passer. L'administration de la ville n'allait être qu'un rassemblement de bandits armés, quand Demey voyant tout le danger que courait la commune, proposa de former un quatrième membre politique, composé de tous les bourgeois forains et de la canaille. Il espérait par cette mesure extrême apaiser le mécontentement des agitateurs, et neu-

---

(1) Nous avons donné les noms des membres qui composaient ce magistrat à la pag. 82.

traliser l'influence délétère de cette populace armée, qui menaçait la ville d'une entière destruction ([1]). Ce moyen ne lui réussit point. En voulant isoler les démagogues les plus turbulens, on lui soupçonna des desseins contre l'indépendance des autres membres, et les *creesers* n'y virent qu'un moyen pour restreindre leur nombre et leur influence. Trop persuadés de leur triomphe, les factieux ne demandaient pas qu'on leur assurât par une loi ce qu'ils avaient usurpé par la violence; mais ils voulaient que tous ceux qui avaient part au pouvoir voulussent bien épouser leurs opinions et contribuer avec eux à spolier à leur tour ceux qu'ils accusaient d'avoir spolié les biens des pauvres et usurpé les droits de la commune.

([1]) *Zegt van den adviese van de Creesers niet geweest t' hebben; maer was van den adviese dat de bouven en haegh-poorters alleene vergaeren zoude en haer bilietten overbrengen; en was zyne intencie om dat zy geene beroerte maeken en zouden onder 't volck van heeren* (bourgeois). *Enquêtes criminelles*, interrogatoire de Willekin Demey du 1er mars 1539.

CHAPITRE V.

Progrès de l'insurrection. — La reine régente s'en étant informée, se hâte de revenir de la Hollande. — Ordres qu'elle donne. — Courrier expédié à l'empereur. — Les ministres font surseoir à toutes exécutions. — Députés de la reine à Gand. — Renouvellement du magistrat. — Sa lettre à la reine. — Ses premiers actes. — Mesures contre les proscrits. — Leurs intrigues. — La commune de Gand envoie des commissaires pour insurger les villes voisines. — *Willekin Demey* se rend à Courtrai et à Audenaerde. — Conduite et discours de ce factieux. — Insurrection de cette dernière ville. — Arrestation des magistrats. — Mesures répressives que prend le gouvernement. — Députés de la reine à Audenaerde. — Le gouvernement envoie quelques soldats pour s'assurer du château de Gavre. — Ils sont assiégés par les paysans insurgés. — Résolution de la commune de Gand. — Organisation de la guerre civile. — Toute communication officielle est rompue entre les factieux et le gouvernement.

Il s'était déjà écoulé plus de deux ans depuis les premiers symptômes de troubles. Rien de plus naturel qu'une insurrection si long-temps flagrante n'eût fait des progrès effrayans. L'assassinat juridique de *Liévin Peyn*, celui de *Jean Vanwaesberghe*, torturé à mort [1], l'anéantissement du décret de l'empereur, les

[1] Le même qui, par suite de sa malheureuse tentative d'évasion, avait été arrêté et conduit à Gand. Il mourut en prison à la suite des mauvais traitemens qu'il subit dans les diverses épreuves de la question. Les factieux délibérèrent long-temps s'il ne convenait pas de traîner son cadavre sur la place publique, de le décapiter et d'exposer ses restes aux gémonies. Des affaires plus pressantes détournèrent les factieux de ce dessein.

proscriptions en masse, les confiscations, l'augmentation des monnaies, l'appel aux armes des insurgés, enfin, de quelque part qu'on tournât ses yeux, tout avait pris un aspect sinistre et alarmant.

La reine, qui apprit une partie de ces nouvelles pendant son séjour en Hollande, se hâta de revenir en Brabant. Le conseil reçut l'ordre exprès de surseoir à toute exécution. Tous les commandans des forts de la Flandre furent secrètement avertis de se tenir sur leurs gardes. On manda aux seigneurs des principaux châteaux d'armer leurs gens, et on expédia des courriers à l'empereur avec le récit de ce qui venait d'avoir lieu. La régente lui fit connaître l'impossibilité où elle était de maintenir son autorité, contre les attentats toujours croissans d'une commune qui, dominée par une faction turbulente, méconnaissait tous ses droits souverains. Afin d'attendre la décision de l'empereur, le conseil résolut de renoncer à toute mesure violente, et de n'opposer aux empiétemens des factieux qu'un système de lenteur, capable d'apaiser les esprits, ou au moins d'en calmer la trop grande effervescence. Ainsi, pour éviter aux anciens magistrats emprisonnés le sort qu'avait subi *Liévin Peyn*, la régente écrivit à la commune en leur faveur, promettant de consentir au renouvellement de la loi, pourvu qu'ils laissassent les magistrats en possession du droit de juger.

Elle désigna en même temps le seigneur de Bevres et le président du grand-conseil en qualité de députés, avec ordre de se rendre à Gand, pour apaiser les mécontens, s'il était possible, et les engager à renoncer au changement de la loi. Elle les munit d'instructions détaillées, leur enjoignit de communiquer avec

le grand-bailli et les gens de bien de la ville. Ils eurent également la commission secrète de traiter avec les doyens en chef et les membres les plus influens de la commune ; mais au lieu de calmer l'irritation, leur présence ne fit que l'exciter et l'accroître. Lorsque le peuple apprit dans quel dessein ils étaient venus en ville, il persista dans ses projets, ne voulut entendre parler d'aucun accommodement, et déjà l'on parlait de s'assurer de leurs personnes à titre d'otages si, incontinent, on ne procédait à l'élection d'un nouveau magistrat. Le temps des négociations était déjà bien loin. Pour ne pas mettre en danger les jours de ses députés, la reine consentit à signer la commission; mais elle fit indépendemment de son acte de protestation, mettre sous le cachet en cire du décret ces mots : *Par force et pour éviter plus grand mal, ay consenty cette commission.* — Marie [1].

Le magistrat était à peine installé qu'il agit avec plus de sévérité contre les proscrits ; des compagnons armés parcoururent les campagnes munis de mandats-d'arrêt qu'ils affichaient aux portes des villes, intimant aux magistrats l'ordre de la commune de leur livrer les fugitifs. De nouvelles tables de proscriptions furent dressées, et les conseillers-parchons de 1536, qui avaient été exceptés des poursuites criminelles, furent décretés à leur tour de prise de corps [2].

Le seigneur de Paemele, premier échevin ne remplissant point ses fonctions, le magistrat s'en plaignit à la reine et lui demanda

---

[1] *Voyez* L'Espinoy, pag. 858 et les Mém. de D'Hollander, pag. 168.
[2] Mém. de D'Hollander, pag. 175.

que son bon plaisir fût de l'obliger à desservir son État. A n'en juger que par les premiers actes, il était évident que la majorité du nouveau magistrat était vendue aux intérêts des factieux. L'énergie qu'il déploya contrastait singulièrement avec la pusillanimité de ses devanciers. Mais cette énergie était malheureusement celle de fonctionnaires qui consultent moins leurs devoirs que leurs passions. Les factieux, voyant qu'ils pouvaient désormais compter sur la coopération du magistrat, commencèrent à réclamer avec violence l'extradition des fugitifs. La commune les accusait d'être les auteurs de tous les faux rapports qui parvenaient au gouvernement; ct des fonctionnaires élevés regardaient leur présence à la cour, comme l'un des motifs qui excitaient le plus l'exaspération du peuple. Quoi qu'il en soit de l'influence de ces bannis, leur séjour à Malines et à Bruxelles servit de prétexte aux plus violentes déclamations. Ils furent accusés de tramer contre leurs concitoyens les complots les plus criminels, et d'instiguer le gouverncment à prendre des mesures extrêmes, dans le but de revenir tirer vengeance de ceux qui les avaient proscrits. On disait que plusieurs des plus intrigans parcouraient la Flandre avec la mission spéciale d'engager les habitans à se prononcer contre les Gantois. On accusa même les ministres de les y avoir envoyés dans ce but [1]. Tous ces bruits et beaucoup d'autres semblables furent sans doute alors fort exagérés, mais ils n'en produisaient pas moins une fermentation extrême. La commune fit écrire à toutes les villes de Flandre, pour s'assurer

---

[1] Mém. de D'Hollander, pag. 202.

des dispositions de leurs habitans. Elle envoya des commissaires dans tout le plat pays, et les orateurs les plus turbulens de la commune reçurent ordre d'aller exciter les villes voisines à faire cause commune avec elle. Demey se transporta d'abord à Courtrai, où n'ayant réussi à mettre dans ses intérêts qu'une partie de la plus basse classe du peuple et des paysans des environs, il manda au magistrat de Gand que les hauts-échevins de la châtellenie n'étaient que des *vlabakkers* et des traîtres; qu'il fallait s'en emparer et faire leur procès. Cet acte arbitraire fut aussitôt fait que conseillé. Les *hoog-pointers* de Courtrai, enlevés de nuit par les satellites de la commune, furent saisis au corps et jetés dans les prisons de Gand. Demey se transporta ensuite à Audenaerde, où la faction des *creesers* avait plus d'intelligences. Là, ce tribun turbulent fut reçu avec des démonstrations de joie. A son arrivée, il fut entouré d'une foule d'individus avides d'entendre le récit de tout ce qui s'était passé à Gand. Cet oracle du peuple ne leur laissa rien ignorer. Ses discours empreints de la violence de son caractère peignaient en traits de feu les actes arbitraires du gouvernement; les projets sinistres des proscrits et les dangers imminens que couraient les villes de Flandre si elles tardaient plus long-temps à s'unir pour repousser par la force un système d'oppression qui menaçait tous leurs droits.

« Nous, les premiers, nous vous en donnons l'exemple, s'écria-» t-il, trop long-temps nous avons gémi sous un sceptre de fer. » Où sont nos priviléges et nos droits? en a-t-on respecté un » seul depuis ce règne? Jeunes encore, nous concevions quel-» qu'espoir, qu'un prince, né parmi nous, eût gouverné le pays » selon nos mœurs et nos lois; avons-nous vu d'abord autre

» chose que des courtisans qui, après nous avoir ruinés, insul-
» taient par leur faste à notre misère? nous appelions alors de
» tous nos vœux les jours où, délivrés de cette horde de vam-
» pires, le prince pût lui-même écouter nos plaintes et y faire
» droit. Mais hélas! nous ont-ils laissé seulement ce dernier
» espoir? N'est-ce pas encore à leurs intrigues que nous devons
» d'avoir été témoins de son départ? que nous sommes redevables
» d'un ministère qui ne connaît des lois du pays que tout juste
» ce qu'il faut pour l'épuiser et l'asservir?

» On nous accable d'impôts nouveaux. [1] Les subsides sont
» sans bornes; et qui pourrait vous dire à quoi l'on emploie notre
» argent trouverait à peine ici un homme qui voulût l'en croire.
» En moins de six ans, la Flandre seule a payé au delà de trois
» millions de florins d'or en subsides extraordinaires [2]. Vous
» douteriez-vous alors que, malgré cela, les frontières sont dé-
» garnies, et le soldat sans être payé [3]? Rien n'est cependant
» plus vrai. Ces concussions auront-elles à la fin un terme?
» Ou resterons-nous, lâches que nous sommes, tranquilles
» spectateurs de toutes ces infâmes dilapidations? Comptez
» maintenant ce que vous ont valu tous vos sacrifices. En êtes-
» vous plus libres ou plus heureux? vos droits en sont-ils plus
» respectés? votre industrie plus prospère? quand nous vivions
» sous le despotisme bourguignon, on fit quelques tentatives pour

---

(1) C'est à Charles-Quint qu'on doit l'introduction en Flandre des impôts sur la consommation, appelés *moyens-courans*.

(2) *Voyez* Mémoires de D'Hollander, pag. 36 et 81.

(3) *Voyez* Id. Id. pag. 36 et 37.

» imposer le peuple; mais, du moins, vous savez comment nous
» reçûmes ces essais. Ce fut à la pointe de nos épées. Maintenant
» tout ce qui sert à notre existence paie au fisc des droits exorbi-
» tans. Le pain, la bière, le cidre, tout est soumis à l'impôt, et
» le peu qui reste pour soutenir notre misère, devient la proie
» des magistrats ou de la cour [1]. Si après tant d'exactions on
» nous laissait traîner notre existence en paix; mais quoi! nous
» ne pouvons plus compter sur des priviléges pour nous garantir.
» Ceux que nos ancêtres ont arrosés de leur sang sont ou mé-
» connus ou violés; et quand on veut bien nous reconnaître en-
» core à titre d'hommes libres, c'est pour nous enlever le peu
» que cette liberté nous a donné. A ce système il faut désormais
» s'opposer par les armes. Tout cela n'aurait pas lieu si l'em-
» pereur en était instruit; c'est à son insu que la cour et les
» ministres ruinent le pays. Qu'avons-nous besoin d'être gou-
» vernés par une femme? plaçons-la dans un cloître et nos
» maux seront finis [2]. Quel que soit le parti que vous preniez,
» celui de nos oppresseurs ou le nôtre, nous avons résolu de
» reconquérir nos droits, dussions-nous dans cette entreprise
» succomber les armes à la main. Nous n'avons plus qu'à nous

---

(1) *Voyez* un traité sur l'ancien gouvernement de ce pays, son organisation, celle des différens conseils, etc., etc., manuscrit appartenant à M. Hey-Schautheer, f° 254.

(2) *Wat hebben wy metter koninginne te doene, dat mense in een klooster steke. Zo zoude wel al d'onse vertieren, en ook men behoorde haer brieven geen gelove te gevene, mits dat zo niet meer 't regiment van Vlaenderen en heeft want ik en andere inzetenen van Ghendt, hebben 't regiment gegeven mynheere den hoog-balliu.* Propos tenu à Audenaerde par Willekin Demey et dont il fut accusé par ses complices. — *Enquêtes criminelles*, interrogatoire de Guillaume Demey du 5 mars 1539.

» fier à nos bras, déjà de tous côtés les soldats marchent contre » nous. Des émissaires ne sont-ils pas arrivés dans ces murs? » et qu'attendent-ils pour vous opprimer, si ce n'est le signal » qui leur en sera bientôt donné? Vous laisserez-vous égorger » sans défense? ou trouvez-vous qu'il soit plus doux de servir » que de commander? Fidèles à l'empereur, la commune et moi » avons investi le haut-bailli du pouvoir souverain. Quiconque » y trouve à redire, verra si nous ne sommes plus les descen- » dans des Flamands d'autrefois, de ces hommes qui, lorsqu'on » touchait à leurs priviléges, n'hésitaient pas à crier aux armes! » Eh bien! mes amis, nos droits sont en danger. Souvenez-vous » du serment de vos pères : aux armes! Plutôt mille fois la mort » qu'un instant d'esclavage, ou la vie achetée au prix d'une » honteuse et mercenaire liberté. »

Cette harangue incendiaire eut tout l'effet que l'orateur en attendait. Le peuple s'attroupa; il voulut connaître les prétendus émissaires que la cour avait envoyés. Comme on soupçonnait qu'ils s'étaient retirés au château, on fit sommer le peu de gens qui s'y trouvaient à se rendre. Les deux frères de Lalaing, qui y commandaient, parvinrent à apaiser les mutins; mais quelques instances que fît le magistrat, il ne put les détourner du projet d'emprisonner les échevins de 1537 [1].

Le gouvernement, instruit des tentatives que faisait la com-

---

[1] Voici les noms de ceux qui furent l'objet de ces poursuites : jonkheer Jacob Van Dervarent ; jonkheer Jan Van Sielyn; Adriaen Vanderstraeten ; jonkheer Jacob Vanden Bossche, filius Adriaen ; jonkheer Jacob Van Quickelberghe ; Jooris De Corte d'oude; Pieter Gastel, en jonkheer Philippe Élias, heer van Huddeghem.

mune de Gand pour insurger les villes voisines, se mit en mesure de s'y opposer. Il envoya le prince d'Orange et le seigneur de Molenbais à Bruges, pour y lever un corps de cavalerie; *Hubert Turck* partit pour Bois-le-Duc avec ordre d'en ramener mille fantassins, et le duc d'Arschot fut averti de faire partir sans délai les trois cents cavaliers et les cinq cents piétons qu'il avait offerts en cas de besoin. Un député de la reine prit sans retard son chemin vers Audenaerde, et afin de ne pas laisser au hasard des événemens les points les plus exposés aux entreprises des factieux, un capitaine et seize archers de la garde reçurent secrètement la mission de se transporter à la hâte au château de Gavre et de s'y retrancher ([1]). La vue de cette poignée de militaires excita l'alarme aux environs. Une foule de paysans armés de pieux et de fourches entourèrent le château, menaçant de le prendre d'assaut s'il ne se rendait à discrétion. Voyant que ses injonctions ne produisaient point d'effet, Vanvaernewyck, chef de ces insurgés, le fit cerner dans le dessein d'en affamer la garnison. Il n'aurait peut-être que trop tôt réussi dans son projet si le gouvernement, instruit de la position fâcheuse de cette poignée de braves, ne leur eut envoyé peu de jours après un renfort en hommes, en vivres et en munitions de guerre.

La commune de Gand avertie de ces mesures, prit différentes résolutions qui toutes avaient pour objet de fomenter la guerre civile en Flandre. Les métiers et les tisserands enlevèrent au magistrat le droit d'élire leurs doyens; on défendit sous peine

---

([1]) Mémoires de D'Hollander, pag. 177, 178 et 179.

de la vie l'exportation des grains; tout militaire trouvé au plat pays, fut mis hors la loi et dévoué à la vengeance des paysans insurgés; on ordonna aux baillis des villages de mettre la force armée sur pied, de sonner en cas de danger le tocsin, de couper les ponts, d'obstruer les passages; les remparts de la ville furent hérissés de canons; une levée d'artilleurs fut décrétée et l'on pourvut à l'approvisionnement de tous les magasins militaires de la ville. Des compagnons armés partirent sans délai pour s'emparer des forts de la Flandre; des capitaines furent désignés pour les commander, et l'on résolut d'appeler toutes les villes flamandes à une alliance offensive et défensive contre le souverain.

Pendant que la commune organisait ainsi l'insurrection générale, le magistrat ne cessait de demander au gouvernement, dans les termes les plus hautains, l'évacuation du château de Gavre et l'extradition des proscrits. Il se plaignait en même temps de ce que la reine avait défendu aux paysans des environs de Courtrai d'avoir recours aux échevins de Gand, tandis que S. M. n'ignorait pas qu'en tous temps les Gantois avaient eu sur eux le droit incontestable de juridiction. Voyant que toutes ses instances n'aboutissaient qu'à mettre la commune de plus en plus dans ses torts, il résolut de rompre toute correspondance avec la cour, et de ne prendre à l'avenir d'autres conseils que ceux qui lui seraient suggérés par les événemens politiques, ou dictés par le sentiment intérieur de sa propre conservation.

CHAPITRE VI.

L'empereur envoie le comte Dereulx à Gand en qualité de député. — Son entrevue à Mons avec le seigneur Deschardau, grand-bailli.— Il arrive à Gand le 30 octobre 1539. — Y trouve tout en insurrection. — Fait assembler la *collace* le lendemain. — Requiert au nom de l'empereur trois points. — La bourgeoisie seconde ses vues. — Division des autres membres. — Troubles qui en résultent. — Le comte est en danger. — Les factieux tentent de s'emparer de sa personne et de la maison échevinale. — Les bourgeois, la noblesse et le clergé se mettent sous les armes. — Ils sont prêts à en venir aux mains avec les factieux.— Le projet de piller la ville ayant échoué, les factieux se concertent pour résister à l'empereur. — Leurs diverses résolutions à ce sujet. — Acquittement des prisonniers. — La commune paraît se calmer. — Résolution de la *collace* de déposer les armes, de rétablir les accises et de rendre le pouvoir judiciaire indépendant. — Départ du comte Dereulx. — On répand le bruit que l'empereur traverse la France. — Les factieux pour s'en instruire envoient un député à Paris. — Projet d'une ligue offensive entre les métiers. — Opinions diverses à ce sujet. — L'agitation recommence. — Les doyens des métiers s'assemblent seuls et prennent, au nom de la commune, différentes résolutions. — Conclusion de la ligue. — Les factieux se reposant sur cette alliance, attendent la venue de l'empereur.

L'empereur ayant appris par des nouvelles postérieures de la régente, combien peu ses lettres de janvier 1537, avaient fait d'impression sur l'esprit des Gantois, résolut de tenter un dernier effort. Ayant près de lui le comte Dereulx, capitaine-général des provinces de Flandre et d'Artois, il le munit d'instructions secrètes, et l'envoya en qualité de député à Gand. Arrivé à Mons, le comte y apprit tout ce que la commune avait tenté depuis le renouvellement du dernier magistrat. Il envoya sans délai à la cour, le double des instructions dont

il était chargé, et manda que son avis personnel était, que le caractère tout particulier qu'avait pris l'insurrection depuis son départ d'Espagne, rendait à plusieurs égards ses instructions ou inutiles, ou trop modérées. Mais comme les Gantois montraient une défiance extrême pour tout ce qui était ordonné par la cour, la régente enjoignit au comte de se transporter directement à Gand, et de n'exposer à la commune que les faits qui étaient censés connus à Madrid avant son départ; laissant à sa discrétion personnelle le soin de démontrer au peuple les dangers auxquels il s'exposait en y persistant, et le courroux que ne manquerait point d'en concevoir l'empereur, s'il était instruit de tous ses actes fréquens d'insubordination avant qu'il eût fait son entière soumission. Le comte obtempéra à ces ordres. Après avoir eu une entrevue secrète avec le seigneur Deschardau, grand-bailli de Gand, l'un des fonctionnaires qui avaient quitté la ville le plus tard, il se mit en route et arriva le 30 du mois d'octobre 1539 à Gand [1]. Quel dut n'être pas

---

[1] Le grand-bailli de Gand, François Vander Gracht, avait quitté la ville le 17 octobre 1539, comme il conste par sa lettre datée du même jour dont nous donnons ici copie :

Mynheeren,

Ic gebiede my in ul. goede gracie. Ic haude Ulied. wel indachtich hou dat ic Ulied. by diversche stonden gheaverteert hebbe dat indien ghylied., Mynheeren, eenighe zaken dede teghen de K. M. ofte de privilegien de welcke icke bezworen hebbe, zoude alsdan moeten vertrecken mits dat icke hier naermals dat niet en zoude kuenen verantworden. Et welcke uv ghebuert is in t' vermaken van de dekenen, ende ooc dat ghylied. my wilt doen doen eenen anderen cedt et welcke ic niet doen en mach zonder expres consent van de K. M. En peynze wel dat ghylied., Mynheeren, de pacientie niet en zout hebben zo

l'étonnement de cet envoyé de l'empereur quand, à son arrivée, il trouva toute la ville en insurrection, les rues remplies de gens armés, tous les postes militaires occupés par des artisans, peu de bourgeois, mais une foule de ces gens inconnus qui s'attroupent à la veille des dangers; mais cet étonnement fut à son comble quand il entendit le bruit sourd des canons qu'on traînait sur les remparts de la ville, et surtout le son lugubre et funeste de cette cloche fameuse qui fut toujours en Flandre le signal de la guerre civile et des combats (1).

Aucun instant n'était à perdre. Dès le lendemain, la *collace* fut convoquée. L'envoyé de l'empereur exhiba sa mission, et au nom de son maître, il requit que la commune déposât les armes, qu'elle s'abstînt d'intervenir dans l'exercice de la justice criminelle et que les accises fussent immédiatement rétablies. Il ajouta

---

langhe te beydene dat ic hem adverteren mochte. — Ende mids ooc datter eenen voys beghint te gaen dat zommighe my liever doot smyten soede, dan my laeten ghaen vuter stede; also alle dinghen wel overmerkende ben vertrocken, want ic en kan niet bemerken dat me my in eenighe sake begheert heeft te ghelievene wat debvoir en moeyte ic ghedaen hebbe, waer by myn absencie zoude meer moghen profiteren dan myne presentie. U bidden in dancke te nemene den dienst die ic Ulied. ghedaen hebbe naer myn uterste macht; ende recomendere Ulied. myn huysvrouw indienze an Ulied. yet is begeerende. Daer waer ic u eenighen dienst of vrienscap doen mach, behouden eere en eet, zult my daer toe bereit vinden; dat kent den Almoghenden Heer die Ulied., Mynheeren, verleene zyne gracie. Gheschreven met haesten dezen 17 *in october* 1539.

De allen U lieder goede vrient,
FRANCHOYS VANDER GRACHT.

(1) C'est ce qui était suffisamment indiqué par l'inscription qu'elle portait et que voici :

Ik heet Roelandt, als ik kleppe dan es 't brandt;
Als ik luye, dan es 't sturm in Vlaenderland.

qu'il attendrait une réponse avant l'expiration du quatrième jour.

Cette réquisition péremptoire, faite au nom de l'empereur par un envoyé qui montrait en face des factieux ce caractère décidé qui en impose à la multitude, produisit sur l'esprit du peuple en général une révolution difficile à décrire. Déjà depuis long-temps la meilleure bourgeoisie déplorait les excès de la commune, mais les menaces des factieux lui avaient inspiré tant de frayeur qu'elle ne s'était pas osée déclarer en faveur du magistrat précédent, lorsqu'il eut fait un appel au peuple et tenté d'organiser une réaction. Voyant maintenant qu'il y allait de son existence, et que le moins qui pût lui arriver était d'être dépouillée de ses biens, elle se montra disposée à seconder les vues du comte en forçant la commune à se désister de ses projets séditieux.

Les autres membres de la commune se divisèrent également. Les plus avisés voulaient qu'on priât le comte d'accepter le gouvernement de la ville jusqu'à l'arrivée de l'empereur; une autre fraction était d'avis de le forcer à accepter le titre de *protecteur*, et de lui donner des gardes; voulant ainsi renouveler les temps où les Artevelde étaient plus souverains que le souverain lui-même [1].

Les factieux ne voulaient ni l'un ni l'autre; incapables d'aucune mesure tendant à ramener l'ordre, et n'aspirant d'ailleurs

---

(1) Le nom de *protectorat* rend, selon moi, dit M. Cornelissen dans son *Origine et Progrès des Chambres de rhétorique en Flandre*, pag. 37, convenablement le pouvoir attaché à cette dignité; l'histoire a conservé ce titre de *protecteur* à *Cromwell*, qui eut plusieurs des grandes qualités d'Artevelde; mais celui-ci n'eut aucun des vices de l'hypocrite anglais.

qu'au pillage et au massacre, ils se répandirent en foule dans la ville, sonnèrent le tocsin et proférèrent contre l'envoyé de l'empereur et contre la bourgeoisie les menaces les plus affreuses. Une partie se porta vers les couvens, munie de coutelas, de maillets et d'armes de toute espèce, dont plusieurs de leurs adhérens avaient fait en secret des dépôts; ils brisèrent les portes, menaçaient de mort tous ceux qui opposeraient quelque résistance, et donnèrent ainsi à la lie du peuple le signal du pillage.

Déjà depuis quelques jours on savait que le dessein des factieux était de livrer la ville aux horreurs d'un saccagement [1]; mais ce projet insensé paraissait si peu probable, qu'on n'avait regardé tout ce qu'on disait à ce sujet que comme des menaces dont on voulait effrayer la bourgeoisie, afin de n'avoir pas son opposition à craindre. Ce commencement d'exécution dessilla tous les yeux. Le danger devenait d'ailleurs tellement imminent qu'on ne pouvait plus se le dissimuler. On ne parlait que de s'assurer de l'envoyé de l'empereur; l'hôtel où il était logé était constamment entouré d'une populace armée. On y déchargeait à tout moment des armes à feu, et sans l'intervention de plusieurs courageux citoyens qui venaient lui offrir leurs secours, peu s'en fallut que ses jours ne fussent en danger. Cependant les factieux ne se bornaient point à cela. Pendant qu'une partie se livrait au pillage, une autre était chargée de s'assurer de

---

[1] *Zegt dat zyne intentie was Cryg te hebbene jegens de gegoede; kent voorts dat hy zeyde : mogten wy Crygh hebben zo waeren wy heeren.* — *Enquêtes criminelles*, déposition de Jean de Courtrai (*Hans van Curterycke*) du 28 février 1539.

la personne de l'envoyé [1], tandis qu'une troisième devait s'emparer à tout prix de l'hôtel des échevins. Demey, le plus ardent des factieux, fut désigné pour exécuter ce coup de main. Tout était prêt, et l'on était convenu du jour de l'exécution, quand ce projet criminel fut par bonheur éventé à temps. La bourgeoisie suivie de quelques métiers [2], se mit sous les armes ; les nobles et les ecclésiastiques se joignirent à elle, et maîtres d'une partie de l'artillerie, ils se rendirent aux rendez-vous à l'heure désignée. La ville, divisée en deux partis, n'offrait que l'aspect d'un vaste champ de bataille. Une seule rue séparait les deux camps ennemis, et déjà l'on n'attendait de part et d'autre, que le signal du combat [3], quand les moines du voisinage, sortis de leurs couvens au bruit des armes, des chevaux et de l'artillerie qu'on traînait dans les rues, se jetèrent entre les deux armées, implorant tour-à-tour la bourgeoisie et les factieux de vouloir épargner à la ville le spectacle affligeant d'une commune armée contre elle-même, et prêt à verser son propre sang. Le nombre et la contenance ferme de la bourgeoisie, plus que les prières des moines, imposèrent aux factieux. Les deux partis s'envoyèrent réciproquement des parlementaires; et quoique les factieux essayassent de semer la division dans le camp opposé,

---

(1) *Enquêtes criminelles*, déposition d'Osten Vandewale, du 25 mars 1539.

(2) Ces métiers étaient les merciers, les bouchers, les *navyeurs* (batelliers) et les tisserands.

(3) Le rendez-vous des bourgeois avait été indiqué au couvent des Frères prêcheurs, et celui des factieux près de la maison des tisserands en laine (aux Bogards), qui n'en était pas fort éloignée. *Manuscrit de la bibliothèque de Gand* sur les troubles des Gantois déjà cité.

qu'ils eussent même réussi à en détacher les tisserands, ils n'en furent pas moins forcés de quitter le champ de bataille et d'abandonner, pour ce jour du moins, l'exécution de leurs criminels projets.

Furieuse de voir son dessein avorté, la faction fit un dernier effort pour retenir un pouvoir prêt à lui échapper. Elle appela à son aide tout ce qu'il y avait dans la ville de gens de travail et de peine, leur interdisant de vaquer à l'ouvrage. Elle voulut que toutes les résolutions de la *collace* fussent exécutées sans délai, que le procès fût fait aux détenus et que deux anciens fauteurs de troubles, bannis pour leurs méfaits, fussent rappelés de leur ban. Toutefois, le morne silence qui régnait dans la ville, et l'attitude imposante que prit la bourgeoisie, commencèrent à inspirer aux agitateurs des craintes sérieuses. Tous les vils moyens de séduction, qu'on avait employés pour tromper la masse du peuple, furent un à un découverts ou démentis. La mort de l'empereur ne s'était point confirmée ([1]), et les prétendus excès qu'avaient commis les gens de guerre autour du château de Gavre, s'étaient réduits à une simple défense. Le comte Dereulx, qui, à les entendre n'avait pas vu l'empereur depuis deux ans, produisait des lettres autographes de son souverain, où il promettait de se rendre sous peu à Gand, quoique Willekin Demey eût répandu partout le bruit, que cela n'était qu'un conte inventé pour leur faire peur. En vain on imagina de faire venir de Termonde un courrier avec la nouvelle qu'une armée

---

([1]) *Voyez* manuscrit cité ci-dessus.

de dix mille hommes campait en deçà de cette ville, le peuple commençait à se lasser de tous ces récits contradictoires et menteurs.

Quelque précaution qu'on eût prise pour leur cacher la résolution qu'avait formée l'empereur de se transporter en personne à Gand, il en avait transpiré assez pour que la faction eût tout le loisir de concevoir de vives appréhensions. Abandonnés par tout ce qui formait la masse imposante du peuple, les factieux loin d'être assez puissans pour tenir tête à l'armée de l'empereur, s'étaient trouvés trop faibles pour résister à la réaction qu'avait organisée la bourgeoisie. Il ne s'agissait donc plus que de prendre des mesures pour mettre leurs têtes à couvert. Unis quand la faiblesse ou la coopération des magistrats rendait la victoire facile, les factieux se divisèrent dès qu'il était question de penser à leur sûreté. Les plus turbulens, sans espoir de fléchir l'empereur, voulurent s'engager par des sermens solennels à n'accepter qu'une amnistie sans exceptions, ou mourir, en cas de refus, les armes à la main; d'autres préféraient de s'en rapporter à la clémence du souverain.

Pendant que les factieux étaient à délibérer, le magistrat, voyant que la réaction était prête à triompher, se hâta de porter, en présence des notables de la bourgeoisie, un arrêt qui déchargeait les prévenus de tous les chefs d'accusation élevés contre eux ([1]). Tout paraissait insensiblement se calmer, la

---

([1]) Voici le texte d'un de ces jugemens :
Schepenen van der keure in Ghendt vuter dien dat Lauwereins Everdey, als schepene van ghedeele geweest in 't jaer 1536, *hendende* 1537, *volghende u 't selfs*

collace, cette assemblée naguère si turbulente et si factieuse, avait consenti à rétablir en partie les droits de ville; elle avait proclamé l'indépendance du pouvoir judiciaire, ordonné la levée des sequestres, enjoint aux métiers de déposer les armes et sollicité tous les artisans à retourner à leurs travaux (¹). C'était accomplir tout ce que l'empereur avait exigé d'eux; mais ce retour à l'ordre ne devait pas durer. Le comte Dereulx dont la présence avait encouragé les bons citoyens, commit la faute impardonnable de quitter la ville, où sa présence seule pouvait aisément ramener le repos et la tranquillité. Une grande partie des métiers avait, en vertu de la dernière assemblée, déposé les armes, et le magistrat semblait rentrer dans l'exercice paisible de son autorité; mais la faction, toujours inquiète sur son

---

verkennen en verlyden, by avonde ende ontyde lydende, voor 't Beelfroyt dezer stede, hebt ghehoort cloppen ende rumoir maken in de vaute daerinne ghesloten ligghen de l...... ende privilegien dezer stede, die ghy bezworen hadt, 't selve verzweghen ende niet te kennen ghegeven voor anderstont dadt elken ende int ghemeene kennelic gheweest is; so ist dat u Mynheeren, anschyn nemende up de langhe pacientie ende pyne by u gheleden, condempneren hur in opene camere heere ende wet up eenen cnyn ter eerden te biddene dat zy u 't selve zwyghen, deur de minne Gods, vergheven willen, u voors reghelerende (*) *volghen den acte van den* 20 *dezer maende, ende te betaelene uwe costen. Aldus ghewyst en ghepronuncheert in 't colegie van scepenen van der keure, in opene camere, present scepen van gedeele beide de dekenen en den notablen van den drie leden deser stede, den* 22 *novembris* 1539, *my present.*

Geteek., Comere.

(¹) Assemblée du 6 novembre 1539.

(*) L'acte du 20 novembre 1539 était une ordonnance de mise en liberté provisoire de tous ceux qui étaient accusés d'avoir donné à la reine régente à Bruxelles, au nom de la commune de Gand, un autre consentement au subside des 1,200,000 florins, que celui de la *collace*, à condition de ne point quitter la ville dans les trois mois, sous peine de conviction du fait dont ils étaient prévenus.

sort futur, voulait s'assurer s'il était bien vrai que l'empereur avait résolu de venir en Flandre. Déjà il était question de son voyage par la France, et la nouvelle s'en était répandue dans le pays. Tout dépendait de là ; mais l'entreprise paraissait si invraisemblable, que malgré tout ce qu'on en disait, personne ne voulait y ajouter foi. Les agens de troubles étaient les plus intéressés à savoir la vérité; connaissant à fond l'impossibilité où était la cour des Pays-Bas de les réduire à l'obéissance, ils n'avaient à craindre que les forces supérieures dont l'empereur ne manquerait pas de se faire accompagner. Pour dissiper toute incertitude, on résolut d'envoyer secrètement un agent de la commune à Paris. Le secrétaire du membre des métiers, nommé Liévin Detollenare, reçut cette mission. Le grand-doyen (1) le munit d'instructions nécessaires, et lui enjoignit de n'épargner ni frais ni démarches pour s'assurer avec certitude jusqu'à quel

---

(1) C'était l'un des chefs de la faction des *creesers*, nommé Liévin Deherde. L'Espinoy, à la page 859, le met au nombre des électeurs de la part de la ville en 1539. Selon lui, le grand-doyen était Jean Debloek. Cependant ce dernier se trouve compris dans la liste des gantois fugitifs, dont les têtes furent, par délibération du 17 septembre 1539, mises à six cents florins. Il se peut qu'étant légalement nommé, la commune ait considéré sa nomination comme nulle depuis qu'il s'était absenté; et comme les métiers et les tisserands nommèrent eux-mêmes en 1539, après l'établissement de la loi nommée, le *magistrat des creesers*, leurs doyens, il est probable que Liévin Deherde fut à cette époque promu au grade de grand-doyen, fonctions qu'il a de fait remplies jusqu'à ce qu'ayant été convaincu de haute-trahison, il fût condamné à avoir la tête tranchée. L'auteur du manuscrit ci-dessus cité de la bibliothéque de Gand, lui donne le titre de grand-doyen, et dans les *Enquêtes criminelles*, nous l'avons toujours vu qualifié de même. Voy. *Enquêtes criminelles,* déposition de Liévin Deherde, du 2 mars 1539.

point ce bruit était fondé ([1]). Cependant les factieux ne cessaient

---

([1]) Liévin Detollenare, interrogé quelle charge il avait reçue de Liévin Deherde, lors de son voyage à Paris, répond que c'était pour s'informer de la venue de l'empereur, et prendre des renseignemens au sujet du décret de tous les priviléges de la ville de Gand. Cet envoyé devait s'aboucher avec un nommé *Vanden Hollius*, de Paris, qui était à même de lui donner toutes les informations dont il avait besoin, et il lui était ordonné de ne rien épargner pour parvenir au but de sa mission. Voy. *Enquêtes criminelles*, déposition de Liévin Detollenare, du 25 mars 1539.

La mission de cet envoyé ne fut l'objet d'un secret pour personne. Le grand-doyen avait fait choix du secrétaire des métiers, parce que la délibération tenue à ce sujet le 7 décembre 1539, l'autorisait à cet effet. Le texte de cette délibération porte : « Qu'il sera envoyé sans délai, aux frais de la ville, un messager qui ira au devant de l'empereur et ne retournera en ville qu'après avoir vu Sa Majesté. Il rendra compte de sa mission à l'assemblée de la *collace;* et comme le but de son voyage est de s'assurer avec certitude de l'arrivée de l'empereur dans ce pays, il ne quittera la France qu'après avoir pris toutes les informations nécessaires à ce sujet. »

Liévin Detollenare partit encore le même jour et ne revint à Gand que vers la fin du mois de décembre 1539. Il parut le lendemain de son arrivée à l'assemblée de la *collace*, et assura sous serment qu'il avait vu sortir l'empereur des portes d'Orléans, se dirigeant vers Paris. Voici la déclaration écrite que fit Liévin Detollenare :

Ghezien by my Lievinus Detollenare, als ghedeputeert van weghen den heuver-dekin met zynen ghemeenen dekenen, de K. M. onzen naturlicken heere en prince, in zaterdaghe lest, 18 dezer, buten de stede van Orleans, dewelcke van daer vertrac 't sondaeghs daer naer, na Artene vyf mylen van daer. Ende men zeyde dat hy van daer zoude gaen reyzen naer Pluvier, 's maendaeghs omme zynen hoochtyt thoudene te Fonteyne-de-Bleau. Ende van daer te comene zyn entree te doene te Parys op maendach of up den 23 d. Hebbe voors ghezien te Parys de straete van St.-Denys ontcansyt ende de lysten daer staen omme te tournoyene. Van ghelycken in dezelve straete diversche triumphe poorten ende andere aldaer de K. M. incomen zal. Is ooc alomme een lyste omme te steken, en zyn ooc alle de creemers vertrocken vuten pilaise, alle de cramen vutghedaen en men ghync de zale van den pallaise gheheel vernieuwen van schilderen, ende men zeyde dat men daer 't bancket gheven zoude. Ooc whaeren de heeren van de pla ... vertrocken en hilden hemlieden vertrec ende residentie te Augustynen. Hebben ook doen maken eene servulis van zilvere ende doen vergulden omme der K. M. te presenteeren. Ende men zeyde dat hy maer daer 4 oft 5 daeghen blyven en zoude, ende van daer comen

de presser de tous leurs moyens la conclusion d'une alliance entre tous les méticrs et les tisserands. Leur intention n'était rien moins que de s'opposer aux desseins de l'empereur, en cas qu'il voulût tirer vengeance des principaux auteurs des troubles. Toutefois, ils ne tombèrent point d'accord sur la nature des garanties qu'on se donnerait mutuellement. Ceux dont l'orage menaçait la tête voulaient qu'on prît l'engagement de ne déposer les armes qu'après que l'empereur eût signé un acte d'amnistie sans réserve; les moins coupables trouvaient que cette nouvelle espèce de conjuration en les compromettant davantage, leur enlevait tout espoir de rentrer en grâce.

Deux projets d'alliance circulaient dans le public : l'un avait été rédigé dans le métier des courtiers, l'autre était l'ouvrage d'un des principaux factieux nommé Gillis Dewilde, échevin nommé en 1539, de l'ordre des tisserands. Dewilde ne trouvait aucun moyen trop violent; à l'entendre, il fallait s'opposer par la force des armes aux troupes que l'empereur amènerait avec lui. C'était l'unique moyen d'obtenir des conditions favorables. Demey, Claes, Deherde, Demunck, Jooris, tout ce qu'il y avait de plus turbulent dans la faction fût du même avis. Demey ajoutait que c'était le seul moyen de rendre à leurs adhérens

---

naer Henegauwen. De K. M. heeft de gheheele guarde van den coninck, onder edele mannen zwitsche en andere, die hem altyts bewaeren boven zyne spaensche en andere heeren omtrent hem wezende; ooc dat hy heeft by hem den cancelier van den coninck die alle de ghevanghenen ontslaet; de K. M. en al zyn volc deffroueert; ende gheeft de K. M. alle de officien en verbonden gheestelic en weerelic 't synen believe. In kennessc myn hanteeken hier onder gestelt, dezen 29 in december 1539.

L. Detollenare.

le courage qui commençait à fléchir devant les divisions. Chacun n'avait, selon lui, qu'à compter les gens sur lesquels il pouvait se fier. Quant à lui, si malheur devait lui arriver, il était persuadé que plus de quatre mille partisans défendraient son corps au péril de leurs jours ([1]). Même après avoir échoué dans la ville, on pouvait se retirer à la campagne, s'emparer de quelque château-fort, s'y retrancher, ou faire cause commune avec ceux d'Audenaerde, de Courtai, de Grammont. L'ordre précédemment donné aux baillis et aux magistrats d'appeler aux armes les habitans des campagnes, pouvait leur fournir une armée de satellites capable d'intimider les gens de guerre et d'en purger le territoire de la Flandre. Tous ces beaux projets auraient pû se réaliser en partie, assez d'élémens de troubles agitaient encore le peuple, et le nombre des factieux n'était pas affaibli; mais il fallait quelque chef hardi, entreprenant, un de ces hommes dont la turbulence d'esprit est corrigée par la réflexion, et qui fût doué de cette éloquence populaire et guerrière qui remue les masses, les agite et les pousse vers les desseins qu'il lui plaît de leur faire exécuter. Cela ne se rencontrait point. Deherde et Claes, les principaux des meneurs, n'avaient que de la turbulence; Demey seul réunissait quelques-unes des qualités qui distinguent les illustres factieux; mais cet homme avait perdu, même auprès de ses adhérens, cette considération si nécessaire pour conduire le peuple dans la voie des révolutions. Les cruautés qu'il avait commises sur l'infortuné Liévin

---

([1]) *Enquêtes criminelles*, déposition de Guill. Demey, du 5 mars 1539.

Peyn avaient, à ce qu'il paraît, détraqué ses facultés intellectuelles, et depuis ce temps sa conduite avait été celle d'un homme dont tous les pas sont dirigés vers un précipice et marqués par une fatalité qui s'attache à l'y faire tomber.

Devenant de plus en plus animés, ces débats ressuscitèrent insensiblement parmi le peuple l'effervescence qui paraissait depuis le 4 novembre entièrement calmée ([1]). A défaut de la bourgeoisie, qui avait déserté la *collace*, les doyens des métiers et des tisserands, s'assemblèrent entre eux, et prirent de leur chef différentes résolutions, dont les plus remarquables étaient que les neuf commis des finances feraient leur rapport sur les anciens comptes qu'ils avaient vérifiés; que le frère du seigneur d'Exaerde serait constitué prisonnier jusqu'à ce qu'il eût rétabli une partie du boulevard de la porte de Bruges, qu'on l'accusait d'avoir démolie; que tous les priviléges seraient imprimés, et qu'on écrirait à la reine régente pour qu'elle se désistât de l'exécution ([2]).

Cette nouvelle tentative ranima le courage des agitateurs. Ils parvinrent à la fin à conclure cette ligue tant désirée, qui devait leur assurer l'impunité de leurs attentats, et forcer le souverain à reconnaître toutes les innovations récemment introduites.

Se croyant à l'abri du danger, tous attendirent avec calme l'issue des événemens. Cette tranquillité provenait de la con-

---

([1]) Le 4 novembre 1539, était le jour que les factieux avaient désigné pour livrer la ville au pillage; on l'appela depuis le *méchant mardi* (*den kwaeden dissendag.*)

([2]) Mémoires de D'Hollander, pag. 220. Cette résolution prise sans intervention de la bourgeoisie, est du 29 novembre 1539.

fianee qu'ils mettaient dans la ligue ct de l'impossibilité où était l'empereur de livrer à la justiee tous eeux qui avaient marqué dans le cours de l'insurreetion. Les prineipaux meneurs semblaient pouvoir s'exeuser en rejetant sur la bourgeoisie la faute de tout ce qui était arrivé. C'était en effet à son obstination à n'aceorder aueunes aides en numéraire, qu'il paraissait naturel de rapporter tout ce qui s'en était suivi. Si elle s'était séparée à temps des agitateurs, on entrevoyait dans eette eonduite bien moins le désir d'être utile à la ehose publique, que eelui de veiller à ses intérêts privés; ear elle n'avait pris eette résolution qu'après que la faetion des *creesers* eut violé l'indépendanee de ses assemblées, en y faisant intervenir une foule de ses adhérens. On pouvait l'aecuser en outre de n'avoir point répondu à l'appel, quand le magistrat du mois d'août 1539 tenta en faveur de l'ordre, une réaetion que, depuis, elle avait soutenue lorsque son existenee et ses biens furent eompromis. Toutes ees considérations pouvaient déterminer les plus eoupables à rester speetateurs d'une erise dont le dénoûment ne pouvait tarder à être eonnu. Quoi qu'il en soit, ee fut la dernière démonstration hostile qu'essaya la faetion, et eomme elle se croyait à l'abri des peines qu'avaient méritées ses erimes, elle attendit avee séeurité l'arrivée du souverain, se fiant dans les promesses que s'étaient faites les ligueurs et dans les sermens solennels dont ils avaient cimenté leur union.

═

CHAPITRE VII.

L'empereur se résout à ne plus différer son départ. — Difficultés que présente son voyage. — Il prend la résolution de passer par la France. — Opposition qu'il rencontre dans son conseil. — Il en fait faire la demande au roi de France. — Lettre de François I[er] à ce sujet. — Départ de l'empereur. — Honneurs qui lui sont rendus sur son passage. — Son entrée et son séjour à Paris. — Départ pour les Pays-Bas. — Il arrive à Bruxelles et se met à la tête de deux régimens allemands et de 800 chevaux. — Il entre à Gand, le 16 février 1539. — Donne ordre à ses troupes d'occuper les postes militaires et les portes de la ville. — Il fait arrêter les principaux auteurs des troubles. — Plusieurs d'entre eux sont décapités. — Emprisonnement de sept autres, dont cinq périssent également par le glaive. — Procès des Gantois. — Aucun avocat n'ose prendre leur défense. — L'empereur est forcé d'en faire nommer huit et deux procureurs d'office. — Requête introductive des Gantois. — Motifs qu'ils allèguent pour leur défense. — Réponse de M[e] Baudé-le-Cocq, procureur-général. — Réplique des Gantois. — Le procureur-général ayant persisté dans ses conclusions, l'empereur déclare les Gantois coupables sur tous les chefs d'accusation et les condamne à perdre leurs privilèges, leurs droits et leurs libertés. — Amende honorable des Gantois. — Ouvrages que l'empereur fait démolir. — Ceux qui en furent exceptés. — Il restitue aux hôpitaux leurs biens confisqués. — Réduit la condamnation pécuniaire des Gantois. — Fait émaner la nouvelle Constitution nommée *Concession Caroline*. — Dispositions qu'elle renferme. — Construction d'une citadelle appelée plus tard le *Fort des Espagnols*.

L'empereur, averti que la mission de son chambellan était restée sans effet, jugea nécessaire de ne plus différer son départ. Le caractère persévérant des Gantois et l'influence puissante qu'ils exerçaient sur toute la Flandre pouvaient semer au loin les mêmes germes de division. Il était en outre à craindre que

la France ne saisît ce moment pour faire revivre sur ce pays ses prétendus droits, et fomenter des troubles capables d'affaiblir l'affection des Belges, ceux de tous ses sujets qui, jusqu'alors, l'avaient servi avec le plus de zèle et de dévouement. Cette résolution dictée par la nécessité la plus urgente, présentait aux yeux des ministres espagnols des difficultés sérieuses dans l'exécution. Le trajet par mer semblait le seul qui fût praticable; mais au cœur de l'hiver, cette route était parsemée de dangers. On ne pouvait d'ailleurs s'y hasarder qu'au moyen d'une flotte nombreuse destinée à protéger l'illustre voyageur, et le temps et les moyens manquaient pour y pourvoir. Traverser l'Italie et l'Allemagne, c'était s'exposer à trouver, après un aussi long trajet, tout le pays en insurrection et perdre le fruit d'un voyage dont le succès dépendait de la célérité. Il y avait bien une route qui obviait à ces inconvéniens; mais il n'était venu dans l'esprit d'aucun ministre espagnol de faire des ouvertures à cet égard. Tenter de passer par la France, paraissait alors à tout esprit raisonnable un projet insensé. Quoique François Ier eût donné plus d'une preuve de son attachement sincère à sa parole de roi et de chevalier, surtout lorsque sa foi s'accordait avec les intérêts de sa politique, il n'était néanmoins que trop à craindre qu'il ne saisît l'acceptation de ses offres par l'empereur, pour lui réserver à Paris le second acte du drame qu'il avait lui-même commencé à jouer à Madrid. C'était d'ailleurs compliquer les dangers au point d'en faire dépendre le sort tout entier de la Belgique. En effet, maître de la personne de l'empereur, le roi de France pouvait facilement exciter la révolte des Gantois et compromettre en les sécourant, le sort de plusieurs provinces

flamandes. Malgré ces hautes raisons de politique, l'empereur proposa d'en faire la demande à son beau-frère. Les membres de son conseil cherchèrent par tous les moyens à le dissuader de ce projet; mais ils ne purent y réussir, quoiqu'ils allégassent des motifs qui paraissaient devoir l'en détourner à jamais. Soit qu'il regardât les dangers de cette entreprise comme imaginaires ; soit qu'il eût réellement dans la foi d'autrui cette confiance aveugle, qu'on l'accuse d'avoir lui-même si souvent trahie, il persista dans sa résolution. L'ambassadeur espagnol à Paris, fut immédiatement instruit de la décision de l'empereur. Il alla de la part de son maître rappeler au roi de France les promesses qu'il avait faites à la régente des Pays-Bas lors du dernier voyage qu'elle avait fait en France. François 1er ne se fit pas prier deux fois : il remit à monsieur de Saint-Vincent, ambassadeur d'Espagne, une lettre autographe (1), dans laquelle il priait l'empereur son beau-frère, de ne point s'exposer aux dangers d'un voyage par mer, mais de vouloir prendre son chemin par la France, promettant en foi de prince et sur son honneur, qu'à son passage il lui serait fait une réception digne de sa personne. L'ordre et les préparatifs du départ furent aussitôt réglés. L'empereur accompagné d'environ cent personnes de la cour partit de Madrid directement sur Bayonne. Arrivé dans cette ville, il y trouva le dauphin et le duc d'Orléans, qui lui offrirent, de la part du roi, de se rendre en Espagne comme

---

(1) *Voyez* cette lettre aux Pièces justificatives, sous la lettre *D*, et les observations sur la prétendue députation envoyée à François Ier, pour lui offrir la souveraineté de la Flandre. *In fine*, sub. litt. *O*.

otages. Charles-Quint s'y refusa. Partout sur son passage on lui fit les mêmes honneurs qu'à un roi de France [1]. François Ier vint au devant de lui jusqu'à Châtelleraux, et les deux souverains firent leur entrée dans la capitale de France, le deux janvier 1539 (*vieux style*), aux acclamations de tous les habitans de Paris [2]. Après y avoir séjourné pendant six jours et assisté à toutes les fêtes que le roi avait ordonnées et qui étaient embellies par tout ce que la cour offrait alors de courtisans et de femmes célèbres, Charles-Quint, partit pour les Pays-Bas. Le roi prit congé de lui à Saint-Quentin et ordonna aux princes de l'accompagner jusqu'aux frontières de France.

---

(1) Voici l'itinéraire de ce voyage, que donne un manuscrit du temps :

« De Bayonne allerent à Bordeaulx, de Bordeaulx à Angoullesme, d'Agoullesme à » Lusignan, de Lusignan à Pontiers, de Ponticrs à Chastceraulx, de Chasteleraulx » à Loches, où l'empereur trouva le roy et la royne; de Loches, l'empereur et le » roy ensemble vindrent à Tours, de Tours à Amboise, d'Amboise à Blois, de Blois » à Orléans, d'Orléans à Fontaine-Bleau, où l'empereur séjourna aucuns jours à » cause du lieu qui est beau et plaisant, à cause de la chasse et autrement; de Fontaine-Bleau à Paris, où il fut reçu ensemble partout le roiaulme en grant triumphe, joye et honneur. »

Charles-Quint séjourna pendant six jours à Paris; il arriva, le 19 janvier 1539 (*vieux style*), à Cambrai; le 21 à Valenciennes.

(2) Les rues étaient jonchées de fleurs et ornées d'arcs de triomphe. Les maisons avaient été richement pavoisées de drapeaux aux mille couleurs des nobles et des vassaux de la couronne, qui s'étaient rendus de toutes les parties de la France à Paris, pour assister aux joûtes, aux tournois et à tous les spectacles que la cour avait ordonnés pour fêter l'arrivée de l'empereur. Sur le fronton de la porte par où Charles-Quint fit son entrée dans Paris, on avait placé l'inscription suivante :

Ouvrez Paris, ouvrez vos haultes portes,
Entrer y veult le plus grant des chrétiens.

A son passage à Valenciennes, l'empereur donna audience à une députation qui était venue au devant de lui, au nom des Gantois; mais il n'eut pas connaissance de la lettre que la commune avait écrite, et dont les députés devaient lui donner communication. Cette lettre contenait un long exposé des griefs dont les Gantois croyaient devoir se plaindre à l'empereur, leur prince naturel et légitime, comme ils le disaient [1]. Charles-Quint, ne fut pas si tôt arrivé à Bruxelles, qu'il se fit rendre un compte exact de toutes les circonstances de l'insurrection. Il donna ordre ensuite aux principaux seigneurs de la cour et aux membres du conseil de le suivre, et se mit en route pour la Flandre, accompagné de quatre bataillons d'infanterie que son frère avait amenés en Belgique et de 800 cavaliers levés aux frais des principaux nobles du pays. Les députés que la commune avait choisis

---

[1] Cette députation avait été nommée dès le 4 janvier 1539 (*vieux style*). Elle ne partit pour aller au devant de l'empereur que le 11 du même mois, et ne reçut audience de S. M., que le 25 suivant; à son retour à Gand, le 28 avant midi, plusieurs de ses membres firent rapport à la *collace* du succès de leur mission. Mais lorsqu'on apprit qu'à cause du bon accueil que la députation avait reçu de l'empereur, elle n'avait pas jugé nécessaire de présenter la lettre de la commune, une foule de membres assemblés témoignèrent leur mécontentement. Toutefois, les circonstances empêchèrent qu'il ne fût donné suite à cet incident.

La députation était composée pour le *magistrat :* d'Antoine De Leu, premier échevin de la keure et de Josse-Charles Vutenhove, seigneur de Marchem, premier échevin des parchons; pour la *bourgeoisie :* de Charles De Gruterc, seigneur d'Exaerde, de Nicolas Triest, seigneur d'Auweghem et de François Bette; pour les *métiers :* de Liévin Hebschap, doyen des charpentiers, d'Antoine Deynoot, doyen des bouchers et de Liévin d'Hooghe; et pour les *tisserands :* d'Adrien Vandamme, de Josse Steel et de Liévin Vander Beke, fils de Gille. Maître Martin, pensionnaire de la ville, accompagnait la députation en qualité de greffier.

pour assurer le souverain de sa soumission, ne furent pas congédiés avec hauteur comme on l'a dit; l'empereur, qui s'était dirigé d'Alost (1) sur Termonde, leur donna audience dans cette dernière ville. Sa Majesté fut satisfaite d'apprendre que le bruit de nouveaux troubles arrivés à Gand, était sans fondement. Elle reçut la députation sans manifester la moindre impatience, et se contenta de donner aux députés l'assurance qu'elle ne tarderait pas d'arriver au milieu des habitans de sa bonne ville de Flandre, avec souvenance que c'était le lieu qui l'avait vu naître, et celui qu'elle affectionnait le plus, malgré ce qui venait d'y avoir lieu de contraire à ses droits et hauteurs comme prince et souverain (2).

En effet, ce fut le 16 février 1539 (*vieux style*), que l'empereur fit son entrée dans la capitale de Flandre (3). Il donna ordre immédiatement à ses troupes de s'assurer des portes et des prin-

---

(1) L'empereur fit son entrée à Alost le 9 février 1539 (*vieux style*).

(2) Cette députation arriva la veille du carême à Termonde, et fut reçue en audience à quatre heures de relevée. Manuscrit de M. *Parmentier*, ci-dessus cité.

(3) Tous nos historiens, sur la foi des mémoires de D'Hollander, affirment que Charles-Quint n'arriva que le 24 février 1539, à Gand. C'est une erreur qui importe peu; mais c'est toujours une erreur; en voici les preuves : les enquêtes criminelles à charge des accusés de haute trahison, commencèrent le 21 février 1539. Dès le 16 du même mois, l'empereur ordonna la mise en liberté des *hoog-pointers* de la châtellenie de Courtrai, que la commune avait fait emprisonner. Le 19, il fit renouveler le serment des échevins, et le 23 du même mois, il annula les édits de proscription que la commune avait prononcés. En outre, on trouve aux deux premières lignes de la sentence de Charles-Quint, ces mots : *Alsoo het is sedert dat wy gecomen syn in dese onse stede van Ghent, te weten den* 16 *february lestleden*. Ce qui veut dire : *comme depuis notre arrivée dans cette notre ville de Gand, à savoir le* 16 *février dernier*, etc. *Voyez* le texte de cette sentence aux Pièces justificatives, sous la lettre *Q*.

eipaux postes de la ville [1]. Ceux que la elameur publique signalait eomme les auteurs ou les fauteurs des troubles, furent sur-le-ehamp arrêtés. L'empereur nomma des eommissaires qui devaient, eonjointement avee le magistrat, instruire leurs proeès. L'un de ses premiers aetes fut d'ordonner l'élargissement des *hoog-pointers* de la ehâtellenie de Courtrai, que la eommune avait fait enlever à l'instigation de Guillaume Demey [2]; plusieurs échevins furent destitués, d'autres nommés à leur plaee; tous reçurent ordre de renouveler leur serment entre les mains du *seigneur de Schardau*, grand-bailli de Gand [3]. Il annula les édits de proseription rendus par la eommune [4], fit rétablir les

---

(1) Voici le dénombrement exact des forces militaires dont l'empereur s'était fait accompagner, et l'indication des endroits de la ville qu'elles occupèrent durant le séjour de Sa Majesté.

Huit légions d'infanterie (*vandelen voet-knegten*), fortes ensemble de 3,200 hommes, précédèrent l'empereur. Elles stationnèrent sur le *Marché au vendredi*, pendant tout le temps qu'employa Charles-Quint pour faire son entrée en ville, à la tête de huit cents cavaliers, tirés d'Aire, de Béthune et de St-Omer. De la porte d'Anvers il se rendit à l'hôtel de *Ter Walle* (Cour du Prince), résidence ordinaire des princes qui venaient séjourner momentanément à Gand.

Les bandes de cavaliers du comte de Reulx et du prince d'Orange, oecupaient les quartiers de la ville dits la *Muide*, le *Meirem* et les environs; la bande du duc d'Arschot, oecupait *Onderbergen* (*rue de la Vallée*); celle de l'amiral, rue des Champs, la plaee d'Armes (*Cauter*) et les environs, enfin, celle du comte d'Hoogstraeten, St-Pierre.

L'infanterie occupa toute la paroisse d'Eckerghem, à partir du coin de la rue dite *den Ram*, vers la rue de *Bruges*, la Lieve et le pont de la Lys, près de Ste-Agnès (*Ste-Agneete*).

(2) *Voy.* Décret du 16 février 1539, aux Pièces justificatives, litt. *E.*

(3) *Voy.* Déeret du 19 fevrier 1539, aux Pièces justificatives, litt. *F.*

(4) *Voy.* Décret du 23 février 1539, aux Pièces justificatives, litt. *G.*

droits de ville et retint à lui la connaissance des crimes dont les prévenus de haute trahison furent chargés. Sur le rapport des commissaires aux enquêtes, et de l'avis des chevaliers et des membres du conseil, neuf d'entre eux furent d'abord convaincus des crimes dont ils étaient accusés. L'empereur prononça contre eux, le 16 mars 1539 (*vieux style*), la mort et la confiscation des biens, et dès le lendemain, conduits sur le lieu du supplice en face du vieux château, ils eurent tous la tête tranchée par la main du bourreau (1). Deux jours après, six autres subirent le

(1) Voici les noms de ceux qui furent décapités :

1° *Laurent Claeys*, en 1539, l'un des six électeurs de la part de la ville, qui, avec un égal nombre d'électeurs nommés par l'empereur, procédèrent au renouvellement du magistrat; membre de la commission des neuf qui, à la même époque, fut nommée en remplacement des trésoriers de la ville, pour en administrer les biens et les revenus. Il fut, peu de temps avant les troubles de 1540, banni comme adhérant aux principes du luthéranisme. Homme, disent les manuscrits du temps, ayant moyennement du bien ;

2° *Liévin Deherde*, grand-doyen des métiers ;

3° *Liévin Hebschap*, charpentier de la ville, doyen de son métier, tous deux également fortunés ;

4° *Simon Borlunt*, licencié en droit et auditeur au conseil de Flandre, l'un des descendans de l'ancienne famille de ce nom;

5° *Guillaume Demey*, orfèvre, le plus turbulent des factieux; tribun du peuple, doué d'une grande énergie et de beaucoup d'éloquence. On l'appelait tantôt capitaine *Werrewyk*, tantôt capitaine *Rinchomme;* et *pour son éloquence et hardiesse*, dit l'auteur du manuscrit ci-dessus cité, *lesdits de Gand croyaient tout ce qu'il leur disait et mectait en avant;*

6° *Jehan de Courtray* (*Hans van Curterycke*), *creeser,* sans profession ni moyens d'existence ;

7° *Jean Demunck*, orfèvre, bourgeois non propriétaire, en la maison duquel on avait trouvé un dépôt d'armes appartenant aux factieux;

8° et 9° *Jean Bauwens* et *Martin Van Hanselaere*, *creesers*, tous deux appartenant à la classe des prolétaires.

même sort. Huit condamnés furent encore décapités le 3 mai suivant, partie à Gand, partie à Audenaerde; et les autres, au nombre de plus de quarante, furent tous ou condamnés à la déportation, ou bannis à perpétuité [1]. Leurs biens furent confis-

---

[1] Voici, sauf quelques lacunes que j'ai indiquées, la triple liste de ceux qui furent arrêtés, condamnés, bannis ou déportés, par suite de la prévention élevée à leur charge, et des arrêts de condamnation prononcés contre eux.

Le 17 février 1539, arrestation de : 1° Liévin d'Herde; 2° Laurent Claeys; 3° Liévin Hebschap; 4° Jean Vutermeire; 5° Jean Bauwens; 6° Pierre Vanoverdewalle; 7° Guillaume De Somere; 8° Daniel Vanysegem; 9° Liévin d'Haese; 10° Adrien Dullaert; 11° Jean Devoogt; 12° Josse Vandevyvere; 13° Jean Vandemoortele; 14° Jean Van Beest dit Espagnol; 15° L'épouse de Guillaume Vancoppenolle, savetier.

Le 18 février 1539, arrestation de plusieurs autres prévenus. (Les manuscrits dont cette notice est tirée, n'en disent ni le nombre ni les noms.)

Le 20 février 1539, arrestation du doyen des meuniers et de plusieurs membres de ce métier. Guillaume Demey, fugitif, dont la tête avait été mise à prix, se constitue prisonnier entre les mains du grand-bailli.

Le 23 mars 1539, arrestation de trois prévenus.

Le 14 avril suivant, arrestation de cinq prévenus à Audenaerde, qui sont conduits dans les prisons de Gand.

Le 17 mars 1539, exécution à mort de : 1° Laurent Claeys; 2° Liévin d'Herde; 3° Simon Borluut; 4° Liévin Hebschap; 5° Jean Bauwens; 6° Jean Demunck; 7° Guillaume (dit *Willekin*) Demey; 8° Martin Van Hanselaere; 9° Jean de Courtrai, dit (*Hans van Curterycke.*)

Le 19 mars 1539, exécution à mort de six condamnés, dont nous n'avons pu nous procurer les noms.

Le 3 mai 1540, exécution à mort de : 1° Jean Devoogt; 2° Pierre Vanaerde; 3° Charles Van Meerendre; 4° Liévin Vandoorn; 5° Liévin Gheerts, et de trois condamnés à Audenaerde.

Le 7 mai 1540, arrêt de relégation contre : 1° Jacob Van Heeke, *droogscheerder*, à Chypres; 2° Antoine Vanhele, à Rome; 3° Gérard Van Wetteren, en Autriche; 4° Daniel Vanydeghem, à M....., sur le Rhin; 5° Jean Vutermeere, à St-Jacob, en Gallicie; 6° Lambert Vandevoldere, à St-Claude, en Bourgogne; 7° Jean Van Hoore-

qués, et la mort attendait ceux qui, au mépris de leur arrêt de condamnation, essaieraient de rompre leur ban. A la vue de ces exécutions, la terreur s'était répandue dans la ville. Aucun avocat n'osa prendre sur lui la défense des Gantois, et cependant les fiscaux avaient, au nom de l'empereur, sommé le magistrat de s'y préparer. Celui-ci ne trouva d'autre moyen pour développer sa défense, que de présenter à l'empereur une requête où il expose les vains efforts qu'il a faits pour se procurer des défenseurs.

En conséquence, l'empereur ordonna qu'il fût fait de sa part, commandement à huit avocats et à deux procureurs, avec injonction de prêter leur ministère à peine d'interdiction et de cent livres d'amende ([1]). Assistés dans leur défense, les magistrats rédigèrent en commun une requête à l'empereur, où ils exposèrent tous les griefs dont la commune croyait avoir à se

---

beke, à St-Nicolas, en Arragon; 8° Guillaume De Sommere, à Cologne sur le Rhin; 9° Adrien Dullaert, à . . . . . ; 10° Liévin d'Haese, à Milan, et beaucoup d'autres en divers lieux.

Le 14 mai 1540, arrêts de bannissement avec confiscation de biens, prononcés par contumace à charge de : 1° Gilles Dewilde; 2° Jean Debbaudt; 3° Thomas Vandenberghe; 4° Guillaume Van Coppenhole; 5° Yvan Van Vaernewyck; 6° Liévin Borluut; 7° Liévin Geerolft; 8° Liévin Wulffius; 9° Josse Aelbeke; 10° Jean Van Langeraet; 11° Liévin Dewhitte et de plusieurs autres.

Le 22 octobre 1540, mêmes arrêts contre deux habitans de Gavre.

Dès le 11 mars 1539, Catherine Van Haverbeke, épouse de Guillaume Vandernampt, dit *Coppenhole*, fut condamnée par le magistrat de Gand au bannissement du comté de Flandre, pendant 50 ans, pour avoir proféré des propos séditieux et avoir excité plusieurs individus à la révolte. Nous avons rapporté le texte de ce jugement aux Pièces justificatives, litt. *H*, pour faire connaître les formalités observées à cette époque dans l'exécution de cette espèce de condamnation.

([1]) *Voy.* cette requête aux Pièces justificatives, sub. litt. *J*.

plaindre. Ils prouvèrent que les habitans de Gand et de son quartier ne pouvaient être tenus à des subsides sans qu'ils y eussent consenti ; que l'assentiment des autres membres des États ne détruisait point le droit qu'avaient la ville de Gand et son quartier de s'y opposer, et qu'en Flandre, le consentement du grand nombre n'obligeait point la minorité. A l'appui de ce système, les auteurs de la requête citaient plusieurs anciens priviléges, entre autres ceux du comte Gui (1296), de Louis de Nevers (1324) et de Marie de Bourgogne (1476); ils ajoutaient que le gouvernement avait levé depuis peu des aides excessives, et que l'empereur avait promis à son départ de n'exiger, sous quelque prétexte que ce fût, aucun nouveau subside avant le paiement des derniers 200,000 florins. Que nonobstant cette promesse solennelle, la régente avait tenté de les imposer de nouveau, arrêté plusieurs particuliers qui n'étaient point solidaires, et révoqué en doute l'existence et la légalité de leurs priviléges. Que pour conserver leurs immunités, il ne leur était resté que la voie d'appel au souverain; que nonobstant cet acte, on avait continué les exécutions et les emprisonnemens; que c'était à ces mesures qu'il fallait attribuer les troubles de Flandre et les innovations qu'on avait commises au nom des Gantois; qu'en outre, on avait de fortes raisons de croire, que tout ce qui était arrivé n'était en partie que la suite des prévarications d'une foule d'administrateurs, qui, pour satisfaire leur cupidité, violaient leur serment et trahissaient leurs devoirs.

En conséquence, le magistrat priait l'empereur de prendre en considération les énormes subsides que le peuple avait supportés depuis son règne; de ne point prêter l'oreille à des suggestions

de haine ou de vengeance, et de conserver les habitans de la Flandre, ses sujets fidèles, dans les anciens droits dont ils avaient joui sous les princes ses prédécesseurs.

Cette requête fut transmise, au nom du prince, aux officiers fiscaux pour y répondre. Au jour fixé, assis dans son lit de justice, entouré d'un grand nombre de chevaliers de la Toison-d'Or et des membres de son conseil, l'empereur fit comparaître en sa présence le magistrat de Gand, pour entendre le réquisitoire et les conclusions de ses officiers.

Le procureur-général du grand-conseil, maître Baudé-le-Cocq, prenant la parole, soutint que les faits allégués dans la requête étaient controuvés; qu'à l'égard des priviléges en question, celui du comte de Nevers ne regardait que les exactions faites par les vassaux particuliers au préjudice des habitans de la châtellenie; que celui du comte Gui ne parlait que des impôts particuliers à la seule ville de Gand, et qu'à ce titre il n'était point applicable à la question; que du reste, ce privilége fournissait la preuve que la majeure partie des membres de la ville pouvait, en ce cas, obliger la minorité, d'où résultait, à son avis, la conséquence que, lorsqu'il était question des aides demandées à charge de la province entière, l'avis du plus grand nombre devait prévaloir sur celui de la minorité.

Passant ensuite au privilége de Marie de Bourgogne, il soutint que cet acte avait été le résultat de la violence, et que les Gantois ne l'avaient obtenu de cette princesse en bas âge, que parce qu'elle était abandonnée de ses amis et de ses conseils; qu'en tout cas, il s'était introduit un usage contraire constaté par des subsides qui, n'ayant été votés en 1511 et 1525 que par

les trois membres des États de Flandre, avaient néanmoins été exécutés à charge des Gantois qui s'y étaient refusés.

Cet officier du prince soutint en outre que, dans les cas d'urgente nécessité tel que celui dont il était question, on ne pouvait invoquer des priviléges tendant à soustraire quelqu'un aux contributions; que le souverain avait le droit, en ce cas, d'imposer de sa seule autorité telles aides qu'il lui plaisait, et que l'assentiment des États n'était pas nécessaire pour y obliger les sujets. Ayant ainsi répondu aux points culminans de la question, il passa aux différens chefs de prévention : accusa la commune de désobéissance au souverain pour n'avoir pas déféré à ses ordres; d'infraction aux traités en ce qu'elle avait assumé le titre de chef de la châtellenie; de sédition en ce qu'elle avait pris les armes, conclu des confédérations, et de crime de lèze-Majesté pour avoir décreté la guerre civile, appelé le peuple aux armes et déchiré, au mépris des droits de l'empereur, des actes émanés de son autorité.

En conséquence, le procureur-général conclut à ce qu'il plût à l'empereur de pourvoir, selon l'exigeance des cas, à la punition des méfaits commis et aux sûretés qu'il était urgent d'obtenir, afin que, dans la suite, le retour de pareils actes ne fût plus à craindre.

Les défenseurs des Gantois démontrèrent, dans leur réplique, que le consentement des trois membres des États n'avait été donné que dans l'intention de s'obliger personnellement; ce qui résultait à l'évidence de l'acte d'anticipation émané de la régente, et de la requête déclinatoire présentée en conséquence à sa Royale Majesté.

Que le système du procureur-général, touchant les priviléges,

était erroné; qu'il ne pouvait être question dans celui du comte de Nevers que des tailles et des subsides indûment levés par les princes souverains, puisqu'en aucun temps la ville de Gand ni sa châtellenie n'avaient reconnu ce pouvoir à des seigneurs particuliers ou des vassaux inférieurs.

Que l'argumentation qu'il tirait de ce que la majorité des membres de Gand obligeait la minorité, n'était d'aucun poids, puisqu'il était impossible d'étendre au système représentatif d'une province entière, un mode de voter particulier aux membres d'une ville; que cela était d'autant plus extraordinaire, que l'accusateur public ayant lui-même soutenu l'inapplicabilité de ce privilége au cas dont il était question, il n'en était que moins fondé à en tirer une conséquence contraire aux droits de la province et qui répugnait à la raison; qu'aucune considération ne pouvait militer en faveur de ce système, puisque le corps entier d'une ville ne formant qu'une individualité, une personne morale, il paraissait absurde de vouloir étendre ses priviléges aux différens corps politiques d'une province, qui tous, avaient des lois, des coutumes et des usages particuliers.

Que d'ailleurs ce différend, qui n'en était pas un, devait s'évanouir devant les termes du privilége de Marie de Bourgogne, privilége qui, étant général et pour toute la province, devait s'appliquer à tous ses membres indistinctement; que la violence et la force qu'on supposait avoir existé au temps où cette princesse accorda ces droits, n'étaient pas réelles, puisque les Gantois s'étaient montrés sujets dévoués, et avaient assisté leur souveraine plus qu'aucune autre ville de ses pays.

Que loin d'avoir été aboli, ce privilége n'avait jamais été cité

ni dans la paix de Casand, ni dans la sentence rendue en 1525 par la gouvernante; que cette sentence ne pouvait donc leur préjudicier, attendu qu'elle avait été rendue sans forme de procès, à titre de décision provisoire, jusqu'à ce qu'il y fût autrement pourvu, et réservés les droits des parties. Qu'en outre, le cas dont il y était question n'était pas identique, puisqu'alors les habitans de la châtellenie de Gand avaient consenti au subside, à l'intervention du magistrat de cette ville, et que la commune, qui n'y avait pas donné son consentement, n'y fut pas contrainte.

Les défenseurs des Gantois soutenaient qu'on pouvait d'autant moins invoquer un usage contraire, que ce dernier fait prouvait à l'évidence la légalité du droit qui, jusque là, avait été respecté par le gouvernement.

Que cela résultait en outre du subside levé en 1511, époque à laquelle la commune de Gand avait, à la demande du conseil des ministres, consenti à ce que son quartier fût imposé; mais qu'elle avait en même temps expressément réservé les droits que lui donnaient ses immunités.

Ils soutenaient de plus que le procureur-général confondant le fait et le droit, s'appuyait d'un privilége annulé, et qui n'était pas invoqué, pour en détruire un qui existait légalement; qu'en effet, on avait cancellé en 1484, un acte que Marie de Bourgogne avait accordé à la commune de Gand en particulier; mais qu'il n'en était nullement question en ce moment; que les Gantois eux-mêmes le regardaient comme annulé, mais qu'ils appuyaient leur demande sur une charte émanée de cette princesse en faveur de toute la Flandre, charte que n'avaient détruite ni l'informa-

tion faite en 1490, ni la sentence provisoire de 1525, ni le traité de Casand ([1]).

Quant au mépris qu'on soutenait qu'ils avaient montré pour les ordres de la reine gouvernante en rédigeant leur appel au souverain, les avocats des Gantois prétendaient que les tentatives faites par les ministres, pour contester la légalité de leurs priviléges les y avaient réduits. Qu'ils ne pouvaient avoir la moindre confiance dans les membres du conseil-privé, ni dans ceux du grand-conseil, attendu que le procureur-général avait dû convenir lui-même, que tout ce qui avait eu lieu en matière d'ordre et d'exécution, l'avait été d'après l'avis de ces deux corps, qu'il y avait eu en conséquence ample matière à suspicion.

Que si l'on prenait égard à l'état des choses, on trouverait que l'offre de la commune de Gand, de fournir son contingent en hommes, eût servi d'une manière plus expéditive à résister aux attaques de l'ennemi, si au lieu d'insister sur le paiement du subside en numéraire, on eut sommé la commune de satisfaire à ce qu'elle avait promis; ajoutant que si elle n'avait pas consenti à la levé du subside en espèces, c'était à cause de l'état de stagnation où se trouvait le commerce, des anciennes aides encore subsistantes et de l'incertitude où la commune était que les deniers accordés jusqu'alors eussent été employés d'une manière conforme à leur destination.

([1]) Cette charte porte : *Dat men voortaen 't voorseyde land van Vlaenderen niet en belaste, in wat maniere het zy, dan by eendraehtighen consente van den dry leden van den selve lande, sonder dat den meesten menigte van den selven leden, de minste verbinden of vervanghen meughe.* 11 février 1476. — Archives de la ville de Gand, n° 538.

Relativement à l'offre de servir sous le grand-étendard, ils refutèrent l'allégation du procureur-général, qui soutenait qu'il n'en avait jamais été question qu'en temps de troubles. Se résumant, ils prouvèrent en peu de mots, que c'était l'excessive rigueur des exécutions qui avait excité les troubles; que quoiqu'ils eussent plus d'un moyen pour renverser le système de l'accusation et en prouver la nullité, ils se bornaient néanmoins, à l'égard de tout ce qui avait pu avoir été fait par suite de contraire aux droits du prince, à s'en référer à son indulgence et à sa commisération; priant Sa Majesté Impériale d'avoir égard aux droits de ses sujets, de ne pas attribuer au corps entier de sa fidèle bourgeoisie de Gand, les excès d'une *collace* turbulente et factieuse dont une foule d'étrangers sans aveu ni mission s'était emparée, pour semer la terreur et la division.

Le procureur-général ayant persisté dans ses conclusions, l'empereur, après en avoir longuement conféré avec son conseil, composé de plusieurs chevaliers de la Toison-d'Or, des ministres d'État, chefs des conseils, maîtres de requêtes et autres dignitaires, déclara la commune de Gand non-recevable ni fondée dans sa requête, attendu que l'accord des trois membres de Flandre était suffisant pour obliger la ville de Gand et son quartier, ce qui dorénavant devait avoir lieu dans toutes demandes de subsides, nonobstant les priviléges invoqués. Faisait droit sur les différens chefs de prévention, dit que la commune s'étant rendue coupable d'infraction aux traités, de rébellion et du crime de lèze-Majesté, elle a forfait tous ses priviléges; qu'en conséquence ses successeurs ne jureront plus à leur joyeuse-entrée de conserver les anciens droits, mais de maintenir simplement

la constitution qu'il trouverait dans sa sagesse devoir octroyer, aux Gantois.

Il ordonna que toutes les chartes de la ville, ainsi que les livres rouge et noir, lui fussent délivrés (1), avec interdiction à un chacun de s'en servir dans la suite soit en justice, soit extra-judiciairement, à peine de faux et de punition arbitraire.

Il confisqua à son profit tous les biens immeubles (2), rentes, revenus, artillerie, munitions de guerre, la cloche appelée Roland (3) et autres objets appartenant en propriété à la commune de Gand, aux métiers et aux tisserands (4); il défendit dans la suite aux habitans l'usage des machines de guerre, ou d'avoir en dépôt d'autres munitions.

---

(1) C'était dans ces livres que tous les priviléges étaient enregistrés.

(2) L'empereur restitua néanmoins au magistrat l'hôtel-de-ville où l'administration et les tribunaux tenaient leurs séances. *Concession Caroline*, art. 13.

(3) M. Cornelissen, dans son *Traité sur l'origine, les progrès et la décadence des chambres de réthorique en Flandre*, pag. 48, dit : qu'*elle* (la cloche appelée Roland), *fut brisée par ordre de Charles-Quint, après la soumission de la ville en* 1540. Cela n'est pas exact. A cet égard comme à beaucoup d'autres, la sentence de Charles-Quint ne fût point exécutée. Le Roland enveloppé dans la confiscation générale, était destiné avec les autres objets à être vendu à l'encan; on l'avait déjà détaché à cet effet; mais soit que cette cloche n'ait pas eu d'acheteur, soit qu'elle ait trouvé grâce aux yeux du souverain, toujours est-il certain que le magistrat de 1544 la fit replacer, et qu'il paya le fer nécessaire à cet effet, à raison de trois gros la livre. C'est ce qu'atteste l'acte suivant :

Conventie by schepenen aenghegaen met Henric Vanvree, smet en horlogie-meester, te Seveneecke, item comt den voornoemden Henric goet, over leveringhe van 275 *pont eysers, ghelevert omme het hanghen van den* Roland, *ten pryse van drie grooten het pont.* 21 *april* 1544. Aux archives de la ville de Gand, reg. *D*, pag. 68.

(4) La vente des biens confisqués, produisit la somme de 468,476 liv. 1 esc. 11 d. Manuscrit cité par M. Voisin, dans sa *Notice historique sur la ville de Gand*. Édit. de 1826, pag. 73.

Condamna en outre la commune à lui faire amende honorable et pécuniaire. En conséquence, les échevins des deux bancs actuellement en fonctions, accompagnés des conseillers, pensionnaires, des clercs et des commis, trente notables de la bourgeoisie à son choix, avec le doyen des tisserands et le lieutenant du doyen en chef, tous vêtus de robes noires, décoltés et la tête nue; en outre, six individus de chaque métier, avec cinquante tisserands et un égal nombre d'adhérens de la faction des *creesers*, à son choix, tous habillés en toile et les cinquante *creesers* ayant la corde au cou (1), reçurent ordre de venir endéans les

---

(1) *L'empereur Charles-Quint*, dit l'auteur ou les auteurs des DÉLICES DES PAYS-BAS, *châtia si rigoureusement la ville de Gand, qu'elle eut sujet de se repentir de lui avoir donné naissance........, condamna le magistrat à marcher dans les processions publiques, la corde au col.* Édit. de Bruxelles, 1721, tom. Ier, pag. 252.

Dans une édition postérieure imprimée à Liége en 1769, beaucoup plus correcte et dans laquelle on a, dit la préface, *suppléé aux omissions et rectifié les réflexions fausses*, on trouve, tom. II, pag. 361, *que les Gantois furent condamnés à plus de douze cent mille écus d'amende, et le magistrat, à marcher dans les processions publiques la corde au col.*

Était-ce bien la peine de faire les frais d'une réimpression pour ajouter aux anciennes erreurs, des erreurs nouvelles et beaucoup plus graves? De pareilles inexactitudes ne vaudraient pas la peine d'être relevées, si cet ouvrage, d'ailleurs peu recommandable, n'avait servi d'autorité à beaucoup d'écrivains, pour répandre inconsidérément des erreurs aussi grossières. Quoique Charles-Quint semble avoir montré en 1540 une grande colère, et qu'il ait sévi avec beaucoup trop de rigueur, ce prince était trop pénétré de ce qu'il se devait comme souverain, pour prescrire à titre de loi, une marque aussi avilissante que celle dont il est ici question; surtout à l'effet de rendre tous les magistrats à l'avenir solidaires des faits de quelques factieux, tandis que ces derniers eux-mêmes n'y furent soumis que pendant le temps qu'ils durent comparaître devant l'empereur et faire l'amende honorable à laquelle ils avaient été condamnés.

On a prétendu que les échevins changèrent, dans la suite, cette corde en un cordon de soie, qu'ils portaient encore à l'époque où nous fûmes réunis à la France. Autre

trois jours à tel lieu qu'il désignerait devant sa personne, et là tombant à genoux demanderaient, par l'organe d'un pensionnaire, pardon de leurs crimes, et le supplieraient, en faveur de la passion de notre Seigneur, de les recevoir en grâce et miséricorde.

Il condamna la commune en l'amende pécuniaire (outre sa portion dans le subside des 1,200,000 florins) (1), de 150,000 florins d'or une fois payés; de plus en 6,000 florins, tous les ans à titre de rétribution perpétuelle.

Annula la rente de 550 livres de gros dont il était redevable à la ville de Gand, et enjoignit au magistrat de mettre entre ses mains les titres de l'*amanie* et du privilége de la prison de ville pour en faire comme il l'entendrait.

Il ordonna en outre à la commune, de restituer les deniers

---

erreur. Les cordons de soie étaient un ornement dont le magistrat de Gand s'était servi depuis un temps immémorial, et qui faisait partie de son costume.

C'est ce qu'il est facile de constater, s'il en était besoin, par les comptes de la ville de Gand de 1400; du reste, n'allons pas puiser dans les anciennes archives, et voyons seulement des lois qui sont près de nous. L'art. 12 de la *Concession Caroline*, ordonna au magistrat de changer ses vêtemens, qui avaient été jusqu'alors d'étoffes rayées, en robes d'étoffe unie. « Ayant, dit l'article, sur l'espaule sinistre une bende de ve- » lours large de quatre doictz *à cordons et houppes de soye.* » Après cela, permis aux poètes latins passés et futurs, de bâtir des fictions dans le genre de celle-ci :

Nobilibus Bruxellæ viris, Antwerpia nummis
Gandavum LAQUEIS, *formosis Bruga puellis :*
Lovanum doctis, Gaudet Mecklinia stultis.

(1) La portion contributive des Gantois était de 56,000 florins. *Voy.* Quittance du receveur-général de l'empereur, du 16 octobre 1540, n° 23, des archives de Gand, au coffre de fer.

empruntés, et de réparer les dommages et intérêts commis pendant les troubles, de combler à ses dépens le canal appelé le *ryet-gracht* et de restituer les frais occasionnés pour l'approfondir, de combler les fossés conduisant de la porte d'Anvers à l'Escaut, le tout endéans les deux mois; se réservant de déclarer dans la huitaine les vieilles portes et murailles qu'il jugerait devoir être démolies, pour les matériaux à en provenir être employés au nouveau château.

Moyennant quoi, il pardonna à la commune de Gand tous les crimes et délits qu'elle avait commis, n'exceptant de cette amnistie générale que les coupables qui s'étaient soustraits à la punition par la fuite, ceux qui avaient commis quelque crime depuis son séjour en ville, et les accusés de haute-trahison qui se trouvaient sous la main de la justice, et sur le sort desquels il se réservait de décider. — (Donné à Gand le dernier du mois d'avril 1540).

En vertu de cet arrêt, l'empereur envoya le même jour ses officiers fiscaux et son grand-bailli vers le magistrat, à l'effet de le contraindre à leur remettre toutes les chartes dont il était dépositaire [1]. Il donna aussi, le 2 mai suivant, ordre à son procureur-général de sommer les échevins et tous ceux qu'il avait désignés par écrit, de comparaître à la cour le lendemain à dix heures, à peine pour les bourgeois de bannissement et d'encourir son indignation, et pour les métiers, les tisserands et les

---

[1] *Voyez* le décret du dernier jour d'avril 1540, aux Pièces justificatives, sub. litt. *K*.

creesers, la même peine, et en outre de la confiscation de corps et de biens [1].

En conséquence, tous ceux qui avaient été désignés par l'empereur, à commencer par les *creesers*, partirent processionnellement de la maison de ville pour se rendre à la cour du prince, où s'étant tous jetés à genoux devant le trône de l'empereur, l'un des pensionnaires lut à haute voix l'amende honorable, telle qu'elle avait été prescrite [2]. Après quoi l'empereur, les invitant à se relever, répondit qu'à la prière de sa sœur la régente et en vue de leur repentir, il leur pardonnait, à condition toutefois de se comporter dans la suite comme des sujets fidèles, et de se soumettre à son arrêt ainsi qu'à la nouvelle constitution qu'il leur avait tout récemment octroyée.

Par un acte du 6 mai suivant, l'empereur indiqua les vieilles tours, les pans de murailles et les portes de la ville, au nombre de onze, qu'il voulait voir abattues [3]. Il y ajouta en outre par décret du 3 novembre 1540 la porte d'Anvers [4]. Mais tous ces ouvrages ne furent pas démolis, on conserva la porte de la poterne. Celle de Brabant appelée *Braempoorte*, subsista jusqu'en 1562, et la *Walpoorte* ainsi que la *Ketelpoorte* ne furent démolies qu'en 1780 [5].

L'empereur fit de même restituer aux hôpitaux publics tous

---

(1) *Voy.* cet ordre aux Pièces justificatives, sub. litt. *L.*

(2) *Voy.* cet acte aux Pièces justificatives, sub. litt. *L^bis.*

(3) *Voy.* ce décret aux Pièces justificatives, sub. litt. *M.*

(4) *Voy.* Dierick, *Mémoires sur les lois, les coutumes et les priviléges des Gantois*, tom. Ier, pag. 344.

(5) *Voy.* Dierick, *Mémoires sur la ville de Gand*, tom. II, pp. 244 et 302.

leurs revenus. Il remit au magistrat les chartes qui ne concernaient que les intérêts des particuliers, et il réduisit la somme de 206,000 florins à laquelle il avait condamné la ville de Gand, du chef de l'amende pécuniaire et de sa portion dans l'aide de l'année 1536 à 128,000 florins (1).

Voilà pour les actions du souverain irrité; voici de la politique de Charles-Quint :

Prévoyant bien que toutes ces condamnations ne changeraient ni l'humeur, ni le caractère indomptables des Gantois, l'empereur fit émaner le même jour de la prononciation de sa sentence, un acte organique appelé *concession*, par lequel il prescrit un nouveau magistrat, des échevins éligibles tous les ans au 10 de mai, par des commissaires du gouvernement au lieu d'électeurs; un grand-bailli, aux fonctions duquel il se réservait de nommer telle personne qu'il jugerait, flamande ou brabançonne. Cet acte ne rendait valables les décrets de bannissement prononcés par le magistrat qu'autant que le souverain n'eût pas rappelé les bannis de sa seule autorité.

Il abolit à perpétuité la division politique des trois membres de la ville, voulut que toute la bourgeoisie ne constituât qu'un corps individuel, proscrit toute autorité du magistrat sur les villes voisines, supprima tous les doyens, annula leurs priviléges et leurs assemblées de sections; il interdit à tout habitant le droit de revendiquer la qualité de bourgeois-forain, diminua le nombre des métiers, en abolit quelques-uns, et défendit le *Tauwet* (2) *la*

---

(1) Décret du 18 juin 1540, aux Pièces justificatives, sub. litt. *N*.

(2) Le *Tauwet* était une fête donnée par les métiers et les tisserands aux magistrats

fête (1), et les deux *confréries* de Saint-Liévin. Il dévolut les fonctions de doyen à des bourgeois n'exerçant ni commerce ni métier, et leur enjoignit de terminer les différends à l'intervention des jurés, et d'en référer en cas de difficultés aux lumières des échevins.

La *collace* fut supprimée sous peine de la vie. En son lieu, il institua une assemblée composée des deux derniers corps des échevins et de six notables de chaque paroisse (2), au choix du haut-bailli et du magistrat.

Toute réunion illégale du peuple, quel qu'en fût le but, était proscrite; ceux qui l'avaient convoquée ou y avaient paru munis d'armes quelconques étaient punis de mort. Enfin, pour sanctionner cette nouvelle constitution et effacer en même temps la mémoire des anciens priviléges, l'empereur ordonna que ses successeurs ne jureraient désormais à leur avénement au trône que de maintenir les Gantois dans la jouissance de la *concession* qu'il venait de leur octroyer. Dès le 12 mai 1540 (3), il posa la

---

de Gand à la mi-carême de chaque année. Elle durait trois jours et trois nuits. On l'appelait *Tauwet*, par contraction de d'*oude-wet*.

(1) M. Dewez, dans son *Histoire générale de la Belgique*, tom. V, chap. 14, pag. 3, a donné une description succincte de la fête de Saint-Liévin.

(2) Il y avait sept paroisses à Gand; toutefois, comme dans la suite on ne renouvela plus le magistrat tous les ans, cette assemblée ne fut plus composée que des 42 notables députés des paroisses de la ville.

(3) Voici ce que porte le manuscrit déjà cité : *Op den 12 meye, was den eersten steen gheleyt van den nieuwen Casteele, in die presentie van den keyser, ende ligt in den haeck van 't bastion te Gent-waert, op de suyt-syde; ende die date van voorn. jaere, is in den selven steen ghegraveert.*

L'empereur et la reine de Hongrie, gouvernante des Pays-Bas, quittèrent la ville de Gand le 12 mai 1540, vers deux heures de l'après-dîner, immédiatement après

première pierre d'une citadelle, destinée à contenir les habitans dans la sujétion et la dépendance.

Non content de les avoir dépouillés de leurs libertés, de leurs droits, d'avoir dans une même condamnation confondu les bourgeois et les factieux, l'innocence et le crime, il voulut comprimer par la présence continuelle d'une force militaire imposante les plaintes d'un peuple qui, pour un moment d'égarement, perdit le fruit de 500 ans de travaux, de négociations, de sacrifices pécuniaires, de combats livrés aux fauteurs du despotisme et de sang répandu pour l'indépendance et la liberté. Ainsi finit la commune de Gand, jadis si fière et si puissante. Victime de quelques factieux, son histoire fut depuis indignement tronquée, travestie, mutilée. Des historiens mercenaires ou ignorans ne virent dans cette honorable opposition des Gantois que le principe d'une turbulence naturelle qu'aucune considération politique n'avait su ni guider ni soutenir; et tandis que la capitale de la Flandre, sans calculer le danger auquel elle s'exposait, éleva la première la voix pour accuser un gouvernement despotique, avare, injuste et dilapidateur, il ne se rencontra au jour de la vengeance impériale, nul écrivain, nul défenseur qui eût assez de courage pour flétrir la conduite d'un souverain qui méconnut sa parole royale, et foula indignement aux pieds les droits de ses peuples, l'humanité, la justice et l'honneur.

---

avoir posé la première pierre de la citadelle. Les forces militaires dont Charles-Quint s'était fait accompagner, demeurèrent en ville pour comprimer tous les mouvemens insurrectionnels que les habitans auraient tenté d'organiser.

FIN.

NOTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES.

(A.) *Paix de Gavre.*

Premier, que les deux doyens ne se mesleroient du renouvellement de la loy directement ne indirectement, mais se refera la loy d'an en an selon l'ordonnance du roy Philippe-le-Bel, de gens notables et souffisans de la ville sans avoir égard à tisserans ne à metiers ne aux trois membres de la ville, non obstant coustumes et usages au contraire;

Que lesdits de Gand useront de leur bourgeoisie selon les privileges qu'ils en ont par escript et non autrement;

Qu'ils ne pourront nuls banir ne faire aucuns edicts, ordonnance ou statuts sans le consentement du Duc ou de son Bailly de Gand; et se le Bailly n'y voulait etre présent lesdits de Gand s'en pourront plaindre et le Duc y pourverra;

Que la connaissance des officiers en touts cas criminels et civils concernans leurs offices appartiendra à mondict seigneur seul et pour le tout;

Que les vrais bourgeois de Gand qui auront commis quelque delict au plat pays hors des bonnes villes pourront choisir d'estre à droit au lieu où le cas sera advenu ou pardevant eschevins de Gand;

Que lesdits de Gand ne useront plus d'escripre en teste ne en marge; mais se regleront en ce selon que font les autres membres de Flandres;

Qu'ils apporteront leurs bannières et les présenteront à mondit Seigneur ou à Monseigneur de Charollois son fils pour en faire à leur volonté;

Qu'ils ne useront plus de blancs chaperons ne d'autres gens de telle condition soubs quelque nom qu'ils puissent estre nommés;

Qu'ils ne useront plus de evoquer pardevant eux les causes pendant pardevant les lois des villes et chatellenies d'Audenaerde, Courtrai, Alost, Wase, quatre metiers et Tenremonde ne d'ailleurs;

Que les villes et chatellenies demouront en tous cas francs et exempts du pouvoir auctorité et chattellenie de Gand pour demy an, à compter du jour que lesdicts de Gand auront faits ce qu'ils seront tenus de faire à mondit Seigneur pour l'amende honourable, pendant lequel temps sera en cette matière appoincté et ordonné par voye amiable ou de justice ainsi qu'il appartiendra;

Que pour l'amende honourable deux mille homme pour le moins viendrons au devant de mondict Seigneur ou de Monseigneur de Charolois à demye lieu hors de ladicte ville à tel jour qu'il plaira à mondict Seigneur; c'est à savoir les hooftmans et conseillers en leurs chemises et petits draps et tous les autres dest...... et nues testes, et tous se mettront à genoulx devant mon dit Seigneur et feront dire par lung d'eulx en langage franchois que faulsement et mauvaisement et comme rebelles et entreprenant grandement à l'encontre de mondit seigneur et de son autorité, ils se sont mis sus en armes, ont créé hooftmans et courru sus mondit Seigneur et ses gens et lui ont fait et commis plusieurs invasions et voyes de fait, qu'ils s'en repentent et en requerent en toute humilité pardon et mercy, et ce faict tous ensemble et à une voix prieront mercy et lui requerent grace et misericorde;

Que les deux portes de Gand, l'une nomme la *Percelleporte*, et l'autre de *Overporte*, par lesquels lesdits de Gand yssèrent par un jour de jeudi pour assiéger Audenaerde, seront closes perpétuellement chacun jour de jeudi de chaque sepmaine en l'an, de telle sorte que pour ce jour nul ne pourra entrer ne yssur;

Que une aultre porte nommée d'*Hospitaelporte*, par laquelle lesdits de Gand yssurent pour aller à Rupelmonde et courir sus à mondit Seigneur et son armée serait à perpétuelle fermée, murée et à toujours condempnée sans se pouvoir jamais ouvrir se ce n'était du bon plaisir de mondict Seigneur ou de ses successeurs comtes et comtesses de Flandres;

Que pour amende prouffitable ils payeront à mondict Seigneur trois cents mille livres d'or, et pour la réparation plus ample et pour redification de plusieurs cytés destruictes en Flandres mesmement de celle de Rupelmonde, et pour faire épitaphes, fondacions de messes audit Rupelmonde et ailleurs, cinquante mille livres d'or.

Fait l'an mil quatre cent cinquante-trois au mois de juillet.

(**B.**) *Paix de Casant, conclue au siége de l'Écluse.*

Première, que lesdits de Gand recevront et recoiegnoisseront le Roy des Romains pour tuteur et mambour de Monseigneur l'archiduc son fils;

Qu'ils payeront leur porcion de la composition de la paix de Tours;

Qu'ils payeront à Monseigneur le chancelier et autres prisonniers leurs depens selon le traicté de Francfort;

Qu'ils feront ung esconduit honourable à la personne de Monseigneur de Rassen en tel nombre, en telle ville de la chatellenie de Gand et à tel jour qu'il lui plaira, et prieront mercy, et ce fait le Roy et Monseigneur leur confirmeront leurs privileges, coustumes et usages soubs la moderation qui s'ensuit :

C'est à savoir que incontinent après cette paix publique la loy de Gand sera refaite par commissaires sans prejudice du privilege du Roy Philippe-le-Bel;

Que désormais d'an en an les metiers seront tenus de apporter ès mains de la loy les noms des trois des plus notables du métier pour hors d'iceux en choisir ung par la loi pour estre doyen pour icelle année;

Et pour renouveller le doyen des tisserans, le Roy et mondit Seigneur et ses successeurs comtes de Flandres envoyeront tous les ans audict mestier trois personnaiges designés, ils en esliront l'ung pour estre doyen selon le privilege du duc Philippe;

Que desormais la loy de Gand sera reformable en la chambre de Flandres en toutes matières reservé en actions personnelles jusqu'à cent livres parisis; et en actions réeles jusqu'à une livre de gros par an, reservé aussi des sentences interlocutoires réparables en definitive;

Que pour le temps passé toutes sentences données par les echevins de Gand jusqu'à ce jour sortiront effect sans les pouvoir retracter par reformacion ne autrement en aucune manière, saulf les sentences ou appointemens rendus par contumace durant les divisions dont sera ci-après parlé, et saulf aussi celles qui pendent en droit devant le Prince et son conseil ès quelles lesdits de Gand ont litiscontesté et répondu contradictoirement;

Que désormais quiconque actraira la loy de Gand à tort soit par appellacion ou reformacion payera au profit de Monseigneur l'amende de soixante livres;

Et lesdits de Gand ne prendront aucune congnoissance sur les officiers du Prince quelque part qu'ils soient demourans pour cause de leurs offices et biens et s'ils le font les procédures seront nulles;

Que les *Wittecapprons* seront abolis, mais pourront eeux de Gand avoir et tenir dix ou douze eompagnons pour assister le Bailly et la loi quant mestier sera;

Que la loi de Gand ne pourra prendre eongnaissanee hors la ville et echevinaige, sinon à la requête de leurs vrayes bourgeois pour reeouvrer payement de leurs eensives et aultres débiteurs demourans au pays et hors des bonnes villes; lesquels eensiers et débiteurs ladicte loy pourra adjourner devant eulx comme s'ils estaient demourans en l'éehevinage;

Que eeux de Gand ne pourront avoir aueuns bourgeois forains plus avant que en la ehastellenie de Gand ou plat pays hors des villes privilégiées, lesquels bourgeois forains seront tenus d'estre à droit pardevant les lois de leur demeure en toutes actions personnelles et réelles, et ne pourront eeulx de Gand deffendre leurs bourgeois forains sinon pour le fait de eonfiseation seulement;

Que le Prince pourra donner le pays aux bannis de Gand sans pour ce prendre le eonsentement de la loy;

Que lesdits de Gand se regleront au fait de la monnoie comme ont fait et feront les autres pays et subjeets de Monseigneur;

Que ehascun retournera à ses terres, rentes et possessions nonobstant dons faits au eontraire, mais les meubles demourons levez;

Que tous appointemens et sentenees rendus par eontumace durant les divisions seront nuls et sera chacune partie en son entier de poursuivre son droit eomme se elles ne feussent données;

Que tous bannis et fugitifs de Gand pourront retourner franchement en faisant serment en la main du Bailly destre bons et léaulx au Prinee, de tenir la paix et vivre paisiblement;

Que eeux de Gand ne pourront plus escripre en teste;

Que toutes ehoses seront oubliées et ne se pourront dire reproches pour les ehoses passées, à paine de paix enfrainte;

Que en payant le cours des rentes dont la ville est chargée les arrierages esehus depuis la paix de Tours seront tenus en surceanee deux ans, au bout desquels ieeulx arrièrages se payeront en huit ans par égale poreion;

Que tous procès intentés depuis la paix de l'an 85 à cause des guerres et divisions passées seront abolis et extains, pourvu que chaeun pourra reeommencher et intenter de nouveau telle aetion que bon lui semblera, et en tel lieu qu'il appartiendra de matières touehant lesdites guerres et divisions;

Que les franes monnoyers qui durant les divisions ont forgié à Gand sans le

congié ou ordonnance du Prince, demouront en leur franchises et libertés et leur sera le fait pardonné;

Que ceulx de Gand auront pardon, remission et abolicion de tout ce qu'ils peuent avoir mesfait en général ou en particulier;

Que en cette paix seront compris tous ceulx qui ont tenu le parti de ceulx de Gand, saulf qui sont reservés par la paix de Bruges;

Que tous bannis pour autre cause que pour la division et qui soub umbre de la guerre sont rentrés au pays vuyderont endéans le 3me jour de la publication de eestes;

Que tous ceux du parti de Gand qui presentement sont à l'Escluse ou en France pourront franchement retourner et estre compris en ceste paix si avant qu'ils le déclairent endedans six sepmaines après ladicte publication.

Ce fu fait en juillet 1492, en Casant au siége devant l'Escluse.

(**C.**) *Décret de Charles-Quint du* 11 *avril* 1515, *appelé le* Calfvel.

Comme notre très-redoubté Seigneur et Prince Charles, par la grace de Dieu prince d'Espagne, archiducq d'Austrice, duc de Bourgoigne et Brabant, conte de Flandres, ayant esté à grande joye, honneur et reverence amenés et reçeu par ses sujets de cette sa bonne ville de Gand, lui ayant fait serment, soit deuement et veritablement informé et adverty que aucunes personnes de ladite ville, en petit nombre, par mauvais courage s'etoyent advanchez de dire et semer entre le peuple publiquement et en plusieurs assemblées, que notredit très-redoubté Sgr ayant fait le serment à son pays de Flandres et jurant de tenir en paix en son endroit et loy et entretenir les droicts, privileges, franchises, coustumes et usages de laditte ville, par ce aurait juré et confirmé toustes anciens droicts, privileges, coustumes et usanees, dont ils avaient usé auparavant la paix de Casant, ce que toutesfois ne doit ainsy estre entendu, consideré que lesd. de Gand par leurs demerites, ont esté privez de beaucoup de leursd. anciens privileges par laditte paix de Casant, et autres precedentes ausquels n'ont esté restituez;

par ce commettant crime de leze Ma^{té} forfaisant leurs vies, et mettant la susd. ville en danger de tomber en grande esmotion et trouble, à son entière destruction, et jacoit que les Bailli, Eschevins de la Keure, et aultres de loy d'icelle ville ayent esté amplement acertenez de laditte mauvaise emprinse, toutes fois ils n'ont pugnis ni corrigez les malfateurs et coulpables selon leurs demerites, mais par faveur, amitié ou ignorance, non ponderent l'affaire comme il appertenait, ont seullement banny l'un et condampné les autres trois d'aller résider un an long à Rome, l'autre à St.-Jacques en Compostelle, et le 3me à Cologne, laquelle punition n'est condigne ne correspondante au delict, dont notredit très-redoubté Sg^{r} n'a matière de contentement, ains a vouloir en ce tellement pourveoir que le semblable doresnavant n'advienne, afin que laditte ville et les bons sujets de Gand, par ce moyen ne tombent en desolation, perialite et desplaisir, selon que autres fois est advenu par telles mauvaises impressions et indictions; et pour à ce parvenir et satisfaire à chacun, a commandé audit Bailly et gens de loy de aller quérir hors de leur secret les principales lettres de lad^{e}. paix de Casant, et icelles fait lire hault et cler perdevant les notables de lad^{e}. ville, signamment les 6 et 7 articles, afin que personne n'en peut prétendre ignorance, et ce fait a ordonné et ordonne par cettes, que l'on entretiendra et ensuivra lad^{e}. paix en tous ses points et articles, excepté seulement les droits, privileges et provisions accordés à lad^{e}. ville par le feu le Roy domp Philippes son Sg^{r} et père, et lui mesmes à sa joyeuse entrée et reception du pays, et en l'accord de la dernière ayde; et que selon ce et le contenu de lad^{e}. paix de Casant, doresnavant l'on procedera au changement et renouvellement du doyen des mestiers, des tysserans et des autres communes doyens des mestiers selon que toujours s'est fait depuis laditte paix de Casant; et pour éviter et empêcher les erreurs, faultes, sinistre entendement et autres semblables maux, notre dit très-redoubté Sg^{r} veut et ordonne que tous les sermens qui doresnavant se feront, soit par sond^{t} Bailly, aultres officiers, eschevins des deux bancqs, grand doyen, aultres communes doyens, et jurez des membres des métiers, semblablement les doyens des tysserans, ses jurez et doyens et tous autres jurans les privileges, franchises, coustumes et usages de lad^{e}. ville, en leur advenement en offices, jureront lad^{e}. paix et feront serment de l'entretenir et ayder à l'entretenir selon les conditions et réservations contenues en icelle paix de Casant, jointes les additions, privileges et provisions depuis octroyez et accordez à laditte ville de Gand comme dit est. — Par dessus ce notre très-redoubté Sg^{r} veut

et ordonne que toutes personnes, quelles quelles soyent, qui doresnavant s'avancheront de semer ou eslever telles fame ou rumeur parmy les habitans de laditte ville, ou qui bailleront ayde, conseil, assistence, part ou faveur, ou qui le retireront sans le raccuser à la loy, en quelque lieu ou place qu'il advienne, fut ès maisons de leurs dits mestiers, carrefours ou aultres assemblées, soient punis corporellement et criminellement sans délay, faveur ou dissimulation, à l'exemple des autres, comme contrevenans et faisant directement contre la hauteur de leur prince, bien de ladite ville et inhabitans d'icelle; ordonnant et commandant à ses dits Bailly et Eschevins de la Keure de lad^{e}. ville, présens et avenir, qu'ils punissent criminellement et corporellement tels auteurs et leurs complices, abusant en la manière avant dite, sans ce obmettre par faveur, amitié, parenté ou autrement en quelque manière que ce soit, sur peine d'encourir l'indignation de notre très redoubté Sg^{r} et de eux mesmes estre arbitrairement corrigez. — Et afin que cette ordonnance soit dctant mieux entretenue et observée, notre dit très redoubté Sg^{r} veut et ordonne que cet acte, signé de sa main, soit mis au secret des Eschevins et à perpétuelle mémoire, enregistré au rouge livre.

Fait à Gand le 11me d'avril anno 1515 après Pasques. — Escript dessus par l'ordonnance de mon très redoubté Sg^{r}. Ainsy signé. HANETON.

(D.) *Lettre de François Ier à l'Empereur.*

MONSEIGNEUR MON BEAU-FRÈRE,

Encore que je saiche certainement le zel et singulier amour que vous avez et portez au bien, salut et conservacion de la république Crestienne, et que la plus grande et principalle affection que vous ayez soit d'entendre premièrement à cela et y employer votre personne, vos forches et le surplus du pouvoir que Dieu vous a donné, chose digne de vous estre requise et nécessaire à ladicte Crestienneté. Toutesvoyes, Monseigneur mon bon frère, voyant la saison sy avanchée comme elle est et le commenchement de l'hyver desia entré, qui vous peut donner beaucoup de facheries et d'ennuy, faisant votre passaige en Itallie par mer,

il m'a samblé pour le debvoir de l'entière amytié que je vous porte et pour le regret que je aurais se inconvénient advenait à votre personne, vous supplier et requière tant affectueusement et de ceur qu'il m'est possible ne s'exposer aux dangiers et péril de la mer, mais faire tant pour moy et pour ceste uv^{e} commune (*œuvre commune*) et fraternelle amitié que de prendre votre chemin et adresche par cestuy votre et myen royaulme de Franche quy vous sera occasion de visiter vos Pays-Bas, chose quy ne pourra de riens retarder ou reculler votre bonne et saincte délibération de pourvoir aux affaires de la en avant, que pour ce temps dyver ne requièrent votre présence n'y ne sont en dangier d'aucun inconvénient, comme vous sçavez, et sy pourrez en ce peu de temps donner ordre et provision aux affaires de vos Pays-Bas quy en ont besoing. A quoy de ma part je m'emploieray et vous y feray telle ayde et secours que pour mes propres affaires, ainsi que je l'ay ja offert à la Royne de Hongrie ma bonne seur, veullant vous bien asseurer, Monseigneur mon bon frère, par cestuy lettre escripte et signé de ma main, sur mon honneur et en foy de prince et du meilleur frère que vous ayez, que passant par mon dict royaume que vous y sera faict et porté tout honneur, receul et bon traictement que faire se pourra et tel que aura ma propre personne, et yray, s'il vous plaist le me faire sçavoir, au devant de vous jusques au milieu de vos pays pour vous y quérir et accompaigner, et y mèneray mes enffans, lesquels trouverez prest à vous obéir, et pareillement tout ce qui sera trouvé en ma puissance et dedans ce dict royaulme, duquel vous disposerez entièrement comme de votre, Monseigneur mon bon frère. Monsieur de Saint-Vincent, votre ambassadeur, m'a dict et faict entendre ce dont luy avez donné charge, sur quoy je l'ay prié vous escripre et faire entendre mon intencion, antendant que mon ambassadeur puist estre depar delà, ce sera l'endroit où feray fiu à la présente.

Votre meilleur frère et cousin. (*Signé*) FRANCHOIS.

(E.) *Ordonnance de mise en liberté de deux* hoog-pointers *de la ville de Courtrai.*

Le grand-bailly de Gand dira à ceulx de la loy, au nom de l'Empereur, que Sa M^{té} ayant entendu que lesdits de la loy avaient constitué prisonniers deux hault-pointres de la ville de Cortray, assavoir Joos vanden Berghe et Symon

Caluwaert, et ce pour éviter plus grand scandale et le dangier ou autrement ilz estoient en leurs personnes Sa M^té^ pour bonnes considéracions, a ordonné relaicher lesdits prisonniers, moyennant leur serment de retorner toutes et quantiffois que par Sadite M^té^ sera ordonné. (*Signé*) Baye.

En marge se trouve : *Ghepresenteert in 't Collegie van Schepenen van den Keure der stede van Ghendt den* 16 *in Sporcle* 1539.

My present : (Geteekend) Buridan.

Dienvolgende waren de zelve ghevanghene also gheslaect den 18de *in Sporcle* 1539.

(F.) *Renouvellement du serment des échevins de Gand.*

L'Empereur pour certaines bonnes considérations à ce le mouvant, et ayant entendu que les Eschevins de la Keure et des parchons de la ville de Gand en acceptation de leurs offices ont fait serement autre que leurs prédécesseurs en office ont accoustumé de fere, a ordonné et ordonne que lesdits Eschevins et ceulx que de nouveau seront commis avec eulx audit office, feront et renouvelleront respectivement leurs serement ès mains du grand Bailly de ladite ville, le Sr Descardau, en la forme et manière cy-devant accoustumée.

Fait audit Gand, le dixneufième jour de février l'an 1539. (*Signé*) Charles.

Plus bas était signé Dane.

(G.) *Ordonnance qui enjoint aux fugitifs de purger leur contumace.*

Pour ce qu'il est venu à la connaissance de l'impérialle Maté que divers bourgeois de ceste ville estans absens dicelle, ont par la commune esté declaires et criés pour fugitifs chacun mis sur la somme de six cens florins Carolus, et qu'il n'appert à Sa Maté de leurs déliets et mésus, et que pour la grande somme sur laquelle ils sont mis ils n'oseraient recomparoir, Sa Maté ostant et mettant au néant par ceste ladite paine, encharge et commande auxdits fugitifs et à chacun d'eulx en droit soy de endéans huyt jours après la publicacion de ceste venir eulx

trouver en ceste ville pardevant Messieurs Loys Deschorre chevalier et Charles Boisot docteur conseillers d'État, que Sadicte Ma[té] a commis et commect à ce pour eulx purger de ce que lon leur vouldra ou saura mettre avant, et ce fait estre procédé à condempnaciòn ou absolucion selon droit.

Ainsi fait et ordonné à Gand le 23[e] jour de février 1539. (*Signé*) CHARLES.

Par ordonnance de Sa Majesté. (*Signé*) VERREYKEN.

(**H.**) *Jugement du Magistrat de Gand contre l'épouse Vandernampt dit* Coppenhole.

Omme dieswille dat ghy Cathelyne van Haverbeke, huysvrouwe van Willem Vandernampt, ghezeyt Coppenhole, hautschoenmaker, hu vervoordert hebt te commene int huys van der neeringhe van der haudeschoenmaekers, ende aldaer te zegghen vele leelycke, beroerlycke ende cedicihuese woorden, ende oock ten laste van eenighe goede heeren van der K. M. weghen hier in de stede....... zynde; zegghende dat mense behoorde te vanghene en up haerlieder zac te springhene; met meer andere scandelycke en ongheoorloofde woorden; daer toe zegghende dat de *muus in de valle was*, ende alsoo doende har beste om diversche lieden tot comotien te beroerene, zoot t'uwen laste te vullen ter kennisse van schepenen comen en ghebleken es; welcke zake zyn van quaden exemple niet schuldicg te lydene zonder hooghe criminele pungnicie; so eyst dat hu mynheeren condampneren hu hooghen verbonden te werdene met eender scroode en hu behanghen met korden ende alzo vut gheleedt te zyne metten scerpreegtere deser stede tot buiten der poorte der zelve, ende voorts verbannen te werdene vyftich jaren vuten lande en graefscepe van Vlanderen, betere daer vute dan daer inne; te rumene dese stede binnen zonneschyne en 't landt van Vlaendere binnen derden daghe, up den put (*à peine de prison*).

(**J.**) *Requête du magistrat à l'Empereur, à l'effet d'obtenir des défenseurs d'office.*

Supplient très-humblement les Échevins des deux bancqz et deux doyens de

ceste ville de Gand, comment certain jour leur est préfigié devant votre chiège impérial de procéder sur les doléances, griefz et accusations à leur charge proposés par vos officiers fisqualz pour en quelle chose deuement procéder, ont requis et mandé plusieurs advocatz et procureurs accoustumez daistre à leur pension ordinaire, lesquelz doubtans estre reprins et molestez, refusent impartir leur advis disans leur conseil nestre libere, ce considéré plaise à Votre M^té^ Imp^le^ ordonner à maistre Jehan de Curte, Frodis Beyts, Laurcins Deynoot, Jehan Canin, Gheeraedt Rym, Gillis Brakelman, Antheunis de Meulenaere et Jacop Hessele, advocatz; Baudewyn Mayaert et Jehan de Bisschop, procureurs, librement et franchement, sans reproche ou indignation aucune vacquier et entendre au dict conseil, moyennant leur raisonnable salaire, et ce ferez bien.

APOSTILLE.

L'Empereur ordonne au premier huissier sur ce requis, qu'il face commandement aux cy nommez et à chacun deulx de servir les suppléans, à peyne de cent livres à commettre pour chacun d'eulx en cas de deffault. Fait à Gand le 1er jour de mars l'an 1539. — Par ordonnance de Sa Ma^té^: (*Signé*) BAVE.

Hedent desen 2^en^ dach van marte 1539, ben ic Pieter Mayart d^re^ van wegen der K. M. ghegaen ten persoonen hier boven ghedenomeert, de welcke mondelinghe sprekende dede de bevelen hier boven verclaert van 's Keyzers weghen elc op de peyne boven verclaerst, ten welcken bevelen zy obedieerden, versouckende elc byzondere copie dwelck ic hemlieden accordeerde.

Ghedaen ten daghe en jaere als boven. (*Onderteekend*) P. MAYART.

(**K.**) *Ordonnance pour la remise des priviléges.*

L'Empereur, suivant la sentence rendue ce jourduy contre ceulx de Gand par Sa Ma^té^ par laquelle entre aultres choses a esté dit que les priviléges avec les livres rouge et noir seront apportés devers Sa Majesté, a député pour ce faire et accomplir sesdits fiscaulx, pour avec le grand Bailly dudit Gand eulx transporter incon-

tinent et sans délay où il appartiendra, et appeller ceulx qui ont les clefs, recouvrer effectivement tout et quelconques priviléges et livres, etc., et mande Sadite Ma[té] à sesdits fiscauls et bailly......... de à ce contraindre tous ceulx qui seront à contraindre réalement et de fait sur peyne d'encourir son indignation et destre pugnis arbitrairement.

Mandons que ence il ny ait faulte et que à vous en ce faisant soit obéy et donné toute assistance et adresse, car tel est notre plesir.

Fait audit Gand, le dernier jour d'avril de l'an 1540. (*Signé*) Charles.

Plus bas. (*Signé*) Dane (1).

(**L.**) *Sommation aux échevins et trois membres de la ville de Gand, pour les astreindre à l'amende honorable.*

Procureur, nous vous ordonnons vous trouver vers les Echevins des deux bancqs de notre ville de Gand, et les sommer qu'ils se treuvent et facent venir avec eulx ceulx qu'il appartient pour demain au matin en court, à dix heures, faire la réparacion honnorable (suyvant la sentence rendue contre le corps et communaulté d'icelle ville), et leur commanderez ainsi le faire et qu'il n'y ait faulte et a ce les astrainderez realement et de fait si besoing est, et en especiale les bourgeois qui vous seront bailliez et délivrez par escript; leur faisant fere par certain notre huissier, assisté des sergens de ceste ville, les commandemens en tel cas pertinens sur paine de ban et d'encourir notre indignacion, et à ceulx des mestiers, tisserans et cresers qui vous seront aussi délivrés par escript sur semblable paine de ban et confiscation de corps et de biens, et qu'il n'y ait faulte, voulons et commandons à tous nos justiciers et officiers que à vous en ce faisant et à notre dit huissier soit obéy et donné assistance et adresse.

Fait en notre dicte ville de Gand, le second jour de may l'an quinze cent quarante. Signé Charles et du secrétaire Dane (2).

Conforme à l'original par moy. (*Signé*) Verreyken.

---

(1) *N° 19 de l'inventaire, aux archives de la ville de Gand.*
(2) *N° 17 de l'inventaire, aux archives de la ville de Gand.*

(**L.** *bis.*) *Amende honorable.*

Sire, obéissans à votre sentence et ordonnance, se présentent pardevant votre Imp[le] Ma[té] notre souverain seigneur et prince, voz trés-humbles et très-obéissans subgectz, les eschevins des deux bancs, pensionnaires, clercs et commis de ceste votre ville de Gand, au nom du corps et communaulté d'icelle, et trente bourgeois, le doyen des tisserans et le desservant du grant-doyen avec six personnes de chacun mestier, cinquante des tisserans et cinquante de ceulx appellez Crésers, et déclairent en toute humilité que grandement leur desplaît des désobéissances, désloyaultez, infractions des traictez, commotions, rébellions et crimes de lèze-ma[té] commis et perpétrez par ledit corps et communaulté de votre dite ville vèrs votre dite très-sacrée M[té] et la Royne votre seur, régente, etc., et que si à fere et commectre les moyens avoyent, pour riens ne le feroyent, et se garderont de fere le semblable, si supplient et requièrent en toute humilité et révérence qu'il plaise à votre dite Ma[té] et la Royne votre dite seur en l'honneur de la passion de Nostre Seigneur les recevoir à grace et miséricorde [1].

Vulcomen den 3[en] *in meye* 40 (1540), *in den wal ghenaemt 's Princenhof binnen deser stede van Ghendt.*

(**M.**) *Désignation des édifices condamnés à être démolis.*

Comme ainsi soit que par la sentence rendue par l'Empereur contre le corps et communaulté de la ville de Gand, soit dit entre autres choses que Sa M[té] fera abatre et démolir aucunes vicses (*vieilles*) portes, tours et murailles estant dedans ladite ville pour les matériaulx en procédans estre employés au château encommenchié au costé de Saint-Bavon, enssuivant ce, Sa M[té] Impériale dit et déclaire

---

(1) L'éditeur des Mémoires de D'Hollander a transcrit, à la suite de la sentence de Charles-Quint, un texte flamand de cette amende honorable; mais indépendamment de l'erreur de date qu'il commet, en disant que cette amende à été prononcée le 10 au lieu du 3 du mois de mai 1540, il est démontré par la pièce ci-dessus qu'elle a été prononcée en français et que le texte inséré dans ces Mémoires n'en est qu'une traduction plus ou moins exacte.

estre son intencion les tours, portes et murailles cy après spécifiées soyent abatues et démolyes, assavoir la tour rouge, la tour au Trou dit *Crappaulx*, que tient Jehan de Ymbise, avec la muraille de Philippe Brackelman, la Braemporte, la porte de Pierres, les cincq Trous au Vent, la Waelporte, la Ketelporte, le Cuypgaet, la Santporte, la Posterneporte, la porte des Trous, la Griseporte, la porte des Vaccs et la porte de Saint-George; et ordonne que ceste déclaracion sera insinuée à ceulx de la loy ou autres cui ce regardera. (1)

Fait audit Gand, le 6me (2) de may 1540. *(Signé)* CHARLES.

Par ordonnance de Sa Majesté : *(Signé)* VERREYKEN.

(N.) *Modération de la sentence de Charles-Quint.*

L'Empereur ayant veu et entendu les suplications et remonstrances des Eschevins des deux bancqs au nom de la ville de Gand, pour la modération de la sentence rendue par Sa Maté contre ladicte ville, et en laquelle elle a esté condempnée à cent cincquante mil Karolus d'amende prouffitable et de payer leur contingent montant à cinquante-six mil Karolus de layde des quatre cens mil acccordée pour la deffence et nécessité du pays, que ceulx de Gand avayent refusé; veullant user de clémence envers icelle ville et en prenant égard auxdites remonstrances et au debvoir où ilz se sont mis devers ladite sentence; et en confyant qu'ilz y continueront et feront tout office de bons et léaulx subgectz, leur a quitté et remis d'icelles deux parties la somme de 78 mil Carolus, moyennant et à condicion qu'ilz payeront la reste ès mains du receveur-général des finances de Sadite Majté ou son commis, selon et aux termes qui s'ensuyvent, assavoir : qu'ilz furniront prestement ès mains dudit receveur-général dix mil Carolus, autres quinze mil endedans la fin du présent mois, autres vingt-cinq mil par tout le mois de juillet, et les dix mil d'iceulz endedens le quinzième, autres 25 mil

---

(1) *No 18 de l'inventaire, aux archives de la ville de Gand.*

(2) M. Dierick dans ses *Mémoires sur la ville de Gand*, tom. Ier, pag. 475, donne par erreur à ce décret la date du 7 mai 1540.

semblablement par tout le mois d'août, autres 12 mil à la Saint-Remy, et treize mil à la Chandeille (*chandeleur*), et encoires vingt-huit mil par égale porcion de trois mois en trois mois deslà en avant jusques afin de payement de la somme faisant en tout cent vingt-huit mil Carolus; pour le recouvrement et furnissement de laquelle Sa Majesté accorde ottroye à ladicte ville pour vendre huit mil Carolus de rente sur le corps de ladite ville, et s'en despescheront les lettres patentes en tel cas pertinentes, contenant clause de vendre ladite rente héritablement ou viagièrement, et aussi se fait ceste remission et grâce moyennant et à condicion que lesdits de Gand feront entièrement desmolir et applainer les dounes (*ramparts*) et remplir les fosses mentionnez en ladite sentence endedens six sepmaines, à compter dujourd'huy pour tout delayz. Et aussi qu'ilz dresseront et parferont le chemin pour entrer et wyder de ceste ville du quartier d'Anvers et Tenremonde. Et en oultre Sadite Ma[té] considérant les charges qu'il convient à ladite ville supporter tant pour le courant de ceste dite rente que celle mentionnée en ladite sentence, et qu'ilz doibvent d'ancienneté, et auxdites charges qu'ilz ont et auront à supporter, leur accorde ottroye pour imposer et mettre sus telz nouveaulz assiz et impostz qu'ilz pourront adviser si seront trouvez convenables à l'effect susd., et leur en seront despesches lettres patentes en bonne et seure forme.

Fait audit Gand, le 18 de juing 1540. (*Signé*) Charles.

(Et plus bas) Par ordonnance de Sa Majesté : *Signé*, Verreyken.

O. *Dissertation sur la prétendue Députation gantoise, à François* I[er].

Tous les auteurs qui ont parlé de cette insurrection, Pontus-Huterus, Robertson, Dewez, etc., ont accusé les Gantois, non-seulement d'avoir offert la souveraineté de la Flandre à François I[er], mais encore de l'aider à conquérir les provinces qui avaient anciennement appartenu à la France. Le suffrage unanime de ces écrivains a sans doute beaucoup de poids; mais il doit céder à la vérité, quand la vérité s'y oppose. Or, remontons à la source de cette opinion. Mézeray, annaliste français, écrivain élégant pour son époque, mais historien peu judicieux, avança le premier, dans son *Histoire de France*, tom. II, p. 1006, édition de 1685, que « François I[er], étant à Compiègne, encore incommodé des restes de

» sa maladie, il arriva des députés de la ville de Gand apportant des lettres de » leur communauté, signées par les magistrats et principaux bourgeois, par » lesquelles ils suppliaient de les recevoir sous sa protection et les délivrer de » la cruelle servitude de la maison d'Autriche. Cette grande ville, qui s'était » ouvertement révoltée contre luy (Charles-Quint) pour un considérable impôt » qu'il voulait lever sur le vin, si bien qu'elle avait massacré ou chassé tous ses » officiers........ Son conseil trouvant ces offres également avantageuses et raison- » nables, lui représentait que le scrupule de violer la trêve ne devait point l'em- » pêcher de les accepter, parce qu'étant leur naturel et souverain seigneur, il » était obligé en toutes occasions de tenir la main qu'ils ne fussent point vexés........ » Mais sans égard à toutes ces raisons, il rejeta non-seulement les offres des » Gantois, mais encore il envoya leurs lettres à l'Empereur avec des avis de ce » qu'il fallait faire pour les dompter. Disant à ceux qui lui voulaient persuader » le contraire, qu'il estimait plus sa parole que l'empire de tout l'univers. »

Mezeray ne cite à l'appui de ce fait aucune autorité. Comment et par qui en a-t-il été instruit? C'est un mystère dont il ne donne pas la clef. Cependant son récit paraît appuyé sur des preuves spécieuses; ce sont, dit-il, *des députés de la ville de Gand apportant des lettres de leur communauté signées par le magistrat et les principaux bourgeois.* Mais si réellement des députés ont été envoyés, par qui ont-ils pu l'être si ce n'est par la *collace?* Or, dans les registres de cette assemblée il n'en est point fait mention; le magistrat n'aurait osé prendre sur lui une démarche qui l'eût exposé aux fureurs du peuple? Rien de ce qui se fit pendant les troubles n'eut lieu par le magistrat directement. Circonvenu par les factieux, on le forçait d'exécuter les résolutions de la collace, et tout ce qui pouvait tendre à diminuer son pouvoir réel, fut mis en œuvre pour y parvenir. *Ces lettres étaient signées par les principaux bourgeois!* Mais à quel titre ces bourgeois y apposèrent-ils leurs signatures? ne dirait-on pas qu'il y eut dans la bourgeoisie de Gand, à l'époque de 1539, une aristocratie qui gouvernait la ville conjointement avec le magistrat. Toutes ces inconséquences prouvent la fausseté du récit de l'historien. Sa conclusion dénote assez, d'ailleurs, qu'il n'a inventé cette fable que pour en faire un mérite à François Ier, son héros.

Maintenant voici ce qu'il en est de ces députés et de ces offres. Lorsque le comte de Rœulx eut assuré la commune de Gand que l'empereur était décidé à venir en personne en Flandre, le suprême doyen des métiers, Liévin Deherde, sans doute à l'instigation des principaux factieux, engagea le secrétaire de sa

corporation à aller à Paris pour s'informer de la vérité (1). Cet homme, qui s'appelait Liévin Detollenare, exécuta fidèlement sa mission, et, de retour à Gand, il confirma ce que le comte De Rœulx avait dit. Il paraît qu'il avait, en outre, reçu la charge de prendre information près d'un nommé *Vanden Hollius*, habitant de Paris, sur le décret de tous les priviléges de la ville de Gand. Quel a pu être ce décret dont il est parlé dans cette partie des *Enquêtes criminelles* (2), et quel individu était ce *Vanden Hollius*, c'est ce qu'on ignore; mais il a toutefois été constaté que la mission de l'envoyé se bornait à ces deux objets (3). Il ne peut, d'ailleurs, rester aucun doute sur la nature de la mission de cet homme; car, s'il est vrai qu'il ait été envoyé vers François Ier pour donner les lettres en question, comment un fait de cette espèce est-il resté impuni? Y a-t-il aucun doute que celui qui se charge de pareilles offres ne se rende coupable de haute trahison? Comment donc, après en avoir convenu, Detollenare a-t-il été mis en liberté?

Supposez pour un instant d'autres individus chargés de la mission; mais nulle part on ne trouve dans les mémoires du temps ni leur nom, ni l'existence de leur mission. D'Hollander ni aucun des manuscrits que nous avons consultés n'en disent un mot; la lettre de François Ier n'en parle pas; les mémoires, les requêtes et la sentence de Charles-Quint gardent le plus profond silence, et ni dans les interrogatoires des accusés pour haute trahison, ni dans aucun acte public il n'est question d'un fait aussi grave. Après cela, de quel poids peut être à nos yeux le récit d'un historien étranger, porté naturellement à exalter le mérite de son souverain au préjudice de son rival? Tout bien considéré, le fait en lui-

---

(1) *Enquêtes*, *Criminelles* interrogatoire de Liévin Deherde, du 1er mars 1539; il déclare avoir envoyé Liévin Detollenare à Paris.

(2) Cette partie de la mission de Detollenare se rapportait, sans doute, à ce qui a été dit dans la note 2, *in fine* de la page 58 de cet ouvrage, où il est parlé de l'enregistrement des priviléges au parlement de Paris.

(3) Interrogé quelle charge il avait reçu de Liévin Deherde, lors de son voyage à Paris, répond que c'était pour s'informer de la venue de l'empereur, et apprendre quelque chose relativement au décret de tous les priviléges de la ville de Gand; qu'il devait à cet effet s'adresser à un nommé Vandenhollius, en prendre copie (du décret s'entend) et le remunérer largement. Traduction des *Enquêtes Criminelles*, interrogatoire de Liévin Detollenare, du 25 mars 1539.

Voyez d'ailleurs le rapport par écrit, fait par Detollenare à l'assemblée de la collace, le 29 septembre 1539, page 109, de ce Mémoire.

même paraît si invraisemblable et la générosité du roi de France si extraordinaire, qu'il est au moins fort étrange qu'une fable de cette nature ait pu s'accréditer sans que personne ait osé élever quelque doute sur la sincérité de l'historien qui le premier eut l'effronterie de la débiter.

Soyons juste, toutefois, et faisons à chacun la part qu'il mérite. Mézeray, comme Sandoval, Robertson, Pontus-Huterus, etc., n'a été que l'écho de Messire Guillaume du Bellay, qui, dans les fragmens que son frère a conservés de ses *Ogdoades*, dit :

« L'an 1539, les Gantois ayans esté offensez de plusieurs nouveaux tributs qui
» leur avoyent esté imposez au nom de l'Empereur, et sentans que l'Empereur
» qui estoit en Espagne n'avoit grand moyen de promptement venir en ses Pays-
» Bas, délibérèrent de s'en ressentir, et pour cest effect saccagèrent les officiers
» de l'Empereur, et pour mieux se fortifier et venir à l'effect de leur entreprise,
» envoyèrent secrètement devers le Roy lui offrir de se mettre entre ses mains,
» comme leur souverain seigneur; lui offrirent pareillement de faire le sembla-
» ble aux bonnes villes de Flandres. Chose que le Roy refusa, pour n'estre in-
» fracteur de foy envers l'Empereur son bon frére, attendu la trefve jurée
» entr'eux depuis 2 ans, en advertist l'Empereur. »

Guillaume du Bellay, comme on voit, ne se pique pas de bien circonstancier son récit. Les Gantois envoyèrent, dit-il, secrètement devers le roy lui offrir de se mettre entre ses mains....., et de faire le semblable aux bonnes villes de Flandre. Mais quels étaient donc les individus que les Gantois députèrent? où et comment parlèrent-ils au roi de France ou à ses ministres? quels furent leurs offres et les conditions qu'avaient proposées les Gantois? Mézeray, qui n'en savait pas autant que lui sur cette députation, affirme avec une incroyable suffisance que c'étaient des députés de la ville de Gand qui apportaient des lettres de leur communauté, signées par *les magistrats et principaux bourgeois;* or, ni les noms de ces députés, ni le texte de ces lettres n'ont jamais été connus de personne. Du Bellay se contente de dire que *le roy en advertist l'empereur;* Mézeray, habitué à tout amplifier, ajoute *que le roy non-seulement rejeta les offres des Gantois, mais envoya leurs lettres à l'empereur avec des avis de ce qu'il fallait faire pour les dompter.* Qui prouve trop ne prouve rien. Le roi de France n'était pas en état de connaître mieux les Gantois que Charles-Quint, Gantois lui-même. Des informations sur les troubles de Gand étaient transmises de Bruxelles à Madrid avec beaucoup d'exactitude, et le conseil de la reine ré-

gente et la cour d'Espagne avaient une parfaite connaissance de la nature de l'insurrection et des moyens propres à y remédier.

Si le roi de France envoya les lettres des Gantois à l'empereur, pourquoi donc ces lettres, qui portaient les noms *du magistrat et des principaux bourgeois*, n'ont-elles pas été produites dans l'information judiciaire tenue par les commissaires de Charles-Quint? On eût eu là des documens certains, clairs, positifs pour accuser et condamner comme traîtres à la patrie tous ceux qui avaient tenté de livrer la Flandre à l'étranger; et ce fait, il ne faut pas se le dissimuler, était infiniment plus coupable que de s'opposer ouvertement à la levée d'un subside en numéraire, que d'avance l'empereur s'était interdit le droit d'exiger. Ces lettres ne furent pas produites; c'est un fait certain. Il n'en est pas même fait la moindre mention nulle part, et je défie qui que ce soit de trouver dans les volumineuses enquêtes judiciaires tenues à Gand, et dont les originaux existent encore dans les archives de la ville, un seul interrogatoire, une seule réponse qui se rapporte, même indirectement, à l'existence d'un aussi infâme complot.

Concluons donc de tout ceci que Guillaume du Bellay a enregistré à la date de 1539 un bruit public qu'il ne s'est pas donné la peine de vérifier. Les Parisiens auront eu connaissance de l'arrivée en leur ville de Liévin de Tollenare, et on aura vite supposé qu'il venait demander du secours au roi de France, ou lui offrir la souveraineté des pays insurgés. De là le récit vague, insignifiant de du Bellay, l'amplification erronée de Mézeray l'historiographe, et tous les beaux récits que, d'après ces auteurs, l'on a faits depuis sur la prétendue députation des Gantois à François Ier. Quelle apparence, en effet, que ce roi ait refusé la souveraineté de la Flandre, à laquelle la France aspirait déjà depuis plus de 200 ans; de ce beau pays qu'elle a morcelé ensuite et qu'elle n'a cessé jusqu'à ce jour, de convoiter avec toute la constance et l'acharnement d'un chasseur qui poursuit le gibier jusqu'à ce qu'il soit parvenu à l'atteindre et à l'étouffer; voilà de ces générosités souveraines dont nous n'avons, Dieu merci, que trop appris à nous méfier.

P. Réponse à cette question : *Qu'étaient les Creesers, et quelle origine doit-on assigner à cette faction?*

Je me suis proposé, dès le commencement de cet ouvrage, deux questions à résoudre. Une seule : *les creesers formaient-ils une faction en* 1539*?* l'a été dans l'aver-

tissement, pages 6 et 7, d'une manière affirmative. Je pense avoir démontré à l'évidence qu'il n'y avait pas d'autre moyen de considérer les auteurs des mouvemens anarchiques qui eurent lieu aux dernières phases de l'insurrection de 1540. Il n'y a pas de possibilité, d'ailleurs, de méconnaître un fait historique grave et important, puisque c'est à défaut de l'avoir bien considéré que les auteurs ont porté des jugemens si divers et si erronés sur les troubles et les motifs qui les ont déterminés.

Il me reste à démontrer *ce qu'étaient les creesers, ou plutôt ce que signifie ce nom, et quelle origine on doit assigner à cette faction?*

Reportons d'abord nos souvenirs à l'époque des troubles de Gand, lorsque, en vertu de la commission de la reine, la municipalité, nommée le *Magistrat des creesers,* fut instituée. L'autorité des échevins et du grand-bailli avait été depuis long-temps foulée aux pieds. L'administration intérieure était livrée à la plus cruelle anarchie, et quiconque possédait l'art de flatter le peuple, de s'insinuer dans ses bonnes grâces, de joindre à l'esprit aventureux, nécessaire dans les momens de troubles, l'audace et la témérité inséparables de toute entreprise révolutionnaire, pouvait prétendre aux destinées des Artevelde, les deux conjurés les plus célèbres de nos annales.

Ce fut à peu près dans ces circonstances qu'à Gand un pouvoir inconnu s'éleva au milieu des troubles; pouvoir qui, comme toutes les factions sorties des rangs inférieurs de la société, s'appuia d'abord sur la masse active et brutale du peuple. Bientôt il s'empare de l'administration, destitue les magistrats, proscrit les nobles, organise et commande la force armée, sème au loin l'insurrection et la révolte, renverse des lois politiques et détruit des traités; puis, sapant l'obéissance due aux souverains, il provoque au meurtre, au pillage et au renversement des lois établies pour maintenir et protéger la société.

Que ce pouvoir ait pris naissance exclusivement dans les rangs inférieurs de la bourgeoisie, il importe peu. Ses principes, ses actes, sa tendance, ont démontré qu'il voulait démolir l'édifice social pour s'asseoir sur les débris qu'il avait tenté d'amonceler. Cela me suffit, à moi, pour y voir tous les caractères propres aux factions politiques.

En effet, quelques esprits turbulens que le désordre de leurs affaires particulières avait jetés, pour le malheur de leurs concitoyens, dans la direction des affaires publiques, s'imaginant que l'époque était venue d'opérer des réformes dans les lois communales, se jetèrent à corps perdu dans la carrière dangereuse

des révolutions. Pour parvenir à ce but, il fallait, par un appel, s'entourer de tous ceux que le danger d'une pareille entreprise ne pouvait ni intimider ni contenir. Ils choisirent donc pour auxiliaires les membres les plus turbulens des métiers, et surtout les individus appartenant à cette classe de prolétaires qui, depuis l'origine des troubles, s'était recrutée d'une foule de vagabonds étrangers. Les meneurs, entourés de ce ramas d'artisans de troubles, ouvrirent des clubs d'où partaient des motions qui, comme autant d'ordres péremptoires, étaient transmises ensuite à l'assemblée de la collace; puis, au jour de la discussion, attroupés autour de l'enceinte, ils provoquaient par des cris et des menaces la sanction des lois qu'ils avaient dès la veille projetées. Arrivait-il qu'un corps politique manifestait une opinion contraire, aussitôt il voyait circonvenir le lieu de ses séances, envahir ses tribunes et expulser les membres opposans; tandis que les menaces et la vue des armes réduisaient les plus timides au silence.

Les instrumens de ce parti se rendirent ainsi en peu de temps maîtres absolus de toutes les délibérations; et voilà comment s'est établi, étendu, développé *ce pouvoir* révolutionnaire, que l'on n'a jamais su bien démêler, faute d'avoir puisé aux sources et tracé la filiation des événemens que sa carrière a signalés.

D'Hollander, au n° 473 de ses mémoires, dit : « Durant que le sieur Dureulx » estoit audit Gand, les Gantois tinrent diverses communications et estoient en » diversité d'opinions; les uns vouloient contraindre ledit sieur d'être leur » gouverneur et luy donner des hallebardiers pour les gouverner à leur appétit, » les autres le vouloient prier de accepter ledit gouvernement et demeurer avec » eux jusques à la venue de l'empereur; les autres ne vouloient faire l'un ni » l'autre, disans tout plein de mauvaises parolles, et prendrent les mauvais » ung cry avec lequel ils se rassembloient cryans : *Cres*, *cres*, et après » *crescat*, *crescat*. »

L'on a inféré de ce passage que ceux qui proféraient ces cris reçurent plus tard le nom de *creesers*.

D'Hollander n'ajoute aucune réflexion à l'appui de ce texte; il ne dit même pas si ceux qu'il appelle les mauvais, ont reçu plus tard une autre dénomination. Il cite un fait, sans chercher à y opposer le moindre doute, ou à lui donner une origine ou une explication. D'Hollander, d'ailleurs, a puisé cette circonstance dans les manuscrits du temps. Celui dont nous avons parlé dans le cours de cet ouvrage, et qui appartient à M. Parmentier, archiviste de la ville, parle également de *cres*, sans y ajouter toutefois celui que D'Hollander fait suivre immédiatement après.

Quoi qu'il en soit de la véracité de cette assertion, aussi long-temps que nous ne trouverons pas une relation exacte de l'origine de ce nom, il faudra bien s'en rapporter à des conjectures plus ou moins vraisemblables.

Voici en attendant celles que je me permets à ce sujet.

Si l'on en croit la sentence de Charles-Quint (1), les *creesers* s'étaient donné eux-mêmes ce nom pendant les troubles. *Kreser*, dit Kilian dans son *Etymologicum teutonicæ linguæ*, signifie *muytmaker*, *mutin*, *séditieux*. Il ajoute que ce nom dérive de l'ancien dialecte en usage en Flandre, et il écrit indifféremment *kreser* ou *kreyser*. Mais quelle apparence que des fauteurs de troubles se donnent eux-mêmes une épithète injurieuse? On peut avouer parfois l'existence d'une *sédition*, mais on ne fait jamais l'aveu d'être *un séditieux*. *L'Etymologicum* de Kilian, n'en dit donc pas assez, ou la sentence de Charles-Quint en dit trop.

Creeser est un mot flamand, qui n'a rien de commun avec le *crescat* que D'Hollander met dans la bouche des factieux. Dérive-t-il de l'ancien mot *cryghen*, *bellare*, *belligerare*, *pugnare*, ou de *kryghen*, *piller*, *dévaster?* C'est ce qu'il est difficile de croire, au moins quant à la première signification. Le substantif *crygh* est souvent employé par nos anciens poètes; mais toujours dans le sens de *combattre*, de *guerroyer*.

L'auteur du *Const thoneél Juweel*, dit :

Men *crycht* men swemt in 't bloet men arbeyt meer en meer,
Om hoocheyt.......

Il dit encore :

Hoe hy *gekryght* ende hoe hy gerégeert heeft.

De là nous est venu, dit Kilian, le mot *krygher*.

C'est dans ce sens qu'il est employé dans les anciens recueils des chambres de rhétorique de Flandre :

Ha! *Cryger!* die door myn u zetel koont bevesten.

---

(1) Voyez cette pièce ci-après *in fine*.

Le poète Vos, dans sa pièce intitulée : *Aran et Titus*, détermine plus particulièrement ce que l'on doit entendre par le mot *kryger*, témoin le vers suivant :

Is 't Aran, ja hy ist, o prael van alle krygers!

Ainsi *cryger*, qui signifie homme de guerre, conquérant, ne saurait s'adapter aux factieux de 1540. De *cryger*, on n'a pu faire *creéser*, parce qu'il n'est pas d'usage en flamand d'élider le *g* doux au profit de l'*s*, diphthongue âpre, sifflant eet dure. Je prouverai, d'ailleurs tout à l'heure, que le mot *crygh* n'était point inconnu en 1540 aux facticux, qui eux-mêmes s'en sont servis dans leurs réponses aux commissaires aux enquêtes.

Ce qui me paraît, à moi, vrai, c'est que le mot *creeser*, *creesser* ou *creyser*, comme on l'écrit indifféremment, dérive du verbe *creysschen*. Ce mot signifie dans son acception ordinaire *pleurer*, *crier*, se *lamenter*. Dans une acception plus générale, il dénote l'action de *troubler*, *d'agiter*, *se mutiner*. Rigoureusement *creysschen*, fait au substantif *creysscher;* mais quiconque est un peu familiarisé avec les idiomes divers des deux Flandres, et les fréquentes euphonies dont elles autorisent l'usage, concevra sans peine que *creysscher* devient dans le langage habituel *creysser*, et par corruption, *creesser*, *creeser*. C'est ainsi qu'on entend dire encore aujourd'hui *mensen*, *bossen*, *wasser*, *eisser*, pour *menschen*, *bosschen*, *wasscher*, *eisscher*.

L'usage autorisait ces sortes de suppressions, et les deux vers qui suivent, tirés d'une ancienne pièce de vers, attestent que les auteurs se les permettaient anciennement sans difficultés :

Daer kreile saters schuilen
In *bossen* en in kuilen;

Il y a donc plus d'un motif pour croire que *creeser* dérive du verbe *creysschen*. D'abord l'analogie, comme nous venons de la démontrer, ensuite l'identité de signification. *Creeser* signifie *mutin*, *muytmaker*. *Creysschen* dénote l'action de se mutiner; se donner du mouvement pour parvenir à ses fins; s'agiter pour accomplir des desseins coupables. Il suppose en même temps tous les moyens propres à atteindre le but qu'on se propose; comme les conseils, la persuasion, et plus souvent la force, l'audace, la fourbe et la violence.

Ainsi dans les instans d'agitation populaire, on dirait de ceux qui s'agitent dans les assemblées politiques, pour y jeter le trouble ou la confusion et pour forcer à des actes séditieux, insurrectionnels ou sanguinaires, qu'ils ont vociféré pour parvenir à leurs desseins; *dat zy geschreysschen hebben om tot hun doel of hun oogwit te geraeken.*

C'est dans ce sens que les commissaires de l'empereur ont interrogé la plupart des accusés qu'ils supposaient appartenir à l'affiliation des *creesers.* Un nommé Jean Devoocht, conduit devant eux, répond à leurs interpellations: *dat hy ontkent eene van de* BEROERLYKSTE *geweest te zyn, of dat hy* GHECREESSCHEN *heeft om eenige zaken duer te stekene* (¹).

Que le mot *creysschen* emportait la signification du trouble et de l'agitation, résulte clairement de la déposition d'un nommé Willem Vandenbogaerde, qui, faisant mention de la conduite tenue dans l'assemblée de son métier, par un de ses confrères, dit: *Arent Fierens,* ROEPENDE *en* CRYSSCHENDE *en te dier fyne beter uyt ter neeringhe dan daer inne* (²).

L'analogie entre la signification du mot *creysschen* et celui de *creyser, creesser, creeser,* devient frappante si nous mettons en rapport les diverses acceptions que ces mots reçoivent dans les interrogatoires des commissaires et dans les réponses des accusés. Willem Demcy, interrogé le 1er mars 1539, sur la nature de ses projets, répond: *Van den advyse van de creésers niet geweest 't hebbene maer was van den adviese dat de bouven en haeghpoorters alleene vergaeren zoude, en was zyne intentie om dat zy geene beroerte maekene zoude onder 't volc van heeren.*

Les commissaires, procédant à l'interrogatoire de Jean Devooch, s'informent des noms des principaux *creesers* ou *agitateurs* de son métier. *Wie de principaelste gheweest hebben van de* CREESSEN *ofte* ROERINGHEN *in zyne neeringhe;* il répond qu'il ne les connaît pas. *Zegt, dat hy daer af is ignorant.*

Si vous désirez savoir à quelle classe d'individus les *creesers* appartenaient, consultez l'interrogatoire de Jean Demunck, du 26 février 1539.

Hem is wel kennelyk, dit-il, *van* CREESEN. *Zegt dat de zelve schaemele ge-*

(¹) Voyez cette déposition à la date du 19 mars 1539, aux *Enquêtes criminelles* manuscrites, *Boek van Criem,* aux archives de Gand.

(²) Cette déposition est de la date du 13 mars 1539.

zellen waeren. Avez-vous quelques doutes sur la nature de leurs projets. Voici des aveux qui les dissiperont.

Willem Demey convient qu'il sait, par ouï dire, que l'intention des *creesers* était de piller et de voler les propriétaires. *Dat hem gezeyt was dat de creesers intencie was de lieden van heeren te pilgierene ende rovene.*

Hans van Curtercycke, l'un des principaux *creesers*, avoue que telle était son intention. *Dat zyne intentie was crygh te hebbene jegens de gegoede; kent voort dat hy zeyde: mogten wy crygh hebben zoo waeren wy heeren.*

De ces preuves, qu'il ne tiendrait qu'à moi de multiplier, il résulte à l'évidence que les fauteurs de troubles, auxquels on a donné depuis le nom de *creesers*, s'étaient ingérés, sans droit, dans les assemblées populaires des trois membres et de la collace de Gand; qu'ils y tenaient une conduite tellement séditieuse, que Guillaume Demey, l'un des plus factieux, avait cherché à mettre des bornes à leurs empiétemens, en érigeant à leur profit un quatrième membre politique. Ce qui néanmoins ne lui avait pas réussi, pour les raisons que nous avons fait connaître dans le cours de cet écrit.

Qu'il résulte en outre que c'est leur conduite étrange, bizarre pour la forme, anarchique et séditieuse pour le fond, qui leur a fait donner le sobriquet de *creesers*, comme qui dirait fauteurs de troubles, provocateurs de désordres; car *creysscher*, dans le sens des dépositions de Willem Vandenbogaerde et de Jean Devoocht, citées plus haut, ne signifie pas autre chose; et toute interprétation contraire qu'on voudrait donner aux mots *beroerlykste* et *ghecreesschen om eenige zaken duer te stekene*, ne prouverait que d'avantage la futilité de cette supposition. La signification de ces mots est trop évidente, pour penser que le doute parvienne jamais à en obscurcir la clarté.

Si *chreysschen* ne dénotait point d'ailleurs l'action d'agiter le peuple et de l'exciter à la révolte, pourquoi donc les commissaires de l'empereur se sont-ils si fort attachés à en connaître les auteurs, et ceux-ci à dénier la responsabilité de leurs actions?

Il résulte en outre des preuves alléguées dans cette note et de tout ce que nous avons dit dans le cours de cet ouvrage, que la plupart des membres de cette faction étaient des gens qui appartenaient à la plus basse classe de la société; qu'ils étaient d'abord isolés, sans consistance politique, haïs, méprisés, conspués par ceux qui ne s'attendaient nullement à les voir un jour devenir maîtres absolus; il en résulte encore que, bientôt en possession du pouvoir par l'ascendant qu'ils

avaient acquis dans les assemblées délibérantes, ils formèrent le projet de renverser l'administration municipale et de gouverner la ville au gré de leurs désirs.

Si pour mieux convaincre encore de la justesse de nos allégations, il fallait joindre l'autorité du présent à celle du passé, l'on trouverait que *kreyschen* ou *kreysschen* signifie encore, exclusivement aujourd'hui l'action de crier, d'hurler, d'occasionner du trouble, de la rumeur, du vacarme; tandis que *kryten* s'emploie spécialement dans le sens de pleurer, de se lamenter, de répandre des larmes. Ainsi, pour désigner des artisans de troubles, qui auraient pour système de rendre par leurs vociférations et par leurs cris, toute délibération publique impossible, il n'y aurait aujourd'hui, comme il n'y avait en 1500, que le mot *creysschers* qui les pourrait signaler d'une manière claire, précise et laconique; or, il est superflu de démontrer, je pense, que telle fut la tactique particulière des factieux, connus sous le nom de *creesers*. Sans cela, pourquoi Willem Vandenbogaerde se serait-il plaint si fort de son confrère Arent Fierens, qui criait et vociférait continuellement dans l'assemblée de son métier, et pourquoi Vandenbogaerde fait-il l'aveu qu'il eût mieux valu de lui en interdire l'entrée (1).

Si le mot *creysschen* n'emportait pas en 1540 l'idée d'agiter et de rendre impossible toute délibération; et si l'action d'agiter ainsi les assemblées ne renfermait pas en soi quelque fait coupable, ou une intention criminelle de la part de ceux qui avaient jeté ces cris, pourquoi Jean Devoocht, Guillaume Demey, Hans Vancurterycke et tant d'autres, font-ils tous les efforts possibles pour s'en disculper? En outre, qu'avait-il besoin, Jean Devoocht, de nier qu'il avait été l'un des plus mutins, ou d'avoir crié pour faire adopter telle résolution, de préférence à telle autre (2), s'il n'était pas convaincu que le fait établi à son égard, le rendait coupable du double chef d'excitation à la révolte et de provocation à la sédition?

Creeser n'était pas d'ailleurs un mot nouveau en 1540; et je suis persuadé qu'il n'y avait alors, sur sa véritable signification, pas un doute raisonnable à former. C'est ce que les documens publics de l'époque attestent de la manière la plus évidente. Je ne parle pas de la réponse que fit Hans Vancurterycke,

---

(1) *Roepende* en *crysschende* ente dier fyne beter uyt ter neeringhe dan daer inne.

(2) *Ontkent dat hy van de beroerlykste geweest is of dat hy gecreesschen heeft om eenige zaken duer te stekene.*

à la demande d'un des commissaires aux enquêtes, car l'aveu de l'accusé me paraît plutôt un jeu de mots qu'une déclaration sincère. *En weet van creesen niet te spreekene*, dit-il, *maer heevet zelve wel ghehoort over seven jaer hier te vooren van eenen die op den Cautere woont die zyne kinderen also noemde.*

En effet, l'on dit encore aujoud'hui d'un enfant pleureur, criard : *Het is eene creysscher* ou *creysser;* mais il est évident que ce n'était pas là ce que les commissaires demandaient. Ils voulaient des renseignemens sur l'existence de la faction appelée de ce nom, et Hans, comme tous les autres affiliés, ne fit qu'une réponse évasive. Ce qu'il y a de vrai dans la réponse de Vancurterycke, c'est que le mot *creeser* n'avait rien de bien nouveau pour lui.

En effet, dès 1538, traiter quelqu'un de *cresser*, était regardé à Gand comme une injure grave, qui méritait d'être punie de la prison. C'est ce qu'atteste un jugement, rendu par le magistrat de Gand, le 19 août 1538, dont voici l'espèce : Un nommé Jacques Vanderbrugghen, brasseur à Gand, s'était avisé de traiter en public de *cressers* un messager et deux recors, dans l'exercice de leurs fonctions. Vanderbrugghen fut traduit devant le magistrat et condamné à faire amende honorable, à payer trois livs. parisis et à garder pendant deux jours la prison (1).

Cresser, creyser, creesser, creeser, sont autant de manières différentes d'orthographier le même mot. La signification était au 16me siècle ce qu'elle est encore aujourd'hui, l'équivalent de *mutin, agitateur, séditieux;* en 1538, c'est une injure grave qui, d'après les circonstances, mérite une amende honorable ou la

---

(1) Voici le texte de ce jugement : *Actum* 19 *augusty* 1538, omme de onghemanierthede ende rudesse by Jacob Vanderbrugghen brauwer volghende syn selfs kennesse ghedaen up den persoon van Jacob Vanderbeke dienaere deser stede by monde, int quartier wesende, willende den selven Jacob belet doen int exerceren van zynder officie hebbende eenen blooten deeghene in zyner handen, nomende den assistenten van den zelven officier en ooc hem *Cressers*, roupende ooc hoogher ende overluit op straete also hem de voornoemde officier ter vanghenesse leidende was *moort;* wharby mynheeren scepenen vander keure ghehoort den baillu in den naem van des K. M. ende schepenen vuter naeme van justicien te biddene vergheffenesse ende boven dien te betaelene de boete van drie ponden parisis. volghende de voorgheboden als lanc mes ghedregen hebbende. Gaende de zelve boete naer costume. Ende want tzelve niet ghenouch en es gestelt te werden twee daeghen in den put te water en te broode, interdiceerende voorts van ghelycken meer te doen op correctie van schepenen. *Datum ut suprà.*

prison. En 1539, on appelle de ce nom les fauteurs de troubles qui s'étaient placés en dehors de l'insurrection. Plus tard, et quand une fois leurs desseins furent bien connus, leurs actes devoilés, leurs empiétemens criminels mis au grand jour, on ne tarda pas à les gratifier du nom de *creesers*, de *mauvais*, d'*agens de troubles*, d'*agitateurs*; jusqu'à ce qu'à la fin, au jour de la justice, on les voit poursuivis comme des séditieux, déclarés coupables comme infracteurs à la loi, et judiciairement convaincus comme rebelles et traîtres, périr en partie publiquement sur un échafaud.

Résumant donc tout ce qui vient d'être dit, il en résulte, à l'évidence, que l'affiliation des *creesers* réunissait tous les caractères propres aux factions politiques. On les voit d'abord faibles, lutter contre l'autorité du magistrat, se rendre insensiblement maîtres des délibérations de la commune, s'affilier aux métiers les plus séditieux, s'assembler, délibérer, voter à part, et cela dans le dessein de forcer la *collace* à sanctionner les décrets qu'ils avaient projettés. — En possession du pouvoir militaire, on les voit presque en même temps s'emparer des portes de la ville, hérisser les remparts de canons, élever des forts, des barrières, démolir les obstacles à la défense; puis, maîtres absolus, emprisonner, bannir, condamner à mort les magistrats, insurger la province, appeler le peuple aux armes, proscrire, dévouer à la haine, à la mort, quiconque défendrait contre eux les lois outragées où les droits du souverain; non contens de s'être insurgés seuls, engager à les suivre, toutes les villes de Flandre qui étaient disposées à ce dessein; et plus tard, voyant l'attitude hostile des bourgeois, des nobles, des magistrats, agiter en commun la question de la dictature, proposer d'en révêtir l'envoyé de l'empereur, et indignés de son refus, tenter d'envahir l'hôtel des magistrats et de livrer la ville à toutes les horreurs du pillage et de l'incendie.

Ainsi tout concourt à démontrer l'existence d'une faction. Les auteurs contemporains ne l'ont pas méconnue, D'Hollander les appelle les *mauvais*. Les *Enquêtes criminelles*, des *agens de troubles*, des *agitateurs*. — L'histoire seule, qui néanmoins leur donne le nom de *creesers*, n'ose, à défaut d'avoir démêlé leurs actions, en faire un noyau de factieux formidable. Elle confond tout, métiers, magistrats, factieux, nobles et bourgeois. De là une foule de mécomptes et d'accusations frivoles; de là, deux camps d'historiens qui, tour-à-tour approuvent ou blâment les Gantois; et depuis si long-temps que le débat subsiste, aucun écrivain ne s'est attaché à dissiper les erreurs et les préventions. Nous avons entrepris de jeter quelques lumières sur ce fait historique; d'abord, parce qu'il est toujours

bon de connaître les mots et leur signification; ensuite parce qu'il importe de dissiper les erreurs graves et les faussetés palpables, que ce défaut de distinction a répandues sur ce qui s'est passé à Gand, vers cette époque, et sur la tendance et le but de ceux qui prirent d'abord une part active aux troubles, et jugèrent ensuite utile, nécessaire, indispensable, de s'en abstenir (1).

(**Q.**) *Sentence de l'empereur Charles-Quint à charge des Gantois* (2).

Charles par la divine clemence Empereur des Romains tousjours auguste Roy de germanie de castille de Leon de grenade, darragon de naverre de naples de scecille de maillorque de sardaine des Isles Indes et terre ferme de la mer occeane archiduc daustrice duc de bourgoingne de Lothier de Brabant de Lembourg de luxembourg et de gheldres. Conte de flandres dartois de bourgoingne Palatin et de haynnau de hollande de zellande de ferrette de haguenau de namur et de zutphen Prince de zwave marcquiz du Sainct empire S^r^ de frize de salins de malines. Et dominateur en asie et en affricque. A tous ceulx qui ces pntes verront ou orront salut. Comme depuis que sommes venuz en ceste nre ville de gand,

---

(1) De la rédaction à l'impression de cet ouvrage, il s'est écoulée une espace de cinq années. Pendant ce temps mon manuscrit a été confié à plusieurs auteurs, recommandables par leurs lumières et leur savoir. S'il arrivait donc qu'un ouvrage historique, imprimé pendant cet intervalle, contînt sur les troubles de Gand des idées identiques à celles énoncées dans cette note et dans la précédente, j'aime à croire que l'auteur ne m'en voudra pas de m'être interdit toute citation en dehors des autorités que m'ont fournies les documens officiels et les mémoires manuscrits du temps. C'est eux que j'ai exclusivement pris pour guides. Comme j'avais d'ailleurs à redresser beaucoup d'erreurs graves, à dissiper des impressions fausses, que la réputation de leurs auteurs n'avait que plus profondément enracinées dans les esprits, rien de bien étonnant qu'il m'ait fallu beaucoup de peine, de travail et de patience pour justifier mes innovations aux yeux de la critique, tout en combattant pour la vérité contre l'erreur.

(2) Cette sentence n'ayant jamais été imprimée, que je sache, en français, j'en donne ici le texte tel qu'il existe aux archives de la ville de Gand. Je n'en ai omis aucune incorrection. Fautes d'orthographe, ponctuation imparfaite et vicieuse, système étrange d'abréviation, phraséologie plus étrange encore, tout en un mot a été religieusement copié. Je devais en agir ainsi, parce que ce document, tout à la fois littéraire et judiciaire, démontre en partie l'esprit du seizième siècle et l'état de civilisation où les peuples étaient alors parvenus.

assavoir le xvj^{me} de fevrier dernier passé, Les eschevins des deux bancqz et deux doyens dicelle ville pour eulx leurs bourgois et bourgoises. Ensemble les Inhabitans de la chastellenie et quartier dud gand. Nous ayent pnte certaine leur Requeste, Remonstrant par Icelle, que sur la demande faicte le xiij^{me} d'avril de lan xv^{c} xxxvij aussi dernier passe par nre treschiere et tresamee seur La Royne douaigiere de hongrye de boheme etc^{a} Regente pour nous en noz pays de pardeca, de la somme de quatre cens mil florins carolus dor, pour la cotte et porcion de nre pays et conte de flandres es douze cens mil semblables florins carolus par elle Requiz et demandez sur tous nosd pays de pardeca, se seroyent en nre d ville tenues plusieurs communicacions et collaces suyvant leurs anciennes coustumes. Et en apres auroit este ou nom de nre d ville de gand donnée response a nre d seur que si avant que eussions besoing de gens de guerre de nre d pays, lesd de nre ville de gand, offroyent de nous en assister selon lancien transport, et les payer, et non autremet, en luy faisant Remonster la povreté du pays, la petite negociacion et gaignaige de nos subgectz, et que ilz avoient paravant accorde plusieurs aydes et subvencions, les aucunes encoires courans. Contenoit aussi lad. Requeste, comme les autres membres de nre d pays de flandres, sans leur consentement, nous avoyent fait certain accord par taxacion de cheminees et autrement, non toutesfoiz correspondant a leur contigent et cotte desd quatre cens mil carolus. Lesquelles Responses auroyent (si que nous exposerent lesd de nre ville de gand) esté par nre d seur acceptees, neantmoins depuis par pluiseurs fois, elle leur auroit fait demander et Requerir quilz voulsissent consentir en la susd demande de quatre cens mil carolus, surquoy de rechief Le xvj^{me} de Juillet ou d an xv^{c} xxxvij par cloture de collace Ilz auroient absolutement Reffuse lad demande, Comme aussi auroient fait aucunes particulieres villes et chastellenyes dud quartier de Gaud. Disoient aussi lesd^{s} Remonstrans par leur d^{e} Requeste. Combien que par nulles desd collaces ceulx de nre d ville ne aussi des chastellenyes et dud quartier de gand, ayent este chargiez et obligez a aucune solucion de deniers (comme aussi nayent Ilz peu estre) par la Responce des autres membres de nre d pays de flandres, comme ne ayans en ceste partie povoir ny auctorité ainsi quilz disoient apparoir par certain previleige de feu le conte guy en date de lan xii^{c} iiij^{xx} xvj (1296). Et encoires plusaplain par certain autre previleige de feue madame marie nre ayeulle de bonne memoire de lan xiiij^{c} Lxxvj, contenant entre autres choses que nre d pays de flandres ne povoit aucunement estre chargie que par unanime accord et consentement des trois membres dud pays, Et ne

povoit la greigneur partie comprendre ne chargier la moindre. Et aussi que lesd chastellenyes et quartier de gand ne povoient estre chargiez, ne obligez en aucunes aydes et subvencions fors que par le consentement desd de nre ville de Gand, Et ce tant en vertu desd previleiges que par certain autre previleige donne et ottroye aux Inhabitans de nre d ville et dud quartier de gand par feu le conte Loys de nevers en lan xiij^c et xxiiij, par le quel seroit dit et declaire que tous lesd Inhabitans et circunvoisins de lad chastellenie de gand, seroyent deslorsenavant et a perpetuite francqz et quittes de tous Impostz exactions corruwees, molestacions et autres tailles, Reserve tant seullement les charges et tailles esquelles nre d ville de Gand seroit tenue et obligée. Neantmoins tout ce nonobstant aucuns du conseil de nre d seur se seroyent avancez denvoyer lres (lettres) et sommer diverses particulieres villes, chastellenyes et aucuns villaiges dud quartier de Gand, de payer leur part et porcion desd iiij^c m carolus dor par eulx non accordez, et les aucuns fait executer Rigoreusement par apprehention de leurs biens, Les autres par emprisonnement de leurs personnes a leur grand Regret et misere; De sorte que aucuns desd executez par povreté et misere sont decedez en la prison, autres ont souffert paine corporelle et autres condempnez en amendes honnourables contre droit et les libertez franchises et previleges de nre d ville, Dont Journellement seroyent venues ausd Remonstrans grosses plaintes et doleances par pluisieurs et diverses personnes desd chastellenye et quartier de gand. Sur lesquelles plaintes Ilz disoient avoir par diverses foiz communique avec les notables de nre d ville de Gand. Et considerans par eulx labsence de nre personne, qui sommes leur naturel S[r] et prince, et a la conservacion de leurs anciens droiz et Immemoriaulx previleiges libertez et franchises. Et aussi les grosses precedentes et encoires courantes aydes subventions consenties et accordees pour la deffence de nre d pays de flandres, montans a tresgrande et excessive somme. Considerans davantaige qu'au mesme temps que nre armee sestoit levee et partie de devant la ville de peronne, Ilz avoyent consenti et accorde a nre d seur, deux cens cinquante mil carolus dor a deux termes. Et ce oultre la continuacion de la precedente ayde de deux cens mil carolus pour deux ans. Combien que a nre dernier ptement de noz pays de pardeca par expres leur eussions promis de ne demander ou faire demander autre ne nouvelle ayde ou subvention pour quelque affaire que ce fut avant les termes expirez des xij^c m̄ carolus a nous accordez a nre d dernier partement, nonobstant quoy et endedens lesd termes, nre d seur se seroit avancée de pardessus lesd aydes proposer et faire mettre en avant aucuns

moyens pour encoires à la charge d'icelluy pays et de noz subgectz illecq. Recouvrer et lever autres grosses sommes de deniers, par lesquelz moyens Ilz disoyent estre apparant que les membres villes villaiges et chastellenyes de nre d pays de flandres devoyent estre separez et desjoinctz Le tout contre nre volunte et Intencion declairée a nre d dernier partement des pays de pardeca. Considerans aussi lesd Remonstrans la petite negociacion estant en nre d pays la diminucion du gaing des mestiers et le murmure du peuple provenant de pluisieurs autres occasions. A ceste cause Iceulx Remonstrans (commilz disoient) avoyent par diverses foiz pour lacquit de leur serement par plusieurs leurs Requestes, supplié en toute humilité et Reverence a nre d seur tant en particulier comme avec les autres membres que son plaisir fust, pour eviter tous Inconveniens et entretenir nosd pays en paix et union, de soy vouloir desister de faire lever et executer aucuns deniers touchans les d iiij^{c} m̄ carolus dor en lad chastellenye et quartier de gand. Ensemble eslargir les personnes que ceulx de son conseil a ceste fin avoyent fait executer et emprisonner, qui estoient personnes particulieres non tenues pour aultruy payer lad somme, veu que par lesd Remonstrans ne avoit este fait aucun consentement et accord de lad ayde. Au moyen de quoy lesd Remonstrans par leur d Requeste disoyent que pendant nre d absence de noz pays de pardeca desirans par tous bons et convenables moyens conserver et garder nosd ville chastellenye et quartier de gand, en leurs ancienz droiz libertez franchises et previleiges, et ne veullans pour ce venir en proces ou Ilz fussent tumbez par pluisieurs Responces et appostilles mises a lordonnance de nre d seur par aucuns de son conseil comme de decreter leurs d previleiges, pretendans p ce moyen les faire litigieulx et en empendre la cognoissance, desquelz toutesfoiz ne avoit este debat ne differend et ne estoyent de leur cognoissance non plus que de en povoir ottroyer des nouveaulx. Et aussi que pendant nre d absence ne les eussent lesd Remonstrans voulu ne ose faire litigieulx pour les Inconveniens qui en euissent peu sourdre. ores que le d decretement y euist peu servir que non pour avoir este souffisamment decretez confermez et jurez par nous comme conte de flandres leur naturel s^{r} et prince. Toutesfoiz ne leur avoyent de riens prouffite lesd Remonstrances et pour Icelles ne auroit pleu au conseil de nre d seur supercceder desd executions. A Raison de quoy lesd Remonstrans nous exposerent que besoing leur auroit este pour la conservacion des droiz franchises et previleges de nre d ville et chastellenye de gand, de appeller a nre personne desd execucions levees de deniers et autres procedures de ce dependentes en

quelque maniere que ceulx du conseil de nre d seur les auroyent fait ou peu faire sur les Inhabitans de nre d ville et chastellenye de Gand ou leurs biens, avec de ce que en pourroit sourdre. protestans de tous griefz et Inconveniens extraordinaires voyes et procedures faites et a faire et de leur d appellacion querelle griefz et doleance en tout honneur et reverence Remonstrer en temps et en lieu a nre personne quant Il y auroit sur acces protestans aussi attendu nre d absence et loingtaine distance que le terme de relever et poursuyr leur d appellacion ne courreroit Jusques aud sur acces. En oultre disoyent lesd Remonstrans, combien quilz eussent bien penser et espere que par le moyen de la d^e. appellacion du moins deussent avoir este suspendues et tenues en surceance toutes ulterieures procedures et executions comme faire se debvoit selon droitet Raison, sans y debvoir estre attempte innove, ne fait chose au contraire. Et que ceulx du conseil de nre d Seur neuissent voulu traitter ny souffrir estre traittiez noz bienveullans et obeissans subgectz hors le train de Justice, Tout ce non obstant et sans avoir Regard aux Choses dessusd ceulx dud conseil sestoyent avancez contre Raison et equite et au prejudiee des libertez, droiz et previleges de nre d ville de gand, de proceder avant et continuer lad execution et levée de deniers sur les inhabitans de nre d chastellenye et quartier de gand par emprisonnemet de personnes et apprehencion de leurs biens par noz huissiers, En sorte que lesd Inhabitans ainsi molestez travaillez et troublez eulx desesperans et ne le sachans plus endurer, se seroyent eslevez et en grand nombre de diverses parroiches par plusieurs foiz culx venuz plaindre en nre d ville de gand et y Requerir assistence et y tellement persevere que tant les habitans de nre d ville que les autres du quartier et Chastellenye dicelle en ont este fort esmeuz et troublez tant que toutes les nouvellitez et troubles y advenuz sestoyent premierement eslevez a cause de lad Indeue et Rigoureuse execution. Combien que le mauvais gouvernement daucuns commis au Regime tant de nre d ville de gand que de nre d pays de flandres y euissent fort aydie commilz disoient que plus amplement nous apparistroit quant n vouldrions entendre par toutes les quelles Remostrances et Raisons lesd de nre ville de gand par leurd Requeste nous avoyent en toute humilite prye avoir Regard aux choses avant dictes et par especial aux grandes excessives et Importables Charges, tant daydes subvencions que de dicquaiges et autres grosses despences ordinaires et extraordinaires quilz disoyent nre d pays de flandres avoir souffert et supporte depuis nre Reception en Icelluy aussi du vouloir prendre de bonne part leur d^e Requeste et aucunement y pourveoir, en sorte quilz peuissent estre maintenuz et

gardez en leurs libertez droiz et previleges et diceulx plainement Joyr doresenavat commilz disoyent avoir fait le temps passe afin que noz humbles et obeyssans subgectz de nre d pays de flandres peuissent vivre en bonne union paix et Repoz et en temps de necessité nous secourir comme bons et leaulx subgectz ont accoustume de faire. La quelle Requeste (par nous veue et visitée, auryons Icelle fait delivrer a noz fiscaulx et en apres fait evocquer pardevant nous lesd de gand pour oyr ce que par nosd fiscaulx seroit alencontre de lad^e Requeste dit et Respondu) Lesquelz comparans en nre pnce et de pluiseurs chlrs de nre ordre et gens de noz consaulx de pardeca auroit par nos d fiscaulx en publicque audience este Respondu a la d Requeste en debatant Icelle par pluiseurs moyens dobreption et subreption. Et entre autres choses pour ce demonstrer auroyent nosd fiscaulx dit et propose come nre d seur Regente et gouvernante en nosd pays bas, ou mois de mars de lan xxxvj, que partie de nosd pays estoit par noz ennemys Invahye, pour y Remedier selon lurgente necessite, apres en avoir consulte et communicque aveeq les chlrs de nre ordre capitaines et autres du conseil destat estant lez elle auroit trouve estre besoing de furnir grosses sommes dargent et jusques a la somme de douze cens mil carolus dor que nestoit en nous trouver sans lassistance des subgectz de nre d pays de pardeca, A ceste cause aurait fait oud mois assembler les estatz de nosd pays et leur remonstrer ce que dit est, Et suyvant ce auroit este demande ausd des estatz de nosd pays de pardcea a chun a ladvenant de leur part et porcion et mesmes a ceulx de nre d pays de flandres, Lad somme de iiij^c m carolus dor, sur la quelle demande les trois membres de nre d pays de flandres comme bons et leaulx subgectz et repntans la plus grande et saine partie dicelluy pays nous auroyent consenty de contribuer leur part et porcion en consideracion de la necessite en laquelle estoyet lors nosd pays et que desja les ennemys avoyent brulle et gaste partie de nre d pays de flandres, mais au Regard desd d nre ville de gant, Lung desd quatre membres dicelluy pays, Les eschevins et deux doyens dicelle ville feirent mettre la matiere touchant lad demande en collace, que estoit a entendre pardevant tout le peuple des trois membres de nre d ville, ou ceulx de la bourgeoisye qui sont les plus riches et notables, en toute Raison deuissent avoir donne bon exemple aux autres. Neantmoins auroyent donne responce negative, declairans quilz ne vouloient Riens consentir Et entant quil touchoit les deux autres membres, assavoir les cinquante trois mestiers qui font lung, Et les tisserans qui font lautre, auroyent fait responce que si avant que auryons à faire de gens de guerre de nre d pays de flandres, pour la deffence dicelluy Ilz estoyent

contens de nous servir selon le transport et ancienne coustume. Et pour faire savoir a nre d seur lad derniere Responce avoyent envoye leurs depputez vers elle, Lesquelz a la Journee assignee en pnce des autres membres de nre d pays de flandres auroyent donne a nre d seur la dessusd responce, Laquelle considerant que lesd quatre membres de flandres avoyent Consenty en effect dassister a la deffence dud pays, combien que ce fut par divers moyens, auroit accepte led accord comme general, Et suyvant ce lesd trois membres et aucunes villes et villaiges dud quartier de gand avoyent paye leur part et porcion desd iij^{c} m carolus dor, comme aussi deuissent avoir fait lesd de gand et les autres de lad chastellenye et quartier, attendu que cestoit pour la necessaire deffence du pays ou quel cas selon droit et Raison laccord desd trois membres de nre d pays comme fait par la plus grande et saine partie dud pays estoit repute pour accord general et universel et que ainsi en avoit de tout temps este use, si comme es annees xv^{c} xj et xxv que les aydes lors accordées par lesd trois membres furent executées nonobstant le Reffuz et contredict de ceulx de nre d ville de gand, Neantmoins seroyent Iceulx de nre ville de Gand demourez obstinez, et auroyent persevre en leur Reffuz. Et pour ce que nre d seur feist executer les Reffusans de payer la d ayde, lesd d nre ville de gand prendans a eulx la querelle, veullans empescher la deffence et le bien publicque de nre d pays et nre haulteur. Auroyent par lung de leurs pensionnaires en aoust aud an xv^{c} xxxvij fait pnter Requeste a nre d Seur et par Icelle Requız faire mettre les corpz et biens desd executez a delivrance et surceoir toutes ulterieures executions soubz couleur quilz navoyent accorde lad ayde, et quilz entendoyent nous assister de gens par eulx pntez de nre d pays pour servir soubz le grand estandart allegant les susd previleiges, Mesmes auroyent dit nos d fiscaulx que leurd pensionnaire avoit fort Insolentement dit a nre d Seur pour la deterrer de lever lad ayde a tant Juste cause accordee que si elle ne supercedoit desd execucions ceulx de nre d ville de gand envoyeroient pardevers nous. Sur la quelle requeste nre d Seur leur auroit fait respondre quilz se pourroyent pourvoir contre lesd executions par voye de Justice, et que elle leur accorderoit provision, pour adjourner nre procureur general en nre nom pardevant ceulx de nre prive ou grand conseil pour cognoistre de la validité ou invalidité desd executions. Et combien que lad Responce fut raisonnable. Toutesfoiz lesd de gand lauroyent mis en non chaloir, pensans par autre moyen empescher lad execution, Et a ceste fin cuydans sedicieusement esmouvoir les autres membres de nre d pays de flandres contre nous leur prince naturel et souverain Seigneur, auroyent envoye leurs deputez vers ceulx de bruges ypre et du

francq, Leur faisant Remonstrer que lad execution leur estoit aussi prejudiciable que a eulx. Car escheant le cas que les trois membres de nre d pays de flandres feissent quelque consentement et non eulx, on les vouldroit (nonobstant ce) executer comme lon faisoit ceulx de nre d ville de gand qui seroit contre le previlcige de lad dame marie, Et Requirent ausd trois membres les vouloir assister contre lad execution afin quelle ne fut obeye. et que en ce ilz voulsissent estre uniz et dune mesme oppinion attendu quil estoit question du previleige du pays Et tant feirent Iceulx de gand par leursd persuasions que tous lesd membres par ensemble pnterent Requeste a nre d Seur, Le xxiiij^{e} de septembre xv^{c} xxxvij afin de surceoir lad execucion et faire relaxer lesd prisonniers executez tant que en auryons autrement ordonne. Sur laquelle Requeste nre d Seur auroyt fait Respondre que eu Regard a la necessite pour la quelle lad ayde avoit este accordee et loffre faicte ausd de gand de les pourveoir et justice, Lesd quatre membres avoyent matiere de contentement, Neantmoins pour leur satisfaire estoit contente leur accorder surceance de la d^{e} execution et Relaxer les prisonniers pour le terme de trois mois, sans prejudice de nre droit, pendant le quel terme la justice se pourroit faire, fut en nre prive ou grant conseil ou par nous, le proces instruit, Encoires auroyent propose nosd fiscaulx, que lesd de nre ville de gand, sans avoir Regard a lad^{e} Response auroient excogite autre moyen pour empescher lad execution. Assavoir que le dernier jour de Decembre, ou d an xv^{c} xxxvij se seroyent avancez de avoir pardevant notaire et tesmoings appelle a nous de toutes execucions levees de deniers et autres quelzconques procedures faictes et a faire, sur et contre lesd Inhabitans aud quartier de gand, ou leurs biens pour raison desd iiij^{c} m carolus dor, faisans a cest effect toutes protestacions de griefz de Relever leur appel pardevant nre personne, et que pour nre loingtaine absence et jusques au temps de sur acces, Le terme de relever lad appellacion ne deuist courre. Lequel appel Ilz auroyent fait Insinuer a la propre personne de nre d Seur par le narre du quel disoient nosd fiscaulx que lesd de nre ville de gand avoient fait coucher pluiseurs choses tournans a la diminucion de l'honneur de nre d Seur. Et entre autres que en nre absence elle ou son conseil auroit mis en avant aucuns divers moyens pour Recouvrer a la charge de nre d pays de flandres et les Inhabitans dicelluy grandes sommes de deniers. Auroyent aussi dit nosd fiscaulx que nre d Seur craindant que lesd de nre d ville de gand soubz umbre de lad appellacion ne voulsissent proceder a quelque voye de fait auroit envoye la d appellacion a ceulx de nre grand conseil. Lesquels ensemble ceulx de nre prive conseil et de nre conseil destat auroyent este davis que elle ne

debvoit déferer a la d appellacion laquelle ne pourroit suspendre lad execucion comme de deniers previlegiez; Et si auroit nre d Seur envoye expressement vers nous pour nous informer et sur tout savoir nre bon plaisir. Sur quoy auryons escript noz lectres closes a ceulx de nre d ville de gand du dernier de Janvier oud an xv^{c} xxxvij narratives des choses prealleguees. En leur Requerant que pour eviter tous Inconveniens Ilz se voulsissent en nre contemplacion deporter de leur d poursuyte et consentir lexecution de la d ayde. Et si pour nre d Respect ilz ne voulsissent ce faire quilz poursieuyssent pardevant ceulx de nre d grand conseil leurd appellacion a payne de encourir nre Indignation et de la desertion dud appel sans delayer leurd^{e} poursuyte jusques a nre venue es pays de pardeca, Lesquelles lectres auroyent este pntees a ceulx de nre d ville de gand, Et que oultre ce auryons estans en noz pays despaigne fait depescher noz lres patentes en forme danticipaon sur le d appel signées de nre main dud dernier de Janvier oud an xv^{c} xxxvij, que auryons delivre a lung de noz conseilliers destat, estat lors vers nous, et au quel auryons commande que Incontinent quil seroit pardeca de Retour Il se trouvast par devers lesd d nre ville de gand et leur insinuast nosd lres patentes danticipacion, contenans clause de payer leur part et cotte de lad ayde. Nonobstant opposicion ou appellacion et de contraindre les Reffusans Reallement et de fait jusques namptissement et de assigner Jour pardevant lesd de nre grant conseil, Laquelle Insinuacion leur auroit este faicte par nre d conseillier, lequel leur auroit aussi au long declaire les causes pourquoy ne auryons en personne voulu coignoistre de lad appellacion, Desquelles lres danticipacion ceulx de nre d ville de gand auroyent Requiz (: et leur feust delivrée copie :) et aussi jour pour povoir sur ce tenir collace et advertir les membres dicelle de ce quilz auroyent a faire Declairans de vouloir demeurer noz bons et leaulx subgeetz A quoy nre d conseillier leur auroit declaire quil navoit charge de Rapporter aucune Responce, et que pour poursieuyr ung appel nestoit besoing tenir collace, veu que leurd appel avoit este Interjette sans collace et quilz entendoyent plainement nre bon plaisir et determinee volunte par tous lesquelz moyens nosd fiscaulx disoyent quil apparissoit clerement, que la Requeste desd de nre ville de gand estoit subreptice obreptice et torcionniere, attendu que nre d seur, depuis le commencement jusques en la fin les avoit tousjours voulu traicter par voye de justice, Laquelle Ilz avoyent Reffuse et encoires par lad Requeste tacitement Reffusoyent, Et que au propoz de leur dessusd Requeste ny faisoyent Riens Les previleges par eulx alleguez. En premier lieu, cestuy du conte guy, entant quil parle seullement

quant lon vouldroit imposer quelque charge pticuliere sur nre d ville, aussi quil contient une clause, que sil fut question de la charger en particulier si la plus grand partie dicelle y consentoit lad charge sortiroit son effect, Parquoy a pareille Raison, quant seroit question de la charger tout nre d pays de flandres, Le consentement de la plus grande partie des membres de nre d pays debvoit estre ensieuy et comprendre le moindre. Quant au previleige dud conte Loys de nevers Il ne faisoit mencion des aydes et subvencions du prince. Mais seullement d'aucunes Indeües exactions, lesquelles se faisoient par force et de fait par aucuns vassaulx et S[rs] particuliers chargeans les habitans de la d chastellenye et quartier de gand, Lesquelles led conte loys de nevers deffend et ordonne telz exacteurs estre pugniz. Et au Regard du previleige de nre d ayeulle madame marie que dieu absoille quil auroit este obtenu par Impression force et violance tost aprés le trespas de feu mons[r] le duc Charles nre bisayeul de bonne memoire estant Icelle dame en jeusne eaige despourveue de conseil amys et bienveullans comme appert, par certaine Informacion faicte en lan mil quatre cens quatre vingtz et Unze Et aussi q le d previleige nestoit en usance, ains au fait en question auroit este use du contraire esd annees xv[c] unze et Vingt cincq. Car oud an xv[c] unze certain accord fait par les trois membres de nre d pays de flandres fait execute contre ceulx dud quartier de gand. Nonobstant le Reffuz de ceulx de nre d ville de gand, ainsi que povoit apparoir par le compte de nre Recepveur des aydes de nre d pays de flandres. Et oud an xv[c] xxv, feue madame de Savoye nre tante que dieu absoille en jugement contradictoire. Les susd previleges exhibez veuz et examinez auroit par sentence ordonne que l'accord de cent et cinquante mil escuz lors fait par lesd trois membres seroit execute contre ceulx de la d chastellenye et quartier de gand Nonobstant aussi que ceulx de nre d ville de Gand ny euissent consenti Oultre ce que l'accord en question avoit este fait en temps dextreme necessite selon que dit est, Les ennemys ayant a grande puissance envahy nosd pays. Au quel cas nul previlege quelque ample ou clausule quil soit, ne peult eximer le subgect de contribucion, Mesmes eussions peu par tous droiz au cas de telle necessite Imposer telle ayde quil eust este Requiz, sans evocquer Les membres et estatz de nosd pays Et a ce que lesd de nre ville de gand avoyent dit par leurd Requeste que les aydes par eulx accordées depuis nre advenement a Seigneurie montoyet a grosses et excessives sommes. Auroyent dit nosd fiscaulx que noz grandz affaires en auroyent este cause et que les deniers navoyent este employez en autres affaires que pour la deffence de noz pays de pardeca, et plus a lavantaige

de ceulx de nre d pays de flandres que autres Et avoyent de tant plus tort ceulx de nre d ville de gand eulx en douloir parce que lon trouveroit que de toutes lesd aydes accordées durant led temps Ilz navoyent paye le sixiesme denier de leur portion. Aussi nosd fiscaulx auroyent dit et propose que ceulx de nre d ville de gand en faisant et conduisant les choses cydevant declairées estoient encouruz et tombez en pluiseurs mesuz crimes et delictz envers nre personne. Premierement se estoyent demonstrez desleaulx envers nous parce que a nre Reception Ilz nous avoyent fait le sement de fidelité quilz navoyent garde ny entretenu, Mais au contraire apres avoir Reffuze lad ayde de iiij^{c} m carolus dor auroyent Rendu payne pour mettre la dissencion dedens nre pays de flandres, offrans seullemet nous servir avec le grand estandart, dont na este faicte mention que en temps de commocion auroyet aussi menasse aucuns Lesquelz voluntairement avoyent accorde lad ayde Et constitue prisonniers aucuns de Courtray pour avoir consenti a icelle, avoient aussi este desobeyssans, non veullans obeyr a noz commandemens ne ceulx de nre d seur, qui se demonstre par nosd ltres closes et patentes en forme d'anticipacion sur l'appel par eulx interjecté Ausquelles Ilz navoyent obey, ne voulu souffrir autres y obeyr, davantaige estoyent lesd de nre ville de gand infracteurs de traittez plusieurs foiz misericordieusement accordez a nre d ville par noz predicesseurs, entant quilz se sont intitulez et portez pour chiefz et supperieurs desd chastellenyes de gand, escripvant en teste que napertient a subgectz et estoit expressement deffendu par les traittez de gavre et de casant par lesquelz toute auctorite et jurisdiction quilz povoient pretendre sur lesd chastellenyes leur estoit ostee. Aussi par lesd traittez de gavre et casant leur estoit deffendu de faire statuz et ordonnances concernans ladministracion de nre ville sans le consentement du conte de flandres ou son bailly, dont Ilz avoyent fait le contraire par diverses leurs collaces et assemblees, Mesmes que par led traittie de gavre confirme en lan mil iiij^{c} quatre vingtz cincq estoit deffendu aux doyens des mestiers et autres de la communaulte, eulx mesler ou entremettre de la justice ou creacion de la Loy. A quoy Ilz avoyent aussi contrevenu. Avoyent aussi contre lesd traictez prins congnoissance de noz officiers pour leur fait de leurs offices si comme des haulx pointers de courtray et assiseurs des tailles de Ruuslecrde et Wachbeke et fait publyer que lon amenast prisonniers tous ceulx qui vouldroyent executer lad ayde qui estoient noz huissiers. Auroyent encoires grandement abuse et contrevenu aud traittie de casant dernierement au Renouvellement de leurs doyens quilz avoyent esleuz en leurs maisons, sans en avoir nomme et pntc trois de chun

mestier a ceulx de la loy comme estoyent tenuz faire par led traittie de casant, pardessus ce avoient commis crime de sedition parce que depuis le my aoust dernier Les mestiers et tysserans de nre d ville auroyent continuellement en armes tenu leursd maisons et place du bogaert, fait guet de nuyt et jour aux portes visitant ceulx qui y passoyent et fait plusieurs insolences. « Avoyent aussi comis crime de Rebellion ayans fait fortifficacion de nre d ville contre nous qui sommes leur prince souverain Et faict ung compact quilz ne souffriroiet aucun estre pugny pour chose quil peust avoir dit ou fait. Pourveu quil pensast lavoir dit ou fait pour le bien de nre d ville ou de leurs mestiers, Et que si aucuns estoyent prins a ceste cause Ilz les feroyent delivrer a communs despens, Lequel contract Ilz avoyent fait sceller du grand scel de nre d ville que lon nomme le scel de Sainct Jehan » Avoyent agree le fait de yvayn, de Vaernewyck le quel avoit assiegie le chasteau de gavre et ordonne par collace quil seroit deffendu, Avoyent escript a aucunes noz villes de flandres quilz ne voulsissent Recevoir gens de guerre en nre nom et voulsissent demourer avec eulx, avoyent encoires par dessus tous les crimes avantd commis crime de leze majeste usurpans les droiz et auctoritez appartenans a prince souverain et mil autre, entant quilz avoyent ordonne que toutes les places fortes de nre d pays de flandres seroyent mises en garde de gens dud pays agreables aux trois membres de nre d ville de gand, Avoyent depeschie aucuns placcars pour clorre tous passaiges, dixiner les gens accorde le son de la cloche aux villaiges, ordonner de haulcer noz monnoyes contre noz ordonnances, Restituez banniz a la d ville sans avoir eu noz lectres de Rappel de ban. Et si avoyent en grand contempt deschire certain nre acte de lan xv^{c} xv. Contenant declaracion que lesd de gand se debvoyent Regler selon led traittie de Casant, appellant led acte par derision le calfvel, qui est a dire peau de veau. Tous les quelz cas et autres deduitz et plaidoyez, nosd fiscaulx ont soustenu et propose avoir este commis et perpetrez par le corpz et les trois membres Repntans toute la communaulte de nre d ville de gand, par assemblees collaces souffrance et tollerance dicelles et dont Ilz ne se povoyent excuser. Disans aussi nosd fiscaulx que pour Remedier par nous ausd cas et mesuz auryons este menz postposant tous autres noz affaires par Saison diver venir pardeca et emprendre ung tant grant et penible voiaige. Par tous lesquelz faiz Raisons et moyens nosd fiscaulx auroyent conclud a ce que par nous fust sur tout convenablement pourveu, tant sur la pugnicion de ce que sestoit passe comme pour ladvenir, afin que a ceste foiz asseurance se y peuist trouver, et que telz maulx et

inconveniens nen peuissent advenir pour nre bien cestuy de noz successeurs et de noz subgectz, selon que larbitryons et que verryons estre necessaire convenable et Requiz. Ausquelz faiz et moyens deduietz et alleguez par nosd fiscaulx. Lesd de nre ville de gand auroyent Replicquie et dit entre autres choses, que laccord fait par les autres trois membres de flandres ne avoit este a intencion de les comprendre, ains seullement pour autant que povoit toucher les d trois membres qui se povoit demonstrer par lacte de lacceptacion dud accord faite par nre d seur. Comme aussi par certaine Requeste de ce declaratoire par Iceulx trois membres a nre d seur pntée. Et partant ne povoit Icelluy accord leur estre daucun prejudice, attendu mesmes le contenu esd previleges par eulx alleguez Et ne faisoit Riens a lintencion de nosd fiscaulx largument par eulx fait que le plus grand nombre des membre de nre d ville submettoit le moindre es accordz et affaires dicelle, Car nestoit le pareil a entendre pour les quatre membres de flandres ou les raisons et consideracions sont diverses, entant que ung pays est divise par villes terroirs et chastellenyes et quartiers ayans coustumes et usances distinctes. Et au contraire ung corps de ville est inseparable. Parquoy est Raison que la plus grande et saine partie compraindc la moindre, Et aussi que par le previleige de la d dame marie estoit determine au contraire, assavoir que la plus grande et grigneur partie de nre d pays de flandres ne povoit obligier la moindre. Lequel previlege lesd de nre ville de gand disoyent avoir este ottroye Non seullement a nre d ville mais pour tout nre d pays de flandres, sans force et violence, Estans lesd de gand lors bons et leaulx subgectz. Assistans lad dame marie leur princesse plus que nulz aultres, Laquelle auroit concede Icelluy previlege voluntairement par deliberacion et en la pnce des S[rs] de son sang parens et amys, Lesquelz avec elle auroyent scelle Icelluy previlege La quelle chose fait cesser tous argumens de force et violence. Et ne avoit led traittie de lan mil iiij[c] iiij[xx] cincq Revocquie le d previlege, entant que Icelluy traittie touchoit seullement nre d ville de gand et non la generalite de nre d pays de flandres, Lequel previleige general ottroye aud pays par lad dame marie, Lesd de nre ville de gand disoyent estre tousjours demeure en vigueur, tant en vertu dud traittie de casant comme autrement, Ne veullans Ignorer que aud temps de lan mil iiij[c] iiij[xx] et cincq, fut casse certain leur previleige en particulier a eulx donne par lad dame marie, mais ce au mesme temps que elle avait ottroye cestuy en question et du quel previleige casse, a pnt Ilz ne se veuillent ayder, mais jamais ne fut icelluy previlege en question casse ne Rendu et livre pour estre casse. Et si lors on euist

trouve led previlege estre inicque Est cler que le prince de pardeca le euist voulu faire casser Mais pource quil estoit fonde en droit et en justice, ny auroit voulu toucher, ains se seroit lors tenu pour bien content et satisfait desd de nre ville de gand, de ce quilz estoyent tenuz de Remettre en ses mains le d autre previlege, touchant seullement en particulier nre d ville. Et seroyent Iceulx de nre d ville de gand tousjours este maintenuz et conduitz selon led previlege ottroye a lentier pays de nre d conte de flandres, comme en semblable Ilz dient que se Riglent noz estatz de brabant Auroyent aussi dit lesd de nre ville de gand que la solution baillee par nosd fiscaulx aux previleges dud conte loys de nevers estoit de nul effect, entant quil parloit des tailles aydes et subvencions que lon accordoit au prince du pays, auquel et a nul aultre appartenoit et appertient de lever tailles aydes et subvencions en lad ville et chastellenye de gand Aussi auroient propose lesd de la ville de gand que lad sentence en lan xv^c^ xxv Rendue par feue nre tante madame marguerite pour nous Regente et gouvernante lors en noz pays de pardeca, ne les povoit grever, par ce que elle estoit seullement provisionnale, tant que autrement en seroit ordonne, et sans prejudice du droit des parties au principal et quil napperra de quelque autre sentence et aussi que Icelle sentence provisionnalle fut Rendue sans figure de proces Et nestoit le fait de lad sentence semblable a layde a pnt en question parce que alors pardessus l'accord fait en general par lesd trois membres de flandres ceulx de la d chastellenye et quartier de gand assez par le consentement de ceulx de la Loy de nre d ville avoyent consenti aud accord et avoyent voluntairement les aucuns paye leur contingent, parquoy povoit estre que ceulx qui avoient fait le d consentement furent lors executez, Mais au Regard de nre d ville de gand la quelle ny avoit baillye aucun consentement ne fut pour Icelluy accord aucunement executee. Pareillement disoyent que ou d an xv^c^ xj Lesd de nre ville de gand, Interroguyez silz vouloyent empescher ceulx de leur chastellenye eulx obliger en quelque accord lors Requiz auroient assez Respondu quilz en estoyent tres bien contens sans prejudice de leurs previleges, Cessans lesquelz ne euist este besoing ce faire, Avoyent en oultre lesd de nre ville de gand par Replicque dit, quilz nentendent avoir dyminué l'honneur de nre d Seur par le moyen dud appel ou Ilz ont prins Recours Esperans que ne le prenderyons de mauvaise part, Eu Regard que cest ung Remede de droit et quilz ne avoyent ose traictier lad cause dappel ailleurs que pardevant nre personne, a la quelle Ilz avoyent appelle, eu Regard que leurs previleges que lon vouloit Rendre litigieulx, ne concervoyent seullement nre d

ville de gand, Mais aussi lentier pays de nre conte de flandres, Ayans matiere de tenir pour suspectz lesd de noz prive et grand consaulx, dautant que assez par la confession de nosd fiscaulx La matiere desd consentemens et execucions avoit este traittie par leurs advis, joinct que pour Raison de ce Ilz ne eussent ose entrer en comunicacion avec leur commun sans laccord desquelz Ilz ne euissent aussi ose mettre en proces leursd previleges. Disoyent aussi lesd de nre ville de gand quilz avoyent este grandement grevez par lesd executions faites pour le contingent et part desd iiij^{c} m florins, entant que les autres trois membres ne avoyent consenty a lequipolent dicelle somme et que les moyens de leurs accordz nestoyent unyformes ne montant a la d somme. Parquoy ores que par Iceulx trois membres Ilz euissent peu estre obligez, encoires estoyent Ilz par ce grandement foullez. De tant plus que lesd executions sestoyent faictes par noz huissiers. A la grande destruction des povres manans de nre d chastellenye et quartier de gand, exigans pour ung groz, vingt groz au contraire de noz placcars publiez es annees xv^{c} dix huit Renouvellez en lan xv^{c} et xxxiiij, pour le fait des execucions des aydes, par lesquelz estoit ordonne que telles execucions daydes consenties par commun accord de nre d pays de flandres se feroyent par les officiers du lieu aux gaiges et sallaires y contenuz. Disoyent encoires lesd de nre ville de gand que leur accord estoit plus Raisonnable que cestuy des autres trois membres pour promptement Resister aux ennemys silz eussent este sommez dy furnir et quilz avoyent fait led accord de svir de gens de nre d pays meuz de bon zele et de grade affecton po deffendre psonellemet nre d pays de flandres, et ce quilz navoyet consenty en levee et paymet de deniers estoit procede par les Raisons quilz avoyent prealleguye et aussi de pluiseurs aydes lors encoires courans, y adjoustant lesd de nre ville de gand quilz ne savoyent si les aydes levees en nre d pays de flandres avoyent este bien employez et que de ce Ilz en avoyent tresjuste cause dignorance. Et quant a loffre par eulx faicte de servir soubz le grand estandart que nosd fiscaulx dient ne avoir este jamaiz mentionne que par temps de commotion dysoient que le contraire se trouveroit parce quil est escript en pluiseurs cronicques et annalles faisans mencion des Journees du pont despieres de blangy et dautres soubdaines et repentives journées Et finablement auroyent les d eschevins de nre ville de gand alleguye que les choses avantdictes par especial la grande Rigueur de lad execution faicte, contre loffre dud commun de nre ville de gand et des Inhabitans en la chastellenye dicelle; auroyent este la vraye soursse et cause de tous les Inconveniens nouvellitez et troubles survenuz. De sorte que led mal sest espandu comme peste fatale,

au Regret tant de la loy de nre d ville que de la plus saine partie dicelle, ausquelz na este possible de totallemet Resister et empeschier lesmocion du peuple, craindans plus grandz Inconveniens. Toutesfoiz se y seroyent employez de leur extreme pour y mettre le bien comme ung chun povoit savoir. Et aussi pour le povre et sobre gouvernemet et pollice tant de nre d pays de flandres en général que de nre d ville de gand et pour les abbuz des gouverneurs deputez a la chose publicque dicelle ville Lesquelz en diverses manieres Ilz disoient avoir mal verse en leurs administracions comme se pourroit veoir en Revisitant les comptes desd administrateurs. Et combien quilz eussent bien eu le moyen de Respondre aux accusations de nosd fiscaulx, dont la pluspart de ce quilz ont allegue ne apparistroit. Toutesfoiz disoient lesd de gand quilz sen deportoyent, Eulx Referans seullement de ce que a este meffait soit en qualité de loy, corpz de ville ou autrement a nre clemence et accoustumee grace et misericorde. En nous suppliant de prendre Regard aux choses prealeguees, mesmes que les pretendues collaces et ce que en Icelles pourroit avoir este fait seroit advenu par enhort de pluiseurs estrangiers et pervers espcritz, Lesquelz se seroient venuz entremeslez esd assemblées du simple populaire et procurer desordre tant au Regret de la loy que des gens de bien de lad ville et plus saine et greigneur partie dicelle. En nous suppliant aussi en vouloir tenir pour excuse le corpz de nre d ville. Sur les quelles Replicques nosd fiscaulx auroyent psiste. Et quil ne echeoit prendre Regard aux occasions que pretendoyent lesd de gand de la soursse esmotions advenues en Icelle ville. Car entant quil touchoit les placcars et ordonnances pour le fait et execucion de noz aydes et deniers pour les debvoir faire par les officiers des lieux nempeschoit noz Recepveurs de le povoir faire par noz huissiers en faulte de payement par les obligez, si ne debvoyent lesd de nre ville de gand avoir Reçeu les plaintes et doleances de ceulx dud quartier de gand, Entant que par lesd traittez toute superiorite auctorite et preeminence pretendue par lesd de nre ville de gand sur lesd chastellenyes et quartier leur estoit ostee et deffendue. Parquoy les debvoyent Renvoyer a nre d seur, Et navoyent este lesd execucions Indeues ny desraisonnables entant que elles avoyent este faites en la maniere accoustumee pour noz propres deniers, en cas de Reffuz ou deffault de payement. Et quant au mauvais Regime et gouvernement des commis tant de nre d ville que de nre d pays nen avoyent Riens declaire en particulier lesd de nre ville. Et quant aucun desordre et malversacion y fut este, nestoit de leur cognoissance ne cause souffisante pour avoir fait et perpetre les choses dessusd, Entant quilz

se povoient pourveoir pardevers nre d seur. Laquelle par pluiseurs et diverses foiz leur avoit offert faire la Raison et briefve justice. Surquoy auryons ordoné a chune desd parties de servir de briefves memoires et joindre Respectivement ce quilz entendoyent servir a leurs Intencions pour apres estre par nous sur tout appoinctie comme en justice Raison et equite verryons au eas apptenir A quoy chune desd parties auroit furny. SAVOIR FAISONS Que ayans le tout fait veoir en bon et notable conseil tant des chlrs de nre ordre chiefz de noz consaulx maistres des Requestes que pluiseurs autres bons personnaiges, Et le tout meurement et avec tresgrande deliberaon examine et delibere en nre pnce. Disons declairons et diffinitivemet sentencions que lesd de gand ne sont recepvables ne fondez en leur d Requeste Et laccord fait par les trois membres de nre d pays de flandres des quatre cens mil carolus avoir este et estre souffisant pour comprendre et obliger ceulx de nre d ville de gand avec la chastellenye et le quartier et comme tel devoir sortir son plain et entier effect. Et doresenavant ainsi se devoir faire et observer en tous accordz de nre d pays de flandres Nonobstant les trois previleges par eulx alleguez des conte guy, Loys de nevers et de madame marie, ny aussi lappellaon Interjectee par lesd supplians, Laquelle avons aussi declaire et declairons non Recepvable ne admissible ou cas pnt. En oultre faisant droit sur les charges et crismes avantditz. Disons aussi et declairons que le corpz et communaulte de nre d ville de gand y sont escheuz et coulpables. Assavoir es crimes de desleaulte desobeyssance Infraction de traittez sedicion, Rebellion et de leze majeste, Et que partant Ilz ont fourfait tous et quelconques leurs previleges droiz franchises coustumes et usaiges emportans effect de previlege jurisdiction ou auctorite competans tant au corps de nre d ville de gand que aux mestiers et tisserans et leur sieulte, Et dicenlx les avons prive et privons a perpetuite, Veullans et declairans que doresenavant a cest effect noz hoirs et successeurs contes et contesses de flandres en leurs Receptions et venues a seignorie de nre d pays et conte de flandres, ne jureront de garder les previleges droiz coustumes et usaiges de nre d ville de gand, ains seullement la nouvelle concession que leur entendons faire pour la Rigle pollice es conduite dicelle. Et ensuyvant ce tous lesd previleges seront prins hors de leur secret et apportez en nre pnce, ensemble les livres appellez les Rouge et noir, esquelz lesd previleges sont enregistrez pour diceulx estre fait et ordonne a nre bon plaisir, sans que en temps avenir Ilz ny autres les puissent alleguer ny eulx en ayder en jugement ou dehors, Ne aussi par les particuliers bourgois manans ny autres quelzconques tenir ne garder copie ou

extraictz soub eulx. Sur payne dencourir nre indignacion et de noz successeurs crime de faulx et autre paine arbitraire. Nous declairons aussi confisquez tous et quelzconques les biens Rentes Revenu maisons artilleryes municions de guerre, La cloche nommee Roland et autres choses que lesd corps de ville mestiers tisserans et leur sieulte ont en publicque et commun. Lesquelz prestement seront mis en noz mains et lad cloche despendue pour en ordonner et faire selon que verrons convenir. Leur deffendant de doresenavant avoir artillerye ny quelconques municions de guerre, Et pardessus ce condempnons lesd de nre ville de gand a faire amande honnorable et prouffitable. Assavoir que les eschevins estans a pnt des deux bancqz de nre d ville de gand avec leurs pensionnaires clercqz et commis, trente notables bourgois que denommerons Le doyen des tysserans et le deservant du grant doyen vestuz de Robes noires deschains et a teste nue, Ensemble de chun mestier six personnes et des tisserans cinquante, aussi cinquante de ceulx qui en lesmotion se nommoyent cresers Lesd des mestiers tisserans et cresers a nre choiz et nominacion, Et Iceulx cresers le hard au col et tous estans en linge. Compareront pardevant nous eulx partans de la maison eschevinnalle de nre d ville endedens trois jours a telle heure et en tel lieu que leur commanderons Et en lestat que dessus mis a genoulx feront dire a haulte et Intelligible voix par lung de leurs pensionnaires que gradement leur desplaist desd desleaultez desobeyssances Infractions de traittez comocions Rebellions et crimes de leze majeste, perpetrez et commis par le corpz et communaulté de nre d ville de gand, vers nous et nre d seur la Royne Regente, Que si a faire et commettre les avoyent pour Riens ne le feroient et quilz se garderont de plus fe (*faire*) le semblable Requerront et pryeront en lhonneur de la passion de nre S^r que nous et nre d seur Les veullons Recevoir a grace et misericorde. Et pour reparacion prouffitable les condempnons de nous payer, oultre et pardessus leur quote et porcion de lad ayde de quatre cens mil carolus dor. La somme de cent et cinquante mil carolus dor pour une foiz Et chun an six mil semblables carolus dor de Rente perpetuelle pour appliequer a nre demaine. Et de nous acquitter de la rente de cinq cens cinquante livres de groz courans a nre charge, Laquelle fut vendue du temps de feu le duc charles nre bisayeul sur nre d ville de gand. Soubz promesse de les Indempner, Et de nous Rendre les lres delad Indempnite quilz en peuvent avoir pardevers eulx pour estre cassees et abolyes. Et pareillement Remettre en noz mains lammannye de nre d ville et les prisons, pour en disposer a nre plaisir, selon que avons fait du passe Aussi Les condempnons de Rendre tous

empruntz dommaiges et Interetz par eulx faiz a cui que ce soit, durant leur derniere commotion, Aussi de Remplir et faire Remplir a leurs despens la Rytgracht et Rendre aux particuliers la despence quilz ont eu pour la Relever Sans jamaiz la povoir relever ne faire Relever par les adheritez ne autres. Et avec ce oster et remplir les dounes et fossez, depuis la porte danvers jusques a lescault a leurs despens comme dessus, endedens deux mois prouchains. Et si Reservons et declairons de faire demolir et abatre aucunes vielles portes tours et murailles non necessaires a nre d ville. Dont ferons la specifficacion endedens huit jours; pour les materiaulx en procedans estre employez au chasteau encommencye au costel de sainct bavon en ceste nre d ville (1). Et moyennant ce, leur avons quitte et Remis quittons et Remettons de grace especial tous les susd mesuz et delietz par eulx perpetrez tant en corpz de ville, communaulte, que aultrement. Saulf et exceptez les Refugiez et autres ayans delinquye dez que sommes en ceste nre d ville et les particuliers estans encoires de pnt prisonniers. La pugnicion desquelz Reservons a nous (2). En tesmoing de ce nous avons signé ces pntes de nre nom. Et a Icelles fait pendre nre scel. Donné en nre ville de gand le derr (*dernier*)

---

(1) A la page 137, note 3me, de cet ouvrage, nous avons indiqué le jour auquel l'empereur posa la première pierre de la citadelle espagnole. Voici pour ceux qui désireraient de plus amples explications à cet égard, quelques renseignemens que nous avons puisés dans le même manuscrit : *S daegs voor St-Jooris dacg* (22 april 1539) *quaemen binnen Ghendt groote menigten van delfvers van diversche quartieren* (*Henegauwen*) *ende andere arbeyders, ende op St-Marcx avondt* (24 april 1539) *beghonst men te breken ende delfven ontrent St-Baefs-clooster ende der kerke om het maken van den castcele soo voorseyt is.*

L'auteur ajoute que le 26 avril on commença à abattre les maisons. Les habitans, dit-il, n'eurent que le temps de se sauver avec leurs meubles.

(2) Le jour des exécutions, les cadavres des suppliciés furent exposés sur des gibets, hors la porte dite *Muyde-poorte*, et les têtes, séparées du tronc, furent hissées sur de longues piques. Ce ne fut que trois jours après que les parens reçurent la permission de les enterrer à leurs frais.

A la liste des exécutions à mort, que nous avons donnée page 122, ci-dessus, il faut joindre les noms suivans : *Pierre Huevick*, maréchal, et *Louis Jooris*, dit capitaine *Talkein*. Ces deux prévenus furent arrêtés à Bruxelles à l'arrivée de l'empereur dans cette ville ; on les transporta ensuite à Vilvorde, où ils furent quelque temps après condamnés à mort et exécutés. — Voyez ci-devant à la page 7.

jour davril, Lan de grace mil cincq cens et quarante. De nre empire le xxj[me] Et de noz Regnes de castille et autres Le xxv[me].

(*Signé*) **CHARLES.**
(Et plus bas)
Par Lempereur En son conseil
(*Signé*) VERREYKEN [1].

La Sentence Rendue par vre ma[té] au fait de gand.

---

[1] Cette sentence existe en double aux archives de la ville de Gand. L'un des originaux est en français, l'autre en flamand. Ces deux pièces faites à la même époque, pour les mêmes circonstances, et émanées du même pouvoir souverain, ont aux yeux de l'histoire la même autorité. L'éditeur des mémoires de D'Hollander n'a donc point commis d'erreur essentielle en ne donnant que la version flamande de cette sentence à la fin de son receuil; mais il était de son devoir de mettre plus de soins à en donner une copie exacte et fidèle; car son texte est en beaucoup d'endroits fautif et incorrect. C'est ce qui nous a engagé à en donner une nouvelle version. Nous avons préféré l'*original français*, parce qu'il paraît résulter de quelques annotations consignées sur ces documens que la sentence et l'amende honorable des Gantois ont été prononcées dans cette langue. En effet, l'on trouve écrit au bas de l'*original français* les mots suivans : *La sentence rendue par Vre maté au fait de Gand;* tandis que sur l'*original flamand,* il est écrit simplement : *Duplicata de la sentence de Charles-Quint.*

Voyez pour l'amende honorable aux pièces justificatives, lettre L[bis], ci-dessus.

FIN DES NOTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES.

TABLE DES MATIÈRES.

CHAPITRE V.

CHAPITRE VI.

CHAPITRE VII.

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

BEANTWOORDING

DER PRIJSVRAAG

OVER HET STELSEL DER GEMEENTEN

IN HET GRAAFSCHAP VLAANDEREN.

BEANTWOORDING

DER PRIJSVRAAG

OVER HET STELSEL DER GEMEENTEN

IN HET GRAAFSCHAP VLAANDEREN,

UITGESCHREVEN

DOOR DE KONINKLIJKE ACADEMIE VAN WETENSCHAPPEN EN FRAAIJE LETTEREN
TE BRUSSEL;

DOOR J. J. VAN HEES VAN DEN TEMPEL,
ADVOKAAT TE S'HAGE.



BRUSSEL,

BIJ M. HAYEZ, DRUKKER DER KONINKLIJKE ACADEMIE.

Sm **1835.**

VOORBERIGT.

Onder de gewigtigste gebeurtenissen, welke de nasporing en overdenking van den beminnaar van Europa's geschiedenis in ruime mate verdienen, behoort bovenal gerangschikt te worden, het zich vestigen, gedurende de middel-eeuwen, van het stelsel van gemeenten.

De koninklijke Academie van Wetenschappen en Fraaije Letteren te Brussel, overtuigd van al het gewigt aan deze gebeurtenis verknocht, besloot, in hare algemeene vergadering van het jaar 1829, door het uitschrijven van eene prijsvraag, zooveel mogelijk de kennis uittebreiden omtrent dit allerbelangrijkst punt in de geschiedenis der middel-eeuwen.

Het was de nederlandsche bodem, welke in dit opzigt met reden de belangstelling der Academie het meest opwekte.

Zij bepaalde dan ook hare vraag tot denzelven, en wel in het bijzonder tot het graafschap Vlaanderen.

In welken tijd, zoo luidde derzelver vraag, *begon zich het*

stelsel van gemeenten te vestigen in het graafschap Vlaanderen?

Welke zijn de verschillende oorzaken, die tot dit stelsel hebben geleid, en welke zijn de voornaamste gevolgen van hetzelve?

Hoewel van de moeijelijkheid aanwezig, en de geringheid onzer krachten overtuigd, aarselen wij echter niet, door de belangrijkheid van het onderwerp uitgelokt, het onze te beproeven tot beantwoording der door de Academie voorgestelde prijsvraag.

Wij verdeelen onze verhandeling in drie hoofddeelen :

1° Zullen wij trachten natesporen den tijd der vestiging van het stelsel van gemeenten in het graafschap Vlaanderen;

2° De oorzaken, welke tot dit stelsel hebben geleid;

3° De voornaamste gevolgen van hetzelve.

Voor dat wij echter tot het onderwerp zelve overgaan, zullen wij, bij wijze van inleiding, de aard en hoedanigheid eener gemeente pogen aantetoonen, om dat, zonder de juiste kennis van dezelve, ons onderzoek grootendeels vruchteloos zoude wezen.

INLEIDING.

Het eerste denkbeeld, hetwelk eene gemeente ons geeft, is dat van een verdrag, bij hetwelk de inwoners eener stad zich vereenigden, en zich onderling bij eeden verbonden tot het bewijzen van bijstand aan elkander met raad en daad, en welke vereeniging door den vorst gewettigd of bekrachtigd was geworden.

Waren de inwoners eener stad, welke het gemeenteregt niet bezat, door geen' band aan elkander geheeht, stond elk dezer op zich zelven, en handelde hij als zoodanig (1), de leden eener

(1) *Coustumcs de Beauvoisis, par Messire Philippes de Beaumanoir, bailly de Clermont en Beauvoisis. Et autres coustumes, par Gaspard Thaumas de la Thaumassière. A Bourges et à Paris*, 1690. — Beaumanoir, een in de dertiende eeuw geleefd hebbende sehrijver, welke gerigtsambte was van den graaf van Clermont, in Beauvoisis, getuigt, ehap. IV en XXI, dat in alle aeten eener stad, welke *gecne gemeente* was, door elken stedeling afzonderlijk (*par l'accort de tout le quemun*), moest worden toegestemd, zonder welke toestemming deze tot niets gehouden was (*car chil que ne s'accordent au plet, nc doivent perdre ni gaaigner*). Terwijl hij daarop laat volgen : *Nous entendons ceci pour villes batheïces hors de communes, car les villes de commune ont leurs maires et jurés, lequel sont establis pour la commune, et peuvent perdrc et gaagner selon la franchise, qui leur est donné par les points de leur charte.*

gemeente vormden alle te zamen één ligehaam, zij waren zoo vele gedeelten van een geheel naauw in elkander gevoegd, zij maakten slechts één' persoon uit (*persona moralis*) onder den naam van *communia* bekend, welk denkbeeldig persoon door middel van eenen magistraat of eenige magistraten bij voorkomende gelegenheden werd vertegenwoordigd.

Deze bezworene vereeniging, door de stedelingen aangegaan, maakt het eigenaardige van eene gemeente uit ([1]). Het is aan haar, dat men deze voornamelijk erkent, en onderscheidt van die steden, aan welke het gemeenteregt niet was geschonken geworden.

Uitdrukkelijk vindt men meestal in de charters van dit verbond of verdrag van vereeniging gewag gemaakt ([2]), onder de benaming van *communitas, communia, communio,* zoo dat het aantreffen dezer woorden in de oude gedenkstukken, welke tot ons gekomen zijn, het grootste vermoeden oplevert van het daarzijn eener gemeente.

Somtijds echter komt het woord *communio,* hoe zeldzaam ook, in oude geschriften voor, zonder dat wij aan hetzelve het denkbeeld mogen hechten van het op dien tijd reeds aanwezig zijn van eene wettig gevestigde gemeente. Zoo was in het jaar 1161, te Triers, een verbond, onder den naam van *communio,*

([1]) Zie *Lettres sur l'histoire de France, pour servir d'introduction à l'étude de cette histoire*, par Augustin Thierry. Paris, 1827, pag. 220.

([2]) Tom. XI, pag. 241, 220 et 238 des *Ordonnances des rois de France. Universi homines infra murum civitatis commemorantes....... communiam jurent; — qui communiam juraverit,* etc.

door de stedelingen onderling aangegaan; doch het werd weldra als onwettig door den vorst verbroken, terwijl deze tevens uitdrukkelijk aan de inwoners dezer stad verbood, ooit weder iets dergelijks zich aantematigen (1).

Zulk eene tijdelijke vereeniging zal men echter gemakkelijk, op de wijze van derzelver vorming lettende, onderscheiden van eene wettig daargestelde gemeente, welke hier alleen het voorwerp van ons onderzoek is.

Uit den aard der vereeniging, welke tusschen de inwoners eener stad, met het gemeenteregt begiftigd, bestond, vloeide voort, dat bij dreigend gevaar elk voor allen, allen voor elk zich in de bres stelden. Het luiden der alarmklok, *beffroi* geheeten, was het teeken hiertoe (2). Bij het hooren van dezelve, moest elk lid der gemeente behoorlijk gewapend zich op eene bepaalde plaats doen vinden : deed hij het niet, dan was hij strafschuldig (3).

Het regt van eene alarmklok (*beffroi*) was zoodanig een natuurlijk gevolg van het regt van gemeente, dat bij het ontnemen van het een, tevens het andere werd weggenomen.

---

(1) *Eichhorn, Ursprung der städtischen Verfassung*, not. 172. — Gelijk voorbeeld van eene tijdelijke en onwettig aangegane vereeniging, onder den naam van *communio*, te Mans in het jaar 1067, vindt men vermeld in de *Gesta pontificum Conomamensium*, bij Bouquet, *Recueil des historiens des Gaules et de la France*. Paris, 1739, tom. XII, pag. 540.

(2) Zie *Lettres sur l'histoire de France*, par Augustin Thierry, pag. 222. — De nieuw gekozene magistraten verzamelden de burgers rondom de banier der gemeente.

(3) Du Cange, *Glossarium latinitatis*, op het woord *Beffroi*; en *Ordonn. des rois de France*, tom. XI, pag. 239, 242, 263.

Zoo lezen wij : *Quod campana seu campanæ et campanile quod Bierefrois dicitur et communia, quam pacem nominant, vel quocumque alio nomine pallietur, in eadem civitate tollantur et destruantur* (1).

Daar vereeniging tegen geweld en onregt het doel was der oprigting eener gemeente, en weinig voorzeker aan hetzelve zoude zijn voldaan geworden, indien de burger ook buiten de muren zijne woonplaats had mogen vestigen, zoo was de verpligting om binnen de muren der stad te wonen, eene verpligting oorspronkelijk alleen rustende op de leden eener gemeente (2).

In eene stad daarentegen stond het den stedeling vrij, indien hij borgtogt gesteld had, te gaan wonen, waar hij slechts wilde (3).

Een charter van gemeente erkent men daaraan, dat bij hetzelve dikwijls bepaald werd, dat de burgers niet dan voor eenen bepaalden tijd den vorst in den oorlog zouden behoeven te volgen, of niet buiten zekere grenspalen te dienen (4). Dit was eene

---

(1) Miræus, *Oper. diplom.* Bruxellis, 1734, tom. IV, cap. 42, pag. 540. Zie ook *Ordonn. deFrance*, tom. XII, pag. 298.

(2) *L'obligation*, » zegt Brequigny, Preface aux tom. XI et XII des *Ordonn. de France*, pag. 8, « *du domicile dans le lieu privilégié était encore un caractère essentiel de la bourgeoisie.* » Ook blijkt dit, uit hetgeen wij bij Meyerus, *Annales Flandriæ ad annum* 1202, lezen : *Ferebat vetus consuetudo ut nemo civitate donaretur nisi, qui habitarent intra eas quatuor portas.*

(3) Raepsaet, *Analyse historique et critique de l'origine et des progrès des droits civils, politiques et religieux des Belges et Gaulois.* Supplément, liv. V, chap. 2. — Gand, 1826.

(4) Zie charters der gemeenten van Chaumont en de Lorris, voorkomende in het *Recueil des ordonn. de France*, tom. XI, pag. 226 et 201.

grootere vrijheid, een aanzienelijker voorregt, dan hetwelk wij in de privilegien der steden vergund vinden, terwijl hetzelve eene minder afhankelijke betrekking daarstelde tusschen de stedelingen en den Vorst, eene onafhankelijkheid, welke aan de inwoners eener stad onbekend was.

Daar meermalen ook het gemeenteregt door het volk niet dan na eenen hevigen strijd met deszelfs dwingelanden verworven werd, en in dat geval de brief van gemeente een verdrag van vrede was, hetwelk eene verzoening tusschen de vijandige partijen daarstelde, zoo werd deze brief of charter van gemeente, of ook wel de gemeente zelve, *pax, pacis institutio, amicitia* genoemd [1]. Vinden wij derhalve deze woorden ten opzigte eener stad in de charters gebezigd, dan mogen wij vrij het daarzijn van eene gemeente veronderstellen.

Onder de benaming van *chora, cora, keur,* wordt ook dikwijls het charter eener gemeente, of ook wel de gemeente zelve verstaan.

Zoo schrijft graaf Philip van der Elsass, in een diploma, bij hetwelk hij vele voorregten aan de bewoners van het land van St-Walles schenkt : « *Quod legibus sive justiciis, seu etiam*

---

[1] Zoo lezen wij in het charter door graaf Philip van Vlaanderen, in het jaar 1188 aan Aire gegeven : *In amicitia duodecim sunt selecti judices; — præfectus amicitiæ; — lex amicitiæ*, etc. (D'Achery, *Spicilegium anecdotorum*, tom. III, pag. 553.) En in de charters der gemeenten Crespy en Doornik : *Pacis institutionem et communiam dedimus et concessimus.* (*Ordonnances de France*, tom. XI, pag. 236 en 248), en meer andere charters, als die van Laon, Soissons, voorkomende in de *Ordonn. de France.*

causis communiæ Furnensis, quæ (communia) vulgo CHORA DICITUR, *nullatenus subjacebunt* ([1]). » Terwijl wij in een charter van den abt Jacob van St-Bertin lezen : *Lex jurata quæ* CHORA *vulgariter appellatur* ([2]).

Deze gelooven wij de voornaamste kenteekenen te zijn, aan welke wij eene gemeente van elke andere stad kunnen onderscheiden.

Want vele overige regten of vrijheden, van welke wij in de charters van gemeente gewag gemaakt vinden, waren meestal reeds te voren aan de steden geschonken geworden, en werden slechts in dezelve herhaald, om eene nieuwe bekrachtiging te ontvangen.

Men zoude zich dus aanmerkelijk vergissen, indien men ook deze, als uitsluitend aan eene gemeente eigen, aanmerkte.

Bevrijding van slaafsche diensten en drukkende lasten, ontslag uit de slavernij, deze waren zoo vele vergunningen in welke verscheidene steden, burgten en dorpen zich reeds voor het verkrijgen van het gemeenteregt hadden mogen verheugen ([3]).

Ook het bezit van een stedelijk regtsbestuur, geeft nog geenszins zekerheid omtrent het bestaan eener gemeente.

([1]) Sanderus, *Flandria illustrata, ed. Coloniæ Agrippinæ sumptibus Cornelii ab Egmondt et sociorum*, ann. 1644, tom. II, pag. 486.

([2]) D'Achery, *Spicilegium anecdotorum*, tom. III, pag. 607—608. Daar alzoo het charter van gemeente dikwijls *chora*, *keur* genoemd werd, zoo werden de uit kracht van hetzelve aangestelde beambten hiervandaan ook *keurmannen, choremanni* geheeten.

([3]) Robertson, *Inleiding tot de geschiedenis van Karel V*, tom. II, p. 86, en Raepsaet, *Analyse des droits civils*, etc., *Suppl.*, pag. 352. Zie ook De Bast, *L'institution des communes dans la Belgique*. Gand, 1819, pag. 8.

Want verscheidene steden bezaten hetzelve reeds voor dat zij tot gemeenten werden verheven, als Lijon, Parijs, Doornik, Gent en andere (1).

Zelfs het regt aan de inwoners eener stad toegestaan, om zelve de leden hunner regering te verkiezen, mag ons niet doen besluiten, dat het charter, waarin wij het vergund vinden, een charter van gemeente zoude zijn (2).

Men ziet ook dikwijls schrijvers in de dwaling vervallen, om daar, waar zij het woord *burgenses* aantreffen, het daarzijn eener gemeente te vermoeden.

Hoe verkeerd dit zij, blijkt daaruit, dat in verscheidene privilegien van steden, met het gemeenteregt geenszins begiftigd, dit woord voorkomt, gelijk dit onder anderen uit de voorbeelden der steden Auxerre en Geertbergen (Grammont) door den heer De Bast is bewezen geworden (3).

Deze onderscheidingen meenden wij vooraf te moeten opgeven, als zoo vele voorbehoedselen tegen elke dwaling bij ons onderzoek naar den tijd, op welken het stelsel van gemeenten zich in Vlaanderen begon te vestigen.

Wij kunnen thans, als ingelicht omtrent den aard eener gemeente, met meerdere zekerheid ons oordeel over dezelve laten

---

(1) Van Lijon en Doornik, zie *Ordonn. de France*, tom. XI, pag. 4 en 250. Van Parijs, Dulaure, *Histoire de Paris*, 2e édition. Paris, 1823, tom. II, pag. 321 en volg. Van Gent, zie charter van Grammont, bij Miræus, *Oper. dipl.*, tom. I, pag. 291.

(2) Raepsaet, *Analyse*, etc., *Suppl.*, pag. 356, welke dit uit verscheidene charters bewijst.

(3) De Bast, *L'Institution des communes*, etc., pag. 6.

gaan, en, ofschoon ten volle de moeijelijkheid beseffende, verknocht aan de beantwoording der vraag door de Academie voorgesteld, met meerder vertrouwen onze krachten beproeven.

BEANTWOORDING

DER PRIJSVRAAG

OVER HET STELSEL DER GEMEENTEN.

EERSTE HOOFDDEEL.

OVER DEN TIJD, IN WELKEN ZICH HET STELSEL VAN GEMEENTEN IN VLAANDEREN BEGON TE VESTIGEN.

Het juiste tijdstip, op hetwelk de gemeenten in Vlaanderen haren oorsprong hebben genomen, is ééne tot nog toe niet uitgemaakte zaak.

Geleerden van den eersten rang, welker groote kunde en onvermoeide ijver algemeen bekend zijn en hooggeschat worden, wenden vele pogingen aan, om tot zekerheid hieromtrent te geraken.

Na het naauwkeurigste onderzoek, en het doorlezen der oudste geschriften en charters met de hun gewone scherpzinnigheid,

werd wel door deze verdienstelijke mannen groot licht verspreid over dit duistere, doch belangrijke punt van Neêrlands geschiedenis; maar erkenden echter vele het juiste tijdstip niet te hebben kunnen opsporen, waarop de gemeenten in Vlaanderen het eerst onstonden.

En dit was geenszins te verwonderen, daar de bijna gelijktijdig geleefd hebbende schrijvers meestal een diep stilzwijgen over deze gebeurtenis bewaard hebben, en vele oude gedenkschriften, welke hier licht hadden kunnen verspreiden, door eenen vreesselijken brand, welke onder de regering van graaf Philips van der Elsass, in de steden Gent en Brugge uitborst, verteerd werden [1].

Er zijn echter genoegzame bewijzen aanwezig, geput uit de nog overgeblevene en tot ons gekomene geschriften, uit welke wij meenen met grond te kunnen besluiten, dat de meeste gemeenten in het graafschap Vlaanderen in de twaalfde eeuw haren oorsprong hebben genomen, terwijl wij verder daaruit, en uit andere omstandigheden, bij wijze van redenering en oordeelkundige gevolgtrekking, met genoegzame zekerheid het juiste tijdperk zullen kunnen bepalen en aanwijzen, in hetwelk het stelsel van gemeenten in Vlaanderen zich heeft beginnen te vestigen.

---

[1] Zie over den brand te Brugge en de verwoesting, welke hij aldaer aanrigtte, in het jaar 1184, een charter van Philips van der Elsass, bij Miræus, *Opera diplom.*, tom. I, pag. 552; en Velius, *Historia comitum Flandriæ, apud Lucam Kerkhovium*, anno 1650, pag. 528. Over den brand te Gent, zie Dierickx, *Mém. sur la ville de Gand*, pag. 101.

Wij vangen alzoo ons onderzoek aan, met opzigte der voornaamste steden van Vlaanderen, den tijd optesporen, in welken zij met het gemeenteregt zijn begiftigd geworden, en bepalen ons in de eerste plaats tot de stad St-Omer.

Wij kunnen ons geenszins met het gevoelen van sommige geleerden (¹) vereenigen, dat Dirk van der Elsass het eerst in het jaar 1128 aan St-Omer het gemeenteregt zoude hebben geschonken. Wij meenen, dat Willem van Normandie in het jaar 1127 de stichter dezer gemeente geweest is, en Dirk van der Elsass slechts in 1128 bekrachtigd heeft, wat die vorst vroeger vergund had, en deze onze denkwijze steunt op de navolgende gronden.

Wij vinden een charter van dezen graaf Willem, aan St-Omer gegeven, bij Miræus, *Oper. Diplom.*, tom. IV, pag. 195, hetwelk alle kenteekenen draagt van een charter van gemeente.

Zoo lezen wij in hetzelve : *Primo quidem, ut erga unumquemque hominem pacem eis faciam*, etc.

En op eene andere plaats : *Conventionem autem suam, sicut eam juraverunt, permanere præcipio, et a nemine dissolvi permitto.*

En verder : *Si quis extraneus aliquem burgensem S. Audomari aggressus fuerit, et ei contumeliam vel injuriam irrogaverit, vel violenter ei sua abstulerit, et cum hac injuria manus ejus invaserit, postmodum vocatus a Castellano vel uxore ejus,*

(¹) B. v. met het gevoelen van den Heer De Bast, *L'institution des communes dans la Belgique*, pag. 391, en van den Heer Van Praet, *De l'origine des communes flamandes*, pag. 65.

seu ab ejus Dapifero infra triduum ad satisfactionem venire contemserit, aut neglexerit, ipsi COMMUNITER INJURIAM FRATRIS SUI *in eo vendicabunt.*

Ook wordt in dit charter bepaald, dat de burgers van St-Omer buiten het grondgebied der stad niet wapenpligtig zouden zijn, ten zij bij vijandelijken inval; terwijl wij op het einde geschreven vinden :

Et sicut juravi et fidem dedi, sic eos erga parentes ejus reconsiliare et pacificare volo.

Behoort nu, gelijk wij boven aantoonden, onder de eigenaardigheden van een charter van gemeente, dat hetzelve eene verzoening dikwijls daarstelde tusschen den heer en zijne onderdanen, dat hetzelve eene vredesinrigting was, dan schijnt bovengenoemd charter van St-Omer een charter van gemeente te zijn, daar de woorden, *pacem eis faciam, eos....... reconsiliare et pacificare volo,* in hetzelve voorkomende, duidelijk de bevrediging en verzoening aantoonen, welke, na eenen hevigen strijd, werd tot stand gebragt.

Ook de verordening, dat alle gemeenschappelijk (*communiter*) de beleedigingen hunnen broeder aangedaan (*injuriam fratris sui*) zouden wreken, duidt eene geest van gemeenschap aan, welke in de eenvoudige steden geenszins gevonden werd.

Het bedingen daarenboven dat men buiten het grondgebied der stad niet zoude wapenpligtig zijn, dan bij vijandelijken inval, bewijst het daarzijn eener gemeente [1].

---

[1] Zie pag. 6 dezer Verhandeling.

Dat ook te S[t]-Omer op dien tijd een verbond tusschen de burgers was gesloten en bezworen, dat eene naauwe vereeniging tusschen alle bestond, lijdt geen' twijfel door de woorden : *conventionem autem suam, sicut eam juraverunt, permanere præcipio,* etc.

Het komt uit dit alles ons dan ook voor, dat door bovengenoemd charter, reeds in 1127 eene gemeente te S[t]-Omer is opgerigt geworden.

Wij worden in dit ons gevoelen nog meerder versterkt bij het lezen van het charter van Dirk van der Elsass, van het jaar 1128, daar dit slechts eene bekrachtiging schijnt te zijn van het gemeenteregt door graaf Willem geschonken. Want deze Dirk zegt : « *Dat hij het privilegie te voren reeds door die van S[t]-Omer bezeten, hun weder vergunt, te weten, dat zij niet buiten de stad zouden behoeven te oorlogen* (¹), » welk privilegie een regt van gemeente was.

Poperinghe ontving in 1147 het gemeenteregt van Dirk, graaf van Vlaanderen, gelijk blijkt uit een charter waarin deze Vorst het navolgende schrijft :

Concesserim hominibus S[t]-Bertini ad Poparingehem pertinentibus ejusdem pacis securitate per omnia gaudere, qua Furnenses fruuntur, quam conjuraverunt, et in qua confirmati sunt (²).

(¹) *Ordonnances des Rois de France*, tom. IV, pag. 248.

(²) Du Cange, *Glossarium latinitatis, verbo* CONJURARE , haalt dit charter van Poperinghe als bewijs aan, dat het woord *conjurare* in de oude geschriften beteekent : *Communiam conjurare.*

Uit dit charter van Poperinghe blijkt tevens, dat de stad Veurne (*Furnes*) reeds in het jaar 1147 het gemeenteregt bezat ([1]).

Den juisten tijd echter der oprigting van deze gemeente, kunnen wij, bij gebrek van inlichtende stukken, niet bepalen. Wij passen alzoo op dezelve toe, hetgeen wij, over Gent handelende, ten opzigte van den tijd des oorsprongs van de gemeenten in Vlaanderen in het algemeen zullen aanmerken.

Over den tijd, waarop Nieuwpoort tot eene gemeente zoude verheven zijn, is veel getwist geworden.

De heer Meijer, in zijn *Esprit, origine et progrès des institutions judiciaires*, etc., tom. IV, pag. 74, verschilde in gevoelen van de heeren De Bast (*L'Institution*, etc., pag. 38) en Raepsaet (*Histoire des États-Généraux*, § 148), welke de oprigting der gemeente van Nieuwpoort in het jaar 1163 gesteld hadden, zich grondende op het charter van dat jaar, hetwelk onder den naam van *secundæ leges Noviportus* in het *Recueil des placards de Flandres*, liv. VI, pag. 475, gevonden wordt. De heer Meijer geloofde uit de woorden dezer wetten : *Hanc legis justiciam oppidanis meis habitantibus in novo oppido concesserim*. Het

---

([1]) In een charter van het jaar 1161 vinden wij ook van de gemeente Veurne melding gemaakt. Dirk, namelijk, en Philips van der Elsass aan allen, welke zich in het land van St-Walle-Vrijen, gelegen in de graaflijke domeinen der kastelenij van Veurne, zouden willen nederzetten, groote voorregten belovende, schrijven aldus :

Notum sit igitur tam futuris quam præsentibus, quoniam non solum iis, qui ad præsens manent, sed et omnibus, qui postmodum in ea mansuri fuerint, hanc in perpetuam concedimus et donavimus libertatem, quod legibus sive justiciis, seu etiam causis communiæ Furnensis.......... nullatenus subjacebunt, etc. (Sanderus, *Flandria illustrata*, tom. II, pag. 486.)

reeds vroeger aanwezig zijn van die gemeente te mogen veronderstellen.

Daar er echter geen vroeger privilegie van Nieuwpoort, dan van het jaar 1163 gevonden wordt, en deze stad vóór het jaar 1160 nog niet versterkt was (1), zoo schijnt alles aanteduiden, dat in het jaar 1163, en niet vroeger, deze stad het gemeenteregt heeft verkregen.

Wij vereenigen ons daarom dan ook met de meening der heeren Raepsaet en De Bast hieromtrent.

Philips van der Elsass schonk aan Arras, in het jaar 1188, een charter, hetwelk de bevestiging bevatte van de regten, door zijne voorgangers aan deze stad gegeven, en tevens, gelijk dikwijls in dien tijd gebeurde, eene gemeente aldaar oprigtte (2).

Men zoude echter in het denkbeeld kunnen vervallen, dat dit charter het gemeenteregt, reeds te voren toegestaan, slechts bekrachtigde.

Daar echter geen vroeger charter, hetwelk van eene gemeente van Arras onder den naam van *amicitia* gewaagt, gevonden

---

(1) De Brauwere, *Mémoire sur la situation, l'importance et la salubrité de l'air de Nieuport*, etc. Gand, 1790, pag. 5.

(2) .....*Dignum duximus*, zoo houdt dit charter, *hominibus terrae nostrae libertatem et immunitatem, quam eis antecessores nostri retro principes indulserunt, conservare et confirmare.*

En op het einde : *Has igitur leges et consuetudines* AMICITIÆ *Ariensium et si quid meliorari potest, consilio duodecim judicum selectorum ad honorem et utilitatem totius villae, salvâ fidelitate comitis, sicut antecessores nostri concesserunt et confirmaverunt, nos quoque eis concessimus, et sigilli nostri appensione confirmamus.* (D'Achery, *Spicilegium*, tom. XI, pag. 352.)

wordt, zoo komt het waarschijnelijkste voor, dat door het charter van 1188 het gemeenteregt is vergund, te meer, omdat dikwijls, gelijk wij zegden, bij eene eenvoudige bevestiging van reeds te voren verkregene regten dit geschiedde.

Geertbergen (Grammont) is naar ons denkbeeld door Philips van der Elsass, of wel Bauduin van Konstantinopolen, in het jaar 1200, tot eene gemeente verheven [1], daar beide deze graven de wetten en privilegien bevestigden, welke door hunne voorgangers aan deze stad waren geschonken, en dezelve tevens bij deze bekrachtiging met het gemeenteregt begiftigden.

Want wij vereenigen ons geheel met het gevoelen van den heer De Bast, wanneer hij zegt [2], dat het charter, hetwelk graaf Bauduin van Vlaanderen, in 1068, aan de stad Geertbergen gegeven heeft, geen charter van gemeente geweest is.

Hetzelve stond wel verscheidene vrijheden toe, en stelde een stedelijk regtsgebied daar, doch de gevolgtrekking hieruit, tot het daarzijn van eene gemeente, is geenszins juist.

Want wij bewezen boven, dat verscheidene steden deze voorregten genoten, zonder daarom nog het gemeenteregt te bezitten.

De heer Van Praet echter, in zijn reeds door ons aangehaald werkje, *De l'origine des Communes flamandes*, pag. 68, heeft op eene andere wijze getracht te betogen, dat, bij het charter van 1068, eene gemeente te Geertbergen zoude zijn opgerigt.

De verordening namelijk, in hetzelve voorkomende, *dat elk die eenigen grond in de stad Geertbergen gekocht had, vrijheid*

---

(1) Miræus, l. l., tom. I, pag. 291.

(2) *L'Institution des communes*, etc., pag. 67.

zoude bezitten de stad te verlaten, na aan zijne schulden en verpligtingen voldaan te hebben, schijnt aan dezen verdienstelijken schrijver toe, eene verordening te zijn alleen eigen aan eene gemeente, zoo dat, volgens deszelfs gevoelen, hierdoor alle twijfel, wegens het oprigten derzelve door het charter van 1068, moet vervallen.

Het doet ons echter leed hieromtrent in gevoelen van den heer Van Praet te moeten verschillen. Want wij kunnen niet toestemmen, dat de zich in bovengenoemd charter bevindende wetsbepaling een eigenaardig kenmerk zoude zijn van een charter van gemeente.

Dit was wel oorspronkelijk de daargestelde verpligting, om binnen de muren der stad te wonen, *l'obligation du domicile dans le lieu privilégié*, gelijk de heer Brequigny zegt (1), geenszins de vergunning van de stad te mogen verlaten, indien men in dezelve eenigen grond zoude gekocht hebben. Deze laatste verordening was veeleer aan eene eenvoudige stad eigen, daar het aan derzelver inwoners vrij stond, na behoorlijken borgtogt gesteld te hebben, zich ook elders met der woon te vestigen (2).

Het doel daarenboven van de oprigting eener gemeente, zoude door zoodanig eene bepaling geheel uit het oog zijn verloren, terwijl toetestaan, dat elk lid der gemeente ook elders zijne woonplaats zoude mogen vestigen, indien hij slechts eenigen grond in de stad had aangekocht, zoo veel was, als de naauwe vereeniging van allen tegen geweld en onregt onmogelijk maken.

---

(1) *Préface aux tomes XI et XII des Ordonn. de France*, pag. 6.

(2) Raepsaet, *Supplément à l'Analyse*, liv. V, chap. 2.

Wij vinden dan ook geenszins in de verhandeling van den heer Brequigny, onder de eigenaardigheden van een charter van gemeente, dergelijke verordening opgenoemd.

Deze schrijver zegt wel, dat men, om burger eener stad te zijn, in dezelve een stuk gronds moest bezitten (1), doch rept geen woord, dat aan deze verpligting voldaan zijnde, men de stad zoude hebben mogen verlaten; in tegendeel hij verklaart, gelijk dit ook uit eene menigte van charters blijkt (2), *dat het binnen de muren wonen* vereischt werd, tot het genieten des gemeenteregts (3).

Wij besluiten dan ook uit dit alles, dat bovengenoemde wetsbepaling, in het charter van Geertbergen van het jaar 1068 voorkomende, *niet*, gelijk de heer Van Praet beweert, het oprigten eener gemeente aldaar in dien tijd bewijst, maar veeleer het tegendeel van dien.

Hierbij komt nog, dat het zich niet gemakkelijk laat vermoeden, als hoogst zeldzaam zijnde, dat Geertbergen, in hetzelfde jaar van derzelver opbouw, reeds met het gemeenteregt zoude zijn begiftigd.

Want het verkrijgen van een charter van gemeente was het bereiken van den hoogsten trap van vrijheid, hetwelk bijna nooit geschiedde dan na dat men vooraf eenen lageren trap be-

---

(1) Dit was alzoo voornamelijk vastgesteld, om zekerheid te hebben voor de betaling der boeten, in welke de burgers zouden zijn veroordeeld.

(2) Meyerus, *Annales Flandriæ ad ann.* 1200, en Balen, *Beschrijving van Dortrecht*, pag. 520.

(3) *Préface aux tomes XI et XII des Ordonn. de France*, pag. 6.

klommen had, welke bestond in het verwerven van eenvoudige giftbrieven (¹).

Door middel derhalve van het charter van 1068, schijnen die van Geertbergen ons toe, slechts den eersten stap in het veld der vrijheid gedaan te hebben, door het charter van 1200 (als zijnde naar ons gevoelen een charter van gemeente) den laatsten.

De stad Audenaarde verkreeg in het jaar 1188, van graaf Philips van der Elsass, naar het Heilige Land vertrekkende, dezelfde wetten en privilegien, als welke de stad Gent in dien tijd bezat (²).

Daar wij nu boven hopen te bewijzen, dat reeds lang voor dien tijd Gent eene gemeente was, zoo kunnen wij veilig aannemen, dat in het jaar 1188 de stad Audenaarde met het gemeenteregt is begiftigd.

Brugge, gelooven wij, dat door graaf Bauduin van Konstantinopolen tot eene gemeente is verheven, en dit ons geloof steunt op de navolgende gronden.

Velius, *Histor. Comit. Flandr.*, pag. 533, getuigt, eene keur,

---

(¹) Raepsaet, *Supplément à l'Analyse*, etc., pag. 291 en 192, en Robertson, *Inleiding tot de geschiedenis van Karel V*, tom. II, pag. 86.

(²) Meyer, *Annales Flandr.*, *ad ann.* 1188, verhaalt: *Datum eodem anno ab Philippo Aldenardensibus, ut iisdem privilegiis atque institutis uterentur fruerenturque, quibus tum utebantur Gandavenses;* terwijl wij ook in de *Annales de Flandre* de P. d'Oudegherst, par M. Lesbroussart, tom. I, pag. 433, Gand, 1789, het navolgende lezen: *Le comte Philippe passant par Audenarde, avant son partement vers la Terre-Saincte, donna à icelle ville privilège de pouvoir jouir perpétuellement des coutumes et loix, dont usoyent ceux de Gand.*

cora villæ Brugensis, gezien te hebben in de archieven van Vlaanderen, berustende in het Spaansche Kasteel van Gent, van welke hij ons slechts eenige verordeningen (en dit is jammer, daar het geheel ons voorzeker had ingelicht) mededeelt.

Ofschoon nu dit medegedeelde slechts bepalingen bevat, de regstpleging en het bewaren der stedelijke rust en orde betreffende, zoo dat wij geenszins uit hetzelve eenig vast besluit omtrent het daarstellen eener gemeente kunnen opmaken, zoo schijnt echter de benaming van dit charter, *cora,* groot vermoeden te geven, dat door hetzelve Brugge met het gemeenteregt is begiftigd geworden.

Want, gelijk wij boven bewezen, door eene keur, *cora,* verstond men meermalen de bezworene wet, *lex jurata,* eener gemeente.

Hetgeen wij bij Meyer, *Annales Flandriæ,* op het jaar 1196, lezen, juist den tijd, in welken Bauduin regeerde, welke vorst, volgens Velius, aan Brugge deze keur schonk, doet ons nog meer denken, dat wezenlijk dit charter, het charter van gemeente voor Brugge geweest is.

Deze geschiedschrijver namelijk maakt gewag van een vers in hetwelk het in Vlaanderen voorgevallene gedurende het jaar 1196 op deze wijze wordt voorgesteld :

Turbine ventorum fit magna ruina domorum.
Fabrica multarum confringitur ecclesiarum
Decidit et cuncti generis radicitus arbor
Clade famis diræ plures cæpere perire.
Saeviit in miseros nimium quæ quinque per annos.
Sex denis solidis emptus tritici corus unus.

Op welk woord *corus* Meyer aan de kant der bladzijde aanteekent : *Corus pro pileo Brugensi accipitur.*

Die van Brugge hebben alzoo hunne keur van graaf Bauduin gekocht, en dit koopen bewijst het groote belang, hetwelk zij in het verkrijgen van dit privilegie stelden, en doet ons met reden veronderstellen, dat nieuwe en aanzienelijke voorregten bij hetzelve zijn vergund geworden.

Daar ook verscheidene steden van Frankrijk niet dan voor eenen zwaren geldprijs zich het gemeenteregt verschaften, zoo schijnt de evengelijke wijze, waarop die van Brugge dezen giftbrief verkregen, gevoegd bij het groote vermoeden hetwelk de naam van het charter, *cora*, zelve ons hier geeft, aanteduiden, dat wezenlijk door graaf Bauduin van Vlaanderen, in het jaar 1196, het gemeenteregt aan de stad Brugge is geschonken.

Niet lang daarna vinden wij dan ook deze stad met den naam van gemeente bestempeld (1), een naam, welke vóór het jaar 1196 nergens in oude geschriften ten opzigte van Brugge wordt gebezigd.

Was nu Brugge, gelijk eenigen meenen, reeds vóór het midden der XI^de^ eeuw eene gemeente (2), waaraan dan toeteschrijven

---

(1) Zoo lezen wij in een oud geschrift van het jaar 1225, in het hospitaal van St-Jan te Brugge berustende : *Universis Christi fidelibus præsentes litteras inspecturis, Scabini et tota communitas villæ Brugensis salutem in Domino.* — En in een charter van 1240 : *Thomas Flandriæ et Haynoniæ comes et Johanna ejus uxor Flandriæ et Haynoniæ comitissa : universis præsentibus praesentes litteras inspecturis salutem in Domino. Noverint universi, quod cum ex parte Scabinorum, et communitatis villæ Brugensis.......* (Zie Velius, *Hist. Com. Flandr.*, pag. 560.)

(2) De inwoners van Brugge werden door Bauduin V, welke vorst van het jaar 1034

dat deze stad niet eerder onder den naam van *communitas* voorkomt? Hoe te verklaren, dat zij in de oude gedenkstukken van dien tijd slechts *oppidum villa* wordt genoemd, en niet eenmaal in dezelve van eene *communia* wordt gewaagd of gerept? In Frankrijk treffen wij bijna altijd onder dien naam de steden aan, na dat zij met het gemeenteregt waren begiftigd geworden. Wij zien dezelve den titel *communitas* gedurig in openbare stukken voeren, terwijl wij ook in de Nederlanden die steden, welke wij uit de charters van oprigting zelve zeker weten tot gemeente verheven te zijn, in het vervolg meermalen *communitates, communiæ, amicitiæ* genoemd vinden.

Schijnt het derhalve geen wonder, dat, indien Brugge reeds in de XI^de^ eeuw eene gemeente was, gelijk eenigen beweren, zij nooit tot het jaar 1225 onder deze haar eigenaardige benaming is vermeld geworden?

Dat juist van het jaar 1225 af, men haar verscheidene malen *communitas* ziet geheeten, of zich zelve alzoo noemen?

Welke andere reden kan hiervan bestaan, dan dat deze stad, in dien veel vroegeren tijd nog niet met het gemeenteregt was begiftigd? Want ofschoon sommige charters onder den naam van wetten, privilegien, enz., de instelling eener gemeente verstaan, is het niettemin waar, dat het geheel niet bezigen van den toen zoo algemeen in gebruik zijnde naam, *communia*, gedurende een zeer lang tijdsverloop in de openbare stukken, het grootste

---

tot 1037 regeerde, met het regt van verkiezing van den voorzitter en leden van hun schepengerigt begiftigd. (Zie *Chronyke van Vlaenderen*, door N. D. en F. R. — Tot Brugge, 4 vol. fol., tom. I, pag. 74.) — Van den tijd dezer begiftiging af, meenen sommigen, dat reeds eene gemeente te Brugge is aanwezig geweest.

vermoeden oplevert, dat eene stad nog tot geene gemeente was verheven.

Wij besluiten dan ook uit dit alles, dat Brugge in het jaar 1225 voor het eerst als eene gemeente voorkomende, niet lang voor dezen tijd het gemeenteregt heeft verkregen, en wel bij de keur boven door ons vermeld.

Wanneer de stad Gent tot eene gemeente is verheven, is eene zaak zoodanig in het duistere gelegen, dat wij niet dan enkele vermoedens omtrent dezelve kunnen in het midden brengen.

Wij weten echter, dat reeds in het jaar 1127 Gent eene gemeente was, daar wij in het leven van graaf Karel den Goeden (1), hetwelk door eenen gelijktijdigen schrijver, eenen zekeren Galbertus, is opgesteld geworden, van dezelve vinden gewag gemaakt.

Ter gelegenheid namelijk van de belegering van het kasteel van Brugge, in hetwelk de moordenaars van Karel den Goeden gevlugt waren, verhaalt deze Galbertus het navolgende :

Priore die ante Idus Martii feria secunda et feria tertia postea convenerunt burgenses ex Ghend, et avidissima turba prædonum simul cum ipsis ex circa sibi adjacentibus villis ad obsidendum. Nam pro ipsis mandaverat castellanus ipsorum, ut collecta virtute et communione sua armati, et ad pugnandum insultum facerent ad castrum sigulariter et per se (2).

Wij gelooven echter niet, even min als ten opzigte der stad

---

(1) Dit leven van graaf Karel den Goeden vindt men in de *Verzameling der Bollandisten*.

(2) Zie *Verzameling der Bollandisten, Acta SS. Martii*, tom. I, pag. 191.

Veurne, van welke het juiste tijdstip, waarop zij het gemeenteregt verkreeg, geheel onbekend is, dat derzelver verheffing tot gemeente veel vroeger dan de XII^{de} eeuw geschied is, en wel om de navolgende redenen :

Omdat gedurende de XII^{de} eeuw meest alle de gemeenten, over den tijd van welker oprigting wij met zekerheid kunnen oordeelen, zijn daargesteld, en men dus bij gebrek van oude gedenkstukken, uit welke het tegendeel blijkt, moet veronderstellen, dat de gemeenten van Gent et Veurne ook omstreeks dien tijd zijn ontstaan.

Want dat de nieuwe instelling der gemeenten eenmaal in Vlaanderen ingevoerd zijnde, door het begiftigen der steden Gent en Veurne met het gemeenteregt, er een geruime tijd zoude verloopen zijn, zonder dat eenige andere stad dergelijk voorregt, als krachtig middel ter zelfsverdediging, zoude hebben aangezocht, laat zich niet denken.

In Frankrijk was de eerste gemeente naauwelijks opgerigt, of vele andere steden volgden en verwierven het gemeenteregt. Zoo moeten wij ook veronderstellen, dat het in de Nederlanden, in Vlaanderen, is toegegaan (1).

Daar nu het vroegst ons bekend zijnde charter van gemeente, dat van St-Omer, zich dagteekent van het jaar 1127, en wij eerst van dien tijd af, en niet vroeger, verscheidene sporen in

---

(1) De heer Augustin Thierry, in zijne *Lettres sur l'histoire de France*, *lettre XV*, pag. 227, zegt : *Par suite de l'insurrection et des traités qui la légitimèrent, le mouvement de la bourgeoisie vers son affranchissement devenoit l'impulsion sociale, et pour me servir d'une expression toute moderne, une des nécessités de l'époque.*

Vlaanderen vinden van opgerigte gemeenten, zoo vermoeden wij, dat niet lang voor het jaar 1127, in de XIIde eeuw, de steden Gent en Veurne het gemeenteregt hebben verkregen.

Hierbij merken wij nog aan, dat het zeer waarschijnelijk voorkomt, zoo lang men het tegendeel niet stellig kan aantoonen, dat in Vlaanderen, als zijnde een gedeelte van Frankrijk, ook omstreeks denzelfden tijd als in dat land, zich het stelsel van gemeenten heeft gevestigd.

Want hoe anders te verklaren, dat, indien reeds in den aanvang of het midden der XIde eeuw, gemeenten in Vlaanderen aanwezig waren, gelijk eenigen beweren, de fransche steden, vooral die van Noord-Frankrijk, welke alsdan niet ver van die vlaamsche gemeenten zouden gelegen zijn geweest, het voorbeeld van deze niet gevolgd hebben, en veel vroeger zich het gemeenteregt verworven? Want in de XIIde eeuw was naauwelijks eene stad in Frankrijk met het gemeenteregt begiftigd, of verscheidene andere zochten hetzelve ook te verkrijgen.

Waarvandaan derhalve, dat men in de XIde eeuw, niet evenzeer als in de XIIde, op het gemeenteregt, welks voordeelen men de naburige steden zag genieten, naijver was?

Waarvandaan dat de koningen van Frankrijk hun belang, hetwelk in dit opzigt grootendeels hetzelfde was, als dat der vlaamsche graven, veel later eerst zouden begrepen en bevorderd hebben, en zich aan eene nieuwe instelling in hun gebied (want Vlaanderen hoorde tot hetzelve) niet zouden hebben laten gelegen liggen, eene instelling, welke eene geheele verandering in de onderlinge betrekkingen van de steden tot hunne heeren, en van de heeren tot den vorst te weeg bragt?

De reden schijnt mij deze te zijn, dat in dien tijd nog geene gemeenten in Vlaanderen aanwezig waren, maar dezelve bijna gelijktijdig (gelijk wij dit ook omtrent vele, uit de tot ons gekomene charters, zeker weten) met die van Frankrijk haren oorsprong hebben genomen.

In het begin der XIII^de^ eeuw zien wij ook eerst de *schepenen* en *gemeenten* (*échevins et communautés*) als vertegenwoordigers der steden optreden en opgeroepen worden.

Zoo wendde graaf Ferrand, in het jaar 1221, den eed afleggende, zich niet meer, gelijk te voren geschiedde, tot de burggraven, kasteleinen of heeren der steden, maar tot *omnes communiæ et communitates villarum et burgi terræ suæ* ([1]); terwijl in het jaar 1245 de graven Jan en Bauduin van Avesnes, en Willem Guy en Jan van Dampière hun verzoek deden, niet aan de burggraven of heeren, maar *aux échevins et communautés des villes de Flandres* ([2]).

Had nu het stelsel van gemeenten reeds vóór de XII^de^ eeuw zijnen oorsprong in Vlaanderen genomen, gewis wij zouden de vorsten eerder tot de gemeenten, als derden staat, hunnen toevlugt hebben zien nemen bij gewigtige aangelegenheden, als huldiging en dergelijke, zoo dat wij hieruit een nieuw bewijs ontleenen, tot staving van het door ons beweerde.

Wij meenen hiermede ons gevoelen genoegzaam te hebben toegelicht, en gaan alzoo over tot de behandeling van ons tweede hoofddeel.

([1]) Van Zamen, *Exposition des trois états du pays et comté de Flandres*, pag. 24.
([2]) Raepsaet, *Histoire des états-généraux*, § 149.

TWEEDE HOOFDDEEL.

OVER DE VERSCHILLENDE OORZAKEN, WELKE TOT HET STELSEL VAN GEMEENTEN GELEID HEBBEN.

Wanneer wij de oorzaken trachten optesporen, welke tot het stelsel van gemeenten hebben geleid, dan vinden wij er verscheidene.

De koophandel en de kruistogten door hunnen grooten en weldadigen invloed, deden bij het volk den geest van gemeenschap ontstaan, of breidden denzelven meer en meer uit.

De onderdrukkingen en afpersingen des adels, het belang der vorsten, voerden hetzelve tot het vormen van deze staatkundige inrigtingen.

Dat echter bij sommige gemeenten het eene meerder dan het andere als oorzaak van haren oorsprong zij aantemerken, lijdt geenen twijfel.

De burgers van de eene stad dikwijls meerder dan die eener andere aan de knevelarijen hunner heeren blootgesteld zijnde, zoo moest bij deze de zucht om het juk van dwingelandij, waar-

onder zij gebukt gingen, aftewerpen, de grootste beweegreden zijn, tot het aangaan van onderlinge vereenigingen.

Eene andere stad daarentegen had voornamelijk haar gemeenteregt te danken aan het belang der vorsten.

Alle de opgenoemde oorzaken echter, hoezeer ook de eene bij deze, de andere bij gene meerder of minder hebbende gewerkt, hebben de steden tot den rang van staatkundige ligehamen verheven, en gevoerd tot het stelsel, hetwelk dat van gemeenten genoemd wordt.

Wij haasten ons dit te bewijzen :

I. *Van den koophandel.*

Dat de handel, door den overvloed, welken hij voortbrengt, op het karakter en de zeden eens volks heilzame uitwerksels heeft, valt ligt te begrijpen. Want het geringste lid der zamenleving, daar, waar handel woont, nuttig zijnde, doet dit eene toenadering ontstaan tusschen de verschillende standen der maatschappij.

Door onderlinge belangen en behoeften aan elkander verbonden, de aanzienelijke aan den geringeren, de geringere aan den aanzienelijken, wordt daaruit eene naauwe vereeniging tusschen allen geboren.

De welvaart, het zoete loon van zuren arbeid, doet fierheid bij den burger ontstaan, daar zijn besef van eigenwaarde aangroeit, wanneer hij de vruchten overziet, welke hij door vlijt en ijver bijeen gaarde.

En hoe rijker de stedelingen, hoe grooter hunne eigen do-

meinen werden, des te meerder moesten zij in derzelver veiligheid en bescherming belang stellen.

De geest van onafhankelijkheid en van vrijheid ontwaakt ook sterker, wanneer men het vermogen meent te bezitten, het juk van dwingelandij, waaronder men gebukt gaat, afteschudden.

Dit zijn eenige der menigvuldige gevolgen van den koophandel, om van andere, als het door middel van denzelven overplanten van nieuwe denkbeelden van het eene land op het andere, hier niet te gewagen.

Wezenlijke vader der nederlandsche vrijheid, verdient de koophandel ook als zoodanig door ons beschouwd en geëerbiedigd te worden.

Laten wij onze oogen gaan over het tafereel, hetwelk het oude Vlaanderen ons aanbiedt, dan treffen wij reeds voor de oprigting van gemeenten in hetzelve verscheidene plaatsen aan, welke door handel uitmuntten, als Gent, Ypren, Dixmuiden, *Aldenburg*, Korterijk, Brugge, enz. (1), en, ofschoon deze handel zich nog grootendeels tot den markthandel bepaalde (2), zoo moest hij niettemin veel bijdragen tot bevordering van de welvaart des volks, ja over het geheel eenen weldadigen invloed op hetzelve uitoefenen.

Vroeg dan ook zien wij stedelingen in Vlaanderen aanwezig,

---

(1) Meyerus, *Annales Flandriæ*, *ad annum* 958 *et ad annum* 967.

(2) Velly, *Histoire de France*, tom. I, pag. 498 en volgende, zegt onder anderen van den handel, in dien tijd, van Frankrijk, waaronder toen ook Vlaanderen begrepen werd : *On ne connoissoit guères alors d'autre négoce*, *que celui qui se fait dans les marchés*.

aan welke niets hatelijker was dan het denkbeeld van onderdrukking.

Om zich tegen deze zooveel mogelijk te beveiligen, verbonden dezelve zich onderling, hoewel slechts voor eenen bepaalden tijd (waarin deze vereenigingen dan ook van de later ontstane gemeenten verschilden), ja vatteden, wat meer is, meermalen de wapenen op [1].

Dusdanige stoutheid werd geboren uit het besef van magt door handel verkregen.

Onder deze vermogende stedelingen moest schielijk, ja schielijker meestal dan elders, het verlangen naar staatkundige vrijheid ontstaan.

De koophandel alzoo, door de welvaart en de magt, welk hij den burger aanschafte, door de naauwe vereeniging en betrekkingen, welke hij daarstelde, door den geest van vrijheid en onafhankelijkheid eindelijk, welke hij voedde, maakte reeds vroeg den vlaamschen stedeling rijp voor de groote omwenteling door middel der oprigting van gemeenten teweeg gebragt, hij was eene zich wijd uitstrekkende, vele hulpmiddelen in zich bevattende oorzaak, welke tot het stelsel van gemeenten geleid heeft.

II. *Van de kruistogten.*

Oefende de handel, reeds van den oudsten tijd in Vlaanderen bloeijende, zijnen weldadigen invloed uit, vormde hij, gelijk

---

[1] Meyeri, *Annales Flandriæ*, *ad annum* 1081.

wij zagen den burger tot maatschappelijke vereeniging, ook de kruistogten verdienen genoemd te worden, als hebbende van hunne zijde medegewerkt tot de daarstelling van het stelsel van gemeenten.

Deze kruistogten waren roemruchtig en buitensporig tevens.

Zij leveren een gedenkteeken op van menschelijken moed en dapperheid, maar ook van menschelijke dwaasheid.

Wanneer zich echter onze aandacht vestigt op deze gebeurtenis, dan verdwijnt als het ware voor onze oogen het buitensporige, en wij zien slechts derzelver gevolgen, zoo menigvuldig en gewigtig.

Onder die gevolgen of uitwerkingen behoort vooral de grootere gemeenschap, welke zij tusschen de volken daarstelden.

Zoo vele duizende menschen als uit welke de kruislegers bestonden, van verschillende landen, aard, taal en zeden, vonden zich bij elkanderen vergaderd.

Zij trokken verschillende Staten door, eertijds aan hun vreemd. Zij leerden derzelver bewoners, en hunne dikwijls betere wetten, gewoonten en instellingen kennen, zagen hunne meerdere beschaafdheid, en waardeerden de grootere vrijheid, welke eenige genoten.

Welke verschillende denkbeelden moesten hierdoor niet bij hen verwekt worden!

Van de beschouwing van anderen sloegen zij eenen blik op zich zelven. En toen beseften zij, wat hun ontbrak, toen gevoelden zij de grootere voordeelen, welke anderen boven hen bezaten.

Het gemis wekte de zucht naar verbetering van toestand op.

In het vaderland teruggekeerd, trachtte men die volken te evenaren, welke men het meest bewonderd, het meest om hunne vrijheid en geluk benijd had.

Ik verbeeld mij, dat dit alzoo, met betrekking tot de kruisvaarders, zich moet hebben toegedragen.

Verrukt door al de pracht welke zij in Konstantinopolen aanschouwd hadden ([1]), opgetogen voor de diepe kennis en geleerdheid, gelijk ook de fijne beschaving der Oosterlingen ([2]), stelden zij zich den Griek en Arabier tot voorbeeld, en poogden zich in vele opzigten naar denzelven te vormen.

Italie, hetwelk als verzamelplaats der kruisvaarders door deze gedurig bezocht moest worden, werd derzelver leermeesteresse in de zaak der vrijheid.

Eerder dan elders had de vrijheid wederom haar hoofd verheven in dit schoonste der landen.

Aan de Po en Arno, aan de Middelandsche en Adriatische zeeën, bestonden reeds voor den aanvang der kruistogten vrije steden, welke door eigene magistraten bestuurd wordende, door de willekeur des adels niet meer gedrukt werden ([3]).

([1]) Men zie de verwondering der kruisvaarders op het zien van het prachtige Konstantinopolen, bij Godefroid de Ville-Hardouin, *Histoire de la conquête de Constantinopole*, pag. 49, beschreven.

([2]) Dat in dien tijd het oosten het westen verre in beschaving, handel en kunstvlijt overtrof, is eene zaak te algemeen bekend, dan dat wij dezelve behoeven te staven door voorbeelden en daadzaken aantehalen uit die schrijvers, welke eene vergelijking tusschen beide werelddeelen daarstelden. Het is genoeg te verwijzen tot den beroemden Heeren, in zijne *Verhandeling over de gevolgen der kruistogten.* Leeuwarden, 1823.

([3]) In de niet door de Longobarden bemagtigde steden, — en zoodanige waren er

Dit had, bij veiligheid van bezittingen, nijverheid doen ontstaan, van welke nijverheid wederom welvaart het gevolg was geweest ([1]).

Zoo vond de kruisvaarder bij zijne komst in Italie rijke en vrije steden, en leerde eenen burgerstand kennen fier op zijne onafhankelijkheid.

Gewis dit moest indruk op hen maken, vooral op den burger van andere landen, nog beroofd van staatkundige zelfsstandigheid.

Tot de zijnen wedergekeerd, werd die indruk door handelsbetrekkingen en onderlinge gesprekken levendig gehouden ([2]).

Men haakte naar dezelfde vruchten, welke andere smaakten! En alzoo gebeurde het weldra, dat men op het voetspoor van den vreemdeling vereenigingen aanging onder den naam van gemeenschappen (*communiæ*), en derzelver wettig verklaring, hetzij van den vorst koeht, hetzij door geweld van wapenen verwierf ([3]).

---

verscheidene, daar de Longobarden slechts het Exarchaat veroverd hadden, — was reeds lang voor de kruistogten een burgerstand aanwezig, er bestond een stedelijk bestuur. (Muratori, *Dissertat.* 28, *Opp. IV*, pag. 29.)

([1]) Simonde de Sismondi, *Histoire des républiques italiennes du moyen âge*, tom. I, pag. 409.

([2]) Heeren, in zijne *Verhandeling over de kruistogten*, pag. 6, zegt van de kruisvaarders: «Keerden de heerscharen al weder terug, zij waren echter niet meer dezelfde. Hun horizon had zich verwijd; zij hadden veel gezien, veel geleerd, en in vele opzigten ondervonden, dat alles daar op verre na niet zoo was als ten hunnent, enz... Al waren het slechts loutere vertellingen, welke zij medebragten, verrijkten zij niet reeds daardoor den kring der denkbeelden hunner landslieden?»

([3]) Wij gelooven ook met den heer Raepsaet, *Hist. des États etc.*, § 160, dat de jon-

De vlaamsche burger, reeds voor den aanvang der kruistogten door handel vermogend, moest bijzonder aangespoord worden, om de staatkundige vrijheid, welke hij bij de italiaansche steden had aangetroffen, ook op zijnen bodem overteplanten.

De koophandel door deszelfs heilrijken invloed had hem reeds tot die vrijheid doen naderen; nu echter werd de gebeurtenis der kruistogten eene oorzaak te meer, welke hem met nieuwe kracht voortdreef.

Het vermogen immers der vlaamsche steden steeg, naarmate derzelver handelsbetrekkingen door de kruistogten uitgebreid werden.

De kruistogten daarenboven putteden het vermogen der edelen uit. Niet alleen verkochten deze vele goederen om den langen togt met den noodigen luister huns naams te ondernemen (1), maar ook het aantal hunner onderhoorigen verminderde, hetzij door vrijlating derzelver voor eenen losprijs, hetzij dat deze het kruis hadden opgenomen (2).

Minder magtig alzoo, en dus ook minder gevreesd als voor-

---

gelingen, welke in de XIIde eeuw uit Italie wederkeerden, waar zij in de school van Irnerius het Romeinsche regt hadden aangeleerd, en de voordeelen gezien, welke het stelsel van gemeenten aldaar opleverde, deze nieuwe instelling op alle wijzen zullen hebben gepoogd op hunnen geboortegrond voortteplanten.

(1) Zoo verkocht, om hier een paar voorbeelden ten opzigte der Nederlanden uit de menigte aanwezigen aantehalen, de heer van Trasignies de stad Ath, in 1148, aan den graaf Bauduin van Henegouwen, en deze wederom aan de bisschoppelijke kerk van Luik het kasteel van Couvin, *quia gratia divina inspirante, animo conceperat cum aliis devotis Christianis Hierosolimam proficisci*. Deze verkooping door graaf Bauduin geschiede in 1096. Zie Miræus, *Oper. Diplom.*, tom. I, pag. 364.

(2) Robertson, *Inleiding tot de geschied. van Karel V*, tom. I, pag. 52.

heen, durfden de burgers van verscheidene steden, welker heeren zij waren, meer ondernemen.

De afwezigheid der landheeren, bezig met den Saraceen te bestrijden, moedigde den stedeling niet minder aan. Men was stouter tegen de dienaars des meesters, dan dat men tegen dezen zelven had durven zijn (1).

De onkunde daarenboven, de ongeschiktheid dikwijls van hen, aan welke de edelen bij hun vertrek naar het Heilige Land het bestuur hunner goederen hadden toevertrouwd, hebben ook kunnen bijdragen tot het oprigten van gemeenten, en het meer en meer toenemen in aantal van dezelve.

Uit dit alles geloven wij dan ook met grond te kunnen besluiten, dat de kruistogten eene der oorzaken geweest zijn, welke tot het stelsel van gemeenten in Vlaanderen gevoerd hebben.

En deze onze bewering rust geenszins alleen op gissing van hetgeen naar onze meening alzoo heeft moeten gebeuren, of voorgevallen is, maar zij rust tevens op datgene, hetwelk ons uit de geschiedenis van Vlaanderen bekend is.

Wij weten immers uit dezelve dat in de XIIde eeuw, vooral onder de regering van Dirk en Philip van der Elsass, de meeste steden het gemeenteregt verkregen.

Die XIIde eeuw was het regte tijdperk der kruistogten, in hetwelk de geestdrift, om het heilige graf tegen den Muzelman te beschermen, bij aanhoudenheid natien en volken beroerde,

---

(1) Heeren, *Verhandeling over de gevolgen der kruistogten*. Leeuwarden, 1823, pag. 232.

geheele benden derzelve op de been bragt en Europa deed doorreizen, om in Azie gekomen hun graf te vinden, of wel, na eenigen tijd in dit werelddeel vertoefd te hebben, naar den dierbaren geboortengrond weder te keeren.

Welk gewigtig deel de graven van Vlaanderen aan den heiligen oorlog in de XII^de^ eeuw genomen hebben, is bekend.

Robert was de eerste derzelve, welke in 1097 zich naar Syrien begaf, en in 1100 naar Vlaanderen terugkeerde ([1]). Dirk van der Elsass deed veelmalen aan het hoofd van aanzienlijke krijgsbenden den togt derwaarts ([2]), terwijl ook zijn zoon Philips, aan de regering gekomen zijnde, den Saraceen hielp bestrijden ([3]).

Juist in den tijd dus, dat de bewoners van Vlaanderen gewapend de Staten van Europa doorreisden, om zich naar het Oosten te begeven, of uit hetzelve terugtekeeren, juist in het tijdperk, gedurende hetwelk zij bij aanhoudenheid Italie bezochten, en naauwe betrekkingen met deszelfs burgers aangeknoopt hadden, dat de meeste Vlaamsche edelen van hunne heerlijke goederen afwezig waren, zien wij in die landstreek de meeste gemeenten haren oorsprong nemen.

Moet men alzoo niet uit dit alles met grond besluiten, dat de kruistogten eene der oorzaken geweest zijn, welke tot het stelsel van gemeenten heeft gevoerd?

([1]) *Rerum Belgicarum Annales Auberti Miræi. Bruxellis*, 1624, pag. 661, 663.
([2]) Miræus, l. l., pag. 752.
([3]) Miræus, l. l., pag. 760.

III. *Van de onderdrukkingen, aan welke de stedelingen zich vonden blootgesteld.*

Was welvaart reeds vroegtijdig het deel van den Vlaamschen stedeling, zoo moest dezelve echter in de onrustige tijden der middeleeuwen het lokaas worden, naar hetwelk roofzucht deszelfs klaauwen uitstrekte.

Gelijk in Frankrijk, waarvan het een deel uitmaakte, ja met hetwelk het in zoo vele opzigten zoo naauw was verbonden, zoo ook waren in Vlaanderen de landheeren, in sterke kasteelen wonende, en omringd door een aantal in den strijd geharde mannen, dikwijls de geessel des volks.

De landbewoners, de burgers in de steden ondervonden maar al te veel hunne dwingelandij.

De eene willekeurige schatting of liever afpersing verving de andere.

De veiligheid der wegen, zoo noodzakelijk tot het drijven van elken tak van handel, ja zonder welke deze niet kan bestaan, werd belemmerd, daar de edelman zich meermalen niet ontzag aan het hoofd zijner gewapende dienaren openbaren roof te plegen.

En wat nog het ergste was, zij welke alzoo handelden, waren meest diegene, welke in hun landsheerlijk gebied de uitoefening des regts bezaten.

Waar was nu geregtigheid te vinden voor den onderdrukten burger? Wanneer hij het al dorst wagen zich over de willekeur te beklagen, met welke men handelde, vond hij maar al te dikwijls in den regter den roover weder, welke hem had uitgeschud,

De ongeruimste wetten daarenboven drukten in sommige steden den bewoner, en verhinderden, dat deszelfs nijverheid haren vollen loop nemen konde (1).

Zoodanig was de toestand des volks in de meeste landen van Europa.

De graven van Vlaanderen, welke voor Bauduin Hapkin regeerden, vreesden de edelen te zeer, dan dat zij tegen derzelver geweldenarijen zich zouden hebben durven verzetten (2).

Meyer zegt op het jaar 1111 van den adel diens tijds in Vlaanderen, dat hij gewoon was, *ea tempestate et crebris inter sese pugnis concurrere, et plebem pariter indignis sæpe modis affligere.*

Het was dan ook niet te verwonderen, dat de burger, moede de willekeur, waaraan hij was overgegeven, in eenige oorden reeds vroeg de wapenen opnam, om geweld met geweld te keer te gaan.

Dit gaf tot vele geweldadigheden aanleiding. Dit bragt somtijds eenen bloedigen strijd voort.

In de Nederlanden treffen wij vroeg sporen hiervan aan.

Die van Camerijke (*Cambray*) vereenigden zich reeds in 1076 tot onderlinge hulp, en verzetteden zich tegen den bisschop (3).

---

(1) D'Achery, *Spicilegium anecdot.*, tom. XI, pag. 374 en 375, en *Ordonnances de France*, tom. I, pag. 22; tom. III, pag. 203.

(2) Bauduin Hapkin de teugels des gebieds in handen hebbende verkregen, verbrak het eerst den trots des adels, en dwong denzelven, door de wreedste straffen uitteoefenen, zich aan de wetten te onderwerpen. Meyer, *ad annum* 1111, getuigd van hem : *Ipse primus fuisse legitur, qui superbiam nobilitatis legibus ausus sit compescere.*

(3) *Chronique de Cambray*, bij Dom Martin Bouquet, *Recueil des historiens des*

De vorsten verhinderden eehter toen nog de verdere ontwikkeling van dit stelsel van vereeniging.

Eerst eenigen tijd later, langs eenen meer geregtelijken weg, geraakte hetzelve tot volkomenheid. Dat eehter gelijke oorzaak, de noodzakelijkheid namelijk van zelfsverdediging tegen de onderdrukkingen en afpersingen der grooten, tot het daarstellen van het stelsel van gemeenten heeft geleid, leeren ons de charters, bij welke de vorsten deze inrigtingen wettigden.

In dat van Mantes lezen wij : *Pro nimia oppressione pauperum communitatem apud Meduntam carissimus genitor noster Ludovicus statuit* (1). In dat van Abbeville : *Quum comes Pontivi propter injurias et molestias a potentibus terre sue burgensibus frequenter illatas iisdem communiam vendidisset* (2). En in het charter van gemeente van Soissons : *Gravamina, quæ a dominis suis patiebantur* (3).

Wat Vlaanderen in het bijzonder betreft, wij zouden uit hetgeen wij zagen, dat in Frankrijk, waarvan het een deel was, tot het stelsel van gemeenten aanleiding gaf, reeds eenigzins kunnen opmaken, dat evengelijke onderdrukking den burger ook daar tot onderlinge vereeniging heeft aangespoord, indien dit niet, eveneens als ten opzigte der gemeenten in Frankrijk,

---

Gaules et de la France; à Paris, 1739, tom. XIII, pag. 476, et *Balderici Chronicon*, bij denzelfden, tom. XIII, pag. 534.

(1) Charter van Lodewijk VII van 't jaar 1150, in het *Recueil des Ordonnances*, tom. XI, pag. 197.

(2) Charter van den graaf Ponthieu, van 't jaar 1184, in de *Ordonn.*, tom. IV, p. 55.

(3) Charter van Lodewijk VI, van 't jaar 1136, bij Martene en Durand, *Coll. Ampl.*, tom. I, pag. 749.

met volle zekerheid uit oorkonden, tot ons gekomen, konde bewezen worden.

Zien wij slechts het charter, bij welke Aire, in het jaar 1188, door den graaf Philips van der Elsass tot gemeente werd verheven, en het zal ons duidelijk blijken : *Leges et consuetudines,* zoo schrijft men in hetzelve, *quas ob injurias hominum perversorum propulsandas, illustris comes Robertus et Carolus comes, et Guillelmus successor ejus, et piæ memoriæ Theodericus comes, pater meus eis indulserunt* (¹).

Duiden ook de woorden *pax, pacis institutio, amicitia,* in de charters van gemeente telkens voorkomende (²), niet de verzoening aan, na den strijd, door het volk met hunne onderdrukkers gemaakt?

Het was alzoo de behoefte om zich tegen het geweld en de willekeur der Heeren te beveiligen, het waren dus de onderdrukkingen, dagelijks door den burger van deze ondervonden, welke ook tot het stelsel van gemeenten hebben geleid (³), en als zoodanig onder de oorzaken van hetzelve verdienen gesteld te worden.

(¹) D'Achery, *Spicilegium*, tom. III, pag. 553.

(²) Zie *Ordonnances des rois de France*, tom. XI, pag. 185. *Institutionem pacis; Ordonn.*, tom. XI, pag 262. *Intuitu pietatis et pacis in posterum conservandæ communiam fieri concessimus;* Miræus, *Opp. diplom.*, tom. IV, pag. 540. *Communio, quam pacem nominant.*

(³) De geest van vereeniging eens opgewekt, breide zich snel in eenen tijd uit, waarin de behoefte tot dezelve zoo dringend was. Men gevoelde zich sterker met anderen verbonden, dan op zich zelven staande, en hieruit verklaard zich dan ook gemakkelijk de oorzaak van het zoo schielijk zoo algemeen worden van den geest van vereeniging.

IV. *Van het belang der vorsten.*

Het belang der vorsten speelde ook eenen hoofdrol in de daarstelling der gemeenten.

Het was eene andere oorzaak, welke niet minder bijbragt tot het vormen van het stelsel van dezelve.

In Frankrijk gelijk ook in Vlaanderen, hetwelk een leen was van dit rijk, werd alles naar onderlinge overeenkomst en verdrag geregeld en gewijzigd.

De voornaamste eigenschap der leenregering was de verpligting tot de krijgsdienst. Doch verre dat bij vaste wetten de langdurigheid der dienstbetooning de hoegrootheid derzelve ware bepaald geworden, zoo waren het in tegendeel verdragen, welke men moest raadplegen, of ook wel, bij gebrek derzelve, gewoonten, wilde men hierover oordeelen.

Niet alleen de leenheeren met hunne vasallen hadden hunne onderlinge verpligtingen, maar ook de vasallen met hunne gelijken en achter-vasallen.

Overschrede nu, naar het denkbeeld van den vasal, de vorst als opperleenheer de grenzen des verdrags, zoo rekende ook deze zich niet meer aan hetzelve gebonden.

Weinig was dus slechts noodig om alle ondergeschiktheid en gehoorzaamheid aan den vorst te doen opzeggen, en hem te versteken van hulp en bijstand in den krijg.

En kwamen de vasallen tot dit uiterste, gelijk dit maar al te dikwijls voorviel, rukten zij den band, welke hen aan den vorst als opperleenheer verbond, aan stukken, dan beroofden zij de-

zen tevens van het grootste gedeelte zijner gewapende onderdanen.

Men kende immers in dien tijd slechts eene van graad tot graad onmiddelijke gehoorzaamheid. De grootere vasallen waren dezelve aan den vorst, de geringere of achter-vasallen aan de grootere verschuldigd, zoo dat eens de keten aan den voet des troons gebroken zijnde, alle de overige het lot volgden van diegene, aan wie zij onmiddelijk onderworpen waren [1].

Hoezeer hierdoor het oppergezag der vorsten in deszelfs grondvesten werd aangetast en ondermijnd, behoeft geen betoog.

Geen wonder dan ook dat de vorsten naar de gelegenheid uitzagen hun verzwakt vermogen op nieuw te versterken, door het aan hunne krijgsdienst en gebied ontrukt gedeelte des volks weder aan zich te verbinden, en den adel in hetzelve eene gewapende magt tegenstellen, in staat denzelven te bedwingen. En welke gelegenheid kan schooner zijn dan die, welke door de opkomst der steden hun werd aangeboden?

Wij zien dan ook reeds vroeg de burgerijen door de vorsten te wapen geroepen, en als een krachtig middel gebezigd tot schraging van hun gezag.

Daar echter in den aanvang de burgers slechts op bevel der heeren, en onder derzelver leiding alleen ten krijg trokken, zoo moesten de vorsten zich tot deze wenden, wilden zij den bijstand der stedelingen verwerven [2]. Derzelver belang vorderde

---

(1) Moreau, *Discours sur l'histoire de France*, Paris, 1783, tom. XV, pag. 83 en volg. Meyer, *Esprit, etc., des Institutions judiciaires*, tom. IV, pag. 51.

(2) *Ordericus Vitalis*, bij Bouquet, l. l., tom. XII, pag. 705 en 723.

nu, om deze afhankelijkheid der burgers van hunne heeren te doen ophouden, daar zij te wel beseften welke grootere voordeelen zij van deze zouden kunnen trekken, indien derzelver krijgsbenden uitsluitend aan hunne bevelen gehoorzaamden.

Dit hun belang zettede hen dan ook aan de oprigting van gemeenten naar alle vermogen te bevorderen. Want door deze nieuwe instelling werden de burgers onmiddelijk aan de krijgsdienst en het gebied des vorsten onderworpen. Zij werden, ten opzigte van hunne stad, aan dezen wapenpligtig.

De poorters zweerden trouw aan den vorst, en beloofden aan denzelven, als hunnen leenheer, raad en bijstand, en wel bijstand tegen allen, niemand uitgezonderd [1].

Van deze krijgsverpligting der burgers werd in de charters gewag gemaakt, als van eene voorwaarde, waaronder de vorst het gemeenteregt vergunde.

Dit had alzoo in Frankrijk [2], gelijk ook in Duitschland, plaats [3]. En dat Nederland ook hierin geene uitzondering zoude daarstellen, was gemakkelijk te gissen, wegens deszelfs naauwe betrekking met bovengenoemde rijken.

De graven van Vlaanderen dan ook, door hetzelfde belang als de Fransche koningen, hunne leenheeren, aangedreven, begunstigden de opkomst der gemeenten, en bepaalden in de

---

(1) Raepsaet, *Supplém. à l'Analyse, etc.*, pag. 344.

(2) *Ordonnances*, tom. II, pag. 22. *Et ipsi debent nobis exercitus et equitationes, sicut aliæ communiæ nostræ.*

(3) Gudenus, *Codex diplomaticus*, *exhibens anecdota Moguntiaca.* Göttingæ 1743, tom. I, pag. 580 en 581, en Kirchner's *Geschichte der Stadt Frankfurt*, ed. Frankfurt 1807, tom. I, p. 264, etc.

charters derzelve de hoegrootheid en aard der krijgsdienst door de stedelingen te bewijzen ([1]).

Doch het was niet alleen het vooruitzigt hunne krijgsmagt door de benden der burgers te versterken, hetwelk de graven van Vlaanderen aandreef het stelsel van gemeenten te bevorderen, — neen, een ander voordeel, niet minder gewigtig, wekte hun belang hierbij op.

Het waren de gemeenten, beschouwd als een bron ter vermeerdering hunner inkomsten, welke ook hunne aandacht tot zich hadden getrokken.

Want niet alleen, dat de vorsten de vergunningsbrieven tot oprigting eener gemeente dikwijls voor aanzienlijke geldsommen verkochten ([2]), maar zij bedongen zich ook in de charters eene jaarlijksche schatting, door de stedelingen optebrengen, welke schatting zij eene vergoeding noemden voor het verlies der opbrengsten eertijds aan hun gedaan, hoewel zij deze meest verre in grootte en waarde overtrof ([3]).

Wij gelooven na dit alles te mogen beweren, dat het belang der graven van Vlaanderen, zoowel om hunne krijgsmagt als

---

([1]) Zie bij Miræus, *Opp. Dipl.*, tom. IV, pag. 196, het charter van gemeente van St-Omer; en het charter van Audenaarde bij d'Oudegherst, *Annales de Flandres*, tom. I, pag. 433.

([2]) Zie charter van den graaf van Ponthieu, van 't jaar 1184, in *Recueil des Ordonn.*, XI^de^ deel, pag. 55. « *Cum avus meus, comes Wilhelmus, communiam vendidisset;* » terwijl wij ook bij Guibertus Abbas, *ad annum* 1111, van Laon lezen : *Compulsus et rex est largitione plebeja; — oblata auri argentique congerie juravit episcopus communionis jura se tenturum.* (Zie Bouquet, l. l., tom. XII, pag. 250 en volg.)

([3]) Zie charter van gemeente van St-Omer, bij Miræus, *Opp. Dipl.*, tom. IV, p. 195.

hunne inkomsten te vermeerderen, in een woord hun gezag, door den adel geknot, weder te herstellen, ook eene der oorzaken moet geacht worden, welke tot het stelsel van gemeenten in Vlaanderen hebben gevoerd.

Monetam meum, zoo schrijft graaf Willem van Vlaanderen, *in Audemaro, unde per annum* 30 *libras habebam, et quidquid in eo habere dubeo ad restaurationem damnorum et gildæ suæ sustamentum, constituo.*

Philippus-Augustus, koning van Frankrijk, schonk aan verscheidene steden het gemeenteregt, onder voorwaarde, dat zij de dubbele waarde der schatting zouden opbrengen, welke zij eertijds betaalden. (*Recueil des Ordonn.*, tom. II, pag. 19, 20.)

DERDE HOOFDDEEL.

OVER DE VOORNAAMSTE GEVOLGEN VAN HET STELSEL VAN GEMEENTEN IN HET GRAAFSCHAP VLAANDEREN.

Onmiddelijke en schoone vrucht van het stelsel van gemeenten was bevordering van persoonlijke vrijheid.

Want ofschoon reeds voor de oprigting der gemeenten door de vorsten of heeren aan verscheidene dorpen of ook wel steden brieven van vrijheid waren vergund geworden, bij welke derzelver inwoners van slaafsche dienst bevrijd werden (1), ofschoon de kruistogten ook medewerkten tot het in vrijheid stellen van velen (2), zoo was echter de daarstelling van gemeenten een

(1) Dewez, *Histoire générale de la Belgique*, éd. ann. 1826, tom. III, pag. 37 en volg., en Robertson, *Inleiding, etc.*, tom. II, pag. 86.

(2) Wij gelooven echter, ten opzigte der kruistogten, dat men dwaalt, door aan deze eenen te grooten invloed op het afschaffen der lijfeigenschap toetekennen. Het was slechts langzamerhand, en langs verschillende wegen, en trapsgewijze, dat dit geschiedde. De boerenopstand in de meeste landen van het westelijk Europa, lang na de kruistogten, bewijst genoegzaam, dat zelfs in dien tijd nog duizenden onder het slavenjuk zuchtten.

nieuwe weg, langs welken de slaaf gelegenheid bekwam zijne vrijheid te verwerven.

Immers in de meeste charters van gemeenten werd uitdrukkelijk bepaald, dat elke slaaf, wanneer hij zich gedurende eenen zekeren tijd, meest jaar en dag, binnen de muren der stad zoude hebben opgehouden, zonder ontdekt of opgeëischt te zijn, de vrijheid zoude genieten (1).

Dat velen aan zulk eene uitnoodiging gehoor gaven, is ligtelijk te begrijpen, daar de keuze tusschen slavernij en vrijheid den mensch nooit moeijelijk viel.

De gemeenten ontrukten dus eene groote menigte slaven aan de vernederende dienstbaarheid, waarin zij verkeerden; zij stichtten altaren voor de vrijheid in hun midden, en verzamelden rondom dezelve van alle wegen de onderdrukten.

De heeren zagen door het groot verlies, hetwelk zij hierdoor leden, zich genoodzaakt het lot hunner lijfeigenen te verbeteren, of toetelaten, dat deze zelve hunne betrekkingen ten hunnen opzigte veranderden. Want wilden zij niet, dat hunne landen onbebouwd en woest bleven liggen, zoo moesten zij zorg dragen, dat de bebouwers dezelve niet verlieten, en daarom door het beloven van voordeelen dezelve aan zich trachten te verbinden. Zoo schonken verscheidene heeren zelve aan hunne

---

(1) Dit *jus asyli* bezaten de meeste gemeenten, zoowel in Duitschland, Frankrijk, als de Nederlanden. Zie Sanderus, *Flandria illustrata*, tom. II, pag. 409; Mieris, *Charterboek, enz.*, tom. I, pag. 222 en pag. 285, 547. Zie vooral ook over dit *jus asyli*, *Zeitschrift für geschichtliche Rechtswissenschaft von Savigny*, *Eichhorn und Göschen*, III, pag. 211.

slaven de vrijheid, om aldus het gebrek aan menschen-handen op hunne landerijen te voorkomen. De landman hierdoor meester van zijne nijverheid geworden zijnde, en het loon voor zijnen arbeid ontvangende, verkreeg in vervolg van tijd dikwijls dezelfde landen in eigendom, welke hij als slaaf had bearbeid.

Weldadig was alzoo de invloed van het stelsel van gemeenten op de betrekkingen van den toenmaligen laagsten stand der maatschappij, en de verbetering hierdoor des landbouws.

Bij de uitbreiding der dierbare vrijheid, kwam ook, als een tweede gevolg van het stelsel van gemeenten, het ontstaan van grootere veiligheid van personen, en zekerheid van eigendom, door middel van betere wetten en geregelder bestuur.

Voor de instelling der gemeenten waren de aanwezig zijnde burgelijke wetten, in plaats van den geest van regtvaardigheid en billijkheid te ademen, meestal een zamenweefsel van onregt en willekeur.

Want met welk eenen naam anders te noemen verordeningen als die, bij welke men bepaald vond, dat bij den dood van eenen huisvader de heer hetzij alle, hetzij de helft der roerende goederen zoude verkrijgen (1)?

Was het ook niet eene schandelijke, den mensch in zijne natuurlijke regten aantastende wetsbepaling, dat men noch bij leven, noch bij dood, over zijne goederen kon beschikken (2),

---

(1) D'Oudegherst, *Annales de Flandres*, chap. 112, en Meyer, *Annal. Flandr. ad annum* 1260.

(2) *Ordonnances de France*, tom. III, pag. 204; D'Achery, *Spicilegium anecdot.*, tom. IV, pag. 325, 341, 374 en 375.

en dat men tot vrouw diegene zoude moeten nemen, welke de heer aanbood (1).

En echter vond men zulke en dergelijke onregtvaardigheden in de wetten als het ware geheiligd.

En was het nog maar beter met het strafregt gesteld geweest! Doch ook dit bevond zich in den ellendigsten toestand.

Want konden in eenen tijd, waarin de woestheid algemeen, moord en roof aan de orde des dags waren, weinig drukkende straffen, gelijk toen bestonden (2), niet veel baten om den ingezetenen veiligheid te verschaffen, zoo waren zij tevens, als geheel overgelaten aan de willekeur der heeren, hoogst onbillijk (3).

De zekerheid daarenboven van te zullen moeten boeten voor misdrijven, hetwelk zulk een sterke band is voor den boosdoener, was niet aanwezig.

De menigte der grondheerlijke gerigten, en de zucht der heeren om eenen misdadiger, indien hij hun onderdaan ware, en door eenen klager van een ander gerigt werd opgeëischt, niet uitteleveren, waren zoo vele oorzaken van het ongestraft blijven der afschuwelijkste misdaden.

Ook de kampgevechten, de vuur- en waterproeven, onder den naam van oordeelen Gods in gebruik, stelden de deugd dagelijks in gevaar voor de ondeugd te bezwijken.

---

(1) *Chronicon S. Bertini*, cap. 53.

(2) Zie Meerman, *Geschiedenis van Willem II*, *Roomsch keizer*, tom. I, pag. 28. De straffen bestonden meest in geldboeten.

(3) Raepsaet, *Suppl. à l'Analyse*, pag. 299.

Veel goeds had in dezen ellendigen staat des regts nog kunnen worden uitgewerkt, door magistraten de waarde huns ambts gevoelende, en naar hunne verpligtingen handelende, maar deze meest blinde werktuigen zijnde in de hand der heeren, welke hen op het land of in de steden van hun grondheerlijk gebied hadden aangesteld, zoo verdween ook de hoop, welke het volk, bij gebrek van goede wetten, op de uitoefenaars derzelve gevestigd had.

Veiligheid van personen en goederen was in zulk eenen toestand niet mogelijk.

Door de instelling der gemeenten werd een geneesmiddel aangebragt, naar de grootte der kwaal berekend.

Want de charters van gemeenten bevatteden zoo vele verbeteringen in wetten en bestuur, dat door dezelve regt en billijkheid weder zetels bekwamen binnen de muren der steden.

Men heeft slechts nategaan den hoofdzakelijken inhoud derzelve, om hiervan overtuigd te worden.

De burgers ontvingen als regters, onder den naam van schepenen (*scabini*), lieden uit hun midden gekozen, aan welke de beslissing over hunne twistzaken werd opgedragen, en die bij eede beloofden, zonder onderscheid van personen regt te zullen spreken [1].

---

[1] In het charter van Aire, door Philip van der Elsass in 1188 geschonken, werd bepaald, dat er *twaalf* regters zouden gekozen worden, welke zouden zweeren bij het strijken eens vonnis geen onderscheid te zullen maken tusschen armen of rijken, edelen of onedelen, naastbestaanden of vreemden. *In amicitia*, dit zijn de woorden, *sunt duodecim judices, qui fide et juramento firmaverunt, quoniam in judicio non ac-*

Dit schepengeregt bestond gewoonlijk uit twaalf leden en eenen voorzitter (*balliu, major, maire*), welke de dertiende of ook wel een der twaalf was, en door den vorst uit een door burgers gemaakt drietal gekozen werd.

Het hooge strafregt echter werd door eenen dienaar van den vorst (*præpositus, prévôt, castellanus* of ook wel *villicus* geheten) uitgeoefend, hoewel in sommige steden, gelijk Arras, ook deze regtspleging aan de schepenen was vergund geworden ([1]).

Het stedelijk bestuur werd in handen gesteld van gezworenen of keurmannen (*jurati, choremanni*), welke ook leden der gemeente waren ([2]).

Verder werden bij de charters de betrekkingen der burgers onderling, gelijk ook ten opzigte van vreemden, beter geregeld en vastgesteld.

Indien een burger door iemand van buiten beleedigd was, trokken alle stedelingen gemeenschappelijk zich zijne zaak aan,

---

cipient personam pauperis vel divitis, nobilis vel ignobilis, proximi vel extranei. (*Spicilegium d'Achery*, tom. III, pag. 553.)

In het charter van S[t]-Omer vinden wij bepaald : *Rectumque judicium erga unumquemque hominem et erga me ipsum eis fieri concedam.* (Miræus, *Opp. Diplom.*, tom. IV, pag. 195.)

([1]) Zie charter van graaf Robert van Vlaanderen, bij d'Achery, *Spicileg. anecd.*, tom. III, pag. 574.

([2]) Dat aan deze keurmannen het stadsbestuur heeft toegekomen, wordt door het charter van de kleine stad Arques, digt bij S[t]-Omer gelegen, bewezen. In hetzelve wordt gezegd : *Scabini judicent de his, quæ pertinent ad scabinatum, — choremanni de pace tractent, de utilitate communitatis villæ, et de forisfactorum emendatione.* (D'Achery, l. l., tom. III, pag. 607 en 608.)

en wreekten, indien men voldoening weigerde, het door dezen geledene onregt (1).

Indien de eene burger zich door den anderen, hetzij door woorden, hetzij door daden beleedigd achte, stond het hem niet vrij zich zelver voldoening te verschaffen, maar hij moest eene klagt hierover inleveren bij den magistraat (2).

Elk lid der gemeente zag zich ook bevrijd van eenen tweestrijd aantegaan ter zijner regtvaardiging of zich aan de vuur- of waterproef te onderwerpen (3).

Elk mogt vrijelijk over zijne goederen beschikken, indien hij geene erfgenamen had (4).

Met zijnen hals (niet meer gelijk dikwijls te voren door het betalen eener geldsom) boette de moordenaar zijn misdrijf. Ook werden andere misdaden naar evenredigheid gestraft (5).

Door zoodanige en meer dergelijke verordeningen, in de charters van gemeenten voorkomende, werd veiligheid voortgebragt, eertijds bijna nergens te vinden.

Het versterken daarenboven der steden, het wapenen der

---

(1) *Si quis extraneus aliquem burgensium S. Audomari aggressus fuerit, et ei contumeliam vel injuriam irrogaverit, vel violenter ei sua abstulerit, et cum.......... infra triduum ad satisfactionem venire contemserit aut neglexerit, ipsi communiter injuriam fratris sui in eo vendicabunt.* (Zie Miræus, *Opp. diplom.*, tom. IV, pag. 195)

(2) Zie charter van Aire, art. 2 en 3, bij d'Achery, l. l., tom. III, pag. 553.

(3) Charter van Geertbergen, bij Miræus, *Opp. diplom.*, tom. I, pag. 291. « *Item nemo cogatur inire duellum vel subire judicium ignis et aquæ.* »

(4) *Si quis fuerit absque herede libertatem habet erogandi sua et hereditatem suam tam ecclesiis quam pauperibus in eleemosynam.* (Miræus, ibidem.)

(5) *Si quis aliquem occiderit vel membris truncaverit, caput pro capite, membrum pro membro, nisi se defendendo hoc fecerit.* (Ibidem.)

burgers om geweld met geweld te keer te gaan, stelden de gemeenten in staat deze hare wetten en instellingen kracht bijtezetten, en haar ook door den edelman te doen eerbiedigen.

Schoone *volksontwikkeling* was van dit alles het heilrijke gevolg.

De handel steeg in Vlaanderen tot eene bewonderingswaardige hoogte. Hij werd de ziel en zenuw van den staat, de weldadige bron van welvaart en geluk, de leidsman voor de dierbare vrijheid, een goed, dat de moedige Vlaming bovenal beminde.

Wij houden ons dan ook met genoegen bij de beschouwing op van deszelfs uitbreiding; wij plaatsen ons met vreugde op de hoogte, van welke wij den Vlaamschen handel in zijnen wijden omvang en heerlijke uitwerksels met een' blik kunnen overzien.

Dit is een gevolg, denken wij alsdan, van het stelsel van gemeenten, en deszelfs waarde stijgt bij ons naarmate de bewondering groot is voor het goede, hetwelk door hetzelve werd voortgebragt.

Voor de instelling der gemeenten werd in Vlaanderen reeds handel gedreven, maar hij bepaalde zich grootendeels tot den markthandel.

De markten waren de eenige oorden, waar men zich van levensbehoeften kon voorzien, hetgeen, wegens de schaarschheid van geld, bij wijze van ruiling geschiedde.

De kunstenaars, de handwerklieden, de kooplieden, waren grootendeels nog hier en daar verspreid, en hadden over het algemeen nog geenszins hun verblijf in de steden gevestigd.

De adel woonde op hunne kasteelen, terwijl duizende van menschen in de hardste slavernij zuchtten, en de grond op welken zij geboren waren niet konden verlaten zonder toestemming hunner heeren (1).

Door dit alles werd de geest van nijverheid en onderneming ternedergedrukt, daar geen beter uitkomst aan het grootste gedeelte des volks toelachte, noch ten spoorslag strekte, om alle hunne krachten intespannen, en hunne geestvermogens te scherpen, hetzij tot het uitbreiden van den handel, hetzij tot het beoefenen van nuttige kunsten.

Buitendien werd de scheepsvaart zoo wel als de togten te land door roovers, welke zich langs de zeeën of op de wegen vertoonden, gevaarlijk gemaakt (2).

Men dacht alzoo weinig om zich met koopwaren naar ver afgelegene landen te begeven, maar knoopte meestal slechts handelsbetrekkingen onderling of met zijne naburen aan (3).

Waren de kruistogten voor den koophandel eene belangrijke gebeurtenis, om dat zij eene naauwe verkeering deden ontstaan tusschen ver afgelegene volken, de oprigting van gemeenten was het niet minder.

Veiligheid van personen, zekerheid van eigendom herleefden door dezelve, gelijk wij boven bewezen, en deze veiligheid en zekerheid zijn de steunpilaren des handels.

---

(1) Velly, *Histoire de France*, tom. I, pag. 498, en *Chronyke van Vlaanderen*, Iste deel, bladz. 2, 51 en 52.

(2) Robertson, *Inleiding tot de geschiedenis van Karel V*, Iste deel, bl. 128.

(3) Zoo had Vlaanderen reeds zeer vroeg handelsbetrekkingen met Holland aangeknoopt. (Meerman, *Geschiedenis van graaf Willem II*, Iste deel, pag. 63 en 68.

Door deze dan ook reeds gegrondvest, ontving hij daarenboven de grootste aanmoediging door de verschillende bepalingen, welke de vorsten in deszelfs belang in de charters van gemeenten daarstelden ([1]).

Zoo vergunden zij aan vele steden ontheffing van tol op verscheidene rivieren en wegen ([2]), en verboden de goederen eens burgers in beslag te nemen, tenzij hij volgens de wetten der gemeente ware veroordeeld geworden ([3]), om van alle meer dergelijke verordeningen te zwijgen.

Buitendien kregen de stedelijke regeringen bij de oprigting der gemeenten thans de schoonste gelegenheid voor den handel door wijze maatregelen zelve te zorgen :

Zoo, bij voorbeeld, kondigde de stedelijke regering van Gent, in 1202, op dat het getal van kooplieden binnen hunne muren zoude toenemen, een bevel af, dat het noch aan eenen burger van Gent, noch *aan eenen vreemdeling* zoude vrijstaan, buiten de vier poorten der stad eenige landerijen of huizen te koopen; welk besluit, zegt Meyer, *Annal. Flandr., ad annum* 1202, *ultra quam cuiquam est credibile multiplicavit civitatem.*

([1]) *En examinant*, zegt Villaret, in zijne *Histoire de France*, *les franchises et les exemptions des principales villes de Flandres, on trouve que presque tous les articles ne regardent que les opérations de leur commerce : on y descend jusqu'aux moindres détails des différents arts et métiers exercés par ces peuples industrieux. Dans les lettres de priviléges accordés à nos villes, à peine daigne-t-on s'arrêter à ces objets, et la manière vague et indéterminée dont on s'exprime annonce combien ils paraissaient peu intéressans.*

([2]) Miræus, *Opp. diplom.*, tom. IV, pag 196, en Custis, *Brugsche jaerboeken*, 1ste deel, pag. 237 en 238.

([3]) Sanderus, *Flandr. illustr.*, tom. II, pag. 341.

Volksvlijt en nijverheid moesten hierdoor ten hoogsten top stijgen.

De kunsten en handwerken, te voren verspreid, vestigden zich in de steden, en daar derzelver beoefenaars een geldloon verkregen, evenredig aan hunne verdiensten, daar door de meerdere behoeften der stedelingen en hunne grootere zucht naar genot en gemak, er ook eene grootere navraag ontstond naar de voortbrengselen van kunst en arbeid, zoo werd hierdoor een sehoone naijver geboren, welke de vlijt en den ijver ten hoogsten opwekte.

Wat den handel betrof, op verschillende wijzen aangemoedigd en bevoorregt, spreidde hij weldra zijne takken weldadig uit.

Het ontbreekt dan ook niet aan bewijzen van den bloeijenden staat waarin het graafschap Vlaanderen weldra verkeerde.

Met Engeland, Italie, Noord- en Zuid-Frankrijk, met de noordsche volken aan de Belt en Oost-Zee enz. had hetzelve het grootste handelsverkeer.

De steden Poperinghe, Dendermonde, Brugge, Yperen, Dixmuide, Gent, Doornik, Audenaarde, Kortrijk, Geertbergen (Grammont), Rijssel, Arras, St-Omer, Sluis, Damme en andere verzonden hunne waren naar deze landen (¹), en verkregen uit dezelve verschillende koopmansgoederen (²).

(¹) Zie *Ergânzung der bei Martene und Durand*, *Thesaur. anecdotorum*, tom. III, p. 377. *befindlichen Flandrischen Chronik*, bij Lessing, *im zweiten Bande der Beiträge zur Geschichte und Litteratur, aus den Schätzen der Bibl. zu Wolfenbüttel, S.* 303, 304. Zie ook W. F. Verhoeven, *Antwoord op de vraege : Hoedanig was den staet van de handwerken en van den koophandel in de Nederlanden ten tijde van de derthienste en veerthienste eeuwe?* pag. 18 en volgende.

(²) Zoo werd uit het Noorden naar Vlaanderen scheepsbehoeften en andere grove

De wollen- en linnenstoffen verdienden de eerste plaats onder de voorwerpen van den Vlaamschen handel.

Van de ruwe stof der wol, welke men onmiddelijk uit Engeland ontving, was de hoofdstapelplaats Brugge (1), terwijl men onder de voornaamste markten derzelve Rijssel en St-Omer telde.

Door de velerlei wijzen van bereiding dezer stoffen steeg kunstvlijt in de Vlaamsche steden tot eene aanmerkelijke hoogte.

Laken- en linnenweverijen werden in dezelve aangelegd, en de daartoe betrekkelijke kunsten en handwerken bij aanhoudenheid geoefend.

Onder de ontelbare gevolgen van zoodanig handelsvertier en zoo groote nijverheid, waren de toenemende bevolking en de rijzende welvaart der burgers de gewigtigste.

Steden welke voor het verkrijgen des gemeenteregts een gering getal inwoners bezaten, rekenden thans binnen hunne muren duizenden van vlijtige burgers.

Hoe sterk Gent in 1266 reeds bevolkt moet zijn geweest, kan men opmaken uit het volkssprookje dat er twee dagen in dien tijd noodig waren, om de muren der stad rondtegaan (2).

---

waren gevoerd; uit het Zuiden de voortbrengselen des gronds, of wel, gelijk door de Italianen, Indische waren. (Robertson, *Inleiding*, enz., tom. II, pag. 219.

(1) *An exact abridgement of the records in the tower of London from the reign of king Edward the Second unto king Richard the Third; collected by Sir Robert Cotton; revised, rectified and supplied by William Prynne. London*, 1657, in-fol., pag. 52.

(2) Sanderus, *Flandria illustr.*, tom. I, pag. 84, zegt hiervan : *Anno* 1266, *ita frequenter intra et juxta portas habitam Gandam tradunt schedæ populares, ut biduum insumere necesse habuerit volens extravagantes ejus fimbrias obire.*

Het aantal linnen- en wollenwevers bedroeg alleen meer dan 40,000 (1).

In Yperen werden in het jaar 1247 200,000 zielen gevonden(2), terwijl Brugge in den tijd van zijnen bloei aan 50,000 menschen door middel van hare weverijen alleen onderhoud verschafte (3), en 24,000 huizen in zijnen omtrek bevatte.

Den rijkdom, en de daaruit voortspruitende pracht en weelde zien wij ook niet lang na het verkrijgen des gemeenteregts in de Vlaamsche steden tot eene bijzondere hoogte gestegen.

Getuigen de ontzaggelijke geldsommen, welke de Vlaamsche kooplieden in de XIII^de^ en XIV^de^ eeuw, hetzij tot verlossing van hunnen vorst opbragten, hetzij aan denzelven in leen gaven (4). Getuige de pracht der kleederen, welke volgens het schrijven van Meyer, op het jaar 1379, in steden, dorpen en vlekken van Vlaanderen ongelooflijk was (5).

Geen schrijver wordt er dan ook gevonden, over Vlaanderen in dien tijd handelende, of hij geeft den ruimen teugel aan zijn gevoel, bij het opmerken van zoo een groot welvaart.

Est terra, zegt Bartholomeus de Glanvilla, een Engelsch

(1) Gramaye, *in Gandavo*, cap. XXX, pag. 39, edit. origin.

(2) Sanderus, l. I., tom. I, pag. 338.

(3) Verhoeven, *Antwoord, enz.*, pag. 117.

(4) Verhoeven, *Antwoord, enz.*, pag. 143. Onder borgtogt van den Brugschen koopman Dynas de Rapondis, verbonden Gend, Brugge en Yperen zich om 200,000 dukaten bijeen te brengen, tot verlossing van hunnen vorst Jan van Bourgondien; hetwelk eene ontzaggelijke som voor dien tijd was.

(5) Meyerus, *Annales Flandriæ*, *ad annum* 1397. Zie ook Dewez, *Histoire générale de la Belgique*, tom. III, pag. 160.

schrijver, welke in het midden der XIV^de eeuw leefde (1350), *pascuis uberrima et armentis et pecudibus plena; nobilissimis opidis et portubus maris inclita...... in omnium mercium divitiis locuples...... arte et ingenio in opere lanifico præclara; nam preciosam lanam, quam sibi Anglia communicat, in panos nobiles subtili artificio transmutans per mare et terram multis regionibus administrat* (1).

Bij het aangroeijen hunner rijkdommen begonnen de Vlaamsche burgers, vooral de wevers, welke in de steden de meerderheid uitmaakten, stoute gevoelens van vrijheid te koesteren. Loonarbeiders zijnde, welke veiligheid van bezittingen bezaten, en in overvloed leefden, gevoelden zij hunne waarde, en kanten zich daarom tegen de willekeur, waar deze ook haar hoofd verhief.

Een vrij, trotsch volk worden zij genoemd in eene oude kronijk (2), en schooner lofspraak dan deze kon wel niet in weinige woorden gegeven worden.

Nooit ontbrak het in dien tijd in Vlaanderen aan warme opregte voorstanders, wanneer het de zaak gold der onafhankelijkheid.

---

(1) *Rudimentum chronologicum novitiorum*, fol. 85, gedrukt te Lubecq, 1475. Zie ook Sanderus, *Flandria illustr.*, tom. I, pag. 187 en 188, en *les Mémoires de Messire Olivier de la Marche, Gand, chez Gerard de Salenson, à l'enseigne de la Bible*, anno 1566, pag. 255; welke schrijvers ook een schitterend tafereel van Vlaanderen in dien tijd ons voor oogen stellen.

(2) *Chronicon abbatiæ S. Trudonis, apud* d'Achery, *Spicilegium*, etc., tom. II, pag. 704.

Pal stond dan elk, en waakte voor zijne regten met gevaar dikwijls van leven en bezittingen.

Wil men hiervan een bewijs?

Ik noem Peter Coninck van Brugge, en deze naam zal ons aan de vrijheidszucht van den Vlaamschen burger herinneren, die den Franschen invloed tegenging, ja de magt van den koning van Frankrijk Philips IV trotseerde, toen deze door verraad de dwingelandij wilde invoeren [1].

Bij het aanwakkeren van vrijheidszucht voegde zich het verkrijgen van meerdere kennis, en het toenemen in beschaving.

Door het stelsel van gemeenten was aan de wetenschappen eene veilige schuilplaats aangeboden, in welke deze de groote ramp van hare geheele vernietiging, in den tijd van aanhoudende vete en krijg, nog gelukkig ontvlugtten. Want op dat de menschelijke geest zich tot de hoogte der wetenschappen verheffe, is het noodig dat hij niet geschokt worde, door aanhoudende vrees voor het verlies der dierbaarste zaken.

Want gedurig blootgesteld, gelijk voor de oprigting der gemeenten zelfs de weinige aanwezig zijnde vrije lieden waren, om van have en goed, ja vrijheid beroofd te worden, hoe kon de mensch in zulk eenen staat van beroering en onrust zijn verstand in stille afzondering scherpen tot de beoefening der wetenschappen?

Alle deszelfs zorg werd vereischt tot afkeering van het drei-

---

[1] Zie *Monachus Gandensis anonymus* (hij schreef in het begin der XIV^{de} eeuw de gebeurtenissen zijns tijds) *ed. a Carolo Fred. Aug. Hartman, index scholarum in Hamburgensium gymnasio habendarum.* Hamburgi, 1831, pag. 6, 8, 16.

gend gevaar. Deszelfs gedachten bepaalden zich bijna tot niets anders, dan tot het blijven bewaren van bezittingen en vrijheid.

Eerst van het behoud van deze verzekerd zijnde, kon hij met de noodige kalmte van geest zich aan de wetenschappen wijden.

Was dit alzoo gelegen met de nog aanwezig zijnde vrije lieden, hoe moest het niet met de lijfeigenen gesteld zijn?

Door het stelsel van gemeenten werd hierin verbetering geboren.

Vrijheid en zekerheid herleefden door hetzelve, en door deze geraakte men langzamerhand tot zedelijke en geestelijke veredeling.

De welvaart ook, welke, na de instelling der gemeenten, zich overal vertoonde, bragt onafhankelijkheid van denkbeelden voort, welke eene noodzakelijke vereischte is tot eene waardige beoefening der wetenschappen.

Wij aanschouwen dan ook weldra de heerlijke vruchten van deze gewigtige verandering.

In de XIII^de^ eeuw leefden reeds verscheidene mannen in Vlaanderen, welker geschriften van den bloei der wetenschappen in dien tijd getuigen, gelijk zij ons ook van de verlichtere denkwijze en zedelijkere beginselen, toen reeds bij eenigen aanwezig, een schoon denkbeeld geven.

Jacob van Maerlandt muntte niet alleen als dichter maar als geschiedschrijver en natuurkundige uit, gelijk zijne werken, als bij voorbeeld zijn *Wapen-Martijn*, zijn *Spiegel Historiaal*, zijn *Trojaansche oorlog*, zijne *Voorzeggingen van de lotgevallen van Vlaanderen*, en zijne berijmde navolging van het zoo genaamde *Liber rerum* van Albert, bisschop van Straatsburg, genoegzaam bewijzen.

In zijn *Wapen-Martijn* bewonderen wij vooral den mensch welke van eene bekrompene denkwijze zich ontdoende, met verontwaardiging de dwalingen zijner tijdgenoten aantoont en bestraft.

Want van welke eene gemoedsveredeling bij den dichter, getuigen niet versen als deze :

Nu es d'een edel dander vri,
Die derde Eyghin, — man daarby,
Van waer quam deze name?
Nu seyt men tot den dorper fi!
Gane weg! God onteere di!
Du biste der wereld scame!
Die edel hevet al t'gheeri
Men seyt, willecome ghi!
Dat doet, dat ie vergrame :
Want het dunct mi ontame (1).

Terwijl hij op eene andere plaats betoogt, dat deugd den waren adel maakt, zingende :

Mij en roect, wien droect of wan,
Daer trouwe ende doghet es an;
Ende reyne es van zeden :
Uit wat lande dat hi ran
Dien ie der name gan
Van gherechte edelheden
Al vercoft men sulcken man
Nijeman hem gheroven en can
Synre doghetachticheden (2).

---

(1) *Wapen-Martyn*, M.S., Iste boek, v. 473—485.
(2) *Wapen-Martyn*, Iste b., v. 551—560.

Waarlijk woorden als deze zouden zelfs in onzen leeftijd eere aandoen, wie hun ook bezigde, hoeveel te meer verdienen zij dan niet de grootste bewondering in den mond van eenen in de XIII^de^ eeuw geleefd hebbenden schrijver.

Doch Maerlandt was niet de eenige, welke als getuige kan strekken van de geestverheffing, welke niet lang na de vestiging van het stelsel van gemeenten als een weldadig gevolg van hetzelve zich bij den Vlaming vertoonde; neen! meerdere mannen stonden nevens hem, en werkten naar hun vermogen in de beoefening der wetenschappen.

Philippus Mouskes, een Gentenaar, deed zich als geschiedschrijver met lof kennen (1).

Jaquemart Gielée van Rijssel hekelde op eene geestige wijze den hoogmoed en de list der edelen en geestelijken, terwijl Richard de l'Isle in eene zinnebeeldige vertelling het zedenbederf in zijne afschuwelijke gedaante afschilderde (2).

Op het voetspoor van deze wandelden andere, zoo dat de liefde tot de wetenschappen meer en meer toenam, waarvan elk volgend tijdperk dan ook schoone bewijzen droeg.

Men zie slechts het aantal geleerden, op welk in het vervolg bijna elke stad van Vlaanderen zich kon beroemen, bij Sanderus in zijne *Flandria Illustr.* vermeld (3), en vergelijke dan daar-

(1) Philippus Mouskes gaf eene berijmde Fransche geschiedenis uit. Hij overleed in 1282.

(2) Deze Richard leefde omstreeks 1300. Zijne zinnebeeldige vertelling handelde eigenlijk over de schaamte en ontucht (*honte et puterie*).

(3) De Rhetorijkamers, van welke in het jaar 1394 reeds drie te Dixmuiden in Vlaanderen aanwezig waren (Dewez, *Histoire partic.*, tom. III, pag. 263), en

mede de geestverdooving, welke bijna algemeen was voor de oprigting der gemeenten. Verre echter van ons, dat wij zouden beweren, dat alleen de instelling der gemeenten, door de veiligheid welke zij deed ontstaan, en de vrijheid en welvaart, welke zij voortbragt, de wetenschappen heeft doen herleven, neen wij erkennen, dat de kruistogten ook veel hiertoe hebben bijgebragt. Door dezelve werden de klassieke literatuur, de aardrijkskunde, de geschiedkunde enz. bevorderd [1].

Maar daarom blijft het niettemin waar, dat door de invoering van het stelsel van gemeenten evenzeer wetenschappelijke kennis en verlichting zijn uitgebreid geworden, zoo dat onder deszelfs gevolgen met regt ook dit melding verdiende.

De zeden, welke altijd afhangen van de wetten, werden ook langzamerhand verzacht, nadat door het stelsel van gemeenten eene betere wetgeving, en eene menschelijkere regtspleging was daargesteld.

Thans gaan wij over tot het spreken van het staatkundig gezag, hetwelk de steden, na dat zij het gemeenteregt hadden verworven, als derde staat, in de staatsvergaderingen verkregen, als zijnde dit ook een gevolg van het stelsel van gemeenten.

Voor dat de steden het gemeenteregt in Vlaanderen bezaten, was derzelver invloed op de staatstaangelegenheden van geene waarde [2].

---

welke in de XV^de eeuw in de meeste steden, als Gent, Brugge, Oudenaarde, Yperen, Nieuwpoort en anderen bestonden, bewijzen over de toegenomene lust tot beoefening der wetenschappen.

(1) Heeren, *Verhandeling over de gevolgen der kruistogten*, pag. 353 en volg.

(2) Verschillend zijn de gevoelens der geleerden omtrent de oudheid van het regt

Burggraven en kasteleinen meestal derzelver eenige bestuurders zijnde, hielden hun gedurende de anarchie der middeleeuwen in eenen staat van afhankelijkheid, terwijl zij eigen magt en gezag uitbreidden en versterkten.

Door de verheffing van de steden tot gemeenten werd hierin verandering geboren.

De schepenen der gemeenten traden in de plaats der burggraven, heeren of kasteleinen op, en verkregen hierdoor schielijk de gelegenheid, om invloed te verwerven op de openbare aangelegenheden des staats.

Het waren vooral de toenemende welvaart, en de daarmede gepaard gaande rijkdom der steden, na het verkrijgen des gemeenteregts, welke aan dezelve weldra een bijzonder groot gezag in de staatsvergaderingen verschaften.

Want de graven zagen zich gedrongen, meermalen tot dezelve hunne toevlugt te nemen, om geldelijken onderstand af te smeeken.

Aftesmeeken, zeggen wij, daar in de meeste rijken en vor-

---

van vertegenwoordigen des volks, als derden staat, op de staatsvergaderingen. De heer Raepsaet brengt hetzelve tot het Germaansche tijdvak, beweerende dat de uitoefening van hetzelve alleen door de anarchie der middeleeuwen, gedurende eenigen tijd, is belet geworden. Dit gevoelen is ook dat van Huig de Groot, *Antiqu. reipubl. Bat.*, Houard, Corringius, Heineccius, en andere geleerden van den eersten rang. Door uitmuntende geschiedschrijvers, als Kluit, De Jonge, enz., wordt echter het tegendeel beweerd. De navorschingen, welke in dezen tijd door geschiedkundigen in Frankrijk en ook in Duitschland gedaan zijn, hebben, door het in het ware daglicht stellen van vele onbekende of kwalijk begrepene daadzaken, veel hieromtrent opgehelderd.

stendommen van Europa in dien tijd de grondregel heerschte : *dat elk die vrij was niet zonder zijne toestemming mogt belast worden ;* welke grondregel hare oorsprong verschuldigd was aan de oude akkerverdeeling der Franken.

Want toen de Franken, oorspronkelijk uit krijgslieden bestaande, uitgestrekte landen hadden veroverd, en in Gallie en Germanie vaste verblijfplaatsen zich gekozen hadden, verdeelden zij de in den oorlog verkregene akkers onderling. Het grootste gedeelte wees men den vorst of aanvoerder toe, het overige gedeelte aan het volk, van hetwelk elk naar zijnen rang en zijne waardigheid, van den bevelhebber des legers tot aan den soldaat, zijn aandeel bekwam, en wel als goederen van alle lasten bevrijd, en met volle regt van eigendom, behoudens echter de oppermagt van den vorst, en de verpligting om dezen in den oorlog te volgen ([1]).

Uit deze landverdeeling der Franken ontstonden de goederen des volks van alle belasting bevrijd, *alodia avita seu terræ Salicæ* geheeten, gelijk ook de domeinen der vorsten, zoo uitgestrekt, dat deze met derzelver inkomsten de uitgaven des bestuurs in den aanvang konden goedmaken, en geen onderstand aan hunne onderdanen behoefden te vragen.

Door de onmatige giften echter van landen, welke de vorsten van deze domeinen, door de grooter wordende onkosten des bestuurs, vooral wat den oorlog betrof; door de toene-

---

([1]) Bouquet, *Le droit public de la France, éclairci par les monumens de l'antiquité*, pag. 6 en volg. Deze akkerverdeeling was zeer oud. Zie Tacitus, *De moribus Germanorum*, pag. *m.* 446, cap. 26.

mende weelde aan de hoven, en meer andere zaken, voornamelijk, wat de Vlaamsche graven betrof, door de menigvuldige en kostbare togten naar het Heilige Land, werd weldra de vorstelijke schatkist uitgeput, en moesten zij zich tot hunne onderdanen wenden, om geldelijken bijstand te verzoeken ([1]).

Het vermogen der steden, na dat zij met het gemeenteregt begiftigd waren, om de vorsten krachtdadig, door het opbrengen van aanzienlijke geldsommen, bijtespringen, veroorzaakte, dat dezelve voornamelijk tot deze hunnen toevlugt namen.

En zoo werd de weg gebaand, langs welken de derde staat zijn gezag meer en meer kon uitbreiden, en in voorkomende omstandigheden krachtig doen gelden.

Want, daar volgens het beginsel, boven reeds vermeld, elk uit vrijen wil en geen dwang onderstandgelden aan den vorst verleende, zoo dat in de staatsvergadering elk voor zich stemde, en de meerderheid de minderheid niet verbond ([2]), zoo ontstond voor de gemeenten daaruit de schoonste gelegenheid, om eenen grooten invloed op 's lands aangelegenheden te verkrijgen, en haar magt en gezag uittebreiden, terwijl zij hare toestemming

---

([1]) De eene vorst werd echter schielijker dan de andere hiertoe genoodzaakt. In Duitschland waren onder de regering van Hendrik IV de schatten van den vorst niet meer voldoende tot het dragen van de kosten des bestuurs; in Frankrijk was dit het geval onder Philips den Schoonen; in Schotland onder Robert I, enz., enz. Zie Boulainvilliers, *Histoire des anciens parlements de France ou états-généraux du Royaume*, pag. 70; Struvius, *Corpus hist.*, tom. I, pag. 196; en Kluit, *Holl. Staatsregel*, deel I, bladz. 21 *in notis*.

([2]) De heer Raepsaet in zijn *Histoire des États*, § 169, 181 en volgende, geeft verscheidene voorbeelden hiervan op.

in de gevraagde onderstandgelden meestal slechts beloofden onder de voorwaarde, dat de vorst haar de eene of andere gunst zoude verleenen, en deze in den nood, waarin hij verkeerde, meest altijd hiertoe zich gewillig betoonde.

Langzamerhand zien wij dan ook, wat invloed betrof, de gemeenten, als derden staat, zich naast den adel en de geestelijkheid in de staatsvergaderingen verheffen.

Bij de gewigtigste aangelegenheden, als bij voorbeeld bij vredesverdragen, traden zij weldra als getuigen en borgen op (1), of werd derzelver raad over het binnenlandsche bestuur gevraagd.

Derzelver invloed werd op deze wijze schielijk in de staatsvergaderingen gevestigd, ja aan dien des adels gelijk, vooral onder de, door krijg en twist beroerde, regering van Margaretha en Jeane.

Het verkrijgen door den derden staat van grooten invloed op de staatsaangelegenheden, had de gewigtigste gevolgen.

Het te groot gezag des adels werd verminderd, terwijl de vorst eenen reuzenstap deed in het gebied zijner regten, zoo lang en zoo hevig hem betwist (2).

---

(1) Zoo komen de Vlaamsche steden Oudenarde, Kortrijk, Yperen, Brugge en Aelst als borgen voor bij het vredesverdrag van den hertog van Lotharingen en Braband, en graaf Balduin van Vlaanderen en Henegouwen in het jaar 1194. Zie Martene en Durand, *Thes. anecdot.*, tom. I, pag. 655—657.

(2) Dit was alzoo in Frankrijk, Vlaanderen, Holland en meest alle vorstendommen van Europa. Het verdient echter opmerking dat Engeland hiervan eene uitzondering daarstelde. Want oefenden de Engelsche koningen ten tijde van Willem den Veroveraar, door het vermogen der geestelijkheid ondersteund, eene bijna onbeperkte magt uit, de edelen dwongen koning Jan in het jaar 1215 het zoogenaamde *Magna Charta* te schenken, en verschaften zich onder zijnen opvolger Hendrik III,

Er ontstond in de steden eene derde magt, welke een evenwigt daarstelde tusschen de twee overige magten, ja beiden dikwijls in toom hield.

De gewigtigste bronnen van het volksbestaan werden meer en meer bevorderd, gelijk ook de wetten verbeterd, daar de afgevaardigden des volks het krachtige middel van weigering der onderstandgelden in handen hebbende, den vorst van ondersteuning konden berovem, indien hij het goede naliet te verrigten, of het kwade moedwillig bedreef, hetzij door het krenken van de regten en vrijheden des volks, hetzij op eenige andere wijze.

Door den aanzienlijken invloed ook, welken het volk op het staatsbestuur verkreeg, werd de algemeene deelneming in de belangen des vaderlands hoe langer hoe grooter, eene deelneming, welke den burger meermalen de noodige veerkracht schonk, om onafhankelijkheid van buiten, vrijheid van binnen, tegen elk, welke haar aanrande, manmoedig te beschermen.

Het ontwikkelen dan ook van den invloed des derden staats in de staatsvergaderingen verdient als een der gewigtigste punten in Europa's geschiedenis beschouwd te worden, en moet, daar het stelsel van gemeenten zoo veel tot hetzelve bijbragt, als een van deszelfs voornaamste gevolgen worden aangemerkt.

---

door het instellen van gemeenten, en het roepen van derzelver afgevaardigden ter parlementsvergadering, eene borstweering tegen de dwingelandij der koningen. Het waren dus hier niet de gemeenten, welke met de koningen, maar met den adel zamenspanden. Hier werd niet het gezag des adels, maar wel dat des vorsten verminderd. Men vergeve mij deze uitweiding.

Uit datgene, hetwelk wij naar ons vermogen over de gevolgen van het stelsel van gemeenten hebben aangevoerd, heeft men kunnen opmaken, dat wij onder dezelve ook de vermeerdering van het vermogen der vorsten, zoo wel als de fnuiking van het onmatige gezag der edelen begrepen; echter willen wij thans hiervan nog eens meer opzettelijk, hoewel kortelijk handelen.

De grond- of landheeren, gelijk wij op eene andere plaats breeder hebben aangetoond, trokken vele voordeelen uit den vernederenden toestand, in welken het grootste gedeelte des volks verkeerde.

Niet alleen moesten de slaven hun onderscheiden land- en huisdiensten bewijzen, maar ook schattingen opbrengen, welker hoegrootheid gewoonlijk aan de willekeur der heeren overgelaten was.

De burgers der steden, aan welke charters van vrijheid waren toegestaan, zagen zich wel in eenen beteren toestand geplaatst, dan de lijfeigenen. Echter was meestal de magt der heeren, ook ten hunnen opzigte nog zeer uitgebreid gebleven, daar zij het regts- en stedelijk bestuur hadden blijven bewaren, of wel den grootsten invloed op hetzelve uitoefenden (1), terwijl zij ook onderstand in geld en krijgslieden van dezelve genoten.

---

(1) Zoo oefenden, bij voorbeeld, oudtijds de burggraven van Veurne eene uitgestrekte magt uit onder de burgers der stad. *Jura dabant civibus*, zegt Sanderus, *Flandr. illustr.*, tom. II, pag. 48, *senatum formabant*, — *multas ex crimine pro arbitratu suo remittebant.* De stad echter tot gemeente verheven zijnde, zoo bleef aan de burggraven niets dan een schijn van magt over.

Door het stelsel van gemeenten nu ging het gezag uit hunne handen, grootendeels in die van anderen over [1].

Het waren de vorsten, welke van dit alles de schoonste vruchten inoogsten. Eertijds door den adel in hunne magt beperkt, daar zij wegens den te ontvangenen onderstand van krijgslieden en geld van dezen afhingen, afgescheiden van het grootste gedeelte hunner onderdanen, welke volgens het leenstelsel onmiddelijk aan hunne landheeren gehoorzaamden, zagen zij thans, door het ontstaan van een nieuw soort van vasallen, hun geheel toegedaan, hun vermogen versterkt en vermeerderd.

Want de gemeenten als personen beschouwd moesten bijna dezelfde diensten aan den vorst bewijzen, als de vasal aan zijnen Heer, terwijl zij ook bijna dezelfde regten bezaten.

Zij zweerden getrouwheid en gehoorzaamheid aan den vorst, beloofden hem bijstand in den oorlog, ja vervulden de meeste pligten der vasallen.

Hoezeer hierdoor kracht werd bijgezet aan het bestuur der vorsten, hoezeer zij zich in staat gevoelden door deze aangroeijing hunner magt den adel te beteugelen, zal elk gewis inzien.

Want niet alleen, dat de vorsten een groot getal van gewapende onderdanen aan de edelen ontrukten, maar zij voerden ook dezelve tegen hunne oude meesters aan, en bezigden hen als een middel ter vernedering van deze.

---

(1) Eenige heeren, beseffende dat zij de stichting van gemeenten niet konden tegengaan, hadden de wijsheid het voorbeeld te volgen, hetwelk de vorst hun gegeven had. Zij verkochten ook de charters van gemeenten voor geld en bedongen zich zoo vele voordeelen mogelijk in dezelve. Met deze was het dus nog het beste gesteld.

Met eene dubbele slag werd alzoo het vermogen des adels getroffen.

Ook wat het regts- en stedelijk bestuur aanging der heeren in hunne steden; indien door de vergunde vrijheidsbrieven hetzelve reeds in sommige derzelve was beperkt geworden; door de eharters van gemeenten ging het geheel verloren.

De vorsten bepaalden immers in deze, dat de stedelingen eene afzonderlijke regtspleging zouden bezitten, welke door 's vorsten ambtenaar, en een zeker aantal sehepenen ([1]), uit de burgers gekozen, zoude worden uitgeoefend, terwijl zij ook het stedelijk bestuur aan gezworenen ([2]), eveneens leden der gemeente, toevertrouwden.

Zoo ging ook de invloed der heeren in dit opzigt te niet, en kwam het weldra zoo ver, dat de meeste steden, die gemeenten vormden, als onafhankelijk van hare heeren, en als aan den vorst onmiddelijk onderworpen, beschouwd werden.

Zoo onderzoehten wij, naar ons gering vermogen, welke de voornaamste gevolgen geweest zijn van het stelsel van gemeenten.

Eenige derzelve echter liepen met de gevolgen van andere oorzaken te zamen, zoo dat wij dezelve geenszins aanmerken, als uitsluitend door middel van het stelsel van gemeenten te zijn verwekt; andere daarentegen ontwikkelden zieh slechts lang-

---

([1]) Zie pag. 52 dezer Verhandeling.
([2]) Zie pag. 53 dezer Verhandeling.

zaam, en vertoonden zich eerst jaren na de instelling der gemeenten; andere wederom werden middelijk, andere onmiddelijk door dezelve voortgebragt.

Al de echter door ons vermelde gevolgen kunnen wij met het hoogste regt voorname gevolgen van het stelsel van gemeenten noemen, waarom wij dezelve dan ook als zoodanig hier onderzochten.

Wij hebben thans het onze beproefd ter beantwoording der door de Academie voorgestelde prijsvraag.

Dat dit ons pogen met eenen gelukkigen uitslag zal bekroond worden, durven wij geenszins verwachten.

Mogt echter de Academie de moeijelijkheid des onderwerps naar waarde schattende, niet geheel onzen arbeid versmaden; mogt zij oordeelen, dat door denzelven, hoe weinig dan ook, zij toegebragt tot opheldering en juiste beoordeeling van een der belangrijkste punten van Europa's geschiedenis; dan zullen wij ons rijkelijk voor bestede moeite beloond achten.

EINDE.

BEANTWOORDING

DER

PRIJSVRAAG OVER DE MUNTEN,

EN

HETGEEN DAARTOE BETREKKING HEEFT,

SEDERT 1500

TOT DEN JARE 1621 INGESLOTEN.

BEANTWOORDING

DER

PRIJSVRAAG OVER DE MUNTEN,

EN

HETGEEN DAARTOE BETREKKING HEEFT,

SEDERT 1500 TOT DEN JARE 1621 INGESLOTEN;

UITGESCHREVEN DOOR DE KONINKLIJKE AKADEMIE VAN WETENSCHAPPEN EN FRAAIJE LETTEREN, TE BRUSSEL,

DOOR D. GROEBE,

ONDER-BIBLIOTHEKARIS EN KLERK BIJ HET KONINKLIJK-NEDERLANDSCHE INSTITUUT.



BRUSSEL,

M. HAYEZ, DRUKKER DER KONINKLIJKE AKADEMIE.

Sm 1835.

INLEIDING.

Ik geloof niet, dat er eenig onderwerp, betrekking hebbende tot de kennis der oudheden van Nederland, met een meer digten sluijer overspreid is, dan hetgeen deszelfs muntwezen, van de vroegste tijden af, aangaat.

Onder de redenen, die men kan aehten grootelijks daartoe mede te werken, behoort vooral genoemd te worden, dat wij nog geene genoegzame kennis dragen aan zoo vele oorspronkelijke stukken dien betreffende, en welke, tot nog toe, steeds verholen blijven. Letten wij voorts op de verspreiding dier Charters, op de moeijelijkheid, om de taal, waarin zij zijn opgesteld, te lezen en te verstaan, en dat, al waren ze ook in één enkel arehief vereenigd, voor één menseh, die met het toezigt en onderzoek van deze voorwerpen, als ook met dat van andere, niet minder gewigtig voor de gesehiedenis dezer landen, belast is, niet wel mogelijk zoude zijn, dezelve alle uit het stof der vergetelheid, waaronder zij verborgen zijn, op te delven; dan zal het niet zoo geheel vreemd meer voorkomen, dat er opzigtelijk die muntkennis in ons Vaderland nog weinig verrigt is.

Doch ook van eene andere zijde, want ik durf het naauwelijks aanroeren, hoe veel er welligt is verloren gegaan, en wel ten aanzien der beoefening van dit vak van wetenschap (als het mij geoorloofd is, hetzelve dus te noemen) doen zich groote zwarigheden voor. Theorie en praktijk, of, laat ik duidelijker spreken, bespiegeling, zal zij in dezen vruchtbaar zijn en een gewenscht gevolg hebben, moet met toepassing aan de hand gaan; dat is: zij moet door eene verzameling van munten, zeer zeker door eene meer dan gewone gemeenzaamheid met dezelve, worden opgehelderd en voorgelicht. Tot het laatste is de gelegenheid niet voor eenen ieder opengesteld, of ontbreekt het den zulken vooral aan de noodige lust en geneigdheid; terwijl wijders het bijeenbrengen, immers van een vrij volledig kabinet, uiterst moeijelijk zoude zijn, en, de mogelijkheid daarvan al eens ondersteld zijnde, nog al noemenswaardige sommen vereischen; waarbij ik nog geenszins melding maakte van den tijd tot deze studie gevorderd, en waarover men niet altijd te beschikken heeft: met één woord, men zal, ook zonder dat er meer behoeft bijgevoegd te worden, al ras met mij daarin overeenkomen, dat die geringe kennis aan het aloude muntwezen in de Nederlanden inderdaad geen vreemd verschijnsel is.

Dit alles belet ondertusschen in geenen deele het wenschelijke, nuttige en noodzakelijke dezer bekendschap. Het is derhalve tijd, en, mijns oordeels, meer dan tijd, dat men zorgvuldig opspore en openbaar make, wat hier en elders verspreid ligt. Doch daar

het veelzins onmogelijk is, om alles, wat te dezer zake dienstbaar kan gerekend worden, in eene geleidelijke en opvolgende orde voorgesteld te zien, kan er gewis geene andere keus overschieten, dan stukswijze en bij gedeelten in te zamelen, hetgeen niet op eenmaal kan worden geleverd ([1]).

De keizerlijke en koninklijke Akademie van Wetenschappen en Fraaije Letteren te Brussel betrad wijsselijk voor ruim *veertig* jaren dit spoor, toen zij hare prijsvraag over de geldspeciën, gedurende de *veertiende* en *vijftiende* eeuwen in de Nederlanden gemunt, en de plaatsen, alwaar geld geslagen werd, openstelde. En zij deed den beoefenaars en liefhebberen eene wezenlijke en niet geringe dienst, dat zij het antwoord van den eerwaarden A. Heylen met haren uitgeloofden eereprijs bekroonde en onder hare *Mémoires* wereldkundig maakte ([2]).

In onze dagen toonde die zelfde koninklijke Akademie, dat zij het onderwerp eener grondige muntkennis niet beneden hare aandacht rekende, toen zij voor twee jaren de vraag opgaf :

*Quelles ont été les espèces d'or et d'argent, ayant cours légal aux Pays-Bas, depuis le commencement du seizième siècle jusqu'au règne d'*Albert *et* Isabelle *inclusivement; leurs valeurs nominales primitives; leurs titres et leurs poids; les variations*

([1]) Een diergelijk denkbeeld ontwikkelde *Ghesquière*, in zijn *Mémoire sur trois points intéressans de l'histoire monétaire des Pays-Bas*, pag. 25.

([2]) *Mémoires de l'Académie de Bruxelles*, vol. V.

qu'elles ont éprouvées; les actes législatifs et règlemens relatifs à la matière, et les villes et places où l'on battait monnaie?

Dat is : « Welke zijn de gouden en zilveren geldspecien geweest, wettigen cours in de Nederlanden houdende, sedert het begin der zestiende eeuw tot aan de regering van *Albert* en *Isabella* ingesloten; hare oorspronkelijke naamwaarde; hare keuren en zwaarten; de veranderingen, die zij hebben ondergaan; de wetgevende acten en reglementen, dien betrekkelijk, en de steden en plaatsen, waar men geld muntte? »

De herhaalde uitschrijving dezer vraag kan een ieder voorts nog omtrent de belangrijkheid van derzelver beantwoording en te gelijk van het moeijelijke in hare volkomene oplossing ten volle overtuigen.

Tengevolge der uitnoodiging in den verleden jare gedaan, wil ik thans mijne krachten beproeven, om te zien, in hoeverre het mij zal gelukken, te slagen in de ontwikkeling der bijzonderheden, welke ik meen in de meergemelde vraag opgesloten te zijn, en die ik acht te bestaan in de volgende :

Vooreerst : Eene opgaaf van alle gouden en zilveren munten, hetzij inlandsche, hetzij uitheemsche, welke bij wettelijke verordeningen in de Nederlanden loop hadden, met opgaaf van zoodanige veranderingen in derzelver waarde, als bij onderscheidene publicatien en dergelijke werden vastgesteld, onder bijvoeging tevens van derzelver gehalte, het gewigt, en den prijs, waarvoor

zij oorspronkelijk zijn uitgegeven; het een en ander uit de daartoe behoorende bescheiden opgemaakt.

Men veroorloove mij echter hierbij aan te merken :

a. Dat, gelijk er reeds veel duisterheid bestaat aangaande de Nederlandsche geldstukken, zulks, althans bij mij, ten opzigte der vreemde geldspecien niet minder plaats heeft, en omtrent sommige van welke de oorsprong zich in hooge oudheid verliest; waarvan men, om slechts één uit alle te noemen, den *Rozenobel van Engeland* ten voorbeelde kan nemen. Zoo veel mij echter van een of ander mogt bekend geraakt zijn, zal te zijner tijd eene plaats vinden.

b. Dat ik het in de vraag niet heb begrepen geacht, al de onderscheidene munten van dezelfde benaming, doch door verschillende vorsten geslaan, munten, als daar zijn, bij voorbeeld, de *Andries Guldens*, te moeten opnoemen; terwijl ik voorts, om te gemoet te komen aan het ontbreken eener breede beschrijving van alle geldstukken, naar derzelver afbeelding in de voornaamste en meest bekende muntboeken heb verwezen.

c. Dat ik, zoo veel mogelijk, eene zekere orde heb trachten te behouden bij de opgave der munten in de beide metalen, met onderscheiding echter omtrent de zilveren Nederlandsche in *grof geld* en *payement*, onder welk laatste ik niet betrokken heb zulke kleine gedeelten van grove specien, welke eene zoogenoemde payementswaarde hadden.

Ten tweede, zal ik in eene alphabetische orde, en wel zoodanig

als zulks in de bekroonde verhandeling van den eerwaarden *Heylen* is geschied, de plaatsen opgeven, alwaar, in het tijdvak van 1500 tot 1621 ingesloten, munt geslagen werd, en daarbij datgene voegen, wat, mijns oordeels, in zijn werk had kunnen worden opgenomen.

In de hoop dan, dat mijn arbeid niet nutteloos zal zijn, onderwerp ik denzelven met bescheidene vrijmoedigheid aan het verlicht oordeel mijner regters.

BEANTWOORDING

DER

PRIJSVRAAG OVER DE MUNTEN,

EN

HETGEEN DAARTOE BETREKKING HEEFT,

SEDERT 1500 TOT DEN JARE 1621 INGESLOTEN.

Langdurige binnenlandsche oorlogen en oneenigheden hadden, sedert en bij de herleving der Hoeksche en Kabeljauwsche twisten, de Nederlanden geweldig geteisterd. De schattingen, welke zij, en in 't bijzonder Holland, ten behoeve van vreemd krijgsvolk, hadden moeten opbrengen, deden eene schaarsheid van geld ontstaan, en den prijs der gouden en zilveren munten tot eene ongehoorde hoogte stijgen. Met deze klimming hield ook de prijs der noodwendigste levensbehoeften gelijken tred. De algemeene ellende, uit zulke omstandigheden geboren, werd niet weinig vermeerderd, toen de Rooms koning *Maximiliaan,* ongeneigd om zich de ruitergelden en schattingen in geldstukken van zulke buitensporige en overdrevene prijzen te laten voldoen, niettegenstaande de handvesten dezer landen, en buiten gemeenschappelijk overleg, — versmadende den raad, dien men hem gegeven had, om

de vermindering der waarde van het geld niet op eens, maar van langerhand in te voeren, en meer luisterende naar dien der geestelijkheid, in 't bijzonder naar den abt van *St-Bertyn*, — eene voorziening daarstelde, welke de schromelijkste gevolgen had kunnen achter zich slepen, en voor de ingezetenen van sommige gewesten werkelijk had.

Het is hier de plaats niet, om over die gevolgen van deze willekeurige en overmagtige handelwijze, bij welke de geldspeeien, tot op een derde van hetgeen zij bevorens deden, verminderd werden, in al derzelver omvang uit te weiden. Men kan uit de geschiedboeken van die tijden den nadeeligen toestand des handels opmaken, en den vernielenden speculatiegeest nagaan, welke vreemdelingen, tot ongeloofelijke schade der inboorlingen, en zelfs ook deze laatsten tegen hunne landgenooten, aanspoorde, om, daar sommige steden nog, naar eigen goeddunken, aan eene hoogere zetting bleven vasthouden, dan door *Maximiliaan* bevolen was, hunne waren daar ter plaatse ter markt te brengen en tegen gereed geld te verwisselen, waar de bepaling van 14 december 1489 te *Breda* uitgevaardigd (1) achtervolgd werd, om hetzelve elders, bij voorbeeld, te *Gent* en te *Iperen*, met een derde verhooging weder uit te geven (2).

---

(1) *Placcaeten van Vlaanderen*, I, bl. 443. *Can en Scheltus, Groot placaatboek*, I, bl. 2578.

(2) *Divisie chronijk, div. XXXI. Cap.* 69—72. *Alkemade, Jonker, Fransen oorlog*, 232, 233. *Velius*, *Chronijk van Hoorn*, 146, en zeer vele andere schrijvers, onder welke er te boek stellen, dat de afzetting der munten in 1489 onder de redenen behoort, die aanleiding gegeven hebben tot het zoogenoemd *Kaas- en broodspel*. En men behoeft zich in waarheid niet te verwonderen over de ontzettende gewrochten

Hoe langen tijd echter ook eenige voorname steden tegenstand mogten bieden, en weigerig blijven, om zich aan dezen maatregel te onderwerpen, deszelfs aanneming kwam evenwel ten laatste tot stand. Doch alle de vroeger opgerezene bedenkelijkheden lieten wel voorshands vermoeden, dat deze evaluatie van geen langen duur zoude zijn. Reeds in 1491 hadden de Staten dezer landen, te *Mechelen* in april van dat jaar vergaderd, aan *Maximiliaan* vertoond en te kennen gegeven, *dat de voorz. ordonnantien* (van 1489) *niet wel onderhoudelijk en waren, en het meer oorbaar en profijt wezen zoude, eenige verhooging (zoo als van den Andries Gulden, bevorens twintig stuivers, op vier en twintig stuivers, en alle andere munten naar evenredigheid) in te voeren.* Aan welke billijke eischen door hem

---

van diergelijke schijnbaar geringe oorzaken. In de *Excellente chronike van Vlaanderen*, lezen wij op fol. 83 :

« Int jaer ons Heren xiii^c ende xxii in landt van Vlaendren was eene grote be- » roerte omme die nyeuwe munte. Die heren stelden voort, in Vlaendren, ende wil- » den heyndelyeken, dat men aen 't gout verliesen soude den derden pennine, ende » dat men aen 't selveren ghelt verliesen soude den vierden pennine, ende hier was » 't ghemeente yegen, want si en wilden soe vele niet verliesen, maer si consen- » teerden wel te verliesene den zesden pennine, maer anders niet. Ende hier omme » so liep 't volc te Ghendt in die wapene, ende die wevers lieten haer were staen. » Ende aldus in die wapen staende, so seyden si, dat si wilden gaen soucken die » upstelders van desen. Ende daer sloeghen sy doot den voorsehepene van Ghendt » *Daniel Van Zeverne*, den overdekene *Van Boele* ende *Joos Hazebyt*, ende doe » ghinghen si soucken meester *Heyndrick Huytenhove*, den thoonre van Ghendt, » ende *Jan die Grave*, die welcke si niet thuys en vonden, maar waren ghevloden » huyt Ghendt. Doen ghinghen sy breken haerlieder huysen ende namen haerlieder » goet. Dit gheviel in ougst op Ste-Clare dach. » Waarbij een andere en latere *Chronyk van Vlaanderen* (II, 230), nog voegt : « Sy door-braken de poorten der prin- » celyeke gevangenis en gaven vrydom aen alle die in egtenis waeren. »

werd gehoor gegeven, en in zulker voege eene wijziging verordend, welke evenwel zoo weinig achtervolgd werd, dat hij op den 26sten augustus des jaars 1493 uit *Mechelen* eene hernieuwing zijner publicatie van twee jaren bevorens moest laten uitgaan (1).

Ik bezit onder mijne verzameling, tot het stuk der munte betrekkelijk, verscheidene zettingen, sedert het laatstvermelde tijdstip tot aan het einde der vijftiende eeuw uitgegeven, bij welke sommige geldstukken op derzelver prijzen gehandhaafd, andere wederom nu eens verhoogd, dan weder verminderd staan. Zoo is, onder alle, de eerste van den 12den november 1493, in den Haghe afgekondigd; wanneer, met meer andere, de *dukaat van Hongarijen*, omstreeks drie maanden vroeger op 31 stuivers gesteld, nu 36 stuivers zoude doen, terwijl die zelfde munt in januarij 1495 op 35 ½ stuivers werd bepaald; den 1sten maart 1497 op 36 stuivers, en den 14den september 1499 geordonneerd, dat dezelve tot Kersmisse daaraanvolgende voor 39 stuivers loop zoude hebben; gelijk daarentegen de *Andries Gulden* in de eerstvermelde evaluatie van den jare 1493 op 28 stuivers werd geraamd, op dien prijs staande bleef en dezelve bevestigd werd bij de ordonnantie op den heiligen Kersavond in 1499 uitgevaardigd (2); met welk laatste charter wij de oplossing van het voorgestelde vraagstuk eigenlijk hebben aan te vangen.

---

(1) Handschrift op papier, bij mij, getiteld : *Copulact dienende tot de munte*, in een los omslag.

(2) Handschrift op pergament, bij mij, voerende den titel : *Placaten beroerende de munte*, geschreven ten tijde, dat de zetting van 24 december 1499 nog in werking was.

Daar echter verscheidene evaluatien iets eigens bezitten, hetwelk tot beter verstand der algemeene zaak moet dienen, acht ik het niet overbodig, ook om herhalingen te vermijden, die muntplacaten kortelijk te doorloopen; terwijl echter datgene, wat tot eenig geldstuk in het bijzonder betrekking heeft, te zijner plaatse zal aangewezen worden.

Ik heb zoo even van dit stuk, dat mij in geen placaat-boek af- 24 december 1499 (1).
gedrukt is voorgekomen, met één enkel woord melding gemaakt. Het behelst, behalve een verbod van alle niet genoemde specien, eene naauwkeurige opgaaf van het gewigt der gouden geldstukken.

Deze uitvaardiging van keizer *Karel*, uit *Brussel*, is de eerste, 2 januarij 1516 (2).
welke mij sedert de laatstvoorgaande van 1499 is ter hand gekomen. Schoon men dezelve zal te beschouwen hebben als eene vernieuwing of voortzetting van gene, zoo zijn mij echter in de prijsbepaling sommiger munten eenige verschillen ontmoet (3), die te hunner plaatse vermeld zijn. Deze evaluatie bevat, behalve den last tot voortzetting van den muntslag der *Philips Guldens* en der *halve* van dien, onder de benaming van *Carolus* en *halve Carolus* tot f. 1.5 en 12 ½ stuiver (4); *zilveren vliezen* van 6

---

(1) Handschrift als boven.

(2) Handschrift : *Copulaet dienende tot de munten.*

(3) Ik kan hier niet voorbij, op te merken, dat de publicatien over de munten, het zij geschrevene, het zij gedrukte, niet altijd overeenstemmen. Deze onnaauwkeurigheid is dan vooral te beklagen, wanneer zelfs eene gezonde gevolgtrekking onmogelijk wordt.

(4) Mij is deze munt van *Karel*, tot nog toe onbekend gebleven. Ik vermoede derhalve, dat aan dit besluit geen gevolg is gegeven; ten zij men den naam hebbe laten

groot, *dubbele stuivers*, *stuivers*, *grooten*, *halve grooten*, *oort-stuivers*, *zeskens* of *negenmannekens* en *zwarte penningen* van 4 en van 2 mijten vlaams; in alle welke geene verandering zoude plaats hebben, dan alleenlijk in den name; voorts de continuatie van den muntslag der zilveren *Realen met de wapens van Spanje* tot 6 ½ groot, zoodanig als die te voren bij zijnen vader geordonneerd waren te munten, overigens geene belangrijke bijzonderheden voor ons onderwerp anders, dan dat geene andere dan de opgenoemde geldspeeien gang mogten hebben.

4 februarij 1520 (1). Ook dit stuk van denzelfden vorst te *Mechelen* uitgegeven, is als eene vernieuwing der zettingen van 1499 en van 1516, naar welke beide ook verwezen wordt, aan te merken. Intusschen vindt men hier op nieuw verschillen in de waarde van eenige geldstukken, en bovendien het bevel tot den muntslag van eenen *gouden Reaal*, in stede van het *gulden vlies*, tot f. 3 gangbaar gesteld, van 46 stukken in het mark, van 23 caraat 9 ½ grein gouds, benevens de *halve* van dien, van 18 caraats goud en van 70 ⅛ stukken in het mark; van den *Carolus* (*gulden*) tot 84 stukken in het mark, en van 14 caraats goud tegen f. 1; van een *zilveren dubbelen Carolus* (drie stuivers penning), ter gehalte van 11 penningen 5 grein en tot 80 stukken in het mark, met de *halve* van 78 ½ stukken in het mark en ten allooie van 5 penningen 12 grein; van *stuivers* tot 80 stukken in het mark,

---

varen, en de muntijzers der *Philips Guldens*, *Vliezen*, *Realen*, enz., onveranderd gelaten hebbe.

(1) *Can en Scheltus*, *Groot placaatboek*, I, 2604. *Vriesch Placaatboek*, *Charterboek van Friesland*, II, 388.

uit zilver van 3 penningen 17 grein; van *zeskens* en kleinere specien; terwijl voorts de niet genoemde voor biljoen of onganbaar verklaard werden.

Nadat men alzoo, ingevolge het vorenstaande gebod, van keizers wege tot de munting der nieuwe geldstukken was overgegaan, en de voortduring begeerde eener evaluatie, welke twintig jaren lang schier onveranderd was gebleven, ontstond echter in 1521 onder de gemeente eenige beweging, doordien men de prijzen zoo laag niet wilde houden. *Antwerpen* verzette er zich in 't bijzonder tegen. Twee kommissarissen uit den hove trachtten de burgers aldaar het stiptelijk onderhouden der zetting van 1520 te doen bezweeren; doch vruchteloos. En het was na de kennisneming door den keizer van dezen tegenstand, en van de bezwaren tevens, dat er, ingevolge het verlangen des volks, eenige wijzigingen werden verordend ([1]), welke men uit de ordonnantien, die straks volgen, nader kan leeren kennen.

Ik voege deze vier bepalingen bijeen, omdat in de laatste ([2]) 1521. 4 maart 1522. 19 junij 1524. 25 novem. 1525.

([1]) *Chronijck van Vlaanderen*, II, 10.

([2]) Handschrift: *Copulaet dienende tot de munten.* Het geauthentiseerde afschrift der ordonnantie van 25 november 1525, vervaardigd eene maand na dat het oorspronkelijke was uitgegeven, maakt melding van de drie vorige; en schoon mij die van 4 maart 1522 te eenemale ontbreekt, zoo is het mij echter uit eene even zeer geauthentiseerde kopij der publicatie van 19 junij 1524 (in een ander handschrift bij mij, op papier, in een band, getiteld: *Laetste placaeten beroerende de munten*), zeker, dat toen reeds de verhooging der gouden specien werkelijk plaats heeft gegrepen, en dus de ordonnantie van 25 november 1525, als eene herhaling daarvan moet beschouwd worden. Ik zou voorts mede nog uit eene losse evaluatie (in het *Copulaet*, enz.), van september 1522, kunnen aantoonen, dat bereids op dit tijdstip eenige prijsverandering was ingevoerd.

publicatie, uit *Brussel*, van de drie eerste gewag wordt gemaakt. Het blijkt ons uit dezelve, dat de verhooging, welke er bij werd vastgesteld, slechts tijdelijk was, om er vervolgens nader in te voorzien, en dat, wat de drie eerste betreft, dezelve alleen betrekking hadden tot de gouden munt, terwijl de zilveren eerst in 1525 eene verandering ondergingen.

10 december 1526 (1). Bij deze munt-ordonnantie, mede uit *Brussel*, volgde meergemelde keizer *Karel* den maatregel, door *Maximiliaan* zoo onverschoonlijk veronachtzaamd. Hij gelastte daartoe, ten einde den prijs des gelds, welke eenigen tijd zeer gestegen was, te brengen op den voet als bij het placcaat van 4 februarij 1520 was bepaald geworden, twee termijnen, en regelde in elken derzelve de cours der munten, door vast te stellen, dat van den eersten januarij 1527 tot aan den laatsten februarij daarop volgende, de gouden en zilveren geldstukken tot eene zekere daarbij vermelde waarde zouden gangbaar zijn, terwijl, na het eindigen van dat tijdsbestek, en dus van den eersten maart 1527, en vervolgens de evaluatie van den 4den februarij 1520 zoude moeten achtervolgd worden, gelijk dan ook naderhand die tweede termijn den 7den october 1531 (2) en andermaal den 12den junij 1539 (3) vernieuwd werd, nadat echter bij verordening van. .
15 april 1539 *a* (4). eene provisionele verhooging van prijs aan eenige munten werd toegestaan, welke van den 8sten mei 1539 tot den 1sten julij

(1) *Plac. Vlaand.*, I, 470. *Vriesch placaatboek*, II, 165.
(2) *Plac. Vlaand.*, I, 480. *Vriesch placaatboek*, II, 588.
(3) *Plac. Vlaand.*, I, 489. *Vriesch placaatboek*, II, 745.
(4) *Vriesch plac.*, II, 740, vergeleken met eene *afzonderlijke uitgave* dier ordonnantie.

deszelven jaars geduren zoude, zijnde deze toelating intusschen, met de voorvermelde publicatie van. . . . . . . 12 junij 1539 (b).
die met den eersten julij moest in werking komen, te niete gedaan.

Eene nieuwe verhooging, vooral omtrent de waarde der gouden 11 julij 1548 (1).
geldstukken, werd bij deze ordonnantie vastgesteld. Zij werd den . . . . 23 maart 1552 (2).
onder zekere bepalingen herhaald of vernieuwd; in zoo verre namelijk, dat de munten eerst van den 15den mei dezes jaars tot hare oude gangbare waarde zouden worden terug gebragt, terwijl aan dezelve, bij moderatie, een hoogere cours werd toegestaan van den 1sten april tot den 15den mei voornoemd. Uit onderscheidene verlengingen van deze tolerantie blijkt echter, dat de evaluatie van 11 julij 1548 niet weder in werking is gebragt (3).

Onder deze dagteekening verscheen andermaal eene nieuwe 24 october 1559 (4).
en tijdelijke prijsbepaling der geldspecien, welke met St-Maartensdag (11 november) zoude aanvangen en den eersten mei 1560 eindigen; terwijl na dien tijd de prijzen naar den inhoud der zetting van 11 julij 1548 moesten zijn terug gebragt; zelfs

---

(1) *Pl. Vlaand.*, I, 509. *Placaerten van Braband*, II, 473. *Vriesch placaatboek*, III, 139, vergeleken met het *muntboek* van dezen jare.

(2) *Pl. Vlaand.*, I, 521. *Vriesch placaatboek*, III, 295.

(3) Men zie, bij voorbeeld, het *Geldersch placaatboek*, I, 148. *Vriesch pl.*, III, 303, 307 en op meer plaatsen. *Pl. Vlaand.*, I, 521, 526, terwijl ik, indien zulks noodig was, om de opvolging te vervolledigen, onderscheidene vernieuwingen uit mijne verzameling in handschrift, er zoude kunnen bijvoegen.

(4) *Pl. Brab.*, II, 483.

werd op den 21sten junij 1563 te kennen gegeven, dat men voor had, den cours van den jare 1520 weder in werking te brengen (¹); doch keizerlijk noch koninklijk gezag was immer in staat geweest, aan de rijzing der beide metalen, goud en zilver, perken te stellen. Die magt schoot ook nu te kort; want niet slechts, dat op onderscheidene tijden de evaluatie van 1559 werd herhaald en vernieuwd (²), maar er volgde zelfs . . . . . .

27 julij 1572 (3). eene andere zetting, die bij provisie en ten tijde toe, dat eene algemeene reductie omtrent de gouden en zilveren munten zoude gemaakt zijn, moest achtervolgd worden.

7 februarij 1573 (4). Als in eene tijdrekenkundige opvolging de munt ordonnantien aangevende, behoor ik des hier van deze gewag te maken. Zij was van prins *Willem*, op naam des konings, en verbindende voor den lande van Holland. Bij dezelve werd gelast, dat men, ten einde den omloop van valsche, verboden, of vreemde en onbekende munten te keeren, de geldspecien aan eene stempeling moest onderwerpen, en dat van de munten eene kleine partije, ten minste quetse en verlieze van een iegelijk, ten gemeenen behoeve en zake des lands bekeerd en verstrekt zoude worden. Om nu dit doel te bereiken had men van elk geldstuk, het payement beneden een halve reaal uitgesloten, zekere somme voor de alzoo gedane stempeling uit te geven of te leenen, tegen

---

(1) *Pl. Brab.*, II, 489.

(2) Men vindt eene vernieuwing dezer ondonnantie van 1559 in het *Geldersch pl.*, I, 273; en van 7 december 1560, 17 junij 1561 en andere in mijne verzameling.

(3) *Pl. Brab.*, II, 499. *Geld. pl.*, I, 600.

(4) *Resolutien der staten van Holland*, van 1572 en 1573, bl. 18. Zij gaat ook afzonderlijk in druk uit.

behoorlijke obligatie en verband, om deze in zulker voege verstrekte somme ten einde des jaars uit te keeren en te betalen aan den genen, die zulks op de voorsehrevene wijze zoude geleend hebben, of wel aan den houder derzelve obligatie. Eindelijk werd nog bepaald, dat geen ander dan dusdanig gestempeld geld binnen dezen lande (van Holland) loop mogt hebben.

Wat er intussehen aangaande die stempeling verder voorgevallen zij, is mij niet gebleken ([1]); doch dit is zeker, dat de geleende som op ieder geldstuk, en dus de verhooging van den prijs, waarvoor hetzelve konde worden uitgegeven, in vergelijking der laatste zetting zeer belangrijk was ([2]).

Koning Philips stond bij zijne publieatie van deze dagteekening, welke, behalve voor andere zijner landen, ook voor Holland toepasselijk was, andermaal de verhooging toe van den prijs eeniger geldstukken, naar de ordonnantie van 27 julij 1572, die echter slechts tijdelijk zijn, van den eersten julij beginnen en tot den laatsten dag des jaars 1574 zoude aanhouden, terwijl de munten, die niet genoemd waren, die waarde moesten behouden, welke haar bij de laatste verordening (1572) waren toegewezen. Deze tolerantie werd sedert verlengd ([4]). 22 junij 1574 (3).

([1]) Men begrijpt ligtelijk, dat ik hier alleen doel op het gevolg geven aan het verband tot terug betaling der verstrekte gelden; want dat de stempeling geschied zij, bewijzen ons de van die tijden nog overgebleven munten, waarvan voorts Van Loon, in zijne *Nederlandsehe historie-penningen*, I, 164, de afbeelding geeft.

([2]) Ik heb in eene noot telkens die som bij iedere munt op dat jaar aangeteekend.

([3]) *Pl. Brab.*, III, 537. *Geld. Pl.*, I, 651. De ordonnantie in het *Brab. Pl.*, is echter zeer onnauwkeurig.

(4) *Geld. Pl.*, I, 662, 666.

3 decemb. 1575 (1). Met terugzigt op het placcaat van den jare 1573, waarbij het stempelen der specien bevolen was, gelastte de koning, of wel de prins op deszelfs naam, opnieuw eene verhooging der prijzen van de munten in goud en zilver, zoo als zij nu binnen Holland konden worden uitgegeven. Wij bespeuren in dezelve terstond eene belangrijke verhooging van den cours van 22 junij 1574, ofschoon de laatste ook naar Holland was uitgevaardigd.

19 april 1576 *a* (2). Deze evaluatie, waarbij, nevens Holland, het graafschap Zeeland uitdrukkelijk wordt opgenoemd, doet ons wederom eene gesteigerde waarde der geldstukken kennen, in vergelijking van die van den 3den december 1575; doch zij sluit ook de bepaling in, dat deze zetting voor slechts zes maanden zoude geldig zijn. Het placcaat zelf is van prins Willem, op naam des konings.

25 october 1576 *b* (3). Wij vinden in dit stuk, dat mede naar Holland en Zeeland was gedepecheerd, eene opmerkenswaardige vermindering met opzigt tot de ordonnantie van 19 april ll., doch eene vermeerdering der prijzen in vergelijking van dat in dato 22 junij 1574. Hetzelve is sedert, en wel den . . . .

11 novemb. 1577 (4).

---

(1) *Resolutien der staten van Holland*, 1572, 1573, bl. 47.

(2) *Resolutien der staten van Holland*, 1572 en 1573, 52.

Ik heb, gemakshalve, wanneer hetzelfde jaar meer dan eene muntzetting opleverde, die in hare tijdorde met *a*, *b*, *c* of *d* aangewezen.

Men zal overigens wel inzien, dat de ordonnantie van dezen dag met die van 3 december 1575 en van 7 februarij 1573, tot elkander in het naauwste verband staan, en van al de overige als afgescheiden behooren te worden aangemerkt.

(3) *Geld. Pl.*, I, 707. *Pl. Brab.*, II, 501. *Vriesch pl.*, III, 1073. De herhaling dezer evaluatie vindt men in *Geld. pl.*, I, 715, 726, 727, *Pl. Brab.*, II, 532.

(4) *Geld. pl.*, I, 731. *Utr. pl.*, I, 533, 534. *Pl. Brab.*, II, 503, 505. *Vriesch pl.*, III, 1163. Onder welke mede vernieuwingen zijn.

als ook van een ander, den . . . . 4 mei 1579 *a* (1).
opgevolgd.

Dit koninklijk bevelschrift voor zijne landen en graafschappen 15 nov. 1579 *b* (2).
van Holland en Zeeland, als ook eene ordonnantie op naam des konings van prins *Willem* van Oranje, als deszelfs stedehouder, op eene voordragt van de Staten van Utrecht, voor die landen, onder dezelfde dagteekening afgegeven (3), houden de bepaling in, tot welke prijzen sommige geldstukken, en wel bepaaldelijk de *Rozenobel van Engeland*, die *van Gelderland* en *van Utrecht*, de *Henricus nobel* en de *Dukaat van Simmeren*, terstond zouden kunnen worden uitgegeven; terwijl de andere gouden en zilveren specien op hare tegenwoordige waarde zouden blijven tot den 1sten januarij 1580, op welken tijd de munten werden gesteld, ten prijze als bij die ordonnantien van 15 november 1579 verder wordt uitgedrukt. Dan, hetzij de ingang van dezen termijn belet werd, hetzij dat eene andere voorziening werd bewerkstelligd, men vindt eene evaluatie van 26 april 1580, van welke straks nader, waarin op het placcaat van 15 november 1579 gedoeld wordt; vooraf echter behoort nog het stuk van den . . . . . 23 nov. 1579 *c* (4).
vermeld te worden.

Dit *placcaet des conincx op 't verhooghen ende verleegen*

---

(1) *Can en Scheltus*, *Groot pl.*, V, 961. Het gaat ook afzonderlijk in druk uit. De evaluatie in het *Utr. pl.*, III, 695, die de dagteekening heeft van 31 januarij 1579, is er volkomen aan gelijk.

(2) Handschr. *Pl. beroerende de munte.*

(3) *Utr. pl.*, I, 536.

(4) Gedrukt in-4°, te *Antwerpen* bij Guilliaem Van Parijs.

van de goude ende silvere munten, loop hebbende in de landen van herwaerts overe, bevat eene aanzienlijke vermindering der prijzen in vergelijking van de laatstgenoemde zetting van den 15den bevorens (1).

Dan, gelijk het zich ook uit den aard der zake van voren bereids liet aanzien, dat deze prijsbepaling onmogelijk van langen duur konde zijn, er verscheen werkelijk, den. . . . . .
19 decem. 1579 *d* (2). eene nadere verordening. In dezelve wordt in 't bijzonder gewezen op tweederlei ordonnantien in de maand november ll. op 't stuk der munte uitgegeven en boven vermeld, welke bevonden waren onderling grootelijks te verschillen; weshalve de koning bepaalde, dat deze evaluatie dienen moest tot vereeniging en verlijking der munten voor alle zijne Nederlanden. Uit die zetting blijkt ons verder, dat de speeien hiervoren onder 15 november 1579 *b*, opgenoemd, eene allerbelangrijkste reductie ondergingen, en voorts, dat de verbreking bevolen werd van alle muntijzers, behalve die tot den *Konings kroon* en den *Philippus daalder* met zijne gedeelten.

26 april 1580 (3). Aangezien een ander nieuw placaat van de munte door die van *Braband* was uitgegeven (4) 't welk merkelijk ten achterdeele van de provincien *Gelderland* en *Utrecht* was leidende, werd door den koning bij deze ordonnantie ten behoeve dier provincien de permissie van 15 november ll. gematigd en gemo-

---

(1) De *Arnoldus Gulden* en de *Gulden van Kampen, Deventer en Zwolle*, uitgezonderd, welke integendeel verhoogd werden.

(2) *Geld. pl.*, I, 739.

(3) *Geld. pl.*, I, 749. *Utr. pl.*, I, 537.

(4) *Zie* hetzelve hierboven, op den 23 november 1579.

dereerd tot den tijd toe, dat in dit stuk nader zou voorzien zijn; deze zetting werd voor dezelfde gewesten den 27sten november 1581 vernieuwd (¹).

Koning Philips vaardigde van Maastricht met deze dagteckening eene evaluatie uit, waarbij de ontzettende verhooging der prijzen van de geldspecien onze aandacht terstond tot zich trekt. Wanneer men zich echter de omstandigheden en gebeurtenissen van die tijden voor den geest brengt, dan blijft die klimming niet meer onverklaarbaar. — De ijdele hoop, waarmede men zich dezer tijds vleide, werd niet vervuld, immers dezelfde bepaling van waarde, dezelfde voorbehouding, om in tijd en wijle nader op de munte eene generale orde te stellen, welke in die ordonnantie voorkomen, vinden wij in de publicatie weder van den 6 october 1581 (²). 4 october 1585 (³).

Nadien er sedert de laatst voorgaande van 6 october 1581 eenige nieuw geslagen munten in rondgang waren gebragt, zoo werden bij dit stuk de *Leeuwen van Antwerpen en Brugge*, de *Gentsche nobel*, de *Brabandsche daalder*, *het zesstuiversstuk van Brugge*, de *achtstuiversmunt van Gent* en de *nieuwe zes-*

(¹) *Utr. pl.*, I, 537. Behalve deze komt nog in *Can en Scheltus*, *Groot pl.*, V, 964, eene zetting voor van 1 januarij 1581, welke, met die van 19 december 1579 en van 26 april 1580, geringe verschillen heeft.

(²) In geen placaatboek heb ik dit stuk gevonden. Een afzonderlijke druk in-4°, gepubliceerd in 's Hertogenbosch, den 30sten derzelfde maand, stond mij bij deze mededeeling te dienste. Ik ben niet geneigd, dit stuk aan te zien als alleen geldig voor die plaats; want behalve de na te noemen volslagen overeenkomst der prijzen met de ordonnantie van 6 october 1585, zoo is de omstandigheid, dat in de laatste publicatie juist gewaagd wordt van eene andere, den 20sten september 1581 afgevaardigd, eene der voornaamste redenen, waarom ik de hier beschrevene voor dat stuk houde.

(³) *Pl. Brab.*, II, 506.

stuiverstukken van Luik opgenomen, welke alle, met uitzondering alleen van de laatste geldsoort, voor slechts *zes maanden* werden toegelaten.

De omstandigheden, waarin de stad Brussel sedert een geruimen tijd had verkeerd, schijnen het noodzakelijk te hebben gemaakt, om eeniglijk voor deze stad eene evaluatie af te kondigen, bij wijze van permissie en tolerantie tot dat bij den koning in dezen anders zou zijn geordonneerd. Men heeft een placeaat van den amptman, borghemeesteren, schepenen, rentmeesteren en den raad der stad Brussel, in dato . . . . .
15 maart 1585 (1). met overleg van twee kommissarissen des prinsen van Parma ontworpen, waaruit de gezindheid om der burgerij van Brussel ten aanzien der muntzake te gemoet te komen, kennelijk wordt. Wij hebben in die tijdelijke en plaatselijke voorziening onder de in deze verhandeling beschrevene munten nog eenige andere opgenoemd gevonden, voor welke het niet noodig zal zijn, een afzonderlijk hoofdstuk in te stellen, nadien dezelve nergens elders als gangbaar worden vermeld. Zij zijn de volgende :

1° De vierkante gouden stukken van Brussel op den voet der Leeuwen onlanex geslagen, tot denzelfden prijs van f. 4.10;

2° De vierkante zilveren stukken van diezelfde stad, geslagen in 1579 en nu onlanex tot f. 2.4;

De halve en vierendeelen naar evenredigheid.

---

(1) Ook dit stuk kwam mij in geen placaatboek voor. De afzonderlijke druk, welken ik bezigde, is echter zoodanig gebrekkig, dat de verbeteringen, die daaraan met een zeer ouden schrijftrant zijn toegebragt, als een welkom geschenk mogen worden beschouwd, dat de zaak groot licht heeft bijgezet.

3° Boddragers tot 1 blank en negen mijten;

4° Een Utrechtsche stuiver tot een blank (1).

Men heeft die publicatie te beschouwen als een vervolg op 17 januarij 1586 (2).
die van 4 october 1585, bij welke eenige oude zilveren munten worden op prijs gesteld, die in dat placaat waren voorbij gegaan.

Wij vinden in deze evaluatie wederom eene provisionele ver- 30 april 1590 (3).
hooging van sommige gouden en zilveren geldstukken. Zij werd echter den 15^{den} december 1593, den 20sten october 1594, den 16^{den} november 1599, doch toen met eenige verandering (waarop, met betrekking tot den *Spaanschen dukaat*, den 29sten daaraan, eene ampliatie volgde), en den 23sten junij 1602 vernieuwd (4).

Deze publicatie van de aartshertogen houdt de verhooging in 30 decem. 1605 (5).
van eenige gouden munten, en wordt op den . . . . 30 junij 1607 (6).
van eene andere gevolgd, die slechts op sommige specien toepasselijk was.

---

(1) De aangewezen munten sub. n° 1 en n° 2, staan bekend als *Noodmunten*, en worden afgebeeld gevonden bij Van Loon, *Besch. der Ned. historie penningen*, I, 278 en 354. De heele gouden was oorspronkelijk uitgegeven tot f. 4. De groote zilveren van 1579 en 1580, tot f. 1.16, die van 1584 tot f. 2. Mindere deelen naar evenredigheid. Omtrent de *Boddragers*, vergelijke men Alkemade, *Munt der Graven van Holland*. De *Utrechtsche stuiver*, vooral niet te verwarren met den *Staten stuiver van Utrecht*, heeft onder andere eene plaats gevonden in het *Thresoor*, enz., van 1580, bl. 382, n° 3, en bl. 487, n° 1. Zij werden berekend een gehalte te hebben van 2 penn. 22 grein.

(2) *Pl. Brab.*, II, 512.

(3) *Pl. Brab.*, II, 513.

(4) *Pl. Vlaand.*, II, 461. *Pl. Brab.*, III, 539, 542; II, 519.

(5) Volgens de afzonderlijke ordonnantie, welke mij met de volgende in geen placaatboek afgedrukt is voorgekomen.

(6) Volgens eene afzonderlijke ordonnantie.

13 mei 1609 (1). De ordonnantie hier bedoeld, behelst eene provisionele toelating, welke met den 31sten mei dezes jaars zoude ingaan. Dan men zag den . . . .
30 septemb. 1610 (2). wederom eene andere uitvaardiging, bij welke wel de meeste munten op den prijs bleven als in 1609 was geraamd; doch waarin tevens eenige andere geldstukken voorkomen, die bij de drie voorgaande ordonnantien niet genoemd zijn.

22 maart 1611 (3). De veranderde zetting onder deze dagteekening bleef, na onderscheidene vernieuwingen [4], kracht houden, tot aan den . .
21 mei 1618 (5). welke evaluatie, in 1619 vernieuwd, volkomen overeenstemt met de muntordonnantien van koning *Philips IV*, den 31sten october 1622 uitgegeven [6]; te welken tijde de regering van *Albertus en Isabella* reeds had opgehouden.

Er hadden inmiddels, te weten vóór de ordonnantie van den 21sten mei 1618, bij de aartshertogen redenen bestaan, om tusschentijds eene wijziging te verordenen voor den loop der munten in de graafschappen *Valkenburg* en *Dalem*, en het land *Rolduc* (bekend onder den naam van het Overmaassche), als ook in het hertogdom Limburg. De hooge stand van het goud en zilver aldaar maakte het gebiedend noodzakelijk te dezen eene regeling voor te schrijven, hetgeen dan ook den 11den

---

(1) Als voren.
(2) Als voren.
(3) *Pl. Brab.*, II, 523.
(4) *Pl. Brab.*, II, 528, 529. *Pl. Vlaand.*, II, 466, 472, 482, enz.
(5) Volgens de afzonderlijk uitgegeven ordonnantie.
(6) *Pl. Vlaand.*, II, 490.

maart 1616 geschiedde, en waarbij vijf termijnen, elk van drie tot drie maanden, werden ingesteld, op ieder van welke de speeien tot eene telkens verminderende waarde moesten ontvangen en uitgegeven worden; ten uiteinde van welken tijd de prijzen wederom gebragt zouden zijn op den voet als bij de ordonnantie van den 22sten maart 1611 was vastgesteld (1).

Tot dus verre de onderscheidene munt-ordonnantien sedert den jare 1499 hebbende nagegaan, heb ik opzettelijk gezwegen van die, welke bij uitsluiting tot de zoogenoemde Vereenigde Nederlanden betrokken moeten worden : geenszins, omdat ik oordeelde, aan de opgegevene vraag deze breedere uitlegging niet te mogen geven; maar alleenlijk, dewijl die gewesten, na zich openlijk van het gebied des spaanschen konings te hebben ontslagen, een' eigen weg, ook in dezen, bewandelden.

Het zij mij, uit dien hoofde, vergund, de plaeaten dezerzijds van de voorgenoemde af te scheiden, en ze hier in dezelfde tijdorde te laten volgen, als ik bij de nadere opgaaf van de veranderingen in de waarde des gelds mede heb in acht genomen.

Behalve eenige afzonderlijke bepalingen over enkele munten gemaakt, kwam mij het eerst voor, op den. . . . . Augustus 1584 (2). eene ordonnantie van de Staten van den lande van Utrecht, die verstaan hadden, dat binnen de stad *Rheenen* alle specien, zoo wel gouden als zilveren, hooger werden uitgegeven, dan in eenige andere steden hunner landen. Het waren deze redenen

---

(1) Volgens de afzonderlijke uitgave van dit stuk. Men zal bij iedere daarin betrokken geldsoort die wijzigingen aangeteekend vinden.

(2) *Utr. pl.*, I, 539.

welke hen aandrongen, om die van Rheenen te gelasten, dat zij het geld niet hooger hadden te ontvangen of uit te geven, dan hetzelve binnen de stad en het land van Utrecht gangbaar was. Edoch, dewijl de raming hier bedoeld veelzins plaatselijk en voor al de vereenigde gewesten niet verbindende was, noch ook al de toen gangbare munten in deze keur worden opgenoemd, geloof ik met derzelver vermelding thans te kunnen volstaan ([1]).

4 augustus 1586 (2). Dit bekende placaat van Robert, grave van *Leycester*, Gouverneur Capitein-generaal der vereenigde Nederlandsche provincien, is dan de eerste algemeene verordering dezer zijds. Bij hetzelve werden, nevens eenen regel op de muntplaatsen en de verbodene geldstukken, nieuwe muntslagen gelast, zoo als van eenen *Dukaat, nederlandschen zilveren Reaal,* enz. Het werd den 19den december 1589 vernieuwd ([3]); doch de Staten Generaal zagen zich genoodzaakt, om, bij de handhaving der voorgaande zetting van 1586, en te gelijk met inachtneming der steeds klimmende waarde van het geld, eene voorziening uitgeven op den. . . . .

2 septemb. 1594 (4). bij welke HH. MM., order stellende op den loop der munte, eene vermindering in drie termijnen voorschreven; te weten, van den dag der afkondiging, den 15den september 1594, tot den 10den november daaraanvolgende; met welk tijdstip de tweede termijn zoude aanvangen, en op den 10den januarij 1595 eindi-

---

([1]) Men zal echter de prijzen der munten telkens in eene noot aangewezen vinden.
([2]) *Can en Scheltus, Groot pl.*, I, 2624.
([3]) *Can en Scheltus, Groot pl.*, I, 2644.
([4]) *Can en Scheltus, Groot pl.*, I, 2652.

gen; terwijl, na dien tijd, de waarde der geldspecien op den voet van 1586 zoude moeten hersteld zijn. Het leed echter niet lang, dat eene herziening geschiedde; want den . . . . . . 2 maart 1596 (1).
deden de reedsgemelde Staten eene nieuwe prijsbepaling uitgaan, welke den . . . . 2 april 1603 (2).
van eene nadere verhooging werd opgevolgd, wederom met bepaling van termijnen voor eenige weinige specien. Bij deze ordonnantie werd tevens bevolen, dat men zoude voortgaan met den *nederlandschen Dukaat, met de letteren,* en den *nederlandschen Rijksdaalder* te munten op de vroegere stempels, terwijl alle andere muntijzers, van goud en zilver geld, weleer in de respective munten der provincien en steden geslagen, zouden worden ingetrokken.

Deze beroemde ordonnantie, andermaal eene verhooging voor- 21 maart 1606 (3).

---

(1) *Can en Scheltus, Groot pl.*, I, 2740.

(2) *Can en Scheltus, Groot pl.*, I, 2660. — *Zie* ook 2700 en 2908. De beide laatste ordonnantien zijn van de Staten van Holland en West-Vriesland, van 19 september en 19 december deszelden jaars, en bij *Can* met elkanderen en met dat van de Staten Generaal volkomen gelijk. Dit echter strijdt met de *Resolutien der Staten van Holland en West-Vriesland*, waarin deze twee evaluatien zijn afgedrukt; als wel degelijk onderling verschillende.

Men houde hierbij vooral in het oog, dat de afgevaardigden uit de onderscheidene gewesten der Nederlanden, niet altijd eenstemmig ter generaliteit over het stuk der munte dachten; dat ieder gewest, voor zoo verre het zijn gebied betrof, daarin dikwijls voorzag naar eigen beraad, en dat de Staten van Holland en West-Vriesland, meer dan eens, na lang bij de Algemeene Staten te hebben aangestaan op verandering of wijziging, dezelve metterdaad hadden doen afkondigen en invoeren, lang voor dat de laatstgenoemde tot dergelijken maatregel toetraden.

(3) *Can en Scheltus, Groot pl.*, I, 2668, vergeleken met het placaat van den 18den februarij bevorens. (*Ib.*, 2742), als ook met dat van den 22sten september daaraanvol-

schrijvende, hield daarbij in, dat men voortaan zoude slaan *een nederlandschen Ryder* met de *halve* van dien; den *dubbelen* en den *enkelen nederlandschen Dukaat met de letteren; een* nieuwen *heelen* en *halven nederlandschen Rijksdaalder;* den *heelen* en *halven Leeuwendaalder,* en eindelijk een *Tienstuiverspenning,* overeenkomende met den *Schelling* van Groot-Brittanien.

28 junij 1608 (1). Ten einde in de toenemende steigering van den prijs der geldstukken te voorzien, en denzelven terug te brengen op den voet van den jare 1606, bepaalden de Staten Generaal bij dit hun placaat drie termijnen, als : van den 15den julij tot den 1sten september, en van den 1sten september tot den 15den october; gelijk dan na dien tijd de bepaling in 1606 voorgeschreven zoude hervat worden. Men is tot dezelve evenwel niet terug gekomen, overmits den 6den october 1608, en voorts nog later, afgekondigd werd, dat de tweede termijn bovengenoemd, namelijk van 1 september tot 15 october, nog een' zekeren bepaalden tijd lang zoude voortduren (2).

1 julij 1610 (3). In stede van de zetting des jaars 1606 weder in werking te brengen, zien wij in deze ordonnantie eene nieuwe verhooging noodzakelijk bevonden, die den . . . .

26 septemb. 1615 (4).

---

gende; bij welke laatste eenige verandering in den prijs der gouden *nederlandsche Rijders* en der *Dukaten* wordt voorgeschreven (*Ib.* 2744).

(1) *Can en Scheltus, Groot pl.*, I, 2744.

(2) *Can en Scheltus, Groot pl.*, I, 2756, 2758, 2760. *Zie* ook de *Resolutien der Staten van Holland en West-Vriesland*, 1608, 10 october en 17 december 1609, 19 maart, 23 mei, 27 augustus en volgg.

(3) *Can en Scheltus, Groot pl.*, I, 2668, 2762.

(4) *Can en Scheltus, Groot pl.*, I, 2764.

herhaald werd, met verhooging in den prijs van enkele munten.

Gelijk bevorens meermalen was geschied, stelden de Staten 13 februarij 1619 (1). Generaal ook bij deze publicatie termijnen vast, door welke zij begeerden tot de evaluatie van den jare 1610 terug te keeren. De eerste derzelve zou eindigen met den laatsten mei; de tweede van dien tijd af en vervolgens stand houden; met welken laatsten termijn dus de voorgestelde prijsverordening zoude bereikt zijn. Voor alle munten echter werd deze bepaling niet ingesteld: een groot aantal gouden en zilveren speeien bleef er van uitgezonderd; ook zulke, die men ter bekwaamste gelegenheid te eenemale voor biljoen wilde verklaren, behielden onveranderd de waarde, welke de wet van 1610 aan dezelve had toegekend. Kort na deze uitvaardiging werd de eerste termijn verlengd (2) en dezelve bij het muntplacaat van den . . . . 5 junij 1621 (3).
op nieuw loopende gehouden, met uitzondering nogtans van eenige weinige geldstukken, die andermaal eene vermeerdering in prijs ondergingen; terwijl voorts geenerlei verandering werd gebragt in de waarde van zulke munten, als men vroeger, en ook nu wederom verklaarde voor ongangbaar te willen afkondigen, omtrent welke alzoo de cours van den jare 1610 steeds geldende bleef.

---

(1) *Can en Scheltus, Groot pl.*, I, 2772.

(2) Namelijk den 16den mei. *Can en Scheltus, Groot pl.*, I, 2784; *Resolutien van Holland en West-Vriesland*, over den jare 1619 en 1620.

(3) *Can en Scheltus, Groot pl.*, I, 2786, vergeleken met de ordonnantie van de Staten van Holland en West-Vriesland, van 22 april bevorens. *Ald.*, 2910.

Zoo verre dan gaan de ordonnantien, welke ons dienstbaar kunnen zijn bij de opgaaf der veranderingen, welke de gouden en zilveren speeien, gedurende ruim eene eeuw, hebben ondergaan.

Vele derzelve geven, behalve hetgeen ik er uit aanvoerde, het gewigt aan van iedere munt; doch geenszins derzelver gehalte. Ten einde nu voor dat allooi eenen grondslag te leggen, heb ik mij bediend van de ordonnantie des konings van Spanje, in dato 18 maart 1633, en zulks niet alleen, omdat deze beter dan eenige andere kan worden vergeleken ([1]), maar ook omdat ze mij vollediger is voorgekomen, dan die van den jare 1627; terwijl men bovendien in beide niet altijd overeenstemming vindt. Zoo staat, onder anderen, de *quadrvple Pistolet van Genua* in de laatste op 21 car. 7 ½ grein; in 1633 op 21 car. 10 grein. En wij vinden hiermede bewaarheid, hetgeen op den titel van een *Manuael ofte handtboeck voor de wisselaars* ten jare 1595 in 's Gravenhage, in-4° formaat gedrukt, wordt te kennen gegeven, dat, namelijk, verseheiden gouden en zilveren speeien van een' en denzelfden stempel bevonden worden in allooie onderling te versehillen. Inderdaad, sommige geldstukken door de vervaardigers van het *Manuael ofte handtboeck* getoetst en vermeld, komen ook niet overeen met die, welke de zamen-

---

([1]) *Zie* dezelve in het *Pl. van Vlaand.*, III, 540. Wij mogen intusschen over het algemeen als vrij zeker aannemen, dat de gehalte, bij deze ordonnantie uitgedrukt, steeds 1 à 2 greinen verschilt bij die, welke ten tijde van het bevel tot eenigen muntslag werd vastgesteld, waarvan men zich op meer dan een artikel in dit werk zal kunnen overtuigen.

stellers der ordonnantie van den jare 1633, tot gelijke einden, hebben gebezigd. Ik heb overzulks, en op dat men een meer algemeen overzigt zoude kunnen maken, gemeend, bij elke munt, waar zulks te passe komt, die afwijking te moeten vermelden.

Eene andere bedenking, welke ik niet stilzwijgend mag voorbijgaan, betreft de onnaauwkeurigheid, die in eenige muntboeken plaats vindt. En het is in geenen deele om de waarde der beeldenaars van 1627 en 1633 te verkleinen, of in verdenking te brengen, dat ik thans met een enkel woord spreke over een in beide opgenoemden *Dukaat van Oostvriesland*, die eigenlijk een van *Westvriesland* is, en gewag make van den *Arnoldus Gulden*, die aldaar onder de *Klemmerguldens* eene plaats heeft gevonden. In de benaming ook heeft men niet altijd denzelfden gang gehouden : de *dubbele Karolus* (*drie stuivers penning*) heet in 1627 *Reaal* en wordt in 1633 een *stuk van* 6 *grooten* genoemd. Zoo heet de helft van het laatstgemelde geldstuk, de penning van *drie grooten*, in de ordonnantie van Leycester (1586) *halve Vliezen*, die, mijns wetens, niet bestaan heeft, doch tot welke benaming men waarschijnlijk is verleid geworden, doordien de meergedachte *dubbele Karolus* werd bevolen te munten tot eene waarde, gelijk staande met die, welke aan de *zilveren Vliezen* was toegewezen. Gaarne vergeef ik het den Franschen, dat zij in drie hunner muntordonnantien, van den jare 1575, 15 junij 1577 en september 1577, een *Daalder van Hamel* (Muntboek 1580, bl. 337, n° 1), als een van *Amesterdame* doen voorkomen; maar ik gevoel eene onwilligheid, als ik elders, in drie achtereenvolgende evalua-

tien ([1]) een *Damts Gulden* zie vermeld; als ik op eene andere plaats een *Olivier Gulden*, of een *vierstuiverspenning met den arm* vinde opgenoemd. En ofschoon men voor zich zelven genoegzame ervarenheid moge bezitten, die lezing van het oude schrift te verbeteren, en er den *Davids Gulden*, den *Klemmer Gulden*, en den *vierstuiverspenning met den arend* voor op te nemen; ofschoon men deze misslagen van gering belang rekent, zoo zal het toch niemand kunnen ontkennen, dat deze en meer andere onnaauwkeurigheden duisterheid veroorzaken, die de lust tot muntkennis grootelijks benadeelen en de studie vermoeijelijken.

Dan genoeg hiervan, ten betooge, dat een gezet en naarstig onderzoek, vergelijkingen, en wat dies meer zij, ons, bij zoo vele gebrekkigheden, als ik heb opgenoemd, en waarbij nog vele andere konden gevoegd worden ([2]), moeten te gemoet komen. Het tegenwoordige werk zal er nog meerdere blijken van dragen. Het zijn toch niet de charters alleen, die ons de geldstukken doen kennen; het zijn ook niet de muntverzamelingen alleen, die ons voorlichten; niet de beeldenaars alleen, waarop wij ons vertrouwen kunnen, maar het is de vereeniging *van*, het is de vergelijking *met* en onder elkander, die ons den waren weg wijzen.

Ik heb mij ook, om deze reden, in mijnen arbeid bediend

([1]) *Zie* de *Resolutien van Holland*, 1603, in de zettingen van 19 september en 19 december, en in 1606, bl. 55.

([2]) Tot een enkel bewijs onderzoeke men de cours van 22 junij 1574, in de *Pl. van Brab.*, III, 537.

van zulke werken, als zoo na mogelijk tot den tijd hier gevraagd, opklimmen, en die te mijner beschikking waren, en vooral van zoodanige, op welker naauwkeurigheid en juistheid men nog al eenig vertrouwen mag stellen, ten einde uit vergelijking de zaak zelve, zoo veel doenlijk, te verhelderen en duidelijker te maken,

Men zal daarom aangehaald vinden :

1° *Der cooplieden hantboucxkin, gedrukt* in klein 8° *te Ghend by Joos Lambrecht*, ten jare 1544 : een werkje, dat, reeds op den titel af, ons vertrouwen vraagt, en door deszelfs uitvoering, ook met betrekking tot de afbeeldingen, ten eenenmale waardig is; zoo dat mij geen latere muntboeken bekend zijn geworden, welke met dit te vergelijken waren;

2° *De ordonnantie, statuyt ende permissie der K. M. van den gouden ende silveren penningen, cours ende ganck hebbende over alle zyne landen van herwaerdts over, gepubliceert int jaer* 1548. *Gheprent tot Aemstelredam bij Jan Ewoutzoon, figuursnijder*, enz., mede in-8°;

3° *Het* uitgebreide *thresoor ofte schat van alle de spetien, figuren en sorten van gouden en silveren munten, enz., gheprint t' Antwerpen bij Guillaem van Parys*, 1580, in-8°;

4° *Beeldenaer ofte figuerboeck, dienende op die nieuwe ordonnantie van der munte bij zijne Excell. ghearresteert ende wtghegeven den* 4 *augusti* 1586, *enz. Ghedrukt in*-4° *tot Amstelredam bij Cornelis Claesz.*

Eindelijk, om van geene verdere te spreken, nog :

5° Van eene *Caerte of Liiste, behoorende tot de ordonnantie ende instructie voor de wisselaers van den* 18 *meert*

1633 (boven meermalen aangehaald), in smal folio gedrukt t' *Antwerpen bij Hieronymus Verdussen.*

En het is met terugzigt op deze muntboeken, onder aanhaling alleen van het jaar van derzelver uitgave, dat ik bij de volgende opnoeming der wettig toegelaten gouden en zilveren specien, verwijzen zal.

De *Goudgulden van Duitschland,* vroeger ook *Keurvorster Gulden* (*florin des électeurs*) genoemd, of wel *Overlandsche Gulden,* somtijds *Gulden van Duitschland,* en alleen *Goudgulden,* was van 75 stukken in het mark, hetgeen uitkomt op 2 engels 4 azen, en had eene gehalte van 18 caraat 4 grein (1). In 1388 komt reeds een *Rynsche Gulden* voor, ten prijze van 30 grooten, en in 1397 een *Keurvorster Gulden* tot 35 grooten. In 1401 noemt men deze munt den *Rynschen keurvorster Gulden,* en in 1467 bepaaldelijk die van *Frankfort, Bazel, Luneburg* en *Hamburg.* Het was voorts ten gevolge van het verbieden der *Rijnsche Guldens met de wereld,* dat men in de zetting des jaars 1499 de voorzorg beraamde, om de goede en gangbare *Keurvorster Guldens* in prent te doen uitgaan, ten einde het onnoozele volk zich voor schade zoude kunnen wachten (2), welke bepaling *van die in prent uitgaan* ook sedert meermalen voorkomt.

---

(1) *Pl. Vlaand.*, III, 550, alwaar er ook nog van minder allooi voorkomen.

(2) In de afzonderlijke ordonnantie van 1539 *b.*, komen de afbeeldingen voor van die van *Frankfort*, *Keulen*, *Trier*, *Beijeren*, *Mentz*, van den *Hertog van Saxen*, van *Bons*, *Brandenburg*, *Basel*, *Norlingen*, *Gulik*, *Wirtemberg*, *Neurenburg*, *Augsburg*, *Saltzburg*, *Straatsburg*, *Rentsburg*, van de *Paltz*, van *Hessen*, *Baden*, *Covelins*, en van *Oostenrijk*. Welke echter de vroegere zijn, en of zij van deze verschillen, heeft mij niet mogen blijken.

Er schijnen ook halve van bestaan te hebben.

1499	f.	1	8
1522 ([1])		1	10
1526		1	12
		1	8
1539 [a]		1	9
1539 [b]		1	8
1548		1	10
1552		1	11
1559		1	12
1572 ([2])		1	15
1573 ([3])		1	19
1574		1	16
1575		2	»
1576 [a]		2	»
1576 [b]		1	17
1577		2	»
1579 [a]		2	3
1579 [b] ([4])		2	4
1579 [c]		2	2
1579 [d]		2	3

1581 ([5])	f.	2	8
1590		2	9
1605		2	10
1607		2	12
1609		2	15
1611		2	16½
1618 ([6])		2	17½
1586 ([7])	f.	2	8
1594		2	12
		2	10
		2	8
1596		2	10
1603		2	14
1606		2	15
1608		2	17
		2	16
		2	15
1610		2	18

Sedert op dien prijs gebleven.

Naar derzelver afbeelding, daar zij genoegzaam bekend zijn, behoeft niet verwezen te worden.

([1]) Eene losse afzonderlijke evaluatie bij mij heeft f. 1.10.

([2]) *Een nieuwen gouden Gulden van den keizer en van de keurvorsten* des H. Rijks, wilde koning *Philips* in 1567 toegelaten hebben tot f. 1.14. *Zie* de *Pl. Brab.*, II, 496.

([3]) Er moesten 4 stuivers op geleend zijn.

([4]) Het afschrift dezer evaluatie bij mij heeft f. 2.3.

([5]) Voor *Brussel* in 1585, f. 2.17.

([6]) In 1616, voor *Limburg*, enz., f. 3.7, f. 3.4, f. 3.1, f. 2.18, f. 2.16½.

([7]) Voor *Rheenen* was de prijs in 1584, f. 2.5.

De *Dukaat van Hongarijen*, *van Duitschland*, ook die *van het Rijk*, onder welke somtijds met name genoemd worden die van *Beijeren*, *Bohemen*, en *Simmeren*, is, volgens opgave, van 69 tot 71 stukken in het mark, ieder van 2 eng. 8 tot 10 azen, en ter gehalte van 23 car. 6 ½ gr. (1); de *Dukaat van Beijeren* en van *Simmeren* uitgezonderd, welke 2 gr. minder gesehat worden (2). In 1401 komt reeds een *Hongaarsche Gulden* voor ten prijze van 39 grooten, en in de zetting van 9 november 1493 een kleine *Hongaarsche Dukaat* tot f. 1.4, die derhalve het twee derde gedeelte is van den geheelen. Men mag van elders opmaken, dat op de munt van *Westvriesland*, en welligt ook op andere in de Vereenigde Nederlanden, de *Dukaat van Hongarijen* is nagemunt (3).

1499	f. 1	19	1552	f. 2	2
1522 (4)	2	3	1559	2	5
1526	2	4	1572	2	9
	1	19	1573 (5)	2	15
1539 [a]	2	1	1574, niet genoemd.		
1539 [b]	1	19	1575	3	»
1548	2	1	1576 [a]	f. 3	3

(1) *Pl. Vlaand.*, III, 543.

(2) *Pl. Vlaand.*, III, 544.

(3) Men vindt de autorisatie tot dezen muntslag in de *Resolutien van Holl. en Westvr. voor den jare* 1600, 3 *maart*. Ik ken eehter dezen dukaat niet; doeh welligt is het er een, gelijk aan of dezelfde als die van 1592, en zulks van de soortelijkheid van stempel, zoo als de Hollandsehe Dukaat van 1583, in de *Resol.* mede *Hongaarsche* Dukaat genoemd wordt.

(4) Eene afzonderlijke evaluatie bij mij zegt f. 2.2.

(5) De geleende som bedroeg *vijf* stuivers.

1576 [b], niet genoemd.		
1577 . . . . f.	3	4
1579 [a]	3	4
1579 [b] (1)	3	»
1579 [c] (2)	2	18
1579 [d]	3	»
1581 (3)	3	4
1590	3	7
1605	3	10
1607	3	12
1609	3	16
1611	3	18
1618 (4)	4	»

1586 (5) . . . . f.	3	8
1594	3	10
	3	9
	3	8
1596, niet genoemd.		
1603 (6)	3	14
1606	3	16
1608	4	»
	3	18
	3	16
1610	4	»
1615	4	1
1619	4	2
1621	4	4

Daar deze munt even zeer als de vorige bekend is, zal men ook hier naar geene afbeelding behoeven te verwijzen.

De *Dukaat van Spanje en van Kastilien, met twee hoofden*, dien men in 1494 tot 34 stuivers vindt gesteld, was van 70 stukken in het mark, dat is 2 eng. 9 azen, en had eene gehalte van 23 car. 7 ½ gr. (7). Er zijn ook veelvouden van; zelfs verhaalt

(1) De *Dukaat van Zimmeren* zou terstond met den ingang dezer publicatie f. 3 gelden.

(2) Hier staat de Hong. Dukaat als van 59 in het mark.

(3) Voor *Brussel*, in 1585, f. 3.14.

(4) Voor *Limburg*, enz., in 1616, f. 4.10, f. 4.4, f. 4.2, f. 4, f. 3.18.

(5) Voor de stad *Rheenen*, in 1584, f. 3.4. Vroeger en wel in 1581, waren de ontvangers in Holland en West-Vriesland gemagtigd denzelven aan te nemen tot f. 3.3. (*Res. Holl. en Westv.*, 25 november.) De Staten van Zeeland bepaalden deze munt in 1590 tot f. 3.10. (*Res. der Staten van Zeeland*, bl. 95.)

(6) De zetting van 19 september, in de *Resol. van Holl. en Westv.*, heeft f. 3.13.

(7) *Pl. Vlaand.*, III, 542.

men, dat er van 30, 40, 50, ja van 100 Dukaten zouden zijn, en geeft daarvan voor reden op, het slaan van den *grooten Krusaat van Portugaal*, welken koning *Ferdinand* ziende, zeide, niet te zullen lijden, dat een *Kastiliaan* minder zoude waardig zijn, dan een *Portugaloiser*, maar wel in tegendeel, dat een *Kastiliaan tien Portugaloisers* zou ophalen. Anderen zeggen de oorzaak van het munten dezer groote stukken te zijn in eene zekere oefening, in het spaansch genaamd *jugar al tejo*, ten oogmerk hebbende met steenen, schalien, of ronde schijven van ijzer, lood of ander metaal, naar zekeren paal, en aldaar het wit te schieten; terwijl hij die hetzelve trof, den prijs behaalde, welke in een dezer groote geldstukken bestond (1).

1499	f. 1	19	1574	2	13
1522 (2)	2	3	1575	3	»
1526	2	4	1576 [a]	3	3
	1	19	1576 [b]	2	12
1539 [a]	2	1	1577	3	3
1539 [b]	1	19	1579 [a] (4)	3	4
1548	2	1	1579 [b] (5)	3	»
1552	2	2	1579 [c]	2	18
1559	2	5	1579 [d] (6)	3	»
1572	2	7	1581 (7)	3	6
1573 (3)	2	15	1590	3	10

(1) Uit eene aanteekening onder mijne verzameling.
(2) Eene afzonderlijke evaluatie bij mij heeft f. 2.2.
(3) De geleende som bedroeg *vijf* stuivers.
(4) De dubbele echter staat tot f. 6.12.
(5) De dubbele tot f. 6.6.
(6) In de gedrukte ordonn. staat verkeerdelijk f. 2 en 59 stukken in 't mark.
(7) Voor Brussel in 1585, f. 4.2 ½.

1599 (1)	f.	3 15
1609		3 19
1618 (2)		4 1

1586 (3)	3 8
1594.	3 12
	3 10
	3 8
1596	3 9

1603 (4)	3 16
	3 15½
	3 15
1606	3 16
1608.	4 »
	3 18
	3 16
1610	4 »
1615	4 1
1619	4 2
1621	4 4

De *Dukaat van Spanje* wordt afgebeeld in 1544 op *bl.* 17 en 18; 1548, *bl.* 8 en 9; 1580, *bl.* 49 en volg.; 1586, *bl.* 13 en 14, en 1633, *bl.* 19 en 20 (5).

---

(1) Het is mij gebleken uit eene ampliatie op deze ordonnantie der aartshertogen, van den 29sten november 1599, en dus dertien dagen na die evaluatie, dat Hunne Hoogheden, op de daartoe gedane vertoogen, deze munt van f. 3.10, waarop zij den 16den november bevoren geraamd was, tot op f. 3.15 verhoogden.

(2) Voor *Limburg*, enz., in 1616, f. 4.10, f. 4.7, f. 4.4, f. 4.1 ½, f. 3.19.

(3) Voor *Rheenen* staat dit geldstuk in 1584 tot f. 3.4, de dubbele echter op f. 7.2, gelijk ook de regering der stad Utrecht, bij publicatie van 28 mei 1585, dezen prijs herhaalde. *Utr. Pl.*, III, 697.

(4) De eerste termijn was gesteld tot 1 junij; de tweede tot den eersten augustus van dit jaar.

(5) De bladzijden mijner muntboeken genommerd zijnde, melde ik hier nog dat de eerste aanvangt in dat van 1544 met *de valuwaeye*, enz., van 1548 met *Ordonnantie statuyt;* voorbijgaande het plac. van 1559, dat er meesttijds vooraf gaat; van 1580, mede *met het titelblad;* van 1586 met dat *waarop de eerste figuren staan;* en van 1633 mede *met het titelblad;* zoo dat *de eerste figuren op bl.* 10 *beginnen.* Het is echter niet onmogelijk, dat er ergens eenig verschil bevonden wordt. Ik zelf bespeurde zulks. Men schrijve dit echter toe aan een' anderen afdruk dier beeldenaars.

De *Kastiliaan*, wegende 2 eng. 31 azen, dat is van 53 ½ stukken in het mark, was ter gehalte van 23 car. 8 ½ gr. (1).

1499	f. 2	10½
1520 (2)	2	11
1522 (3)	2	16
1526	2	18
	2	11
1539 a	2	13
1539 b	2	11
1548	2	14
1552	2	14
1559 tot in		
1579 a niet genoemd.		
1579 b	3	19
1579 c	3	13½
1579 d	3	18
1581	f. 4	6
1590	4	10
Voorts niet meer genoemd.		
1586	4	8
1594 (4)	4	8
1596, niet genoemd.		
1603	4	17
1606	4	18
1608	5	2
	5	»
	4	18
1610	5	5
Sedert op dien prijs gebleven.		

Men zie voorts de afbeelding in 1544 op *bl.* 12 en 13; in 1548, *bl.* 7; 1580, *bl.* 52, onder den naam van *Dukaat;* 1586, *bl.* 17 en 18; en 1633, *bl.* 13.

De *Pistoletten van Spanje*, waarvan de halve *kroonen* worden genoemd, doch die evenzeer *Pistoletten* heeten, zijn van 36 stukken in het mark, uitkomende op 4 eng. 14 azen in gewigt, ter gehalte van 21 car. 10 gr. (5).

(1) *Pl. Vlaand.*, III, 541.
(2) Schoon in de gedrukte ordonnantie niet vermeld, komt zij mij toch in een afschrift derzelve voor.
(3) Eene afzonderlijke evaluatie bij mij heeft f. 2.15.
(4) Vermits dit geldstuk op zijn ouden prijs bleef, onderging het dus ook geene verandering bij termijnen.
(5) *Pl. Vlaand.*, III, 546.

1548 [1]	f.	3	12
1552		3	18
1559		4	»
1572		4	4
1573 [2]		4	16
1574		4	10
1575		5	»
1576 [a]		5	4
1576 [b]		4	13
1577		5	4
1579 [a]		5	10
1579 [b]		5	10
1579 [c]		5	5
1579 [d]		5	8
1581 [3]		5	18
1590		6	4
1605		6	9
1607		6	12
1609	f.	7	»
1611		7	2
1618 [4]		7	5
1586 [5]		6	»
1594		6	6
		6	3
		6	»
1596 [6]		6	6
1603		6	15
1606		6	17
1608		7	1
		6	19
		6	17
1610		7	4
1615		7	6
1619		7	12
		7	6
1621 [7]		7	12

Zie voorts de afbeelding van het *Pistolet* in 1548 op *bl.* 29; 1580, *bl.* 115; 1586, *bl.* 8, en 1633, *bl.* 60.

---

(1) In *der Coopl. Handsb.* staan zij onder de onghevaluweirde munten.

(2) Er moesten dan 12 st. op geleend zijn.

(3) Voor Brussel in 1585 f. 6.12.

(4) In 1616 voor *Limburg*, enz., f. 8.8, f. 8, f. 7.12, f. 7.6, f. 7.2.

(5) Voor de stad *Rheenen* in 1584 f. 5.10. In deze publicatie worden nog genoemd *Spaansche Pistoletten met korte kruiskens* tot f. 2.18.

(6) De Resolutien van Holland en West-Vriesland van 1595, 3 october, bevatten een besluit om de *Pistoletten* toe te laten tot f. 3.1 (f. 6.2). Er wordt echter niet vermeld, welke; het is dus even zoo te verstaan van de *Italiaansche*.

(7) In september dezes jaars vonden Gekommitteerde Raden van Holland en West-Vriesland goed, dezelve bij provisie toe te laten tot f. 7.16, hetwelk door de Algemeene Staten bevestigd en sedert vernieuwd werd. (*Car. en Scheltus*, *Groot Pl.*, I, 2794—2796.)

De *Dukaat van Portugal* wordt ook somtijds *Krusaat* geheeten. Het is eene munt van koning *Emanuel*, van 70 stukken in het mark, elk van 2 eng. 9 azen, en tot eene gehalte van 23 car. 8 ½ gr. (1). Tot deze brenge men ook het *Tiendukatenstuk* of *groote Krusaat*, slechts bij twee koningen, *Emanuel I* en zijnen zoon *Jan III*, gelast te slaan, van 7 stukken in het mark of ten gewigte van 22 eng. 27 azen, bij gelijke gehalte van 23 car. 8 ½ gr.

Uit de hiernavolgende tafelen is op te merken, dat beide geldstukken, met opzigt tot de bepaling van derzelver waarde, niet altijd tot elkanderen in eene juiste evenredigheid staan.

DE DUKAAT.

1499	f.	1	19
1522 (2)		2	3
1526		2	4
		1	19
1539 [a]		2	1
1539 [b]		1	19
1548		2	1
1552, niet genoemd.			
1559		2	5
1572, niet genoemd.			
1574		2	12
1576 [a]		3	3
1576 [b], niet genoemd.			
1577, niet genoemd.			
1579 [a]	f.	3	4
1579 [b]		3	»
1579 [c]		2	18
1579 [d] (3)		3	»
Sedert niet meer genoemd.			
1586	f.	3	8
1594		3	10
		3	9
		3	8
1596 tot en met			
1615 niet genoemd.			
1619		4	2
1621 niet genoemd.			

(1) *Pl. Vlaand.*, III, 541.

(2) Eene afzonderlijke evaluatie heeft f. 2.2.

(3) De gedrukte cours heeft verkeerdelijk f. 2, en 59 stukken in 't mark.

DE GROOTE KRUSAAT.

1548	f. 20	10
Sedert niet genoemd dan in		
1574	26	»
1575	30	»
1576 [a]	32	»
1576 [b]	26	»
1577	30	»
1579 [a]	32	»
1579 [b]	30	»
1579 [c]	29	5
1579 [d]	30	»
1581 ([1])	33	»
1590	35	»
1607	37	»
1609	38	17
1610	38	16

1611	f. 39	11
Sedert 1617 niet genoemd ([2]).		

1586	f. 33	10
1594	36	10
	35	»
	33	10
1596	34	»
1603	37	10
1606	38	»
1608	40	»
	39	»
	38	»
1610	40	5
En voorts op dezen prijs gebleven.		

Men vindt de afbeeldingen in 1544 op *bl.* 1 en 19, n° 3; 1548, *bl.* 11 en 12; 1580, *bl.* 5, 6 en 72; 1586, *bl.* 8 en 13; 1633, *bl.* 13 en 14.

De *Kroonen van Portugal* worden onderscheiden in die *met het korte* en in die *met het lange kruis;* ook deze staan wel eens voor *Krusaten,* even als de vorige; naar het kruis, dat er op verbeeld is, aldus benoemd; er was eene dringende aanwijzing noodig tegen een anderen naam, dien men haar gaf, te weten, *Dukaat;* waarvoor zij soms doorgingen, niettegenstaande zij

---

([1]) Voor Brussel in 1585 f. 36.

([2]) In 1616 voor *Limburg,* enz., f. 48, f. 46, f. 44, f. 42, f. 39.11.

in Portugal voor *Kroonen* geslagen waren ([1]). Beide de thans verhandelde Kroonen zijn munten van den Portugesehen koning *Jan III*, hadden eenerlei gewigt, te weten, 2 eng. 9 azen, dat is van 70 stukken in het mark, of volgens de eours van 15 deeember 1579, van 71 $\frac{1}{9}$; doch versehilden in gehalte : de *Kroon met het korte kruis* hield 22 ear. 4 $\frac{1}{2}$ gr. ([2]); die *met het lange kruis* was van 22 caraats goud ([3]).

KROON MET HET KORTE KRUIS.

1548 ([4])	f. 1	18	1579 [a]	f. 3	»
1552	2	1	1579 [b]	2	17
1559	2	2	1579 [c]	2	16
1572	2	5	1579 [d]	2	17
1573 ([5])	2	15	1581 ([7])	3	2
1574	2	8	1590	3	4½
1575	2	16	1607	3	10
1576 [a]	2	18	1609	3	14
1576 [b], niet genoemd ([6]).			1611	3	14½
1577	2	17	Voorts op dien prijs gebleven ([8]).		

([1]) Zie de eours van 1548. Doeh in het muntboek van 1544, en dus bereids vóór deze speeien in eenige ordonnantie vermeld waren, vinden wij deze onderseheiding in aeht genomen, hetwelk een sterk sprekend bewijs geeft van deszelfs voortreffelijkheid en nauwkeurigheid.

([2]) *Pl. Vlaand.*, III, 545.

([3]) *Pl. Vlaand.*, III, 545.

([4]) *In der Cooplieden Handtboeck*, 1544, bepaald tot f. 1.17.

([5]) De som, die er op geleend was, bedroeg *vijf* stuivers.

([6]) Er worden eehter *Krusaatgens van Portugal* opgenoemd tot f. 2.9.

([7]) Voor *Brussel* in 1585 f. 3.8.

([8]) In 1616 voor *Limburg*, enz., f. 4.5, f. 4.2, f. 3.18 ½, f. 3.17, f. 3.14 ½.

1586 ([1]) . . . . f.	3	3	1606 . . . . f.	3	11
	3	5		3	15
1594	3	4	1608	3	13
	3	3		3	11
1596 ([2])	3	5	1610	3	16
1603	3	10	Sedert op dezen prijs gebleven.		

Derzelver afbeelding wordt gevonden in 1544, *bl.* 19, n° 4; 1548, *bl.* 25; 1580, *bl.* 114; 1586, *bl.* 18; 1633, *bl.* 52.

KROON MET HET LANGE KRUIS.

1548 . . . . f.	1	17	1579[b] . . . . f.	2	16
1552	2	1	1579[c]	2	15
1559	2	2	1579[d]	2	16
1572	2	4	1581 ([5])	3	1
1573 ([3])	2	14	1590	3	3½
1574	2	8	1607	3	8
1575	2	16	1609	3	11
1576[a]	2	18	1610	3	12
1576[b] ([4]).			1611	3	13
1577	2	16	Sedert op dien prijs gebleven ([6]).		
1579[a]	2	19			

([1]) Voor *Rheenen* in 1584 f. 2.19.
([2]) Verkeerdelijk staat in de *Resolutien van Holland en West-Vriesland* f. 4.5.
([3]) Na dat er *vijf* stuivers op zoude geleend zijn.
([4]) Zie de 6 noot hiervoren.
([5]) Voor *Brussel* in 1585 f. 3.7.
([6]) Voor *Limburg*, enz., in 1616, f. 4.4, f. 4.2, f. 3.19, f. 3.16, f. 3.13.

1586 (1)	f. 3 2	1606	f. 3 10
1594	3 4 3 3 3 2	1608	3 14 3 12 3 10
1596	3 4	1610	3 14
1603	3 9	En op dezen prijs sedert verbleven.	

Derzelver afbeelding in 1548, *bl.* 25; 1580, *bl.* 114; 1586, *bl.* 18; 1633, *bl.* 55.

De *Millerees*, ook wel *dubbele Dukaat met St Steven*, of de *Johannes met het scheepje*, genoemd, is mede eene munt van *Portugal* van 32 stukken in het mark, of van 5 engels; en heeft eene gehalte van 22 caraat (2). Zij is dus natuurlijk het dubbele niet van den gewonen *Dukaat*, vermits haar gewigt alsdan 4 eng. 18 azen moest zijn. Er is nogtans geen groot verschil, naar evenredigheid, in beider prijzen; hetwelk veroorzaakt wordt door het meerdere gewigt der eene bij eene lagere of mindere gehalte dan de andere. Een *nieuwen Penning van Portugal met den kruise*, zijnde veelvouden en onderdeelen van den *Millerees*, komt sedert 1594 in de munt-ordonnantien voor.

1575	f. 6 »	1579 b	f. 6 5
1576 a	6 2	1579 c	5 16
1576 b, niet genoemd.		1579 d	6 »
1577	6 4	1581 (3)	6 12
1579 a	6 8	1590	6 18

(1) Voor *Rheenen*, in 1584, f. 2.18.

(2) *Pl. Vlaand.*, III, 545.—Het *Manuael*, enz., van 1595, stelt dit geldstuk gelijk met het *Schuitje*, dat 9 gr. hooger staat.

(3) Voor *Brussel* in 1585 f. 7.8.

1607	f.	7 10
1609		7 18
1611		8 »
1618 ([1])		8 4
1586 ([2])	f.	6 16
1594		7 1 6 18 6 16
1596	f.	7 1
1603		7 11
1606		7 14
1608		8 » 7 17 7 14
1610		8 3
1619		8 4 8 2
1621		8 4

Zij worden ons afgebeeld in 1580, op *bl.* 32 en 33; 1586, op *bl.* 23; 1633, *bl.* 55 en 56.

Fransche Kroonen, onderscheiden in die van *met de kroon*, of de *oude*, en in die van *met de zon en het yzeren varken*, bij welke wederom in de evaluatien van 1520 et 1526 nog met name genoemd wordt, de *Kroon van Franciscus* van 70 stukken in het mark, houdende 22 car. 8 grein ([3]), ten prijze van f. 1.16; terwijl die van koning *Lodewyk, met de zon en het yzeren varken* als van onderscheidene gehalte, te weten van 22 car. goud en daar beneden, en van 72 stukken in het mark, worden bepaald op eene waarde van f. 1.14.—In eene latere ordonnantie van den 15den november 1541 ([4]), vindt men nog melding gemaakt van

([1]) In 1616, voor Limburg, enz., f. 9.8, f. 8.18, f. 8.12, f. 8.6, f. 8.

([2]) Voor *Rheenen* stond de *Millerees* in 1584 op f. 6.8; en door de Staten van *Zeeland* in 1590 tot f. 7 gesteld.

([3]) Koning *Franciscus* gelastte, bij eene ordonnantie van 15 junij 1541, de voortzetting van den muntslag der *Kroonen* op den voet van 23 car. (Volgens een afzonderlijk gedrukt stuk van dien tijd.) Het schaarsch voorkomende werk van Le Blanc, *Traité historique des monnayes de France*, deelt vele bijzonderheden dienaangaande mede.

([4]) *Pl. Vlaand.*, I, 502.

eene nieuwe wigtige *fransche Kroon met een kort breed kruis* tegen den prijs van f. 1.16, welke nog eens in de evaluatie van 1548 werd opgenomen. Dit een en ander doet overtuigend blijken van de groote verscheidenheid onder de *fransche Kroonen*, ook wat derzelver allooi betreft, dat dooreen op 22 car. 4 ½ gr. (1) werd gerekend. Het gewigt is even zoo van 71 ¾ en 72 stukken op het mark geschat, dat is van 2 eng. 7 azen (2).

Een geruimen tijd lang bleef er tusschen deze munten verschil in prijs bestaan; doch ten laatste is geen onderscheid meer aangegeven; dewijl men de algemeene benaming van *fransche Kroon* bezigde.

OUDE FRANSCHE KROON MET DE KROON.

1499	f. 1 15½	1522 (3)	1 19

---

(1) *Pl. Vlaand.*, III, 545. Het *Manuael*, enz., heeft er een gelijk gesteld met de *engelsche Kroon*, die op 21 car. 11 gr. staat.

(2) De *fransche Kroonen* van vroeger tijd waren mede zeer verscheiden van gewigt. In 1414 heet er een te wegen 2 ½ eng. en in 1415, 2 eng. Eene evaluatie van 1453 spreekt nogtans van *l'Escu d'or de Monsieur le Roy de* 71 *au marc et à* 23 *car.* In 1466 staat er weder een van 72 stukken; doch in de ordonnantie van 1499 de *fransche Kroon met de zonne* als van 70, de *oude* als van 72 stukken in 't mark. Wij kunnen echter in al de bijzonderheden dezen aangaande niet treden. Het uitmuntende en tot nog toe onovertroffen werk van T. Le Blanc, *Traité historique des monnayes de France*, is met vrucht te raadplegen. In geen land ter wereld heeft welligt grooter wanorde omtrent de munt plaats gegrepen dan in Frankrijk. Tot een enkel bewijs diene, dat koning *Jan*, last gegeven hebbende tot het slaan van *Blancs* uit zilver van 4 penn. 12 gr., in zijn bevelschrift deed voegen : *Tenez la chose secrette, et se aucun demande à combien les blancs sont de loy, feignez qu'ils sont à* 6 *deniers.*

(3) Eene afzonderlijke evaluatie van 1521, bij mij, heeft f. 1.14 ½.

1526 (1)	f.	1	19
		1	15½
1539 [a]		1	17
1539 [b]		1	15
1548 (2)		1	17
1552		1	19
1559		2	»
1572		2	2
1573 (3)		2	9
1574		2	6
1575		2	12
1576 [a] (4)		2	13
1576 [b], niet genoemd.			
1577		2	12
1579 [a]		2	15
1579 [b]		2	15
1579 [c]		2	12½
1579 [d]		2	14
1581 (5)		3	»
1590		3	3
1605		3	6
1607	f.	3	8
1609		3	12
1611		3	12½
1618 (6)		3	14

1586 (7)	f.	3	»
1594		3	3
		3	1
	(8)	3	»
1596, niet genoemd.			
1603		3	8
1606		3	10
1608		3	14
		3	12
		3	10
1610		3	14
1615		3	15
1619		3	16
		3	15
1621		3	18

FRANSCHE KROON MET DE ZON, ENZ.

1499	f.	1	16½
1520	f.	1	14

---

(1) Het *Pl. Vlaand.* heeft voor de cours van 1531 f. 1.18, het geen f. 1.15 ½ moet zijn, als in het *Vriesch Pl.*

(2) Het muntboek van dezen jare noemt er van f. 1.16, f. 1.17, f. 1.18.

(3) De geleende som bedroeg *vijf* stuivers.

(4) Een afzonderlijke druk vermeldt f. 2.14.

(5) Voor *Brussel* in 1585 f. 3.8.

(6) In 1616 voor *Limburg*, enz., f. 4.5, f. 4.2, f. 3.19, f. 3.16, f. 3.12 ½.

(7) Voor *Rheenen* was de prijs in 1584, f. 2.18.

(8) Volgens *Resol. Holland en West-Vriesland* 1595, 3 october, konden zij bij provisie worden toegelaten tot f. 3.2.

1522	f.	2	»
1526		2	»
		1	16
1539 [a]		1	18
1539 [b]		1	16
1548		1	17
1552		2	»
1559		2	1
1572		2	3
1573 (1)		2	10
1574		2	6
1575		2	12
1576 [a] (2)		2	13
1576 [b], niet genoemd.			
1577	f.	2	14
1579 [a]		2	17
1579 [b]		2	16
1579 [c]		2	14
1579 [d] (3)		2	15½
1581		3	»
Zie voorts hier boven.			
1586	f.	3	1
1594		3	3
	(4)	3	2
		3	1
1596		3	4
Zie voorts hier boven.			

Derzelver afbeelding is over bekend.

De *Saluut* is eene fransche en engelsche munt tevens, en aldus genoemd naar de verbeelding, de Groetenisse (*salutatio*) aan Maria. De muntslag van dit geldstuk werd omstreeks 1421 door koning *Hendrik V* bevolen (5), althans komt het in 1434 voor tot den prijs van 3 schellingen 10 grooten. Deszelfs gewigt en gehalte is gelijk aan den *Dukaat van Italien*, met welken het meesttijds wordt opgenoemd; en derhalve van 72 stukken in het mark of 2 eng. 7 azen, zijnde het goud van 23 car. 8½ gr. (6).

(1) Er moest alsdan *zes* stuivers op geleend zijn.
(2) Een afzonderlijke druk zegt f. 2.14.
(3) In het *Utr. Pl.* staat verkeerdelijk f. 2.15 voor 't jaar 1580.
(4) Zie noot 8 op de vorige bladzijde.
(5) Zie Le Blanc, *Traité, etc.*, page 241 et suivantes de l'édition d'Amsterdam.
(6) *Pl. Vlaand.*, III, 542. In de aangehaalde zetting van den jare 1434 staat zij

Er zijn ook tweederde deelen van.

1499	f.	1 $17\frac{1}{2}$
1520		1 18
1522		2 $1\frac{1}{2}$
1526		2 3
		1 18
1539^{a}		1 $19\frac{1}{2}$
1539^{b}		1 18
1548		2 »
1552		2 1
1559		2 4
1572, niet genoemd.		
1573 [1]		2 15
1574, niet genoemd.		

1575	f.	2 18
1576^{a}		3 1
1576^{b} niet genoemd.		
1577		3 »
1579^{a}		3 2
1579^{b}		3 »
1579^{c}		2 17
1579^{d}		2 18
Na 1581 niet genoemd.		
1586	f.	3 6
En sedert onvermeld gebleven.		

De afbeelding dezer munt is in 1544, *bl.* 24; 1548, *bl.* 24; 1580, *bl.* 33; 1633, *bl.* 17.

Onder de engelsche munten komen in de eerste plaats voor de *Rozenobels*, van welke ook halve en vierde deelen zijn. *Eduard III* deed in 1353 *Nobelen* slaan zonder roze, van fijn, schoon en nobel goud, en daarna een stuk genoemd den Gouden Penning, naderhand *Rozenobel* geheeten, welke toenmaals gangbaar waren voor 6 schell. 8 penn. [2]. De *Rozenobelen* waren van 32 stukken in het mark, dat is van 5 eng., en hadden eene gehalte van 23 car. 8 ½ gr. [3]. De *engelsche Nobelen*, die in 1388 voorkomen, staan aldaar tot 73 grooten, en moesten,

---

van 23 car. een quart, of daar boven, en van 70 in het mark. Of Le Blanc, *Traité, etc.*, die er ook van 63 stukken in het mark aanhaalt, regt heeft met *halve* op te geven en deze Angelotten te noemen, betwijfel ik grootelijks.

[1] De som die er op geleend was bedroeg *vijf* stuivers.

[2] Uit eene losse aant. bij mij.

[3] *Pl. Vlaand.*, III, 541.

met ook de *Eduards en Richards Nobelen*, volgens evaluatie 1414, 5 eng. een half kwartier min wegen (1).

Jaar	f.	st.
1499	f. 4	5
1520	4	5½
1522	4	14½
1526	4	17½
	4	5½
1539 [a]	4	10
1539 [b]	4	5½
1548	4	10
1552	4	16
1559	5	»
1572	5	3
1573 (2)	6	10
1574 (3)	6	6
1575	7	5
1576 [a]	7	10
1576 [b] (4)	5	14
1577	7	»
1579 [a]	8	»
1579 [b] (5)	f. 7	10
1579 [c]	6	8
1579 [d] (6)	6	14
1581 (7)	7	4
1590	7	9
1607	8	2
1609	8	10
1611	8	13
1618 (8)	8	16

Jaar	f.	st.
1586 (9)	f. 7	12
1594	8	»
	7	16
	7	12
1596	7	13
1603	8	8
	(10) 8	7
	8	6

(1) Perg. Handschr. bij mij.

(2) Na dat er *tien* stuivers op zouden geleend zijn.

(3) Het *Pl. Brab.* stelt verkeerdelijk f. 5.8.

(4) Deze prijs echter zou met Lichtmisse een' aanvang nemen.

(5) Deze waarde zou terstond ingaan.

(6) Even als zulks in 1581 geschiedde, zou deze munt voor zesmaal tot dien prijs getolereerd worden. Can en Scheltus, *Groot Plac.*, *V*, 961. In de ordon. 1580 staat zij tot f. 7.10.

(7) Voor *Brussel* in 1585, f. 9.10.

(8) In 1616 voor *Limburg*, enz., f. 10.5, f. 9.17, f. 9.10, f. 9.2, f. 8.13.

(9) Voor *Rheenen* in 1584, f. 7.

(10) De eerste termijn zoude loopen tot 1 junij; de tweede tot den 1sten augustus.

1606.	f. 8 9	1610.	f. 8 16
1608	8 16 8 12 8 9	1619.	9 » 8 16
		1621.	9 »

Zie de afbeelding in 1544, *bl.* 3; 1548, *bl.* 18; 1580, *bl.* 7; 1586, *bl.* 2; 1633, *bl.* 14.

Een andere *engelsche Rozenobel* van koning *Jacobus*, is van veel latere dagteekening, en komt derhalve alleen voor in de munt-ordonnantien van de Vereenigde Nederlanden. Zij is ten gewigte als de *Henricus Nobel*, of van 36 stukken in het mark, het geen uitkomt op 4 eng. 14 azen, en heeft eene gehalte van 23 car. 8 ½ gr., hetwelk men op mag maken uit de overeenkomst van denzelven in prijs met den *Henricus Nobel*, als ook met den ouden *Angelot*.

1606.	f. 7 10	1610.	f. 7 16
1608	7 15 7 12 7 10	Voorts op dien prijs verbleven tot in 1619.	

Deszelfs afbeelding komt voor in den beeldenaar van 1606, *bl. e*, 3; 1619, *bl. i*, 3 verso, enz.

De *schotsche Rozenobel*, van den voorgemelden koning *Jacobus* wordt alleen in de munt-ordonnantien van den jare 1603 opgenoemd, tegen den prijs van f. 8.5; doch men vindt dit geldstuk steeds in de *Muntbeeldenaars* van 1606 en van latere jaren, vertoond, en den prijs toegewezen, welke voor de *nederlandsche Rozenobelen* was vastgesteld, waarheen ik dan ook kortheidshalve verwijze. Deszelfs gewigt was als de *oude engelsche Roze-*

nobelen, namelijk van 5 eng. en de gehalte van 23 car. 6 ½ gr. [1].

De *Henricus Nobel*, waarvan mede halve en vierdedeelen bestaan, is mede eene zeer oude engelsche munt : althans worden er in eene evaluatie van 1414 zoodanige munten tegen 80 grooten bepaald; derzelver gewigt is van 36 stukken in het mark, of 4 eng. 14 azen, en de gehalte van 23 car. 8 ½ gr. [2].

1499.	f. 3 15	1576 [b] [5]	f. 5 »
1520.	3 15½	1577.	6 10
1522.	4 5	1579 [a]	7 »
1526	4 6	1579 [b]	6 10
	[3] 3 15½	1579 [c]	5 13
1539 [a]	3 19	1579 [d]	5 16
1539 [b]	3 15½	1581 [6]	6 8
1548.	4 »	1590.	6 13
1552.	4 4	1611.	7 13
1559.	4 8	1618 [7].	7 16
1572.	4 11		
1573 [4].	5 10	1586.	f. 6 13
1574.	5 8		7 4
1575.	6 6	1594.	6 18
1576 [a]	6 15		6 13

(1) *Pl. Vlaand.*, III, 542.

(2) *Pl. Vlaand.*, III, 541. In de zetting van 1499 staat deze munt als van 35 ½ stukken in het mark, of 4 ½ eng. wegende.

(3) De cours in *Pl. Vlaand.* zegt voor 1531, f. 3.18, in stede van f. 3.15 ½, dat ook het *Vriesch pl.* stelt.

(4) Na dat er *acht* stuivers op zouden geleend zijn.

(5) Te weten na Lichtmisse; tot aan dien tijd zou dit geldstuk zijne tegenwoordige waarde behouden.

(6) Voor Brussel in 1585, f. 8.12.

(7) In 1616 voor Limburg, enz., f. 9, f. 8.13, f. 8.7, f. 8, f. 7.13.

1596.	f. 6 14	1610.	f. 7 16
1603.	7 8 (1) 7 7 7 6	1619.	8 » 7 16
1606.	7 8	1621.	8 »
1608.	7 16 7 12 7 8		

De afbeelding vindt men in 1544, *bl.* 10; 1548, *bl.* 19; 1580, *bl.* 9; 1586, *bl.* 2; 1633, *bl.* 16.

De *Souverein van Engeland* van koning *Hendrik VIII*, van 40 stukken in het mark, of 4 engels wegende, mitsgaders die van *Eduard* en van koninginne *Elizabeth*, welke in lateren tijd genoemd en opgegeven worden te zijn als van 44, eene enkele reis ook van 46 stukken op het mark, uitkomende op een gewigt van 3 eng. 20 azen. De laatste, derhalve minder in gewigt, hadden betere gehalte dan die van *Henricus*, doch zijn beide door mij in de ordonnantie van 1633 niet gevonden. Wij mogen echter uit de bepaling van dien van *Eduard*, welke aldaar staat tot 21 car. 11 gr. (2) eenigzins naderen tot de gehalte, wanneer wij die stellen op 19 car. 10 gr. (3).

Dit geldstuk komt in de coursen niet geregeld voor, vermoedelijk ter oorzake van verslimmering, het zij in allooi, het zij in gewigt, of wel in beide. Zoo werd den 10den september 1540

(1) De eerste termijn tot 1 junij; de tweede tot 1 augustus.

(2) *Pl. Vlaand.*, III, 546. Een oude van *Eduard* wegende 3 ½ eng. komt aldaar bl. 541 voor tot 23 car. 8 ½ gr.

(3) In het *Manuaal*, 1595, staat de *Souverein* van *Henricus* gelijk met den *dubbelen Gulden van Nederland, of Staten Kroon,* aan welke deze gehalte wordt toegeschreven.

bereids gewaarsehuwd tegen *nieuwe Souvereinen*, en gedeelten van dien, welke toen gemunt en voor f. 8, f. 4, f. 2, uitgegeven werden, schoon de geheele slechts eene waarde hadden van f. 6.4.27 mijten (¹).

De *Souverein* komt alleen voor in :

1548.	f. 3 »	
1552.	3 »	
1554.	3 »	
1575 (²).	4 4	
1576 [a]	4 6	
Voorts nog alleen genoemd in		
1579 [b]	4 8	
1586.	f. 5 1	
1594.	f.	5 5 / 5 3 / 5 1
1596.		5 2
1603.		5 9
1606.		5 12
1608.		5 16 / 5 14 / 5 12
1610		5 18
En voorts op dien prijs verbleven tot en met 1619.		

Zie 1548, *bl.* 40; 1580, *bl.* 21, 22; 1586, *bl.* 3.

Een andere *Souverein* is van koning *Jacobus*, meer bekend onder den naam van *Unité;* deze weegt 6 ½ engels, het geen uitkomt op 24 $\frac{8}{13}$ stukken op het mark, en heeft eene gehalte van 21 car. 11 gr. (³).

Dewijl zij in 1622 voor ongangbaar werden verklaard, kon men dezelve elders, met bijbetaling van 2 stuivers voor het stuk,

(¹) *Pl. Vlaand.*, I, 499. Zie voorts ook op *Engelsche Kroon.*

(²) In deze cours noemt men dit geldstuk *Sonne van Engeland.*

(³) *Pl. Vlaand.*, III, 546.

tegen *Nederlandsche Rijders* inruilen ([1]). Men zie intusschen eene bijzonderheid, welke omtrent deze beide munten heeft plaats gehad, op het artikel van den *Nederlandschen Rijder*.

1605	f.	9	10
1609		10	5
1611		10	8
1618 (2)		10	12

1605 (3)	f.	10	»
1606		10	2

1608	f.	10	14
		10	8
		10	2
1610		10	12
1615		10	16
1619		11	10
	(4)	10	16
1621		11	4
1621 (5)		11	6

Men vindt voorts de afbeelding dezer munt in den beeldenaar van 1606, *bl. f.* 1619, *bl. b.* 2; 1633, *bl.* 58.

De *Kroon van Engeland*, ten gewigte van 2 eng. 12 azen, of 67 $\frac{7}{19}$ stukken in het mark, had eene gehalte van 21 car. 11 gr. ([6]).

([1]) Deze bepaling vindt men in het *Utr. Pl.*, III, 697.

([2]) In 1616 voor *Limburg*, enz., f. 12.5, f. 11.18, f. 11.8, f. 10.18, f. 10.8.

([3]) Volgens een besluit van de Staten van *Holland en West-Vriesland* in 1605, den 4[den] februarij, mogt de *Unité* tot dezen prijs loop hebben.

([4]) De eerste termijn was tot den 31[sten] mei. De reden waarom zij hooger stond dan de *Nederlandsche Rijder*, ligt vermoedelijk daarin, dat men eenigermate wilde te gemoet komen aan den algemeenen waan, dat de *Unité* f. 1 meer waardig was dan de *Rijder;* schoon beide met elkanderen in allen deele overeenkomen. Zie voorts *Nederlandsche Rijder*.

([5]) Deze provisionele bepaling van *gecommitteerde Raden van Holland en West-Vriesland*, in dato 21 september, werd door de Algemeene Staten nader bevestigd en sedert herhaald. (*Can en Scheltus, Gr. Pl.*, I, 2794—2796.)

([6]) *Pl. Vlaand.*, III, 546.

Deszelfs overeenkomst in gelijkenis met het vierde deel van den *ouden Souverein*, gaf eenmaal aanleiding, dat de laatste voor *Kroonen* werden uitgegeven, schoon zij inderdaad 12 azen minder in gewigt hielden (1).

Slechts weinige reizen wordt de *Kroon van Engeland* gangbaar gesteld; alleen in

1548. . . . . f.	1 15	1579 [a] . . . . f.	2 19
1552.	2 »	1579 [b]	2 18
1554.	2 »	1579 [c] (3)	2 10
1575.	2 12	In de munt-ordonnantie der Staten-Generaal komt zij in 't geheel niet voor.	
1576 [a] (2)	2 16		

Zie derzelver afbeelding in 1544 op *bl.* 89; 1548, *bl.* 42; 1580, *bl.* 152; 1633, *bl.* 58.

De *Angelot*, *Engelot*, of ook *Engel*, naar den Engel, die op deze munt afgebeeld staat, dus geheeten, is een geldstuk waarschijnlijk van Richard III of *Hendrik VII* van Engeland. Zij heeft een gewigt van 3 eng. 10 $\frac{2}{3}$ azen, hetgeen uitkomt op 58 stukken in het mark, en eene gehalte van 23 car. 8 $\frac{1}{2}$ gr. (4). Zij wordt voorts onderscheiden van eene andere dergelijke, meest met den naam van *Oude*, doch ook wel eens met dien van *met de roos* of *met de drie rozen;* of heet zij *de Angelot vóór*

(1) In der *Coopl. Handboucxkin*, 1544, staat wijders nog vermeld, dat sommige 2 eng. 6 azen wogen, en, schoon op 36 stuivers staande, voor f. 2 werden uitgegeven.

(2) In deze cours heet de *Engelsche Kroon* te wegen 2 eng. 9 azen.

(3) Behalve dat de zoo verminderde prijs opmerking verdient, teeken ik nog aan, dat de *Kroon van Henricus van Engeland* op haar regte gewigt, als van 67 7/19 stukken in het mark, alhier gesteld wordt.

(4) *Pl. Vlaand.*, III, 541.

den jare 1542 *geslagen*. In eene evaluatie van 27 april 1485 staat dit geldstuk tot 56 stuivers.

1499 (1)	f. 2	16½ 1 Eng.	1581 (4)	f. 4	16
1520	2	17	1590	5	»
1522	3	3	1607	5	8
1526	3	5	1609	5	13
	2	17	1611	5	15
1539 [a]	3	»	1618 (5)	5	17
1539 [b]	2	17			
1548	3	»	1586 (6)	f. 5	1½
1552	3	3	1594	5	5½
1559	3	6		5	3½
1572	3	10		5	1½
1573 (2)	4	2	1596	5	2
1574 (3)	3	14	1603	5	9
1575	4	4	1606	5	12
1576 [a]	4	6	1608	5	16
1576 [b]	3	16		5	14
1577	4	6		5	12
1579 [a]	4	12	1610	5	17
1579 [b]	4	8	1619	6	»
1579 [c]	4	5½		5	17
1579 [d]	4	7	1621	6	»

Derzelver afbeelding komt voor in 1544, *bl.* 12; 1548, *bl.* 19; 1580, *bl.* 46; 1586, *bl.* 1; 1633, *bl.* 16.

De *Angelot met O op het schip* van koning Hendrik VIII en

(1) In 1516 staat de Angelot tot f. 2.16 8 mijten. De *Engels* was een *Achtmijtenstuk*. Zie voorts *Heylen*, p. 48 in de noot.

(2) De som die er alsdan op geleend moest worden, bedroeg *acht* stuivers.

(3) Het *Brab. Pl.* heeft verkeerdelijk f. 3.4.

(4) Voor *Brussel* in 1585 f. 5.14.

(5) In 1616 voor *Limburg*, f. 6.14, f. 6.10, f. 6.5, f. 6, f. 5.15.

(6) Voor *Rheenen* stond de prijs in 1584 f. 4.16.

van hetzelfde gewigt als de voorgaande, wordt aldus benoemd om de *O*, die men op het schip ziet, even gelijk *de Roos* op de *Nobels;* zij verschilt van den *ouden Angelot* in gehalte, houdende namelijk slechts 22 car. 9 gr. (1).

Indien dit geldstuk niet geheeten werd de *Angelot sedert* 1542 *geslagen*, zou men de publicatie van keizer Karel, van 10 mei 1540 terstond op hetzelve kunnen toepassen (2). Bij dezelve wordt tegen eene verslimmerde *Angelot* voorzien, welke ik echter oordeel deze zelfde munt te zijn.

1548.	f. 2	17
1552, niet genoemd.		
1559.	3	3
1572.	3	7
1573 (3).	3	18
1574.	3	10
1576 [a] en [b] niet genoemd.		
1577.	4	5
1579 [a]	4	8
1579 [b]	4	4
1579 [c]	4	1
1579 [d]	4	3
1581 (4).	4	12
1590.	4	15
1607	5	3
1609	f. 5	8
Sedert niet meer genoemd.		
1586	4	16
1594.	5	4
	5	»
	4	16
1596	4	17
1603	5	5
1606	5	8
1608.	5	13
	5	12
	5	8
1610	5	13
Voorts op dezen prijs verbleven tot en met 1619.		

Zij wordt afgebeeld in 1548 op *bl.* 19; 1580, *bl.* 46; 1586, *bl.* 3; 1633, *bl.* 49.

---

(1) *Pl. Vlaand.*, III, 545.

(2) *Pl. Vlaand.*, I, 499.

(3) Schoon ik niet uitgedrukt vond, hoe veel er alsdan op geleend moest zijn, zal dit toch wel van den voorgaanden *ouden Angelot* niet veel verschild hebben, te weten, *acht* stuivers.

(4) Voor *Brussel* in 1585 f. 5.10.

Een *Schotsche Angelot*, in verbeelding van andere, en dus ook van de voorgaande, onderseheiden, daar dit geldstuk geheeten wordt *met den Schepter en het Zwaard kruiswijze*, was van hetzelfde gewigt, namelijk 3 eng. 10 $\frac{2}{3}$ azen, en eene munt van koning Jacobus. Ofsehoon niet uitdrukkelijk vermeld, mag men het allooi op nagenoeg 22 car. bepalen, vermits hetzelve in 1645 met de *Kroon van Portugal met het lange Kruis* gelijk gesteldt wordt (¹) en bovendien met den *Jacobus Souverein*, de *Unité*, naar evenredigheid, in waarde niet veel verschilt.

Deze geldspeeie komt alleen voor in de munt-ordonnantien der Staten-Generaal van de Vereenigde Nederlanden; en wel in.

1605 (²) . . . . f.	5	3	1610 . . . . f.	5	8
1606	5	3	1619	5	12
1608	5	8		5	8
	5	5	1621	5	12
	5	3	1621 (³).	5	13

Zie voorts hare afbeelding in den beeldenaar van 1606, *bl. f.*, en van 1619, *bl. b.*, 2 verso.

De *Angelotten van Engeland*, mede van koning *Jacobus*, welke ons in de munt-ordonnantien der Vereenigde Nederlanden voorkomen sedert 1615; doeh in den beeldenaar van 1619 niet als zoodanig afgebeeld worden, waren, volgens opgave, van 54 stukken in het mark, en staan in 1615, 1619 en 1621 tot

---

(¹) *Can en Scheltus*, *Groot Pl.*, I, 2896.

(²) Volgens een besluit der *Staten van Holland en West-Vriesland*, van 4 februarij.

(³) De Staten-Generaal tolereerden deze munt in september tot die waarde voor drie maanden en herhaalden hetzelve sedert. (*Can en Scheltus*, *Groot Placaatboek*, I, 2794—2796.)

gelijken prijs van f. 5.4. Indien men uit de overeenkomst dezer waarde met den *Kastiliaan* van 53 ½, en het *Gulden Vlies* van 54 ½ stukken in het mark, mag besluiten tot de gehalte van den *Angelot van Jacobus*, is dezelve te bepalen tot 23 car. 8 ½ gr. (1); gelijk zulks voorts nader zou kunnen bevestigd worden uit den *Nieuwen Engelschen Rozenobel*, van welke de dubbele met drie dezer *Angelotten* in gewigt en prijs overeenstemmen; zoo niet welligt het onderwerpelijke muntstuk een deel van dien *Rozenobel* hebbe uitgemaakt, vermits alle andere *Angelotten*, zelfs ook de verbodene, eenerlei gewigt hadden.

Om niet alles te herhalen, hetgeen boven vermeld is wegens den *Schotschen Angelot*, kan ik hier volstaan met den *Schotschen Rijder* aan te geven, als met elkanderen in gewigt, gehalte en prijs volkomen overeenstemmende.

Van *Poolsche* munten wordt alleen de *Dukaat* in de evaluatien vermeld; ook met opzigt tot denzelven kan ik mij bekorten, daar dit geldstuk met den *Hongaarschen Dukaat* gelijken tred houdt in den prijs; voorts met deszelfs gewigt overeenkomt, en derhalve in het allooi niet verschildt. Men vindt het echter alleen genoemd in de coursen van 1585, 1590, 1599, 1602, 1609, 1617 en vervolgens.

De afbeelding komt ons voor in 1580 op *bl.* 87; in 1633 op *bl.* 34.

De *Dukaat van Italien*, onder welke wel eens bij name genoemd worden die van *Rome* en *Venetien*, komen steeds voor als van 72 stukken in het mark, of van 2 eng. 7 azen, schoon de

---

(1) De eerste staat in 1619 op f. 5.5; de tweede f. 5.3.

ordonnantie van 1633 er van 2 eng. 8 ½ azen, en zelfs die van 1652 tot 2 eng. 9 azen opgeeft, hetwelk alsdan ongetwijfeld tot een' lateren muntslag betrekking heeft. In 1499 stelt de evaluatie mede het eerstvermelde gewigt (1). De gehalte heet te zijn van 23 car. 6 ½ gr. (2).

1499	f. 1 17½
1520	1 18
1522	2 1½
1526	2 3 1 18
1539 [a]	1 19½
1539 [b]	1 18
1548	2 »
1552	2 1
1559	2 4
1572, niet genoemd.	
1573 (3)	2 14
1574, niet genoemd.	
1575	2 16
1576 [a]	3 1
1576 [b] niet genoemd.	
1577	3 2
1579 [a]	3 4
1579 [b]	2 19
1579 [c]	2 17
1579 [d]	f. 2 18
1581 (4)	3 4
1590.	3 7
1607	3 12
1609	3 16
1611	3 17
1618 (5)	3 18½

1586	f. 3 6
1594	3 10 3 8 3 7
1603	3 11
1606	3 12
1608	3 17 3 14 3 12
1610	3 17

En sedert op dien prijs verbleven.

Zie derzelver afbeelding in 1544 op *bl.* 5 en 25; 1548, *bl.* 20; 1580, *bl.* 53; 1586, *bl.* 18; 1633, *bl.* 26.

---

(1) Zoo heeft der *Coopl. Handtb.* geene andere *Italiaansche Dukaten* dan van 2 eng. 7 azen.

(2) *Pl. Vlaand.*, III, 543.

(3) De geleende som bedroeg *vier* stuivers.

(4) Voor *Brussel*, in 1585, f. 3.14.

(5) In 1616, voor *Limburg*, enz., f. 4.9, f. 4.6, f. 4.3, f. 4, f. 3.17.

Onder de *Pistoletten van Italien*, mede *Kroonen*, *dubbele Kroonen* geheeten, en waarvan ook de halve *Kroonen* worden genoemd, komen wel eens uitdrukkelijk met name voor die van *Genua*, *Florence*, *Lombardijen*, *Luca*, *Milanen*, *Montferrat*, *Rome*, *Savoijen*, *Sicilien* en *Venetien*. De *Pistoletten* zijn alle van 36 stukken in het mark of van 4 eng. 14 azen; doch voor dezelve wordt een uit een loopend allooi opgegeven, te weten van 21 car. 10 gr. tot 21 car. 5 gr.; zoo als die van *Florence*, *Genua*, *Milanen*, *Sicilien* en *Venetien* tot 21 car. 10 gr; die van *Rome* 21 car. 7 ½ gr.; die van *Luca* en *Montferrat* 21 car. 6 gr.; en die van *Lombardijen* en *Savoijen* 21 car. 5 gr. (1).

1548 (2)	f. 3	12	1579 [d]	f. 5	8
1552	3	18	1581 (4)	5	14
1559	4	»	1590	6	»
1572	4	4	1605	6	6
1573 (3)	4	16	1607	6	10
1574	4	10	1609	6	16
1575	5	»	1611	6	19
1576 [a]	5	4	1618 (5)	7	»
1576 [b]	4	13			
1577	5	4	1586 (6)	f. 5	16
1579 [a]	5	10	1594	6	1
1579 [b]	5	10		5	18
1579 [c]	5	5		5	16

(1) *Pl. Vlaand.*, III, 546. Een *Kroon* van *Montferrat* staat er zelfs tot 19 car. 4 gr. (*Ald.* 549).

(2) In der *Coopl. Handtb.*, 1544, onder de *onghevaluweerden Munten*.

(3) Er moesten alsdan op geleend zijn *twaalf* stuivers.

(4) Voor *Brussel*, in 1585, f. 6.10.

(5) In 1616, voor *Limburg*, enz., f. 8.6, f. 7.18, f. 7.12, f. 7.6, f. 6.19.

(6) Voor *Rheenen* staan de *Pistoletten* in 1584 tot f. 5.10.

1596 (1)	f. 6 3	1608 . . . . f.	6 18 / 6 15 / 6 12
1603	6 11	1610	7 1
1606	6 12	Sedert op dezen prijs gebleven.	

Derzelver afbeelding zie men in 1544, *bl.* 90; 1548, *bl.* 29; 1580, *bl.* 115; 1586, *bl.* 8; 1633, *bl.* 60 en volgende.

Voorts sta hier nog de *Kroon* of *Pistolet van Lotharingen* ten gewigte van 2 eng 4 ½ azen, of 74 $\frac{102}{137}$ stukken in het mark, voorkomende alleen in 1590 tot f. 2.16. Zij heeft eene gehalte van 21 caraat (2).

Men vindt dezelve afgebeeld in 1633, *bl.* 75.

De *Postulaat van Bourbon, met het Hondeken* of *met de Katten* ook *van Utrecht en van Beijeren,* is eene munt van *Rudolf van Diepholt,* die tot bisschop van Utrecht verkoren was. Het schijnt echter niet de regte *Postulaat* te zijn; ofschoon daarvoor doorgaande, vermits *Rudolf* er dien titel geenszins op voert, gelijk men wel op zilveren munt van dezen geestelijken leest (3). Dit geldstuk had een gewigt van 1 eng. 31 azen, of is van 81 stukken in 't mark, en heeft eene gehalte van 11 car. 6 gr. (4).

---

(1) Volgens resolutie der Staten van Holland en Westvr., 1595, 3 october, konden de *Pistoletten* bij provisie toegelaten worden tot f. 3.1 (f. 6.2). Er wordt daar niet uitdrukkelijk vermeld welke, en of *spaansche* en *italiaansche* beide bedoeld worden.

(2) *Pl. Vlaand.*, III, 546.

(3) Zie *V. Mieris*, *Bisschoppelijke munten en zegels van Utrecht*, bl. 145 en volgg., pl. VIII. *Heylen*, bl. 115.

(4) *Pl. Vlaand.*, III, 554.

1499	f.	»	16½
1522		»	18
1526		»	18½
		»	16½
1548		»	17
1552		»	17

Zij komen na 1554 niet eerder voor dan in

1579 [c]	f.	1	4
1579 [d]		1	3
1580		1	4

En worden na 1581 niet meer opgenoemd.

Men vindt derzelver afbeelding in 1544, op *bl.* 56; 1548, *bl.* 55; 1580, *bl.* 211; 1633, *bl.* 115.

Davids Guldens van Utrecht, geldstukken van bissehop *David van Bourgondien*, den koninklijken profeet met zijne harp voorstellende, worden in den eours van 1548 nog onderseheiden in die met *epis* en *epus*, of *episcopis* en *episcopus* (¹). Zij wogen ieder 2 eng. 3 azen, zoo dat het mark er 76 stukken van bevatte, en hadden eene gehalte van 15 car. (²).

1499	f.	1	4
1520, niet genoemd.			
1522		1	6
1526		1	7
		1	4
1539 [a]		1	5
1539 [b]		1	4
1548		1	6

Voorts in 1559 tot in 1563 niet genoemd.

1572	f.	1	9
1573 (³)		1	16
1574, niet genoemd.			
1575		1	18
1576 [a]		1	15
1576 [b]		1	12

(¹) Zie ook het Muntboek van dezen jare, en voorts *V. Mieris Bissch. Munten*, enz., bl. 268 en volgg., pl. IX. *Heylen*, bl. 115.

(²) *Pl. Vlaand.*, III, 553.

(³) *Vier* stuivers moesten er alsdan op geleend zijn. De prijs van f. 1.6, zoo wel als f. 1.18 in 1575 komt mij verdacht voor; daar die munt in 1576[a] verminderd staat, hetwelk omtrent geen geldstuk in deze drie zettingen plaats heeft.

1577	f.	1	12
1579 [a]		1	14
1579 [b]		1	17
1579 [c]		1	16
1579 [d]		1	16
1581 [1]		2	»
1590		2	2

Komt na dien tijd niet meer voor.

1586	f.	2	»
1594		2	»
1596		2	2
1603		2	5
1606		2	5
1608		2	7
		2	6
		2	5
1610		2	8

Sedert op dien prijs verbleven.

Zij komen afgebeeld voor in 1544, *bl.* 51; 1548, *bl.* 56; 1580, *bl.* 208; 1586, *bl.* 28; 1633, bl. 109.

De *Fredericus Beijers Guldens*, een geldstuk van den Utrechtschen bisschop *Frederik van Baden* [2], zijn van 78 stukken in het mark, elk tot 2 eng. 1 aas, ter gehalte van 14 car. [3].

1499	f.	1	0½
1522 [4]		1	2½
1526		1	3
		1	0½
1548		1	1½
1552		1	2
1559 [5]		1	2
1572, tot in			

1575, niet genoemd.			
1576 [a]	f.	1	9
1576 [b], tot in			
1579 [a] niet genoemd.			
1579 [b]		1	12
1579 [c]		1	10½
1579 [d]		1	11

En voorts sedert 1581 niet vermeld, terwijl zij in de munt-

---

(1) Voor *Brussel*, in 1585, f. 2.2.

(2) Vergel. *V. Mieris Bissch. Munten*, bl. 279, pl. X; *Heylen*, bl. 116. Het kan echter zeer mogelijk zijn, dat men onder deze ook de *Guldens van Jan van Beijeren* begrepen hebbe, waarvan *Heylen* spreekt op bl. 104, die van gelijk gewigt en gehalte waren.

(3) *Pl. Vlaand.*, III, 533.

(4) Eene afzonderlijke evaluatie van 1522 bij mij heeft echter f. 1.2.

(5) Verkeerdelijk heeft de gedrukte cours f. 1.12.

ordonnantien van de Staten-Generaal in 't geheel niet wordt aangegeven.

De afbeelding dezer munt staat in 1544, *bl.* 55; 1548, *bl.* 55; 1580, *bl* 209; 1633, *bl.* 110.

Een *Gulden van Luik,* van den bisschop *Erard,* van den jare 1513, komt slechts eene enkele reize voor, en wel in de zetting van 1539, onder de gangbare geldspecien, ter waarde van f. 1.3; deszelfs gewigt was 2 eng. 5 azen, hetgeen uitkomt op 74 stukken in het mark, ter gehalte van 15 car. 4 gr. (1).

Men vindt dien verbeeld in 1544, op *bl.* 52; 1580, *bl.* 197; 1633, *bl.* 108.

Een andere *Gulden* of *Goudgulden van Luik* van *Ferdinand,* waarvan het mark 75 $\frac{15}{19}$ of 76 stukken bevatte, elk van 2 eng. 3 azen, heeft eene gehalte van 18 car. 2 gr. (2). Deze munt had in 1615, wanneer zij voor het eerst werd aangekondigd (3), eene waarde van f 2.17, welke in 1618 tot f. 2.17 $\frac{1}{2}$ opklom (4).

Zij is afgebeeld in 1633, *bl.* 99, de laatste munt.

De *Kroon* of *Pistolet van Luik,* van denzelfden *Ferdinand,* welke mede voor het eerst in 1615 wordt vermeld (5) en tot f. 3.9 stond, waarna zij in 1618 tot f. 3.9 $\frac{1}{2}$ verhoogd werd (6), heeft een gewigt van 2 eng. 6 $\frac{1}{3}$ azen, dat is van 72 $\frac{64}{83}$ stukken

---

(1) *Pl. Vlaand.*, III, 553.

(2) *Pl. Vlaand.*, III, 550.

(3) Volgens de ordonnantie der *Aartshertogen,* in dato 3 junij 1615, afzonderlijk gedrukt.

(4) Voor *Limburg,* in 1616, f. 3.8, f. 3.6, f. 3.3, f. 3, f. 2.17.

(5) Volgens de ordonnantie der *Aartshertogen,* van 3 junij 1615.

(6) Voor *Limburg,* enz., in 1616, f. 4.3, f. 3.18, f. 3.13, f. 3.11, f. 3.9.

op het mark, en eene gehalte van 21 car. (1). Zij wordt in 1633 op *bl.* 76 gevonden.

Wijders vermelde ik hier nog een *Hoorns Gulden* of *Postulaat van Hoorn* (2), die gesteld wordt te zijn van 104 stukken in het mark, elk van 1 eng. $17\frac{1}{4}$ azen, zij hielden in goud 9 car. 4 gr. (3).

1522	f.	» 13
1526		» $13\frac{1}{2}$
		» $11\frac{1}{2}$
1539 [a]		» 12
1539 [b]		» $11\frac{1}{2}$

Op welken prijs zij in de coursen van 1552, 1559, 1576 [a], 1577 en 1579 [a] gebleven zijn (4); na welken tijd zij niet meer worden genoemd.

Derzelver afbeelding wordt gevonden in 1544, op *bl.* 56; 1548, *bl.* 58; 1580, *bl.* 211; 1633, *bl.* 116.

Van dezelfde gehalte als de voorgaande, 9 car. 4 gr. (5), zijn de *Postulaten van Gulik*, ook *Wilhelmus en Burgers Gulden* geheeten. Iets minder bedraagt derzelver gewigt, dat 1 eng. 17 azen is, zoodat het mark er 105 stukken van inhoudt. In de evaluatien van 1548 tot 1563, 1577 en 1579 [a] staan zij tot 11 stuivers; in 1575 en 1576 [a] echter tot 12 stuivers.

Men heeft ze afgebeeld in 1544, *bl.* 115; 1548, *bl.* 58; 1580, *bl.* 212; 1633, *bl.* 116.

---

(1) *Pl. Vlaand.*, III, 548.

(2) Vergel. *Heylen*, bl. 125.

(3) *Pl. Vlaand.*, III, 555.

(4) Goede *Hoorns Guldens* mogten, volgens resolutie der *Staten van Holland*, van 4 maart 1579, ontvangen en uitgegeven worden tot 14 stuivers.

(5) *Pl. Vlaand.*, III, 555.

De *Wilhelmus Gulden* of *Schild*, is een geldstuk van *Willem VI van Beijeren*, geordonneerd ten jare 1411 ([1]), van 72 stukken in het mark, dat is 2 eng. 7 azen, ter gehalte van 17 car. 11 gr. ([2]).

Er zijn dubbele en enkele derde deelen van.

1499	f. 1	9
1522	1	12
1526	1	13
	1	9
1539 [a]	1	10
1539 [b]	1	9
1548	1	11
1552	1	12
1559	1	13
1572	1	15
1573 ([3])	1	19
1574, niet genoemd.		
1575	2	»
1576 [a]	2	»
1576 [b], niet genoemd.		
1577, niet genoemd.		
1579 [a]	2	3
1579 [b]	2	5
1579 [c]	2	3½
1579 [d]	f. 2	4
1581 ([4])	f. 2	9
1590	2	10
1610	2	16
1611 ([5])	2	18½
Voorts op dien prijs gebleven.		

1586	f. 2	9
1594	2	12
	2	10
	2	9
1596	2	11
1603	2	15
1606	2	16
1608	2	18
	2	17
	2	16
1610	3	»
Sedert dien prijs behouden.		

([1]) « *So hebben wi ons beraden — in onser munten van Hollant te doen slaan ende wercken gulden penningen geheten Hollandsche Scilden, die gaan sullen voor 40 grooten.*» Heet het in een charter van 1411 bij *V. Mieris Charterboek*, IV, 165. Zie ook *Heylen*, bl. 99.

([2]) *Pl. Vlaand.*, III, 551.

([3]) De geleende som zoude bedragen hebben *vier* stuivers.

([4]) In 1585, voor *Brussel*, f. 2.10.

([5]) Voor *Limburg*, enz., in 1616, f. 3.8, f. 3.5, f. 3.2, f. 3, f. 2.18½.

Zie wijders nog de afbeelding in 1544, *bl.* 34; 1548, *bl.* 12; 1580, *bl.* 14; 1586, *bl.* 7; 1633, *bl.* 100 (1).

De *Johannes Gulden* of *Schild*, door *Jan van Beijeren* gedaan munten, ten gewigte van 2 eng. 6 azen of van 73 stukken in het mark, hebben eene gehalte van 15 car. 8 gr. (2).

Er zijn halve van.

1499	f. 1	5
1522 (3)	1	7½
1526	1	8
	1	5
1548	1	7
1552	1	7
Sedert niet genoemd tot in		
1576[a]	1	16
1576[b] niet genoemd.		

1577 niet genoemd.		
1579[a]	f. 1	16
1579[b]	1	19
1579[c]	1	17½
1579[d]	1	18
1581 (4)	2	1½
1590	2	4
Verder niet meer genoemd.		

De afbeelding van den *Johannes Gulden* of *Schild* is in 1544, *bl.* 51; 1548, *bl.* 16; 1580, *bl.* 15; en 1633, *bl.* 108 (5).

De *Philippus*, *Ridder*, *Rijder*, *Borgoensche*, *Vlaamsche* of *Philippus Rijder*, is eene munt van graaf *Philips* den Goede, die dezelve gebood te slaan als blijkt uit zijne ordonnantie van den 23sten julij 1434, in dezer voege : *Men sal munten een penning van goude, geheeten Philippus, die houden zal* 23 *charathen ende drie vierendeelen ende een zestiende deel van*

(1) Vergel. voorts *Alkemade, munt der Graven van Holland*, bl. 102.
(2) *Pl. Vlaand.*, III, 553.
(3) Eene afzonderlijke evaluatie bij mij heeft f. 1.7.
(4) In 1585, voor *Brussel*, f. 2.3.
(5) Verg. *Alkemade*, bl. 117.

een charaet, ende van 67 ½ in die troyesche marck— welcke loop ende ganck hebben zal voor 4 schellingen grooten der nyer silver munten— item een halve Philippus, enz. (1). Zij wordt anders bepaald op 70 stukken in het mark, ter gehalte van 23 car. 8 ½ gr. (2).

1499	f. 1 19
1522 (3)	2 3
1526	2 4 / 1 19
1539 [a]	2 1
1539 [b]	1 19
1548	2 1
1552	2 2
1559	2 5
1572	2 7
1573 (4)	2 15
1574 niet genoemd.	
1575	2 18
1576 [a]	3 3
1576 [b] niet genoemd.	
1577	3 »
1579 [a]	3 3
1579 [b]	3 »
1579 [c]	2 18½

(1) Papieren HS. bij mij, *laetste pl.*, enz. Wanneer men de aanteekening bij *Heylen*, bl. 42 en 43, vergelijkt tegen mijn door *Van der Goes* geauthensiseerd afschrift, zoo ontdekken wij terstond een verschil in de opgave van het munten dezer geldspecie, welke aldaar reeds in mei en junij van dat jaar 1434 voorkomt. Dit nu geleidt ons tot het vermoeden, van zelfs een' vroegeren muntslag; en, inderdaad, ik vinde in een afschrift der Instructie voor de munt te Dordrecht, van 24 april 1446, dat er gemunt zoude worden *ung denier nommé Phil..... comme en l'an* 1433 *de* 67 ½ *en taille au marcq à* 23 *et* ¾ *et* ⅛ *car.*, en in eene evaluatie, zullende ingaan den 11den november 1433, *dat de Philippus Gulden in* 1434 *zoude gaan voor* 4 *schellingen grooten.* (Pergam. HS. bij mij.)

(2) *Pl. Vlaand.*, III, 541. Het verschil van 61 ½ tot 70 stukken in het mark, heldert zich opvolgelijk op. In eene zetting van 1453 staat *nostre Escu Philippus, appellé Rydre de* 68 ½ *au marcq;* in die van 1466, 69 ½; de tolerantie tot kersmisse 1499 heeft zelfs 70 ½; doch in de evaluatie van kersmisse 1499 en vervolgens ontmoet men deze munt bestendig op 70 stukken in het mark.

(3) Een afzonderlijke zetting bij mij heeft echter f. 2.2 voor dezen jare 1522.

(4) De geleende som bedroeg dan *vijf* stuivers.

1579[d]	f.	3 »
1581 (1)		3 6
1590		3 8½
1610		3 18
1611 (2)		3 19
Voorts gebleven.		
1586		3 8
1594		3 10
		3 9
		3 8

1596	f.	3 9
1603		3 14
1606		3 15
1608		3 17
		3 16
		3 15
1610		4 »
En sedert op dien prijs verbleven.		

Zie derzelver afbeelding in 1544, op *bl.* 16; 1548, *bl.* 7; 1580, *bl.* 45; 1586, *bl.* 6; 1633, *bl.* 11.

De *Philips Klinkert*, ook *Philips* of *Bourgondisch Schild* geheeten, is mede een geldstuk van *Philips den Goede*. Zij wordt bepaald op 76 stukken in het mark, elk van 2 eng. 3 azen, ter gehalte van 13 car. 10 gr. (3).

(1) Voor *Brussel*, in 1585, f. 3.8.

(2) In 1616, voor *Limburg*, f. 4.10, f 4.7, f. 4.5, f. 4.2, f. 3.19.

(3) *Pl. Vlaand.*, III, 554. Zie ook *Ghesquière*, *Mém. sur trois points intéressans*, *etc.*, pag. 152, die zich te regt verwondert over dit lage allooi. *Heylen*, bl. 43, merkt, niet zonder grond, aan, hoe uiterst moeijelijk het is, bij eene beperkte benaming van *Klinkerts*, *Schilden*, enz., derzelver juiste waarde te bepalen (een *bourgondisch Schild* komt ons in 1434 voor tot 28 grooten); doch ik kan hem voor als nog niet toestemmen, dat deze *Philips Klinkert* een geldstuk zou zijn, aangelegd op 68 ½ stukken in het mark, of van 2 eng. 11 azen, terwijl hij meent, dit is althans het gevolg zijner redenering, dat die munt door slijting 8 azen zoude verloren hebben. Want de eenvoudigste en natuurlijkste vraag, die zich voor onzen geest opdoet, is deze: Indien men voor elke geldspecie eene slijting moet aannemen, zoo als werkelijk niet kan ontkend worden, en zulks voor alle in schier gelijke mate plaats heeft, van waar dan dat ontzettend verlies bij den *Philips Klinkert*, daar de *Philippus Rijder*, op 67 ½ stukken in het mark bevolen en in 1499 tot 70 bepaald, slechts *drie*, de andere *acht* azen in gewigt verminderd is, schoon beider ouderdom

1499	f. 1	1
1522	1	3
1526	1	3½
	1	1
1548	1	2
1552	1	2
1554 niet genoemd tot in		
1575	1	8
1576 [a]	1	8
1576 [b] niet genoemd.		
1577 niet genoemd.		
1579 [a]	1	8
1579 [b]	1	12
1579 [c]	1	11½
1579 [d]	1	12
1581 (¹)	1	15

1590	f. 1	17
Voorts niet genoemd dan in		
1610	2	1
1611 (²)	2	1½
En voorts op dien prijs gebleven.		

1586	f. 1	16
1594	1	16
1596	1	17
1603	2	»
1608	2	2
	2	1
	2	»
1610	2	3
Sedert op dien prijs verbleven.		

Derzelver afbeelding komt voor in 1544, op *bl.* 53; 1548, *bl.* 17; 1580, *bl.* 12; 1586, *bl.* 7; 1633, *bl.* 111 (³).

---

zoo veel niet verschillen kan? De eenigste voorlichting te dezen zou men moeten delven uit het gebod, bij hetwelk de muntslag van den *Philips Klinkert*, dien wij hier bedoelen, wordt bevolen; of, zoo dit ontbreekt, uit eene opsporing, of er welligt andere munten van gelijke gehalte en hetzelfde gewigt aan Graaf *Philips* of een zijner voorgangers haren oorsprong schuldig zijn. En, bedrieg ik mij niet, dan vindt men het laatste in den *St. Jans Gulden*, te Gent gemunt onder *Philips I* of *II* (zie *Heylen*, bl. 58). Deze toch hebben hetzelfde gewigt en hetzelfde allooi als de *Philips Klinkerts;* en zou het dan vreemd zijn, dat men op den stempel der laatsgenoemde stukken gemunt hebbe, op den voet der *St. Jans Guldens?*

(1) Voor *Brussel*, in 1585, f. 1.17.

(2) In 1616, voor *Limburg*, f. 2.8, f. 2.6, f. 2.4½, f. 2.3, f. 2.1½.

(3) Verg. met *Alkemade*, bl. 122, 124, 128. Het verdient echter opmerking, dat het gewigt van drie dubbele *Philips Klinkerts* door hem en anderen wordt opgegeven te zijn 3 eng. 24 azen.

De *Vlaamsche of Gentsche Nobel* van denzelfden vorst, waarschijnlijk zelfs wel op gelijken voet als, en derhalve eene voortzetting van, den muntslag onder *Philips den Stoute*, graaf van Vlaanderen, enz., ten jare 1389 (1), gelijk dezelve twee eeuwen later mede werd achtervolgd door die van *Zeeland, Gelderland, Overijssel* en *Gent*, is een geldstuk van 36 stukken in het mark, of van 4 eng. 14 azen, ter gehalte van 22 car. 9 gr. (2).

1499.	f. 3	12	1576 [a]	f. 6	15
1520	3	12½	1576 [b] niet genoemd.		
1522 (3)	4	»	1577 niet genoemd.		
1526	4	2	1579 [a]	7	»
	3	12½	1579 [b]	6	6
1539 [a]	3	16	1579 [c]	5	9
1539 [b]	3	12½	1579 [d]	5	11
1548	3	16	1581 (5).	6	»
1552	4	»	1590 (6).	6	7
1554	4	4	1610	7	2
1572 niet genoemd.			1611 (7).	7	7½
1573 (4).	5	10	Voorts gebleven.		
1574 niet genoemd.					
1575	6	6			

(1) Vergel. *Heylen*, bl. 79.

(2) *Pl. Vlaand.*, III, 545. In mijn afschrift der evaluatie van 1499 staan zij, even als in de ordonnantie van 1489, op 35 ½ stukken in het mark, of op een gewigt van 4 ½ engels.

(3) In mijn afschrift der losse evaluatie van 1522, vroeger genoemd, staat f. 4.1.

(4) De geleende som bedroeg *acht* stuivers.

(5) Doch voor slechts 6 maanden toe te laten, zegt de ordonnantie van 4 october 1585. In denzelfden jare voor *Brussel*, f. 7.15.

(6) Er staat verkeerdelijk f. 7.7. Het laat zich voorts verklaren, waarom hier de oude, geenszins die der weerspannige Provinciën genoemd worden.

(7) In 1616, voor *Limburg*, enz., f. 8.10, f. 8.4, f. 7.18, f. 7.13, f. 7.7 ½.

1586 [1] . . . . f.	6 7	1608 . . . . f.	7 7
1594	6 13		7 5
	6 10		7 2
	6 7	1610	7 11
1596	6 10	1615	7 12
1603	7 »	1619	7 16
1606	7 2		7 12
		1621	7 16

De afbeelding van den *Vlaamschen Nobel* zie men in 1544, *bl* 10; 1548, *bl.* 6; 1580, *bl.* 10; 1586, *bl.* 30; 1633, *bl.* 50 en 51 [2].

De *Gouden Leeuw*, in onderscheiding van den *zilveren* en om de verbeelding dus geheeten, is wederom een geldstuk van *Philips den Goede*, en wordt bepaald te zijn van 59 stukken in het mark, hetgeen uitkomt op een gewigt van 2 eng. 22 azen stijf, bij eene gehalte van 22 car. 9 gr. [3].

Eene ordonnantie van den jare 1453 behelst den last tot de vervaardiging van dit geldstuk volgenderwijze : *Premierement avons ordonné et ordonnons..... soyent forgez deniers*

---

[1] De ontvangers mogten in 1584 reeds de *Zeeuwsche en Vlaamsche Nobelen* ontvangen en uitgeven tot f. 6.8. (*Resol. van de Staten van Holl. en Westvr.*, 21 junij; waarmede vergeleken worde de publicatie van 23 april 1585 in het *Utrechtsch Placcaatboek*, I, 540, bij welke ook die van *Overijssel* genoemd worden.) Zoo bepaalden de Staten van *Zeeland*, bij plac. van 13 augustus 1585 (*Can en Scheltus*, *Groot Pl. boek*, II, 2189) den *Vlaamschen en Zeeuwschen Nobel* tot f. 6.16, en de *Geldersche* op f. 6.15.

[2] Vergel. ook *Alkemade*, bl. 129.

[3] *Pl. Vlaand.*, III, 545. Schoon deze munt veelal tot 2 eng. 24 azen voorkomt, heeft der *Coopl. Handtb.* echter het aangegeven gewigt; dat ook beter met 59 stukken in het mark overeenstemt en er in 1466 mede aan toegewezen werd.

d'or quy seront nommez et appellez Lyons d'or de vint et trois karras d'or fin dalloy et de cinquante sept et demy de taille au marcq de Troyes — quy aura cours pour cincq sols de groz (dertig stuivers) — *et ung aultre denier d'or appellé Lyonceaul, de semble alloy, etc.* (1).

Er werden in 1584 ook te *Brugge* en te *Antwerpen* geslagen. De gouden noodmunten van Brussel van ditzelfde jaar, waren ook op dien voet gemaakt.

1499	f. 2 4	1576[b]	f. 2 19
1522	2 8	1577	3 10
1526	2 10 / 2 4	1579[a]	3 13
		1579[b]	3 8
1539[a]	2 6	1579[c]	3 6
1539[b]	2 4	1579[d]	3 7
1548	2 7	1581 (4)	3 14
1552	2 8	1590	3 17
1559	2 10	1610	4 8
1572	2 13	1611 (5)	4 10
1573 (2)	3 »	En op dien prijs sedert verbleven.	
1574 (3)	3 »		
1575	3 6		
1576[a]	3 12	1586 (6)	3 15

(1) Pergam. HS. bij mij. Zie ook *Heylen*, bl. 46.

(2) Er moesten dan *zeven* stuivers op geleend zijn.

(3) Het *Brab. Pl.* heeft verkeerdelijk f. 2.

(4) In het *Plac.* van 4 october 1585 staat te onregte f. 3.4. Voor *Brussel*, in dit zelfde jaar, f. 4.10.

(5) In 1616, voor *Limburg*, f. 5.2, f. 4.19, f. 4.16, f. 4.13, f. 4.10.

(6) Voor *Rheenen*, in 1584, mede tot f. 3.15. De *Leeuw*, in Braband gemunt tegen f. 4, waarvoor ook de Noodmunt van Brussel was uitgegeven, mogt, volgens de *Resolutien der Staten van Holl. en Westvr.*, 1584, 7 october, met de oude niet hooger dan f. 3.16 worden uitgegeven.

1594 . . . . f.	4 1 3 18 3 15		1608 . . . . f.	4 8 4 7 4 6
1596	3 19		1610	4 12
1603	4 5			
1606	4 6		Voorts tot dien prijs blijven staan.	

Men kan de afbeelding der *Gouden Leeuwen* en het $\frac{2}{3}$ en $\frac{1}{3}$ deel vinden in 1544, op *bl.* 16; 1548, *bl.* 6; 1580, *bl.* 45; 1586, *bl.* 5; 1633, *bl.* 49 (1).

De *Leuvensche Peter,* omstreeks 1433 geslagen op last van meergemelden vorst (2), wordt bepaald als van 2 eng. 3 azen, of van 76 stukken in het mark, bij eene gehalte van 18 car. 2 grein (3).

1499. . . . . f.	1 6		1581 (5). . . . . f.	2 3
1522 (4).	1 8½		1590.	2 5
1526.	1 9 1 6		Sedert niet genoemd, tot in	
			1610.	2 10
1548.	1 8		1611 (6).	2 12
1552.	1 8		En voorts gebleven tot dien prijs.	
1554 niet genoemd tot in				
1579 [b]	2 »		In de muntordonnantien der Vereenigde Nederlanden, komt dit geldstuk niet voor.	
1579 [c]	1 19			
1579 [d]	1 19			

De afbeelding dezer munt vindt men in 1544, *bl.* 49; 1548, *bl.* 17; 1580, *bl.* 34; 1633, *bl.* 100.

---

(1) Vergel. met *Alkemade*, bl. 130.
(2) *Heylen*, bl. 46.
(3) *Pl. Vlaand.*, III, 551.
(4) Eene afzonderlijke evaluatie bij mij heeft echter f. 1.8.
(5) Voor *Brussel*, in 1585, f. 2.6.
(6) In 1616, voor *Limburg*, enz., f. 3, f. 2.18, f. 2.16, f. 2.14, f. 2.12.

Van den dikwijls genoemden vorst zijn nog gemunt *Bourgondische* of *Andries Guldens*, ook *Guldens metter Kruyce*, zoodanig benaamd naar de verbeelding, den heiligen *Andries* met het kruis, uit twee laurier-stokken bestaande, ook het bourgondische Kruis geheeten ([1]). Zij werden bevolen te slaan ten jare 1466, naar luid van een extract uit de instructie van den bourgondischen Gulden te munten te Dortrecht, welke last in deze woorden is vervat : *Premierement est ordonné estre faict un florin dor appellé florin de Bourgoigne, quy sera a dix neuf karats dor fin — de soixante douze de taille au marcq de Troies — quy aura cours pour quarante groz de la monnoye blanche cy apz declarée* ([2]).

Na dat deze geldspecie ook door de opvolgers van *Philips* was gedaan munten, gelastte, onder dezen, Koning *Philips* hetgeen hier nog dient vermeld te worden, bij zijne ordonnantie van 4 junij 1567, te slaan, eenen nieuwen Gouden Gulden, en die te noemen *Gouden Gulden van Bourgondien*, van gelijke verbeelding als de oude. Deze moest zijn van 75 stukken in het mark, ieder dus van 2 eng. 4 $\frac{1}{4}$ azen, ter ge-

---

([1]) *St. Andries* is de patroon of beschermheilige der *Gulden Vlies orde*, om dat die orde, ingesteld te *Brugge* den 11den januarij 1429, gevestigd is in 1430, den 30sten november, den feestdag van dien kruisgezant.

([2]) Pergam. HS. bij mij. Vergel. ook *Heylen*, bl. 47. *Karel de Stoute* gelastte de voortzetting van dezen muntslag bij zijne ordonnantie uit Brussel, den 13den october 1467, tevens met dien der halve. (Papieren HS. *Copulaet*, enz.) Een *fijne Bourg. Gulden*, in 1487 voorkomende, *dertien* stuivers hooger dan de gewone, is er in geenen deele toe te betrekken.

halte van 18 car. 6 gr.; hij stelde voorts deszelfs waarde op f. 1.14 (1).

In de eerst daarop volgende evaluatie, die van 1572, vindt men denzelven gulden gesteld tot 74 $\frac{5}{8}$ stukken in het mark, met bijvoeging *van onzen slage*, en een halve stuiver minder in prijs, dan de *oude;* sedert wordt dit verschil niet meer waargenomen en de benaming van *oude* en *nieuwe* dikwijls te zamengevoegd.

In het algemeen worden de *oude en nieuwe Andries Guldens* bepaald tot 74 stukken in het mark, elk van 2 eng. 5 azen; ter gehalte, *de oude* van 18 car. 11 gr. (2); *de nieuwe* tot 18 car. 4 gr. (3). Er bestaan ook mindere deelen.

1499	f. 1	9	1574	f. 1	16
1522 (4)	1	12	1575	2	»
1526	1	13	1576 [a]	2	»
	1	9	1576 [b]	1	$18\frac{1}{4}$
1539 [a]	1	10	1577	2	2
1539 [b]	1	9	1579 [a]	2	3
1548	1	11	1579 [b]	2	5
1552	1	12	1579 [c]	2	$3\frac{1}{2}$
1559	1	13	1579 [d]	2	4
1572	1	$15\frac{1}{2}$	1581 (6)	2	9
1573 (5)	1	19	1590	2	11

(1) *Pl. Brab*, II, 469; *Geld. Pl.*, I, 343. De verbeelding echter verschilt van de andere daarin, dat de H. Andries van ter zijde wordt gezien.

(2) *Pl. Vlaand.*, III, 549. Op het gewigt van 74 stukken in het mark stond dit geldstuk ook in 1499.

(3) *Pl. Vlaand.*, III, 550.

(4) De geschrevene afzonderlijke evaluatie bij mij heeft echter f. 1.11.

(5) Na dat er *vier* stuivers op zoude geleend zijn.

(6) In 1585, voor *Brussel*, f. 2.17.

1607	f.	2 14
1609		2 17
1611 ([1])		2 18
Sedert op dien prijs gebleven.		
1586 ([2])		2 9
1594		2 13 / 2 11 / 2 9
1596	f.	2 11
1603		2 15
1606		2 16
1608		2 18 / 2 17 / 2 16
1610		2 19
Zijnde vervolgens op dezen prijs gebleven.		

Men zie voorts derzelver verbeelding in 1544, op *bl.* 34; 1548, *bl.* 13; 1580, *bl.* 39; 1586, *bl.* 6, en 1633, *bl.* 81 ([3]).

De *Reaal van Oostenrijk*, eene geldspecie van den Rooms-Koning *Maximiliaan*, werd ten jare 1487 gemunt ([4]); de halve van dien worden soms ook *nobelen* genoemd, denkelijk bij toepassing van het op dezelve verbeelde vaartuig, terwijl het vierde gedeelte den H. Andries voorstelt. Deze is, volgens *Alkemade*, de beruchte munt, waaruit de Vlamingen aanleiding namen, Maximiliaan te beschuldigen, dat hij te *Brugge* penningen geslagen had beneden de waardij, en dezelve gangbaar gemaakt en gemunt met zijn eigen wapen, zonder den naam en de wapens van den geboren landsheer, zijnen zoon, prins dezer landen ([5]).

([1]) Hier wordt uitdrukkelijk gesproken van die sedert 1567 geslagen. Voor *Limburg*, enz., in 1616, f. 3.7½, f. 3.5, f. 3.2½, f. 3, f. 2.18.

([2]) Voor *Rheenen*, in 1584, f. 2.5.

([3]) Vergel. *Alkemade*, bl. 136 en volgg.

([4]) Zie *Heylen*, bl. 60.

([5]) *Alkemade*, bl. 145. Groot voorwaar was de ingenomenheid te *Brugge* tegen *Maximiliaan*. In den naastvolgenden nacht zijner aankomste, werd een houten bord

De *Reaal* had een gewigt van 9 eng. 22 azen, uitkomende op 16 ½ stukken in het mark; de mindere deelen naar evenredigheid, en wordt eene gehalte toegewezen van 23 caraat 8 ¼ grein (1).

1499	f. 8	5
1520	8	11
1522	9	9
1526	10	»
	8	11
1539 [a]	9	»
1539 [b]	8	11
1548	9	»
1552	9	»
1559	10	»
Sedert niet genoemd, dan in		
1573	15	»
Weder onvermeld gebleven, tot in		
1579 [b] (2)	13	5
1579 [c]	12	16½
1579 [d]	13	»
1581 (3)	14	»
1590	15	»

Sedert niet genoemd, dan in		
1610	f. 16	14
1611 (4)	16	15½
Voorts op dien prijs gebleven.		

1586	f. 14	5
1594	15	8
	14	16
	14	5
1596	14	5
1603	15	16
1606	16	5
1608	16	15
	16	10
	16	5
1610	17	2
En na dien tijd op dezen prijs blijven staan.		

---

voor de munt geheeht, waar een zwarte Arend op een' vergulden Zeepketel, ter schimp van den Landvoogd in geschilderd stond; hebbende ter regter het wapen van den Rooms. Koning, en ter linker zijde dat van zijnen zoon *Philips*, met dit beschrift: *Hier in den vergulden Zeepketel is de munt van den Rooms-Koning en die van den Hertog Philips zijnen zoon; dienvolgende slaat men daar dagelijks van Rooms-Koninsgwege niet dan Royalen, Helmen, Schuitjes en andere soorten van gelde van goud en van zilver.* (Uit een HSS., *Chronijk van Vlaanderen van Desparet*, aangeh. bij *V. Mieris*, *Historie der Nederlandsche Vorsten*, I, 191.

(1) *Pl. Vlaand.*, III, 541.

(2) Eene afzonderlijke ordonnantie stelt f. 13.6.

(3) Voor *Brussel*, in 1585, f. 15.10.

(4) In 1616, voor *Limburg*, enz., f. 19.8, 18.10, f. 17.18. f. 17.6, f. 16.15 ½.

Derzelver afbeelding wordt gevonden in 1544, op *bl.* 2; 1548, *bl.* 4; 1580, *bl.* 6; 1586, *bl.* 13; 1633, *bl.* 10 (1).

Het *Schuitje* of *halve Nobel,* geslagen in 1488 (2), is eene andere munt, van onder het bestuur van *Maximiliaan.* Deszelfs gewigt is van 2 eng. 6 azen, of van 73 stukken in het mark, bij eene gehalte van 22 car. 9 gr. (3).

1499	f.	1	15½
1522 (4)		1	19
1526		2	»
		1	15½
1539[a]		1	17
1539[b]		1	15½
1548		1	18
1552		1	19
1559		2	1
1572, niet genoemd tot in			
1575		2	11
1576[a]		2	12
1576[b], niet genoemd.			
1577, niet genoemd.			
1579[a]		2	15
1579[b]		2	16
1579[c]		2	13½
1579[d]		2	14
1581 (5)		2	19

1590	f.	3	2
Voorts niet genoemd tot in			
1610		3	10
1611 (6)		3	12½
Sedert dien prijs behouden.			

1586	f.	2	19
1594		3	3
		3	1
		2	19
1596		3	3
1603		3	7
1606		3	8
1608		3	10
		3	9
		3	8
1610		3	12
Op welken prijs zij voorts is gebleven.			

(1) Vergel. ook *Alkemade*, bl. 147.

(2) Zie *Heylen*, bl. 56.

(3) *Pl. Vlaand.*, III, 545. Het *Manuael*, 1595, stelt echter deze munt gelijk met den *Millerees*, die op 22 car. staat.

(4) Het *Vriesch Pl.* heeft in 1520 f. 1.14 ½.

(5) In 1585, voor *Brussel*, f. 3.6.

(6) Voor *Limburg*, enz., in 1616, f. 4.5, f. 4.2, f. 3.19, f. 3.16, f. 3.12 ½.

Zie de afbeelding dezer munt in 1544, op *bl.* 33; 1548, *bl.* 12; 1580, *bl.* 34; 1586, *bl.* 7; 1633, *bl.* 50 (1).

Philips de Schoone deed *Guldens* munten, bekend met den naam van *Philips Guldens*, welke bepaald worden op 74 stukken in het mark, elk van 2 eng. 5 azen, en op eene gehalte van 15 car. 8 gr. (2). Zij moeten omstreeks den jare 1495 geslagen zijn (3), immers ten volgende jare 1496 staan zij tot f. 1.4.

Dat men na dien tijd een anderen *Philips Gulden* deed vervaardigen, verzekert de zetting van 1499, waarin gezegd wordt : den gouden *Philippus Penning, die men nu munt, die welcke gheordonneert ees breeder ende van andere printe gemaect te werden, dan hy geweest heeft, van denzelven gewichte en allooye* (4).

1499 . . . . f.	1	5	1539 [b] . . . . f.	1	5
1522 (5).	1	7½	1548	1	7
1526	1	8½	1552	1	7
	1	5	1559	1	7
1539 [a]	1	6½	1572	1	10

(1) Vergel. met *Alkemade*, bl. 152.

(2) *Pl. Vlaand.*, III, 553; waar zij voorkomt op 2 eng. 7 azen. Een *Philips Gulden* te *Sluis* geslagen, staat er tot 14 car. (*Ald.*, 553.)

(3) *Heylen*, bl. 59, die ook nog van andere *Philips Guldens* gewaagt van 18 car. 6 gr. en van 16 car., niet veel van elkander in gewigte verschillende. — Zie voorts *V. Mieris*, *Bisschoppelijke munten*, bl. 285, en *Alkemade*, bl. 158.

(4) Pergam. HS. bij mij. Van daar de uitdrukking in sommige evaluatien : *De Philips Gulden sedert* 1497 *geslagen.*

(5) Eene afzonderlijke evaluatie bij mij stelt f. 1.7.

1573 (1)	f. 1	15
1574	1	10
1575	1	15
1576 [a]	1	16
1576 [b]	1	13
1577	1	16
1579 [a]	1	16
1579 [b]	1	18
1579 [c]	1	17½
1579 [d]	1	18
1581 (2)	2	1½
1590	2	4
1607	2	6
1609	2	8
1611 (3)	f. 2	9½

Sedert alzoo blijven staan.

1586 (4)	f. 2	2
1594	2	4
	2	3
	2	2
1596	2	4
1603	2	7
1606	2	7
1608	2	9
	2	8
	2	7
1610	2	10

Op welken prijs die munt is gebleven.

Zij worden afgebeeld gevonden in 1544, *bl.* 50; 1548, *bl.* 15; 1580, *bl.* 41; 1586, *bl.* 7; 1633, *bl.* 107.

Het *Gulden Vlies*, aldus ter onderscheiding van het *Zilveren*, en om de verbeelding zoodanig genoemd, is eene munt van gemelden vorst en geslagen ten jare 1496 (5). Men noemt hetzelve ook wel *dubbele Philips Gulden*, ofschoon de gangbare waarde niet met elkanderen altijd overeenstemt, of tot den *Philips Gulden* in de zuivere verhouding staat. Gewoonlijk stelt men deszelfs gewigt op 2 eng. 30 azen, hetgeen uitkomt op 54 ½ stukken in het mark; ter gehalte van 23 caraat 8 ½ grein (6).

---

(1) De geleende som zoude bedragen *vijf* stuivers.

(2) In 1585, voor *Brussel*, f. 2.3.

(3) Voor *Limburg*, enz., in 1616, f. 2.15, f. 2.14, f. 2.12 ½, f. 2.11, f. 2.9 ½.

(4) Voor *Rheenen*, in 1584, f. 1.18.

(5) *Heylen*, bl. 56.

(6) *Pl. Vlaand.*, III, 541.

1499	f.	2	10
1520		2	10½
1522 (1).		2	15½
1526		2	17
		2	10½
1539 [a]		2	13
1539 [b]		2	10½
1548		2	13½
1552		2	14
1559		2	14
1572		3	»
1573 (2)		3	10
1574		3	»
1575		3	10
1576 [a]		3	13
1576 [b]		3	8
1577		3	17
1579 [a]		3	18
1579 [b]		3	18
1579 [c]		3	16
1579 [d]	f.	3	17
1581 (3)		4	4
1590		4	8½
1610		4	18
1611 (4)		5	1½

Sedert op dien prijs gehouden.

1586	f.	4	6
1594		4	8
		4	7
		4	6
1596		4	9
1603		4	16
1606		4	17
1608		4	19
		4	18
		4	17
1610		5	3

Op welken prijs die munt is gebleven.

De afbeelding der *Vliezen* vertoont ons 1544, op *bl.* 13; 1548, *bl.* 14; 1580, *bl.* 44; 1586, *bl.* 6; 1633, *bl.* 11 (5).

Gedurende het beheer van keizer *Karel V* over deze landen, is vooreerst, bij de ordonnantie van 2 januarij 1516, de last uitgevaardigd tot het munten van een' gouden penning, die men noemen zoude *Carolus*, en zulks in der stede van den gouden *Philips Gulden*, van gelijken gewigte en allooie. Ik

---

(1) Eene afzonderlijke evaluatie bij mij heeft f. 2.15.
(2) Na dat er *tien* stuivers op geleend zouden zijn.
(3) In 1585, voor *Brussel*, f. 4.10.
(4) Voor *Limburg*, enz., in 1616, f. 5.18, f. 5.14, f. 5.10, f. 5.6, f. 5.1½.
(5) Vergel. voorts *Alkemade*, bl. 160.

heb onder de opnoeming der munt-ordonnantien reeds mijn gevoelen te dezen geopenbaard en behoef er alzoo niet verder over uit te weiden.

Een andere gouden penning, die men noemen zoude *Carolus*, werd geboden te slaan bij de ordonnantie van welgemelden Keizer, in dato 4 februarij 1520, van 14 caraats goud, en tot 84 stukken in het mark, ieder ter waarde van twintig stuivers. Deszelfs gehalte wordt anders geschat op 13 car. 10 gr. (1) en het gewigt op 1 eng. 29 azen; hetgeen uitkomt als boven. Dewijl zijn zoon *Philips* dergelijke munt deed vervaardigen, met zijn borstbeeld, vindt men dit geldstuk enkele reizen *Konings Gulden* genoemd, terwijl die van zijnen vader *Keizers Gulden* heet; meest echter behoudt men den oorspronkelijken naam van *Karolus Gulden*.

1520	f. 1	»		1573 (3)	f. 1	7
1522 (2)	1	1		1574	1	4
1526	1	2½		1775	1	8
	1	»		1576 [a]	1	8
1539 [a]	1	1		1576 b (4)	1	6½
1539 [b]	1	»		1577	1	8
1548	1	1		1579 [a]	1	8
1552	1	1		1579 [b]	1	11
1559	1	2		1579 [c]	1	10
1572	1	4		1579 d (5)	1	11

(1) *Pl. Vlaand*, III, 554.

(2) In mijn afschrift der evaluatie van 1522 staat echter f. 1.2.

(3) De som der leening bedroeg *drie* stuivers.

(4) Het *Geld. Pl.* heeft f. 1.6.

(5) In 1580 en 1581 echter f. 1.10 ½; het *Utr. Pl.* heeft zelfs f. 1.10 in 1580.

1581 (1)	f.	1 13
1590		1 15
1607		1 16
1609		1 18
1611 (2)		1 18½
1618		2 »

1586 (3)	f.	1 13½

1594	f.	1 14½ / 1 14 / 1 13½
1596		1 15
1603		1 17
1606		1 17
1608		1 19 / 1 18 / 1 17
1610		2 »

Voorts op dien prijs verbleven.

Deze munt wordt ons afgebeeld in 1544, *bl.* 55; 1548, *bl.* 3; 1589, *bl.* 42; 1586, *bl.* 4; 1633, *bl.* 113.

Bij dezelfde ordonnantie des jaars 1520 werd nog door den Keizer geboden te munten den gouden *Reaal*, ook *Vlaamschen Reaal* genoemd, die het *Gulden Vlies* zou vervangen, van 46 stukken in het mark, en van 23 car. 9 ½ gr., welke zoude mogen worden uitgeboden tot f. 3; terwijl de *halve* van dien van 18 caraats goud zoude zijn en het mark er 70 ⅛ stukken van bevatten. De gehalte van den *geheelen Reaal* staat anders op 23 car. 8 ½ gr. (4); die van den *halven* op 17 car. 11 gr. (5). Het gewigt des eenen 3 eng. 15 azen, des anderen 2 eng. 9 azen, komt, als reeds gezegd is, uit op 46 en 70 ⅛ stukken in het mark.

---

(1) Voor *Brussel*, in 1585, f. 1.15.
(2) In de cours van 1617 staat f. 1.18.
(3) Voor *Rheenen*, in 1584, f 1.12.
(4) *Pl. Vlaand.*, III, 541.
(5) *Pl. Vlaand.*, III, 551.

1520	f. 3	»	1590	f. 5	6
1522	3	6	1605	5	10
1526	3	8	1607	5	12
	3	»	1609	5	18
1539 [a]	3	3	1611	6	»
1539 [b]	3	»	1618 (4)	6	2
1548	3	3			
1552 (1)	3	6	1586 (5)	f. 5	2
1559	3	10	1594	5	7
1572	3	12		5	4
1573 (2)	4	2		5	2
1574	3	14	1596	5	6
1575	4	4	1603	5	13
1576 [a]	4	6	1606	5	15
1576 [b]	4	»	1608	6	»
1577	4	10		(6) 5	18
1579 [a]	4	13		5	15
1579 [b]	4	13	1610	6	2
1579 [c]	4	10	1619	6	4
1579 [d]	4	12		6	2
1581 (3)	5	»	1621	6	4

Zie wijders de afbeeldingen in 1544, op *bl.* 11; 1548, *bl.* 3; 1580, *bl.* 36; 1586, *bl.* 3; 1633, *bl.* 10 en 100 (7).

De *Vlaamsche* of *Nederlandsche Kroon*, *Keizers Kroon*,

(1) De halve stond toen op f. 1.12.

(2) Na dat er *acht* stuivers op zoude geleend zijn.

(3) Voor *Brussel*, in 1585, f. 5.14.

(4) In 1616, voor *Limburg*, enz., f. 6.16, f. 6.12, f. 6.8, f. 6.4, f. 6.

(5) Voor *Rheenen*, in 1584, f. 4.16. In 1581 werden de ontvangers gelast den *halven Reaal* aan te nemen tot f. 2.7. (*Resol. der Staten van Holl. en West-Vriesl.*, 25 november.)

(6) In den eersten termijn staat de *halve* op f. 2.19; in den tweeden op f. 2.18.

(7) Zie ook *Alkemade*, bl. 179.

en *Kroon met de Zon* geheeten, werd bij keizerlijk bevel gelast te munten den 29sten october 1540, en moest zijn van 2 eng. $7\frac{1}{2}$ azen, of van $71\frac{3}{4}$ stukken in het mark, bij een allooi van 22 car. $3\frac{1}{2}$ grein, om loop te hebben tot f. 1.16 (1). Op datzelfde gewigt wordt zij steeds geschat; doch hare gehalte bepaald op 22 car. $2\frac{1}{2}$ gr. (2).

1540	f.	1	16
1548		1	18
1552		2	»
1559		2	1
1572		2	3
1573 (3)		2	10
1574		2	5
1575		2	12
1576 [a]		2	13
1576 [b]		2	8
1577		2	14
1579 [a]		2	17
1579 [b]		2	16
1579 [c]		2	14
1579 [d] (4)		2	$15\frac{1}{2}$
1581 (5)		3	»
1590		3	3
1605		3	6
1607		3	8

1609	f.	3	12
1611		3	$12\frac{1}{2}$
1618 (6)		3	14

1586 (7)	f.	3	1
1594		3	3
		3	2
		3	1
1596		3	4
1603		3	8
1606		3	10
1608		3	14
		3	12
		3	10
1610		3	14
1615		3	15
1619		3	16
		3	15
1621		3	18

(1) *Pl. Vlaand.*, I, 500.
(2) *Pl. Vlaand.*, III, 545.
(3) De som die er alsdan op geleend was, bedroeg *zes* stuivers.
(4) Het *Utr. Pl.* heeft voor 1580 slechts f. 2.15.
(5) Voor *Brussel*, in 1585, f. 3.8.
(6) In 1616, voor *Limburg*, enz., f. 4.5, f. 4.2, f. 3.19, f. 3.16, f. $3.12\frac{1}{2}$.
(7) Voor *Rheenen*, in 1584, f. 2.18.

De afbeelding van dit geldstuk vindt men in 1544, op *bl.* 30; 1548, *bl.* 4; 1580, *bl.* 37; 1586, *bl.* 5, en 1633, *bl.* 55.

De *dubbele Nederlandsche Gulden* of *Staten Kroon*, is de eenige nieuwe gouden muntslag voor deze landen, welken men van Koning *Philips*, gedurende zijne regering over deze gewesten gelast vindt. Dit geschiedde den 10den februarij 1577. Zij werd geboden te moeten zijn van 80 $\frac{17}{38}$ stukken in het mark, ten prijze van f. 2 (1). Zij wordt anders bepaald op een gewigt van 1 eng. 30 $\frac{3}{4}$ azen, of van 81 $\frac{1}{2}$ stukken in het mark, tot eene gehalte van 19 car. 10 gr. (2) gelijk ook de halve.

1577	f. 2	»	1596	f. 2	10
1579 [a]	2	2	1603	2	14
1579 [b]	2	4	1606	2	14
1579 [c]	2	3	1608	2	17
1579 [d]	2	4		2	15
1581 (3)	2	7		2	14
En sedert 1585 niet meer genoemd.			1610	2	18
1586	f. 2	8	Blijvende na dien tijd denzelfden prijs houden.		
1594	2	12			
	2	10			
	2	8			

Zie hare afbeelding in 1580, *bl.* 38; 1586, *bl.* 32; 1633, *bl.* 78.

---

(1) *Pl. Brab.*, II, 502.
(2) *Pl. Vlaand.*, III, 549.
(3) Voor *Brussel*, in 1585, f. 2.10.

Breeder is het getal en de soort der geldstukken, welke de Aartshertogen *Albertus en Isabella* staande hun bestuur hebben doen munten; daartoe behooren in de eerste plaats de *dubbele en enkele Dukaat*, het *tweederde van dezen dubbelen* en de *helft* of *het eenderde gedeelte*, mede bekend onder den naam van *Albertijnen*, gelijk de andere ook *Dukaat van Oostenrijk* wordt geheeten. De *Dubbele Dukaat*, van 35 stukken in het mark of 4 eng. 18 azen, de *enkele* van 70, en 2 eng. 9 azen wegende, hadden eene gehalte van 23 car. 7 ½ gr. (1); de *Albertijn*, en wel het *tweederde* gedeelte van den *dubbelen Dukaat*, had een gewigt van 3 eng. 11 ¾ azen, uitkomende op 47 $\frac{10}{19}$ in het mark, en hield in goud 21 car. 5 gr. (2); terwijl eindelijk de halve van dien, het *eenderde deel* als voren eene gehalte had van 18 car. 11 gr. (3) bij een gewigt van 1 eng. 29 azen, of van 84 stukken in het mark (4).

---

(1) *Pl. Vlaand.*, III, 542.
(2) *Pl. Vlaand.*, III, 548.
(3) *Pl. Vlaand.*, III, 549.
(4) Indien het de munten hadden moeten zijn, welke de Aartshertogen geboden te slaan bij publicatie van 16 november 1599 (*Pl. Brab.*, III, 542), dan had de dubbele Dukaat moeten wezen van 33 391/400 in het mark, of van 4 eng. 22 ½ azen, het 2/3 van 50 773/800 in het mark, of van 3 eng. 4 ⅓ azen, beide in goud van 23 car. 9 ½ gr.; en het 1/3 van 85 11/16 in het mark, of van 1 eng. 27 ¾ azen van 20 car. goud. Mij zijn intusschen van de Aartshertogen geen munten bekend, welke te dier tijd op dat voorschrift zijn geslagen geworden; weshalve men zal moeten aannemen, daar toch de bij het vorenstaande placaat uitgedrukte prijzen van f. 7.10, f. 5 en f. 2.10 gelijk staan met die in 1602 voor de in den tekst beschreven munten worden bepaald, als wanneer, vergeleken met 1599, geene verhooging in de waarde des gelds plaats vond, dat men den voorgeschreven voet heeft laten vallen, en nagenoeg dien ge-

	DUBB. DUK.	ENKELE DUK.	2/3 GED.	1/3 GED.
1599	f. 7 10	f. 3 15	f. 5 »	f. 2 10
1609	7 18	3 19	5 5	2 12½
1611 (1)	7 18	3 19	5 4	2 12
1618 (2)	8 2	4 1	5 8	2 14
	—	—	—	—
1601 (3)	7 4	3 12	4 16	2 8
1603 (4)	7 10	3 15	5 »	2 10
1605 (5)	7 12	3 16	5 1	2 10½
1605 (6)	7 10	3 15	5 »	2 10
	8 »	4 »	5 5	2 12
1608	7 15	3 17	5 3	2 11
	7 10	3 15	5 »	2 10
1610	8 »	4 »	5 7	2 13
1619	8 »	4 »	5 12	2 16
			5 8	2 14
1621	8 »	4 »	5 12	2 16
1621 (7)			5 13	2 16½

volgd, op welken zij staan aangewezen in de lijst voor de wisselaars, van den jare 1633. Men vergelijke voorts de *Res. der Staten van Holl. en West-Vr. voor* 1601, 27 februarij.

(1) In 1612 staat het 2/3 op f. 5.5, het 1/3 op f. 2.12 ½.

(2) Voor *Limburg*, enz., in 1616, de dubbele Dukaat f. 9, f. 8.14, f. 8.8, f. 8.3, f. 7.18; het 2/3 dito f. 6.3, f. 5.18, f. 5.13, f. 5.9, f. 5.5; het 1/3 dito f. 3.1 ½, f. 2.19, f. 2.16, f. 2.14 ½, f. 2.12 ½.

(3) Volgens de *Resol. der Staten van Holl. en West-Vr.*, van 27 februarij.

(4) Alleen in de cours van wege de Staten van Holland en West-Vriesland komen zij dus vastgesteld voor. Eerst in 1606 werden zij in die van de Staten Generaal opgenomen tot den prijs als in 1603; doch ook toen reeds uitte men het voornemen, om dezelve alle voor ongangbaar te verklaren.

(5) Volgens de *Resol. der Staten van Holl. en West-Vr.*, 4 februarij.

(6) Als voren, van den 4den november.

(7) Dit was slechts eene provisionele tolerantie van de Algemeene Staten, in september voor drie maanden gegeven en sedert verlengd. (*Can en Scheltus*, *Groot Pl.*, 1, 2794—2796.)

Men vindt derzelver afbeeldingen in 1633, op *bl.* 18, 73, 81.

Andere munten dierzelfde Aartshertogen zijn wijders, de *dubbele Souverein*, wegende 7 eng. 8 azen, wezende, met de *halve van den enkelen*, ten gewigte van 1 eng. 26 azen, ter gehalte van nagenoeg 22 car., opgemaakt uit overeenkomst met den *Millerees*.

De *enkele Souverein* weegt 3 eng. 11 $\frac{3}{4}$ azen, even als het $\frac{2}{3}$ deel van den *dubbelen Dukaat*, en heeft een gehalte van nagenoeg den *Vlaamschen Reaal*, dat is 23 car. 8 $\frac{1}{2}$ gr., dewijl zij in gewigte en prijs bijna overeenkomen.

Het *tweederde van den enkelen Souverein*, ten gewigte van 2 eng. 8 $\frac{1}{4}$ azen, en dus iets meer dan zij in evenredigheid staat tot dezen, zou derhalve van beter allooi kunnen zijn; doch zal in allen gevalle er niet veel van verschillen.

Derzelver prijzen stonden in 1617 en vervolgens tot f. 12, f. 6, f. 4 en f. 3 (1).

Zie hare afbeeldingen in het *Muntboek* of de *Ordonnantie des Conincx op 't stuk van de munte*, enz., van den jare 1622.

De *Gouden Kroon*, eindelijk, van diezelfde Aartshertogen, welke mede in de ordonnantie van den jare 1617 en daarna

---

(1) Voor *Limburg*, enz., in 1616, de dubbele Souverein f. 13.10, f. 13, f. 12.10, f. 12.5, f. 12; de enkele dito f. 6.15, f. 6.10, f. 6.5, f. 6.3, f. 6.; de $^2/_3$ dito f. 4.13 $\frac{1}{2}$, f. 4.11, f. 4.7, f. 4.4, f. 4; de halve dito f. 3.7 $\frac{1}{2}$, f. 3.5, f. 3.3, f. 3.2, f. 3.

Uit de *Resolutien der Staten van Holland en West-Vriesland* over den jare 1612, van den 4den augustus, ontwaart men, dat een getoetste Souverein bevonden was waardig te wezen f. 5.16.32 mijten; weshalve dit geldstuk tot f. 5.16 zoude toegelaten worden.

ten prijze staat van f. 3.12 (1), en in het genoemde *Muntboek* van 1622 mede is afgebeeld, heeft een gewigt van 2 eng. 7 ½ azen, en heet geslagen te zijn op den voet der *Keizers* of *Vlaamsche Kroonen*, waarmede zij ook in gewigt, doch niet volkomen in prijs overeenstemt, zoo dat derzelver gehalte op 22 car. 2 ½ grein, althans niet hooger, staat.

Laatstelijk voege ik nog hier bij, dat de prijzen waarvoor de *Souverein* met zijne *onderdeelen* en het *veelvoud*, en desgelijks de *Kroon*, oorspronkelijk werden uitgegeven, niet wel eene andere zijn kan, dan die welke hierboven bij ieder derzelve vermeld staat.

Hertog *Arnold* van Gelderland deed eene munt slaan, welke naar hem en dus *Arnoldus Gulden* wordt geheeten (2). Zij had een gewigt van 1 eng. 23 azen, zoo dat het mark er 92 stukken van bevatte, en eene gehalte van 10 car. 1 gr. (3).

1499	f. »	14½
1522 (4)	»	15½
1526	»	16
	»	14½
1539 [b]	»	15
1548	»	15
1552	»	15
1559	»	18
1572 tot in		
1575 niet genoemd.		
1576 [a]	f. 1	2
1576 [b] tot in		
1579 [a] niet genoemd.		
1579 [b]	1	2
1579 [c]	1	2½
1579 [d]	1	3

Terwijl zij sedert 1581 niet meer voorkomt.

(1) In 1616, voor *Limburg*, enz., f. 4.4, f. 4.1, f. 3.18, f. 3.15, f. 3.12.

(2) Zie *Heylen*, bl. 110 en 111.

(3) *Pl. Vlaand.*, III, 554.

(4) Eene afzonderlijke evaluatie bij mij heeft echter f. ».16.

Men vindt hare afbeelding in 1544, op *bl.* 56; 1548, *bl.* 55; 1580, *bl.* 210; 1633, *bl.* 115. In het laatste werk echter heeft men dit geldstuk onder de *Klemmer Guldens* opgenomen, welke hetzelve in gewigt en prijs te boven gaan. Beter is het onderscheid in der *Cooplieden Handtboeck* en in de overige muntboeken waargenomen.

De *Geldersche Rijder* van Hertog *Karel* van Gelderland is eene munt van 76 stukken in het mark, of van 2 eng. 3 azen, ter gehalte van 13 car. 10 gr. (1).

1539 [a]	f. 1	2	1579 [a]	f. 1	10
1539 [b]	1	1	1579 [b]	1	12
1548	1	3	1579 [c]	1	11½
1552	1	4	1579 [d]	1	12
1559 (2)	1	4	1581 (4)	1	16
1572	1	5	1590	1	17
1573 (3)	1	10	1607	1	19
1574, niet genoemd.			1609	2	»
1575	1	10	1611 (5)	2	2
1576 [a]	1	10	Voorts op dien prijs gebleven.		
1576 [b]	1	8			
1577	1	10	1586 (6)	f. 1	15

(1) *Pl. Vlaand.*, III, 554. In de evaluatie van 1499, en desgelijks in die van 1516 staat een *Geld. Rijder* tot 74 stukken in het mark, welke echter hoogst waarschijnlijk de onderwerpelijke zijn zal. Vergel. *Heylen*, bl. 109 en 112; die evenwel mistast, als hij de Rijder van 20 car. 6 gr. toeschrijft aan de XIV eeuw. Het is eigenlijk die, welke in 1582 is gemunt, en hierbeneden onder de *nieuwe Geldersche en Vriessche Rijder* wordt aangegeven.

(2) In de voortzetting van deze cours, ten jare 1563, staat zij tot 14 stuivers; doch verkeerdelijk.

(3) Na dat er *drie* stuivers zouden op geleend zijn.

(4) Voor *Brussel*, in 1585, f. 1.18.

(5) In 1616, voor *Limburg*, enz., f. 2.8, f. 2.6, f. 2.4, f. 2.3, f. 2.2.

(6) Voor *Rheenen*, in 1584, f. 1.12.

1594	f.	1 17
		1 16
		1 15
1596		1 18
1603		2 »
1606		2 1

1608	f.	2 3
		2 2
		2 1
1610		2 3

Sedert dien prijs behouden.

Zie de afbeelding van den *Gelderschen Rijder* in 1544, *bl.* 54; 1548, *bl.* 56; 1580, *bl.* 210; 1586, *bl.* 29; 1633, *bl.* 113.

De *Klemmer* of *Klimmer Gulden van Gelderland* van Hertog *Karel*, had een gewigt van 2 eng. 3 azen en wordt geschat op een gehalte van 10 car. 1 gr. (1).

1539 [a]	f.	1 »
1559 [b]		» 19
1548		1 1
1552		1 1
1559		1 2
1560, niet genoemd tot in		
1575		1 8
1576 [a]		1 8
1576 [b], niet genoemd tot in		
1579 [a]		1 8
1579 [b]		1 14

1579 [c] en vervolgens niet meer voorkomende.

1586	f.	1 14
1594		1 14
1596		1 17
1603		1 19
1606		1 19
1608		2 1
		2 »
		1 19

Sedert niet vermeld geworden.

Men vindt de afbeelding in 1544, *bl.* 55; 1548, *bl.* 57; 1580, *bl.* 209; 1586, *bl.* 29; 1633, *bl.* 115.

Onder de *Geldersche* geldspecien komt wijders nog in aanmerking een *Dublioen* of *dubbele Dukaat met St Steven*, waar-

(1) *Pl. Vlaand.*, III, 554. Zie ook *Heylen*, bl. 111.

van de enkele wel eens *Kroon van Gelderland* of van *Nijmegen* heet, en het borstbeeld van Keizer *Karel* voert. Zij staan, wat het gewigt belangt, gelijk met de Dukaten van 35 of wel 70 stukken in het mark, dat is 4 eng. 18 azen, of ook 2 eng. 9 azen; doch worden, voor zoo veel de gehalte betreft, zeer verschillend bevonden, staande de enkele Dukaat op 23 car. (1), de dubbele op 21 car. (2).

Ik geloof het aan de misbruiken van de munt te *Nijmegen* te mogen toeschrijven, dat dit geldstuk zoo weinige reizen in de evaluatien toegelaten werd tot een wettigen loop (3), zoo dat zij alleen voorkomen in

1574	f. 2	5	1577	f. 2	17
1575	2	16	1579 a	2	17
1576 a	2	17	1579 b	2	16

Vergelijk wijders de afbeelding in 1580, *bl.* 64 en 114, en 1633, *bl.* 47 en 74.

Een *Postulaat*, *Gulden*, of *Knapkoek van Groningen*, kwam mij slechts twee malen voor als geoorloofd te worden uitgegeven. Het was bij de evaluatie van 1575 en 1576 a, dat zij werd toegelaten tot 10 stuivers. In der *Cooplieden Handtboeck* wordt zij onder de verbodene munten opgegeven ter waarde van *acht* of *negen* stuivers; hetgeen zal hebben afgehangen van het

(1) *Pl. Vlaand.*, III, 544.
(2) *Pl. Vlaand.*, III, 548.
(3) De klagten over de slechtheid der *Nijmeegsche munten* werden meer dan eens herhaald, en hadden dikwijls een verbod dier geldspecien ten gevolge.

gewigt of de gehalte, of wel van beide te zamen; het eerste was gemeenlijk 1 eng. 17 azen, het laatste wordt vermeld als van 7 car. 6 gr. (¹). Men vindt ze onder anderen afgebeeld in 1544, *bl.* 116; 1633, *bl.* 117.

De *Goudgulden van Groningen*, van 76 stukken in het mark, of 2 eng. 3 azen, is alleen opgegeven in de provisionele toelating van den jare 1539, ten gelijken prijze van f. 1.2 als de *Gulden van Deventer*, *Kampen* en *Zwolle*, en den *Gelderschen Rijder;* zoodat men de gehalte op denzelfden voet zou moeten stellen, te zijn van 13 car. 10 gr., zoo die niet bepaald was op 12 car. 4 gr. (²).

Zie dezelve afgebeeld in 1544, *bl.* 114; 1633, *bl.* 114.

Weinige munten hebben als de laatst opgenoemde *Guldens van Kampen*, *Deventer* en *Zwolle*, zoo vele voorzieningen noodig gehad. In de zetting van 1526 vindt men gewaagd van slechte munten van *Deventer* en *Zwolle*. Den 29sten october 1540 vaardigde Keizer *Karel* eene ordonnantie uit, bij welke de penningen dier steden en van den lande van *Overijssel*, op de eene zijde *de wapens* derzelve *in 't driekant* voerende, op f. 1.2 werden gevalueerd, terwijl de overige te voren gemunte op hunnen prijs van f. 1.1 bleven. De laatste muntslag echter mogt niet meer worden achtervolgd; doch, in plaatse van denzelven, dus hield 's Keizers last in, zouden zij een' *anderen gouden penning* munten op den voet van den *Karolus* Gulden, van 74 $\frac{8}{27}$ stukken in het mark en van 15 caraats goud; welk

(¹) *Pl. Vlaand.*, III, 555.
(²) *Pl. Vlaand.*, III, 554.

geldstuk aan de eene zijde in het midden *een' Leeuw in een Schild, en rondom hetzelve de wapens van Deventer, Kampen en Zwolle* zoude vertoonen; wordende deszelfs waarde toen op f. 1.4 gesteld ([1]). De Overijsselsche steden schijnen zich aan de muntwetten niet te hebben gehouden ([2]), dewijl den 4den september 1548 werd afgekondigd, hoe men bevonden had, dat de Guldens der drie steden *met de drie Schildekens*, binnen zekeren tijd herwaarts geslagen, zeer in gewigte en allooie verergerd waren, den volke daartegen waarschuwende, en die munt voor biljoen of ongangbaar verklarende ([3]). Eene latere ordonnantie van Koning *Philips*, onder dagteekening van 10 november 1556, behelsde, na voorafgaande toelating, andermaal een verbod der munten te *Deventer* in naam der drie Overijsselsche steden geslagen ([4]).

Zij waren voor het overige van 76 stukken in het mark, of van 2 eng. 3 azen, zijnde de gehalte bepaald op 13 caraats 10 grein ([5]).

([1]) *Pl. Vlaand.*, I, 500. Mij is echter de afbeelding van zulk eene omschrevene munt niet bekend; hetgeen mij doet twijfelen of de ordonnantie des Keizers bij die van *Deventer*, *Kampen* en *Zwolle* wel inderdaad gevolg heeft gehad. In de *Chronijk van Deventer*, door *Moonen*, vinden wij op het jaar 1539 aangeteekend, dat de drie steden, hunne regtmatige bezwaren hebbende, zich tegen een gegeven verlof van gemelden Keizer, om zeker geldstuk te munten, hebben aangekant. Vergel. *Revius Daventria*.

([2]) Zoo komt de bepaling, *mits van gewigte zijnde*, meer dan eens voor.

([3]) *Pl. Vlaand.*, I, 519.

([4]) *Pl. Brab.*, II, 480.

([5]) *Pl. Vlaand.*, III, 554, waarmede men vergelijke de cours van 1539, alwaar deze gehalte mede is aangegeven.

1539[a]	f.	1	2
1539[b] (1)		1	1
1548 (2).		1	1
1552		1	1
1559, niet genoemd tot in			
1572		1	5
1573 (3)		1	8
1574, niet genoemd.			
1575		1	8
1576[a]		1	8
1576[b]		1	8
1577		1	8
1579[a]		1	8
1579[b]		1	11
1579[c]		1	11½
1579[d]		1	11½
1581 (4)		1	14

1590	f.	1	15
1607		1	19
1609		2	»
1611		2	2
Voorts op dien prijs gebleven (5).			

1586 (6)	f.	1	14
1594		1	14
1596		1	17
1603		1	19
1606		1	19
1608		2	1
		2	»
		1	19
1610		2	2
Sedert alzoo blijven staan.			

Men vindt de afbeelding in 1544, *bl.* 53; 1548, *bl.* 57; 1580, *bl.* 205; 1586, *bl.* 29; 1633, *bl.* 113.

Een *Gulden van Overembden,* of wel alleen *Embder Gulden* genoemd, van 76 stukken in het mark, dat is 2 eng. 3 azen, werd in de provisionele tolerantie van den jare 1539 tot f. 1.2 toegelaten, terwijl deze munt, volgens publicatie van den 30[sten] october 1539, in *Vriesland* loop mogt hebben voor f. 1.1 (7).

(1) Die Guldens, welke waren toegelaten, zijn in deze afzonderlijke ordonnantie geprent; zij staan onder de zeven welke in 1544, bl. 53 en 54, voorkomen.

(2) In het *Pl. Brab.*, en desgelijks in het *Muntboek*, staat f. 1.2.

(3) De geleende som bedroeg *drie* stuivers.

(4) Voor *Brussel*, in 1585, f. 1.15.

(5) In 1616, voor *Limburg*, enz., f. 2.8, f. 2.6, f. 2.4, f. 2.3, f. 2.2.

(6) Voor *Rheenen*, in 1584, f. 1.10.

(7) *Vriesch Pl.*, II, 772.

In de zetting van 1579 [a] en verders niet, komt zij nog voor tot f. 1.8. De gehalte wordt bepaald op 14 car. (1).

Zie dezelve afgebeeld in 1633, op *bl.* 111; in 1544, *bl.* 110 en volgende, alwaar zij gesteld worden tot f. 1.4 en f. 1.2.

Na de afschudding van het spaansche juk werden in *Gelderland*, in 1582, als ook in *Vriesland*, *Rijders* gemunt (2), welke den naam van *Nieuwe*, ter onderscheiding van den reeds vermelden *Gelderschen Rijder*, gegeven wordt. Derzelver gewigt staat als van 2 eng. 7 azen, dat is van 72 $\frac{1}{8}$ stukken in het mark, en de gehalte van den *Gelderschen* op 20 car. 6 gr. (3); van den *Vrieschen* op 20 car. 1 gr. (4).

1611	f. 3	7½	1603	f. 3	4
En sedert verzwegen (5).			1606	3	5
			1608	3	8
				3	7
1586 (6)	f. 2	18		3	5
1594	3	»	1610	3	9
	2	19	1619	3	10
	2	18		3	9
1596	2	19	1621	3	10

Zie de afbeelding in 1586, *bl.* 32; 1633, op *bl.* 77, n° 4 en n° 8.

(1) *Pl. Vlaand.*, III, 553.

(2) Die van *Gelderland* werden op f. 3 bepaald, bij de ordonnantie van 30 october 1581. *Geld Pl.*, II, 3.

(3) *Pl. Vlaand.*, III, 548.

(4) *Pl. Vlaand.*, III, 548. In het *Manuael*, enz., van 1595, staan beide echter gelijk.

(5) In 1616 echter, doch voor *Limburg*, enz., f. 4, f. 3.17, f. 3.14, f. 3.11, f. 3.7½.

(6) Voor *Rheenen*, in 1584, f. 2.16.

De *Hollandsche Dukaat*, welken men in 1586 op *bl.* 32 ziet afgebeeld, werd geordonneerd te munten ten jare 1583, van 70 stukken, of wel, volgens de instructie, van 70½ op het mark, dat is 2 eng. 9 azen, ter gehalte van 23 car. 8 gr., en gesteld ter waarde van f. 3.5 (1). Dit geldstuk gelijken tred houdende met den *Hongaarschen Dukaat*, nevens welken het meer dan eens wordt genoemd, zal ik er niet breeder over uitweiden, maar hetzelve voorts begrijpen onder den *Nederlandschen Dukaat*, dat is die, welke uit naam der Vereenigde Gewesten, of liever van ieder der provincien gemunt is. Onder het bestuur van *Leycester* ontving dezelve zijn eerste bestaan (2). Hij bepaalde deze geldspecie op dezelfde gehalte als den voormelden Dukaat van 1583, voorts van 70 stukken in het mark, elk van 2 eng. 9 azen, of wel overeenkomstig die van het Heilig Rijk. De Staten Generaal ordonneerden, bij hunne uitgebreide munt-ordonnantie van den jare 1606, het slaan van den *Nederlandschen Dukaat met de letteren*, van gelijk gewigt en allooi als de reeds genoemde, als ook overeenkomende met den stempel

---

(1) *Resol. Holl. en West-Vr.*, 1583, van 7 en 20 mei. Daar men hier eigenlijk over het munten van een' *Hongaarschen Dukaat* handelde, moeten wij zulks evenwel niet alleen verstaan van deszelfs overeenkomst in gewigt en gehalte, maar zulks vooral in de afbeelding zoeken. Zie ook de *Resol.* van 1600, 3 maart, en aanteekening (3) hiervoren op bladz. 36.

(2) Zie de cours van 1586. In het *Manuael* van 1595, als ook in de zetting van 1596, worden beide, alsmede de *West-Vriessche van* 1592 *en alle Dukaten van voor* 1586, in allooi en in prijs gesteld met den *Dukaat met twee hoofden in de Nederlanden geslagen.* Men heeft voorts nog *Dukaten* in *Enkhuizen* gemunt van het *Guinesche goud* van 23 car. 7 gr. en van 2 eng. 7¼ azen. (*Resol. der Staten van Holl. en West-Vr.*, 1604, 16 julij.)

van dien in 1586. Aan dezelve wordt anders de gehalte van 23 car. 6 ½ gr. toegewezen (1).

1611	f. 3 18½		1603	f. 3 14
Voorts onvermeld gebleven (2).			1606 (3)	3 16
				4 »
1583	f. 3 5		1608	3 18
1586	3 8			3 16
	3 11		1610	4 »
1594	3 9		1615	4 1
	3 8		1619	4 2
1596	3 9		1621	4 4

Deszelfs verbeelding is genoegzaam bekend.

Een *Dukaat met twee hoofden in de Nederlanden*, en wel, zoo als dezelve in de muntboeken voorkomt, in *Zeeland* en in *Overijssel* gemunt, doch ook door *West-Vriesland* geslagen (4)

(1) *Pl. Vlaand.*, III, 544.

(2) In 1616 echter, voor *Limburg*, enz., f. 4.10, f. 4.4, f. 4.2, f. 4, f. 3.18 ½.

(3) Volgens de *Resol. der Staten van Holl. en West-Vr.* van 20 maart 1604, stonden zij op f. 3.15, en bij die van 2 julij deszelven jaars tot f. 3.16.

(4) De munt van *West-Vriesland* werd tot dezen muntslag gevolmagtigd, bij *besluit der Staten van Holland en West-Vriesland* van 3 maart 1600. Het is der opmerking wel waardig, dat men den *West-Vrieschen Dukaat met twee hoofden* in geen der Nederlandsche muntbeeldenaars vertoond heeft, ofschoon aan deszelfs bestaan niet behoeft getwijfeld te worden, vermits men dien in drie fransche muntordonnantien van Koning *Hendrik IV*, van 24 mei 1601, september 1602, en in eene van 5 december 1614 verbeeld heeft. De gene welke ik heb gezien, komt er vrij wel mede overeen; zij hebben ter eener zijde de twee hoofden met het randschrift : *Deus fortitudo et spes nostra*, en aan de keerzijde het bekende wapen, met *Ducat. ordi. Westfr. Val. Ferdin.*

De *Zeeuwsche* was van veel vroegere dagteekening, en heeft tot een zonderling misverstand aanleiding gegeven. Men zie mijne aanteekening op *Middelburg*, onder de muntplaatsen.

en mogelijk nog wel in andere gewesten, was aangelegd op den voet van dien van *Spanje*, minder in allooi, en, wat de enkele betreft, ook minder in gewigt dan de voorgenoemde. Zij hielden 23 car. 4 ½ gr. (1), terwijl het mark er 71 stukken van bevatte, elk van 2 eng. 9 azen schaars. Zij komen in de munt-ordonnantien van de Vereenigde Nederlanden voor op de jaren

1586 (2) . . . . f.	3 8	1608 . . . . f.	3 19 / (7) 3 16 / 3 13
1594	3 10 / (3) 3 9 / 3 8	1610 (8)	3 18
1596 (4)	3 9	1619	(9) 4 1 / 3 18
1603 (5)	3 12	1621	4 1
1606 (6)	3 13		

(1) *Pl. Vlaand.*, III, 544. Bij de hernieuwing van het bevel tot dezen muntslag, door de Staten van Zeeland in 1601, 23 maart (*Resolutien van Zeeland*), staat dit geldstuk tot 23 car. 6 ½ gr. — Of de *Dukaat met de kroon* te Deventer gemunt en in 1604 geessaijeerd tot 23 car. 5 ¾ gr., ten gewigte van 2 ¼ eng., tot deze munten behoore, ben ik niet geheel ongeneigd te gelooven. (Zie *Resol. Holl. en West-Vr.*, 1604, 20 maart.)

(2) In 1585, voor *Brussel*, de *dubbele Zeeuwsche* f. 7.15, en desgelijks voor *Rheenen*, in 1584, f. 6.15.—Blijkens de *Resolutien der Staten van Holland en West-Vriesland* van 1583, 7 mei, mogt deze toen niet hooger worden uitgegeven dan tot f. 6.9. Zij werd door de Staten van Zeeland (*Resol.*, 13 augustus 1585, en *Can en Scheltus, Groot Pl.*, II, 2189) bepaald tot f. 7.3.

(3) Die van *Overijssel* was den 25sten maart bevorens reeds bij provisie getolereerd tot f. 3.10. (*Can*, I, 2648.)

(4) In *Vriesland* gold zij f. 3.9 ½. *Vriesch Pl.*, IV, 953.

(5) De dubbele f. 7.7

(6) De dubbele f. 7.10.

(7) De dubbele f. 8, f. 7.15 en f. 7.10.

(8) De dubbele f. 7.19.

(9) De dubbele f. 8.2 en f. 7.16. Omtrent het verschil der enkele met de dubbele

Zij worden afgebeeld in 1586, *bl.* 31; 1633, *bl.* 42.

Leycester gelastte, bij de voorgenoemde ordonnantie van 1586, nog de vervaardiging van een andere gouden munt, namelijk den *Rozenobel*, in overeenkomst met den engelschen, te weten van 32 stukken in het mark, of 5 eng.; en in allooi van 23 car. 10 ½ gr., ten prijze van f. 7.10, de onderdeelen en veelvouden naar evenredigheid. De gehalte der genoemde geldspeeien staat anders tot 23 car. 6 ½ gr. (1).

Deze muntslag, hetzij in den vorm van dien gemeld is, hetzij in eenen anderen, werd door de verschillende provincien sedert voortgezet. Zoo gelastten de Staten van Zeeland in 1601 eenen *Nobel* te slaan van 32 stukken in het mark, welke moest houden 23 car. 9 ½ gr. (2), waarvan het vierde gedeelte, of van dergelijke, door die van *Utrecht*, bij publicatie van 22 october 1602, tot den prijs van f. 1.18 werd toegelaten (3).

Zij staan overigens bekend als nieuwe en buiten de ordonnantie van 1586; en komen alleen voor in de munt-placaten der Vereenigde-Gewesten (4).

---

zie men nog de bepaling van 1645, waar de eerste geschat wordt op f. 4.8.6, de andere op f. 9.2. (*Can en Scheltus*, *Groot Pl.*, I, 2890.)

(1) *Pl. Vlaand.*, III, 541. — De *Engelsche Rozenobel* evenwel staat aldaar 2 gr. hooger; doch in het *Manuael* van 1595 is aan beide hetzelfde allooi toegewezen.

(2) *Notulen der Staten van Zeeland*, 12 februarij.

(3) *Utr. Pl.*, I, 542.

(4) Alleen schijnt men er op te doelen in de *Ordon.* van 1616. Voor *Limburg*, enz., tot f. 10.5, f. 9.17, f. 9.10, f. 9.2, f. 8.13.

1586 . . . . f. .	7 10	1608 . . . . f.	8 13
1594	7 17		8 10
	7 13		8 7
	7 9	1610	8 16
1596	7 12	1619	9 »
1603 (1)	8 5		8 16
1606	8 7	1621	8 16

Derzelver afbeelding is genoegzaam bekend.

Een andere *Rozenobel* is die van *Gelderland* en van *Utrecht*, als ook van *Overijssel*, vroeger en wel in 1579, *op naam des Konings* gemunt (2), naar den voet der engelsche, te weten van 5 eng. of 32 stukken in het mark en ter gehalte van 23 car. 6 ½ gr. (3).

1579 a . . . . f.	8 »	1586 . . . . f.	7 9
1579 b	7 10	1594	7 17
1579 c niet genoemd.			7 13
1579 d (4)	6 14		7 9
		1596	7 11

(1) Voor de *nieuwe Rozenobelen buiten de ordon. van* 1586 waren drie termijnen gesteld, de eerste tot 1 junij tegen f. 8.5, de tweede tot 1 augustus tot f. 8.4, de derde na dien tijd tot f. 8.3. Het blijkt voorts dat de halve sehaars in 't gewigt bevonden waren.

(2) Omtrent Utreeht wordt zulks bevestigd uit het plaeeaat van 18 april 1579, in het *Utr. Pl.*, III, 696. Deszelfs waarde werd toen gesteld op f. 8; doeh de Staten van Holland wilden die munt alleen oogluikend toegelaten hebben tot den prijs der *Engelsche Rozenobels*. (*Resol*. 1579, 2 *mei*.) Wat voorts die van *Overijssel* betreft, zij worden, ofsehoon in de muntbeeldenaars vertoond, in geene evaluatien met name opgenoemd, hetgeen tot het denkbeeld zou kunnen leiden, dat zij van lateren tijd zijn. Ook hebben zij geen jaartal.

(3) *Pl. Vlaand.*, III, 542. Het *Manuael*, enz., stelt ze gelijk met den Engelsehen, die 2 gr. hooger staat.

(4) Dit was sleehts eene tolerantie voor zes maanden, hetwelk in 1581 werd herhaald; doeh in de *Ord.* van 1580 staat zij tegen f. 7.

Men vindt ze in 1580, *bl.* 11; 1586, *bl.* 30; 1633, *bl* 24, afgebeeld.

Ik geloof veilig te mogen vaststellen, dat, even gelijk onder de vroeger gemelde tweederlei *Rozenobels* sedert 1606, geen onderscheid meer gemaakt wordt, ook die van *Gelderland, Utrecht* en *Overijssel,* voor zoo veel zij nog aanwezig waren (1), er onder zijn betrokken geworden.

De *Nederlandsche Rijder* eindelijk met de halve, werd bij de dikwijls vermelde ordonnantie van de Staten-Generaal van den jare 1606 geboden te slaan op den voet van den *Jacobus Souverein,* genoemd *Unité;* namelijk van 24 $\frac{8}{13}$ deelen in het mark, of van 6 $\frac{1}{2}$ eng., en ten allooi van 22 caraat 1 grein.

Tegen het begrip, dat algemeen ingang vond, als of de *Jacobus* f. 1 meer dan de *Rijder* zoude waardig zijn, waarschuwden de Staten-Generaal, bij derzelver ordonnantie van 13 februarij 1619; immers waren beide geldstukken, uitge-

---

(1) De regering van Utrecht vaardigde, den 19den januarij 1580, een bevel uit, dat op dien dag ten stadhuize moesten worden teruggebragt de Nobelen *aldaar* of in *Gelderland* gemunt, en wel in handen van haren secretaris, die ze ontvangen zou tot f. 7.10, tegen obligatie, dat de Raad dier stad de alzoo opgebragte penningen zou restitueren tegen midvasten toekomende, in zulken gelde, als alsdan zoude gangbaar wezen; terwijl na dien dag (19 januarij 1580), de *Rozenobels van Engeland, Gelderland* en *Utrecht* niet hooger zouden kunnen worden uitgegeven, dan tot f. 7, tot dat de Algemeene Staten deswege anders zouden beschikt hebben. (*Utr. Pl.,* III, 696.) Intusschen is aan deze oproeping niet volkomen voldaan geworden; want diezelfde regering gelastte, den 28sten mei 1585, dat de prijs der *Utrechtsche en andere dergelijke Nobelen,* tot nadere voorziening, f. 7.10 zoude zijn. (*Utr. Pl.,* III, 697.)

zonderd den stempel, volkomen aan elkander gelijk. Doch de kwaadwilligheid maakte van dit begrip een schandelijk misbruik; zulks dat men verscheidene malen nevens de figure van den *Souverein* nog iets van den eersten slag des *Rijders*, waar men in Engeland een *Souvereins* of *Jacobus* stempel op drukte, overgebleven heeft gezien en daaraan kennelijk waren ([1]).

De gehalte der *Rijders* staat op 21 car. 11 gr. ([2]).

1611	f. 10 8	1610	f. 10 12
1618 ([3])	10 12	1615	10 16
—		1619	([5]) 11 4
1606	f. 10 2		10 16
1608	10 14	1621	11 4
	([4]) 10 8	1621 ([6])	11 6
	10 2		

Ook van deze geldspecien is eene verwijzing naar de afbeelding onnoodig.

Deze dan zijn de gouden munten geweest, welke bij wettelijke verordeningen, voor zoo veel die mij bekend zijn, toegelaten

([1]) Uit eene aanteekening in oud schrift bij mij.

([2]) *Pl. Vlaand.*, III, 546.

([3]) Voor *Limburg*, enz., in 1616, f. 12.5, f. 11.18, f. 11.8, f. 10.18, f. 10.8.

([4]) Den 13den december 1608 werd dit geldstuk op f. 10.8 gesteld, waardoor de termijnen als van zelve vervallen moesten gerekend worden. (*Can en Scheltus, Gr. Pl.*, I, 2758.)

([5]) De eerste termijn zoude loopen tot 31 mei.

([6]) Dit was volgens eene provisionele tolerantie van Gecommitteerde Raden van Holland en West-Vriesland, in september, en door de Staten sedert voor drie maanden bevestigd. (*Can en Scheltus, Groot Pl.*, I, 2794—2796.)

werden tot den loop en gang. Ik heb derhalve ook van geen *Angelotten* van de *abdisse van Thor*, van *Brederode*, en andere dergelijke *heeren* en *vrouwen*, schoon zij ook van elders het regt ontleend hadden om munt te slaan, noch omtrent zoo vele hunner *Kroonen*, *Dukaten* en andere soorten van goud geld mogen spreken, dewijl bovendien alle deze geldstukken bij onderscheidene muntplacaten verboden zijn geweest.

Was, gelijk wij bereids gezien hebben, het getal der *gouden* geldspecien groot, niet minder was ook dat der *zilveren*, welke sedert den aanvang der zestiende eeuw, tot op het einde der regering van *Albertus en Isabella* door de bevoegde magt tot den rondgang werd toegelaten. Bij de opnoeming derzelve wil ik, gelijk bevorens gezegd is, de onderscheiding in acht nemen van dezelve te verdeelen in *grof geld* en *payement;* onder de laatste specien de zulke begrijpende, welke *tot en beneden eene waarde van zes stuivers* geslagen zijn, en geen gedeelte uitmaken van grootere stukken of *grof* geld. Met opzigt der vreemde geldspecien zal ik deze onderscheiding echter niet in acht nemen (1).

De *Joachims*, *duitsche*, *Rijks* of *vreemde daalders*, ten gewigte van 19 engels en ter gehalte van 10 penn. 16 gr.

---

(1) Vermits het goud naar evenredigheid meer in prijs steigerde dan het zilver, waren er ook mindere voorzieningen omtrent het zilveren geld noodig, hetgeen, trouwens, mede in den aard der zake ligt. Ik haal derhalve in dit opzigt alleen die ordonnantien aan, bij welke de zilveren specien verhoogd werden of veranderingen ondergingen. Ook behoef ik het naauwlijks aan te merken, hoe moeijelijk het dikwijls is, het gewigt en de gehalte der payementen op te maken.

tot 11 penningen bepaald ([1]), werden alle bij publieatie van den 16den februarij 1541 verboden ([2]), nadat er eenige in de ordonnantie des jaars 1539 op prijs waren gesteld, gelijk de Joachims Daalders mede in Vriesland gangbaar waren ([3]). In de eours van 1548 zijn er wederom eenige toegelaten, waarvan de figuren in druk uitgaan, en tot den hierna verklaarden prijs loop hadden ([4]). De in 1552 verbodene waren tot een vier-en-twintigtal bepaald, waarbij nog den 5den oetober 1553 gevoegd werden alle, van wat slage die ook mogten zijn, tevens met die van *Nijmegen*, *Deventer*, *Campen* en *Zwolle* ([5]). En hoezeer, bij publieatie van 24 oetober 1563, alle Daalders en witte munt, niet van des Konings slage, verboden werden ([6]), zoo blijkt het evenwel, dat derzelver gangbaarheid niet geheel en te eenemale is verhinderd geworden, dewijl men sedert tot de afbeelding der toegelatene, die in prent waren, verwezen wordt, of ook tegen de Daalders van het rijk na den jare 1559 gemunt en tegen andere, die te ligt waren, maatregelen beraamde ([7]).

De waarde dier *Rijksdaalders* staat in

1539 *a* ([8])	f. 1 6	1539 *b*	f. 1 7

([1]) *Pl. Vlaand.*, III, 558. 560.

([2]) *Pl. Vlaand.*, I, 504.

([3]) *Vriesch Pl.*, II, 772.

([4]) Het waren inzonderheid die, geslagen in de munten van den Rooms-Koning in *Hongarijen* en *Bohemen*, en eenige andere.

([5]) *Pl. Vlaand.*, I, 526.

([6]) *Pl. Brab.*, II, 489.

([7]) Ordonn. 16 augustus 1567, in het *Geld. Pl.*, I, 346.

([8]) Volgens de vroeger aangehaalde publieatie in het *Vriesch Pl.*, II, 772.

1548	f. 1	8
1552	1	9
1559	1	10
1571 (1)	1	11
1572	1	12
1573 (2)	1	16
1576	1	14
1577	1	18
1579	2	1
1581 (3)	2	5
1611	2	6½
Sedert niet meer genoemd (4).		

1586 (5)	f. 2	5
1594	(6) 2	6
	2	5
1603	2	7
1608	2	8
	2	7
1610	2	8
1619	2	10
1621 (7)	2	12

De afbeeldingen derzelve komen menigvuldig voor.

Een *Duitsche Goudgulden,* afgebeeld in 1633, op *bl.* 125, werd in 1581 toegelaten tot f. 1.18. Het gewigt was 17 ½ eng., de gehalte 11 penningen (8).

Schrikkelborgers of *Krabbelaars*, een saxische munt, welke in 1633, op *bl.* 172 afgebeeld wordt, hadden een gehalte van 10 penn. 9 gr. (9). Zij staan in 1525 en 1539[a] op 4 stuivers

(1) Permissie van 27 junij en 16 december 1571, in het *Geld. Pl.*, I, 550 en 589.

(2) Er moesten dan *vier* stuivers op geleend zijn.

(3) Voor *Brussel*, in 1585, f. 2.10.

(4) In 1616, voor *Limburg*, enz., f. 2.15, f. 2.13, f. 2.11, f. 2.9, f. 2.6 ½.

(5) In 1581 waren de ontvangers door de Staten van Holland en West-Vriesland gelast denzelven tot f. 2.2 aan te nemen. (*Resol.* 25 november.)

In *Zeeland*, ten jare 1590, tot f. 2.6. (*Resol.*, bl. 95.)

(6) De eerste met 10 novemb. aan te vangen, de tweede termijn met 10 januar. 1595.

(7) Volgens de provisionele tolerantie van Gekommitteerde Raden van de Staten van Holland en West-Vriesland, in september. (*Can en Scheltus*, *Gr. Pl*, I, 2794.)

(8) *Pl. Vlaand.*, III, 556. In 1585, voor *Brussel*, mede tot f. 1.18.

(9) *Pl. Vlaand.*, III, 560.

werden in Vriesland, den 30sten october 1539, tegen 7 ½ groot toegelaten ([1]), en in 1573 bepaald ter waarde van 4 ½ stuivers ([2]). Het gewigt is omstreeks 2 eng. 28 azen.

De *Realen van Spanje* moesten, toen zij na een' langen duur van omloop veel door slijting verloren hadden, in lateren tijd een gewigt hebben ten minste van 2 eng. Natuurlijk was het oorspronkelijke gewigt meerder; de *Realen van achten* staan veelal tot 17 eng. 24 azen; derzelver gehalte op 11 penningen 2 ½ gr. ([3]).

1516	f.	»	3¼
1525		»	3½
1526		»	3⅝
		»	3¼
1552		»	3½
1573 (4)		»	4
1576 b		»	3¾
1577		»	4¼
1579 c		»	4½
1581 (5)		»	5¼
1607	f.	»	5
1611 (6)		»	5

In de muntplacaten der Vereenigde Nederlanden noemt men steeds den Reaal van achten, en wel in

1586 (7)	f.	2	2
1594		2	5
	(8)	2	3¾

([1]) *Vriesch Pl.*, II, 772.

([2]) Er moest dan *een halve stuiver* op geleend zijn. Zie echter beneden het artikel *Vierstuiverspenning* van Karel V.

([3]) *Pl. Vlaand.*, III, 556. In 1607 stelt men 16 eng.

([4]) De geleende som zou bedragen hebben *een halve* stuiver.

([5]) Voor *Brussel*, in 1585, het stuk van achten tot f. 2.8.

([6]) Die van Achten tot f. 2.6, van Vieren en Tweeën naar advenant.

In 1616, voor *Limburg*, enz., f. 2.15, f. 2.13, f. 2.11, f. 2.9, f. 2.6; terwijl de enkele goede Realen voor den eersten en tweeden termijn op 5 ½ stuivers, voor den derden en vierden 5 ¼ stuivers, en laatstelijk 5 stuivers staan.

([7]) Voor *Rheenen*, in 1584, f. 2, en in *Zeeland*, ten jare 1590, f. 2.4; welke prijs door de Staten van Holland reeds in 1589 was bepaald. (*Resol.* 20 december.)

([8]) De eerste termijn aantevangen met 10 november 1594, de tweede met 10 januarij 1595.

1596 (1) . . . . f.	2	2	1621 (2) . . . . f. 2 10
1603	2	6	
1606.	2	7	Kleinere deelen, mits wigtig, naar
1619.	2	8	evenredigheid.

Realen van Mexico, van mindere gehalte, namelijk van 11 penn. (3) die een *gefloreerd kruis* vertoonen, staan in het jaar 1611 en later tot f. 2.5 (4).

De verbeelding der laatste, zoo wel als die van Spanje, is bekend genoeg.

Testoenen van Portugaal, wegende 6 eng. 5 azen, staan geschat op eene gehalte van 10 penn. 21 gr. (5). Zij deden in 1579[a], 12 ½ stuiver, in 1581, 14 stuivers. (6).

In de Vereenigde Nederlanden heeft, blijkens de muntordonnantien dezer zijds, dit geldstuk nimmer wettigen loop gehad. Wij vinden echter omtrent de *Testoenen van Portugaal* aangeteekend, dat door den gezant dier mogendheid aan HH. MM. de Staten van Holland en West-Vriesland is verzocht geworden te mogen munten binnen *Nijmegen;* de Staten echter dit verzoek afwijzende, wilden den Koning van *Portugaal* vrijheid gelaten hebben, om zijne munt te Dordrecht te doen slaan (7).

---

(1) Door de Staten van Holland en West-Vriesland in dit jaar toegelaten tot f. 2.5. (*Resol.* 11 en 17 april.)

(2) Volgens de provisionele tolerantie van Gecommitteerde Raden van 21 septemb. (*Can*, I, 2794.)

(3) *Pl. Vlaand.*, III, 556.

(4) Voor *Limburg*, enz., in 1616, f. 2.14, f. 2.12, f. 2.10, f. 2.8, f. 2.5.

(5) *Pl. Vlaand.*, III, 557.

(6) Op denzelven prijs ook voor *Brussel* in 1585.

(7) *Resolutien* van 18 september 1583.

Van 's Konings wege evenwel werd naar eene gelegenheid elders uitgezien en zeker te *Gorinchem* gevonden, alwaar sedert Testoenen geslagen werden, die men uitgaf voor dertien stuivers, schoon zij bij beproeving bevonden waren slechts zes stuivers en zes penningen aan waarde te bezitten. Onderscheidene voorzieningen, op verschillende tijden ingesteld (1), konden den voortgang van dien muntslag niet verhinderen; gelijk er dan ook in 1584 andermaal nieuwe klagten over deze munt werden aangeheven (2) en ten gevolge hadden, dat de *Testoenen van Portugaal*, met die van andere landen, bij de ordonnantie van *Leycester*, van 1586, uitdrukkelijk werden biljoen verklaard.

De afbeelding dezer munt zie men in 1580, op *bl.* 401; 1633, *bl.* 134.

De *Testoenen van Frankrijk en van Navarre*, even als de voorgaande om de kopstukken (*testes*, *têtes*) dus genaamd, waarvan de drie eene kroon uitmaken, werden het allereerst gemunt door of van wege Koning Lodewijk XII, in 1513, en geboden tot een gewigt van 6 eng. 8 azen, van 11 penningen 6 $\frac{2}{3}$ grein zilvers, om gang te hebben tot 10 stuivers tourn. (3). Zij worden anders bepaald tot 6 eng. 5 azen in gewigt en 10 penn. 18 gr. aan gehalte (4).

---

(1) *Resolutien* 19 october, 14, 18 november, 4 december 1583.

(2) *Resol.* 1584., 7 october. Men vergelijke voorts het artikel *Gorkum* onder de Muntplaatsen.

(3) *Zie* Le Blanc, *Traité*, *etc.*, pag. 259.

(4) *Plac. Vlaand.*, III, 557. Het is niet onbekend, dat zij later ook tot 6 eng.

1573 (1)	f. » 12		1611 (3)	f. » 15
1579 [a]	» 12½			
1581 (2)	» 14		1606	f. » 15
			En voorts gebleven.	

Men vindt de afbeelding, onder anderen, in 1633, *bl.* 135, 136.

Franken van Frankrijk, die Koning Hendrik III, bij zijne ordonnantie van 31 mei 1575, gelastte te munten op een gewigt van 9 eng. 6 azen, ten prijze van 20 stuivers tourn., staan ook als zoodanig bekend en hebben een gehalte van 10 p. ½ gr. (4).

1576 [b] (5)	f. » 15		1611 (7)	f. 1 1
1579 [b]	» 17			
1579 [c en d]	» 16		1603 (8)	f. 1 1
1581 (6)	1 »		En sedert daarop gebleven.	

Zie derzelver afbeelding in 1580, *bl.* 395; in 1633, *bl.* 173.

De *Quart d'Écus*, vierde deelen van de Kroon, werden door

---

worden vermeld, hetgeen ik hier inzonderheid aanteeken, om dat het gewigt van de meeste zilveren munten, dikwijls zeer verscheiden, ter oorzake van het remedie worden opgegeven. Koning Karel XI gelastte ze, bij zijne ordonnantie van 1 april 1571, tot een gewigt van 6 eng. 8 azen.

(1) De geleende som bedroeg *twee* stuivers.

(2) Voor *Brussel*, in 1585, die van Frankrijk tot 16, van Navarre tegen 14 stuivers.

(3) In 1616, voor *Limburg*, enz., 17, 16½, 16, 15½ en 15 stuivers.

(4) *Plac. Vlaand.*, III, 560. Verg. Le Blanc, *Traité, etc.*, pag. 271, die echter spreekt van 10 penn. zilvers.

(5) Integaan met lichtmisse.

(6) Voor *Brussel*, in 1585, f. 1.4.

(7) In 1616, voor *Limburg*, enz., 1ste en 2de termijn, f. 1.4 voorts f. 1.3½, f. 1.2, f. 1.1.

(8) Voor *Rheenen*, in 1584, f. ».19.

denzelfden Koning Hendrik III geordonneerd in september 1577; ten gewigte van 7 penn. 12 gr. met 6 eng. 8 azen, waarop zij gewoonlijk staan, vrij wel overeenkomende, en ten prijze van 15 sols tourn. (1). Het gehalte staat op 10 penn. 23 ½ gr. (2).

1599	f. » 15	1603	f. » 16
1611 (3)	» 16	En voorts op dezen prijs gebleven (4).	

Over de afbeelding vergelijke men, in 1633, *bl.* 132.

Tot de fransche munten behooren wijders nog de zoogenoemde Blanken, Dixains, Douzains, Stuivers, wier gewigt met moeite kan berekend worden, en wier gehalte bepaald staat tot 3 penn. 9 gr. (5), terwijl die van lateren muntslag nog minder en wel tot 2 p. 18 gr. (6) gesteld worden.

Bij dit hun onderling verschil hadden zij ook geen geregelde cours. De *fransche Blanken met twee lelien en twee kroonen tusschen het kruis* waren in 1499 en 1516 op 2 grooten gesteld; *andere met de lelien en het kruis* hadden op beide deze tijden eene waarde van 40 mijten, terwijl nog eene derde soort van *Karel* en *Lodewijk,* in 1516, voorkomt tot 42 mijten. Ik heb dit

---

(1) Indien al Le Blanc, *Traité, etc.*, pag. 271, de ordonnantie des Konings hier aangegeven, niet volkomenlijk gekend heeft, zoo zou toch mijns erachtens het jaartal 1578 op de munten zelve, hem hebben moeten weerhouden om te zeggen, dat zij eerst in october 1580 geslagen werden.

(2) *Pl. Vlaand.*, III, 556.

(3) In 1616, voor *Limburg*, enz., 18, 17½, 17, 16 ½, 16 stuivers.

(4) *Gelderland* echter verbood deze munt, bij publicatie van 10 julij 1615. (*Plac.* II, 142.)

(5) *Plac. Vlaand.*, III, 571.

(6) Aldaar 572.

onderscheid niet later gevonden; de fransche ***Douzains*** staan in 1520 bepaald tot 10 penn. tournoois, waarvan de twaalf eenen stuiver uitmaken. Bij de cours van 1525 konden de goede wederom gaan voor twee grooten, hetwelk bij den eersten termijn van 1526 vernieuwd zijnde, in den tweeden op 40 mijten werd terug gebragt. Vermits er echter zoo veel slechte onder gevonden werden, had zulks een algemeen verbod ten gevolge in de evaluatie van den jare 1531, hetwelk bij de zetting van 1539 [b] in zoo verre werd opgeheven, dat de gave en goede voor 40 mijten konden loop hebben, na dat zij evenwel bij de provisionele tolerantie in datzelfde jaar op 42 mijten stonden. Toen er echter andere nieuwe en slechter *Stuivers* ingevoerd en in omloop gebragt werden, gelastte Keizer Karel, bij publicatie van 7 november 1541, dat deze niet hooger dan tot 36 Vlaamsche mijten of 1 ½ groot mogten worden uitgegeven, blijvende intusschen de oude mits zuiver, gaaf en goed op 't gezigt, tot 40 mijten bepaald (1). Van toen af tot aan den 29sten maart 1549 bleef deze raming voortduren en schijnt er geene belangrijke bijzonderheid daaromtrent meer te hebben plaats gehad; doch op dat tijdstip vaardigde genoemde Keizer een verbod uit tegen alle fransehe Blanken of Stuivers (2).

Dan in de evaluatie van 1576 komen ons andermaal *fransche Stuivers* tot 9 penningen en fransche *stukken van* 12 *penningen* tot 10 penningen voor, om loop te hebben van Lichtmisse tot

---

(1) *Pl. Vlaand.* I, 502.
(2) *Plac. Geld.*, I, 48. *Vriesch Pl.*, III, 159.

St-Jansmissie. Deze waarde is wederom in de zetting van 1577 in zoo verre herhaald, dat de *nieuwe* fransche *Stuivers* van Kersmisse af voor een Blank zouden gaan, doch vroeger op hunnen prijs blijven, welke laatste prijs bij de ordonnantie van 1579 [c] en 1579 [d] vastgesteld bleef, en naderhand, in 1581 en 1590, tot op een stuiver verhoogd werd (1); doch waaromtrent in 1611 vermeld wordt, dat de zes stuks voor vijf stuivers, alleen op de frontieren konden worden uitgegeven (2).

Testoenen van Lotharingen, welke omstreeks 6 eng. wegen, staan, in de provisionele tolerantie van den jare 1539, op 8 stuivers, en komen wijders niet voor, dan in 1573 tot 11 stuiv. (3), gelijk ook in 1575 en 1576 [a], bij welke laatste nog andere dergelijke genoemd worden. In 1579 [a] worden zij op 11 $\frac{1}{2}$ stuivers, en in 1581 op 12 stuivers gesteld. Derzelver allooi is zeer verscheiden opgegeven, en wel van 10 penn. 17 gr., 9 penn. 13 gr. en 9 penn. 2 grein (4).

Zie derzelver afbeelding in 1633, *bl.* 138, 184, 185.

---

(1) Ook voor *Brussel*, in 1585, tot één stuiver.

(2) Dus ook de 6 stuks in *Limburg*, enz., ten jare 1616, voor 6, 5 $\frac{3}{4}$, 5 $\frac{1}{2}$, 5 $\frac{1}{4}$ en 5 stuivers.

Of de *uitheemsche Stuivers*, van welke in de eours der Staten-Generaal in 1619 vermeld wordt, dat zij loop zouden hebben tot den 31sten mei van dat jaar, ten prijze van een blank, betrekking hebben tot de *fransche Stuivers*, zou ik wel durven aannemen, ofsehoon het ook zeker is, dat alle *uitheemsche payement* in 1613 reeds verboden was. (*Res. der Staten van Holl. en West-Vr.*, 5 — 29 maart.)

Overigens is het dikwijls aangetogen werk van Le Blanc, voor de kennis der fransehe munten, eene sehatbare bron.

(3) Er moesten *twee* stuivers op geleend zijn.

(4) *Plac. Vlaand.*, III, 557, 561.

Onder de engelsehe munten, welke in de vroegste munt-ordonnantien opgegeven zijn, behooren de dus genoemde *Stooters*, welke in eene afzonderlijke evaluatie van den jare 1522, bij mij, op 2 $\frac{3}{4}$ stuivers, in 1525 op zes grooten of drie stuivers staan, gelijk zulks ook in den volgenden jare 1526 voor den eersten termijn is herhaald, wordende in den tweeden niet genoemd, even min als ten jare 1531 en 1539 [b]. In de provisionele tolerantie van 1539 [a] zijn zij echter weder tot 2 $\frac{3}{4}$ stuivers gesteld. Doeh bij de zetting van 1548 werden de oude engelsehe Stooters op 2 $\frac{1}{4}$ stuiver bepaald, terwijl de *nieuwe met het platte aangezigt* (*en face*), die, toen ze eerst gemunt werden, waren bevonden te houden 9 penn. en 98 stukken in het mark, en alstoen waardig zijnde 1 $\frac{3}{4}$ stuiver, sedert zoodanig verergerd waren (¹), dat ze nu van slechts 4 penn. en van 109 stukken in het mark bevonden werden, hoewel zij des niettegenstaande ontvangen werden tot 2 $\frac{1}{2}$ stuivers, weshalve derzelver prijs geraamd werd op 10 penningen of 40 mijten, terwijl aan de *stukken van drie engelsche Stooters*, mede met het platte aangezigt, een prijs werd toegewezen van twee grooten zes penningen.

De afbeelding der *oude engelsche Stooters*, houdende 11 penn. tot 10 penn. 17 gr. (²) vindt men in 1544, *bl.* 195 en volg.; 1548, *bl.* 74 en 75; 1580, *bl.* 455 en 458; 1633, *bl.* 131 en 139. — Die der *nieuwe met het platte aangezigt*, ter gehalte van 8 pen.

(¹) *Zie* de publ. 10 mei 1540, in *Plac. Vlaand.*, I, 499, bij welke ons geleerd wordt, dat zij bevonden waren slechts 3 grooten 6 mijten waardig te zijn.

(²) *Plac. Vlaand.*, III, 557.

23 gr. (1), in 1544, *bl.* 196; 1548, *bl.* 75; 1580, *bl.* 455; 1633, *bl.* 188; en de stukken eindelijk van drie Stooters mede ter gehalte van 8 penn. 23 gr. (2), in 1544, *bl.* 173; 1548, *bl.* 75; 1580, *bl.* 455; 1633, *bl.* 188.

De zamenstellers der ordonnantie van 1633 schijnen geen acht geslagen te hebben op de geringe gehalte, waarvan boven met een enkel woord gesproken is, of hebben die welligt niet gekend; althans maken zij er geen gewag van. De bepaling in 1548 gemaakt, bewijst voorts, dat niet alle de voormelde engelsche Stooters van zulk eene slechte gehalte waren, vermits men de betere dan zulke, welke den prijs van 10 penningen verkregen hadden, ter wissel kon brengen, om er alzoo de regte waarde voor te ontvangen.

Engelsche Penningen met het beeld des Konings en aan de keerzijde een schild met zijne wapenen, gaande voor zes stuivers, zijn den 16den september 1549 biljoen verklaard (3).

De *nieuwe engelsche Schelling*, 4 engels wegende, ter gehalte van 11 penn. (4), werd door de Aartshertogen in 1611 gangbaar gesteld tot 10 stuivers (5). Op denzelfden prijs staat zij in de munt-ordonnantie van *Leycester*, 1586, de mindere deelen, waar onder ook het $\frac{1}{3}$, *groot* genoemd, naar evenredigheid. Zij behield voorts deze waarde tot in 1603, wanneer dezelve met een' halven stuiver werd verhoogd; doch in 1606 op den vorigen prijs terug

(1) *Plac. Vlaand.*, III, 562.
(2) Aldaar.
(3) *Plac. Vlaand.*, I, 520.
(4) *Plac. Vlaand.*, III, 556.—De ordonn. van 1627, 10 penn. 23 gr.—In een' anderen muntbeeldenaar heet zij te wegen 3 eng. 28 azen.
(5) In 1616 voor *Limburg*, enz., 12, 11 $\frac{1}{2}$, 11, 10 $\frac{1}{2}$, 10 stuivers.

gebragt, bleef zij daarop weder tot in 1615, toen zij tot den laatsten december voor 10 ½ stuivers zoude mogen worden uitgegeven, met de halve naar evenredigheid, doch geen mindere deelen, na welk tijdsbestek dit geldstuk weder 10 stuivers zou gelden. Intusschen werd de voorgaande waarde van 10 ½ stuiv. voor den *Schelling* et 3 ½ stuivers voor het derde gedeelte, *groot*, bij alle volgende zettingen herhaald.

Zie deze munt afgebeeld in 1586, op *bl.* 33; en 1633, *bl.* 131.

Nog staat, behalve de hiervoor vermelde, sedert 1619 in de Vereenigde Nederlanden bekend een *schotsche Schelling met den distel-bloem* voor twaalf stuivers, welke dien prijs vervolgens bleef behouden, en voorts nog eene andere *met de harp* tegen acht stuivers; beider gehalte is als de voorgaande, te weten, 11 penn (1). Derzelver gewigt in verhouding tot den *engelschen Schelling* is 4 ½ eng. en 2 eng. 29 azen.

De afbeelding van deze geldstukken vindt men in 1633, *bl.* 131 en 132; en in den beeldenaar van 1619.

De *Slapers*, *Hoofden* of *Testoenen* van *Savoyen*, welke in 1499 en 1516 voor acht stuivers, als ook die van *Milanen* voor negen stuivers mogten loop hebben, werden in 1520 geheel verboden. In de munt-ordonnantien van 1581 worden wederom *Testoenen van Milanen en Savoyen* opgegeven tot den prijs van veertien stuivers; en die van *Montferrat* tegen dertien stuivers (2), doch worden na dien tijd weder verzwegen. Hun gewigt staat

---

(1) *Plac. Vlaand.*, III, 536; in 1627 echter op 10 penn. 23 gr.

(2) Voor *Brussel*, in 1585, deze drie gevalueerd op veertien stuivers het stuk.

van omstreeks of ruim 6 eng. 5 azen, ten gehalte van 11 penn. 6 ½ gr. tot 10 penn. 17 gr. (1).

Derzelver afbeelding geeft 1633, *bl.* 119, 120, 137.

De *Testoenen van Bern*, in laatstgenoemde zetting van 1581 mede opgenoemd tegen dertien stuivers (2), waren van gelijk gewigt en gehalte als die van *Montferrat*, dat is 11 penn. (3).

Zie de afbeelding in 1633, *bl.* 130.

De *Karolus Gulden*, door dien Keizer gedaan munten, volgens zijne ordonnantie van den 22sten februarij 1542 (4), moest zijn van 10 penn. zilvers en van 14 eng. 30 azen. Zij zouden gang hebben tot f. 1. Anders wordt dit geldstuk bepaald op 9 penn. 23 gr. (5).

1542	f. 1	»	1576 b	f. 1	5
1552	1	1	1577	1	8
1559	1	2	1579 b	1	10
1573 (6)	1	6	1581 (7)	1	13
1575	1	8	1611 (8)	1	14 ½

(1) *Plac. Vlaand.*, III, 555 — 557.

(2) Voor *Brussel*, in 1585, 14 stuivers.

(3) *Plac. Vlaand.*, III, 556.

(4) *Plac. Vlaand.*, I, 507. Hoe men echter hiermede moet overeenbrengen, hetgene *Moonen, Chron. van Deventer*, zegt op het jaar 1539, dat de drie overijsselsche steden het regt van den Keizer verkregen, om den zilveren Gulden van 20 stuivers te munten, blijft mij nog duister.

(5) *Plac. Vlaand.*, III, 560.

(6) De geleende som bedroeg *drie* stuivers.

(7) Voor *Brussel*, in 1585, f. 1.14.

(8) In 1616, voor *Limburg*, enz., f. 2.1, f. 1.19, f. 1.17 ½, f. 1.16, f. 1.14 ½.

1586	f. 1 13	1603	f. 1 14
1594	1 14 / ([1]) 1 13	1606	1 15
		Voorts op dien prijs gebleven.	

De *Karolus Gulden* is afgebeeld in 1544, op *bl.* 57; 1548, *bl.* 59; 1580, *bl.* 354; 1586, *bl.* 34; 1633, *bl.* 174.

De *Philippus Daalder* of *halve Philippus Reaal* (gouden), om de overeenkomst van den prijs, alzoo geheeten, was, even als de voorgaande *Karolus Gulden*, aangelegd op 10 penn. en wordt geschat te wegen 22 eng. 27 azen, bij eene gehalte van 9 penn. 23 gr. ([2]), tevens met de $\frac{1}{2}$, $\frac{1}{5}$, $\frac{1}{10}$ en $\frac{1}{20}$ deelen, terwijl er nog $\frac{1}{20}$ en $\frac{1}{40}$ bestaan van 4 penn. 22 gr. ([3]). Drie deelen daarvan werden ook zeven stuiver, zeven groot en drie en een halve grootspenning geheeten.

Voorts noemen wij nog hierbij den *halven Daalder van den hertog van Alençon* van 1582, op hetzelfde gewigt en gelijke gehalte gemunt, welke onder de munt-ordonnantien der Vereenigde Nederlanden gelijkelijk worden begrepen met den *Philippus Daalder*.

([1]) De eerste termijn, ingaande 10 november 1594, de tweede den 10[den] januarij 1595. In 1596 werd zij wederom tot f. 1.14 uitgegeven. (*Res. der Staten van Holl. en West-Vr.*, 1596, 11 en 17 april.)

([2]) *Plac. Vlaand.*, III, 560. — Een diergelijke munt, te Kampen geslagen op den stempel der *Phil. Daalders*, houdt 8 penn. 23 gr., en werd in 1602 door de Staten van Holl. en West-Vriesland toegelaten tot f. 2.7 (*Res.* 21 november.) *Can en Scheltus*, V, 542, enz.

([3]) *Plac. Vlaand.*, III, 569. — En dit in zamenstemming met de ordonnantie van 2 maart 1570 (*Geld Pl.*, I, 431; *Pl. Brab.*, III, 532), waarbij geboden werd, dat de $^1/_{20}$ en $^1/_{40}$ deelen van half allooi zouden moeten zijn. — De halve en mindere deelen werden eerst gelast bij bevel van den 24[sten] maart 1561. (Handschr. op papier, *laatste plac.*, enz., bij mij.)

1559.	f. 1 15	1586 (5).	f. 2 10
1573 ([1]).	2 »	1594.	([6])2 11 / 2 10
1574	1 16	1603.	2 11
1576 *b*	1 17½	1606.	2 12
1577.	2 2½	En dien prijs sedert behouden.	
1579 ([2]).	2 5		
1581 ([3]).	2 10		
1611.	2 12		
Voorts gebleven (4).			

Zie voorts de afbeelding in 1580, *bl.* 216; 1586, *bl.* 33; 1633, *bl.* 175 en 229.

Koning *Philips* gelastte nog den 4den junij 1567 ([7]), het slaan van den *Bourgondischen* of zoogenoemden *Kruisdaalder,* van 10 penn. 16 gr. zilvers ([8]) en ten gewigte van 19 eng. 1 aas, ten prijze van f. 1.12.

1567.	f. 1 12	1576 *a*	f. 1 16
1573(9).	1 16	1576 *b*	1 14

([1]) Er waren op geleend *vier* stuivers.

([2]) Volgens de *Resolutien van Holland*, werd deze munt in dit jaar reeds getolereerd tot f. 2.6.

(3) Voor *Brussel*, in 1585, f. 2.15, gelijk ook die van den Hertog van Alençon.

(4) In 1616, voor *Limburg*, enz., f. 3, f. 2.18, f. 2.16, f. 2.14, f. 2.12.

(5) Voor *Rheenen*, in 1584, f. 2.7 en in 1581 toegelaten tot f. 2.6. (*Res. Holl. en West-Vr.*, 25 november.)

(6) De eerste termijn van 10 november 1594; de tweede van 10 januarij 1595. — Volg. *Resol. van Holl. et West-Vr.* werden zij in 1596 reeds getolereerd tot f. 2.11 (11 en 17 april).

(7) *Plac. Brab.*, II, 496; *Geld. Plac.*, I, 343.

(8) *Plac. Vlaand.*, III, 558. In het *Manuaal* van 1595 is deze Daalder gelijk met den *Nederlandschen Reaal.* Zij heeten voorts meestal te wegen 18 eng. 28 azen.

(9) De geleende som bedroeg *vier* stuivers.

1577.	f. 1 18		1594.	f. { [4] 2 6 / 2 5
1579.	2 1		1603.	2 7
1581 [1].	2 5		1608.	{ [5] 2 8 / 2 7
1611.	2 7		1610.	2 8
Voorts gebleven [2].			1619.	2 10
1586 [3].	f. 2 5			

De afbeelding behoeft voorzeker niet te worden aangewezen.

Den *Staten Daalder*, het dubbele van den *Zestienstuiver-penning*, geordonneerd door Koning *Philips* den 10^den^ februarij 1577 [6], gangbaar tot f. 1.12, wordt eene gehalte toegewezen van 8 penn. 22 gr. [7] en een gewigt van 20 eng. De onderdeelen waren geheel aan elkander naar evenredigheid gelijk, met uitzondering van den heelen en den halven stuiver, die op 3 penn. 22 gr. gehalte zijn bepaald [8].

1577	f. 1 16		1611 [10]	f. 2 1½
1581 [9].	1 17			

[1] Voor *Brussel*, in 1585, f. 2.10.

[2] In 1616, voor *Limburg*, enz., f. 2.15, f. 2.13, f. 2.11, f. 2.9, f. 2.7.

[3] Voor *Rheenen*, in 1584, f. 2.3.

[4] De eerste termijn van 10 november 1594; de tweede van 10 januarij 1595; doch werd zij in 1596 toegelaten tot f. 2.6. (*Res. Holl. en West-Vr.*, 11—17 april.)

[5] De eerste termijn van 15 julij tot 15 october.

[6] *Plac. Brab.*, II, 502.

[7] *Plac. Vlaand.*, III, 562. Volgens de publicatie zoude de Zestien-stuivers-penning moeten wegen, 9 eng. 30¾ azen; de dubbele derhalve 19 eng. 29½. azen. En meestal geeft men dezer munt een gewigt van 19 eng. 28 azen.

[8] *Plac. Vlaand.*, III, 570. — De *heele* en *halve stuiver* van gelijk allooi, wegende 1 eng. 12½ aas en 22¼ azen.

[9] Het 1/32 deel echter op *een* stuiver, die in 1585 voor *Brussel* staat tegen 1 st. 9 mijten, de geheele Daalder f. 2.4.

[10] In 1616, voor *Limburg*, enz., f. 2.6, f. 2.5, f. 2.4, f. 2.3, f. 2.1½.

1586 [1].	f. 1 18	1606.	f. 2 2
1594	2 »	Voorts gebleven.	

Zij komen voor in 1580, *bl.* 229; 1586, *bl.* 40; 1633, *bl.* 189 en 238.

Onder de munten, gedurende de regering van de Aartshertogen *Albertus* en *Isabella* geslagen, telt men den *dubbelen*, *enkelen*, *halve*, *vierde*, *achtste* en *zestiende*, te noemen *Nieuwen Nederlandschen Gulden*, en zulks volgens hunnen last van den 6den october 1599 [2]. De *dubbele Gulden*, het $\frac{4}{5}$ van den *Philippus Daalder*, had een gewigt van 17 eng. 29 azen, bij eene gehalte met den *enkelen*, den *halve* en *vierde* van 9 penn. 23 gr. [3], terwijl er ook *halve* en *vierde* deelen bestaan van 7 penn. 22 gr. [4] en de *achtste* en *zestiende deelen* van 4 penn. 22 gr. [5].

Zij behielden tot in 1611 de waarde van f. 2, f. 1, en vervolgens; doch toen veranderde dezelve op f. 2.1, f. 1.0 $\frac{1}{2}$, de *halve* 10 stuivers en zoo voorts [6].

In de munt-placaten der Vereenigde Nederlanden komen deze geldstukken niet voor.

De afbeeldingen vindt men in 1633, *bl.* 176, 200 en 229.

De *Testoenen*, stukken van *drie Realen*, *Realen* en *halve*, wegende 6, 2 en 1 engels, hebben eene gehalte van 10 penn.

---

(1) Voor *Rheenen*, in 1584, f. 1.16.

(2) *Plac. Vlaand.*, III, 503.

(3) *Plac. Vlaand.*, III, 560.

(4) *Plac. Vlaand.*, III, 564.

(5) *Plac. Vlaand.*, III, 569.

(6) In 1616, voor *Limburg*, enz., de dubbele f. 2.8, f. 2.6, f. 2.4, f. 2.2, f. 2.1. De kleinere deelen naar dezelfde evenredigheid.

17 gr. (¹). Zij staan in 1611 en vervolgens op 15, 5 en 2 ½ stuiver (²), en doen zulks mede in de zettingen der Staten-Generaal sedert 1610.

Zie dezelve afgebeeld in 1633, op *bl.* 136.

Voorts zijn er nog van dezelfde vorsten zilveren *Souvereinen* (Patacons), door ons steeds *Dukaton* genoemd, wegende 18 eng. 12 azen, ten prijze van f. 2.8 in de ordonnantie van den jare 1617 (³). Schoon in 1619 door de Staten der Vereenigde Nederlanden biljoen verklaard, werden zij bij provisie echter, in september 1621, toegelaten tot f. 2.10 (⁴). Derzelver gehalte moest nagenoeg overeenkomen met voormelde Realen, dat is 10 penn. 17 gr., of met den *Bourgondischen Daalder* van 10 penn. 16 gr.; doch ik vind in eene aanteekening bij mij de bepaling van 10 penn. 11 gr.

De *Dukaton* van dezelfde Aartshertogen, wegende 21 eng. 7 azen (eene munt van den jare 1618), heeft eene gehalte van de spaansche Realen, 11 penn. 2 ½ gr., of, volgens eene aanteekening bij mij, 11 penn. 6 ½ gr. Zij staan in dat jaar 1618 op f. 3.

De *Hollandsche Daalder met den Leeuw*, of *Leeuwen-Daalder*, werd geordonneerd te munten ten jare 1575, van 8 $\frac{8}{9}$ stukken in

---

(¹) *Plac. Vlaand.*, III, 557; doch in 1608 gezegd 10 pen. 18 gr.

(²) Voor *Limburg*, enz., in 1616, de 3 Realen, 18, 17¼, 16½, 15¾ en 15 stuivers. Kleinere in dezelfde verhouding.

(³) Als voren tot f. 2.15, f. 2.13 ½, f. 2.12, f. 2.10, f. 2.8, de gedeelten naar advenant.

(⁴) *Can en Scheltus*, *Groot Pl.*, I, 2794. — De Staten van Holl. en West-Vr. hadden ze reeds in den tijd van derzelver munting (1617) verboden. (*Resol.* 22 december.)

het mark, of 18 engels, bij een allooi van 9 penn. (1). Men bepaalt denzelven echter tot 8 penn. 22 gr. (2). Er zijn ook halve van (3).

1575 (4)	f. 1 14	1586 (7)	f. 1 16
1577	1 12	1594	(8) 1 17
1579 a	1 13		1 16
1579 b	1 14	1603	1 18
1579 c	(5) 1 13½	1615	2 »
	1 13	En voorts gebleven.	
1611	1 17½		
Sedert niet genoemd (6).			

De *Nederlandsche Rijksdaalder,* bekend met den naam van *met het borstbeeld van Willem I,* werd gelast te munten ten

(1) *Resol. van Holl.*, 27 aug., waar men echter vindt *omtrent* 8 *penn.;* doch in 1606, 9 penn.

(2) *Plac. Vlaand.*, III, 562.

(3) Aan het bestaan van vierde deelen, ofschoon zij in eene of twee beeldenaars voorkomen, ja zelfs tot dezen muntslag verlof werd gegeven, mag men met reden twijfelen. *Zie* de *Resol. der Staten van Holl. en West-Vr.*, 1615, bl. 32.

(4) Den 3den october 1575 werden zij ontvangen tot f. 1.13; den 22sten daaraanvolg. tot f. 1.14, en den 12den aug. 1577 tot f. 1.15 (*Resol van Holl.*). Koning *Philips* waarschuwde er den 17den julij van dat jaar den volke tegen, en stelde ze op f. 1.7 (*Geld. Plac.*, I, 727).

(5) De eerste termijn zoude slechts drie maanden duren. — Voor *Brussel*, in 1585, f. 1.15.

(6) In 1616, voor *Limburg*, enz., f. 2.2, f. 2.1½, f. 2.1, f. 2, f. 1.17½.

(7) In 1584, voor *Rhenen*, f. 1.14. — In 1585 echter tot f. 1.15. (*Res. van Holl. en West-Vr.*, 5 october.)

(8) De eerste termijn tot 10 november 1594, de tweede tot 10 januarij 1595. — In 1596 toegelaten tot f. 1.17. (*Res. van Holl. en West-Vr.*, 11—17 april.)

jare 1583, van 10 penn. 15 gr. (1). Tot in den jare 1603 werd de voortzetting van dezen muntslag aangehouden onder verandering der jaartallen; doch in 1606 werd een andere stempel voor deze geldspecie verordend, welke men gewoon is de *Rijksdaalder met de halve maan* te noemen. Zij zijn van $8\frac{72}{151}$ stukken in het mark, of 18 eng. 28 azen, en worden bepaald tot een gehalte van 10 penn. 12 gr. (2).

1611.	f. 2	6½
Voorts niets genoemd (3).		
1583.	f. 2	2
1586	2	5
1594.	(4) 2	6
	2	5

1603	f. 2	7
1608	(5) 2	8
	2	7
1610	2	8
1619	2	10
1621 (6)	2	12

Zeer bekend is overigens deze met de vorige munt.

Onder het bestuur van Leycester, ontving de *Nederlandsche Reaal*, ook wel *Rijksdaalder met het borstbeeld van Leycester*, zijn bestaan. In deszelfs ordonnantie van 1586, gelastte hij dezen muntslag op 10 penn. ten gewigte van 22 engels 13 azen, of van $7\frac{9}{64}$ stukken in het mark, ten prijze van f. 2.10. Het gehalte

(1) *Zie* de *Resol. van Holl. en West-Vr.*, 19 april en 7 mei. Men liet echter dezen voet vallen (*Ald.*, 27 julij 1596. *Res. der Staten van Zeeland*, 1601, 12 feb.).

(2) *Pl. Vlaand.*, III, 559.

(3) Voor *Limburg*, enz., in 1616, f. 2.15, f. 2.13, f. 2.11, f. 2.9, f. 2.6½.

(4) De eerste termijn tot 10 november; de tweede tot 10 januarij 1595.

(5) De eerste termijn luidde van 15 julij tot 15 october.

(6) Dit was eene provisionele toelating van de gecommitteerde Raden van Holland en West-Vriesland, in september. (*Can en Scheltus*, I, 2794.)

wordt anders bepaald tot 9 penn. 23 gr. (1), die van het een twintigste gedeelte 4 penn. 20 gr. (2).

1611 (3).	f.	2 12	1603	f.	2 11
1586	f.	2 10	1606		2 12
1594	(4)	2 11 2 10	En voorts tot in 1610 op dien prijs gebleven, zonder verdere opnoeming.		

Een ander zilveren geldstuk, hetwelk men mede aan de regering van *Leycester* en zijne ordonnantie van den 4^{den} augustus 1586 heeft toe te sehrijven, is een *Daalder*, gemunt op den voet der Daalders van het Heilige Roomsehe Rijk, en zulks ten gerieve van den handel met vreemde natien. Zij komen dus in allen deele, ten aanzien van gewigte, gehalte en den prijs, overeen met de zoogenoemde Rijksdaalders, weshalve ik het bij deze mededeeling veilig kan laten berusten; alleenlijk nog hierbij voegende, dat men ook dezen muntslag niet langen tijd aehtervolgd heeft, en denzelven den zonderlingen naam van *Unie-Rijksdaalder* heeft gelieven toe te voegen (5).

Door de Staten der Vereenigde Nederlanden werd nog bevolen te munten een *Tienstuiverspenning*, welke bij ordonnantie van den jare 1606 moest zijn van 11 penn. zilvers en van 41 $\frac{1}{3}$

(1) *Plac. Vlaand.*, III, 560.

(2) *lac. Vlaand.*, III, 569.

(3) Voor *Limburg*, enz., in 1616, f. 3, f. 2.18, f. 2.16, f. 2.14, f. 2.12; de $^{1}/_{20}$ goede in den 1sten, 2^{den}, 3^{den} en 4^{den} termijn $2\frac{3}{4}$, in den 5^{den} $2\frac{1}{2}$ stuiver.

(4) De termijnen als voren.

(5) Maar het is zeer onnaauwkeurig in onze Nederlandsche beeldenaars boven deze munt van 1586 te lezen, dat zij is geslagen naar de ordonnantie van 1608.

stukken in het mark, uitkomende op 3 eng. 28 azen; geheel derhalve in overeenkomst met den *engelschen Schelling.*

Een *Daalder* door *Gelderland* en *Utrecht*, als ook in *Vriesland*, welke laatste echter nooit genoemd wordt, en even als de *Rozenobel* van lateren tijd zal zijn, geslagen in 1579 op naam des Konings, heeft een gewigt van 16 eng., bij een gehalte van 8 penn. 22 gr. (¹) Zij moesten gangbaar zijn tot f. 1.12 (²).

1579 *b*	f. 1 11	1586 (5)	f. 1 12
1579 *c* (3)	1 10	1594	(6) 1 13
Voorts niet genoemd dan in			1 12
1611	1 12	1603	1 14
Sedert verzwegen (4).		Sedert daarop verbleven.	

Zie de afbeelding in 1580, *bl.* 222; 1586, *bl.* 42; 1633, *bl.* 190.

Wijders vinden wij nog den *Zilveren Gelderschen* en *Vrieschen Rijder*, even als den gouden in 1582 gemunt. Hun gewigt is van 17 eng. 20 azen, het gehalte 9 penn. 23 gr. (⁷).

(¹) *Pl. Vlaand.*, III, 562.

(²) Zie het *Utr. Pl.*, III, 696, en aldaar de publicatie der Staten van Utrecht van 18 april 1579.

(³) Dit was echter eene toelating voor zes maanden.

(⁴) In 1616 echter, voor *Limburg*, enz., f. 1.16, f. 1.15, f. 1.14, f. 1.13, f. 1.12.

(⁵) Voor *Rheenen*, in 1584, f. 1.10.

(⁶) De eerste termijn tot 10 november 1594, de tweede tot 10 januarij 1595. In 1596 werden zij toegelaten tot f. 1.13. (*Resol. Holl. en West-Vr.*, 11—17 april.)

(⁷) *Pl. Vlaand.*, III, 560. In eene aanteekening bij mij, de Geldersche zelfs op 10 pen. 2 gr. Alleen van de Staten van Gelderland ken ik den last, onder de dagteekening van 30 october 1581, als ook den prijs van f. 2, waarvoor die munt werd uitgegeven. (*Pl. Geld.*, II, 3.)

1611 (1)	f.	2	1 ½	1606	f.	2	2
1586 (2)	f.	2	»	En sedert dien prijs behouden.			

Men vindt ze afgebeeld in 1586, *bl.* ....; 1633, *bl.* 173.

Guldens, Goudguldens, Daalders, gezegd Klapmutsen, is eene zeer bekende munt van Vriesland, algemeen *Acht-en-twintigen* genoemd; zij wegen 12 ½ eng. en hebben een gehalte van 8 penn. 22 gr. (3).

1611 (4)	f.	1	6	1603 (5)	f.	1	7
				1608		1	8

De *Zeeuwsche Arentdaalder*, belast te slaan ten jare 1601, met zijn $\frac{2}{3}$, $\frac{1}{3}$, $\frac{1}{6}$ en $\frac{1}{12}$ gedeelte, op den voet van den *Hollandschen Leeuwendaalder*, van 9 penn. zilvers (6), heeft een gewigt van 13 eng. 14 azen, en wordt bepaald tot een gehalte van 8 penn. 22 gr. (7). In den *Beeldenaar*, voor 1622, wordt nog een *Vriesche Arentdaalder* afgebeeld van 1618, welke van gelijk gewigt zijnde,

(1) Voor *Limburg*, enz., in 1616, f. 2.6, f. 2.5, f. 2.4, f. 2.3, f. 2.1 ½.

(2) In 1584, voor *Rheenen*, f. 1.18, waar echter alleen de *Geldersche* wordt vermeld.

(3) *Pl. Vlaand.*, III, 562. Ik vind er echter bij mij aangeteekend van 9 pen. 2 gr.

(4) Voor *Limburg*, enz., in 1616, f. 1.10, f. 1.9, f. 1.8, f. 1.7, f. 1.6.

(5) In 1601 door de Staten van Holland en West-Vriesland verboden (*Resol.* 25 november), werd deze munt in 1602 weder getolereerd tot f. 1.6 (*Resol.* 25 octob.). Een *Vriesche Goudgulden*, te *Deventer* gemunt, werd, als ver beneden den voet, ongangbaar verklaard in 1618. (*Resol.* 27 januarij.)

(6) *Resol. van de Staten van Zeeland*, bl. 366.

(7) *Pl. Vlaand.*, III, 562.

ook hetzelfde allooi moet hebben; doch dezelve werd, als van minder gehalte, verboden in Holland te ontvangen (1).

1611 (2). . . . . f. 1 8	1603(3). 1 8
	1606. . . . . 1 10
	Voorts gebleven.

Zie de afbeelding in 1633, *bl.* 191.

Nog vinden wij in de evaluatie van den jare 1617 twee Daalders van *Ferdinand* van Luik; de eene met deszelfs borstbeeld, dc andcre met een' leeuw op de keerzijde, ten prijze gesteld tot f. 1.5. Zij waren echter reeds vroeger door de Aartshertogen op gelijkc waarde toegelaten den 30sten junij 1615 (4). Derzelvcr gewigt wordt opgegeven te zijn 11 ¾ eng., het gehalte van 8 penningen 22 grein (5). Men zie dezelve in 1633, op *bl.* 191.

Eindelijk behoort nog tot ons tijdvak de *Daalder te Antwerpen gemunt* in het jaar 1584, bekend met den naam van *Robustus;* doch in 1633, *bl.* 177, afgebeeld, met bijgevoegde opheldering, dat dezelve te Brussel geslagen zoude zijn. Dit is echter niet juist; vermits dat aldaar voorkomende geldstuk, gelijk ook zoo vele heele Daalders en gedeelten van dien, als ik heb mogen beschouwen, het kennelijk teeken der Antwerpsche munt dragen. De door mij onderzochte stukken hadden een gewigt van 18 eng.

---

(1) *Resolutien dier Staten*, 1618, 27 januarij.

(2) Voor *Limburg*, enz., in 1616, f. 1.13, f. 1.12, f. 1.11, f. 1.10, f. 1.8.

(3) De *Zeeuwsche Arentdaalder*, door de Staten van Holland en West-Vriesl. verboden in 1602 (*Resol.* 20 febr.), werd echtcr in 1603 door hen wederom tegen f. 1.7 ½ toegelaten. (*Resol.* 25 october.)

(4) Volgens eene afzonderlijk gedrukte publicatie. — In 1616, voor *Limburg*, enz., f. 1.10, f. 1.8, f. 1.7, f. 1.6, f. 1.5.

(5) *Plac. Vlaand.*, III, 562.

11 à 14 azen. Derzelver gehalte staat als van 9 penn. 23 gr. ([1]), gelijk ook dat der halve is; doch het mindere deel, een van *vier stuivers*, houdt 5 penn. 22 gr. ([2]). De prijs waarvoor de geheele Daalder, almede voor zes maanden, in 1585 getolereerd werd, was f. 2, de onderdeelen naar evenredigheid.

Het Vierstuiversstuk vindt men in 1633, *bl.* 220.

Men zou schier afgeschrikt worden om een onderzoek aan te vangen over het klein geld of payement van de vroege tijden. De namen, bij voorbeeld, van *Ruitersche Blank*, *Sassenaars*, *Elfduits*, *Negenduits*, *Elfpenning*, *Braspenning*, *Stuiver van Philips en Karel van Bourgondiën; met twee griffoenen*, *met twee helmen en de kroon*, *met twee leeuwen*, *Vierijzers*, *Mechelaars*, *die van Bourbon*, *Vliezen* en vele andere dergelijke, die ons in één oogenblik voor den geest zweven, verbazen ons met regt op het eerste denkbeeld; doch niet zoodra zet men zijne gezette nasporingen ijverig voort, of het groote aantal wordt spoedig tot eene kleinere hoeveelheid als herleid, en er gaat van langerhand een licht op, dat ons van groote dienst wordt bij de verdere beschouwing van het onderwerp. Ik voor mij althans geloof, dat, indien mij de geheele voorlichting niet gelukt zal zijn, echter uit datgene wat mijne nasporing heeft opgeleverd, breedere aanleiding tot nadere kennis zal kunnen ontstaan.

Zien wij de munten, die sedert den aanvang der zestiende eeuw als klein geld gang hadden, in derzelver oorsprong, dan is de

---

([1]) *Plac. Vlaand.*, III, 560.
([2]) *Plac. Vlaand.*, III, 567.

benaming van *Groot,* zoo eigen aan die vroegste tijden, dat er volstrekt geen andere voor die specien bekend was. Als munt moge zij bij den duur der tijden in waardij wisselvallig geweest zijn; als denkbeeldige munt was zij het niet. Even als toen, is zij nog; geen ander denkbeeld hechtte men bevorens, zoo min als thans, aan eene waarde van *halve Stuiver.* Er is voorts, tot bewijs van de eenvoudigheid der geldstukken, voor zoo veel namelijk derzelver waarde aangaat, niets meer noodig dan *Heylen* in te zien. De zilveren geldstukken in de XIV^de^ en XV^de^ eeuwen gemunt, zijn van ten hoogste *twee* zulke denkbeeldige, of wil men het wezenlijke, *grooten* (1). Trouwens, bij den lagen stand van het goud, en al waren er ook geene andere redenen, had men geene behoefte aan grootere zilveren specien (2). Eerst in den tijd van *Philips den Goede,* toen het goud reeds merkelijk in prijs was toegenomen, werd de invoering van stukken tegen *vier grooten* noodzakelijker, tot dat men eindelijk, door de omstandigheden gedrongen en aangeleid, eerst specien van zes, acht grooten, twintig stuivers, en ten laatste van nog hoogere waarde het aanwezen moest geven.

Is het dan, vraag ik, om dit onderwerp verder voort te zetten, is het dan niet dwaasheid, dat men zich voorstelt, als of er immer een *Braspenning,* en wel tot zulken prijs, als men aan dit denk-

---

(1) Dit schijnt ook in Frankrijk plaats gehad te hebben. (*Le Blanc, Traité, etc.,* pag. 259.)

(2) Een groot deel toch der gouden geldstukken stond, in de XV^de^ eeuw, beneden de waarde van 40 grooten; een ander deel ging dezelve luttel te boven, en de zwaarste munt, de engelsche Rozenobel, die thans ongeveer f. 12 zoude gelden, hebben wij, in 1383, op 73 grooten bepaald gezien.

beeld hecht, oorspronkelijk zou gemunt zijn (1)? Daar gelaten wat de overlevering zegt van dit geldstuk (2), merke ik alleen aan, dat, ofschoon onze voorouderen in het aanrigten van overdadige maaltijden, geenszins geacht kunnen worden, vreemdelingen te zijn geweest, men *brassen* hier in den eenvoudigen zin van *eten, maaltijd houden*, moet verstaan. Maar de *Johannes Braspenning* is oorspronkelijk een *Tweegrootenstuk* geweest, en wel vermoedelijk ten jare 1417 geslagen, dewijl men ergens in handschriften vindt vermeld, dat graaf *Jan de Onbevreesde*, in 1417 en 1418, *dubbele Grooten* heeft doen munten van 5 penn. zilvers (3); en men behoeft de afbeeldingen in 1544, *bl.* 66, nº 3; *bl.* 67, nº 2; 1548, *bl.* 67, nº 3 en 4; 1580, *bl.* 373, nº 1 en 3; 1633, *bl.* 234, nº 7, en *bl.* 235, nº 2, slechts te vergelijken, om te bevinden, dat de aldaar voorkomende munt, welke bepaald wordt op een gehalte van 4 penn. 12 gr. (4), geen andere is dan de dikwijls genoemde *Johannes Braspenning*.—Indien wij toch, vertrouwende op de juistheid van der *Coopl. Handtb.*, om van de andere niet te gewagen, en afgaande op de waarde der zoogenoemde *Braspenningen*, welke sedert 1499 en vervolgens, zoo lang zij genoemd worden, denzelfden prijs van *drie Grooten* of *twee Blanken* behielden, éene vinden van *Jan* of *Johannes*,

---

(1) Ik laat echter een ieder vrijheid, het 1/16 deel van den Gulden der Aartshertogen daarvoor aan te nemen; maar zij zijn van latere dagteekening, zoo wel als het 1/40 deel van den Leycester Daalder of Nederlandsche Reaal.

(2) Zie, onder anderen, *Brender à Brandis*, *Vaderlandsch Kabinet*, bl. 123 en volgg., en de aldaar aangehaalde *Géographie* van *Busssching*.

(3) Vergel. *Heylen*, bl. 88 in de noot.

(4) *Pl. Vlaand.*, III, 570.

als Hertog van *Bourgondien* en graaf van *Vlaanderen*, zoo vertrouw ik uit het wedervinden van deze specie in de *Caerte of Lyste* van den jare 1633, en in overeenstemming met het allooi, dat men geen onberaden besluit zal hebben opgemaakt.

De *dubbele Stuivers van Philippus en Karel van Bourgondien*, die men verkeerdelijk wel eens *dubbele Braspenningen* heeft genoemd ([1]), als ook de enkele en mindere deelen, volgen in ouderdom op de voorgenoemde. *Philippus* gebood in 1466 het munten van stukken van 4 *Groot*, of *dubbele Stuivers* van 11 penn. 12 gr. en van 79 ½ stukken in het mark; *Stuivers* van 6 penn. van 82½ in het mark, *Grooten* of *halve Stuivers* van 5 penn. en 139 in het mark, *halve Grooten* van 4 penn. 12 grein; *vierde Grooten* van 3 penn., en stukken, waarvan de 16 twee grooten zouden doen, tot 2 penn. zilvers ([2]). De last van *Karel* is vervat in zijne ordonnantie van den jare 1467 ([3]); de stukken van 4 *Grooten* zouden zijn van 11 penn. en 77 ½ in het mark, die van *twee Grooten* van 6 penn. en 80 $\frac{5}{8}$ in het mark, de *Grooten* van 4 penn. 12 grein., *halve Grooten* van 4 penn., *vierde Grooten* (Gigots) van 2 penn. 16 gr. en nog mindere deelen.

Toetsen wij nu de afbeeldingen dier twee, een, en halve Stuiversstukken onderling gelijk in 1544, *bl.* 61, nº 4; 62, nº 1; 69, nº 2; 74, nº 1; 1548, *bl.* 64, nº 4; 64, nº 3; 69, nº 2; 72, nº 4; 1589, *bl.* 359, nº 3; 360, nº 1 en 3; 374, nº 4; 386, nº 3; 1586, *bl.* 46, nº 11; 46, nº 2; 1633, *bl.* 138, nº 4 en 5; 168, nº 4; 223, nº 3; 236, nº 6; dan bevinden wij ten laatsten jare het gehalte

---

(1) Zoo als in de munt ordonnantien van de jaren 1573, 1575, 1576 [a], enz.

(2) *Pergam. HSS.* bij mij. Vergel. *Heylen*, bl. 48.

(3) *Papieren HS.* bij mij; *Copulaat*, enz.

bepaald op 10 penn. 17 tot 12 gr. voor de *dubbele;* 5 penn. 16 tot 11 grein voor de *enkele;* en 4 penn. 6 grein voor de *halve Stuivers* (1).

De prijzen dezer geldstukken staan in 1499 tot in 1525, tegen 2 ½ groot (2); in 1525, 2 ¾ groot; in den eersten termijn van 1526, op 2 grooten 18 mijten; in den tweeden wederom 2 ½ grooten, en bleven daarop een' geruimen tijd, want zij hadden reeds veel door slijting als anderzins verloren. Men ontmoet ze weder in 1573, waar de dubbele stuivers stukken van *Vijfgroot* genoemd worden, tot 2 ¾ groot, of elf duiten, in 1577, twaalf duiten, in 1579[c], op 1 ¾ Stuiver, en in 1579[d], twee stuivers min een negenmanneken.

Slaan wij andermaal het oog naar de afbeelding van dit geldstuk in het muntboek van 1544; zoo zien wij er nevens gesteld, *deze penning doet een Braspenning*, en juist deze uitdrukking heeft anderen verleid, om ook die munt stout weg eenen *Braspenning* te noemen, even gelijk de dubbele en halve Stuivers, dubbele en halve Braspenning en *Vijfduits.* Geen wonder derhalve, dat *Heylen*, in datzelfde verkeerde begrip, ook meent, dat er door *Karel* van Bourgondien *Braspenningen* zouden gemunt zijn (3). Maar ik meen genoegzaam te hebben bewezen, dat het niets meer noch minder waren, dan de stukken van *twee Grooten*

---

(1) *Pl. Vlaand.*, III, 557, 567, 570.

(2) Kortheidshalve spreek ik alleen van den *enkelen Stuiver;* de meerdere en mindere deelen staan naar evenredigheid.

(3) *Ald.*, bl. 53. Deze schrijver vermeldt ook niets van de *dubbele Stuivers* van *Philips*, immers komt er (bl. 48) geen opgaaf van voor. Hij geeft er echter wel op van *Karel.* Zie hem voorts van bl. 42—55.

of *Stuivers*, die den naam, welken men haar ten onregte gegeven heeft, verkregen hebben van de waarde, welke daaraan op zekeren tijd was toegekend, hetgeen voorts nog blijkbaar is, niet alleen uit de benaming van stukken van *vijf Grooten*, in 1573; maar ook door die van stukken van *zeven Stuivers*, *zeven Groots*, en *drie en een halve Groot*, welke aan de gedeelten van den *Philippus Reaal* werd toegeëigend. En het zijn juist die veelvuldige ontleende benamingen, welke ons, ten aanzien dezer kleinere geldspeeien, de grootste moeijelijkheid in het onderkennen derzelve opleveren.

De *Vuurijzers*, die inderdaad de *dubbele Stuivers* zijn *met twee Leeuwen*, aldus door derzelver verbeelding geheeten, en bereids onder *Philips den Goede* gemunt; de *Mechelaars*, en *die van Bourbon* hadden een gewigt van 2 eng. en een gehalte van 9 penn. 13 gr. [1], de *halve* of *enkele Stuiver*, *Negenduits* genoemd, 4 penn. 16 gr. [2]. *Maximiliaan*, die de *Vierijzers* deed voortmunten, zegt in zijne ordonnantie van 1489 met zoo vele woorden, *les Doubles à deux lions, que feu Monseigneur le duc Charles de Bourgogne fit forger*, en in die van den jare 1493, *Item men sal munten den dobbelden Stuyver met twee leeuwen, op 10 penn. con. silver van 7 Schellingen* (84) *in het mark..., voor 4 Grooten; item — een enckelde Stuiver met eenen leeuw tot 5 penn. con. silver en van 7 Schellingen* (84) *in 't mark, voor 2 Grooten; item een' anderen witten penn. met eenen halven*

---

(1) *Pl. Vlaand.*, III, 561. Vergel. voorts *Heylen*, bl. 49 en volgg.
(2) *Pl. Vlaand.*, III, 569.

leeuw, genoemd Grooten, tot 4 *penn. con. silver en van* 11 *Schellingen* (132) *in het mark*, enz.

Zij deden, in 1499, 4 ½ groot; in 1525, 5 groot; in 1526, eerste termijn, 5 groot 6 mijten, in den tweeden wederom 4 ½ groot; worden in 1573 tot 6 groot gesteld en bleven op dien prijs tot den 17[den] januarij 1586, als wanneer zij met ⅟ stuiver verhoogd werden, in 1590 tot den ouden prijs van 6 groot of drie stuivers terug keerden, en eindelijk niet meer werden opgenoemd. In Leyeesters ordonnantie, 1586, staat ze mede tot drie stuivers.

Vergelijk voorts derzelver afbeelding in 1544, *bl.* 63, 64, 69, 70, 71; 1580, *bl.* 361, 362, 376, 377; 1586, *bl.* 45; 1633, *bl.* 183, 233.

Bij de dikwijls vermelde ordonnantie van 1489, gebood *Maximiliaan* voorts nog te munten een *groote dubbele* (*Philippus Reaal*), van 11 penn. 18 gr. en van 3 sehell. 3 penn. (dat is 39) stukken in het mark, die gaan zouden voor 4 stuivers; een *dubbele Stuiver* van 10 penn. en van 66 in 't mark, *enkele Stuivers* van 6 penn. en 80 stukken in 't mark, een *halve Stuiver* van 5 penn. en van 127 in 't mark, een *halve Groot* van 4 penn. en 220 in 't mark, enz. Nemen wij nu de afbeeldingen bij de hand, en vergelijken wij de onderling overeenstemmende waarde dezer speeien, dan bevinden wij ze in 1544, *bl.* 58, n° 1; 60, n° 4; 61, n° 1—3; 67, n° 3 en 4; 68, n° 1—4; 73, n° 4; in 1548, *bl.* 61, n° 2; 63, n° 3 en 4; 64, n° 1; 65, n° 1 en 2; 68, n° 1—4; 69, n° 1; 72, n° 2; 1580, *bl.* 356, n° 1; 358, n° 1 en 2; 359, n° 1 en 2; 372, n° 2; 373, n° 2 en 3; 374, n° 1—3; 386, n° 2; 1586, *bl.* 46, n° 1 en 4; 1633, *bl.* 123, n° 8; 183, n° 1—3 en 5; 221, n° 2; 223, n° 4 en 5; 225, n° 3; 227, n° 1 en 5; 234, n° 4; en wij zien,

dien ten gevolge, terstond de *groote dubbele*, een gehalte gegeven van 11 penn. 2 ½ gr.; de *dubbele Stuiver*, 9 penn. 16 tot 13 gr.; de *enkele*, 5 penn. 17 tot 13 gr.; de *halve Stuiver*, 4 penn. 16 gr.; de *halve Groot*, 3 penn. 22 gr. (1). En daarna de *dubbele* en *enkele Griffoenen*, de *dubbele met twee helmen en de kroon*, die met *vier leeuwen in den schild*, ook *dubbelde Sassenaar* geheeten (2), met derzelver onderdeelen, die men somtijds de namen geeft van *Sassenaar van elf duiten*, *Elfduits*, *een*

---

(1) *Pl. Vlaand.*, III, 556, 561, 567, 569, 570. Zie ook *Heylen*, bl. 60.

(2) Het is onbegrijpelijk, dat men zoo vele dezer geldstukken den naam van *Sassenaar* gegeven heeft, die het inderdaad niet zijn. De naam reeds alleen, en zonder de geschiedenis te raadplegen, brengt ons tot andere denkbeelden, en wel dat het eene zoogenoemde Saksische munt is. — Men is het omtrent de hoofdzaak eens, dat *Albert van Saksen* de *Sassenaars* heeft doen munten. *Alkemade*, *Munten der Graven van Holland*, brengt er eene bij, die te Gent zou geslagen zijn in het jaar 1498. Maar hij schijnt niet geweten te hebben, dat van wege dienzelfden Landvoogd, ten jare 1498, te *Sneek* in Vriesland, geld is gemunt geworden, waar op de eene zijde staat *Albertus Dux Saxoniæ et Gubernator Frisiæ*, en op de andere zijde *Nummus Regis Romanorum*. Deze nu zijn, mijns bedunkens, de ware *Sassenaars*, met andere die, hetzij van zijnen naam, hetzij van zijn wapen, eenig kennelijk teeken dragen. Hetgeen mij in dit gevoelen versterkt, is eene prijsbepaling in april 1527 bij het mark van *zilveren munt, die men in Vriesland vindt, zijnde Sassenaars*, en welke ons beschreven worden :

1° *Met het schildeken van Sassen op 't kant van het wapen;*
2° *Met het kruis* (denkelijk de boven omschrevene);
3° *Met het schildeken van Sassen midden in 't wapen;* en
4° *Met het wapen van Sassen.*

Alle welke munten ik oordeele te zijn de Vriesche enkele en halve stuivers, die, bij publicatie van 1 februarij 1527, tot den 1sten maart daaraanvolgende nog toegelaten werden. Vergelijk *Schotanus*, 461; *Vriesch Pl.*, II, 515 en 520; alsmede het muntboek van 1633, waar zulk een *Sassenaar* op bladz. 242 wordt afgebeeld. Andere munten hebben, gelijk ik reeds zeide, dezen naam als bij toepassing verkregen.

Braspenning, een Negenmanneken, blaauwe Elfpenningen en *Ruiterblank*, in en kort na den jare 1489 geslagen (1), het zij bij eene geringe verandering in gehalte of gewigt, tot gelijken prijs gangbaar werden gesteld, kan ik mij, met verwijzing naar *Heylen* (2) te dezen bekorten, en volstaan met nog derzelver prijs op te geven, welke voor de *dubbele Stuiver* staat in 1499, 5 ½ groot, in 1525, 6 groot (die met *twee griffoenen*, om een eenigzins beter gehalte tot 6 ½ groot), in 1526, eerste termijn, 6 groot, 6 mijten (die met *twee griffoenen*, 6 groot, 18 mijten), doch in den tweeden termijn gelijkelijk op 5 ½ groot, gelijk zij dan ook niet weder genoemd worden dan in 1573, als *Elfduits* en *Elfpenning*, tot 6 groot of drie stuivers, in 1579 [a], tegen 3 ¼ stuiver, 1579 [b], 3 stuivers; 1579 [c], 3 ½, en den 17den januarij 1586, tot 4 stuivers, blijvende na dien tijd verzwegen.

Andere dubbele *Stuivers*, welke door Philips, in 1499, werden gedaan munten van 7 penn. 15 gr., Stuivers van 4 penn., wegende 2 eng., doch bepaald op 3 penn. 16 gr., halve Stuivers op 2 penn. 22 gr., Oortkens op 2 penn. 10 gr., en Negenmannekens, op 1 penn. 22 gr. (3), bleven dien prijs houden, behalve in 1525, toen de stuivers tot 2 grooten 4 mijten stonden, en in den eersten termijn van 1526, op 2 groot 6 mijten, terwijl zij bij den

---

(1) *Les doubles deniers à deux heaulmes qui se forgent présentement;* dus lezen wij in de ordonnantie van dien tijd. Zij waren van 66 stukken in 't mark en van 9 penn. 16 gr. zilvers.

(2) *Ald.*, bl. 62 en 63 in de noot. Tot deze kunnen ook gevoegelijk worden gebragt, het *stuk van* 15 *penningen*, *van* 13 *penningen* en *van* 27 *penningen tournois*, als ook de *halve* van dien, in 1577 opgenoemd.

(3) *Pl. Vlaand.*, 564, 571, 572.

tweeden tot 2 grooten terug keerden. De *Stuivers*, welke Keizer *Karel*, bij ordonnantie van 1516 en 1520, gebood te slaan van hetzelfde gewigt als die van 1499, dat is 2 eng., ten gehalte van 3 penn. 17 gr., als ook die van zijn' zoon *Philips*, in lateren tijd, doch voor 1590, gemunt, houden in den prijs gelijken tred met de vorige, en staan voorts in 1573 op 9 duiten, in 1576, op 1 ¼ stuiver, in 1577, op 1 ⅜ stuiv., in 1579 c, op 1 ½ stuiv. (1), en wederom in 1599, op 1 ¼ stuiv., doch in 1611, andermaal op 1 ½ stuiv.; de kleinere en meerdere deelen naar evenredigheid (2); tot zij eindelijk in 1619 door de Aartshertogen, bij placaat van 12den september, verboden werden (3). Men kent ze in de munt-ordonnantien en de beeldenaars der Vereenigde Nederlanden, steeds onder de benaming van *oude Brabandsche Stuivers*, waarbij ook van de vorige genomen worden, ten prijze van 1 ½ stuiver; de Staten-Generaal verboden dezelve mede ten jare 1619, doch tolereerden ze weder in 1620 voor een stuiver, dat echter niet lang stand hield.

Men kan deze *Stuivers* voorts vergelijken in 1544, *bl.* 65, nº 1; 72, nº 1 en 2; 74, nº 2 en 3; 1548, *bl.* 60, nº 4; 67, nº 1; 71, nº 1; 72, nº 5; 73, nº 1; 1580, *bl.* 370, nº 3; 380, nº 1; 381, nº 3; 387, nº 1 en 2; 1586, *bl.* 44, nº 7—11; 45, nº 1; 1633, *bl.* 207, nº 1; 236, nº 5 en 6; 243, nº 4 en 5.

---

(1) Voor *Brussel*, in 1585, stonden de dubbele Stuivers 3 ½, de enkele 1 ¾ stuiver; en halve, die men daar weder halve oude Braspenningen heet, 1 blank en 9 mijten. Een penning van drie blanken tot 3 ½ stuiver is wederom een andere dubbele Stuiver, vermoedelijk een dubbele zoogenoemde Braspenning.

(2) In 1616, voor *Limburg*, enz., de Stuivers van 1520, naar evenredigheid van den Driestuiverspenning. Die echter van vroegeren en lateren tijd, mits niet te veel gesleten, voor de vier eerste termijnen 1 ¾, voor den vijfden 1 ½ stuiver.

(3) *Pl. Vlaand.*, II, 482.

Vroeger dan de hiervoor genoemde *Philippus Reaal*, en wel in 1487, was de *fijne Reaal* gemunt, ten gehalte staande van 11 penn. 2 ½ gr. (1), bij een gewigt van 4 ½ eng. Zij worden onder de benaming van *groote zilveren Realen*, in 1487, tot 15 ½ groot opgegeven, doch in 1489 terug gebragt tot 9 grooten; in 1491, op 10 grooten, en voorts sedert 1495 tot in de ordonnantie van den jare 1520, op 12 grooten gesteld, terwijl dit geldstuk nog alleen in den tweeden termijn van 1526 tegen denzelfden prijs genoemd is, na dien tijd niet hooger staat, en sedert 1539 wordt verzwegen. Zie deze munt in 1544, *bl.* 57, nº 3; 1548, *bl.* 61, nº 1; 1580, *bl.* 355, nº 3; 1633, *bl.* 124, nº 1.

Eindelijk werden door *Philippus*, in 1496, nog geboden te munten, *witte*, dat is, *zilveren Vliezen*, van 11 penn. en 72 in het mark (2), doch die gesteld worden op 10 penn. 12 gr. (3).

Dit geldstuk van *drie stuivers*, dat uit dien hoofde wel eens *Driestuivers-penning* heet, verkreeg in 1525 eene waarde van 6 ½ groot; staat in 1526, eerste termijn, tot 6 groot 18 mijten, in den tweeden wederom op 6 grooten of drie stuivers, en komt vervolgens, in 1573, voor tot 3 ½, in 1577 tegen 4 ¼, in 1579 *b*, 4 ½ stuivers, en in 1581 tegen vijf stuivers (4). In de Vereenigde Nederlanden staan zij, in 1586, tot 4 ½ stuiver, en desgelijks in 1594.

Het is eene misvatting, dat er *halve Vliezen* zouden zijn. De

---

(1) *Pl. Vlaand.*, III, 556.
(2) Zie *Heylen*, bl. 63 in de noot.
(3) *Pl. Vlaand.*, III, 556.
(4) In *Brussel*, ten jare 1585, mede 5 stuivers.

overeenkomst van den prijs met den *Driestuivers-penning* van Keizer *Karel*, waarvan een halve bestaat, die ook *Tweeblanks-penning* heet, heeft er al wederom aanleiding toe gegeven. Men ziet de *Vliezen* afgebeeld in 1544, *bl.* 60; 1586, *bl.* 44; 1633, *bl.* 168.

Laatstgenoemde penningen van 6 grooten, *drie stuivers*, onder den naam van *zilveren dubbelen Karolus*, en 3 grooten, *twee blanken*, werden gelast te munten bij zijne ordonnantie van den jare 1520, van 11 penn. 5 gr., op een gewigt van 2 eng. de groote, en van 5 penn. 12 gr., bij een gewigt van 2 eng. 1 aas, voor de halve of *Driegroots-penning*. Het gehalte der eene munt wordt bepaald op 11 penn. 2 ½ gr. (1), dat der andere op 5 penn. 11 gr. (2). De waarde is aan die der *Vliezen* gelijk gebleven (3). De afbeeldingen dezer munten vertoont ons 1544, *bl.* 59 en 67; 1633, *bl.* 124 en 225.

Er bestaat wijders nog een *Vierstuivers-penning*, van Keizer *Karel*, geordonneerd den 11den augustus 1536, op een gewigt van 40 stukken in het mark of 4 eng., ten gehalte van 7 penn. 10 gr. (4). Zij komen wel eens voor met den naam van *Vlieger* of *Krabbelaar*, die *met St-Andrieskruis* of *met den arend*, en worden voorgesteld in 1544, *bl.* 58; 1548, *bl.* 60; 1580, *bl.* 356;

---

(1) *Pl. Vlaand.*, III, 556.
(2) *Pl. Vlaand.*, III, 568.
(3) En dus ook voor *Brussel*, in 1585; in *Limburg*, enz., ten jare 1616, 6, 5 ¾, 5 ½, 5 ¼, 5 stuivers.
(4) *Pl. Vlaand.*, I, 488. *Vriesch Pl.*, II, 687.

1586, *bl.* 43; 1633, *bl.* 209. Men bepaalt dit geldstuk op 7 penn. 9 grein (1).

Deszelfs waarde staat, in 1573, op 4 ½ stuiver (2); in 1576 [b], op 5 stuivers; in 1577, 5 ½ stuiver; 1579 [c], 6 stuivers (3), en voorts ook tot dien prijs in de munt-ordonnantien der Vereenigde Nederlanden.

Eene zekere tijd-orde volgende, had ik ook vroeger reeds kunnen en moeten gewagen van *Realen met de wapens van Spanje*, van denzelfden Keizer; doch als eene voortzetting van den muntslag bij zijnen vader geordonneerd, mag ik derhalve naar den spaanschen Reaal verwijzen, onder welke die van Keizer *Karel*, in 1517, te Antwerpen gemunt, spoedig zal onderkend worden (4). Ik moet mij hier ook van de vermelding der *dubbele* en *enkele Stuivers*, met derzelver mindere deelen, onthouden, als daarvan reeds mededeeling gedaan hebbende, bij die van *Philips*, hierboven op *bl.* 143 en 144.

Koning Philips deed, behalve de zoo evengemelde stukken van 4, 2, 1 stuivers, enz., ook nog munten andere *vier Stuivers*, *dubbele Stuivers* en *enkele Stuivers*. Zij zijn na den jare 1590 geslagen, en bleven hunnen oorspronkelijken prijs behouden (5). Het

---

(1) *Pl. Vlaand.*, III, 565.

(2) Ik ben althans zeer geneigd er de *Schrickelburger* of *Krabbelaar* in deze ordonnantie voor te houden. Er moest een *halve stuiver* op geleend zijn.

(3) In de cours van 31 januarij 1579, *Utr. Pl.*, staat zij reeds tot *zes* stuivers, en voor *Brussel*, in 1585, tegen *zeven* stuivers.

(4) In 1580, bl. 443, n° 1, en in 1633, bl. 124, als een stuk van *zes* grooten aangemeld. Vergel. ook de ordonnantie hiervoren van 2 januarij 1516.

(5) In 1616, voor *Limburg*, enz., in de vier eerste termijnen, 4 ½, in den vijfden 4 stuivers.

gehalte der *Vierstuiversstukken* is bepaald op 4 penn. 22 gr.; dat der *dubbele Stuivers* tot 3 penn. 22 gr., en dat der *enkele* 2 penn. 22 gr. (1).

Zij worden afgebeeld gevonden in 1633, *bl.* 229, 239 en 243.

De Aartshertogen hebben nog het bestaan gegeven aan *zes Stuivers, drie Stuivers, enkele Stuivers, halve* en *vierde Stuivers;* ik vinde den *heelen Schelling* elders bepaald op een gewigt van 3 eng. 12 azen, ten gehalte van 6 penn. 22 gr.; de *halve* op 1 eng. 20 azen, van 6 penn. 20 gr. (2).

Ik had welligt mede reeds vroeger moeten spreken van *dubbele, enkele* en *halve Philippus Vierlanders,* welke ik in eene afzonderlijke evaluatie van 16 maart 1521, te Amsterdam afgekondigd, aantrof tot den prijs der dubbele van 2 ½ stuiver; doch vermits dit stuk geen genoegzaam gezag bezit, dat men zich daarop zou kunnen beroepen, sluit ik dit artikel met verwijzing naar *Heylen,* die de enkele *Vierlanders* vermeldt op een gewigt van 2 eng. 7 azen en een gehalte van 6 penn. (3).

Een *dubbelde Stuiver van Luxemburg*, afgebeeld in 1544, *bl.* 66, n° 2; 1548, *bl.* 67, n° 2; 1580, *bl.* 371, n° 1; 1633, *bl.* 209, n° 4, van 7 penn. 9 gr.; de *enkele* van dien, in 1544, op *bl.* 72, n° 4, van 5 penn. 8 gr. (4); en de *halve Stuiver,* mede in 1544, op *bl.* 75, n° 1, staat in 1516 op 3 ½, in 1526, eerste termijn, op 4,

---

(1) *Pl. Vlaand,* III, 569—571.
(2) Aanteekening bij mij.
(3) *Ald.*, bl. 48.
(4) *Pl. Vlaand.*, III, 565, 568.

en in den tweeden wederom op 3 ½ groot. Men vindt dezelve na den jare 1548 niet weder opgenoemd.

Van gelijken wordt weinige keeren melding gemaakt van de *Philippus* of *Stuiver van Namen*, die in 1499 en vervolgens denzelfden prijs van 2 grooten behield, afgebeeld wordt in 1544, *bl.* 72, nº 3; 1548, *bl.* 71, nº 2; 1580, *bl.* 372, nº 1; 1633, *bl.* 242, nº 4, en een gehalte heeft van 3 penn. 9 gr. (1).

Snaphanen van Luik, die, als ik eene aanteekening vertrouwen mag, 4 ¾ engels wegen en een gehalte hebben van 7 penn. 20 gr. (2), worden alleen in de provisionele tolerantie van den jare 1539 aangeteekend tot 5 stuivers.

Derzelvér afbeelding geeft 1633, *bl.* 204.

Van Luik komen voorts nog *Vijfstuiversstukken* voor in de ordonnantie van 1576 [b], tot 4 ½ stuiver na Lichtmisse van dat jaar, doch in 1581 en 1590 tegen 6 stuivers (3). Hetzelfde zij gezegd van die van *Kameryk;* deze geldstukken, ook *Sprengher* geheeten, ten gewigte van 4 ¾ engels, worden in 1633 afgebeeld op *bl.* 217; derzelver gehalte staat op 6 penn. 4 gr. (4).

De *Ernestus van Luik*, 2 eng. 30 azen wegende, staat, in 1581 en vervolgens, op vijf stuivers. Het gehalte dezer munt, welke men ook *Zesstuiversstuk* noemt, wordt gezegd te zijn 7 penn. 22 gr. (5). Zie dezelve in 1633, *bl.* 202.

---

(1) *Pl. Vlaand.*, III, 571.
(2) *Pl. Vlaand.*, III, 564.
(3) Ook voor *Brussel*, zoo wel als die van *Kameryk*, in 1585, *zes* stuivers.
(4) *Pl. Vlaand.*, III, 567.
(5) *Pl. Vlaand.*, III, 564.

Nieuwe Zesstuiversstukken van Luik, van minder allooi dan de voorgaande, te weten van 7 penn. 12 gr. (¹), geeft de zetting van 1581 mede op tot vijf stuivers. Men vindt derzelver afbeelding in 1633, *bl.* 208. Het gewigt is mij niet gebleken.

Vierstuivers-penningen van Luik, afgebeeld in 1633, *bl.* 215, van 6 penn. 16 gr., stonden in 1581 op vijf stuivers (²), dubbele stuivers, in 1633, *bl.* 226, van 5 penn. 8 gr.; *enkele Stuivers*, in 1633, *bl.* 242, van 3 penn. 9 gr. en 2 penn. 22 gr. (³), naar evenredigheid.

Gedurende de troebelen, en wel ten jare 1583, werden te Gent geslagen *Achtstuiversstukken*, die alleen, bij de zetting van 1585, voor zes maanden tot zeven stuivers gesteld worden (⁴). Slechts in den *Beeldenaar*, tot die ordonnantie betrekkelijk, vindt men derzelver afbeelding. Het gewigt is mij voorgekomen te zijn 4 ¾ eng. Doch van het gehalte kan ik alleen bij toepassing besluiten, dat deze munt maar 7 penn. zilvers moet houden (⁵).

Aan diezelfde tijden is ook het *Zesstuiversstuk*, te *Brugge* gemunt, zijn' oorsprong verschuldigd. Het staat mede alleen in de zetting van 1585 en in den *Beeldenaar* daartoe behoorende, moet

---

(¹) *Pl. Vlaand*, III, 565. Deze zoo wel als de voorgaande in *Limburg*, enz., ten jare 1616, voor 6, 5 ¾, 5 ½, 5 ¼, 5 stuivers.

(²) Desgelijks in 1585 voor *Brussel*.

(³) *Pl. Vlaand.*, III, 569—572. In de ordonnantie van den jare 1616 komen echter nog andere dubbele Stuivers voor, welke in *Limburg*, enz., in den eersten en tweeden termijn konden gaan tegen twee stuivers, in den derden en vierden tot 1 ¾ en in den vijfden voor 1 ½ stuiver.

(4) Voor *Brussel*, in 1585, mede *zeven* stuivers.

(⁵) Uit katalogussen van verkochte muntverzamelingen schijnt te blijken, dat er van 2 ½ en van 4 ½ eng. gewigt zijn, als ook met het jaartal 1584.

volgens eene aanteekening wegen ongeveer 3 ½ eng., en zal derhalve in gehalte niet veel verschillen van de voorgaande munt. Dit geldstuk had toen ook voor zes maanden cours tegen vijf stuivers.

Onder het Nederlandsche payement behooren vooreerst vermeld te worden de *Snaphanen*, *Schellingen*, door de onderscheidene gewesten geslagen.

De *Snaphanen van Gelderland*, gelast te munten den 30sten october 1581 (1), worden gezegd, met die van *Utrecht*, *Vriesland* en *Zeeland*, een gehalte te hebben van 5 penn. 22 gr. (2). Andere van *Holland*, *Gelderland*, *Vriesland*, *Utrecht*, *Zeeland*, *Deventer*, *Kampen* en *Zwolle*, die sedert 1601 gemunt zijn, staan tot 6 penn. 20 gr. (3). De eerstgenoemde worden in de munt-ordonnantie van 1586, ten prijze van zes stuivers gesteld. Sedert den muntslag der andere, werden ook deze in de coursen opgenomen, doch altijd en tot in 1606 met deze bepaling, dat de daaraan toegekende waarde verbonden was aan de provincie, binnen welke zij geslagen waren (4); terwijl voorts ieder gewest den *Schelling* van het andere niet hooger toeliet dan tot 5½ stuiver.

---

(1) *Pl. Geld.*, II, 3.

(2) *Pl. Vlaand.*, III, 567. Zij hadden een gewigt van 4 eng. 10 azen of waren van 37 in het mark.

(3) *Pl. Vlaand.*, III, 566. Zie ook de *Resol. van Zeeland*, waar de *Holl. Schelling* staat op 6 penn. 22 ½ gr. (1601, 29 januarij). Er waren intusschen nog vroegere *Snaphanen* van *Gelderland*, *Kampen*, *Deventer*, *Zwolle* en *Nijmegen*, van 7 penn. 20 gr. (*Pl. Vlaand.*, III, 564), van welke de eerste mij voorgekomen is op een gewigt van 4 ¾ eng., en in de provisionele tolerantie van den jare 1539 toegelaten werd tot 5 stuivers. Zie deze in 1633, bl. 204.

(4) Alleen *Utrecht* bepaalde hare eigene in 1602 tot 5 ½ stuiver. *Utr. Pl.*, I, 542.

Het was met de voorgenoemde zetting van 1606, dat deze voorwaarde werd opgeheven, en de *Schellingen* allerwege toegelaten werden voor zes stuivers. Menigvuldig is het getal der voorzieningen omtrent dit geldstuk noodig geworden tegen die munt van *Zwolle, Nijmegen* en andere ([1]), en ik eindig de vermelding dezer geldspecie met de aanteekening, dat bij de ordonnantie der *Aartshertogen,* van 1611, de *Nederlandsche Schellingen* gangbaar werden gesteld tot 5 ½ stuiver.

De zoogenoemde *Groninger Flabbe,* die ook te *Deventer* gemunt schijnt te zijn, is een geldstuk van *vier stuivers,* ten gewigte van omtrent 2 ½ eng. en ten gehalte van 5 penn. 17 gr. ([2]). De dubbele, bij ons bekend met den naam van *Achten,* hebben ook het dubbele in gewigt, doch zijn somtijds van een' anderen stempel. Na 1606 werd deze munt overal toegelaten tot hare oorspronkelijke waarde van 4 en 8 stuivers; doch vroeger, en wel in 1600, de eerstgemelde in *Vriesland,* op 3 ¾ stuiver; sedert en tot in 1606 buiten de provincie *Groningen* niet hooger dan tot 3 ½ stuiver, de overige deelen van dit geldstuk naar evenredigheid; alleen werden zij in *Vriesland* niet toegelaten ([3]).

([1]) Zie de *Resol. van Holl. en West-Vr.*, 1592, 2—16 november; 1620, 28 october, 2 december. *Utr. Pl.*, I, 541, 543 en elders.

([2]) *Pl. Vlaand.*, III, 567. In eene aanteekening bij mij vinde ik een *dubbele Groninger Flabbe* van 3 eng. 12 azen en 9 penn. 9 gr. zilvers; een andere van 5 eng. 16 azen tot 5 penn. 20 gr., tot welk gehalte ook twee *Flabben* staan bij een gewigt van 2 eng. 22 azen.

([3]) *Resol. van Holl. en West-Vr.*, 1602, 25 october; *Utr. Pl.*, I, 542; *Vriesch Pl.*, IV, 1064, 1125, 1253.

Reeds in 1560 was de *Groninger* en *Embder zilveren munt* in Vriesland verboden. (*Vr. Pl.*, III, 483.)

Dezelfde verordening als bij de *Snaphanen* of *Schellingen*, was geldig voor alle *dubbele Stuivers*, die slechts 1 ½ stuiver, de *enkele*, die ¾ stuiver of een blank, de *halve*, die zelfs maar ¼ stuiver waardig waren, buiten de provincie waar zij werden gemunt (1). Toen er echter in 1614 *dubbele* en *enkele Stuivers* van een' anderen stempel waren geslagen, die een gehalte hebben als de latere *Schellingen*, dat is 6 penn. 20 gr. (2), werden de oudere van den wettigen cours uitgesloten, doch in 1619 wederom toegelaten.

Stooters van Campen, hoewel zij geen' algemeenen loop hadden, daar zij bij de Staten van Zeeland, in 1591, reeds een voorstel tot verbod te weeg bragten, worden gesteld tot 4 penn. 20 gr. (3).

Van een' *Geldersche Stuiver*, te *Nijmegen* geslagen, spreekt de munt-ordonnantie des jaars 1580 (4). Het is welligt dezelfde, welke in 1633, op *bl.* 244 nº 8, wordt afgebeeld, en tot 2 penn. 22 gr. staat (5).

En hiermede zoude ik dit gedeelte mijner verhandeling kunnen rekenen ten einde gebragt te hebben, ware het niet, dat ik nog met weinige woorden van eenige bijzondere geldstukken behoorde te spreken.

Eindelijk, schoon de gouden munten van zoo vele Heeren en

---

(1) *Utr. Pl.*, I, 542; *Res. Holl. en West-Vr*, 1602, 25 october.

(2) *Pl. Vlaand.*, III, 566. Een *Overijsselsche Stuiver* staat zelfs op 3 penn. 16 gr. en twee andere van *Utrecht* en *West-Vriesland*, wegende 1 eng. 4 azen, tot 2 penn. 18 g., schoon zij na 1614 gemunt waren.

(3) *Plac. Vlaand.*, III, 569.

(4) Namelijk die in het *Geld. Pl.* Er wordt in het *Utr. Pl.* niets van gevonden.

(5) *Pl. Vlaand.*, III, 571.

Vrouwen, als het regt tot den muntslag uitoefenden, bij versehillende publicatien geweerd en verboden werden, gold zulks niet van de zilveren, en met name niet van de *Batenburgsche* en andere *Daalders*. Bij eene ordonnantie van den 12den september 1579, door welke de afkondiging, in Vriesland, werd gelast der evaluatie van 22 julij bevorens (dezelfde met en volkomen gelijk aan die van 4 mei 1579), moest men bij dezelve tevens voegen, dat ook de *Batenburgsche Daalders* gangbaar waren (1), terwijl, ten volgende jare 1580, den 15den junij werd verklaard dat de *Heelsche*, *Bergsche* en *andere Daalders*, ook in *Vriesland* den tijd van eene maand voor f. 1.4 loop mogten hebben, terwijl de *Bommelsche Daalder* en die tusschen de *Eems* en de *Lauwers* in 1580 gemunt waren, aldaar mede tot primo maart voor f. 1.8 ½ konden gaan; na welken tijd zij op f. 1.7 zouden worden gereduceerd (2). In het algemeen mogt geene Vriesche munt geweigerd worden.

Hetgeen ik tot dus verre vermeld heb, moge dan volstaan voor den uitslag van het onderzoek, ingesteld over de soort, het gewigt, het gehalte en den prijs, met deszelfs gedurige wisselingen van de gouden en zilveren munten, welke, sedert den jare 1500 tot op 1621 ingesloten, in de Nederlanden wettigen cours hadden.

Thans tot het laatste deel der vraag, *de plaatsen waar geld gemunt werd*, zullende overgaan, wil ik te dezen de meestmogelijke beknoptheid in acht nemen, en onder bloote verwijzing naar de bewijsstukken, wanneer zij ter zake kunnen dienstig zijn en

---

(1) *Vriesch Plac.*, IV, 82.
(2) *Vriesch Plac.*, IV, 169.

met bijvoeging van hetgene mij merkwaardig genoeg is toegeschenen, ook om aan het voortreffelijk werk van *Heylen* te kunnen worden bijgezet, op zijn voorbeeld, die plaatsen in eene alphabetische orde rangschikken.

AMSTERDAM.

Het is bekend, dat *Leycester,* ten jare 1586, aan deze stad de vergunning gaf tot het oprigten eener munt. De dubbele *Rozenobels,* welke hij aldaar deed slaan, veroorloofde hij uitgegeven te worden *veertig stuivers* boven derzelver regte waarde. Het nadeel, dat de Nederlandsche Staat door deze inrigting van *Leycester* onderging, was inderdaad groot; want men teekent aan, dat, indien het profijt door deze landen was genoten geweest, zulks eenige honderd duizende guldens zoude bedragen hebben. Het sterk en aanhoudend ijveren van *Dordrecht,* evenwel, tegen deze onderneming, had het eindelijke gevolg, dat *Leycester* van het verder voortzetten dezer munt afzag, en zelfs den cours der *Rozenobels,* waarop trouwens door de Staten reeds orde was gesteld, op hunnen prijs van f. 15.4 bepaalde (1).

ANTWERPEN.

Een latijnsche brief van 1214 gewaagt reeds van eene Antwerpsche munt; de heer *Willems* zegt, dat er aldaar vóór 1124

(1) Zie *Bor*, *Ned. Oorlogen*, III, 491; *Wagenaar*, *Beschr. van Amsterdam*; *Resolutien van Holland en West-Vriesland* op den jare 1586; *Handvesten van Dordrecht*, bl. 1479, en elders.

goud- en zilvergeld geslagen werd; ja volgens *Hedae* is er reeds in de achtste eeuw geld gemunt. De geldstukken aldaar sedert 1500 gemaakt, zijn te bekend, om er verder nog iets bij te voegen ten bewijze, dat deze stad onder de muntplaatsen der zestiende eeuw behoort; alleen voeg ik er nog bij, dat de munt van *Leuven*, ten jare 1488, naar *Antwerpen* werd overgebragt (1).

APPINGADAM.

Bij gelegenheid van de herleving der twisten tusschen de stad Groningen en de Ommelanden, ten jare 1579, rigtten die van de Ommelanden in *Appingadam* eene munt op, en *Halsema* beschrijft, in zijn *Regeringsvorm der Ommelanden*, een' *Daalder*, welke aldaar in 1579 zoude geslagen zijn (2).

ARNHEM.

Omtrent deze muntplaats weet men van elders, dat zij die gunst in 1282 verkreeg, wordende dezelve in lateren tijd daarin bevestigd, met bijvoeging, dat men den muntwinkel van daar naar *Ruremonde* of *Harderwijk*, en van hier wederom naar *Arnhem* mogt verplaatsen (3).

---

(1) Zie de *Handvesten van Dordrecht*, 285; *Willems*, *Historisch onderzoek naar den oorsprong*, *enz.*, *der stad Antwerpen*, bl. 106; *Hedae*, *Hist. Episc. Ultraj.*, p. 28.

(2) *Tegenw. staat van stad en lande*, 480; *Verhandelingen van het Genootschap* PRO EXCOLENDO JUR. PATR., II, 270.

(3) *Schrassert*, *Beschrijving van Harderwijk*, 68—71; *Slichtenhorst*, *Tooneel des lands van Gelder*, 98 b; *Geld. Geschiedenissen*, 101 b, 167 b; *Nyhoff*, *Gedenkwaardigheden van Gelderland; Verzameling van Oorkonden*, n° 25, bl. 32.

Kleine zilveren en koperen munt, alhier sedert 1500 geslagen, komt nu en dan nog voor.

ATRECHT.

Dat in *Atrecht* (*Arras*), de hoofdstad van *Artois*, gemunt werd, blijkt uit *Maday*, die een' aldaar geslagen *Daalder* beschrijft, onder nº 5589 en 6061. In 1530 zijn er klagten gerezen over het niet onderhouden der munt aldaar ([1]).

BATENBURG.

De Heeren van *Batenburg*, die met het regt der munte door den Keizer beleend werden, bleven op dit kasteel in de zestiende eeuw voortmunten. De *Daalders* van hunnen slage komen in de muntboeken veelvuldig voor ([2]).

BOLSWAARD.

Uit een' ouden stempel, die nog in wezen is, schrijft *Kok*, blijkt, dat die stad omtrent het jaar 1300 reeds eene munt had ([3]).

BOMMEL- (MAAS).

Deze plaats, niet verre van *Batenburg* gelegen, schijnt ook het

---

(1) *Maday, Thaler Cabinet; Resolutien van Holland*, 1530; *Van Loon, Ned. Hist. Penn.*, I, 305, 306, 399.

(2) *Slichtenhorst, Tooneel des lands, enz.*, 50 ª.

(3) *Vaderlandsch Woordenboek.*

regt van geld te slaan te hebben uitgeoefend. Een kleine zilveren munt, hebbende aan de eene zijde een kruis met sieraden, en het omschrift : ***Reinald. dux Gelrensis***, en op de keerzijde een' staanden leeuw, besloten in een kring met bogten, en rondom : ***Moneta Maesboemmelns***, zou zulks alsthans doen vermoeden.

BOMMEL (ZALT-).

Deze stad had van ouds, misschien wel sedert den jare 998, zeker in 1013, het regt der munt (1). Dat er in 1580 Daalders geslagen zijn geworden, is ons bekend, uit hetgeen over deze muntplaats te dier tijd is voorgevallen (2).

---

(1) *Hedae, Hist. Ep. Ultr.*, p. 100; *Slichtenhorst, Tooneel des lands, enz.*, 46 *b*; *Beschrijving van Bommel*, 38, 44.

(2) Ik noem hier met opzet het jaartal 1580. — Zonder dadelijk te willen bepalen, of de *Daalder* van *Bommel*, welke bij *Van Loon, Ned. Hist. Penn.*, I, 529, 1, als eene noodmunt dier stad wordt beschreven, ter gelegenheid van hare belegering in 1599 (waartoe trouwens het randschrift *duræ necessitatis opus* gereedelijk verleiden kon), inderdaad die van 1580 zal zijn; zoo kan men toch, na een gezet onderzoek, tot geen ander besluit komen. Het is immers ontwijfelbaar en stellig zeker, dat de onderwerpelijke munt, zoo als zij bij *Van Loon* voorkomt, niet is geslagen in den tijd van het beleg der stad, vermits niet alleen in het *Manuaal voor de Wisselaars* van den jare 1595, als ook in dat behoorende tot de ordonnantie van *Leycester* van 1586, ditzelfde geldstuk wordt afgebeeld, maar ook nog voorkomt in den *Beeldenaar* tot de *ordonnantie* omtrent *verboden munten* door Koning *Philips*, den 4den october 1585, uitgegeven, en derhalve *veertien* jaren vóór de zoogenoemde en onderstelde *noodmunten van Bommel* bekend waren. Brengen wij eindelijk met al het hiergezegde in zamenhang, dat van een' *Bommelschen Daalder*, bij de publicatie van 15 junij 1580 (*Vriesch Pl.*, IV, 169) reeds gewag wordt gemaakt, en vooral, dat in hetzelfde jaar 1580, zulk eene munt werd onderzocht en bevonden, dat zij een gewigt had van 15 ¼ eng. bij een gehalte van 6 pen. 7 gr., eene andere van 16 eng. en van 7 pen. 20

BRONKHORST.

De Heeren van Bronkhorst, die een uitgestrekt gebied bezaten, schijnen, behalve elders, ook op deze hunne heerlijkheid geld geslagen te hebben, waarvan men de stukken in het muntboek des jaars 1580, als ook in andere voor oogen heeft [1].

BRUGGE.

Onder andere munten hier geslagen, zal het alleen noodig zijn den Vlaamschen Leeuw van 1584 te noemen, om er zich van te overtuigen.

BRUSSEL.

Van eene munt aldaar gewaagt de ordonnantie der Aartshertogen van 20sten julij 1513, waarin van dezelve wordt gesproken als onlangs geopend [2].

DAELHEM.

De geldstukken door de Heeren van Daelhem gemunt, werden bij meer dan eene ordonnantie ongangbaar verklaard.

---

gr. (*Resol. Holl. en West-Vr.*, 8 mei), en dat de dikwijls vermelde munt in de voorgenoemde *Manualen* van 1586 en 1595, wat het gehalte betreft, gelijk staat met een geldstuk van *Batenburg*, hetwelk in 1633 (bl. 206) bepaald wordt op 7 penn. 17 gr., zoo durve ik gerustelijk vertrouwen, dat mijn gevoelen niet onder de losse gissingen zal kunnen gerangschikt worden.

(1) *Slichtenhorst*, *Tooneel*, enz., 76 a.

(2) *Pl. Brab.*, III, 549.

DELFT.

Zie *Elburg*.

DEVENTER.

Deventer, Kampen en *Zwolle*. De eerste dezer drie Overijsselsche steden had in 1046 reeds het regt van Keizer *Hendrik III* om zilver en koper te munten, en verkreeg, in 1486, de vrijheid om ook gouden munt te slaan, gelijk ook niet lang daarna aan *Zwolle* verleend werd, om goud en zilver te munten. Waarschijnlijk was dat regt, om zilvergeld te slaan, ook door *Kampen* reeds uitgeoefend; want men merkt op, dat *Deventer, Kampen* en *Groningen*, met toestemming van *Zwolle*, in 1479, *Schellingen* (*Stuivers*), die 12 *penningen* waardig waren, muntte (1).

Na de vereeniging der Nederlanden in 1581, behielden de drie steden het regt van algemeene en provinciale munt (2), gelijk zij zich bovendien nog als Rijksmunten deden gelden.

---

(1) *Hedae*, 124; *Dev. Chronijk, VIII div., 4 cap.; Moonen, Chronijk van Deventer*, 58, 61; *Van Mieris, Bissch. munten*, 164, en elders.

(2) De munten in de Vereenigde Nederlanden, onderscheiden zich in drie soorten, te weten:

Algemeene landsmunten,
Provinciale munten, en
Stedelijke munten.

De laatsten mogten alleen klein geld van geringe waarde slaan. Men kan voorts in *Van Loon, Nederl. Historie penn.*, 1 deel, op het jaar 1579, zien, dat de stad *Utrecht*, welke zich veroorloofd had eenen *Rijksdaalder* te munten, verpligt werd, den voortgang daarvan te stuiten. — Verg. overigens *Halma, Tooneel der Nederlanden*, art. *Munt*.

DIEREN.

Te *Dideren* of *Dieren*, op den Veluwenzoom gelegen, werd mede in de zestiende eeuw gemunt. De muntstal aldaar werd echter door Koning *Philips* verboden, bij placaat van 14den februarij 1570. Doch het regt was van vroege dagteekening; want *de Graven van den Berghe, hebben in verledene tijden Dideren ofte Dieren op de Velouw, wegh geschonken aan de Duitsche ridders, ende de bloote munt... aan zich gehouden, welke zij nog te leen dragen* (1).

DOKKUM.

Een geldstuk te *Sixbierum* opgegraven, met het opschrift ter eener zijde *Gondebaldus I, Adgillus filius*, en op de keerzijde, om den rand, *Monete aurea cuit. Doccumensis anno Dom. VIIc XXXIX.* (739), zou kunnen doen vermoeden, dat hier eertijds mede eene munt bestaan heeft. De magistraat van *Dokkum* heeft er zich volkomen van overtuigd gehouden, dewijl hij dit zijn gevoelen op een' gedenkpenning heeft bewaard. Het komt mij nogtans vrij twijfelachtig voor, vermits het uiterst moeijelijk zal vallen, een zoo oud geldstuk met een jaartal aan te wijzen, gelijk aan dat van *Dokkum* (2).

---

(1) *Slichtenhorst, Toon.*, enz., 78a; *Geld. Plac.*, I, 426. — Welligt is de *Dukaat van Diphen*, Muntboek, 1580, bl. 191, een van *Dieren*. Dezelve komt nogtans elders als een van Vriesland voor.

(2) Verg., onder anderen, *Kok, Vaderl. Woordenboek*, art. *Dokkum*.

DOORNIK.

Een *Daalder*, aldaar geslagen, beschrijft *Maday*, onder n° 2504 ([1]).

DORDRECHT.

Om van het vroege privilegie dezer stad niet te spreken, waarover men onderscheidene schrijvers kan raadplegen ([2]), vindt men, dat de munt van daar in 1393 voor eene poos naar *Geertruidenberg* is overgebragt, gelijk mede in 1429 naar *Zevenbergen* ([3]).

Hier was overigens de muntplaats der provincie *Holland.*

ELBURG.

Over de koperen munt hier geslagen, werd klagtig gevallen door de Staten-Generaal der Vereenigde Nederlanden. Die van *Elburg* voerden er tegen aan, dat haar kercke daartoe van ouds geregtigd was; doch beloofden zij niet meer te munten ([4]). Het zal zoo veel geweest zijn als *armengeld,* even gelijk de *Delfs-Oortjes* en dergelijke.

([1]) *Thaler Cabinet.*

([2]) Bij voorbeeld *Handv. van Dordrecht*, op onderscheidene plaatsen; *Balen, Beschrijving van Doordrecht; Kok, Vaderl. Woordenboek; Wagenaar, Vaderl. Historie, deel III; Tegenw. Staat der Vereen. Nederlanden, deel IV*, enz., enz.

([3]) *Handv. van Doordrecht*, bl. 454.

([4]) *Can en Scheltus, Groot Pl.*, I, 2946; *Resol. Holl. en West-Vr.*, 1622, 4 jan.

ENKHUIZEN.

Zie *Hoorn.*

ETTEN.

De heerlijkheid *Etten*, of wel *Frederik*, Heer van den Berghe, die omstrecks 1278 daar het gebied voerde, heeft van de bisschoppen van *Keulen* en *Munster*, voor deze zijne heerlijkheid het regt van munt verworven ([1]).

FRANEKER.

Keizer *Frederik* verleende den 7den mei 1478, aan den Kardinaal *Georg*, *Johan Kelner*, keizerlijken Fiskaal, en *Arnold* van Loo, doctor, te zamen en aan elk hunner in het bijzonder, in Vriesland en de landen van Oostergo en Westergo, van wege het H. Roomsche Rijk, munten te slaan, ten gevolge waarvan Arnold van Loo, bij eenen brief van den 16den april 1485, verklaarde : *Das wir umb gutter ursachen willen — nach befell das wir haben von den Kayserlichen Majestat, eine Munthe von silver und von Gulte gelt to slaen, und to machen, geordent, unt gesetz haben zo Franeker in Westfrislandt, in Westergo, und bevolen hab dem achtbaren und strengen Zicken Ziaarden Capitainen da selbs* ([2]).

([1]) *Slichtenhorst, Tooneel,* enz., 78[a], 79[b].
([2]) *Vriesch Pl.*, I, 727.

GEERTRUIDENBERG.

Zie *Dordrecht.*

GENDRINGEN.

Adam de tweede, Heer van den Berghe, heeft voor deze zijne heerlijkheid, omstreeks 1350, de munt van *Walraem*, bisschop van Keulen, te leen ontvangen. Men wil dat aldaar *Angelotten*, *Goudguldens* en dergelijke zouden geslagen zijn (1).

GENT.

Het bestaan der *Nobels*, aldaar in 1584 geslagen, ontslaat mij van alle verdere bewijzen.

GEVAERDEN.

De munt der Heeren *van Gevaerde* werd, in de ordonnantie van 1585, en zelfs ook vroeger, verboden.

GORKUM.

Dat ook hier geld geslagen werd, is ons uit de *Testoenen van Portugaal*, boven vermeld, gebleken. De munt werd echter, na veel stribbelings, in 1590, vernietigd (2).

---

(1) *Slichtenhorst, Tooneel*, enz., 78_a, 80^a.

(2) *Resolutien van Holl. en West-Vr.*, 1590, 9 nov. *Zie* ook *Bor.*, III, 491.

GRONINGEN.

Sehoon Keizer *Frederik*, in 1483, aan *Groningen* de vrijheid verleende, om gouden munt te slaan, is daar ongetwijfeld reeds vroeger gemunt. Op het jaar 1227 ontmoet men bereids Groninger geld (1).

Groningen had tevens het regt der algemeene en provinciale munt in de Vereenigde Gewesten.

GRONSVELD.

De Heeren van Gronsveld deden aldaar *Oorden* munten, die in de ordonnantien der Aartshertogen afgebeeld worden (2). Dat ook de Daalders en andere geldstukken van deze Heeren op Gronsveld geslagen zijn, is niet onwaarsehijnlijk.

HARDERWIJK.

Deze stad, ofsehoon reeds in vroegen tijd geld slaande, had toen de hoogste munt van het Vorstendom, en bevatte later in zieh de provineiale munt van *Gelderland* onder de Vereenigde Nederlanden (3). Men zie voorts *Arnhem.*

---

(1) *Verh. van het genootschap* PRO EXCOL., etc., III, 2e stuk, 86 en *volgg.; Van Mieris, Bisschopl. munten*, 224; *Tegenw. Staat van stad en lande*, I, 187.

(2) Zoo als in die van 30 nov. 1614 en van 3 junij 1615.

(3) *Slichtenhorst, Tooneel*, enz. 100*b*; *Schrassert, Beschrijving van Harderwijk*, I, 68.

HASSELT.

Uit *Fresinga* mag men opmaken, dat in *Hasselt* op 't laatst der XIV^{de} eeuw eene munt bestaan hebbe. Volgens *Van Mieris* bezat die stad, in 1252, even als de drie Overijsselsche steden *Deventer*, *Kampen* en *Zwol*, dat regt (1).

HEDEL OF HEEL.

Zeer bekend was in de zestiende eeuw de *Heelsche* munt, waartegen onderscheidene voorzieningen werden ingesteld. Een *Daalder* aldaar geslagen, in 1580, was bevonden van 6 penn. 3 gr. in allooi, en ten gewigte van 15 $\frac{3}{4}$ eng., en alzoo slechts 19 *stuivers* waardig. Ofschoon die munt gesupprimeerd werd, bevond men nogtans, dat er in 1585 geld werd geslagen (3).

HEM.

Zie *Medenblik*.

HOORN.

Deze stad, met Enkhuizen en Medenblik, was de muntplaats van het Noorderkwartier in de provincie Holland (West-Vries-

---

(1) *Dumbar Analecta*, III, 339. Men mag er echter redelijkerwijze aan twijfelen, dat Hasselt de munt van Overijssel bezat.

Zie ook *Van Mieris*, *Bisschoppelijke munten*, 229; *Tegenwoordige staat van Overijssel*, IVe deel, 1^{e} stuk.

(2) *Resol. van Holl. en West-Vr.*, 1580, 8 mei en 12 sept., 1581, 8 en 21 nov., 1585, 9 jan.

land). Zij werd opgerigt ten jare 1586, en beurtelings, om de drie, zeven, later om de tien jaren, naar de drie genoemde steden verplaatst ([1]).

KAMERYK.

Blijkens een voorregt-brief van den jare 1317, mogten de muntgezellen van Braband de munt te *Kameryk* alleen bewerken ([2]). Ook hier werd in de zestiende eeuw geld geslagen.

KAMPEN.

Zie *Deventer*.

KUILENBURG.

Men heeft in 1589 een vertoog tegen deze munt ingediend, hetwelk ten gevolge had, dat zij verboden werd. Echter blijkt het, dat er in 1594 nog *Henricus Nobels* gemunt werden ([3]).

LEEUWARDEN.

Deze stad bevatte in zich de provinciale munt van Vriesland, onder de Vereenigde Gewesten. Geldstukken van de XV^de^ eeuw

---

([1]) Zie *Velius*, *Chronijk van Hoorn*, 470 — 473, 510; *Beschrijving van Enkhuizen* op vele plaatsen; Boomcamp, Alkmaar, 394 — 420; *Resol. van Holl. en West-Vr.*, 1586, enz., cnz.

([2]) Afschrift van het charter bij mij.

([3]) *Bor*, *Ned. Oorl.*, III, 491; *Resol. Holl. en West-Vr.*, 1589, 8 nov.; 1590, 9 nov.; 1594, 31 oct.; *Can en Scheltus*, I, 2648.

Zie ook *Van Loon*, *Ned. Hist. penn.*, I, 116.

aldaar geslagen, kan men, onder anderen, in het muntboek van 1580 vinden [1].

LEUVEN.

Zie *Antwerpen*.

LUIK.

Door de bisschoppen van Luik werd binnen de stad van dien naam menigte van geldstukken geslagen, welke in de XVI^de^ eeuw en vervolgens gangbaar waren.

MAASTRICHT.

Oorden, binnen *Maastricht* geslagen, komen in de munt-ordonnantien der Aartshertogen meer dan eenmaal voor. Ook de Heeren van *Gronsveld* schijnen er van hunne geldstukken te hebben doen munten [2]. Bij het privilegie door *Philips van Oostenrijk*, van den 7^den^ augustus 1504, werden de munters van Holland en Braband verpligt, te *Maastricht* en elders te werken [3].

MASEYK.

De *Oorden*, hier gemunt, worden bij ordonnantien der Aartshertogen afgebeeld [4].

---

(1) *Vriesch Pl.*, II, 523.
(2) *Vriesch Pl.* III, 448.
(3) Uit een afschrift van dat charter bij mij.
(4) En die namelijk van 30 nov. 1614 en van 3 junij 1615.

MECHELEN.

Sehoon dit eene bekende muntplaats is, is het welligt minder bekend, dat *Maximiliaan* en *Philip*, bij ordonnantie van 13 april 1485, en bij eene vernieuwing derzelve van 4 september 1495, bepaalden : *Que toutes nos monnoyes que l'on a jusques icy tenus et forgez en nos pays de Brabant, de Gelre et de Hollande se forgeront doresnavant en nostre ville de Malines* ([1]).

MEDENBLIK.

Van eene muntplaats aldaar, in vroegen tijd, bewijzen de geldstukjes van *Floris IV*. Doeh dat de munt daarhenen van Hem of Urshem, in Dregterland, is verplaatst, verzekert ons *D. Schoorl*, in zijne *Chronijk van Medenblik* ([2]).

MIDDELBURG.

In deze stad berustte de provincíale munt van *Zeeland*, welke, na eenen hevigen tegenstand, waarvan de bijzonderheden elders breedvoerig zijn besehreven, in 1580 is opgerigt. De sehrijvers van den *Tegenwoordigen staat van Zeeland*, willen, zonderling genoeg, beweren, dat, omstreeks den jare 1506, reeds *Middelburg* het regt der munt heeft gehad, en brengen ten bewijze daarvan bij, den *Dukaat met twee hoofden*, de borstbeelden

---

([1]) Uit een afschrift van dat charter bij mij.

([2]) Vierde uitgave, *bl.* 7. *Zie* voorts *Alkemade*, *Munt der Graven*, *enz.*, *voorber.*, en bl. 46; *Handv. van Dordrecht*, 454; *Wagenaar*, *Vad. Historie*, enz.

namelijk van *Philips* en *Joanna*, die op dat tijdstip van 1506 aan de regering waren, welke het teeken der Middelburgsche munt draagt. Indien deze omstandigheid volkomen juist ware, dan moet men zich verwonderen, dat *Zeeland* of *Middelburg*, ten jare 1579 en 1580, dit regt niet heeft bijgebragt en doen gelden. Doch de zaak is eenvoudig deze : Kort na de oprigting dier munt, hebben de Staten besloten, den *spaanschen Dukaat met twee hoofden* na te munten, gelijk ook daarna in *Overijssel* en in *West-Vriesland* is geschied; en het zijn deze welke men onder den naam van *Zeeuwschen Dukaat met twee hoofden in de Nederlanden geslagen*, in de munt-ordonnantien aantreft (1).

NAMEN.

Eene munt, aldaar ten jare 1579 geslagen, vertoont ons het muntboek van 1580, *bl.* 382.

NIJMEGEN.

Veelvuldig zijn de stukken alhier geslagen, zoo dat ik mij van eene verdere vermelding gerustelijk kan onthouden. Aldaar was ook de provinciale munt van Gelderland, en die van de algemeene gewesten (2).

---

(1) *Tegenw. Staat van Zeeland*, IX, 91; *Leven van Prins Willem I*, III, 367.

(2) *Schlichtenhorst*, *Tooneel*, enz., 40 a; *Chronijk van Nijmegen*, 13, 39, 96, 157, 166; *Handvesten van Nijmegen*, en vooral over den loop der Nijmeegsche munt, bl. 295.

RECHEM.

Ook hier werden door de Heeren *van Rechem* geldstukken geslagen, welke dikwijls verboden werden (1).

RINGELAAR.

Alkemade vertoont de munten, welke door den Aartshertog *Philips* aldaar geslagen werden (2).

RUREMONDE.

De Oorden, welke de Aartshertogen aldaar deden munten, komen in derzelver munt-beeldenaars voor. Zie wijders op *Arnhem*.

'S HERTOGENBOSCH.

Ook hier werden Oorden door de Aartshertogen gedaan munten (3).

SNEEK.

In den jare 1498, werd hier, door of van wege *Albert van Saksen*, gemunt (4).

---

(1) *Zie* de *Ordonn. der Aartshertogen* van 30 nov. 1614 en 3 junij 1615.
(2) *Munten der Gr. van Holl.*, 159.
(3) *Plac. Brab.*, III, 549, als ook de ordonn. van 30 nov 1614 en 3 junij 1615.
(4) *Schotanus*, 461; *Vriesch Pl.*, II, 7.

SINT-STEVENSWAARD.

De munten hier geslagen, werden, bij de ordonnantie van den jare 1585, verboden.

SINT-TRUYEN.

Een geldstuk aldaar geslagen, vertoont ons *Alkemade* (1).

THORE.

D'abtdisse van Thoren, dewelcke groote heerschappye heeft in 't geestelyck ende wereltlyck, over lant ende dorpen, met groot jaerlyks inkomen, staet onder de bescherminge des keizeryks, met zulke macht ende voordeel, dat sy gouden ende silveren gelt doet munten (2).

De munten van *Margaretha van Brederode* zijn genoegzaam bekend, om er iets meer over bij te voegen.

URSHEM.

Zie op *Medenblik*.

UTRECHT.

Ik behoef deze stad alleen te noemen, om een ieder te herin-

---

(1) *Munten der Gr. van Holl.*, 120.

(2) *Guicciardyn*, 330 (384). *Zie* ook de *Ordonn. der Aartshertogen* van 30 nov. 1614 en 3 junij 1615.

neren aan derzelver regt tot den muntslag. Behalve de provinciale had de stad nog het voorregt van stedelijke munt (1).

VIANEN.

Schoon men weet, dat de Heeren *van Brederode* aldaar hebben doen munten, merk ik daarbij nog alleen aan, dat de Paltsgravinne *Emilia* aan de Staten van Holland en West-Vriesland verzocht, te dier plaatse geld te mogen doen slaan, hetwelk echter van de hand werd gewezen (2).

WAALWIJK.

In een oud charter van den jare 1400, spreekt Heer *Jan van Brederode* van eene munt in zijne landen van *Waalwijk* en andere hem toebehoorende (3).

WEERD.

Het zou mij geenszins bevreemden, dat de graven van Hoorn hier hunne geldstukken hebben doen munten (4).

ZEVENBERGEN.

Zie *Dordrecht*.

---

(1) *Van Mieris*, *Bissch. munten*, 88, 208; *Batavia Sacra*, 93; *Utr. Jaarb.*, II, 405; *Van Loon*, *Ned. Hist.*, I, 263, en elders.
(2) *Res. Holl. en West-Vr.*, 1583, 18 sept.
(3) Volgens een afschrift bij mij.
(4) *Zie*, b. v., het *Muntboek* van 1580 op vele plaatsen.

ZUTPHEN.

Ook hier werd in de XVI^de eeuw en later, als provinciale en stedelijke munt, geld geslagen, waarvan men voorzeker geen bewijs vorderen zal.

ZWOLLE.

Zie *Deventer*.

En hiermede acht ik voor mij zelven de taak, welke ik op mij genomen had, ten einde gebragt. Hoe vele en welke verordeningen daartoe nog hadden kunnen gebezigd zijn, staat geenszins te mijner beslissing. Dat ik echter alle vermogen heb te werk gesteld, om de bescheiden ter zake dienende, en gedurende het voorgeschreven tijdvak, *den aanvang der zestiende eeuw tot aan de regering van Albertus en Isabella*, uitgegeven, immers voor zoo verre dezelve te mijner beschikking stonden, te raadplegen, zal, naar ik mij vleije, niet onopgemerkt blijven, en ik sluit deze verhandeling in de volkomenste overtuiging, van geene moeite gespaard te hebben tot het bekomen en aanwijzen van zulke bronnen, als het onderwerp maar eenig licht hebben kunnen bijzetten.

> La monnaie a presqu'aussi souvent changé de la valeur réelle, que nos habits ont changé de mode.
>
> Ghesquierre, Prolongemens servant d'introduction au *Mémoire sur trois points intéressans de l'Histoire des Pays-Bas*, page 5.

EINDE.

BLADWIJZER.

A.

B.

D.

E.

F.

G.

H.

J.

K.

L.

M.

N.

O.

P.

R.

S.

T.

U.

V.

W.

Z.

EINDE VAN DEN BLADWIJZER.

VERBETERINGEN.

Op bladz. 30 (in de noot) en verder komt het woord *gehalte* meestal voor in het vrouwelijk geslacht, zulks moet zijn *het gehalte* in bet onzijdig, gelijk dit van bladz. 129 af in acht is genomen.
Op bladz. 174, regel 4 van beneden, *Prolongemens*, lees *Prolégomènes.*

De jaar- en andere tallen, alsmede de eige namen zoo naauwkeurig als mogelijk afgedrukt zijnde, zal de lezer de minder belangrijk drukfeilen met inschikkelijkheid behandelen.

183

TABLE

DES

MÉMOIRES CONTENUS DANS CE VOLUME.

